



L'argumentation dans les discours présidentiels sur la prévention de la COVID-19

Husam Ma'Ayah

► To cite this version:

Husam Ma'Ayah. L'argumentation dans les discours présidentiels sur la prévention de la COVID-19. Linguistique. Université de Brest, 2025. Français. ⟨NNT : 2025BRUN0059⟩. ⟨tel-05570565⟩

HAL Id: tel-05570565

<https://theses.hal.science/tel-05570565v1>

Submitted on 27 Mar 2026

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization



THÈSE DE DOCTORAT DE

L'UNIVERSITE
DE BRETAGNE OCCIDENTALE

ECOLE DOCTORALE N° 595

Arts, Lettres, Langues

Spécialité : Sciences du langage et didactique des langues

Par

Husam MA'AYAH

**L'argumentation dans les discours présidentiels sur
la prévention de la COVID-19**

Thèse présentée et soutenue à Brest, le 07 novembre 2025

Unité de recherche : Héritage et Création dans le Texte et l'Image (UR4249)

Rapporteurs avant soutenance :

Margareta KASTBERG SJÖBLOM
Mohammad AL-KHATIB

Professeure, Université de Franche-Comté
Professeur, Université d'Al Al Bayt

Composition du Jury :

Président : Mohamed SAKI

Maître de conférences, Université de Bretagne Occidentale

Examineurs :

Immaculada FÀBREGAS-ALÉGRET
Riham JARADAT

Professeure, Université de Bretagne Sud
Maîtresse de conférences, Université de Yarmouk

Dir. de thèse : Michael RINN

Professeur, Université de Bretagne Occidentale

Sommaire

DÉDICACE	6
REMERCIEMENTS	7
RÉSUMÉ	9
ABSTRACT	10
LISTE DES FIGURES	11
LISTE DES TABLEAUX	11
LISTE DES ABRÉVIATIONS	11
INTRODUCTION GÉNÉRALE	13
<i>A. Contexte général de cette recherche</i>	<i>13</i>
<i>B. Problématisation scientifique</i>	<i>20</i>
<i>C. Objectifs et intérêt de la recherche</i>	<i>24</i>
<i>D. Description de la méthodologie</i>	<i>30</i>
<i>E. Synthèse de la communication présidentielle (le corpus en quelques pages)</i>	<i>36</i>
PARTIE I	47
LE DISCOURS MACRONIEN, ENTRE VULGARISATION MÉDICALE ET STRATÉGIES D'INFLUENCE EN TEMPS DE CRISE	47
CHAPITRE 1	48
LES PRÉDISCOURS ET LE CADRE PRÉDISCURSIF	48
<i>1.1. Introduction au corpus choisi pour cette étude</i>	<i>48</i>
<i>1.2. Objectifs et attentes de cette thèse</i>	<i>49</i>
<i>1.3. Les modalités de l'analyse</i>	<i>52</i>
<i>1.4. Les limites de cette analyse</i>	<i>53</i>
<i>1.5. Les particularités socio-historiques du traitement de la question sanitaire</i>	<i>54</i>
<i>1.6. La politique sanitaire en France</i>	<i>62</i>
<i>1.7. Synthèse intermédiaire n°1</i>	<i>65</i>
CHAPITRE 2	68
LE PRÉSIDENT ENTRE LES EXPERTS MÉDICAUX ET LE GRAND PUBLIC	68
<i>2.1. Etat de l'art</i>	<i>69</i>
<i>2.2. Définition, délimitation et institutionnalisation du terme « COVID-19 »</i>	<i>71</i>
<i>2.3. La communication médicale dans l'arène publique</i>	<i>72</i>
<i>2.4. De la prévention à la vigilance : les messages clés face à la COVID-19</i>	<i>73</i>
<i>2.5. L'entrée des termes médicaux dans le discours</i>	<i>79</i>
<i>2.6. La gestion politique et nationale de la crise</i>	<i>86</i>
<i>2.7. Synthèse intermédiaire n°2</i>	<i>132</i>
CHAPITRE 3	134
UNE ANALYSE (CON)TEXTUELLE DE LA TERMINOLOGIE SANITAIRE DANS LA COMMUNICATION MACRONIENNE	134

3.1.	<i>Etat de l'art</i>	136
3.2.	<i>Les spécificités des mots consacrés à la santé</i>	139
3.3.	<i>Analyse des termes sanitaires au sein du corpus</i>	143
3.4.	<i>Synthèse intermédiaire n°3</i>	199
CHAPITRE 4		201
LE RENFORCEMENT DE LA SOLIDARITÉ PAR LE MARKETING SOCIAL DANS LA COMMUNICATION MACRONIENNE		201
4.1.	<i>Etat de l'art</i>	203
4.2.	<i>Déconstruction du discours macronien face à la pandémie</i>	206
4.3.	<i>Le marketing social lié à la COVID-19 dans les discours macroniens</i>	234
4.4.	<i>Synthèse intermédiaire n°4</i>	252
PARTIE II		253
LE TRAITEMENT DE LA QUESTION SANITAIRE DANS LES DISCOURS MACRONIENS		253
CHAPITRE 5		256
L'ÉTHOS DU LEADERSHIP DANS LE DISCOURS DU PRÉSIDENT FACE À L'ÉPIDÉMIE		256
5.1.	<i>Etat de l'art</i>	258
5.2.	<i>L'éthos macronien : un examen des stratégies rhétoriques</i>	263
5.3.	<i>Le leadership et la communication en temps de crise</i>	279
5.4.	<i>Prudence, vertu et bienveillance comme fondements de la crédibilité</i>	297
5.5.	<i>Synthèse intermédiaire n°5</i>	308
CHAPITRE 6		310
LES PARTICULARITÉS DU DISCOURS SANITAIRE DU PRÉSIDENT EMMANUEL MACRON		310
6.1.	<i>Etat de l'art</i>	311
6.2.	<i>La richesse du choix lexical et des termes chargés dans le corpus</i>	314
6.3.	<i>La performativité du discours macronien</i>	330
6.4.	<i>Les fondements du discours sanitaire du Président Macron</i>	342
6.5.	<i>Synthèse intermédiaire n°6</i>	363
CHAPITRE 7		364
L'ARGUMENTATION DANS LE DISCOURS SANITAIRE DU PRÉSIDENT MACRON		365
7.1.	<i>Etat de l'art</i>	366
7.2.	<i>Les arguments centraux que le Chef de l'Etat déploie dans son discours</i>	369
7.3.	<i>La rhétorique des données numériques et des stratégies équivoques des figures rhétoriques dans le discours macronien</i>	390
7.4.	<i>Synthèse intermédiaire n°7</i>	412
CHAPITRE 8		415

LE PATHOS DE LA COMMUNICATION MACRONIENNE EN SANTÉ PUBLIQUE	415
8.1. <i>Etat de l'art</i>	417
8.2. <i>Le recours à la peur pour mobiliser le téléspectateur</i>	434
8.3. <i>Synthèse intermédiaire n°8</i>	454
CONCLUSION ET PERSPECTIVE	456
BIBLIOGRAPHIE	462
TABLE DES MATIÈRES	493

Dédicace

À **Amal** et **Saleem**, mes parents, dont l'amour inconditionnel et le soutien sans faille m'ont porté à chaque étape de ce parcours, depuis 1998. Vous avez été mon roc, ma source de force, et c'est à vous que je dois bien plus que la réussite de mon parcours académique, et surtout cette thèse. Votre dévouement, vos sacrifices ainsi que votre foi en moi ont été ma lumière dans les moments les plus difficiles. Aucun terme ne saurait exprimer à quel point je vous suis reconnaissant pour tout ce que vous avez donné. Pour cela, cette thèse est autant la vôtre que la mienne.

Et à ceux qui m'ont donné confiance en moi-même, qui ne m'ont jamais laissé sans aide et sans prières, les jeunes qui se sont toujours trouvés à mes côtés comme des amis et soldats, **Oussama** et **Sara** ; Je vous remercie pour tout ce que vous avez fait pour que ce travail puisse voir le jour, pas seulement des mots et des rêves, au contraire, pour qu'il soit édifié comme un immeuble construit jour après jour, et nuit après nuit. Merci à vous, car vous étiez là avant même que je ne vous le demande.

Et à ceux qui liront ce travail ; je dédie cette thèse ...

Remerciements

Tout d'abord, et avant tout, je souhaite adresser mes plus sincères remerciements à Prof. Dr. Michael **RINN**, mon directeur de thèse, pour son encadrement unique, sa guidance éclairée et surtout son soutien indéfectible tout au long de ces trois ans. Son expertise et ses conseils avisés ont été indispensables à la réalisation de ce travail, et son engagement a fait de cette aventure doctorale une expérience enrichissante à bien des égards.

Je remercie aussi Dr. Riham **JARADAT**, qui m'a accompagné dans la construction de mon aventure de recherche, dès 2013. Je remercie également Dr. Mohamed **SAKI** pour ses commentaires et tout son support pendant la réalisation de ce travail doctoral.

Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance à Yves **BUTRUILLE**, mon deuxième lecteur, pour son regard attentif tout au long de ce travail de recherche. Ses observations pertinentes ont contribué significativement à l'amélioration de ce projet.

Je remercie chaleureusement Rachel **VILAR** pour son soutien constant tout au long de mes trois ans de thèse. Son aide précieuse et sa disponibilité, dès avant même mon arrivée en Finistère, ont été d'un grand secours dans l'avancement de cette thèse.

Aussi, je tiens à exprimer ma sincère gratitude à Catherine **BERTIGNAC** pour son aide inestimable dans la vérification de l'ensemble de la bibliographie. Son expertise et sa rigueur ont considérablement contribué à la qualité de ce travail.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à l'**Ambassade de France en Jordanie** pour l'octroi de la bourse doctorale qui m'a permis de mener à bien ce travail de recherche. Sans ce précieux soutien, la réalisation de cette thèse n'aurait tout simplement pas été possible.

À mes amis, notamment ma famille de l'**Église Nouvel Espoir** à Brest, Céline, Daniel, Éric, Franck, Inès, Maryline, Nadine, Olivier, Philippe, Pierre-Antoine, Priscille et surtout à Hind. Merci également au Dr Mahmoud Nabulsi et au Dr Khabab Al Zubeidi.

- *Le discours n'est pas simplement ce qui traduit les luttes ou les systèmes de domination, mais ce pour quoi, ce par quoi on lutte, le pouvoir dont on cherche à s'emparer*

Foucault, 1971

À Amal

Résumé

Les discours politiques, notamment ceux prononcés par des figures de premier plan comme le Président Emmanuel Macron, jouent un rôle déterminant dans la gestion des crises sanitaires telles que celle de la COVID-19. En tant que Chef de l'Etat, il utilise ses allocutions pour informer, rassurer et mobiliser le grand public français. Ce type de communication, par sa nature persuasive, utilise diverses stratégies pour atteindre ses objectifs : informer le sujet-cible, inspirer confiance et surtout inciter à l'action collective. À première vue, les discours macroniens peuvent sembler variés et adaptés à des contextes spécifiques, puisqu'ils sont influencés par des facteurs sanitaires propres à chaque moment de l'épidémie. Pour cela, il est possible d'identifier des régularités discursives et des stratégies persuasives communes dans ces prises de parole. Cette identification permet une meilleure compréhension de la façon dont ce sujet-énonciateur communique en période de crise et comment il emploie le langage pour influencer le comportement public.

L'objectif principal de cette thèse est d'examiner les stratégies discursives utilisées par le Président dans ses interventions en réponse à la COVID-19. Nous nous basons sur des éléments théoriques issus de différentes théories de la communication, notamment les concepts du marketing social, l'éthos et le pathos afin d'organiser les catégories d'analyse. Au total, huit discours sont étudiés, révélant des stratégies récurrentes telles que l'appel à la solidarité nationale, l'utilisation de données scientifiques et numériques pour légitimer les mesures gouvernementales prises, et l'expression d'empathie envers les victimes de la COVID-19. Ces stratégies contribuent à maintenir la cohésion sociale ainsi qu'à encourager le respect des mesures sanitaires, illustrant l'indispensabilité de la communication politique en temps de crise.

Mots clés : Analyse du discours, Communication en santé publique, COVID-19, Stratégies rhétoriques, Argumentation, Président Emmanuel Macron.

Abstract

Political speeches, particularly those delivered by prominent figures such as President Emmanuel Macron, play a decisive role in managing health crises such as COVID-19. As Head of State, he uses his allocutions to inform, reassure and mobilize the general French public. This type of communication, by its persuasive nature, uses various strategies to achieve its objectives: inform the target subject, inspire confidence and especially encourage collective action. At first glance, Macronian discourses may seem varied and adapted to specific contexts, since they are influenced by health factors specific to each moment of the epidemic. For this, it is possible to identify discursive regularities and common persuasive strategies in these speeches. This identification allows a better understanding of how this speaker-subject communicates in times of crisis and how he uses language to influence public behavior.

The main objective of this thesis is to examine the discourse strategies used by the President in his interventions in response to COVID-19. We rely on theoretical elements from different theories of communication, including social marketing concepts, ethos and pathos to organize the categories of analysis. A total of eight speeches are studied, revealing recurrent strategies such as the call for national solidarity, the use of scientific and digital data to legitimize the government measures taken, and the expression of empathy towards the victims of COVID-19. These strategies help to maintain social cohesion and encourage compliance with health measures, illustrating the indispensability of political communication in times of crisis.

Key words: Discourse analysis, Public health communication, COVID-19, Rhetorical strategies, Argumentation, President Emmanuel Macron.

Liste des figures

Figure 1 : La classification des données en groupes sur « Zotero »	32
Figure 2 : Extrait illustratif de la citation analysée.....	34
Figure 3 : Reproduction intégrale de la citation dans le corpus	34
Figure 4 : L'accueil du CNRTL	36
Figure 5 : Processus de réception et d'action suite à la communication présidentielle.....	236
Figure 6 : La corrélation entre l'éthique et l'éthos	298

Liste des tableaux

Tableau 1 : Les indicateurs choisis pour la composition du corpus de cette étude	35
Tableau 2 : Termes liés à la prévention et à la gestion de la pandémie.....	144
Tableau 3 : Termes médicaux et scientifiques.....	144
Tableau 4 : Termes liés à l'impact social et quotidien de la crise sanitaire	145

Liste des abréviations

Abréviation	Définition
APA	American Psychological Association
C	Conclusion
CMU	Couverture Maladie Universelle
CMU-C	La couverture maladie universelle complémentaire
CNAM	Caisse nationale de l'assurance maladie
COVID-19	Coronavirus disease 2019
E	Énoncé
E ₁	Énoncé initial
EHPAD	Établissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes
H1N1	Virus de la grippe A
INA	l'Institut national de l'audiovisuel
INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique nord
P	Phrase
PCR	Réaction de polymérase en chaîne
PEPS	Programme Émotions Positives pour la Schizophrénie
P _n	Phrase au nième terme générique
PNNS	Programme national de nutrition sanitaire

R	Raisonnement
R ₀	Le taux de reproduction
Samu	Le service d'aide médicale urgente
SIDA	Syndrome d'Immunodéficience Acquis
SRAS-CoV-2	Coronavirus 2 du syndrome respiratoire aigu sévère
UE	Union européenne
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine, causant le SIDA

Introduction générale

A. Contexte général de cette recherche

Depuis la nuit des temps, la société humaine a dû faire face à des crises majeures, guerres, pandémies, catastrophes naturelles, qui ont profondément bouleversé son organisation et son rapport avec autrui. Dans ces moments de rupture, la parole du pouvoir politique prend une place centrale, comme elle structure la compréhension collective de l'événement, oriente les comportements, légitime les décisions, et tente de maintenir une cohésion sociale mise à mal. Survenue à la fin de l'année 2019, la pandémie de COVID-19 s'inscrit dans cette continuité historique tout en revêtant un caractère singulier par son ampleur, sa durée, et la manière dont elle a été médiatisée à l'échelle planétaire. Dans ce contexte, le rôle du langage politique devient fondamental. Kastberg-Sjöblom *et al.* (2020 : 1) affirment que « nommer, c'est faire exister », ce qui rappelle le pouvoir performatif des mots dans la fabrique du réel : à travers les choix lexicaux, l'énonciateur-politique ne se contente pas de décrire une situation, il en détermine la perception, les enjeux et les modalités de gestion.

En France, les discours du Président de la République ont constitué un pivot discursif majeur dans la gestion de la crise, tant sur le plan institutionnel que symbolique. Ces prises de parole solennelles, retransmises en direct à des millions de citoyens-télespectateurs, offrent un matériau linguistique particulièrement riche pour analyser « comment le langage sert à dire l'urgence, à construire le réel, et à produire du sens en contexte de crise » (Heiderich et Maroun, 2018 : 451). C'est à cette articulation entre discours politique, langue et événement que cette recherche s'attache, à travers l'étude approfondie de huit allocutions présidentielles prononcées entre 2020 et 2021. Afin de mieux saisir la portée discursive de ces allocutions présidentielles, il convient tout d'abord de revenir brièvement sur le contexte historique de l'apparition et de la propagation de la pandémie de COVID-19.

- Pandémie de COVID-19 : repères historiques

La pandémie de COVID-19 trouve son origine à la fin de l'année 2019, lorsqu'un nouveau coronavirus est détecté dans la ville de Wuhan, en Chine. Très rapidement, elle se propage à l'échelle mondiale, poussant l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à déclarer une urgence de santé publique de portée internationale le 30/01/2020, puis une pandémie mondiale le 11 mars de la même année. En France, les premiers cas sont confirmés dès janvier 2020, et la situation sanitaire s'aggrave rapidement au cours du mois de mars, menant à l'instauration d'un confinement généralisé à partir du 17/03/2020. Cette crise a profondément perturbé les dynamiques sociales, économiques et politiques du pays. Aussi, elle a provoqué une intensification de la communication institutionnelle, marquée par une forte présence médiatique des autorités sanitaires et politiques. Dans ce contexte d'incertitude, la parole du Chef de l'Etat a acquis une fonction de régulation, d'explication et de légitimation, devenant un objet discursif de première importance pour comprendre les mécanismes langagiers à l'œuvre en situation de crise. L'identification du virus n'a été que la première étape d'une dynamique pandémique fulgurante et brutale, dont les effets se sont très rapidement fait sentir à l'échelle mondiale.

⇒ Emergence du virus (fin 2019 – début 2020)

En l'espace de quelques semaines, le SARS-CoV-2 s'est propagé bien au-delà des frontières chinoises, touchant successivement l'Asie, l'Europe, puis l'ensemble des continents. En France, face à l'augmentation exponentielle des cas et à la saturation progressive des services hospitaliers, le gouvernement a décrété l'état d'urgence sanitaire le 23/03/2020, après avoir déjà imposé un premier confinement national à compter du 17/03/2020. Ces mesures inédites ont restreint de manière drastique les libertés individuelles (fermeture des écoles, des commerces non essentiels, limitation des déplacements), bouleversant la vie quotidienne du citoyen.

À l'échelle internationale, des dispositifs similaires ont été mis en place dans de nombreux pays, traduisant une volonté commune de freiner la propagation du virus, malgré des différences notables dans les modalités d'application. Marquée par un climat d'incertitude, de peur et de saturation informationnelle, la situation a exigé que les autorités publiques assurent l'instauration d'une communication constante, structurée et persuasive, notamment par l'intermédiaire de prises de parole officielles. Au-delà des manifestations épidémiologiques immédiates de la COVID-19, elle a rapidement révélé une série d'effets

systemiques, touchant l'ensemble des sphères de la vie sociale, politique et économique à l'échelle mondiale.

⇒ Impacts globaux : sanitaires, politiques, sociaux, et économiques

La pandémie a constitué une crise sanitaire d'une ampleur rare dans l'histoire moderne, mettant sous tension les systèmes hospitaliers de nombreux pays et provoquant un nombre élevé de décès dès la première année. Mais ses effets se sont largement étendus au-delà du domaine médical. Sur le plan politique, la gestion de l'urgence a conduit, dans de nombreux Etats, à la mise en place de mesures exceptionnelles souvent décidées dans l'urgence, avec un renforcement du pouvoir exécutif et une centralisation accrue des décisions. Les gouvernements ont été confrontés à des arbitrages complexes entre la protection sanitaire des populations et le respect des libertés fondamentales, donnant lieu à des débats nourris, à des contestations diverses, et parfois à une montée de la défiance à l'égard des institutions. Sur le niveau social, la COVID-19 a révélé et parfois amplifié certaines inégalités préexistantes, mis à l'épreuve les solidarités collectives, et fragilisé les populations les plus précaires. Elle a aussi contribué à transformer durablement les pratiques du travail, de l'enseignement ou encore des interactions sociales. Quant au plan économique, les répercussions ont été significatives : a) ralentissement de l'activité, b) fermetures d'entreprises, c) recours massif au chômage partiel, et d) affaiblissement de secteurs comme le tourisme, la culture ou l'événementiel.

Dans un tel contexte de bouleversement multidimensionnel, la parole publique – et notamment celle des plus hautes autorités de l'Etat – a été appelée à jouer un rôle central. Il ne s'agissait pas uniquement d'informer ou de rassurer, mais également de mobiliser, de justifier les décisions prises, et de maintenir un minimum de cohésion sociale et politique. Il semble ainsi pertinent de considérer que la gestion de la crise n'a pas reposé uniquement sur les outils sanitaires, mais aussi sur des dispositifs communicationnels, pensés comme des instruments d'action à part entière. Autrement dit, la communication de crise n'est pas un simple accompagnement rhétorique, mais bien une composante essentielle de la gouvernance en période pandémique. Cela justifie l'intérêt d'analyser les logiques discursives déployées dans ce cadre exceptionnel. Ainsi, si la pandémie est d'abord un événement sanitaire à portée mondiale, elle a aussi représenté un défi communicationnel

majeur pour les pouvoirs publics, contraints de « formuler des stratégies discursives pour accompagner et légitimer leur action.» (Aubry, 2023 : 91).

- La communication de crise en contexte pandémique

Dès les premières semaines de la propagation du virus, les gouvernements ont été contraints de construire un dispositif communicationnel réactif, pédagogique et rassurant. En France, cette communication s'est matérialisée par une mobilisation intense de plusieurs acteurs institutionnels : autorités sanitaires, experts médicaux, membres du gouvernement, et bien entendu le Président. Ce dispositif visait à diffuser des consignes claires, à légitimer les décisions prises, et à maintenir un lien de confiance entre l'Etat et la population. Il s'agissait donc d'informer sur l'évolution de la situation épidémiologique, d'expliquer les mesures sanitaires, mais également de gérer les émotions collectives (telles que la peur, le colère, l'incertitude) générées par l'inconnu et par les restrictions imposées. L'ensemble de ces prises de parole a contribué à façonner un imaginaire discursif de la crise, où les représentations du virus, de la responsabilité individuelle, du rôle de l'Etat et des comportements attendus ont été progressivement stabilisées par les mots utilisés pour les décrire.

En guise de définition, la communication de crise désigne l'ensemble des dispositifs discursifs et médiatiques mis en œuvre par les institutions dans le but de répondre à une situation exceptionnelle, marquée par l'incertitude, l'urgence et la nécessité d'agir vite. En contexte pandémique, elle devient un enjeu vital, car il s'agit non seulement d'informer sur les risques sanitaires, mais aussi de « construire un récit cohérent de la crise, de gérer les émotions collectives, et de maintenir l'adhésion du public aux mesures imposées.» (Libaert, 2020 : 27 – 32). Dans le cas de la COVID-19, cette communication s'est caractérisée par une forte médiatisation, une pluralité d'acteurs et une intensité inédite dans le rythme des annonces¹. Elle a mobilisé des registres scientifiques, politiques et émotionnels, et a joué un

¹ À titre d'exemple, l'Institut national de l'audiovisuel (INA) a relevé qu'au premier semestre 2020, les principaux journaux télévisés (comme TF1, France 2, France 3, Arte, M6) ont consacré environ 8 500 sujets à la COVID-19, soit environ 50 sujets par jour, représentant 60 % du contenu diffusé (FranceSoir, 2020). Entre le 16 et le 22 mars 2020, les chaînes d'information en continu (comme France Info, LCI, CNews, BFM TV) ont consacré en moyenne 74,9 % de leur temps d'antenne au sujet (Hervé, 2020). Le baromètre médiatique de l'INA a également montré qu'Olivier Véran a été cité en moyenne 123 fois par jour pendant le confinement,

rôle fondamental dans la perception sociale de l'événement. L'analyse de cette dynamique communicationnelle permet de comprendre comment le langage devient un outil de gestion de la crise autant qu'un instrument de pouvoir. Dans ce cadre général, il convient d'accorder une attention particulière au discours politique, en tant qu'il constitue une modalité spécifique et hautement stratégique de cette communication de crise, notamment dans sa forme présidentielle.

⇒ Importance de la parole politique en période de crise

Dans une situation d'exception telle que celle engendrée par la COVID-19, la parole politique devient un outil stratégique majeur. Elle ne se limite pas à informer, mais elle performe, c'est-à-dire « qu'elle agit sur le réel en prescrivant, en interdisant, en appelant à la solidarité ou à la mobilisation. » (Aubry, 2023 : 89). La communication présidentielle, en particulier, occupe une place singulière dans l'espace public : elle incarne l'autorité de l'État, rassure par sa solennité, et vise à rassembler la nation autour d'un même horizon de sens. En période de crise, « le langage devient un instrument de gestion des émotions collectives autant qu'un vecteur de légitimation politique. » (Mercier, 2017 : 15). Le choix des mots, le rythme des annonces, la posture adoptée, et les métaphores utilisées, tout participe à la construction d'un récit de crise, où le pouvoir s'efforce de maintenir une cohésion sociale en élaborant une lecture intelligible de l'événement. La parole présidentielle, en cela, fonctionne comme un acte de gouvernance autant que comme un objet linguistique particulièrement dense et signifiant (*ibid.* : 16). L'importance stratégique de la parole politique s'est traduite concrètement par une multiplication des prises de parole institutionnelles, marquant la crise non seulement comme un événement sanitaire, mais également comme un moment de saturation discursive.

⇒ Multiplication des prises de parole institutionnelles

Face à la gravité et à l'imprévisibilité de la situation, les instances gouvernementales françaises ont instauré une communication continue. Ministres, porte-parole du

le Président Emmanuel Macron 374 fois et Édouard Philippe 253 fois. Ces chiffres témoignent d'une vision médiatique et d'un rythme de prise de parole et de diffusion inédit dans l'histoire récente de la communication de crise en France.

gouvernement, directeurs d'agences sanitaires, médecins référents et membres du Conseil scientifique sont intervenus régulièrement dans les médias traditionnels et numériques dans le but de commenter l'évolution de la pandémie, justifier les décisions prises et inciter à l'adoption de comportements conformes aux directives sanitaires. Ces prises de parole ont souvent été organisées selon une cadence ritualisée, en particulier au début de la crise, avec des points presse quotidiens assurés par le Directeur général de la santé, puis, progressivement, des conférences de presse exceptionnelles et des interviews ciblées. Cette démultiplication des sujets parlants institutionnels, parfois source de confusion dans les messages ou de dissonances communicationnelles, visait néanmoins à occuper l'espace public afin de canaliser l'information et de construire un consensus autour de la légitimité des mesures, dans une logique où, comme le souligne Patrick Charaudeau, « le pouvoir politique cherche à occuper l'espace médiatique pour imposer son propre récit, réduire les incertitudes et maintenir son autorité symbolique sur l'interprétation des faits » (Charaudeau, 2005 : 191).

Dans ce dispositif, la parole macronienne a été préservée pour les moments jugés décisifs, ceux où l'arbitrage politique devait apparaître comme indiscutable et unificateur. C'est précisément cette fonction stratégique et hautement performative de la parole présidentielle que notre thèse se propose d'analyser. Parmi l'ensemble des acteurs mobilisés, la parole du Président Macron occupe une position centrale dans l'architecture discursive de la crise, car elle cristallise les attentes citoyennes, incarne l'unité nationale et structure la temporalité des décisions politiques. Il convient donc d'examiner plus précisément le rôle du Chef de l'Etat dans ce pilotage discursif.

⇒ Le rôle du Président dans le pilotage discursif de la Nation

En période de crise, la parole présidentielle dépasse la simple fonction informative, comme elle constitue un acte politique fort, à la fois performatif, symbolique et fédérateur. En France, Emmanuel Macron a pris la parole à plusieurs reprises dans des allocutions solennelles retransmises en direct à l'échelle nationale, souvent à des moments clés marquant des bascules dans la gestion de la pandémie (annonce des confinements, lancement de la vaccination, allègement des restrictions, etc.). Ces interventions, rares mais denses, ont structuré le récit officiel de l'épidémie, fixant les cadres interprétatifs à travers lesquels le citoyen-télespectateur était invité à comprendre les événements. Le sujet-énonciateur n'y

apparaît pas seulement comme un décideur, mais comme un narrateur de la crise, qui nomme les menaces, désigne les responsabilités, trace des perspectives, et mobilise des ressources symboliques pour maintenir la cohésion sociale et la confiance institutionnelle. Cette fonction discursive est d'autant plus marquée que, dans un régime présidentialisé comme celui de la V^e République, la parole du Chef de l'Etat possède un fort pouvoir d'énonciation, car elle engage l'ensemble de l'appareil étatique et façonne la perception collective de la réalité. L'analyse linguistique de ces discours permet ainsi de mettre en lumière les mécanismes par lesquels l'énonciateur présidentiel construit son autorité, oriente l'interprétation de la crise et organise, à travers le langage, la réponse politique à l'événement.

Avant que le Président ne prenne la parole de manière officielle, la communication gouvernementale a d'abord été assurée par d'autres figures de l'appareil d'Etat, qui ont occupé le devant de la scène médiatique dès l'apparition des premiers cas sur le territoire français. Le ministre des Solidarités et de la Santé, Olivier Véran, a joué un rôle de porte-voix principal, notamment lors des conférences de presse régulières aux côtés du Directeur général de la santé, Jérôme Salomon. Ces prises de parole avaient pour but de fournir des informations techniques sur l'évolution de la situation épidémiologique, d'expliquer les gestes barrières, d'annoncer les mesures restrictives (fermeture des écoles, limitations de déplacements, etc.) et de légitimer les décisions prises par l'exécutif au nom de l'intérêt sanitaire. Le Premier ministre Édouard Philippe, puis Jean Castex, sont aussi intervenus à des moments clés, en particulier pour annoncer les grandes étapes du confinement et du déconfinement. Enfin, des experts scientifiques, membres du Conseil scientifique ou de Santé publique France, ont participé à cette communication multisources, avec des interventions dans les médias et lors d'auditions parlementaires. Bien qu'ancrés dans un registre davantage technocratique ou scientifique, tous ces discours ont préparé le terrain pour une prise de parole présidentielle plus solennelle et porteuse d'une visée politique et symbolique forte. Ils ont aussi contribué à installer un climat de vigilance et de gravité, auquel le discours macronien allait donner une forme narrative et émotionnelle plus marquée.

Pour conclure ce premier point, nous constatons que la communication de crise durant la pandémie s'est déployée à travers une pluralité de voix institutionnelles, avec une intensité et une visibilité sans précédent. Au cœur de ce dispositif, la parole macronienne s'est progressivement « imposée comme un vecteur central d'autorité, de légitimation et de

mise en récit de la crise.» (Aubry, 2023 : 93). Ce basculement discursif appelle en effet une réflexion scientifique approfondie.

B. Problématisation scientifique

L'objectif de notre thèse est de saisir comment la discours présidentiel, dans un contexte d'exception comme celui de la pandémie, produit du sens, légitime l'action publique et modèle les représentations sociales de la COVID-19. Cette problématique s'inscrit au croisement de l'analyse du propos politique, de la linguistique énonciative et de la communication institutionnelle. Alors que de nombreuses études² ont documenté les dimensions médicales, juridiques ou sociologiques de la crise sanitaire, la parole politique – et en particulier notre corpus – demeure un objet d'étude encore trop peu exploré d'un point de vue linguistique.

Or, ces discours n'ont pas seulement informé ou expliqué ; ils ont performé ; autrement dit, ils ont agi sur la réalité sociale en produisant des effets concrets sur les représentations, les émotions et les comportements collectifs. En cela, ils constituent des artefacts à la fois linguistiques et politiques denses, où l'analyse fine des formes énonciatives, des stratégies rhétoriques et des régimes de légitimation permet de mieux comprendre les fonctions symboliques de la parole macronienne en temps de crise. Notre réflexion appelle d'abord à interroger la nature et la portée institutionnelle de cette parole d'exception, en tant qu'elle engage d'une part une autorité étatique et, d'autre part, une performativité discursive.

- Pourquoi étudier les discours présidentiels en temps de crise ?

² Voir par exemple : Bakhta *et al.*, 2020 : 1327 – 1329 ; Kurschat, 2021 : 11 – 32.

Dans une période où les certitudes vacillent et où l'action publique s'inscrit dans l'urgence, les communications tenues au sommet de l'Etat prennent une dimension particulière. Étudier ces prises de parole revient à interroger la manière dont le pouvoir politique s'exprime, se justifie et agit à travers le langage. Dans le cas de la COVID-19, les allocutions présidentielles n'ont pas seulement accompagné la gestion de la crise, mais elles en ont été l'un des piliers discursifs. Avant de commencer l'analyse proprement dite, il importe par conséquent de comprendre pourquoi ces discours méritent une attention scientifique spécifique et de comprendre ce qu'ils révèlent, au-delà de leur contenu apparent, sur la relation entre parole, autorité et contexte d'exception.

⇒ La parole d'autorité entre légitimation politique et performativité discursive

Dans le contexte de la V^e République, la parole présidentielle ne se contente pas d'exprimer une orientation politique, elle détient plutôt « une force illocutoire particulière, puisqu'elle est investie d'un pouvoir d'énonciation propre à l'institution présidentielle. » (Anquetil, 2022 : 15). Ce poids institutionnel confère à la communication présidentielle une performativité qui dépasse son contenu immédiat, car en période de crise, cette parole engage, ordonne, interdit, autorise, et surtout légitime. Elle devient l'un des principaux outils de construction du consensus, en produisant « une lecture légitime de la situation et en justifiant les décisions prises au nom de l'intérêt général. » (Pitseys, 2017 : 92).

La parole du Président agit de ce fait comme un instrument de gouvernement à part entière, qui façonne les normes sociales, oriente les comportements, et permet à l'Etat de maintenir son autorité symbolique face à l'instabilité. Dans ce cadre, le discours devient un outil d'action, au même titre que les dispositifs juridiques ou administratifs. Il s'agit d'une parole qui « fait » autant qu'elle « dit », et dont l'étude révèle la manière dont le politique mobilise le langage pour asseoir son pouvoir en temps de crise (Gerstlé et Piar, 2016 : 33). La spécificité de cette parole ne réside pas simplement dans sa fonction performative, mais aussi dans le caractère exceptionnel des moments où elle est mobilisée.

⇒ Dimension exceptionnelle et historique de ces allocutions

Les huit discours analysés s'inscrivent dans une temporalité marquée par l'urgence, l'incertitude et la rupture. Leur fréquence inhabituelle, leur portée nationale, et leur réception

massive en font des objets discursifs exceptionnels dans l'histoire récente de la communication politique en France. Elles ne relèvent ni du discours de campagne, ni de l'intervention ponctuelle, car elles constituent un genre singulier, à la frontière du discours de crise, d'autorité et de mobilisation. Cette situation confère aux prises de parole présidentielles une charge symbolique particulière, où « chaque mot est pesé, chaque image construite, chaque posture codifiée. » (Pitseys, 2017 : 53). Ces discours ne décrivent pas seulement une situation ; ils participent à l'écriture d'un moment historique, à la construction d'un récit collectif de la crise, et à la projection d'une sortie possible.

Leur analyse nous permet ainsi de saisir les enjeux mémoriels, politiques. Pour cela, ces allocutions constituent un corpus discursif à la fois chargé de fonctions politiques, émotionnelles et symboliques. Cette étude nous permet de comprendre comment la parole d'un Chef d'Etat, dans un moment de crise globale, s'inscrit dans une logique d'action, de légitimation, et de narration du réel et symboliques associés à une parole d'Etat en situation d'exception. Pour cela, ces allocutions constituent un corpus discursif à la fois chargé de fonctions politiques, émotionnelles et symboliques.

Comprendre leur portée politique nécessite d'étudier de manière fine les choix linguistiques qui les structurent, les mécanismes énonciatifs et argumentatifs qu'elles mobilisent, et les régimes de discours qu'elles activent.

- Spécificité linguistique des discours liés à la crise sanitaire

Les discours analysés se caractérisent par une configuration linguistique singulière, marquée par la recherche de consensus. Ils mobilisent un langage codifié, où la forme est aussi stratégique que le contenu. L'organisation syntaxique, la sélection lexicale, la structure discursive globale participent à la mise en scène d'une parole institutionnelle maîtrisée et performative. Le lexique mobilisé, souvent abstrait, général, valorisant des notions comme la responsabilité, l'unité, la résilience, a pour visée de construire un imaginaire collectif de l'épidémie. Par ailleurs, la voix macronienne adopte une posture d'omniscience, de transparence et de rationalité, ayant pour but de rassurer autant que de convaincre. Ces éléments linguistiques permettent de stabiliser les représentations, de rendre l'incertitude gérable, et d'installer une narration politique cohérente au fil des interventions (Torres-Martínez, 2023 : 14). Ces spécificités s'expriment en particulier à travers des procédés

formels et discursifs récurrents, qui traduisent une volonté de contrôle énonciatif et d'efficacité communicationnelle.

⇒ Hyper-formalisation, cadrage énonciatif, stratégies rhétoriques

Le discours présidentiel en temps de crise se distingue par une hyper-formalisation langagière, visible dans la structure syntaxique, le lexique soutenu et la composition discursive rigoureuse (Le Bart, 2009 : 27). Cette formalisation contribue à mettre en lumière le solennité de la parole énoncée, à accentuer son autorité, et à éviter toute approximation interprétative. Quant au cadrage énonciatif, il repose sur une alternance calculée entre un « je » présidentiel, garant de l'action et de la décision, et un « nous » inclusif, destiné à fédérer la population autour d'un destin commun. Ce « nous » construit une communauté d'épreuve et de responsabilité, qui inscrit la parole dans une dimension collective. Par ailleurs, des stratégies rhétoriques précises (anaphores, analogies, métaphores guerrières) sont mobilisées pour simplifier la complexité de la situation, dramatiser les enjeux, et/ou projeter un espoir. Ces choix ne sont jamais neutres, car ils participent à orienter la réception du discours et à asseoir l'autorité présidentielle. Ces procédés à la fois formels et rhétoriques ne relèvent pas uniquement d'un style discursif, mais visent des effets pragmatiques concrets sur le citoyen-télespectateur.

⇒ Effets pragmatiques : rassurer, persuader, mobiliser

En contexte pandémique, la parole présidentielle cherche à produire trois effets fondamentaux : a) rassurer la population, b) persuader de la légitimité des mesures prises, et c) mobiliser autour de l'action collective. Le discours agit de ce fait comme un médiateur entre l'institution et le sujet-cible, réduisant l'anxiété par des formulations rassurantes, expliquant les choix politiques grâce à une logique argumentative rigoureuse, et appelant à l'unité nationale à travers l'usage d'un lexique fédérateur. Ces effets ne sont pas simplement rhétoriques, puisqu'ils participent à la gestion de la crise elle-même, en facilitant l'acceptabilité sociale des décisions et en renforçant le lien de confiance entre gouvernés et gouvernants (Portal, 2009 : 71). En cela, le discours ne se contente pas d'accompagner l'action politique ; il en est l'un des vecteurs les plus puissants.

La parole présidentielle étudiée constitue un objet d'étude à la fois linguistique et pragmatique. Son analyse permet de mettre en lumière la manière dont le langage devient un outil de gouvernement, de légitimation et de mobilisation en période d'exception. Elle éclaire aussi les logiques de construction discursive du pouvoir dans des situations où celui-ci est mis à l'épreuve par l'imprévisibilité et l'urgence. Dans cette perspective, il apparaît essentiel de clarifier les objectifs poursuivis par cette recherche ainsi que son intérêt scientifique.

C. Objectifs et intérêt de la recherche

Notre recherche vise à analyser, dans une perspective linguistique, les mécanismes discursifs par lesquels la parole du Président Emmanuel Macron, produit du sens, construit une légitimité politique et mobilise le grand public. Elle s'inscrit dans un double objectif : d'un côté, contribuer à une meilleure compréhension des dynamiques langagières du discours politique en contexte d'exception ; de l'autre, souligner les formes spécifiques que prend la communication institutionnelle en période d'incertitude. L'intérêt de cette thèse repose aussi sur le fait qu'elle mobilise un corpus limité mais particulièrement représentatif, permettant une analyse à la fois fine et contextualisée. En articulant les apports de l'analyse du discours et de la linguistique énonciative, ce travail entend ainsi contribuer à une meilleure compréhension de la parole présidentielle comme instrument de gouvernement en période de tension. Nous cherchons à répondre aux questions suivantes : *Quels sont les enjeux inhérents à l'évolution du discours sanitaire du Président Macron ? Quels mécanismes linguistiques et rhétoriques contribuent à cette évolution ? Comment pouvons-nous appréhender les transformations spécifiques de la communication présidentielle et leur incidence sur la réception par le public ?*

- Contribution de la recherche

Cette recherche apportera une contribution à la compréhension des dynamiques de la communication politique en temps de crise sanitaire. En explorant de manière détaillée les discours du Président Emmanuel Macron durant la pandémie, cette étude mettra à disposition des perspectives inédites sur les stratégies discursives qu'un leader politique peut déployer afin de naviguer dans un contexte de grande incertitude. Aussi, elle mettra en

question comment la communication présidentielle peut être utilisée non seulement pour gérer les perceptions publiques, mais également pour exalter l'autorité étatique, maintenir la confiance collective et surtout promouvoir la cohésion nationale face à des défis sans précédent. En fournissant des analyses détaillées et nuancées des mécanismes rhétoriques à l'œuvre, notre recherche enrichira les théories existantes sur la communication de crise et proposera des outils conceptuels pour les futurs travaux dans le domaine de l'analyse du discours politique. Dans cette logique, il devient pertinent de s'interroger plus précisément sur les mécanismes par lesquels le Président participe à la mise en récit de la crise sanitaire.

- Étudier la mise en mots de la crise par la plus haute autorité politique

Il s'agit d'analyser comment le langage présidentiel transforme une situation exceptionnelle en un événement intelligible, gérable sur le niveau politique et collectivement viable. En période de pandémie, l'énonciateur-politique ne se limite pas à relayer des faits ou à annoncer des mesures, car il interprète la réalité, construit un récit national, légitime des décisions et façonne une représentation partagée de l'urgence. Ce processus de mise en mots engage ainsi une responsabilité politique majeure, dans la mesure où il influence la réception sociale de la crise et les formes d'adhésion aux mesures instaurées. L'étude de ces discours permet ainsi de comprendre comment l'autorité s'exerce non seulement par le pouvoir de décider, mais aussi (et peut-être surtout) par le pouvoir de dire. Dans le prolongement de cette réflexion, il est indispensable de s'attarder sur la manière dont la langue elle-même participe à structurer la perception du réel en situation de crise.

- La construction discursive du réel en contexte épidémique

En contexte d'exception, la langue ne se contente pas de nommer les faits ; elle les organise, les hiérarchise et, dans une certaine mesure, les produit. Le lexique, les choix syntaxiques, les procédés de modalisation ou encore les constructions argumentatives mobilisés dans les discours politiques jouent un rôle déterminant dans la manière dont les citoyens perçoivent l'urgence, le danger ou encore la nécessité de se conformer à certaines directives (Nita, 2019 : 17). La langue devient ainsi un vecteur d'encadrement à la fois cognitif et affectif du réel, car elle permet de faire exister la crise sanitaire comme phénomène commun, de lui donner une cohérence temporelle et morale, et d'en orienter la

lecture selon les finalités politiques poursuivies. En ce sens, analyser notre corpus ne revient pas simplement à étudier un contenu informatif, mais à examiner un ensemble de stratégies linguistiques par lesquelles le pouvoir façonne la réalité et construit une normativité du vivre-ensemble en temps de trouble. Ces enjeux nous invitent à mobiliser un cadre théorique à même de rendre compte des relations complexes entre langage et pouvoir.

L'analyse du discours constitue un outil privilégié pour explorer la manière dont les déclarations présidentiels construisent une certaine représentation de la crise sanitaire, de l'action publique et du rôle du public-cible. En croisant des approches issues de la linguistique textuelle, cette perspective permet d'examiner les structures profondes du texte, son organisation informationnelle, sa cohérence argumentative, sa progression thématique, ses récurrences lexicales ou encore ses jeux d'énonciation. Le discours macronien n'est pas une suite d'énoncés isolés, mais un tissu langagier structuré, et il s'inscrit dans un interdiscours institutionnel. La linguistique textuelle, en ce sens, éclaire la manière dont notre corpus parvient à articuler récit, injonction, justification et mobilisation dans un cadre formel codifié.

- Structure de la thèse

La thèse s'articulera autour de deux parties ; la première : *Le discours macronien entre vulgarisation médicale et stratégies d'influence en temps de crise* et la seconde : *Le traitement de la question sanitaire dans les discours macroniens*. Chacune de ces parties est composée en quatre chapitres. Bien que la tradition académique en France privilégie souvent une structure en trois parties, nous avons choisi d'organiser cette thèse en deux parties comprenant chacune quatre chapitres afin de mieux refléter la complexité et la continuité de l'analyse proposée, permettant de ce fait une exploration plus approfondie et cohérente des enjeux soulevés par cette recherche.

Le premier chapitre exposera le cadre prédiscursif de cette thèse, où nous présenterons nos hypothèses et notre corpus. Nous aurons également recours aux attentes formulées dans cette thèse, ses limites, quelques particularités socio-historiques du traitement de la question sanitaire sous les Présidents de la V^e République : la politique sanitaire en France, ainsi que les modalités de l'analyse. Le deuxième chapitre proposera une analyse de la communication sur la COVID-19 en France, et nous y approcherons la stratégie de simplification et le rôle qu'elle a joué dans la communication macronienne face à la

pandémie. La définition, la délimitation et l'institutionnalisation du terme « COVID-19 » s'avèrent indispensables, avec étude de la communication médicale dans l'arène publique. Nous mettrons en lumière les messages clefs que nous allons dégager dans notre corpus d'étude. Quant au troisième chapitre, il contiendra une étude à la fois textuelle et contextuelle des notions scientifiques dans le corpus, à l'aide du dictionnaire du Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (*CNRTL*). Pour cela, nous allons classer ces termes sous forme de trois catégories : termes liés à la prévention et à la gestion de la pandémie, termes médicaux et scientifiques, et termes liés à l'impact social et quotidien de la crise sanitaire. Le dernier chapitre de cette partie abordera en profondeur le concept du marketing social dans la communication macronienne, notamment la théorie baptisée 4P : prix, place, produit, promotion. Et à la fin, nous exposerons une déconstruction du discours macronien face à la pandémie dans laquelle nous analyserons le rôle que jouent les verbes modaux tels que « devoir » et « aller » dans le corpus.

Le cinquième chapitre se penchera sur l'étude de l'éthos dans le discours du Président face à la crise sanitaire. Nous proposerons un examen des stratégies rhétoriques telles que l'anaphore³, le paradoxe, l'énumération, etc. Aussi, nous analyserons le leadership macronien en temps de crise, à travers l'examen de cinq facettes : la confrontation à l'incertitude et la démonstration de résilience, la coopération et la solidarité, le courage et la persévérance, la valorisation du travail des équipes médicales, ainsi que la capacité à établir un plan d'action. L'analyse de la prudence, la vertu et la bienveillance comme fondements de la crédibilité éthique sera primordiale ici. Enfin, nous focaliserons nos analyses sur la corrélation entre l'éthique et l'éthos comme l'ont abordé Patrick Charaudeau et Dominique Maingueneau (2002 : 238). Dans le sixième chapitre, nous mettrons en lumière les particularités du discours sanitaire du Président Emmanuel Macron, à travers l'étude des approches sémiotiques et pragmatiques dans le corpus (choix linguistiques et termes

³ Charaudeau et Maingueneau (2002 : 45 – 49) distinguent plusieurs formes d'anaphore : a) l'anaphore pronominale, qui renvoie à un antécédent au moyen d'un pronom (ex. Sara est venue. Elle était en avance) ; b) l'anaphore lexicale (Milner, 1982), qui reprend l'antécédent en utilisant un terme lexical équivalent, synonyme ou appartenant au même champ sémantique (ex. Un étudiant est entré. Ce jeune homme ...) ; c) l'anaphore coréférentielle, qui établit un lien de coréférence stricte entre l'expression anaphorique et son antécédent, les deux désignant le même référent (Emmanuel Macron a prononcé un discours hier. Le Président a insisté sur la solidarité nationale) ; d) l'anaphore fidèle, où l'expression reprise conserve la même désignation sans modification sémantique notable (Inès est arrivée en retard. Inès s'est ensuite excusée auprès de ses collègues) ; e) l'anaphore présuppositionnelle, où l'anaphore repose sur un contenu implicite ou présupposé déjà introduit dans le discours (ex. Paul a cessé de fumer. Ce comportement...).

chargés). Cela sera suivi par un approfondissement de la performativité du discours macronien (le recours à la science et la référence aux valeurs républicains).

Puis, dans le septième chapitre, nous orienterons nos analyses vers l'étude des arguments que nous allons dégager dans le corpus. Nous mettrons en lumière le question de la mobilisation nationale face à la pandémie et la problématique du vaccin. Après cela, nous parlerons de l'équivoque stratégique des figures rhétoriques telles que la litote, la parabole, et la métonymie. Un point primordial sera traité à la fin de ce chapitre : la rhétorique des données numériques et des stratégies équivoques des figures rhétoriques dans le discours macronien. Des questions comme : *Comment les données chiffrés et les pourcentages sont utilisés dans le corpus ?* seront posées. Le dernier chapitre de notre thèse abordera la question des affects, dans une perspective rhétorique (le pathos). Nous analyserons l'appel macronien à l'émotion pour susciter la solidarité à travers la construction de l'empathie ainsi que l'invocation de la responsabilité collective chez le Chef de l'Etat. Puis, un point majeur sera mis en lumière : le recours à la peur pour mobiliser le téléspectateur, cela sera fait à travers l'étude des exemples spécifiques que le sujet-énonciateur utilise pour illustrer les conséquences graves de la maladie.

Dans cette thèse, nous avons choisi de nous concentrer essentiellement sur l'éthos et le pathos, car ces deux dimensions sont fondamentales pour comprendre comment le Président construit son image et mobilise les émotions du téléspectateur durant la pandémie. Bien qu'indispensable, le logos n'a pas fait l'objet d'un chapitre distinct, puisqu'il est intégré de manière intrinsèque dans l'ensemble de nos analyses. En effet, la logique argumentative se manifeste à travers les stratégies rhétoriques et narratives que nous examinerons en détail dans les différentes sections. Cette approche nous permettra de montrer comment la cohérence et la rationalité du discours macronien sont indissociables des éléments éthiques et émotionnels, sans pour autant les isoler de manière artificielle dans un chapitre séparé. De ce fait, le logos est omniprésent tout au long de cette recherche, soutenant subtilement l'efficacité des discours analysés.

Dans une perspective méthodologique soucieuse d'articuler étroitement cadre théorique et analyse empirique, nous avons choisi d'introduire chaque chapitre par un état de l'art ciblé, d'une longueur comprise entre deux et six pages. Cette orientation ne procède pas d'une simple préférence stylistique, mais d'une volonté délibérée de contextualiser de manière rigoureuse les enjeux propres à chaque volet de l'analyse. En lieu et place d'un chapitre théorique unique et général, ce dispositif permet d'adapter les apports conceptuels

aux problématiques spécifiques abordées dans chaque section, assurant ainsi une meilleure intelligibilité des cadres analytiques mobilisés. Par ailleurs, cette structuration a pour but de limiter les ruptures de lecture et les renvois constants entre sections théoriques et empiriques, en favorisant une progression thématique continue et intégrée. Il s'agit, en somme, de créer une dynamique analytique où les fondements théoriques sont systématiquement mis en résonance avec les objets discursifs examinés, de manière à en optimiser la portée interprétative et la pertinence scientifique.

La structuration de cette thèse découle d'un choix méthodologique, basé sur le besoin d'articuler au mieux les exigences scientifiques du travail et la dynamique réelle de la recherche. Bien qu'elle ne suive pas le schéma conventionnel en trois parties de trois chapitres, souvent attendu dans le cadre universitaire français, la présente organisation en deux parties composées chacune de quatre chapitres répond à une logique interne cohérente, propre à la nature du corpus et aux objectifs analytiques que nous poursuivons. Ce choix structurel repose sur deux considérations principales. D'un côté, il reflète la progression effective de la recherche, telle qu'elle s'est construite dans le temps, par paliers successifs et thématiquement liés. De l'autre, il permet une meilleure lisibilité des résultats, en respectant la temporalité de la problématique étudiée (la crise sanitaire) tout en suivant la logique progressive de l'analyse développée au fil de la rédaction de cette thèse. La forme adoptée témoigne de ce fait d'un effort d'adéquation entre l'organisation du contenu et les exigences de clarté, de cohérence argumentative et de valorisation des résultats. Sans rompre avec les attendus académiques, cette structure adaptée a pour but de mettre en valeur la singularité de la démarche, en assumant une souplesse formelle au service de la rigueur scientifique.

Dans le cadre de cette analyse, certains segments des citations ont été mis en évidence par des procédés typographiques tels que l'italique ou la majuscule. Ces soulignements sont de notre fait, sauf mention contraire, et visent à attirer l'attention sur des formulations particulièrement révélatrices d'enjeux discursifs ou symboliques. Ainsi, lorsque des expressions comme *gagner du temps* sont isolées et mises en relief, il ne s'agit pas d'une restitution fidèle de la transcription officielle du discours, mais d'un choix analytique assumé qui oriente la lecture vers une étude approfondie de leur portée rhétorique et politique. Ce traitement a pour tâche de dégager la manière dont certaines tournures, parfois apparemment anodines, participent activement à la construction du sens et à l'efficacité performative du discours.

Dans ce travail de thèse, et pour des raisons de formalité académique et de convention scientifique, nous utiliserons le pronom « nous » pour nous référer à nous-même, en tant que chercheur, plutôt que « je », conformément à l'usage traditionnel du « nous de modestie ». Ce dernier reflète donc une posture de distanciation et d'objectivité dans l'exposition des résultats et des analyses. De même, différentes expressions sont employées pour désigner Emmanuel Macron, telles que *Le Président*, *Le Chef de l'Etat*, *Le sujet-parlant*⁴, *Le sujet-énonciateur*, *L'énonciateur-politique*, *Le sujet-locuteur*, ainsi que *L'orateur-politique*, afin de refléter les diverses dimensions de son rôle dans les discours analysés. Aussi, le récepteur de ces discours est alternativement appelé par *Le grand public*, *Le téléspectateur*, *Le sujet-cible*, *Le sujet-récepteur*, *Le public-cible*, *Le citoyen-téléspectateur*, ou encore *Le(s) citoyen(s)*, selon le contexte, pour mettre en lumière la diversité des destinataires de la communication politique.

D. Description de la méthodologie

Afin de mener une analyse linguistique rigoureuse du corpus, il a été nécessaire de mettre en place un dispositif méthodologique structuré, combinant des outils numériques et des ressources linguistiques fiables. Sa constitution, son organisation et les modalités d'accès aux citations analysés ont été encadrées par une logique systématique facilitant le repérage, la comparaison et l'annotation des données discursives. Dans cette perspective, plusieurs instruments ont été mobilisés⁵ : un logiciel de gestion bibliographique (Zotero) pour classer les sources et relier les citations à leur contexte, et le dictionnaire en ligne du

⁴ Oswald Ducrot emploie les expressions « sujet-parlant » et « sujet-énonciateur » sans trait d'union, conformément à la graphie originale dans *Le Dire et le Dit* (1984). L'ajout du trait d'union dans le cadre de cette thèse ne constitue pas une modification conceptuelle ou théorique, mais un choix typographique destiné à signaler de manière claire le statut de ces syntagmes comme des unités notionnelles figées. Cette pratique, courante en linguistique et en analyse du discours, facilite la cohérence terminologique et la lisibilité dans un travail où ces notions sont mobilisées de manière spécialisée. Il s'agit donc d'une adaptation graphique pour optimiser la clarté sans altérer la pensée de Ducrot ni le contenu théorique.

⁵ Bien que des logiciels d'analyse textuelle comme *IRaMuTeQ* ou *TXM* soient couramment utilisés pour le traitement automatique de corpus volumineux (ou qui « constitue une masse importante » (Kastberg Sjöblom, 2023 : 383)), leur usage n'a pas été retenu dans le cadre de cette recherche. En effet, notre étude repose sur un corpus restreint de huit discours, choisis pour leur forte portée symbolique et politique durant une période de crise. L'objectif est de privilégier une analyse qualitative fine, attentive aux particularités énonciatives, rhétoriques et discursives propres à chaque intervention présidentielle. Loin de viser une représentativité statistique ou une extraction automatisée de cooccurrences, cette démarche s'inscrit dans une perspective interprétative où le sens émerge d'un va-et-vient constant entre le texte et son contexte. Ce choix méthodologique répond également à une volonté de rester au plus près des effets produits par le discours sur les destinataires, notamment en matière de légitimation, d'émotion et de performativité, ce que les outils d'analyse textuelle automatique permettent difficilement de saisir avec précision.

CNRTL pour appuyer l'analyse lexicale. Dans cette présente section, nous détaillons ces choix méthodologiques et leur mise en œuvre concrète.

- Classification et structuration des données

Afin d'organiser notre bibliographie, nous nous sommes basés sur le logiciel « Zotero ». Ce dernier est un outil polyvalent de gestion des références, conçu pour le chercheur qui souhaite rationaliser son flux de travail bibliographique. En tant que bibliothèque numérique complète, « Zotero » permet à son utilisateur de réaliser plusieurs devoirs, comme collecter, organiser, citer ainsi que partager un grand nombre de sources de recherche de manière transparente. L'emploi de ce logiciel nous a offert plusieurs avantages, améliorant significativement l'efficacité et surtout la précision de la gestion de notre bibliographie.

Premièrement, il automatise le processus de citation, générant des citations dans différents styles, tels qu' « APA », ce qui nous a permis de gagner un temps précieux et d'assurer la cohérence de notre travail. Aussi, ses fonctions organisationnelles robustes nous ont permis de classer nos sources, d'attacher des notes et de créer des étiquettes, ce qui a facilité la catégorisation systématique et la recherche d'informations concernant nos lectures. Pour cela, « Zotero » nous a garanti un partage transparent des bibliographies et des bibliothèques de groupe collaboratives, ce qui a favorisé un dialogue interdisciplinaire et un échange de connaissances avec d'autres chercheurs.

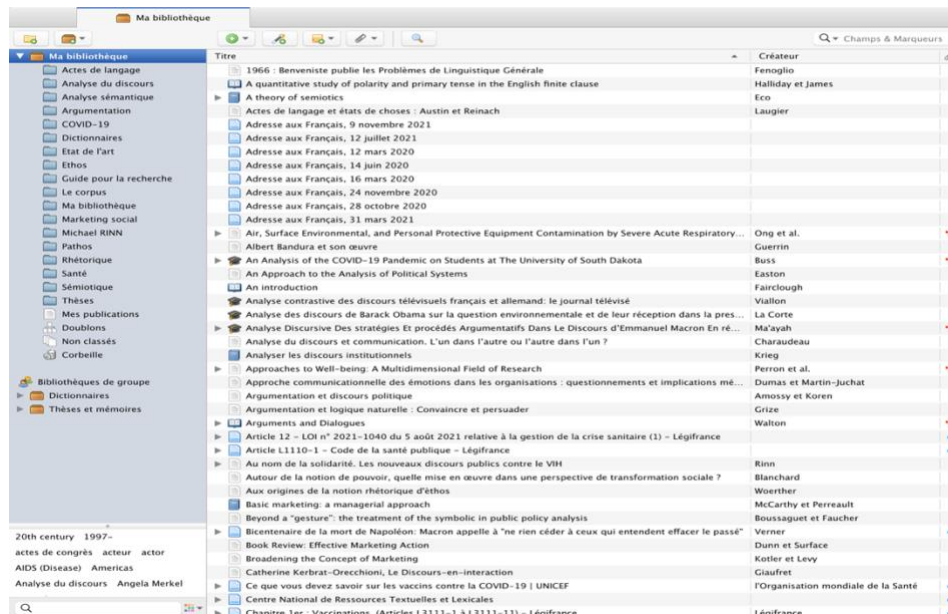


Figure 1 : La classification des données en groupes sur « Zotero »

La classification des sources de recherche en groupes, comme l'illustre la figure précédente, a été une stratégie organisationnelle fondamentale pour une gestion opérationnelle de notre recherche. Il est à noter que le regroupement des sources nous a permis de classer les documents selon leurs thèmes, ce qui nous a donné accès à une recherche et une analyse ciblées des informations. Comme nous le constatons, cette classification est faite sous dix-sept catégories, favorisant une approche structurée à la fois de l'examen de notre littérature et de nos différentes synthèses, ce qui a facilité le travail d'identification des modèles de citations. En organisant systématiquement les sources en groupes, nous avons pu rationaliser le processus de ce travail de recherche et améliorer notre accessibilité à l'information. Les citations et les références bibliographiques de cette thèse respectent les normes de présentation du style *APA*.

- Comment naviguer dans le corpus et accéder aux passages cités et analysés ?

Cette thèse est composée de deux volumes ; le premier représente la thèse elle-même, et le deuxième le corpus. L'organisation de notre travail de thèse en deux parties distinctes

nous rend plusieurs services bénéfiques. Le texte principal (Vol. 1) se concentre uniquement sur la présentation d'arguments, l'analyse des données et la discussion des résultats sans interruption pour de longs textes tirés du corpus. Toutes les citations issues du corpus sont référencées de manière uniforme par le nom du Président suivi de la date exacte (JJ/MM/AAAA) de l'énoncé. Ce système vise à assurer une traçabilité précise de chaque extrait tout en garantissant la cohérence et la lisibilité dans l'ensemble de cette thèse. Cette méthode facilite la consultation des sources originales et souligne l'attention portée à la contextualisation temporelle des discours analysés. De même, la section du corpus (Vol. 2) vous fournira l'ensemble des discours présidentiels face à la pandémie. Une note de bas de page sera indiquée après chaque citation, prenant le format : « Voir Vol. 2, p. XX ». Elle a pour tâche de préciser la référence nécessaire pour que vous puissiez retrouver le passage complet dans le Volume 2. Nous vous recommandons donc de vous y référer car cela vous permettra de mieux appréhender le contexte. Par exemple, « Voir Vol. 2, p.15 » indiquera que vous trouverez la citation en question dans le Volume 2, à la page 15, comme dans l'exemple suivant :

Vol. 1 :

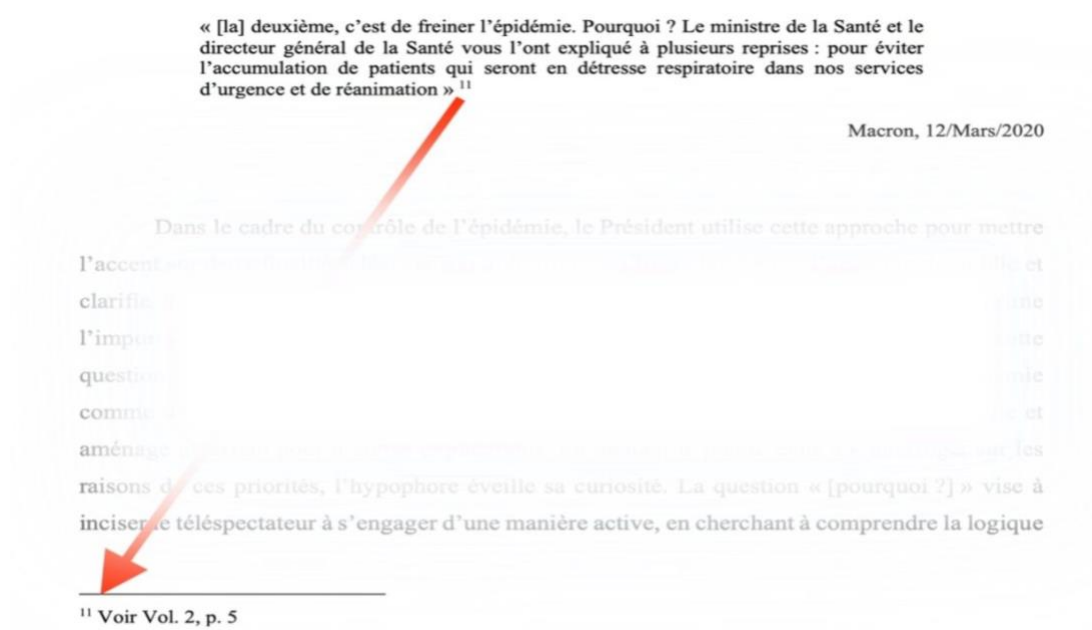


Figure 2 : Extrait illustratif de la citation analysée

Vol. 2

La deuxième, c'est de freiner l'épidémie. Pourquoi ? Le ministre de la Santé et le directeur général de la Santé vous l'ont expliqué à plusieurs reprises : pour éviter l'accumulation de patients qui seront en détresse respiratoire dans nos services d'urgence et de réanimation. Il faut continuer de gagner du temps, et pour cela, je vais vous demander de continuer à faire des sacrifices et plutôt d'en faire davantage, mais pour notre intérêt collectif.

Dès lundi et jusqu'à nouvel ordre, les crèches, les écoles, les collèges, les lycées et les universités seront fermés pour une raison simple : nos enfants et nos plus jeunes, selon les scientifiques toujours, sont celles et ceux qui propagent, semble-t-il, le plus rapidement le virus,

5

Figure 3 : Reproduction intégrale de la citation dans le corpus

Indicateurs choisis pour la composition du corpus :

Type de sources	Huit allocutions prononcés par le Président Emmanuel Macron face à la pandémie de la COVID-19.
Objets des travaux	Les données doivent faire référence à la gestion de la crise sanitaire en France.
Indicateur de fiabilité	L'authenticité et l'origine des discours présidentiels seront vérifiées, en s'assurant qu'ils proviennent de la page officielle de l'Elysée ou d'autres sources gouvernementales crédibles (comme le site web Vie publique : https://www.vie-publique.fr).
Indicateur d'accès	Par le compte étudiant de l'UBO (https://ent.univ-brest.fr).
Langue	La recherche s'est effectuée en langue française, et quelques lectures ont été faites en langue anglaise. Pour cela, une traduction personnelle sera faite.
Date	Les discours sont prononcés entre 2020 – 2021.

Tableau 1 : Les indicateurs choisis pour la composition du corpus de cette étude

- Le dictionnaire *CNRTL* pour l'analyse textuelle

Dans le cadre de notre méthodologie, nous avons choisi d'utiliser le dictionnaire du *Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNRTL)* en raison de la richesse et de la précision des ressources qu'il offre. Ce dictionnaire se distingue par sa couverture lexicale étendue et sa rigueur scientifique, fournissant des informations exhaustives sur l'évolution historique et sémantique des notions, ainsi que sur leurs usages dans différents contextes. Pour nos analyses textuelles, cet outil est donc indispensable, puisqu'il nous permet d'ancrer nos études sur des bases lexicographiques solides, fondées sur des corpus diversifiés et des sources fiables.



Figure 4 : L'accueil du CNRTL

E. Synthèse de la communication présidentielle (le corpus en quelques pages)

Afin de mieux cerner l'évolution du corpus tout au long de la crise sanitaire, cette section propose une synthèse des huit allocutions étudiés dans le cadre de cette thèse. Chaque discours est ici résumé en quelques lignes, de manière à faire ressortir les grandes orientations de la communication présidentielle : gestion de l'urgence, appel à l'unité nationale, mise en valeur des efforts collectifs, mais aussi adaptation progressive aux nouvelles phases de la pandémie. Cette vue d'ensemble nous permettra d'identifier les continuités et inflexions dans le récit présidentiel, ainsi que les enjeux politiques, sociaux et économiques mis en avant au fil du temps.

- Le discours du 12/03/2020 :

Dans son premier discours, Le Président Emmanuel Macron aborde la pandémie, décrite comme la plus grave crise sanitaire qu'ait connue la France depuis un siècle. Il rend hommage au personnel médical, mettant en valeur son dévouement ainsi que son rôle clé dans le ralentissement de la propagation de la pandémie. Il met en lumière que, bien que la

majorité des cas soient sans danger, les citoyens âgés et/ou atteints de maladies chroniques sont à risque. De ce fait, le Chef de l'Etat insiste sur l'importance des gestes barrières et félicite les téléspectateurs pour leur calme et leur solidarité face à la crise. Cependant, il annonce que le pays n'est qu'au début de la crise sanitaire et que la priorité sera donc la protection de la santé publique. Le sujet-parlant, et en s'appuyant sur l'avis des scientifiques, prévient que la propagation de la COVID-19 s'accélère, touchant particulièrement les personnes vulnérables. Le gouvernement se prépare à augmenter les capacités des hôpitaux pour pouvoir accueillir les cas graves, tout en continuant à soigner les autres malades. Il est à noter qu'une fermeture des crèches, écoles, collèges, lycées et universités est annoncée, pour limiter la transmission de la maladie par les plus jeunes, souvent porteurs asymptomatiques.

Simultanément, le sujet-énonciateur annonce des mesures économiques massives, afin de soutenir les entreprises et les salariés, surtout à travers un mécanisme de chômage partiel et la suspension des cotisations et impôts pour les entreprises en difficulté. Il assure que l'Etat mobilisera tous les moyens fondamentaux pour protéger les travailleurs et relancer l'économie. De plus, il appelle à une réponse co-ordonnée au niveau européen et international pour éviter une crise financière et économique mondiale, affirmant que l'Hexagone jouera un rôle clef dans ces efforts. Enfin, l'orateur-politique appelle à l'unité nationale ainsi qu'à la discipline collective pour surmonter cette épreuve rude. Il insiste sur le besoin d'éviter le repli à la fois nationaliste et individualiste, expliquant que la solidarité entre les générations et les nations est indispensable. Pour conclure, il affirme que cette crise doit pousser la nation à repenser ses modèles économiques et sociaux, tout en rappelant l'intérêt de préserver l'Etat-providence⁶ et la souveraineté nationale.

- Le discours du 16/03/2020 :

Dans son deuxième discours, le sujet-orateur fait remarquer la gravité croissante de la pandémie sur le territoire français, devenue une réalité pressante. Les mesures de fermeture des écoles, commerces non essentiels et lieux publics sont renforcées, ce qui marque un tournant inédit en temps de paix. De même, il rappelle que ces actions visent à

⁶ L'Etat-providence, autrement appelé Etat social, est une forme de politique adoptée par certains Etats qui se dotent de larges compétences réglementaires, économiques et sociales en vue d'assurer une panoplie plus ou moins étendue de dépenses sociales au bénéfice des ressortissants.

protéger le citoyen et freiner la propagation de la maladie. Le Président Macron exprime sa gratitude envers ceux qui ont permis la tenue du premier tour des élections municipales, bien que la situation sanitaire se soit rapidement dégradée. En même temps, le Président fustige les comportements irresponsables observés dans certains lieux publics, exhortant le grand public à respecter les consignes sanitaires et gestes barrières. Il réaffirme l'obligation de réduire les interactions sociales pour protéger les citoyens les plus vulnérables et soulager les services de réanimation, déjà sous pression dans plusieurs régions. Puis, le Chef de l'Etat annonce de nouvelles restrictions, limitant de manière drastique les déplacements à partir de midi le lendemain, en appelant chacun à adopter une attitude à la fois solidaire et responsable.

Le sujet-énonciateur annonce en conséquence le report du second tour des élections municipales et renforce les mesures de soutien aux entreprises et salariés pour éviter les faillites et surtout les pertes de revenus. Il est à noter qu'un plan de soutien économique massif est déployé, comprenant le report des charges fiscales et sociales, ainsi qu'une garantie de l'Etat⁷ sur les prêts bancaires. Il assure que personne ne sera laissé sans ressources et que les mesures seront adaptées à l'évolution de la situation épidémiologique. Enfin, le sujet-énonciateur insiste sur le besoin de l'unité nationale face à cette « guerre sanitaire », mobilisant tous les efforts contre cet ennemi qu'il désigne d'invisible. Il appelle aussi à la solidarité et à la responsabilité, tout en promettant la transparence sur l'évolution de la pandémie. En affirmant que cette épreuve transformera la France, il conclut en mentionnant que « le jour d'après »⁸ ne sera pas un retour à la normale, mais un moment d'apprentissage collectif et de renouveau.

- Le discours du 14/06/2020 :

Le troisième discours marque une nouvelle étape dans la gestion de la crise sanitaire. Le Président annonce, après plusieurs mois de confinement et de restrictions sévères, qu'à

⁷ Une garantie de l'Etat est un engagement pris par le gouvernement de couvrir les dettes et/ou les obligations financières d'une entreprise, d'une institution, ou d'un projet en cas de défaillance. Cela veut dire que, si l'entité garantie n'est pas capable de rembourser ses dettes, l'Etat se porte garant et assume la responsabilité du paiement. Il est à noter que cette garantie consiste à rassurer les prêteurs et à faciliter l'accès au financement.

⁸ Dans ce discours, l'expression « le jour d'après » est utilisée métaphoriquement afin de désigner la période qui suivra la victoire sur la pandémie. Le Président encourage à ne pas se laisser impressionner, à agir avec détermination, tout en pointant que le moment qui suivra cette victoire ne sera pas un simple retour à la situation antérieure, autrement dit : une opposition aux jours d'avant. Cela suggère qu'après la lutte contre la COVID-19, un nouveau contexte émergera, avec des transformations, et non un retour au statu quo.

l'exception de Mayotte et de la Guyane, la majorité du pays, passera en « zone verte », permettant donc une réouverture plus large des commerces et écoles. Les déplacements entre pays européens sont pareillement rétablis, et des mesures sont mises en place, réalisant de ce fait un retour progressif à la vie normale, bien que le respect des gestes barrières reste indispensable. L'orateur-politique salue les efforts collectifs qui ont permis de limiter les dégâts, particulièrement en matière de santé publique. Il met en avant la capacité du pays à doubler ses lits en réanimation ainsi qu'à gérer la crise malgré la pression. Or, il rappelle que le virus est toujours présent et que des précautions restent obligatoires pour éviter une nouvelle vague.

La lutte contre la COVID-19 n'est pas encore terminée, mais la France a réussi à contenir la pandémie grâce à une réponse coordonnée entre le gouvernement, le personnel médical et le citoyen. Le Président tire également les premières leçons de cette crise, mettant l'accent sur les fragilités révélées, comme la dépendance économique à l'étranger et les inégalités sociales. Pour l'avenir, il annonce une relance économique fondée sur la souveraineté, la durabilité écologique et la solidarité. Il insiste sur la nécessité d'une production nationale soutenue, avec des investissements dans des secteurs importants comme la technologie, l'agriculture et l'industrie verte. Cette reconstruction sera également axée sur la santé et la protection des plus vulnérables, tout en préservant les emplois. Enfin, il appelle à une unité nationale pour maîtriser cette épreuve et bâtir un avenir plus indépendant. Il se montre optimiste sur la capacité de la nation à se réinventer et à sortir renforcée de cette crise, tout en valorisant la nécessité du modèle européen dans la relance économique. Et pour conclure son discours, le Président réaffirme sa volonté de voir une France plus forte, plus juste et surtout plus résiliente dans les années à venir.

Avant ce discours, la France avait traversé une période de confinement strict instauré à partir du 17 mars, suivie d'un déconfinement progressif amorcé le 11 mai. Pendant près de deux mois, la population française a vécu sous de fortes restrictions : limitation des déplacements, fermeture des écoles, des commerces non essentiels et de nombreux services publics. Cette phase avait pour visée de freiner la propagation rapide du virus et de soulager les hôpitaux, fortement sollicités par l'afflux de patients atteints de l'épidémie. Entre les discours précédents et celui du 14 juin, le gouvernement a progressivement levé certaines restrictions tout en surveillant l'évolution sanitaire, préparant, ce faisant, le terrain à un retour plus large à la normale, annoncé dans cette nouvelle allocution.

- Le discours du 28/10/2020 :

Dans son quatrième discours, le Chef de l'Etat s'est adressé à la nation pour faire face à la résurgence alarmante de la pandémie. Il a reconnu que la situation s'était rapidement détériorée avec une accélération imprévue de l'épidémie, surpassant donc les prévisions les plus pessimistes. Le nombre de contaminations avait doublé en moins de deux semaines, entraînant une forte augmentation des hospitalisations, principalement en réanimation. Le Président a expliqué que, comme d'autres pays européens, l'Hexagone était débordé par cette deuxième vague, jugée plus meurtrière que la première, menaçant malheureusement de saturer les capacités hospitalières du pays. Le sujet-parlant, face à cette situation critique, a annoncé un nouveau confinement national, adapté aux leçons tirées de la première vague. Les écoles resteraient ouvertes et l'activité économique, particulièrement dans les usines et les services publics, pourrait se poursuivre, contrairement au confinement du printemps.

Il a insisté sur le besoin de freiner de manière rapide la propagation de la COVID-19 pour éviter que le médecin ait à choisir quel patient soigner. Les visites dans les maisons de retraite et EHPADs seraient aussi autorisées, afin d'éviter l'isolement complet des anciens. Ce discours a mis en lumière la priorité de protéger les plus vulnérables, les soignants, les jeunes et les plus modestes, tout en préservant l'économie. Le sujet-énonciateur a rejeté l'idée de l'« immunité collective »⁹ et le « confinement ciblé »¹⁰ des personnes à risque, expliquant que ces stratégies étaient à la fois éthiquement et pratiquement inadaptées. Il accentue le besoin d'un équilibre entre la santé publique et la protection économique, tout en rappelant que rien n'était plus précieux que la vie humaine. Enfin, le Président a appelé à un effort collectif, spécialement en respectant les mesures sanitaires et en mobilisant tous les acteurs, y compris les élus locaux et les forces de sécurité, pour faire face à cette crise sans précédent. Il a mentionné que ce confinement serait réévalué tous les quinze jours et, en

⁹ L'immunité grégaire, aussi appelée immunité de communauté, ou encore immunité collective, est le phénomène par lequel la propagation d'un virus contagieux peut être enrayée dans un public si une certaine proportion des individus est immunisée, soit par immunité croisée, soit par vaccination, soit parce qu'après avoir été contaminés ces individus n'ont pas développé la maladie ou en ont guéri.

¹⁰ Il s'agit d'une mesure de restriction où les restrictions de mouvement ou d'activité sont appliquées spécifiquement à certaines zones, groupes de personnes, ou activités, plutôt qu'à l'ensemble de la nation. Cette approche cherche à limiter la propagation de la maladie tout en minimisant l'impact sur les aspects non affectés de la société.

fonction de l'évolution de la situation, serait ajusté. En exprimant l'espoir de célébrer Noël en famille, l'orateur-politique a conclu tout en soulignant que l'objectif était de réduire de manière considérable le nombre de contaminations avant de pouvoir relâcher les restrictions.

- Le discours du 24/11/2020 :

Le cinquième discours est centré sur la gestion de la seconde vague de la pandémie. Le Président commence par dresser un bilan encourageant : une baisse remarquable des contaminations, de 60 000 à 20 000 par jour, ainsi qu'une diminution des hospitalisations et des personnes en réanimation. Grâce aux efforts collectifs et aux mesures sanitaires strictes, la France a réussi à éviter des scénarios épouvantables. Cependant, il insiste sur l'obligation de rester vigilant, puisque le virus reste actif dans tout l'hémisphère nord. Ensuite, le sujet-énonciateur expose les prochaines étapes de la gestion de la pandémie. Dès le 28 novembre 2020, certaines restrictions seront assouplies, particulièrement l'élargissement des déplacements à 20 kilomètres et la réouverture des commerces sous un protocole sanitaire strict.

Le 15 décembre 2020, le confinement pourrait être levé si le nombre de contaminations atteint 5 000 par jour. Ce serait donc la réouverture des lieux culturels, bien que des restrictions sévères sur les grands rassemblements et certains établissements, comme les bars et restaurants, resteraient sans doute en vigueur. Le Président évoque en conséquence les perspectives économiques et sociales, mentionnant l'impact primordial de la crise sanitaire sur l'économie.

Aussi, les dispositifs de soutien comme le chômage partiel¹¹, les aides aux entreprises et les jeunes, sont renforcés. Il reconnaît les sacrifices imposés à certains secteurs, spécialement la restauration et les activités de loisirs, promettant de ce fait des compensations financières supplémentaires. Il est à noter que les jeunes et les travailleurs précaires bénéficieront d'un accompagnement plus appuyé dans le cadre du plan baptisé « un jeune, une solution ». Enfin, le sujet-énonciateur met en avant la stratégie vaccinale en préparation, qui repose sur plusieurs vaccins attendus dès le mois de janvier 2021. La

¹¹ Aussi appelé activité partielle, le chômage partiel est un dispositif qui permet à une entreprise de réduire de manière temporaire l'activité de ses salariés en cas de difficultés économiques, tout en bénéficiant d'une aide financière de l'Etat. Pendant cette période, l'employé touche une indemnité versée par l'employeur, qui est donc partiellement remboursée par l'Etat. Ce chômage est conçu pour éviter les licenciements, permettant aux entreprises de maintenir leur personnel tout en ajustant leurs besoins de travail en fonction de la situation économique ou d'événements exceptionnels (comme la crise sanitaire). L'indemnité versée aux salariés est souvent inférieure à leur salaire habituel, mais elle peut être complétée par des allocations spécifiques selon les circonstances.

campagne de vaccination concernera d'abord les populations les plus vulnérables, notamment les personnes âgées, avec une organisation à la fois rigoureuse et transparente. Bien que la normalité ne soit pas pour demain, le Président appelle donc à la responsabilité individuelle et collective afin d'éviter un troisième confinement et sortir de manière progressive de cette crise.

- Le discours du 31/03/2021

Ce discours s'inscrit dans le contexte d'une crise sanitaire qui dure depuis plus d'un an en France. Le Président fait le point sur la situation, rappelant que le pays a traversé plusieurs phases ardues, avec des confinements successifs et des efforts collectifs pour contenir la maladie. À ce stade, la France a enregistré plus de 4,5 millions de cas et près de 100 000 décès. Malgré cela, il pointe la résilience et les actions héroïques du citoyen face à cette épreuve dure. L'année 2021 a débuté avec une stratégie visant à freiner l'épidémie sans reconfiner complètement le territoire, tout en se basant sur un principe trilogique : sécurité, équilibre, et responsabilité. Cependant, l'arrivée de variants plus contagieux et meurtriers, comme celui détecté au Royaume-Uni, a rendu cette tâche plus compliquée. Le Président insiste sur le besoin d'adapter la réponse face à cette « épidémie dans l'épidémie », d'autant plus que la situation se détériore dans toute la France, affectant toutes les régions métropolitaines. Pour freiner la propagation du virus, le Chef de l'Etat déclare des mesures additionnelles : l'extension des restrictions à tout le territoire métropolitain pour quatre semaines, incluant la fermeture des commerces non essentiels ainsi que la systématisation du télétravail.

Les crèches, écoles, collèges, et lycées fermeront pendant trois semaines, avec un calendrier scolaire adapté¹². Par ailleurs, un effort réfléchi est fait pour augmenter les capacités des services de réanimation dans les hôpitaux, et le Président appelle à un effort collectif pour pouvoir limiter les contacts sociaux. Enfin, le Président de la République met l'accent sur la campagne de vaccination, perçue comme la clef pour sortir de la pandémie.

¹² Le calendrier scolaire a été adapté pour répondre aux défis exceptionnels posés par la crise. Cela a impliqué des ajustements comme la modification des dates de vacances, la mise en place de périodes de fermeture des établissements scolaires, et l'introduction d'alternances entre l'enseignement en présentiel et l'enseignement à distance (sur des plateformes comme Zoom et Google Classroom). L'objectif était de limiter la propagation de la COVID-19 tout en permettant aux élèves de continuer leur apprentissage dans des conditions sécurisées. Ces adaptations ont varié en fonction de l'évolution de la situation épidémiologique et des directives gouvernementales.

Il annonce l'accélération des injections, avec des objectifs ambitieux, dans le but de vacciner le plus grand nombre, particulièrement les plus vulnérables. La réouverture progressive du pays est envisagée à partir de la mi-mai 2021, avec des perspectives pour la réouverture des lieux de culture et des terrasses. Le sujet-énonciateur exprime sa confiance en la capacité du téléspectateur à surmonter cette épreuve, appelant à l'unité et à la responsabilité collective pour retrouver une vie normale.

- Le discours du 12/07/2021 :

Ce discours marque une nouvelle étape dans la gestion de la pandémie, avec une approche résolument tournée vers la vaccination massive¹³. Après une année et demie de crise, le Président Macron met en lumière les résultats positifs des efforts collectifs demandés à plusieurs reprises, surtout une diminution significative des cas de contamination et des hospitalisations. Il accentue l'importance du plan de relance économique¹⁴, qui a permis un rebond, et rappelle les défis surmontés, comme la préservation de l'éducation, malgré les fermetures d'écoles plus limitées dans le pays par rapport à d'autres.

Cependant, la menace d'une quatrième vague se profile avec l'apparition du variant « *Delta* »¹⁵ : plus contagieux. Le Président de la République insiste sur la nécessité de la vaccination pour freiner la propagation de la COVID-19 et éviter de nouvelles restrictions. Il annonce des mesures fortes pour accélérer la couverture vaccinale¹⁶, telles que l'obligation

¹³ Il s'agit d'une stratégie de santé publique cherchant à immuniser une grande partie de la population contre la maladie, et est appliquée lors d'une pandémie. Cette approche implique l'administration à grande échelle de vaccins à un large éventail de personnes pour créer une immunité collective et surtout réduire la propagation du virus. Cette méthode aide à protéger les individus, à réduire la charge sur le système de santé, ainsi qu'à atteindre l'immunité de groupe, ce qui peut en fin de compte mener à la maîtrise de l'épidémie. La vaccination massive requiert une co-ordination efficace et une mobilisation des ressources afin d'atteindre et vacciner le plus grand nombre possible de citoyens dans les meilleurs délais.

¹⁴ Ce plan appelé « France Relance » visait à soutenir la reprise économique après les effets dévastateurs de la crise sanitaire. Doté de 100 milliards d'euros, il s'articulait autour de trois axes fondamentaux : la transition écologique, la compétitivité des entreprises, et la cohésion sociale et territoriale. Aussi, il incluait des mesures pour soutenir les entreprises en difficulté, stimuler l'emploi, consolider l'industrie française, et surtout accélérer les transitions énergétiques et numériques, tout en cherchant à réduire les inégalités et à protéger les plus vulnérables.

¹⁵ Le variant « *Delta* » a été nommé selon le système de nomenclature établi par l'OMS pour les variants préoccupants de SARS-CoV-2. Ce système utilise les lettres de l'alphabet grec dans le but de simplifier la communication publique et éviter la stigmatisation géographique des variants, qui auparavant étaient souvent désignés par le pays où ils avaient été identifiés. Ainsi, le variant initialement connu comme *B.1.617.2* a été baptisé « *Delta* » pour faciliter sa référence dans les médias et les publications scientifiques.

¹⁶ En temps de crise, la couverture vaccinale désigne le pourcentage de la population qui a été vaccinée contre la maladie. Elle mesure la proportion des individus ayant reçu une ou plusieurs doses par rapport à la population cible, requis pour atteindre une immunité collective et/ou protéger des groupes vulnérables. Une couverture vaccinale élevée est indispensable pour limiter la propagation d'une pandémie et, dans certains cas, pour

vaccinale pour les soignants à partir du 15 septembre, et la mise en place d'un « pass sanitaire » dès la fin juillet afin d'accéder aux lieux de loisirs et de culture, ensuite aux restaurants, centres commerciaux et transports dès août.

Ces annonces, bien que présentées comme indispensables afin de protéger la population, ont également suscité des réactions vives dans une partie de la société. En particulier, l'obligation vaccinale pour les soignants, accompagnée de sanctions (notamment l'interdiction d'exercer à partir de l'automne pour ceux qui refuseraient la vaccination) a provoqué des tensions dans le milieu médical. Des mouvements de résistance ont émergé, dénonçant une atteinte aux libertés individuelles et à la liberté de choix. Plus largement, le pass sanitaire a cristallisé les oppositions, donnant lieu à des manifestations hebdomadaires dans plusieurs villes, rassemblant des citoyens inquiets ou opposés à ce qu'ils perçoivent comme une forme de contrainte sanitaire. Le sujet-énonciateur appelle à la responsabilité à la fois individuelle et collective, encourageant le grand public à se faire vacciner. Il met également l'accent sur les efforts internationaux pour vacciner les populations dans les pays les plus pauvres, faisant remarquer l'exigence d'une solidarité mondiale pour lutter contre la COVID-19.

Il annonce aussi une campagne de rappel vaccinal¹⁷ pour les plus vulnérables dès la rentrée. Finalement, ce discours réitère l'exigence de relancer l'économie tout en maintenant une vigilance constante face à l'épidémie. Il rappelle que le chemin vers la normalité passe par une mobilisation générale autour de la vaccination, et que les mois à venir seront décisifs pour préparer l'avenir, tant en matière de santé publique que de relance à la fois économique et sociale.

- Le discours du 9/11/2021 :

Ce jour, la France faisait face à une nouvelle recrudescence de l'épidémie. Le Président Macron revient sur les efforts réalisés depuis près de deux ans pour contenir la maladie, mettant en avant la campagne de vaccination réussie, avec 51 millions de personnes

l'éradiquer. Elle permet aussi de protéger de manière indirecte les personnes non vaccinées, grâce à l'effet de ce qu'il est appelé : « protection de groupe ». Les autorités de santé utilisent ce taux dans le but de surveiller voire ajuster les stratégies de vaccination.

¹⁷ Le rappel vaccinal est une dose supplémentaire administrée après la ou les doses initiales, dans le but de renforcer et prolonger l'immunité contre la maladie. Au fil du temps, l'efficacité du vaccin peut diminuer, et le rappel a pour tâche de stimuler la mémoire immunitaire, permettant au corps de maintenir une protection optimale. Les rappels sont essentiels pour prévenir une éventuelle réinfection, surtout dans les cas où de nouvelles variantes apparaissent ou lorsque l'immunité naturelle s'affaiblit.

pleinement vaccinés. Il met en avant aussi le rôle crucial du pass sanitaire pour contrôler la pandémie et surtout maintenir une vie sociale et économique active. Malgré ces progrès, la cinquième vague de la COVID-19 commençait à se propager, en particulier en Europe, où des pays comme l'Allemagne voyaient une augmentation des cas. Le Chef de l'Etat appelle à poursuivre la vigilance face à cette nouvelle vague et encourage ceux qui ne sont pas encore vaccinés ; à le faire.

L'orateur-politique annonce un rappel vaccinal pour les citoyens de plus de 65 ans et ceux à risque, tout en rappelant l'efficacité de ce rappel dans la lutte contre les formes graves de cette maladie. Ce rappel deviendra obligatoire à partir du 15 décembre pour prolonger la validité du pass sanitaire. Il prévoit pareillement une extension de la campagne de rappel à la population âgée de 50 à 64 ans dès décembre, soutenant que le vaccin est la clé pour éviter de nouvelles restrictions et surtout continuer à vivre normalement. Le sujet-énonciateur fait appel à la prudence concernant le relâchement des gestes barrières et annonce aussi le maintien du port du masque dans les écoles et autres lieux clos. Il insiste sur la consolidation des contrôles pour le respect du pass sanitaire, tout en mentionnant l'arrivée de nouveaux traitements efficaces pour les formes graves de COVID-19, attendus d'ici la fin de l'année 2021. Enfin, il met l'accent sur l'exigence de soutenir les secteurs touchés par la crise avec des aides prolongées¹⁸ et un plan de relance ambitieux.

Ce discours intervient dans un contexte particulier : à moins de six mois de l'élection présidentielle de 2022, à laquelle le Président Emmanuel Macron est pressenti pour se représenter, bien qu'il n'ait pas encore officialisé sa candidature. Certaines formulations positives de son allocution, particulièrement la valorisation des succès de la campagne vaccinale, la gestion de la crise ou encore les investissements massifs dans la santé et la relance économique, peuvent donc être interprétées aussi comme une manière de dresser un premier bilan de son quinquennat. Le ton résolument optimiste et rassembleur, insistant sur l'unité nationale, la résilience collective et l'avenir européen, semble aussi chercher à renforcer la légitimité du Président sortant face à la prochaine échéance électorale.

¹⁸ Les aides prolongées désignent l'extension des dispositifs de soutien économique mis en place pour aider les entreprises, les salariés, ainsi que les indépendants à faire face aux conséquences de la pandémie liée à la COVID-19. Parmi ces aides figurent les fonds de solidarité pour les petites entreprises et les indépendants, ainsi que les reports de charges sociales et fiscales. Ces mesures ont été prolongées à plusieurs reprises afin d'accompagner la reprise progressive de l'économie ainsi qu'à éviter une vague massive de faillites et de licenciements. Elles cherchaient à maintenir à flot les secteurs les plus touchés, à savoir l'hôtellerie, la restauration, et la culture.

Il met en avant l'ampleur des investissements engagés dans le système de santé, soulignant l'exigence de renforcer de manière durable les moyens alloués aux hôpitaux, de moderniser les infrastructures et de mieux soutenir les soignants, particulièrement éprouvés par près de deux années de crise sanitaire. Ces efforts s'inscrivent dans une volonté plus large de tirer les leçons de l'épidémie pour bâtir un système de santé plus résilient. Enfin, le sujet-énonciateur appelle le citoyen-télespectateur à faire preuve de solidarité et à garder confiance dans l'avenir, malgré les incertitudes persistantes. Il insiste sur l'importance de ne pas relâcher les efforts collectifs, tout en valorisant le rôle essentiel joué par l'UE dans la gestion de la pandémie, la coordination des réponses sanitaires et la relance économique. Selon lui, cette crise a confirmé que les enjeux sanitaires, économiques et sociaux ne peuvent être relevés qu'à travers une coopération renforcée à l'échelle européenne.

PARTIE I

Le discours macronien, entre vulgarisation médicale et stratégies d'influence en temps de crise

L'importance d'un cadre théorique robuste est expliquée par Sarter (2005 : 13), qui souligne qu'une étude sans fondement théorique justifiable présente une « utilité limitée ». De même, la qualité d'une recherche dépend d'un réseau cohérent de théories ainsi que de l'élaboration et de l'amélioration des méthodes de recherche. Ces dernières, qui englobent un ensemble de techniques pour collecter et analyser les données, sont fondamentales à la production de résultats valides. En maîtrisant ces méthodes, les chercheurs acquièrent une approche systématique dans le but d'évaluer et tirer des conclusions éclairées. De ce fait, il existe une synergie indissociable entre théories et méthodes : ensemble, elles forment les deux faces d'une même réalité, renforçant donc la validité et l'impact des travaux de recherche.

Dans cette première partie, nous examinerons un certain nombre de sujets : au chapitre 1, nous présenterons les hypothèses majeures, et par conséquent, nous introduirons le corpus que nous étudierons. Nous présenterons également les objectifs de cette thèse ainsi que ses attentes. Nous aborderons les méthodes d'analyse sur lesquelles nous fonderons cette recherche doctorale. Ensuite, dans le chapitre 2, nous approfondirons la question du contexte sanitaire et de l'arrivée de la COVID-19 dans le monde en général, et en France en particulier. Le chapitre 3 sera consacré à parler de rhétorique sanitaire. De surcroît, nous allons étudier les spécificités des mots consacrés à la santé et fournir une analyse à jour des termes de santé dans le corpus. Le chapitre 4 analysera la structuration du discours macronien et ses stratégies de marketing social et surtout le leadership présidentiel.

Chapitre 1

Les prédiscours et le cadre prédiscursif

L'analyse que nous présentons englobe l'examen du discours macronien sur la santé. Comment aborde-t-il la question de la santé liée à la COVID-19 ? Quels sont les mécanismes linguistiques utilisés par le Chef de l'Etat pour articuler son message sur la santé publique durant la pandémie de COVID-19¹⁹ ? Comment la communication présidentielle évolue-t-elle au fil du temps, notamment en réponse aux développements de la pandémie²⁰ ?

1.1.Introduction au corpus choisi pour cette étude²¹

« La construction d'un corpus dépend du positionnement théorique à partir duquel on l'envisage. »

Charaudeau, 2009 : 37

Dans la citation précédente, Charaudeau explique un aspect fondamental de la constitution des corpus : ils ne sont jamais neutres. Il insiste sur le fait que tout corpus est le produit d'une sélection, d'une organisation ainsi que d'une interprétation, qui sont, elles-mêmes, influencées par le cadre théorique adopté. En d'autres termes, le chercheur choisit les éléments à inclure en fonction de ses hypothèses, de ses objectifs de recherche, et donc

¹⁹ Puisque le terme COVID est considéré comme l'acronyme anglais de « *Corona Virus Disease* », et vu que les abréviations et les acronymes prennent le même genre que le nom qui constitue le noyau du syntagme, nous pensons qu'il faut dire « la COVID » et non pas « le COVID », comme le noyau ici est « *Disease* » qui signifie « maladie » ; le nom français féminin.

²⁰ Dans le cadre de cette thèse, les notions « pandémie » et « épidémie » sont parfois employées de manière interchangeable, non pour nier leur distinction épidémiologique, mais dans une logique discursive et stylistique. Notre objectif est d'éviter les répétitions dans le texte, tout en tenant compte du fait que les discours analysés portent exclusivement sur le cas français.

²¹ L'intégralité du corpus est consultable en annexe (Vol. 2).

du paradigme théorique auquel il se rattache. Cela implique que deux chercheurs travaillant sur un même objet d'étude mais à partir de cadres théoriques différents – le structuralisme et la pragmatique, par exemple – pourraient constituer des corpus radicalement distincts. Ce constat nous amène de même à questionner la notion d'objectivité dans la recherche. Si la constitution d'un corpus dépend du regard et des orientations épistémologiques du chercheur, alors l'analyse qui en découle ne peut qu'être subjective et ancrée dans un système de pensée particulier. Pour cela, cette citation ouvre en conséquence la réflexion sur le rôle actif du chercheur dans la production du savoir et sur l'influence de ses choix méthodologiques dans la compréhension des phénomènes qu'il aborde.

Les approches fondées sur l'utilisation de la recherche linguistique reposent sur une hypothèse majeure, à savoir que le corpus est représentatif du phénomène étudié. Mais, bien sûr, la représentativité du corpus en soi est une construction, à la fois théorique et méthodologique. Selon Damon Mayaffre, l'idée de construire un corpus pourrait être la même que de proposer une matrice d'analyse. Cela vise à délimiter les contours d'une « observation vivante et dynamique dont la description doit conduire à une connaissance a posteriori, à des modèles sémantiques à découvrir, à des typologies à inventer. » (2005 : 3). Pour analyser la question sanitaire liée à la COVID-19 en France, nous avons sélectionné notre corpus de huit discours présidentiels prononcés comme suit : les 12, 16 mars, le 14 juin, le 28 octobre et le 24 novembre 2020, ainsi que les 31 mars, 12 juin et 9 novembre 2021. La transcription du corpus a été téléchargée sur le site de l'Elysée (www.elysee.fr) (consulté le 11/11/2022) et sur le site Vie Publique (www.vie-publique.fr) (consulté le 13/11/2022). La question centrale qui guide cette analyse est d'identifier la nature et les caractéristiques du discours présidentiel concernant la pandémie, ayant pour objectif d'explorer comment il est formulé et structuré. Sur la base de l'hypothèse qui sous-tend ce travail de recherche, il est crucial d'explorer les différentes dimensions et composantes de la communication macronienne pendant la pandémie de COVID-19, mettant particulièrement en lumière ses choix linguistiques, ses stratégies de communication, et les messages clés qu'il cherche à transmettre.

1.2.Objectifs et attentes de cette thèse

Le souci de protection et de promotion de la santé de la population n'est pas nouveau. La France n'a pas cessé d'accorder la priorité à la promotion de la santé publique. Nous

pouvons dire que l'histoire de la promotion de la santé publique en France, en particulier pendant la V^e République – depuis 1958 – est caractérisée par la croissance et l'amélioration des politiques de santé. En 1967, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) est créé. Cet institut vise à élever le niveau de la recherche en santé et à améliorer les politiques de santé publique en République Française, en jouant un rôle important dans le développement de la recherche scientifique. Dans les années 1980, l'Etat s'est concentré sur la promotion de la santé publique, lançant plusieurs campagnes pour réduire l'incidence des maladies chroniques. En 1991, le gouvernement a lancé le Programme Émotions Positives pour la Schizophrénie (PEPS). Étant principalement orienté vers la promotion d'un mode de vie sain pour prévenir les maladies chroniques, ce programme comprend plusieurs campagnes de sensibilisation et d'éducation du public (Favrod et Nguyen, 2022 : 3). En 2004, le gouvernement a lancé le Programme National de Nutrition Sanitaire (PNNS). L'un des principaux piliers de ce programme est d'améliorer le niveau nutritionnel de la population française, en vue de réduire le nombre de maladies chroniques associées à la malnutrition. À la lumière de ce qui précède, nous comprenons que l'histoire de la promotion de la santé publique en France, notamment pendant la V^e République, se caractérise par une forte concentration non seulement sur la prévention sanitaire, mais aussi sur l'éducation publique. Cela se reflète dans les aspirations des gouvernements à faire progresser la recherche scientifique. En outre, ceux-ci ont joué un rôle de premier plan dans la mise en œuvre de politiques et d'initiatives pour une meilleure santé publique.

Rappelons, par exemple, la gestion administrative de la pandémie du VIH/SIDA lancée par le gouvernement de Laurent Fabius, sous la présidence de François Mitterrand. La France a été l'un des premiers pays à reconnaître la gravité de l'épidémie de VIH/SIDA, fournissant une réponse rapide avec une approche multidimensionnelle impliquant non seulement des mesures médicales, mais aussi sociales. Dans les premières années de l'arrivée du virus dans le pays, la France a adopté une approche coordonnée, non seulement pour prévenir mais pour traiter le virus. Le gouvernement français a financé des campagnes de recherche et d'éducation, et a également mis en place un système de santé publique complet pour lutter contre la propagation du virus²². Le rôle le plus important dans la

²² Il convient de rappeler le scandale du sang contaminé survenu dans les années 1980, durant lequel du sang infecté par le VIH a été transfusé à des milliers de patients en France. Ce drame sanitaire a mis en lumière de graves manquements dans la gestion des risques sanitaires et a eu des conséquences à la fois judiciaires et politiques importantes, notamment pour le Premier ministre de l'époque, Laurent Fabius, qui fut mis en cause avant d'être finalement relaxé en 1999 par la Cour de justice de la République.

détection précoce du virus est joué par des chercheurs français. Outre les dispositions médicales prises par le gouvernement pour lutter contre l'épidémie, des mesures d'un autre type, à savoir des actions sociétales, ont été prises. Durant le mandat présidentiel de François Mitterrand, la France a abrogé le délit d'homosexualité le 8 août 1982. Cette décision s'inscrivait dans un contexte social, sociétal et politique plus large et résultait d'un long processus amorcé avant l'apparition du SIDA. Bien que cette abrogation ait pu avoir des répercussions sanitaires, son intention première n'était pas de nature sanitaire, mais de répondre à l'évolution des mentalités ainsi qu'à la reconnaissance des droits individuels. Cette étape a visé à réduire la stigmatisation entourant la maladie et les personnes qui en sont atteintes, augmentant ainsi l'accès à des informations adéquates sur le virus et à des mesures de prévention. De ce qui précède, l'approche du gouvernement français face à la pandémie de VIH/SIDA est de nature proactive, globale et compatissante. Grâce à un bon nombre de mesures – médicales et sociales – la Cinquième République a pu non seulement réduire la propagation de l'épidémie dans le pays, mais aussi améliorer la vie des personnes touchées.

L'arrivée de la COVID-19 s'est traduite par un appel à la mobilisation des services de santé destinés à protéger toutes les tranches de la population, comme le Président déclare : « les personnels des hôpitaux, médecins, infirmiers, ambulanciers, les agents des Samu et de nos hôpitaux, les médecins de ville, l'ensemble des personnels du service public de santé en France sont engagés avec dévouement et efficacité. »²³ (Macron, 12/03/2020). C'est pourquoi une question se pose : Comment le Président pouvait-il défendre la politique de santé publique alors que les connaissances sur la COVID-19 étaient limitées, que l'infection était relativement inoffensive et que les décès se limitaient aux groupes à risque élevé et essentiellement des personnes âgées ou vulnérables ? Le premier but de notre analyse est de souligner la nature spécifique des arguments développés par le Chef de l'Etat. Comment le Président français a-t-il cherché à faire adhérer l'opinion à un impératif de santé publique impliquant un tel changement de mode de vie : ne plus se rendre sur le lieu de travail, télétravailler de chez soi, ou même ne pas aller en classe mais y assister sur des plateformes virtuelles, telles que *Zoom* et *Google Classroom* ?

Avant de commencer à analyser le traitement de la question sanitaire dans le corpus, nous présenterons les théories et méthodologies mises en œuvre pour constituer cette étude.

²³ Voir Vol. 2, p. 3.

Dans un premier temps, nous exposerons les modalités d'analyse ainsi que leurs limites. Dans un second temps, nous mettrons en lumière les caractéristiques inhérentes à la rhétorique de la santé publique qui seront considérées sous trois angles, à savoir l'argumentatif, le stylistique, et le lexical. Nous montrerons les particularités du cadre sanitaire des discours sélectionnés. Cela a donc pour objectif de réaliser une étude approfondie des outils linguistiques dont le Président Emmanuel Macron a fait usage.

1.3. Les modalités de l'analyse

Nous aurons, dans ce travail de thèse, deux objectifs principaux vis-à-vis de la parole macronienne lors de cette période. Nous essaierons de comprendre le fonctionnement argumentatif du discours présidentiel destiné à toucher tous les niveaux de la vie du citoyen pendant cette pandémie à travers une analyse qualitative du corpus. Il nous faudra étudier le sens sous-jacent du propos macronien car cela aide à comprendre la fonction du langage et comment le discours est utilisé pour favoriser un changement social, au niveau d'habitudes et de comportements.

Concernant la partie argumentative, nous expliquerons – dans le cadre théorique de l'étude – les bases de la rhétorique de la santé publique, et nous analyserons la portée persuasive de sa terminologie. Dans ce type d'argumentation, le travail de l'orateur sur sa représentation est central : la dimension argumentative du discours repose sur la construction par l'orateur de son propre éthos, mais aussi sur l'éthos préalable²⁴. Afin de comprendre quelles stratégies argumentatives sont véhiculées par la communication du Président Macron, nous devons comprendre comment ces processus linguistiques fonctionnent.

Concernant notre analyse lexicale, nous procéderons comme suit : a) tout d'abord, nous définirons le terme à étudier en nous référant au dictionnaire du Centre national de ressources textuelles et lexicales (CNRTL) pour obtenir une définition standardisée et largement acceptée, vu que fédère au sein d'un portail unique, un ensemble de ressources linguistiques. B) Ensuite, nous apporterons une explication de cette définition en la

²⁴ On distingue généralement, selon Amossy (2021 : 71) l'éthos préalable (les représentations sociales, médiatiques ou institutionnelles associées au sujet-énonciateur avant même qu'il ne prenne la parole) et l'éthos discursif, produit par les stratégies énonciatives mises en œuvre dans l'instant de la prise de parole. La réussite argumentative dépend de l'articulation entre ces deux dimensions : un énonciateur tire profit de son éthos institutionnel, tout en l'adaptant en fonction des circonstances pour construire un éthos de proximité, d'autorité ou d'expertise selon les situations de communication. On entend par *réussite argumentative* la capacité du discours à produire un effet de conviction ou d'adhésion chez son sujet-cible, non seulement par la qualité logique des arguments mobilisés, mais également par la manière dont ceux-ci sont intégrés dans une mise en scène discursive à la fois cohérente, crédible et adaptée à la situation d'énonciation. Elle repose de ce fait sur une articulation efficace entre l'organisation des contenus, les stratégies énonciatives et les dimensions interactionnelles, affectives et identitaires du discours.

contextualisant par rapport à notre sujet de recherche, faisant remarquer les nuances pertinentes dans le cadre de notre analyse. C) Pour illustrer l'usage de cette notion dans le discours macronien, nous citerons un passage extrait du corpus. D) Enfin, nous analyserons comment le Chef de l'Etat a employé ce segment phrastique, en comparant son utilisation à la définition du *CNRTL*, afin de déterminer si le sens donné par le sujet-énonciateur est conforme à la signification standard du terme. Ce processus méthodologique nous garantira une analyse rigoureuse de l'utilisation des termes dans la communication présidentielle.

1.4. Les limites de cette analyse

L'une des limites les plus importantes de ce travail de recherche est la différence culturelle. Durant les années de la COVID-19, nous n'avons pas connu les mêmes conditions de vie que le peuple français en particulier, et le peuple européen en général. Cela peut être justifié par la façon de traiter la maladie dans le Royaume hachémite de Jordanie, différente de celle dont les gouvernements européens ont traité cette épidémie. Cela pourrait donc constituer une complication, mais, en même temps, nous donne une autre perspective, et par conséquent, nous pouvons faire l'analyse d'un point de vue différent. Aussi, cette thèse sera consacrée à mener une étude linguistique du corpus. Par conséquent, nous procéderons indépendamment de l'un des aspects intéressants de ses outils visuels et auditifs, l'aspect kinésique. Les enregistrements vidéo de la scène discursive peuvent fournir un regard sur le discours oral lui-même, mais nécessiteraient une analyse approfondie au-delà de la portée de cette étude.

Puisque le sujet choisi pour cette étude est considéré comme de nature médicale, en plus d'analyser les mots de la santé publique, nous étudierons également la rhétorique sanitaire²⁵. Il serait intéressant d'analyser les interventions des ministres et des premiers ministres en plus des analyses incluses dans cette étude ; tout en comparant ces discours à ceux du Président Macron et la manière dont chacun aborde la question de la santé. Cependant, cette idée pourrait faire l'objet d'un autre travail de thèse, raison pour laquelle

²⁵ Cette notion désigne l'ensemble des discours et stratégies de communication employés dans le but d'informer, persuader ou de mobiliser le grand public autour des questions de santé. Elle repose sur l'utilisation de données scientifiques (logos), d'appels émotionnels (pathos) et de la crédibilité des sources (éthos) afin de promouvoir des comportements protecteurs, sensibiliser aux risques et surtout soutenir des politiques de santé publique. Utilisée dans des contextes variés, tels que les campagnes de prévention ou les crises sanitaires, la rhétorique sanitaire vise à influencer les attitudes et les pratiques tout en affrontant des défis éthiques, tel que le risque de manipulation ou la nécessité d'adapter les messages à des publics divers. La rhétorique sanitaire est ainsi un outil déterminant pour gérer les enjeux de santé tout en maintenant la confiance du sujet-cible.

nous n’aborderons pas cet aspect dans ce travail actuel. Nous croyons qu’il y a de nombreux points de vue présentés par chacun des décideurs. Pour notre part, nous pensons que les limites mentionnées représentent en elles-mêmes le matériau pour les travaux de recherche sur ce sujet, surtout après l’empreinte que la COVID-19 a laissée dans notre histoire. En analysant le corpus sélectionné, il est possible d’obtenir des informations précieuses sur le discours et ses implications dans ce contexte sanitaire. En mettant l’accent sur les aspects liés aux soins de santé dans le corpus, nous voulons mettre en évidence les principaux arguments utilisés par le Président pour influencer l’opinion publique sur les soins de santé.

1.5. Les particularités socio-historiques du traitement de la question sanitaire

« Le droit fondamental à la protection de la santé doit être mis en œuvre par tous moyens disponibles au bénéfice de toute personne. Les professionnels et les établissements de santé, les organismes d’assurance maladie ou tous autres organismes ou dispositifs participant à la prévention, aux soins ou à la coordination des soins, et les autorités sanitaires contribuent, avec les collectivités territoriales et leurs groupements, dans le champ de leurs compétences respectives fixées par la loi, et avec les usagers, à développer la prévention, garantir l’égal accès de chaque personne aux soins nécessités par son état de santé et assurer la continuité des soins et la meilleure sécurité sanitaire possible. »

Article L1110-1

Modifié par la loi n°2022-217 du 21 février 2022 - art. 130

Dans ce sous-chapitre, nous examinons comment les questions de santé sont intimement liées au contexte socio-historique de la République française. Notre objectif est de découvrir les schémas, les défis et les évolutions qui ont façonné le bien-être de la population française au fil du temps en étudiant le paysage sanitaire de la V^e République. En outre, nous examinerons la politique sanitaire française en constante évolution, ainsi que ses réponses à plusieurs crises sanitaires mondiales qui l’ont touchée, notamment le VIH/SIDA, la grippe H1N1, et la COVID-19. Alors que nous explorons le régime sanitaire en France, une question se révèle primordiale : Comment les événements historiques, les facteurs sociétaux et les décisions politiques ont-ils influé sur les résultats en termes de protection de la santé en France ?

1.5.1. La gestion de la santé publique sous la V^e République

En raison de l'instabilité politique chronique de la IV^e République, la V^e République a été instaurée le 4 octobre 1958 sous l'impulsion de Charles de Gaulle, dans le but de mettre en place une structure gouvernementale plus stable. Pendant ce temps, des réformes constitutionnelles importantes ont été adoptées, y compris le pouvoir du Président de dissoudre l'Assemblée nationale et de gouverner par décret dans des circonstances exceptionnelles. En termes de développement économique, la V^e République a donné la priorité à la modernisation et à l'industrialisation. Ces initiatives avaient pour objectif de faire progresser l'économie française conformément aux exigences de l'après-guerre. En outre, la période a connu un certain nombre de bouleversements sociaux et politiques, dont les manifestations de mai 1968²⁶, qui ont forcé des réformes radicales et conduit à un certain nombre de changements importants dans les lois du travail et les politiques sociales du pays. En outre, la V^e République a joué une fonction cruciale dans le développement de l'intégration européenne. Lors de la création de la Communauté économique européenne (CEE) en 1957, précurseur de l'Union européenne (UE), la France a joué un rôle important en démontrant son engagement à construire une Europe unifiée.

Un paysage géopolitique complexe est parcouru par la V^e République pendant la guerre froide (Borzakian et Rouiaï, 2021 : 11). Une relation tendue entre les blocs de l'Ouest et de l'Est²⁷ a façonné la politique étrangère de la France, cherchant à affirmer ses intérêts et son influence au niveau international. Pour mieux comprendre les conditions de santé et les défis auxquels la population française a été confrontée pendant la V^e République, il est fondamental d'avoir un aperçu du contexte historique de cette période. En plus de fournir un aperçu de la réponse du gouvernement à diverses questions de santé, le contexte historique couvre également les principales épidémies et crises sanitaires. En outre, il éclaire sur la

²⁶ Il s'agit d'un mouvement social et politique d'une très grande ampleur, combinant grèves ouvrières, mobilisations étudiantes et revendications sociétales. Ces manifestations ont débuté par des protestations étudiantes contre le conservatisme des institutions universitaires ainsi que la rigidité de la société, avant de s'étendre à une grève générale impliquant plus de 10 millions de travailleurs, paralysant la France pendant plusieurs semaines. Les revendications portaient sur des sujets variés, tels que l'amélioration des conditions de travail, l'augmentation des salaires, ainsi que la libération des mœurs et la contestation du pouvoir établi, notamment celui du Président Charles de Gaulle. Marqués par des affrontements violents avec la police et une effervescence culturelle, ces événements ont conduit à des réformes sociales et économiques significatives, tout en révélant des fractures profondes dans la société française (Berstein et Milza, 2004 : 44).

²⁷ Les divisions géopolitiques de l'époque de la guerre froide sont appelées les blocs de l'Ouest et de l'Est. Un bloc occidental, composé de pays alignés avec les Etats-Unis dans l'OTAN, est ce qu'on appelle communément « l'Ouest » dans le contexte de la Cinquième République en France. Contrairement à cela, « l'Est » se réfère aux pays qui étaient sous l'influence de l'Union soviétique. La politique étrangère et les relations internationales de la V^e République ont été façonnées par cette division. Il y eut des tensions croissantes et des confrontations idéologiques entre les deux blocs à cause de cette division. Dans le domaine de la politique, de l'économie et des affaires militaires, un bloc est un groupe de nations qui partagent des intérêts politiques, économiques et militaires communs (*ibid.* : 18).

façon dont les progrès médicaux et technologiques peuvent avoir contribué à l'amélioration des services de santé et de la santé publique au fil du temps. Les résultats en matière de santé et l'accès aux services de santé ont également été affectés par des facteurs sociaux et économiques pendant la V^e République. En raison de l'interaction entre ces éléments historiques, la stratégie sanitaire de la France a évolué sous différents Présidents (Che, 2019 : 2).

Pendant la V^e République, un certain nombre d'événements importants et de transformations ont eu lieu qui ont eu des répercussions sur le système de santé du pays. Les efforts de reconstruction après la Seconde Guerre mondiale ont dominé les premières années suivant la fin du conflit, à partir de 1944. Un défi majeur pour le pays est la reconstruction de ses infrastructures et de ses établissements de santé, qui avaient été endommagés pendant la guerre. Au cours de cette période, la population est confrontée à des problèmes de santé importants, notamment la prévalence de maladies infectieuses comme la tuberculose²⁸ et la poliomyélite²⁹. Ces maladies ont été maîtrisées par la recherche médicale et les interventions de santé publique ; l'amélioration des résultats en matière de santé en a résulté.

Il est à noter que tout au long des années 70 et 80, la V^e République a fait des progrès considérables dans l'amélioration de l'accessibilité des services de santé. Le 21 août 1967, un élargissement considérable de la couverture de la sécurité sociale est mis en œuvre, permettant à un plus grand segment des citoyens d'accéder à la prise en charge médicale. Un avantage important de cette expansion est l'amélioration de l'accès aux soins médicaux et l'amélioration de la santé des français. En réponse à l'évolution des modes de vie de la population, le pays a fait face à de nouveaux défis en matière de santé. À mesure que les maladies cardiovasculaires se révélaient, le gouvernement a lancé des campagnes de santé publique et a favorisé des changements dans les habitudes de vie, ce qui a entraîné une diminution du nombre de décès attribuables aux maladies cardiovasculaires.

En réponse à l'émergence de la pandémie de VIH/SIDA dans les années 1980 et 2000, le gouvernement français a lancé de nombreuses initiatives pour sensibiliser et améliorer l'accessibilité des traitements et promouvoir la prévention. En raison du

²⁸ Il s'agit d'une maladie infectieuse causée par une bactérie, *Mycobacterium tuberculosis*, qui touche essentiellement les poumons mais peut affecter d'autres parties du corps. Transmise par voie aérienne, elle se manifeste par des symptômes comme la toux persistante, la fièvre, la perte de poids et la fatigue, et nécessite un traitement prolongé par antibiotiques pour être guérie.

²⁹ Aussi appelée *polio*, la poliomyélite est une maladie infectieuse virale causée par le poliovirus, qui attaque le système nerveux et peut entraîner une paralysie irréversible, spécialement chez les enfants. Elle se transmet particulièrement par voie oro-fécale, mais grâce aux campagnes de vaccination, elle est presque totalement éradiquée dans le monde.

vieillissement de la population, la demande de services de santé et de soins de longue durée a augmenté, ce qui a entraîné des réformes et des fonds supplémentaires pour soutenir les soins aux personnes âgées.

La prévalence des maladies non transmissibles, comme le diabète et l'obésité, a augmenté, ce qui a nécessité la mise en œuvre de mesures préventives et de programmes d'éducation à la santé. Une sensibilisation accrue à la santé mentale a également entraîné une attention renforcée accordée aux services de santé mentale et une réduction de la stigmatisation associée à la maladie mentale (Valery, 2021 : 47). De plus, la V^e République a été confrontée au défi de la pandémie de la COVID-19 – le cœur de notre étude – qui a commencé à la fin de 2019 et qui continue aujourd'hui de toucher diverses régions du monde. Le système de santé en France, comme dans de nombreux autres pays, a dû être mobilisé pour répondre à la crise. Le gouvernement était tenu de prendre des mesures strictes afin de réduire la pression sur les différents moyens opérationnels ressources de santé pour prévenir la propagation du virus.

Les résultats en matière de santé ont connu des améliorations notables depuis l'avènement de la V^e République, notamment une augmentation de l'espérance de vie et une réduction des taux de mortalité infantile. Divers facteurs ont contribué à ces améliorations, notamment les progrès médicaux, l'amélioration de l'hygiène et de l'accès aux services de santé et des interventions en santé publique. Les changements démographiques et les modes de vie de la population ont également créé de nouveaux défis, comme une augmentation de la pression sur les différents services et les infrastructures de soins de santé. La pandémie de COVID-19 a servi de rappel de la nécessité de s'adapter continuellement et de se préparer aux crises sanitaires imprévues.

En France, diverses crises sanitaires sont apparues, incitant le gouvernement à prendre un certain nombre de mesures pour remédier à ces problèmes de santé. Au cours des années 1980, le VIH/SIDA est devenu une épidémie qui a représenté une menace importante pour la santé publique. En raison de la propagation rapide du virus, qui a entraîné des maladies graves et des décès, le gouvernement a eu à faire face à un besoin urgent de mettre en œuvre des mesures préventives et de sensibiliser le public à cette maladie. Afin de diffuser de l'information sur les pratiques sanitaires, de promouvoir des pratiques sexuelles sécuritaires et de préconiser des tests réguliers, les responsables de la santé ont collaboré avec des experts médicaux, des organisations non gouvernementales et des groupes communautaires. En outre, les établissements de santé ont été renforcés afin que les

personnes touchées puissent recevoir une assistance et des soins médicaux adéquats. Face à une crise sanitaire, le gouvernement a rapidement mobilisé des ressources et démontré son engagement envers la santé publique.

L'année 2009 a marqué le début de la pandémie de grippe H1N1³⁰. En termes historiques, il s'agit de la deuxième crise sanitaire causée par le sous-type A de la grippe H1N1, la première ayant eu lieu pendant la pandémie de 1918. Plusieurs autorités sanitaires se sont dites préoccupées par la propagation du virus dans le monde. À la suite de cette catastrophe sanitaire, le gouvernement français a élaboré un plan global pour atténuer les effets des virus. Parmi les stratégies employées dans cet effort figuraient la surveillance de la propagation du virus, des campagnes de santé publique visant à sensibiliser la population aux mesures de prévention, ainsi que la distribution de médicaments antiviraux aux régions touchées. La riposte du gouvernement à la pandémie de grippe H1N1 a été semblable à sa réponse à d'autres urgences sanitaires, démontrant ainsi son engagement à protéger la santé publique et sa capacité à mobiliser des ressources pour faire face aux menaces sanitaires émergentes.

Plus récemment, la pandémie de COVID-19 est devenue l'une des crises sanitaires les plus graves qu'ait connue la V^e République. Afin de lutter contre la propagation du virus, de protéger la santé publique et de renforcer le système de santé, le gouvernement français a rapidement mis en œuvre des mesures. Afin d'identifier et d'isoler les personnes infectées, des mesures de confinement et des restrictions de voyage ont été imposées, ainsi que des tests de dépistage de masse et de dépistage des contacts. En outre, des campagnes de santé publique et des stratégies de communication ont été utilisées pour promouvoir le port du masque et la pratique de la distanciation sociale afin de sensibiliser le public aux mesures préventives. Un certain nombre d'organisations internationales et de pays voisins, comme l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, et d'autres Etats, ont collaboré avec le gouvernement afin d'échanger des informations et de coordonner les réponses (Beaune, 2020 : 9). Il est important de mentionner que les interventions du gouvernement ont été marquées par des mesures proactives, reposant sur une consultation d'experts scientifiques, même si ces décisions aient été, occasionnellement, l'objet de débats, et par une participation communautaire tout au long de ces urgences sanitaires.

³⁰ Aussi connue sous le nom de *pandémie de grippe porcine*.

En dépit des difficultés persistantes, le gouvernement s'est engagé à protéger la santé publique en tout temps. Ces expériences permettent de tirer de précieuses leçons pour les futures crises sanitaires, pointant de ce fait l'importance d'une approche coordonnée et adaptative face aux préoccupations sanitaires émergentes. Les résultats en matière de santé ainsi que l'accès aux services de soins de santé sont fortement influencés par une série de facteurs sociaux et économiques. Les individus et les communautés ayant un statut socio-économique différent souffrent de disparités en matière de santé en raison de l'inégalité des revenus, des niveaux d'éducation et des conditions de vie. Le système de santé est confronté à des défis croissants en raison du vieillissement de la population, qui nécessite des soins et des services particuliers. Le statut de l'emploi et la stabilité du travail ont une incidence sur la couverture de l'assurance maladie, ce qui affecte la capacité des personnes à obtenir une couverture de leurs soins de santé. En outre, les zones rurales ont un accès limité aux infrastructures de soins de santé en raison de la répartition géographique de ces dernières. En outre, les décisions politiques et les arbitrages budgétaires ont eu un impact significatif sur le développement des politiques de santé ainsi que sur l'allocation des ressources, ce qui a affecté la qualité globale et l'accessibilité des soins de santé. La combinaison de ces facteurs a influencé la santé publique au cours de la V^e République, soulignant la nécessité de politiques ciblées afin de remédier aux disparités dans la fourniture de soins et d'assurer un accès équitable aux soins de santé pour tous les segments de la population.

Sous différentes administrations présidentielles, un certain nombre de politiques et de réformes clés en matière de soins de santé ont été mises en œuvre, qui ont toutes contribué à l'évolution du système de soins de santé du pays et ont eu un effet profond sur la santé publique. L'infrastructure des soins de santé et l'accès aux services médicaux ont été considérablement améliorés sous la présidence de Charles de Gaulle (1958 – 1969). Un certain nombre de nouveaux hôpitaux et d'installations médicales ont été construits afin de répondre aux besoins d'une population en croissance rapide et d'améliorer la qualité des services de santé. Les politiques gouvernementales ont également mis l'accent sur la réduction des disparités en matière de santé en étendant la couverture médicale aux populations mal desservies et vulnérables, ce qui a permis d'améliorer leur état de santé général.

La médecine préventive et les initiatives de santé publique ont été mises en avant sous la présidence de Georges Pompidou (1969 – 1974). Un certain nombre de campagnes ont été lancées afin de sensibiliser la population aux risques sanitaires et de l'encourager à

adopter un mode de vie plus sain. L'un des principaux objectifs de ces efforts était de réduire la charge des maladies évitables pesant sur la société et d'améliorer son état de santé général.

Diverses réformes visant à renforcer la sécurité sociale, y compris la couverture des soins de santé, ont été introduites sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing (1974 – 1981). Ces politiques devaient permettre d'offrir un large éventail de services médicaux et d'alléger les charges financières pour les personnes souhaitant bénéficier d'un traitement médical. Grâce à ces mesures, de nombreux citoyens ont pu accéder aux soins de santé et assumer les dépenses correspondantes (Giscard d'Estaing et Schmidt, 2014 : 28).

La présidence de François Mitterrand (1981 – 1995) est marquée par une avancée significative en matière de soins de santé. Il s'agit notamment de l'introduction de la Couverture Maladie Universelle (CMU). Grâce à cette politique, des populations qui n'étaient pas assurées auparavant ont pu bénéficier d'une couverture médicale, ce qui a amélioré leur accès aux soins médicaux. En outre, des traitements médicaux novateurs et des innovations médicales ont été mis au point grâce aux investissements dans la recherche médicale et la technologie.

Pendant sa présidence, Jacques Chirac (1995 – 2007) s'est attaché à réduire les temps d'attente pour les procédures médicales ainsi qu'à accroître la disponibilité des professionnels de la santé dans toute la France. En consolidant l'accès aux soins, surtout dans les zones rurales et défavorisées, ces efforts ont donc permis de réduire les disparités régionales en matière de qualité de la prise en charge médicale. Par l'instauration de politiques cherchant à mieux répartir les ressources médicales et à améliorer les infrastructures, le Président Chirac a contribué à garantir un accès plus équitable aux prestations de santé, offrant de ce fait au citoyen, indépendamment de sa localisation, un meilleur accès aux soins nécessaires (Chirac et Barré, 2009 : 67).

Sous la présidence de Nicolas Sarkozy (2007 – 2012), des réformes ont été introduites dans le domaine de la santé afin de renforcer l'autonomie et le choix des patients. Des efforts ont été faits pour rationaliser et améliorer la prestation des soins de santé grâce à la mise en œuvre de dossiers médicaux informatisés et d'initiatives de télémédecine (Nay, 2007 : 44)

Les services de santé mentale et la sensibilisation à la santé mentale ont été renforcés sous la présidence de François Hollande (2012 – 2017). Dans le cadre de ses efforts pour améliorer les résultats en matière de santé mentale, son gouvernement a investi dans les soins psychiatriques et les campagnes de déstigmatisation (Hollande, 2011 : 89).

Depuis l'administration du Président Emmanuel Macron (2017 – présent), la politique de santé s'est concentrée sur l'amélioration de l'accessibilité aux services médicaux ainsi que sur l'amélioration de leur qualité. Elle vise à réduire les obstacles financiers pour les patients grâce à la mise en œuvre du programme « 100 % Santé », qui rembourse intégralement certaines aides médicales et prothèses (Derrien et Nedelec, 2017 : 52). Il s'agit d'une réforme garantissant une couverture complète des soins de santé par le système de sécurité sociale, ainsi que des assurances complémentaires de soins de santé dans les domaines de l'optique, de l'audiologie et de la dentisterie. Un *supplément santé responsable* est désormais disponible pour tous les citoyens français à compter du 1^{er} janvier 2021.

Alors, répondant à notre question : Comment les événements historiques, les facteurs sociétaux et les décisions politiques ont-ils influé sur les résultats en termes de protection de la santé en France ? Les résultats en matière de protection de la santé en France sont influencés par des événements historiques majeurs, comme la création de la Sécurité sociale ou les crises sanitaires, comme celle du sang contaminé, qui ont conduit à un renforcement des réglementations³¹. Les facteurs sociétaux, notamment le vieillissement de la population, l'urbanisation et les inégalités sociales, ont pareillement façonné les priorités de santé publique, comme la lutte contre les maladies chroniques ou l'amélioration de l'accès aux soins dans les déserts médicaux. En outre, les décisions politiques, telles que les lois anti-tabac³² ou les politiques de vaccination obligatoire, ont permis d'améliorer certains indicateurs de santé, mais elles ont parfois été contestées, illustrant les tensions entre protection collective et libertés individuelles. Ainsi, ces influences combinées ont façonné un système de santé évolutif, souvent salué mais confronté à des défis persistants.

La section suivante présente la dimension historique de la prise en charge des pandémies qui ont émaillé l'histoire de la V^e République ; cela nous aidera à comprendre la dimension diachronique du discours du Président Macron tenu dans le cadre de la COVID-19.

³¹ La crise du *sang contaminé*, dans les années 1980, désigne un scandale sanitaire au cours duquel des produits sanguins infectés par le VIH ont été distribués à des patients, entraînant de nombreuses contaminations et une crise majeure de confiance envers les autorités de santé.

³² L'ensemble des textes législatifs ayant pour but de limiter la consommation de tabac pour protéger la santé publique. En France, la loi Évin de 1991 en est un pilier majeur, comme elle interdit la publicité en faveur du tabac et encadre strictement sa consommation dans les lieux publics. Depuis, plusieurs renforcements ont été adoptés, tels que l'interdiction de fumer dans les bars, restaurants, transports ou lieux de travail, et l'instauration du paquet neutre.

1.6. La politique sanitaire en France

Ces dernières années, la politique sanitaire en France a fait l'objet de réformes et de transformations substantielles, reflétant l'engagement du pays à fournir des soins de santé complets et accessibles à toute personne. C'est à la fin du XIX^e siècle que le système de santé français a pris forme. Un certain nombre de lois de santé publique ont été introduites à cette époque pour améliorer l'assainissement et l'hygiène (Pineault, 2012 : 15). Ces premières fondations ont permis de jeter les bases des futurs développements de la politique de santé. La mise en place du système de sécurité sociale en 1945 a marqué une étape importante dans la politique de santé française, suivie par la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM) qui est créée en 1967 pour assurer l'accès universel aux services de santé.

Au fil du temps, le système a évolué et a inclus une variété de services. Ces derniers comprennent les soins ambulatoires, l'hospitalisation, et les médicaments délivrés sur ordonnance. Au cours des années, le gouvernement s'est efforcé d'élargir la gamme des services fournis par le système de santé. Plusieurs réformes, telles que la réorganisation des hôpitaux et l'établissement de plateformes de télémédecine, ont été entreprises par l'Etat dans le but de résoudre les problèmes liés aux assistances médicales. Il est important de noter que certains de ces défis comprennent le vieillissement de la population, l'augmentation du coût des soins de santé et les progrès technologiques. Ces réformes visent à améliorer l'efficacité et la viabilité du système de santé tout en maintenant ses principes fondamentaux de solidarité et de couverture universelle.

Dans le but d'améliorer les résultats en matière de santé publique, la politique de santé française s'est de plus en plus concentrée sur les soins préventifs et la promotion de la santé. Des efforts ont été déployés pour promouvoir des modes de vie sains, la prévention des maladies et des examens de santé réguliers. La décentralisation et la régionalisation de la gestion des soins de santé ont eu lieu dans les années 1980 et 1990. L'accent est mis sur la délégation des pouvoirs de décision aux autorités locales et aux établissements de santé, leur permettant ainsi d'adapter les services de santé aux besoins spécifiques de leurs communautés. Il est important de noter que le système de santé français est un modèle mixte, dans lequel des prestataires publics et privés offrent des services de santé. Grâce à cette intégration, les patients ont accès à un large éventail de soins de santé tout en bénéficiant d'une couverture universelle.

Afin d'assurer cette accessibilité des services de santé pour tous, le système de santé est fondé sur plusieurs principes et objectifs indispensables. L'une des principales caractéristiques du système de santé français est le principe de solidarité. Ce principe souligne l'importance d'assurer l'accessibilité aux soins pour tous, quel que soit leur statut socio-économique³³. Afin de réduire les disparités en matière de santé et de garantir un accès équitable aux soins, diverses réformes sont guidées par ce principe, comme la création des maisons de santé pluridisciplinaires pour améliorer la couverture médicale dans les zones rurales, l'élargissement de l'accès à la couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C)³⁴ pour les personnes à faibles revenus, ainsi que le développement des services de télémédecine pour faciliter les consultations à distance. Les soins se caractérisent par une couverture complète ; une large gamme de services médicaux est proposée, notamment des soins hospitaliers, des consultations externes, des soins de maternité et des services de prévention. Grâce à cette approche globale, les citoyens sont assurés de recevoir des soins intégrés et holistiques pour répondre à leurs besoins en matière de santé. Le système de santé français offre aux patients une grande liberté de choix. Bien que les soins de santé soient principalement financés par l'Etat, les individus ont la liberté de choisir leurs prestataires de soins, qu'ils soient publics ou privés, ce qui permet aux patients de mieux contrôler leurs soins de santé.

Les soins préventifs et la promotion de la santé jouent un rôle important dans le système de santé français. Les comportements sains, les dépistages réguliers et les initiatives de prévention des maladies sont activement encouragés. La promotion des mesures préventives vise à améliorer la santé publique en général et à alléger le fardeau associé à certaines maladies. Les traitements médicaux et les prestations de soins du système de santé français sont ouverts à l'innovation et aux avancées technologiques. L'intégration de nouvelles technologies médicales permet d'améliorer les soins et les résultats pour les patients. En fournissant des services de santé de qualité et équitables qui répondent aux besoins de tous les citoyens, le système de santé français s'efforce de promouvoir le bien-

³³ Le système de santé français accorde une grande importance à la lutte contre les inégalités en matière de santé. Afin de réduire les disparités de santé entre les différents groupes socio-économiques, des efforts sont faits pour garantir aux populations vulnérables et marginalisées un accès équitable aux services de santé.

³⁴ Il s'agit d'un dispositif qui offre une complémentaire santé gratuite. Elle permet de couvrir les frais restant à charge après le remboursement de l'Assurance Maladie obligatoire, ce qui facilite ainsi l'accès aux soins. La CMU-C cherche à réduire les inégalités en santé en garantissant une meilleure protection financière pour les plus modestes.

être général et la santé des citoyens en adhérant à ces principes et en poursuivant ces objectifs.

Les services de soins de santé dans le système français sont organisés dans le but d'offrir des soins à la fois complets et accessibles à tous, bien que des défis persistent en matière de coordination et de gestion. L'implication du gouvernement, les régimes d'assurance et les prestataires publics et privés font tous partie du système. Une grande partie des coûts des soins de santé est couverte par la sécurité sociale. Les employeurs, les employés et les travailleurs indépendants sont tenus de contribuer à ce système par le biais de cotisations. Ces cotisations sont reversées à différentes caisses de sécurité sociale. La CNAM est chargée de gérer le volet assurance maladie, et elle rembourse les frais médicaux couverts par une approche de paiement à l'acte où des tarifs normalisés sont appliqués pour les procédures médicales. Pour bénéficier des services de santé, les patients peuvent utiliser le système du tiers payant sans devoir avancer la somme, car elle sera prise en charge ultérieurement. Une partie importante du coût est remboursée directement aux patients par cette caisse nationale.

L'accès aux services de santé varie selon la disponibilité de prestataires privés, notamment de médecins, de spécialistes et d'hôpitaux. Les soins de santé privés en France comptent un nombre important de médecins et autres professionnels de santé opérant dans le cadre du budget de l'Etat. Néanmoins, il est à noter que les circonstances peuvent changer, avec des différences dans la manière dont les barèmes sont appliqués et le potentiel d'augmentation des tarifs dans certaines situations. Cette approche permet aux patients de sélectionner leurs médecins sans aucune restriction quant au montant d'argent qu'ils leur versent. Malgré les changements de politique, les hôpitaux publics restent une composante fondamentale du système de santé et reçoivent des financements publics pour leur gestion.

En outre, un secteur d'assurance santé privé robuste offre une couverture d'assurance maladie supplémentaire par le biais de « mutuelles », et est un type d'assurance maladie complémentaire. En plus de la couverture de base de la sécurité sociale, les autres organismes de complémentaire santé offrent des avantages supplémentaires. Ces derniers comprennent des taux de remboursement plus élevés, la prise en charge de services qui ne sont pas entièrement couverts par la sécurité sociale et l'accès à des établissements de santé privés. Les agences gouvernementales, en particulier le ministère de la santé, réglementent le système de santé, et ils sont notamment chargés de formuler des politiques sanitaires, de concevoir des réformes et d'allouer des ressources à diverses initiatives dans le domaine de

la santé. Outre la promotion de campagnes de santé publique, le gouvernement prend des mesures proactives pour répondre à des problèmes de santé spécifiques. En plus de sa structure et de son organisation, le système de santé français encourage la participation du secteur privé et le choix individuel, tout en garantissant un accès équitable aux soins de santé. Grâce à une approche hybride, des soins médicaux de haute qualité sont fournis à l'ensemble de la population en combinant le financement public et la prestation privée³⁵.

1.7.Synthèse intermédiaire n°1

Tirons le bilan suivant de notre réflexion : le terme « discours » est si omniprésent que les dictionnaires le définissent comme communication ou débat. Etymologiquement, ce terme vient du latin « *discursus* » et « *discurro* », ce qui signifie le fait de courir çà et là. En linguistique, cette notion désigne une unité de langue qui est plus longue qu'une seule phrase. Ce mot est dérivé du préfixe latin « *dis* » signifiant « loin » et le mot racine « *currere* » signifie « courir ». Le discours, par conséquent, est traduit comme « voie de course » et se réfère à la manière dont les conversations coulent. Ce terme est défini comme le « système de contraintes qui régissent la production d'un ensemble illimité d'énoncés à partir d'une certaine position sociale ou idéologique » (Maingueneau, 1991 : 15). Il s'agit d'un ensemble sémantique avec un contenu et une forme spécifiques, ce qui permet d'atteindre l'objectif visé par son orateur dans le discours oral, et son auteur dans le discours écrit.

En adoptant une vision plus large d'un phénomène, l'analyse du discours aide les chercheurs à découvrir le motif derrière la production d'un texte. Considérer les contextes divers d'un texte parlé ou écrit aide à en comprendre le sens. Dans leur *Dictionnaire d'analyse du discours* (2002 : 134), Maingueneau et Charaudeau argumentent que :

« Le contexte d'un élément X quelconque, c'est en principe tout ce qui entoure cet élément. Lorsque X est une unité linguistique (de nature et de dimension variables : phonème, morphème, mot, phrase, énoncé), l'entourage de X est à la fois de nature linguistique (environnement verbal) et non-linguistique (contexte situationnel, social, culturel). Selon les auteurs, le terme de « contexte » est utilisé pour renvoyer surtout, soit à l'environnement verbal de l'unité (que d'autres

³⁵ Il est possible que le terme « prestation privée » soit interprété de manière ambiguë dans la description précédente du système de santé français. Les professionnels de la santé travaillant dans des établissements publics et privés fournissent la majorité des soins médicaux en France. La fourniture de soins médicaux de qualité à l'ensemble de la population est rendue possible par la combinaison de ressources publiques et privées.

préfèrent appeler, conformément à un usage en voie de généralisation, cotexte), soit à la situation de communication.»

L'idée de Maingueneau et Charaudeau met en avant l'interdépendance entre le langage et son environnement. Qu'il s'agisse d'un mot, d'une phrase ou d'un énoncé, l'élément X ne prend tout son sens qu'au sein de son entourage immédiat, constitué par son cotexte (l'environnement verbal) et le contexte situationnel (les circonstances sociales, culturelles, et pragmatiques dans lesquelles il est employé). Cette distinction nous prouve que les interprétations varient et changent selon les approches théoriques, car certains linguistes privilégient l'analyse de l'environnement verbal, le cotexte, tandis que d'autres insistent sur la dynamique communicationnelle plus large, en intégrant des dimensions sociales ou culturelles. En d'autres termes, le sens de X dépend non seulement des unités verbales qui l'entourent, mais également du cadre situationnel qui influence son utilisation. Cela pointe la nécessité d'une analyse contextuelle holistique, dans laquelle l'élément linguistique est vu comme inséparable de son environnement communicationnel global, révélant de ce fait la complexité de l'interprétation du sens dans l'acte de langage. Aussi, le contexte est regardé comme la situation, les événements ou l'information qui sont liés à un élément et qui aident à le comprendre. Non seulement cela, mais l'environnement global dans lequel il se trouve et qui peut fournir des indices importants sur sa fonction et/ou sa signification culturelle.

D'un point de vue linguistique, c'est l'ensemble des parties d'une phrase, d'un paragraphe, d'un discours, etc. immédiatement à côté ou autour d'un mot ou d'un passage spécifié qui peuvent déterminer sa signification exacte. L'utilisation du langage prépare, accompagne, contrôle et influence toute action politique dans les milieux sociaux. Au moins un discours est présent dans toute communication. En substance, toute communication, et information, est le résultat de l'encodage et du décodage, qui sont influencés par des filtres institutionnels et idéologiques. Le rôle que joue le contexte dans l'analyse du discours est déterminant pour saisir pleinement les nuances et les implications des éléments linguistiques employés.

Prenons la phrase suivante : « *nous devons tous faire des sacrifices.* ». Si celle-ci est déclarée dans un discours politique pendant une crise économique, son interprétation va dépendre du contexte socio-politique. Dans un contexte verbal (cotexte), elle pourrait être entourée d'autres propos évoquant le besoin de réduire les dépenses publiques, et elle serait interprétée en tant qu'un appel à l'austérité ou à des réformes économiques. Cependant, si

cette même formule est employée dans un cadre familial, lors d’une discussion sur la gestion du budget domestique, elle renvoie à une tout autre interprétation liée à des concessions personnelles au sein du foyer. Par ailleurs, le contexte non-linguistique – comme l’état économique d’un pays ou la culture de solidarité nationale – influe aussi sur la perception de cette phrase. Le terme « sacrifices » peut prendre une connotation plus collective ou individuelle selon la situation. De ce fait, le sens exact de l’énoncé et l’intention du sujet-énonciateur ne peuvent être pleinement saisis qu’en tenant compte de l’ensemble du contexte verbal et extra-verbal. Le contexte de communication englobe tous les aspects non linguistiques qui influencent l’interaction, tels que les préférences personnelles, les expériences passées, les attentes et les contraintes temporelles.

Dans le prochain chapitre, nous analyserons les enjeux posés par la COVID-19. Nous aborderons la maladie sous tous ses aspects : dénomination, propagation mondiale, les symptômes les plus importants, l’arrivée en France et le traitement de l’épidémie par le gouvernement. Nous analyserons également des passages tirés de notre corpus pour savoir comment le jargon médical est présenté dans le discours macronien.

Chapitre 2

Le Président entre les experts médicaux et le grand public

Face à l'épidémie, les dirigeants ont dû réagir, sans tarder, à une situation inconnue, nécessitant des réponses éclairées. En tant que Chef de l'Etat, Emmanuel Macron a été confronté au défi de communiquer promptement l'information au grand public malgré le langage technique utilisé par les professionnels de la santé. Cette communication est entravée par la complexité des informations médicales, rendant difficile pour son sujet-cible la compréhension de la sévérité de la situation.

L'objectif de ce chapitre est d'examiner la réponse de la France à la COVID-19, en se concentrant principalement sur les stratégies de communication du Président Emmanuel Macron. Notre problématique centrale tourne autour de la navigation complexe du discours présidentiel entre les détails techniques du domaine médical et la nécessité de communiquer des informations compréhensibles par le grand public. Comment la phénoménologie de cette maladie s'est-elle intégrée dans le langage quotidien à travers les allocutions présidentielles ? Comment a-t-elle été communiquée au fil du temps, compte tenu non seulement de l'évolution de la compréhension scientifique, mais aussi du discours public ? Comment le Président a-t-il communiqué l'information et quels efforts les autorités sanitaires ont-elles déployés pour surmonter cette pandémie ?

Pour cela, notre hypothèse se formule ainsi : En utilisant un éventail de stratégies de communication, le Président cherchait à accroître son impact sur le public-cible, en rendant le contenu de sa communication plus accessible à l'ensemble de la population. Le rôle que joue le discours macronien pourrait consister à guider le téléspectateur avec une direction

cohérente, un ensemble d'informations fiables, et des solutions pour faire face à la confusion entourant la COVID-19. Nous analyserons comment les allocutions du Président cherchent à renforcer la confiance du public et à atténuer les incertitudes, en annonçant les mesures de sécurité et en fournissant au public-cible des informations mises à jour régulièrement.

Après avoir établi la problématique et posé l'hypothèse principale qui guideront nos analyses, nous procéderons à une exploration détaillée de l'utilisation du jargon médical dans le discours macronien à travers plusieurs sous-chapitres. Nous présenterons tout d'abord la définition, la délimitation et l'institutionnalisation du terme « COVID-19 », en examinant comment cette terminologie s'est progressivement établie dans la communication politique. Après, nous nous pencherons sur la communication dans l'arène publique, en étudiant la phénoménologie médicale et l'intégration des termes médicaux dans la communication macronienne. Enfin, nous explorerons la gestion nationale de la crise sanitaire, en examinant les différentes phases depuis l'arrivée de la COVID-19 en France jusqu'aux mesures sanitaires mises en place et à la campagne de vaccination.

Notre méthodologie repose sur une analyse systématique consistant à explorer les différentes dimensions du discours macronien. Nous nous concentrerons sur l'étude du lexique, tout en intégrant des analyses stylistiques pour arriver à une compréhension holistique. Chaque sous-chapitre sera introduit par une thématique spécifique, guidant donc notre analyse vers différents aspects de la prise de parole présidentielle. Nous sélectionnerons ensuite un échantillon de passages pertinents issus de notre corpus, qui serviront de base empirique à nos analyses. Chaque énoncé sera examiné en profondeur pour saisir son fonctionnement dans le contexte du discours, mettant en lumière les stratégies rhétoriques, les structures syntaxiques, et les choix lexicaux employés par le Chef de l'Etat. Enfin, nous procéderons à une interprétation approfondie, évaluant la signification de chaque citation et sa contribution à la construction du corpus. Cette méthodologie nous permettra d'explorer de manière rigoureuse les mécanismes de la communication présidentielle et d'apporter une analyse nuancée et approfondie à notre travail de recherche.

2.1. Etat de l'art

Le *CNRTL* définit le terme « simplification » comme étant l'« action d'enlever de la complexité, de réduire les difficultés en donnant plus de cohérence à un ensemble » ; cette définition pointe l'essence même de cette stratégie dans le discours. En effet, lorsqu'un

message est simplifié, les éléments complexes sont enlevés et les difficultés, qui pourraient empêcher le public-cible de comprendre ou d'adhérer à la thèse présentée, sont réduites. Dans le contexte de la communication politique, la simplification peut être définie comme une stratégie rhétorique qui cherche à présenter des idées ou des arguments d'une manière concise et accessible pour le grand public. Cette approche consiste à éviter les détails complexes et à utiliser un langage direct afin de rendre la communication politique plus compréhensible et marquante. Ainsi, la définition du *CNRTL* illustre comment la stratégie de simplification fonctionne en pratique : en éliminant les éléments complexes, en renforçant la cohérence et en présentant les informations de manière lucide, elle rend le propos plus intelligible.

La simplification est utilisée pour captiver l'attention du sujet-cible et faciliter la transmission des informations, pour mobiliser l'opinion publique en faveur des positions défendues par le sujet-énonciateur (Bourse, 2020 : 14). Elle poursuit plusieurs objectifs cruciaux pour l'orateur-politique. Premièrement, elle a pour tâche d'établir une communication avec le public-cible, en rendant le message politique clair. Ce faisant, le sujet-énonciateur démontre sa volonté de se faire comprendre par tous les citoyens, évitant de ce fait toute confusion ou malentendu. Aussi, la simplification contribue à forger une identité politique distincte, mettant en lumière des valeurs, des idées et des objectifs facilement identifiables (Herbert et Katz, 2004 : 6), ce qui permet au locuteur-politique de présenter une approche plus simple, et, par-là, crédible en matière de santé publique.

Le fonctionnement de la stratégie de simplification dans le discours politique repose sur plusieurs principes. En hiérarchisant les informations, le sujet-énonciateur met en lumière les points essentiels tout en éliminant les détails, ce qui a pour tâche de faciliter la compréhension. De plus, l'emploi d'exemples palpables et d'analogies lui permet d'illustrer des concepts abstraits de manière tangible, aidant ainsi le public-cible à mieux saisir les concepts présentés. Pour renforcer l'impact de son message, l'orateur-politique peut utiliser la répétition ciblée pour ancrer les informations dans l'esprit du récepteur. Il s'agit, dans le domaine de la communication, d'une technique délibérée consistant à répéter certains éléments clés du message pour renforcer son impact et favoriser sa mémorisation. Cette stratégie a pour tâche de pointer les informations les plus importantes et de les ancrer dans l'esprit du destinataire, facilitant donc son rappel ultérieur et, en conséquence, contribuant à la consolidation des connaissances. En adaptant la fréquence et l'intensité de la répétition en fonction du contexte et de l'auditoire, le communicateur peut optimiser l'efficacité de sa

communication et influencer positivement les perceptions et les attitudes du sujet-cible (Katzav et Reed, 2004 : 239). Enfin, il est essentiel d'adapter le discours en fonction de son public-cible, en tenant compte de sa capacité de compréhension et de ses préoccupations spécifiques.

Aussi, la stratégie de simplification fonctionne en maintenant l'intérêt du sujet-cible, favorisant en conséquence son engagement dans la sensibilisation au sujet abordé. De plus, en rendant les informations accessibles, elle renforce la transparence et la confiance entre l'orateur-politique et le citoyen, établissant subséquemment une base solide pour une communication ouverte. Enfin, l'approche simplificatrice permet de mobiliser l'opinion publique autour de certaines causes ou propositions, en incitant le grand public à soutenir les mesures de prévention sanitaire (Giaufret, 2006 : 657).

2.2.Définition, délimitation et institutionnalisation du terme « COVID-19 »

Le terme COVID-19 est un sigle : CO est l'abréviation du terme *Corona*, VI signifie virus, et D signifie l'expression anglaise *disease* qui signifie « maladie ». Le chiffre 19 représente l'année dans laquelle cette maladie s'est manifestée, donc 2019. La COVID-19 est apparue comme l'une des crises sanitaires mondiales les plus importantes de l'histoire récente, provoquée par la propagation rapide du virus SARS-CoV-2³⁶. Ce nouveau virus, qui fait partie de la famille des coronavirus, présentait un éventail de symptômes allant de légers à graves, et dans certains cas, il ne présentait aucun symptôme. Par les gouttelettes respiratoires excrétées pendant la respiration, la toux, les éternuements ou la parole, le virus peut être transmis et causer une variété de symptômes, y compris la fièvre, la toux, la fatigue et, curieusement, une perte de goût ou d'odeur. En raison de sa capacité à exploiter les processus cellulaires au sein du corps humain pour la réplication et la diffusion, il a posé un défi important aux systèmes de santé au niveau global.

L'impact sans précédent de la pandémie a laissé les pays du monde entier aux prises avec des défis diagnostiques ainsi que des variantes virales en évolution. La propagation du virus a été freinée par la mise en place de mesures strictes, qui ont donné lieu à des débats complexes sur leur efficacité et leur coût économique. Face à un adversaire viral implacable et dynamique, cette période a marqué un tournant dans la bataille mondiale contre la

³⁶ Ce virus est responsable de la pandémie de COVID-19. Il est appelé SRAS-CoV-2 ou syndrome respiratoire aigu sévère Coronavirus 2.

COVID-19, mettant en évidence l'interaction cruciale entre les progrès scientifiques, les stratégies de santé et les réponses sociétales.

Compte tenu de l'évolution de l'information et de l'escalade de la crise, les déclarations du Président peuvent être expliquées pour déclarer une « guerre » contre elle. Le 12/03/2020, il reconnaît que « dans l'immense majorité des cas, le Covid-19 est sans danger. »³⁷. Il y avait encore beaucoup d'incertitudes entourant le virus au début de la pandémie. Afin de prévenir la panique, il aurait pu être utile de se concentrer sur les cas bénins ou asymptomatiques et d'assurer au public que la plupart des personnes infectées par le virus se rétabliront sans complications graves. En raison de la quantité limitée d'informations disponibles, ce type de message cherche souvent à trouver un équilibre entre la réassurance et la précaution.

Cependant, alors que la situation s'aggravait sérieusement, le 16/03/2020, le virus avait commencé à se propager rapidement, mettant en danger non seulement les systèmes de santé français, mais aussi ceux de nombreux autres pays. Pour exprimer la gravité de la situation, le terme « guerre » est utilisé comme un dispositif rhétorique. Compte tenu de la nature insidieuse de la COVID-19, une action collective et décisive était nécessaire pour la contrer. Par conséquent, un changement stratégique est opéré, de la simple surveillance³⁸ et de l'isolement de l'épidémie à la mobilisation complète des ressources et des politiques pour lutter contre la pandémie. L'utilisation de ce langage métaphorique a mis l'accent sur l'urgence et la gravité de la crise, soulignant la nécessité de réagir rapidement et de manière globale pour protéger la santé du public.

En reflétant la nature de la pandémie, en évolution rapide, le langage présidentiel a évolué de la description du virus comme relativement sûre à la déclaration d'une « guerre » contre lui. Le ton de la communication officielle avait changé au fur et à mesure que davantage d'informations étaient disponibles et que la situation se détériorait. En raison de ce changement, des mesures immédiates et vigoureuses sont devenues nécessaires pour protéger la santé publique.

2.3. La communication médicale dans l'arène publique

³⁷ Voir Vol. 2, p. 3.

³⁸ Notre usage du terme « simple » est non pour minimiser l'importance des premières mesures de surveillance, mais pour marquer un contraste avec la phase ultérieure de gestion de la crise sanitaire. Il désigne la nature initialement limitée, ciblée et principalement épidémiologique de la réponse, avant que ne s'installe une mobilisation multi-sectorielle de l'Etat face à l'ampleur de la crise de la COVID-19.

Du scandale troublant du sang contaminé³⁹ au débat en cours sur la vaccination, les échanges d'opinions sur la santé publique ont fait rage sans relâche. En abordant les défis liés à la santé qui touchent des individus et des communautés entières, ces questions litigieuses, souvent appelées « crises » (Ollivier-Yaniv, 2015 : 1) par les sphères politiques et publiques, ont constamment contesté l'efficacité, la crédibilité et la légitimité des autorités gouvernementales. Les politiques publiques, la responsabilité politique et l'expertise biomédicale jouent toutes un rôle central pour relever ces défis.

Le consensus général et les réponses politiques sont remodelés par la prise de parole en cette ère de controverse. En raison de l'expansion rapide de l'information et de la diversité des opinions à la période digitale, les organismes gouvernementaux doivent être transparents et communiquer continuellement afin de rester compétitifs. Plus que jamais, la communication de crise nécessite une stratégie proactive et réactive, les Etats étant tenus d'anticiper les risques posés par les rumeurs et les litiges à mesure que cet environnement dynamique évolue rapidement. Pour cela, nous chercherons à savoir comment la phénoménologie de COVID-19 est-elle devenue profondément ancrée dans le langage quotidien à travers les discours présidentiels. Compte tenu de l'évolution de la science et de l'interaction complexe entre le langage, le pouvoir et la perception publique dans le domaine de la communication présidentielle, comment ces phénoménologies ont-elles changé au fil du temps ?

2.4. De la prévention à la vigilance : les messages clés face à la COVID-19

Les interventions du Président offrent une occasion d'analyser l'intersection de la terminologie médicale spécialisée et du discours public. Par exemple, l'usage de la formule « diffusion du virus » dans le passage :

« Mieux, en adoptant les bons gestes, vous avez ralenti la diffusion du virus et ainsi permis à nos hôpitaux et nos soignants de mieux se préparer. »⁴⁰

Macron, 12/03/2020

³⁹ Voir : Rinn, M. (2002). *Les discours sociaux contre le SIDA : Rhétorique de la communication publique*. Bruxelles : De Boeck Université.

⁴⁰ Voir Vol. 2, p. 3.

Cette formule vient pour simplifier l'expression « propagation virale »⁴¹, ce qui nécessite une certaine connaissance du jargon médical. Ce passage a une visée persuasive, pointant l'importance des actions individuelles. La stratégie de simplification joue un rôle important, en expliquant que le fait d'adopter les gestes appropriés, que le Président désigne par « les bons gestes », contribue à limiter la transmission du virus, ce qui a permis aux hôpitaux et aux professionnels de la santé de mieux se préparer. En soulignant que ces actions ont effectivement ralenti la propagation de la COVID-19, il accentue l'efficacité des mesures préventives mises en pratique par la population, démontrant l'impact significatif des comportements individuels sur la maîtrise de la pandémie. De plus, en argumentant que ces actions ont permis aux hôpitaux et aux soignants de mieux se préparer, le Chef de l'Etat montre que le sujet-cible a contribué à alléger la pression sur le système de santé, offrant ainsi aux professionnels de santé un peu de répit pour pouvoir mieux se préparer à un afflux éventuel de patients.

Après avoir loué les efforts du public, le Président évolue vers un message plus direct et préventif, en passant de la reconnaissance des efforts collectifs à l'aggravation de la situation. Le comportement responsable individuel est promu, dans :

« Je veux dire ce soir, très clairement, non seulement vous ne vous protégez pas, vous [...] risquez de contaminer vos amis, vos parents, grands-parents, de mettre en danger la santé de ceux qui vous sont chers. »⁴²

Macron, 12/03/2020

Ce passage fonctionne comme une exhortation à la responsabilité individuelle et collective face à la propagation du virus, mettant en lumière les risques de contamination et pointant l'exigence de suivre les mesures de précaution pour protéger la santé publique. La stratégie de simplification opère en traduisant le message complexe des risques de propagation du virus, expliquant que ne pas se protéger expose non seulement à l'infection mais également au risque de contaminer les proches, mettant par conséquent leur santé en péril. En accentuant le risque de transmission du virus des proches, le Chef de l'Etat cherche à sensibiliser le sujet-cible sur les conséquences graves du fait de ne pas se protéger. Ici, le Président fait remarquer les implications sociétales des actions personnelles. Néanmoins,

⁴¹ Ce terme désigne la diffusion d'un virus d'un hôte à un autre, entraînée par la réplication virale et l'excrétion du pathogène via des fluides biologiques (tels que la salive, les mucus, le sang, etc.). Cette transmission peut être directe (par le contact, les gouttelettes respiratoires) ou indirecte (les surfaces contaminées, les vecteurs). Sur le plan épidémiologique, elle est modélisée par le taux de reproduction (R_0), ce qui précise combien de nouvelles infections un individu contagieux peut générer.

⁴² Voir Vol. 2, p. 12.

cette annonce va bien au-delà de la mise en lumière du risque de propagation du virus, vu qu'elle met en évidence la profonde interconnexion entre les actions individuelles et les conséquences collectives, soulignant en conséquence l'importance cruciale de la responsabilité sociale dans la gestion de cette crise. Cette mise en perspective accentue l'ampleur des enjeux sociaux liés à l'épidémie, dépassant la simple question de santé individuelle pour englober des préoccupations plus vastes concernant la cohésion sociale ainsi que la solidarité collective.

En réalité, la propagation du virus est exacerbée par des conduites personnelles, faisant remarquer les failles potentielles dans la communication des risques, les inégalités d'accès aux moyens de protection ainsi que les défis socio-économiques qui rendent difficile la mise en œuvre des mesures préventives. De ce fait, cette déclaration soulève des questions fondamentales sur la manière dont la société peut mieux répondre à la crise sanitaire en reconnaissant et en abordant les multiples dimensions sociales qui sous-tendent la propagation de la maladie. Elle appelle également à une réflexion approfondie sur les politiques publiques, la sensibilisation communautaire et les initiatives de soutien pour promouvoir des comportements responsables et solidaires, indispensables pour contenir la pandémie et protéger la santé de tous les membres de la société.

En utilisant les pronoms allocutifs de deuxième personne « vous » et « vos », le Président illustre une méthode pour favoriser l'implication personnelle au sein du public. En s'adressant directement aux téléspectateurs et en mettant l'accent sur leur capacité personnelle, il souligne l'impact profond de leurs actions sur leurs proches, car en spécifiant « vos amis, vos parents, grands-parents », le message est rendu plus personnel, servant de rappel poignant des conséquences possibles d'ignorer les lignes directrices. Le sujet-énonciateur utilise cette approche persuasive en temps de crise pour encourager le public-cible à prendre la question au sérieux. Cela lui permet de présenter une image plus complète et compréhensible. Il met l'accent sur « vos amis » pour faire remarquer le cercle social immédiat, suivi de « vos parents » pour renforcer l'unité familiale, et enfin, il met l'accent sur « grands-parents » pour rappeler la vulnérabilité de la génération plus âgée. Il engage un plus large éventail de personnes, rendant le message plus personnel vis-à-vis des différentes relations des téléspectateurs, accentuant l'importance de prendre des précautions afin de les protéger chacun dans leur vie.

Après avoir pointé les conséquences potentiellement désastreuses du non-respect des mesures de précaution contre la propagation du virus dans le passage précédent, le Président

aborde dans la citation suivante l'impératif de rester vigilants et de ne pas relâcher complètement les efforts, en rappelant que la menace du virus demeure présente malgré les progrès réalisés. En affirmant que :

« Cela ne signifie pas que le virus a disparu et que nous pouvons baisser totalement la garde. »⁴³

Macron, 14/06/2020

Le Président fait remarquer la nécessité d'une vigilance continue. Cette phrase agit comme un rappel utile de la nécessité de maintenir la prudence vis-à-vis de la pandémie. En simplifiant le terme médical « éradication »⁴⁴ par « disparu », le passage devient plus compréhensible pour le téléspectateur, sans nécessiter de connaissances spécialisées en médecine. En insistant sur le fait que la menace persiste malgré le progrès réalisé, ce passage encourage le sujet-cible à ne pas relâcher ses efforts dans le respect des mesures sanitaires. Cette remarque propose que, même si des améliorations ont été observées, le virus demeure un danger imminent qui exige une adaptation prolongée des comportements et des politiques de santé publique.

Cependant, cette annonce va au-delà d'une simple reconnaissance du problème, puisqu'elle pointe vers une préoccupation persistante concernant la situation épidémiologique. Cette perspective soulève des questions importantes sur la manière dont la crise est gérée et sur les mesures à prendre pour assurer une réponse à long terme. En ne se contentant pas de noter l'existence du problème, mais en appuyant également sur l'importance de maintenir une vigilance constante, le Chef de l'Etat insiste sur l'impératif d'une analyse approfondie de la situation et de stratégies continues. Or, il est crucial de ne pas seulement reconnaître les problèmes évoqués mais, bien d'avantage, de les examiner en profondeur pour pouvoir progresser vers des solutions durables.

Un exemple remarquable de l'intégration du jargon médical dans le discours public peut être vu dans l'utilisation de termes tels que « zone verte », qui se réfère aux régions où la propagation du virus est contrôlée ; analysons le passage suivant :

« Dès demain, tout le territoire à l'exception de Mayotte et de la Guyane où le virus circule encore activement tout le territoire donc passera dans ce qu'il est désormais

⁴³ Voir Vol. 2, p. 20.

⁴⁴ Cette notion désigne l'élimination complète d'un agent pathogène (tel qu'un virus ou une bactérie) dans une population donnée, de manière durable. Contrairement au contrôle ou à la réduction de la maladie, l'éradication implique qu'il n'existe plus aucun cas naturel de transmission. Un exemple emblématique est l'éradication de la variole en 1980, confirmée par l'OMS après des campagnes de vaccination massive.

convenu d'appeler la « zone verte », ce qui permettra notamment une reprise plus forte du travail, et la réouverture des cafés et restaurants en Île-de-France.»⁴⁵

Macron, 14/06/2020

Il s'agit d'une annonce cruciale du changement de statut de la plupart du territoire français dans le combat contre la COVID-19. La simplification d'une expression comme « zone d'endémie »⁴⁶ par « zone verte » permet de transmettre plus clairement le message. En introduisant la notion de « zone verte », le Président clarifie la nouvelle classification des territoires en fonction du niveau de propagation du virus. Cela anticipe une reprise progressive des activités économiques et sociales, mettant en évidence l'impératif de maintenir une vigilance continue face à l'épidémie. Cette appellation a pour tâche de démontrer la volonté du Chef de l'Etat de rendre les informations accessibles au téléspectateur, tout en maintenant un niveau de technicité nécessaire pour une compréhension précise de la situation.

Lorsque le discours utilise le segment phrastique « zone verte »⁴⁷, il sous-entend que la situation épidémiologique s'est améliorée au point où la circulation du virus est maîtrisée sauf dans deux territoires d'outre-mer, et il suggère également que des mesures de déconfinement seront mises en œuvre. En annonçant ce passage en « zone verte », le Président vise à rassurer le téléspectateur tout en l'informant sur l'évolution positive de la situation sanitaire et sur les prochaines étapes à venir. Ce terme est mis entre guillemets⁴⁸

⁴⁵ Voir Vol. 2, p. 19.

⁴⁶ Une zone d'endémie est un territoire où une maladie infectieuse circule de manière constante ou récurrente. Cela signifie que l'agent pathogène (virus, bactérie, parasite) est présent de façon persistante dans l'environnement ou chez les hôtes réservoirs. La maladie y présente un taux d'incidence stable dans le temps, sans besoin d'importation de nouveaux cas. Les maladies endémiques les plus connues incluent le paludisme, la fièvre jaune ou la tuberculose.

⁴⁷ Cet usage des guillemets relève d'un procédé de *modalisation autonymique*, c'est-à-dire d'une mise à distance énonciative par laquelle le sujet-locuteur attire l'attention non seulement sur le contenu de l'expression, mais aussi sur sa forme en tant que mot déjà circulant dans l'espace social. Ce marquage typographique permet donc de signaler que le terme n'est pas une création discursive du sujet-énonciateur, mais la reprise d'une désignation institutionnelle ou médiatique. Voir : Authier-Revuz, J. (1992). « Les non-coïncidences du dire et leur représentation métalinguistique ». J. Authier-Revuz, M. Doury & S. Reboul-Touré (dir.), *Parler des mots. Le fait autonymique en discours* (pp. 15-25).

⁴⁸ Notre analyse porte exclusivement sur le discours dans sa forme écrite, telle qu'elle serait reçue par un citoyen lecteur, et non sur la dimension audiovisuelle de l'allocution. Ainsi, l'effet des signes graphiques, comme les guillemets, est envisagé dans une perspective de lecture textuelle et non de réception télévisuelle.

afin d'indiquer une sorte de définition ou d'explication. Ce faisant, le sujet-énonciateur signale qu'il s'agit d'une terminologie consacrée, une sorte de jargon technique ou normatif qui pourrait ne pas être immédiatement compris par le sujet-cible, ce qui l'invite à prendre conscience d'une catégorie institutionnelle officielle et à en intégrer la portée symbolique et pragmatique. Cela est une façon d'aider le public-cible à suivre le propos en lui fournissant une explication contextuelle, sans interrompre le flux du discours principal.

Ce terme est utilisé dans ce passage pour plusieurs raisons. Premièrement, il offre une représentation visuelle apparente de la situation épidémiologique. Le choix du terme « verte » revêt une dimension rhétorique fortement symbolique et stratégique. Couleur traditionnellement associée à la nature, à la santé, à la croissance et à la sécurité, le vert véhicule une connotation positive et rassurante qui contraste indirectement avec des couleurs plus alarmantes comme le rouge ou l'orange, généralement utilisées pour signaler le danger ou l'urgence. En qualifiant la zone géographique de « zone verte », la déclaration cherche à instaurer un sentiment d'apaisement et d'optimisme, suggérant ainsi que la situation est désormais sous contrôle dans ces territoires. Cette désignation chromatique agit en tant que marqueur simple et accessible, facilitant la compréhension et la mémorisation du message. En outre, l'emploi de ce terme technique renforce l'autorité et la crédibilité de la communication présidentielle en montrant que des indicateurs spécifiques sont pris en compte pour évaluer la situation. Plutôt que de simplement annoncer une « levée des mesures de restriction », ce choix linguistique suggère une approche plus nuancée, fondée sur des données scientifiques. Deuxièmement, l'emploi du jargon médical dans ce contexte vise à légitimer les mesures prises en les inscrivant dans un cadre scientifique précis, ce qui accentue la crédibilité de la déclaration. En évoquant la « zone verte », la citation souligne implicitement une gradation dans la gestion de la crise, renforçant ainsi l'idée d'une évolution dynamique plutôt que d'un état figé. Cette notion de transition invite le citoyen-télespectateur à adopter une vigilance continue, en insistant sur la responsabilité collective nécessaire pour préserver ce stade favorable. Le vocabulaire choisi crée donc un équilibre entre optimisme mesuré et rappel à la prudence, renforçant l'impératif de conformité aux consignes sanitaires pour garantir la stabilité sanitaire à long terme.

Parlons à présent de l'entrée des termes médicaux dans le discours public, et analysons quelques passages de notre corpus pour une compréhension plus profonde.

2.5.L'entrée des termes médicaux dans le discours⁴⁹

La communication macronienne mobilise de manière stratégique des éléments relevant de la phénoménologie médicale afin de faire saisir la gravité de la situation sanitaire. Cette intégration se manifeste notamment par l'usage d'exemples concrets, l'appel à la responsabilité individuelle et collective, ainsi que par la mise en avant de l'exigence du respect des gestes barrières, tant pour la protection de la population que pour le soutien aux personnels soignants exposés en première ligne. Il est important de noter que des termes tels que « circulation du virus »⁵⁰ (Macron, 24/11/2020) et « patients en réanimation »⁵¹ (Macron, 31/03/2021) ne sont pas seulement des termes techniques ; ils servent à exprimer les expériences vécues par les personnes qui souffrent de la maladie.

L'homme est confronté à des informations, des idées, des situations, où des événements circulent et se propagent dans son quotidien. De la même manière, la diffusion du virus décrit sa réalité dynamique et en constante évolution. Le choix lexical du terme « circulation » inspire une analogie avec la circulation sanguine, un processus vital qui maintient le fonctionnement du système et se propage dans tout le corps. Or, l'expression nominale « patients en réanimation » décrit une expérience de vie puisqu'elle évoque la survie : la lutte contre la maladie. Puisque sa vie est en jeu, la personne en réanimation est confrontée à des situations de santé critiques. Souvent, son parcours traumatisant à travers la réanimation est une épreuve intense, nécessitant un soutien médical et des soins intensifs afin de surmonter son état sanitaire dit critique. À la suite de l'utilisation d'un vocabulaire spécialisé, la crise médicale est humanisée, permettant au grand public de s'y identifier et d'en ressentir les effets. Ce faisant, il comble le fossé entre le jargon médical et la compréhension du public tout en incarnant l'essence de la phénoménologie médicale. Analysons les passages suivants qui montrent l'intégration de la phénoménologie médicale qui est stratégiquement incorporée dans le discours pour augmenter la compréhension du public.

Dans la citation suivante, l'idée initiale est celle du besoin pressant de ralentir la propagation de la pandémie pour préserver les institutions médicales qui se retrouveront con-

⁴⁹ Dans nos analyses, nous examinerons l'utilisation de la terminologie médicale dans les discours macroniens, en nous focalisant sur des exemples extraits de notre corpus. Il est important de noter que les discours analysés ont été prononcés à différents moments de l'évolution de l'épidémie, avec des variations dans les conditions et les connaissances médicales disponibles.

⁵⁰ Voir Vol. 2, p. 39.

⁵¹ Voir Vol. 2, p. 53.

frontées à une augmentation significative du nombre de patients atteints ; regardons de près :

« L'urgence est de freiner l'épidémie afin de protéger nos hôpitaux, nos services d'urgence et de réanimation, nos soignants qui vont avoir à traiter, comme je viens de vous l'expliquer, de plus en plus de patients atteints. »⁵²

Macron, 12/03/2020

Dans le contexte de ce passage, il est question de la saturation des hôpitaux, où les services d'urgence et de « réanimation » sont submergés par un afflux massif de patients nécessitant des soins intensifs pour survivre. Cette citation illustre une rhétorique de la responsabilité collective articulée autour d'un registre d'urgence, construit pour susciter l'adhésion immédiate du sujet-cible. La structure de l'énoncé met en avant une finalité claire (« freiner l'épidémie ») suivie d'une série de compléments qui précisent les bénéficiaires directs de cette action. Cette énumération consolide l'impact émotionnel du message en ancrant l'appel à l'action dans une réalité à la fois institutionnelle et humaine concrète. L'emploi du possessif « nos » instaure une proximité affective entre le locuteur politique, le grand public et les acteurs du système de santé, ce qui met en valeur la portée de l'appel à la solidarité. Par ailleurs, le rappel explicite du danger croissant (« de plus en plus de patients atteints ») inscrit l'intervention dans une temporalité évolutive et alarmante, légitimant donc l'urgence des mesures évoquées. Cette configuration discursive s'inscrit dans une stratégie persuasive fondée sur la mise en visibilité des conséquences concrètes d'une inaction, tout en valorisant l'effort collectif comme levier de protection.

Le sujet-énonciateur souligne avec insistance la pression croissante exercée sur le système de santé, en faisant appel à des mesures immédiates dans le but de contenir la propagation du virus. Le discours met en évidence la surcharge des structures médicales et l'épuisement annoncé du personnel soignant, plaçant ainsi la protection de ces ressources vitales au cœur de l'urgence collective. Ce passage construit un impératif moral fort, où l'action devient non seulement indispensable mais éthiquement incontournable. La logique de cause à effet est claire : freiner l'épidémie est présenté ici comme la condition sine qua non pour préserver les capacités hospitalières. Le recours au futur proche dans « vont avoir à traiter » souligne la proximité temporelle du risque, rendant l'alerte plus tangible. Par ailleurs, le langage mobilisé relève d'une rhétorique d'autorité, car le sujet-énonciateur

⁵² Voir Vol. 2, p. 4.

s'appuie sur sa légitimité institutionnelle pour affirmer sans équivoque la gravité de la situation, tout en s'érigeant en porte-parole des soignants. Ce langage d'autorité⁵³ s'exprime par un ton direct, des formulations assertives et l'usage de collectifs inclusifs comme « nos hôpitaux », qui renforcent le sentiment de responsabilité partagée. L'ensemble vise à mobiliser l'auditoire par une injonction qui se veut à la fois rationnelle, éthique et affective.

Après avoir fait remarquer la pertinence primordiale de freiner la pandémie, le Président Macron évoque dans le message suivant les efforts déployés par de nombreux programmes français et européens, afin de produire en quantité des diagnostics rapides et performants ; analysons-le :

« De nombreux programmes français et européens, essais cliniques, sont en cours pour produire en quantité des diagnostics rapides, performants et efficaces. »⁵⁴

Macron, 12/03/2020

L'usage du segment phrastique « diagnostics » joue un rôle central dans la construction d'un discours à la fois technique et rassurant. Ce mot, associé au champ médical et scientifique, inscrit l'énoncé dans une démarche de rigueur et d'objectivité. En désignant les tests de dépistage de la COVID-19 par un terme spécialisé, le locuteur-politique renforce la légitimité scientifique de la réponse sanitaire, mettant en lumière l'importance de procédures validées et fiables. Ce choix lexical permet aussi de désamorcer les incertitudes ou les inquiétudes du grand public en renvoyant à un univers de compétence professionnelle. Il participe ainsi à l'ancrage d'un langage d'autorité, qui repose sur la technicité du vocabulaire pour affirmer la maîtrise de la situation.

Enfin, cette notion contribue à construire un éthos de compétence⁵⁵, dans la mesure où il incarne une réponse rationnelle, coordonnée et fondée sur la science, renforçant l'image d'un Etat mobilisé selon des standards médicaux rigoureux pour protéger la population.

⁵³ Le *langage d'autorité* désigne une forme de discours qui tire sa force non seulement du contenu énoncé, mais surtout du statut institutionnel, social ou symbolique de l'énonciateur. Il s'agit d'un langage qui ne propose pas, mais prescrit ; qui ne suggère pas, mais impose. Porté par une voix investie de légitimité, ce langage a pour but de structurer les comportements, à faire accepter des décisions et/ou à produire du consentement, souvent au nom d'un intérêt supérieur tel que la sécurité, la santé ou l'unité nationale.

⁵⁴ Voir Vol. 2, p. 7.

⁵⁵ L'*éthos de compétence* correspond à la construction, par le sujet-parlant, d'une image de soi comme expert, crédible et digne de confiance dans un domaine donné. Cette stratégie rhétorique repose sur des éléments discursifs (termes techniques, tonalité assurée, références scientifiques) qui ont pour but de légitimer la parole en montrant que celui qui parle maîtrise le sujet.

Cette déclaration témoigne d'une rhétorique de rassurance et de mobilisation collective, basée sur l'énonciation d'un effort scientifique en cours à l'échelle nationale et européenne. En mentionnant explicitement « de nombreux programmes français et européens » ainsi que les « essais cliniques », le Chef de l'Etat inscrit la réponse à la crise dans un cadre institutionnel solide, crédible et transnational, cherchant à renforcer la légitimité de l'action publique. Le registre technique, avec les termes « diagnostics rapides, performants et efficaces », confère au propos un *éthos d'expertise*⁵⁶, suggérant ainsi que les décisions reposent sur des processus rigoureux. Le triptyque adjectival produit aussi un effet de rythme et de complétude, contribuant à une impression d'efficacité maîtrisée sans avoir à recourir à des démonstrations émotionnelles. Cette formulation contribue de ce fait à instaurer un climat de confiance rationnelle, dans lequel la population est invitée à adhérer à la stratégie sanitaire par la valorisation de la recherche et de la coopération scientifique⁵⁷.

Après avoir présenté les engagements pour développer des diagnostics prompts et efficaces, le Chef de l'Etat évoque dans le message suivant l'utilisation massive prévue des tests antigéniques, mettant en lumière leur utilité dans des contextes spécifiques tels que les écoles ou les maisons de retraite ; examinons-le attentivement :

« Quant aux tests antigéniques, qui permettent d'obtenir un résultat en moins de 30 minutes, ils seront utilisés massivement en particulier pour les personnes qui ont des symptômes ou lorsqu'il faut dépister rapidement, par exemple dans une école ou dans une maison de retraite.»⁵⁸

Macron, 24/11/2020

Ici, le recours au terme médical « tests antigéniques » revêt une portée stratégique, comme il s'inscrit dans une démarche de légitimation scientifique du propos, en pointant le caractère médicalement encadré de la réponse gouvernementale à la crise. En choisissant de nommer spécifiquement cette méthode de dépistage – distincte des tests PCR plus couramment évoqués – le sujet-énonciateur met en valeur une solution technique

⁵⁶ L'*éthos d'expertise* ne se limite pas à l'image d'un sujet-énonciateur compétent, mais se construit dans l'interaction discursive à travers des signaux langagiers, des références institutionnelles et des marqueurs d'objectivation qui inscrivent le discours dans un régime de vérité propre au champ scientifique ou technique. Il s'agit d'un *éthos positionnel*, activé par la mise en scène d'un locuteur aligné sur les normes épistémiques dominantes, ce qui permet de crédibiliser le propos sans avoir à démontrer la compétence sur un mode démonstratif. Dans les discours politiques de crise, cet *éthos* ne vise pas simplement la persuasion rationnelle, mais produit un effet de sécurisation cognitive en ancrant l'action publique dans un savoir supposé neutre, partagé et vérifiable.

⁵⁷ Bien que proches, l'*éthos de compétence* et l'*éthos d'expertise* ne sont pas interchangeables, car le premier renvoie à une capacité générale à agir efficacement, tandis que le second suppose une légitimation fondée sur un savoir spécialisé et reconnu. L'un peut exister sans l'autre, ce qui justifie ainsi leur distinction analytique.

⁵⁸ Voir Vol. 2, p. 44.

identifiable, dont l'efficacité repose notamment sur la rapidité d'obtention des résultats. Ce choix lexical contribue à instaurer un sentiment de maîtrise et de réactivité face à la crise sanitaire. Le maintien de cette terminologie spécialisée témoigne d'une volonté de préserver la rigueur technique du propos, sans pour autant nuire à son accessibilité. Cette stratégie discursive repose sur une simplification partielle qui conserve la précision scientifique est conservée sur les éléments clés, tandis que le contexte explicatif permet d'en faciliter la compréhension par un public non expert. Il s'agit d'un équilibre entre vulgarisation et exactitude, qui a pour objectif de renforcer la crédibilité tout en maintenant l'adhésion.

Cette déclaration illustre une stratégie rhétorique fondée sur la rationalisation et la clarté informative, ayant pour but de rassurer le citoyen-télespectateur en valorisant les moyens concrets déployés face à la crise. La syntaxe, articulée autour d'une structure complexe, présente le test antigénique en tant que solution rapide, accessible et efficace. En précisant que les résultats sont obtenus « en moins de 30 minutes », le locuteur-politique souligne l'idée d'une efficacité immédiate, répondant ainsi à une attente collective d'agilité dans la gestion de la crise. L'énumération des cas d'usage – personnes symptomatiques ou contextes nécessitant un dépistage rapide comme les écoles et maisons de retraite – illustre la pertinence ciblée de cette mesure, tout en expliquant que l'action publique s'inscrit dans une logique de priorisation sanitaire. Ce discours s'inscrit dans une rhétorique de légitimation technique⁵⁹, cherchant à instaurer la confiance par la mise en avant de la cohérence et de l'adaptation des mesures à des situations concrètes.

Par ailleurs, l'emploi d'un vocabulaire simple et accessible contribue à la clarté du discours, renforcée par l'adverbe « massivement », qui accentue l'idée d'une mobilisation forte et coordonnée. Aussi, l'emploi de l'adverbe « rapidement » fait remarquer l'importance de la réactivité dans la lutte contre l'épidémie. En insistant sur la rapidité des résultats « en moins de 30 minutes », le locuteur-politique accentue l'efficacité, encourageant de la sorte l'adhésion du public-cible à ces mesures de dépistage. L'ajout d'exemples concrets ancre le message dans la réalité quotidienne du citoyen, l'aidant à visualiser l'application pratique de ces mesures dans son propre environnement. À travers l'évocation des « tests antigéniques » et de leur utilisation massive, le Chef de l'Etat démontre l'engagement du gouvernement à

⁵⁹ Par *rhétorique de légitimation technique*, nous entendons une stratégie discursive visant à justifier des décisions politiques ou institutionnelles en s'appuyant sur des arguments d'ordre scientifique, médical ou technologique. Elle mobilise le registre de l'expertise et de la rationalité technique dans le but de renforcer la crédibilité des mesures annoncées et de susciter l'adhésion du public. Voir Perelman & Olbrechts-Tyteca, *Traité de l'argumentation. La nouvelle rhétorique*, 1958 ; Amossy, *L'argumentation dans le discours*, 2021.

adopter des stratégies de dépistage rapides pour réaliser un but : contenir la propagation du virus. En mettant en avant la rapidité et la précision de ces tests, le sujet-énonciateur instaure la confiance dans la réponse sanitaire nationale face à la crise. De même, en donnant des exemples significatifs d'endroits où ces tests seront déployés, il illustre la pertinence et l'impact concret de ces mesures dans des contextes où la transmission du virus est susceptible d'être plus élevée, ou plus critique.

Après avoir exposé sa stratégie concernant l'utilisation des tests antigéniques dans des circonstances particulières, le Chef de l'Etat évoque dans la déclaration suivante une approche différenciée basée sur les taux d'incidence et les niveaux d'hospitalisations dans les départements français ; observons-la :

« Pour autant, dans l'Hexagone – sauf dans les départements qui dépasseraient un taux d'incidence de 200 et verraient leurs hospitalisations augmenter, où des mesures de freinage pourront être prises par nos préfets – notre approche sera plus simple. »⁶⁰

Macron, 12/07/2021

Dans ce passage, le terme « taux d'incidence » est employé pour évaluer et quantifier la propagation du virus dans différentes régions géographiques⁶¹. En médecine, il représente le nombre de nouveaux cas d'une maladie particulière dans une population pendant une période spécifique. L'usage d'un tel terme médical dans le propos présidentiel revêt une fonction à la fois informative et légitimante. D'un point de vue discursif, ce recours à une terminologie technique issue de l'épidémiologie permet d'ancrer le propos dans un registre scientifique, consolidant ainsi la crédibilité de l'énonciateur-politique. En employant une notion mesurable et objectivable, le sujet-locuteur suggère que les décisions sont fondées sur des données empiriques et non sur des impressions subjectives, contribuant à instaurer une posture d'autorité rationnelle. Par ailleurs, l'introduction de ce terme dans un discours à visée large participe à une forme de pédagogie sanitaire, qui cherche à familiariser le sujet-cible avec les critères de gestion de la crise, tout en le rendant plus réceptif aux mesures différenciées. En ce sens, le « taux d'incidence » fonctionne ici comme un indicateur de

⁶⁰ Voir Vol. 2, p. 54.

⁶¹ L'usage des tirets dans cette citation correspond à une *incise* qui introduit une précision ou une restriction sans rompre l'unité syntaxique de la phrase. Contrairement aux virgules, qui marquent une simple pause énonciative, les tirets confèrent un effet de mise en relief : a) ils isolent l'information ajoutée, et b) attirent l'attention du sujet-cible sur son statut d'élément explicatif (ou contrastif). En analyse du discours, ce procédé contribue à hiérarchiser l'information et à donner une valeur argumentative particulière à l'incise. Voir : Riegel, M., Pellat, J.-C. & Rioul, R. (2016). *Grammaire méthodique du français*. Paris : PUF.

seuil, à partir duquel s'opère un basculement possible vers des restrictions renforcées, ce qui en fait un levier argumentatif au service de la logique d'anticipation et de responsabilité.

Ce passage illustre une stratégie rhétorique d'équilibre entre précision administrative et simplification discursive. En introduisant la proposition par « pour autant », le locuteur-politique marque une transition argumentative destinée à nuancer une position ou à atténuer une inquiétude potentielle. L'incise entre tirets, détaillant les conditions spécifiques, instaure un discours technocratique⁶², basé sur des critères à la fois chiffrés et objectivés, légitimant l'éventuelle prise de mesures restrictives localisées. Toutefois, en refermant cette parenthèse explicative par l'affirmation que « notre approche sera plus simple », le sujet-énonciateur cherche à rassurer et à réinstaurer une lisibilité générale de l'action gouvernementale. Cette alternance entre complexité conditionnelle et volonté de simplification constitue une tactique persuasive cherchant à montrer que l'Etat maîtrise la situation tout en conservant une approche pragmatique, modulée selon les contextes territoriaux. Le message articule de ce fait rigueur administrative et souci de clarté, pour maintenir la confiance du public tout en justifiant une gestion différenciée.

Le nom « freinage » repose sur une métaphore issue du domaine mécanique, qui joue un rôle rhétorique central dans ce contexte pandémique. Plutôt que d'évoquer directement des restrictions ou confinements, ce segment phrastique atténue la dureté de l'action envisagée en suggérant une intervention progressive, maîtrisée et temporaire. Il fonctionne ainsi comme un euphémisme, rendant la mesure plus acceptable pour le citoyen-télespectateur en évitant les connotations anxiogènes associées à des expressions plus franches telles que « reconfinement » ou « restrictions sanitaires ». Cette métaphore véhicule aussi une image technocratique de l'action publique, où l'Etat ou ses représentants sont présentés comme des conducteurs responsables, ajustant la trajectoire en fonction des conditions locales. Le terme « freinage » inscrit ainsi l'intervention dans un cadre de rationalité, de modération et de réactivité, en soulignant la dimension différenciée et territorialisée de la stratégie. Par conséquent, ce choix lexical contribue à la construction

⁶² Par *discours technocratique*, nous désignons une modalité discursive qui s'appuie sur des critères techniques, quantitatifs et administratifs pour justifier l'action publique. Ce registre confère une apparence de neutralité et d'objectivité aux décisions, en les fondant sur des données chiffrées et des procédures institutionnelles, plutôt que sur des arguments politiques ou idéologiques. Voir Bourdieu, *Sur l'État*, 2012 ; Jobert & Muller, *L'État en action*, 1987.

d'un récit politique qui valorise une gestion de crise mesurée et adaptée, tout en neutralisant la charge émotionnelle que pourraient provoquer des termes plus directs⁶³.

L'usage de notions médicales dans la déclaration contribue à renforcer la crédibilité du locuteur-politique sur le sujet de la santé publique. En employant un langage technique et spécifique, l'orateur-politique démontre une compréhension approfondie des enjeux médicaux et scientifiques liés à la situation sanitaire. Cela permet aussi de communiquer de manière précise avec le sujet-cible, en recourant à un vocabulaire spécifique qui est familier aux soins et qui peut être mieux compris dans le contexte de l'épidémie. L'utilisation de termes médicaux peut aider à sensibiliser le public à l'importance des mesures de santé publique et des actions à prendre pour faire face à la crise sanitaire.

Dans le sous chapitre suivant, nous aborderons plusieurs axes liés à la crise sanitaire de la COVID-19, à savoir la contextualisation politique, les mesures sanitaires prises, les campagnes de vaccination, ainsi que les tentatives de lutte contre la confusion dans la communication présidentielle.

2.6. La gestion politique et nationale de la crise

Bien qu'il y ait eu des défis, la COVID-19 a offert une occasion d'unité, car elle a eu un impact significatif sur presque tous les aspects de la vie. En raison de ces perturbations, de nombreux économiques ont subi des pertes d'emplois alors qu'arrivait l'instabilité financière. Les entreprises, les gouvernements et les particuliers ont dû s'adapter rapidement, souvent en s'appuyant sur les transformations numériques en cours. De nombreux employés de bureau ont connu un changement pérenne dans leur vie professionnelle en raison de l'adoption de solutions technologiques alternatives. À la lumière de ce contexte, il est important d'examiner comment la France a relevé ces défis et s'est adaptée à la nouvelle normalité, en remodelant divers aspects de la société et de la gouvernance.

À présent, parlons de l'arrivée de la COVID-19 dans l'Hexagone, et les diverses mesures sanitaires mises en place pour lutter contre elle.

⁶³ Des termes comme « reconfinement » ou « couvre-feu » évoquent des mesures strictes et contraignantes, souvent associées à une privation de liberté immédiate et visible. Leur usage dans ce contexte tend à susciter une forte réaction émotionnelle, notamment anxiété ou rejet. En revanche, l'usage du segment phrastique « freinage », plus neutre et métaphorique, permet d'atténuer ces perceptions négatives en suggérant une action mesurée, contrôlée et temporaire, réduisant ainsi la résistance psychologique du public-cible face aux restrictions annoncées.

2.6.1. L'arrivée de l'épidémie en France

Le virus est apparu pour la première fois dans des régions telles que l'Île-de-France et le Grand Est le 24/01/2020 ; il s'est rapidement répandu, malgré les efforts du gouvernement, dans tout le pays, provoquant des grappes dans des zones densément peuplées. Pour cela, le Président annonce :

« Depuis quelques semaines, notre pays fait face à la propagation d'un virus, le COVID-19, qui a touché plusieurs milliers de nos compatriotes. »⁶⁴

Macron, 12/03/2020

Cette déclaration vise à situer chronologiquement le début de l'épidémie, mettant en exergue son apparition et son impact national, cadrant de ce fait le discours macronien dans un contexte d'urgence. Il suscite des interrogations légitimes sur la gestion politique en temps de crise, à savoir l'efficacité des mesures prises, la capacité du système de santé, la clarté de la communication présidentielle ainsi que sa transparence, les répercussions sociales et économiques, les conséquences sur les services publics, et la solidarité au niveau national et international. Le sujet-énonciateur illustre un message de leadership et de contrôle de la situation, soulignant l'engagement du pays face à l'épidémie, assumant, ce faisant, la responsabilité de protéger le citoyen et d'initier des actions appropriées. L'urgence est pointée par la mention de « quelques semaines », pour insister sur l'exigence d'une action prompte dans le but de contenir la propagation du virus.

Ce message peut être traduit différemment selon la perception individuelle. Certains pourraient l'interpréter comme une tentative de transparence, tandis que d'autres pourraient y voir une tentative de minimiser les lacunes du gouvernement dans la gestion de la crise sanitaire, ce qui pourrait ébranler la confiance en sa capacité à faire face à l'épidémie. Cette citation commence par une expression temporelle, « depuis quelques semaines », suivie d'une virgule, ce qui relève d'un choix stylistique, marquant une pause énonciative et cherchant à mettre en valeur l'élément temporel en tête de phrase. Cette virgule après un complément circonstanciel initial n'est en effet pas strictement obligatoire sur le plan grammatical, mais elle est couramment utilisée dans le discours pour structurer la phrase oralement et guider l'interprétation du sujet-cible. Elle permet dans ce contexte de faire

⁶⁴ Voir Vol. 2, p. 3.

remarquer la durée de la crise sanitaire en isolant temporellement l'événement avant de passer au contenu principal de l'énoncé.

Ce passage inaugure la déclaration en posant un cadre temporel et situationnel qui vise à instaurer une posture d'autorité et de maîtrise face à la crise. L'expression « depuis quelques semaines » situe directement l'énonciation dans une durée récente et concrète, ce qui crée un effet d'actualité et d'urgence modérée. L'emploi de « notre pays » instaure une relation d'appartenance collective entre le sujet-énonciateur et son sujet-cible, renforçant, ce faisant, le lien identitaire et la solidarité nationale. La tournure « fait face à » confère à la France une posture active, celle d'un acteur résolu et vigilant confronté à une menace extérieure. Cette locution traduit une volonté de montrer que l'Etat ne subit pas passivement la crise, mais qu'il en assume la gestion et la résistance. Par ailleurs, la précision « la propagation d'un virus, le COVID-19 » nomme l'agent pathogène, conjuguant une technicité nécessaire à la crédibilité avec une formulation accessible qui évite l'alarmisme. La mention « qui a touché plusieurs milliers de nos compatriotes » personnalise et humanise l'impact de la crise sanitaire en évoquant les victimes directes, ce qui sert à mobiliser l'attention et la responsabilité collective. Ainsi, ce segment joue un rôle double : a) il structure la situation en termes concrets, et b) établit d'emblée un rapport de confiance entre le sujet-locuteur et le téléspectateur, en alliant distance factuelle et proximité émotionnelle.

Dans ce segment, la mention explicite du « COVID-19 » joue un rôle central dans la construction du message, au-delà d'une simple identification. L'apposition encadrée par des virgules instaure un effet de précision qui transforme une expression abstraite, « la propagation d'un virus », en une réalité concrète et nommée. Ce procédé permet de matérialiser la menace, en donnant un nom exact à ce qui affecte la nation, ce qui intensifie la perception de gravité et d'urgence. En isolant le terme « COVID-19 », le Chef de l'Etat crée un moment de focalisation qui capte l'attention du sujet-récepteur et impose l'importance de ce phénomène. Cette nomination explicite contribue aussi à la légitimation du discours macronien, en démontrant que le sujet abordé est bien connu et étudié, mettant en valeur la crédibilité de l'énoncé. Par ailleurs, sur le plan discursif, cette stratégie facilite l'appropriation de la réalité par le sujet-cible, en lui offrant un repère clair et concret face à une situation incertaine. L'apposition ici fonctionne donc comme un levier rhétorique puissant : elle transforme un fait général en une donnée spécifique, renforçant ainsi l'impact et la solennité du message.

Ce type de formulation est fréquent dans les discours officiels, puisqu'il permet de concilier technicité et clarté, en introduisant un terme spécifique dans un cadre accessible au grand public. La proposition relative « qui a touché plusieurs milliers de nos compatriotes » est une proposition relative restrictive. Bien que le groupe nominal « le COVID-19 » soit inséré en apposition entre deux virgules afin d'explicitier le terme général « un virus », la proposition relative qui suit ne bénéficie pas de cette isolation et joue un rôle déterminant dans la définition précise de l'antécédent. Elle restreint l'identité du virus, mettant en lumière son impact concret, indiquant qu'il a déjà touché de nombreuses personnes. Cette construction syntaxique complexe, combinant apposition à la fois explicative et relative restrictive, permet d'allier précision terminologique et force argumentative, renforçant donc la portée informative et émotionnelle du message.

La pandémie a eu un impact important sur l'économie, entraînant la fermeture d'entreprises, l'insécurité financière et des perturbations dans les activités sociales. Le Président lance une série de mesures concrètes en réponse à la propagation du virus en déclarant :

« Dès lundi et jusqu'à nouvel ordre, les crèches, les écoles, les collèges, les lycées et les universités seront fermés [...] Quand cela est possible, je demande aux entreprises de permettre à leurs employés de travailler à distance [...] et j'invite tous les Français à limiter leurs déplacements au strict nécessaire. »⁶⁵

Macron, 12/03/2020

Cette déclaration annonce une série de mesures strictes dans le but d'endiguer la propagation de la COVID-19. Le Président inclut ici la fermeture des établissements éducatifs et encourage le télétravail ainsi que la réduction des déplacements. Cette approche témoigne d'une prise de conscience proactive du gouvernement face à l'épidémie. Le message est articulé de manière autoritaire, ce qui met en avant l'urgence des actions nécessaires pour contenir la crise sanitaire.

Ce passage se caractérise par une construction syntaxique calibrée pour renforcer l'autorité et la clarté des injonctions. La juxtaposition de plusieurs énoncés brefs, souvent coordonnés, instaure un rythme rapide et percutant qui capte l'attention et accentue le sentiment d'urgence. Le recours à l'énumération progressive des établissements scolaires, allant des crèches aux universités, construit une vision exhaustive de la portée des mesures, pointant leur ampleur et leur caractère systématique. Par ailleurs, l'utilisation de verbes à la première personne du singulier personnalise le propos, conférant au locuteur un rôle direct

⁶⁵ Voir Vol. 2, p. 5.

et responsabilisant dans l'appel à l'action. Cette stratégie rhétorique établit une relation de proximité tout en affirmant une position de commandement, où le Président s'adresse à la fois aux institutions (« entreprises ») et à l'ensemble de la population (« tous les Français »). Enfin, la précision temporelle « dès lundi et jusqu'à nouvel ordre » instaure un cadre temporel clair, mettant en lumière le besoin d'une adhésion immédiate et d'une vigilance prolongée, tandis que la formule « au strict nécessaire » limite l'autorisation des déplacements, renforçant ainsi l'idée de rigueur et de contrôle dans la gestion de la crise. L'ensemble contribue à produire un discours à la fois mobilisateur et légitime, fondé sur l'équilibre entre fermeté des mesures et appel à la responsabilité collective.

Dans cet extrait, le locuteur adopte un ton à la fois solennel et direct, caractéristique des discours de crise, pour annoncer une série de mesures fortes et exceptionnelles. L'énumération progressive des établissements concernés par la fermeture renforce l'effet de gradualité et pointe l'ampleur de la mobilisation nationale. Le rythme de la phrase finale, « je demande [...] j'invite [...] », structure le propos en deux mouvements, chacun portant une injonction claire⁶⁶. L'usage de verbes performatifs comme |demander| et |inviter| permet au Président d'adopter une posture de dirigeant assumant ses responsabilités, tout en laissant place à une forme de pédagogie participative : les mesures sont imposées avec fermeté, mais également avec un appel indirect au sens civique et à la solidarité collective. Enfin, la mention du « strict nécessaire » traduit ici une rhétorique de la mesure et de la raison, dans laquelle la contrainte s'accompagne d'un appel au discernement individuel. Le Président utilise une construction adverbiale avec l'adverbe « dès » suivi du nom « lundi », introduisant le début d'une période temporelle spécifique. Puis, la coordination « et » relie une série de noms communs : « les crèches, les écoles, les collèges, les lycées et les universités » pour former une liste d'institutions scolaires qui seront fermées. L'usage du futur comme « seront fermés » confère un caractère urgent et prescriptif à la communication présidentielle.

Dans ce discours, le Président change de focus, passant d'actions pragmatiques pour faire face à la crise à une réflexion plus prospective sur les leçons à tirer, vu que celle-ci va

⁶⁶ Ces deux verbes performatifs expriment de manière explicite la volonté de l'énonciateur-politique d'induire un comportement précis chez le sujet-cible. Leur emploi à la première personne du singulier, associé à un ton solennel, renforce la clarté de l'intention. En contexte de crise, ces formulations sont immédiatement interprétables comme des directives, même lorsqu'elles s'appuient sur un registre de recommandation plutôt que d'obligation formelle.

avoir un impact important sur l'économie, entraînant la fermeture d'entreprises, l'insécurité financière et des perturbations dans les activités sociales. Le Président annonce :

« Mes chers compatriotes, il nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour, interroger les faiblesses de nos démocraties. »⁶⁷

Macron, 12/03/2020

Ce passage représente une structure discursive complexe, incitant le citoyen à engager une réflexion profonde sur le modèle sociétal global. De même, il est marqué par un ton sombre, vu qu'il fait remarquer la nécessité d'interroger le modèle de développement mondial et les faiblesses des démocraties. Le Président incite à une réflexion collective sur les défis en appelant à tirer des leçons de la crise sanitaire. Il pointe les lacunes du modèle de développement mondial et les fragilités des démocraties, suggérant, d'une manière implicite, le besoin de les repenser pour un avenir plus robuste et juste. Il a pour but de sensibiliser et de mobiliser en vue du changement.

Dans cet extrait, l'argument repose sur une projection réflexive vers l'avenir, où l'expérience de la crise sanitaire est envisagée tel qu'un révélateur des dysfonctionnements structurels de nos sociétés. En affirmant qu'« il nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons », le sujet-orateur adopte une posture de lucidité, invitant le public-cible à transformer l'épreuve en opportunité de remise en question. Le verbe [interroger], répété deux fois, structure le propos et confère une portée solennelle à l'appel à la réflexion. Le premier objet de cette interrogation : « le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde » élargit le message à une critique globale, systémique, en ciblant les logiques économiques et sociales des dernières décennies. L'ajout de la proposition relative « qui dévoile ses failles au grand jour » donne à cette remise en question un fondement empirique, fondé sur les effets visibles de la crise. Le second objet : « les faiblesses de nos démocraties » recentre la critique sur les institutions politiques, suggérant donc que la gouvernance elle-même doit être repensée. De ce fait, l'argument développé dans ce contexte articule une critique du présent à une exigence de transformation future, tout en construisant une éthique de l'anticipation collective.

Sur le plan syntaxique, cette déclaration est complexe, articulant des idées multiples par des constructions élaborées et des éléments de coordination. L'usage du verbe

⁶⁷ Voir Vol. 2, p. 11.

|interroger| met en avant une approche analytique. L'accumulation de termes comme « modèle de développement » et « faiblesses des démocraties » appuie une évaluation exhaustive. Enfin, l'utilisation du futur fait remarquer l'urgence d'une réaction instantanée et d'un changement prochain. Son emploi du futur « il faudra tirer les leçons » suggère une analyse en profondeur des événements présents, tandis que son interrogation sur le modèle de développement et les faiblesses démocratiques révèle une prise de conscience critique. La structure syntaxique, avec ses subordonnées, donne un rythme cadencé au discours macronien, renforçant de ce fait son caractère réfléchi et mesuré.

Après avoir mis en valeur le besoin d'interroger les failles du modèle de développement mondial et les faiblesses des démocraties dans son message, le Chef de l'Etat évoque dans le passage suivant l'engagement à protéger les salariés et les entrepreneurs contre les difficultés économiques, affirmant la volonté de prendre des mesures *quoi qu'il en coûte* pour préserver leur sécurité financière, regardons-le de plus près :

« Nous n'ajouterons pas aux difficultés sanitaires la peur de la faillite pour les entrepreneurs, l'angoisse du chômage et des fins de mois difficiles pour les salariés. Aussi, tout sera mis en oeuvre pour protéger nos salariés et pour protéger nos entreprises *quoi qu'il en coûte*, là aussi. »⁶⁸

Macron, 12/03/2020

Cette déclaration souligne l'engagement du gouvernement à protéger à la fois les entreprises et les salariés contre les conséquences économiques de la pandémie, démontrant de ce fait une volonté politique de prendre des mesures décisives dans le but d'atténuer l'impact économique de l'épidémie. Le Président insiste à plusieurs reprises sur l'engagement sans faille du gouvernement à protéger tant les entreprises que les salariés face aux répercussions économiques de la crise, en utilisant la locution conjonctive subordonnée concessive « quoi qu'il en coûte »⁶⁹. Ce leitmotiv⁷⁰ pointe une détermination à prendre des mesures décisives et à mobiliser tous les moyens nécessaires pour soutenir l'économie

⁶⁸ Voir Vol. 2, p. 7 – 8.

⁶⁹ Ce passage est analysé à deux reprises dans le cadre de cette thèse, non dans une logique de redondance, mais afin d'en explorer des dimensions discursives distinctes : ici en tant qu'adresse spécifique aux salariés et aux entrepreneurs, puis, dans le sous-chapitre : L'éthos macronien : un examen des stratégies rhétoriques, page : 259, à travers l'analyse du rôle performatif et symbolique de la formule « quoi qu'il en coûte » dans la stratégie énonciative du Chef de l'Etat. Cette double mobilisation permet d'éclairer la complexité du discours présidentiel selon des angles complémentaires.

⁷⁰ Nous utilisons ici ce terme au sens figuré, par analogie avec son origine musicale, pour désigner un élément récurrent du discours macronien. Il s'agit d'une formule marquante, répétée à plusieurs reprises au fil du corpus, qui cristallise une posture politique (la détermination à agir) et contribue à structurer l'imaginaire collectif autour de la crise sanitaire.

nationale, en dépit des contraintes économiques que cela peut impliquer. Cette formule renforce la thèse d'unité et de solidarité, ce qui affirme que le gouvernement ne ménagera aucun effort pour préserver les emplois, les entreprises et le pouvoir d'achat du citoyen, tout en reconnaissant de façon tacite les sacrifices économiques inévitables qui seront consentis pour atteindre cet objectif.

Dans cet extrait, le sujet-énonciateur déploie un argument pathétique fondé sur la prise en compte des angoisses économiques engendrées par la crise sanitaire. En affirmant : « Nous n'ajouterons pas aux difficultés sanitaires la peur de la faillite [...] », il construit une opposition rassurante entre ce qui est déjà subi (la COVID-19) et ce que l'Etat s'engage à éviter (la détresse financière). Le choix de segments phrastiques à forte charge émotionnelle (peur, angoisse, fins de mois difficiles) montre une volonté de mobiliser l'empathie et de créer un lien de solidarité avec le téléspectateur, qu'il soit entrepreneur ou salarié. L'anaphore⁷¹ de « pour protéger » appuie cette posture de protecteur actif. Cette déclaration repose ainsi sur une stratégie rhétorique double : rassurer la population en affirmant que la France est à la hauteur de la crise sanitaire, tout en légitimant le déploiement massif de moyens économiques par une mise en récit des peurs collectives.

La répétition de la conjonction « et » pointe l'accumulation des problèmes à éviter. La construction parallèle de la phrase, avec « pour protéger nos salariés » et « pour protéger nos entreprises », établit une symétrie et une équité dans les mesures à suivre. Ces deux groupes constituent des compléments circonstanciels de but, introduits par « pour » suivie de l'infinitif [protéger] et d'un complément d'objet direct (respectivement « nos salariés » et « nos entreprises »). Ils sont reliés par la conjonction de coordination « et », ce qui crée une structure parallèle parfaitement symétrique : pour → verbe à l'infinitif → complément. Cette co-ordination met en lumière l'égalité de traitement entre les deux éléments évoqués. Sur le plan discursif, cette construction parallèle met en évidence deux cibles principales de l'action gouvernementale : d'un côté, les salariés, représentant le versant social et humain de la crise ; de l'autre, les entreprises, représentant son versant économique et productif. Par cette mise en parallèle, le locuteur-politique articule un double objectif politique, en pointant qu'aucun des deux pôles, ni les individus ni les structures économiques, ne sera négligé. Or,

⁷¹ Dans cette citation, on peut relever deux formes d'anaphore distinctes. D'une part, la reprise de « nos salariés » et « nos entreprises » relève d'une anaphore référentielle au sens de Charaudeau et Maingueneau (2002 : 48), plus précisément lexicale et fidèle, puisque la désignation des référents est reconduite sans variation sémantique. D'autre part, la répétition de « pour protéger » ne s'inscrit pas dans cette typologie linguistique mais dans une acception rhétorique du terme « anaphore », où il désigne la reprise en tête de syntagme ou de proposition à des fins d'insistance et de mise en relief.

sur le plan rhétorique, la répétition de la même structure syntaxique confère au message un rythme cadencé. Cette figure de style, dite construction parallèle, est fréquente dans la communication politique car « elle consolide la clarté du propos, facilite la mémorisation et accentue l'autorité de l'engagement exprimé. » (Gerstlé et Piar, 2016 : 149). Elle permet également une valorisation équivalente des deux entités nommées, suggérant donc une complémentarité plutôt qu'une hiérarchisation.

Enfin, dans la phrase « quoi qu'il en coûte, là aussi », l'expression adverbiale « là aussi » fonctionne comme un adverbe de localisation discursive. Elle renvoie anaphoriquement à une séquence antérieure du discours, utilisée afin d'affirmer une mobilisation totale de l'Etat face à la pandémie. En ajoutant « là aussi », le sujet-énonciateur élargit la portée de cette promesse à un nouveau domaine (ici, la protection des entreprises et des salariés) tout en créant à la fois un effet de continuité politique et de cohérence argumentative. Sur le plan pragmatique, « là aussi » marque de ce fait l'insistance sur la répétition de l'engagement présidentiel et le transfert de cette volonté d'action à une autre dimension de la crise (économique et sociale, après la dimension sanitaire).

Dans le passage suivant, le Président rassure le citoyen en annonçant des programmes d'aide économique, démontrant son engagement à préserver les emplois et à stabiliser l'économie. En tant que tel, son discours crée un sentiment d'espoir et de solidarité au milieu de la crise. L'exemple suivant montre cela :

« S'agissant des entreprises, nous mettons en place un dispositif exceptionnel de report de charges fiscales et sociales, de soutien au report d'échéances bancaires et de garanties de l'État à hauteur de 300 milliards d'euros pour tous les prêts bancaires contractés auprès des banques. Pour les plus petites d'entre elles, et tant que la situation durera, celles qui font face à des difficultés n'auront rien à déboursier ni pour les impôts, ni pour les cotisations sociales.»⁷²

Macron, 16/03/2020

En annonçant des programmes complets de soutien économique, le Président manifeste sa volonté de préserver des emplois et de stabiliser l'économie au milieu de la crise. Dans cette période difficile, il veut transmettre un sentiment d'espoir et de confiance au peuple français à travers un message de solidarité et de responsabilité. En premier lieu, il décrit les mesures financières importantes que le gouvernement a prises, y compris la suspension des paiements d'impôt, la flexibilité dans les obligations financières pour les entreprises et la fourniture de prêts et de subventions. En prenant ces mesures, le

⁷² Voir Vol. 2, p. 17.

gouvernement signale sa détermination à assurer la stabilité financière des entreprises en difficulté et à prévenir le chômage généralisé. Accordant des prêts bancaires avec des garanties gouvernementales de 300 milliards d'euros, l'Etat entend alléger les pressions financières sur les entreprises, indiquant son engagement à soutenir l'économie. En outre, le Chef de l'Etat présente un plan global pour les travailleurs, fournissant des détails sur l'expansion du programme d'assurance-chômage. Il marque la volonté du gouvernement de fournir une couverture aux employés et aux petites entreprises qui font face à des difficultés, indiquant un filet de sécurité complet pour les personnes touchées par les répercussions économiques de la pandémie.

Dans cette citation, le locuteur-politique mobilise une argumentation de type pragmatique, basée sur la mise en avant de mesures concrètes afin de justifier l'action de l'Etat face à la COVID-19. Il s'agit d'un argument où la valeur de la décision politique est défendue par les effets positifs attendus pour les entreprises, surtout les plus fragiles. Ce passage s'appuie aussi sur une stratégie de gradation argumentative⁷³, car il commence par des mesures générales « report de charges » et « garanties de l'Etat », avant de cibler plus spécifiquement « les plus petites d'entre elles », permettant de consolider l'effet d'identification avec les acteurs économiques les plus vulnérables. Ici, l'emploi de l'adjectif « exceptionnel » pointe le caractère inédit et donc justifié de ces dispositifs, tandis que la précision chiffrée « à hauteur de 300 milliards d'euros » donne de la crédibilité à l'argumentation en ancrant la promesse dans une réalité économique mesurable. Enfin, la tournure « n'auront rien à déboursier », au futur, appuie la visée performative et rassurante de l'énoncé, en manifestant l'action gouvernementale comme protectrice et immédiate.

Sur le plan syntaxique, cette annonce est formulée de manière précise, avec des phrases courtes qui accentuent les actions entreprises par le gouvernement. La répétition de la préposition « pour » dans la construction « ni pour les impôts, ni pour les cotisations sociales » accentue l'idée d'exonération complète et contribue à l'insistance rythmique du discours. Ce parallélisme syntaxique met en évidence les deux types de charges concernées, tout en mettant en valeur leur traitement équivalent dans le cadre des mesures exceptionnelles. En reprenant « pour » devant chaque élément, le Chef de l'Etat évite

⁷³ La *gradation argumentative* est une figure de style et une stratégie discursive qui consiste à organiser les éléments d'un énoncé selon une progression, souvent de l'idée la plus générale à la plus spécifique, ou de l'effet le plus faible au plus fort. Elle permet de capter l'attention et de renforcer l'impact du propos. À titre d'exemple, dans l'énoncé « Il a eu peur, il a fui, il a crié », la montée en intensité crée un effet dramatique. Dans la citation analysée, cette progression cherche à renforcer l'engagement de l'Etat en rendant visibles, en fin de séquence, les plus fragiles, ici les petites entreprises.

l'ellipse et donne davantage de poids à l'énumération, ce qui confère à l'engagement un caractère à la fois catégorique et rassurant. De plus, l'expression « tant que la situation durera », bien que formulée à l'indicatif, introduit une condition temporelle implicite qui pointe le caractère provisoire des mesures annoncées. Elle inscrit l'action gouvernementale dans une logique d'urgence réactive et adaptée à une crise évolutive. Cette formulation laisse aussi ouverte la possibilité d'un réajustement en fonction de l'évolution du contexte, suggérant à la fois souplesse et réversibilité dans la stratégie politique. L'argumentation repose donc sur une double dimension : la réactivité immédiate et la capacité d'adaptation future, ce qui renforce la crédibilité et la prudence du discours.

Après avoir présenté les mesures de soutien économique aux entreprises dans le passage précédent, le Président évoque dans la citation suivante la mobilisation des chercheurs et les efforts entrepris pour développer des solutions médicales face à la crise. C'est au cours de cette crise que l'importance de la solidarité internationale est affirmée, accentuant l'intérêt de l'action collective afin de répondre aux préoccupations sanitaires mondiales. Prenons la citation suivante :

« La mobilisation générale est également celle de nos chercheurs. De nombreux programmes français et européens, essais cliniques, sont en cours pour produire en quantité des diagnostics rapides, performants et efficaces. Nous allons améliorer les choses en la matière, et au niveau français comme européen, les travaux sont lancés. Nos professeurs, avec l'appui des acteurs privés, travaillent d'ores et déjà sur plusieurs pistes de traitement à Paris, Marseille et Lyon, entre autres.»⁷⁴

Macron, 16/03/2020

Dans ce passage, le Chef de l'Etat met en valeur la forte collaboration entre les chercheurs français, au niveau national et international. Il pointe l'engagement massif des scientifiques dans la lutte contre la pandémie, avec de nombreux programmes et essais cliniques menés en France et en Europe dans le but de développer des outils de diagnostic rapides et efficaces. Ici, l'argumentation repose sur une valorisation de l'action collective et de l'efficacité de la recherche scientifique face à la crise. Le locuteur met en valeur l'implication des chercheurs dans la réponse à la crise sanitaire, en pointant leur mobilisation générale et leur travail dans le cadre de programmes français et européens. Cela sert à rassurer le grand public en expliquant que des solutions concrètes sont déjà en train d'être développées, tant au niveau des diagnostics que des traitements. L'argument se construit sur une logique de collaboration, tant au niveau national qu'europpéen, et sur une valeur

⁷⁴ Voir Vol. 2, p. 7.

d'expertise scientifique. En mentionnant spécifiquement les professeurs et acteurs privés, le passage sous-entend que les efforts sont sérieux, coordonnés et soutenus par une expertise reconnue. Par ailleurs, l'énumération des villes impliquées et des programmes en cours sert à localiser et concrétiser l'effort de recherche, rendant l'argument plus tangible et ancré dans des réalités locales. L'ensemble de l'argumentation vise à consolider la crédibilité de l'action gouvernementale et à pointer que la science et la collaboration internationale sont des leviers essentiels dans la gestion de la crise. Cette approche vise à instaurer la confiance dans les capacités de la recherche à produire rapidement des solutions.

Ici, l'expression « travaillent d'ores et déjà » joue un rôle rhétorique particulièrement important en pointant la simultanéité entre la continuité et l'immédiateté de l'engagement des chercheurs. Le segment phrastique « d'ores et déjà », expression ancienne et formelle, confère un poids solennel au message, ce qui participe à légitimer l'action scientifique en la situant non seulement dans le présent mais également dans une dynamique préexistante et active. Cette locution met en avant que la recherche ne démarre pas simplement maintenant, mais qu'elle est déjà pleinement engagée, illustrant ainsi un continuum d'efforts soutenus. Par ailleurs, cette expression marque l'urgence et la priorité accordée à la recherche, ce qui répond implicitement à une attente sociale forte de progrès rapides face à la crise.

En articulant le travail des professeurs, appuyés par des acteurs privés, autour de cette formule, le sujet-énonciateur valorise la synergie entre les secteurs public et privé, suggérant une collaboration pragmatique et efficiente, mobilisée sans délai. Ce choix lexical invite le sujet-récepteur à percevoir la mobilisation scientifique comme un processus à la fois rigoureux, structuré et prompt, renforçant donc la confiance dans les capacités collectives de réponse face à la pandémie. Enfin, par son registre soutenu, « d'ores et déjà » a pour tâche d'inscrire cette mobilisation dans une temporalité stratégique, où la recherche est présentée comme une priorité nationale et européenne pleinement active, valorisant une image de réactivité et de sérieux scientifique⁷⁵.

Sur le plan stylistique, le passage déploie une série d'énoncés mobilisateurs qui valorisent l'action collective par l'usage de termes dynamiques et impliquants comme « mobilisation générale », « travaillent d'ores et déjà » ou encore « sont lancés ». La répétition

⁷⁵ Cette période a été marquée par une forte médiatisation de certaines figures du monde médical, notamment le professeur Didier Raoult, dont les prises de position sur les traitements contre la COVID-19 ont suscité de vives controverses dans la communauté scientifique et au sein de l'opinion publique. Ces débats ont parfois influencé la communication politique et révélé des tensions entre institutions de recherche, autorités sanitaires et décideurs publics.

de structures parallèles contribue à rythmer le message, consolidant par conséquent le sentiment d'urgence et d'effort collectif. Par ailleurs, l'accumulation de références techniques (programmes, essais cliniques) et géographiques (Paris, Marseille, Lyon)⁷⁶ confère une crédibilité scientifique et une dimension concrète à l'engagement, soulignant la légitimité et la solennité du projet présenté.

Ce passage s'organise principalement autour de phrases déclaratives à la voix active, affirmant des faits concrets. La première phrase est structurée autour d'un sujet nominal « la mobilisation générale » et d'un prédicat verbal copulatif « est » suivi d'un attribut du sujet « celle de nos chercheurs », ce qui a pour tâche de mettre l'accent sur l'identification et l'extension de la mobilisation. Les phrases suivantes sont des phrases complexes et coordonnées, comportant des propositions juxtaposées et subordonnées, introduites par des compléments circonstanciels de lieu « au niveau français comme européen » ou de temps implicite « d'ores et déjà ». Or, l'infinitif est largement utilisé afin d'exprimer le but ou l'action en cours, comme dans « pour produire en quantité des diagnostics rapides, performants et efficaces » et « travailler sur plusieurs pistes de traitement », ce qui confère à l'ensemble un caractère à la fois prospectif et dynamique. La coordination par « et » relie des éléments de même nature, notamment dans l'énumération des localisations géographiques « Paris, Marseille et Lyon », ce qui contribue à la fluidité et à la cohérence syntaxique du propos. En définitive, l'usage de propositions participiales et la suppression de certains sujets dans les propositions subordonnées rendent le message plus fluide et concentré sur l'action collective.

Après avoir abordé l'arrivée de la pandémie en France, il est temps d'aborder les diverses mesures sanitaires mises en place pour lutter contre elle.

2.6.2. Les mesures sanitaires

En santé publique, les *gestes barrières* et les *consignes sanitaires* sont des termes fondamentaux, en particulier lors d'épidémies telles que celle de la COVID-19. Les gestes

⁷⁶ L'énumération des villes dans cet ordre précis semble répondre à une logique rhétorique qui mêle reconnaissance symbolique et pragmatisme territorial. Paris, capitale politique et scientifique, est placée en tête, soulignant l'idée d'un centre décisionnel et de recherche majeur. Marseille et Lyon, grandes métropoles régionales reconnues pour leurs infrastructures médicales, viennent ensuite, illustrant la mobilisation étendue au-delà du seul centre parisien. L'ajout de la locution « entre autres » ouvre la perspective à un engagement plus large, tout en évitant une liste exhaustive qui risquerait de diluer l'impact du discours. Ce choix à la fois lexical et ordinal met en lumière la force et la diversité de l'effort national, tout en conservant une dynamique de proximité et de crédibilité territoriale.

barrières se réfèrent spécifiquement aux actions et comportements concrets entrepris pour prévenir la transmission directe d'agents pathogènes, tels que les virus et les bactéries. Certaines de ces pratiques comprennent le lavage des mains, le port d'un masque, et le maintien d'une distance physique. En revanche, les consignes sanitaires sont des instructions et des recommandations plus larges qui englobent une variété de questions de santé publique. En plus des interventions spécifiques, telles que les gestes barrière, il y a aussi des précautions générales qui doivent être observées, comme rester à la maison lorsque l'on est malade, éviter les grands rassemblements, informer un médecin des symptômes et suivre les instructions pour la quarantaine ou l'isolement. Différemment des gestes barrières, qui sont des comportements préventifs spécifiques, les consignes sanitaires sont des cadres complets qui visent à promouvoir la santé et la sécurité publiques, couvrant le comportement social, l'hygiène et les soins médicaux. Pendant les pandémies, les deux concepts sont des composantes essentielles des stratégies de santé publique, travaillant en synergie pour réduire la propagation de la maladie.

Dans cette section, nous analyserons certains des aspects clés des discours du Président Macron, tels que l'importance du port du masque, la pratique de la distanciation sociale et la mise en œuvre du confinement et des restrictions. Nous chercherons à interpréter ces mesures en les contextualisant dans le récit plus large de la lutte de la France contre la pandémie. Tout au long de ses communications, des détails alarmants ont confirmé la gravité des propos du Président : une augmentation exponentielle des infections, un système de santé tendu et la réalité déchirante de la perte de vies humaines. Il fait écho à la préoccupation palpable de tout le pays. Le Chef de l'Etat décrit une approche à multiples facettes pour lutter contre le virus, en insistant sur la nécessité de prendre des mesures strictes telles que le port du masque, le maintien de la distanciation sociale et l'imposition de confinement et de restrictions. Plutôt que d'être simplement des inconvénients, ces stratégies, a-t-il soutenu, étaient des bouées de sauvetage nécessaires pour protéger les plus vulnérables, préserver le système de santé et, à la fin, sauver des vies. Ses paroles ont fait écho à un sentiment d'urgence et à un appel à l'unité, exhortant les citoyens à adhérer à ces lignes directrices en tant que responsabilité collective.

2.6.2.1. Le port du masque

Afin de comprendre la portée de cette recommandation, il est important de considérer plusieurs éléments clés, surtout l'évolution de la situation sanitaire, les dynamiques de l'approvisionnement en masques et les controverses qui ont entouré cette question en France. En mars 2020, au début de la crise sanitaire, le discours officiel français, déconseillait le port généralisé du masque pour le grand public, et cette position était en partie due à une pénurie mondiale de masques, les stocks étant principalement réservés aux professionnels de santé. En même temps, il y avait une incertitude scientifique à propos de l'efficacité des masques en dehors des contextes médicaux stricts. Entre mars et novembre 2020, la France a connu une série de controverses sur la gestion des masques, et les autorités ont été critiquées pour leur manque de prévoyance et pour les stocks insuffisants de masques au début de la pandémie.

Cette situation inquiétante a suscité des tensions au sein de la population et surtout parmi les professionnels de santé. Pour répondre à cette crise sanitaire, le gouvernement a entrepris des mesures drastiques pour augmenter la fourniture en masques, ce qui a inclus l'achat massif de masques sur le marché international, spécialement auprès de la Chine, ainsi que la mobilisation de l'industrie nationale dans le but d'accélérer la production locale de masques. Ces efforts ont commencé à porter leurs fruits vers l'été 2020, ce qui a permis une distribution plus large et notamment régulière de masques au grand public. En novembre 2020, l'Hexagone se trouvait dans une phase de transition. La première vague de COVID-19 avait été partiellement contenue grâce aux confinements ainsi que d'autres mesures restrictives, mais la menace d'une deuxième vague devenait de plus en plus flagrante. Le discours macronien s'inscrit donc dans un effort de prévenir cette résurgence de cas.

Pour cela, le gouvernement a recommandé, voire rendu obligatoire, le port du masque dans diverses situations, même en milieu privé, ce qui reflète une prise de conscience accrue de la transmission de la COVID-19 dans les interactions sociales quotidiennes. Mais, cette recommandation a été marquée par des polémiques, des incertitudes ainsi que des contradictions, surtout en raison des déclarations changeantes d'Olivier Véran, ministre de la Santé⁷⁷. Ces fluctuations étaient en partie dues à la pénurie de masques, exacerbée par la destruction de stocks importants peu avant l'arrivée de la pandémie. Cette situation a suscité

⁷⁷ Les déclarations d'Olivier Véran sur le port du masque ont évolué au cours des premières semaines de la pandémie. En mars 2020, le ministre affirmait que le port du masque en population générale n'était pas nécessaire voire contre-productif pour les personnes non malades. Cette position a ensuite été révisée en avril 2020, puis inversée de manière officielle lorsque le port du masque est devenu obligatoire. Ce revirement a été interprété comme le reflet d'une gestion incertaine des stocks et d'un manque de transparence de l'exécutif, suscitant méfiance et critiques dans l'opinion publique.

de nombreuses critiques et a été largement commentée dans les discours publics, y compris ceux du Chef de l'Etat. En outre, les masques devaient être portés dans tous les espaces publics fermés tels que les magasins, les supermarchés, les transports en commun et autres environnements fermés.

L'exigence est mise en œuvre afin de réduire le risque de transmission du virus, en particulier dans les endroits où les personnes sont à proximité les unes des autres⁷⁸. Le Chef de l'Etat annonce :

« Nous sommes en guerre et la Nation soutiendra ses enfants qui, personnels soignants en ville, à l'hôpital, se trouvent en première ligne dans un combat qui va leur demander énergie, détermination, solidarité. Ils ont des droits sur nous. Nous leur devons évidemment les moyens, la protection. Nous serons là. Nous leur devons, des masques, du gel, tout le matériel nécessaire. Et nous y veillons et y veillerons. Nous avons décidé avec les scientifiques de réserver les masques en priorité pour l'hôpital et la médecine de ville et de campagne, en particulier les généralistes et les infirmières, désormais en première ligne aussi dans la gestion de la crise.»⁷⁹

Macron, 16/03/2020

Dans le but de garantir la protection adéquate à ceux qui sont en première ligne dans la lutte contre le virus, l'énonciateur-politique priorise la fourniture de masques aux hôpitaux et aux praticiens médicaux, en comprenant les omnipraticiens et les infirmières des zones urbaines et rurales. Plusieurs éléments méritent une analyse approfondie dans ce passage, en particulier ce qui concerne la recommandation ainsi que la distribution des masques. Le sujet-énonciateur commence par évoquer une situation de guerre, ce qui met en lumière la gravité de la crise sanitaire. Il accentue l'exigence de soutenir les personnels soignants, en les qualifiant de « première ligne » dans cette « guerre ». Il s'agit d'une analogie militaire qui a pour tâche de renforcer l'urgence de la mobilisation nationale.

En déclarant « nous leur devons évidemment les moyens », le Chef de l'Etat reconnaît de manière implicite les attentes légitimes du personnel soignant tout en pointant que cela devrait aller de soi. L'adverbe « évidemment » est utilisé dans ce contexte dans le

⁷⁸ Les règles concernant le port du masque ont changé progressivement en réponse à la propagation du virus ainsi qu'aux conseils des autorités sanitaires. À partir du 20/07/2020, une directive gouvernementale a rendu obligatoire le port du masque dans les espaces publics clos, à savoir les magasins, les transports en commun, les lieux de travail, les écoles, etc. Cette directive était formalisée dans le décret n°2020-884 du 17/07/2020, publié au Journal officiel le 18/07/2020, pour limiter la propagation de la COVID-19. Les règles ont été ajustées graduellement lorsque la situation épidémiologique évoluait.

⁷⁹ Voir Vol. 2, p. 15.

but d'insister sur une obligation morale et évidente : fournir des moyens et de la protection aux soignants. Cet adverbe peut également être regardé comme une tentative de répondre aux critiques pré-existantes concernant la pénurie de masques chirurgicaux. Le choix de cet adverbe peut être interprété comme une réponse aux controverses médiatiques et publiques sur le manque de préparation et de matériel, particulièrement les masques, qui a été un sujet de vives critiques à l'époque. Puis, l'orateur-politique affirme que le gouvernement veille et veillera à fournir les moyens nécessaires. Il est à noter que cette double utilisation du verbe |veiller| sert avant tout à rassurer à la fois le téléspectateur et les professionnels de santé sur l'engagement continu du gouvernement. Par la répétition de la forme au présent « veillons » et au futur « veillerons », le sujet-énonciateur affirme la permanence et la constance de l'attention portée à la gestion de la crise sanitaire. Cette insistance stylistique appuie l'idée d'une vigilance durable et d'une responsabilité morale assumée, ce qui participe à instaurer un climat de confiance autour de la capacité de l'Etat à protéger ses soignants. Par ailleurs, cette répétition peut aussi être interprétée en tant qu'une réponse implicite aux critiques persistantes concernant la gestion de l'épidémie. En réitérant qu'il « veille » déjà et qu'il continuera de veiller, le discours fait preuve d'une stratégie argumentative visant à démontrer à la fois la continuité et la persévérance de l'action gouvernementale.

Ainsi, ce choix rhétorique cherche à apaiser les inquiétudes liées au manque de réactivité ou d'anticipation dans la fourniture des équipements de protection, en pointant que l'attention portée à cette question est constante, sérieuse et durable, renforçant la crédibilité et la détermination de l'Etat aux yeux du grand public et des professionnels concernés. Le terme « en priorité » joue un rôle essentiel puisqu'il fait remarquer explicitement la gestion de ressources limitées, en particulier celle des masques. En indiquant que les masques sont réservés « en priorité pour l'hôpital et la médecine de ville et de campagne », le Chef de l'Etat reconnaît implicitement l'existence d'une pénurie. Cette admission tacite répond aux critiques formulées concernant la gestion des stocks et la répartition des équipements. En mettant en lumière cette priorité, le Président cherche à légitimer les choix difficiles imposés par la situation, tout en promettant une amélioration future, ce qui a pour but de rassurer l'opinion publique sur la maîtrise progressive de la crise.

En qualifiant de manière métaphorique les personnels soignants d'« enfants » de la Nation, le discours mobilise une image puissante qui relève du registre à la fois affectif et paternaliste. Cette métaphore opère un double effet rhétorique : d'un côté, elle place les soignants dans une position de proximité affective avec la communauté nationale, suscitant

donc l'empathie du sujet-cible ; de l'autre, elle les inscrit dans une relation asymétrique, où La Nation, figure parentale, se voit investie d'un devoir moral et surtout protecteur. Ainsi, en construisant une relation de filiation symbolique, le sujet-locuteur consolide la légitimité de l'engagement étatique en leur faveur. Cette figure permet aussi de les valoriser en tant que membres essentiels du corps national, tout en soulignant leur vulnérabilité face à la pandémie.

Ce glissement sémantique sert un objectif rhétorique clair : mobiliser l'éthos de la bien-veillance⁸⁰ et la responsabilité collective à l'égard de ceux qui exposent leur vie pour la communauté, accentuant de cette manière l'appel à la solidarité nationale. Le triptyque « énergie, détermination, solidarité » est une technique stylistique puissante, puisqu'il renforce l'impact de ces qualités. Premièrement, l'énergie, qui fait référence à l'endurance physique et mentale des soignants, indispensable pour faire face à des journées de travail prolongées et à une pression constante. Puis, la détermination, qui met en avant leur résilience et leur engagement, mettant en lumière leur dévouement malgré les défis et les risques personnels. Enfin, la solidarité, qui est essentielle non seulement entre les soignants eux-mêmes mais également entre eux et la société, puisqu'elle renforce l'idée d'unité nationale dans cette lutte collective. Dans ce passage, ce triptyque vise à exalter les qualités des soignants, à inspirer le grand public et à appeler à une solidarité nationale renforcée⁸¹.

Ce passage s'appuie sur un argument central qui pose la crise sanitaire comme une situation exceptionnelle assimilée à une guerre, ce qui justifie ainsi une mobilisation collective et urgente. Cette métaphore stratégique vise à légitimer les mesures exceptionnelles et à susciter le sentiment d'unité et de responsabilité partagée. L'argument principal repose sur la reconnaissance du rôle fondamental des personnels soignants, présentés comme les « enfants de la Nation » en première ligne du « combat ». Cette personnification cherche à créer une relation morale forte entre la société et ces acteurs, établissant donc un devoir à la fois de soutien et de protection. Ensuite, l'argument s'appuie

⁸⁰ L'*éthos de la bienveillance*, tel que nous le mentionnons ici, renvoie à une posture discursive par laquelle le sujet-énonciateur cherche à se présenter comme animé d'une attention sincère envers autrui, soucieux du bien commun et investi dans la protection des plus vulnérables. Il s'agit d'un éthos fondé sur l'écoute, l'altruisme et l'engagement moral, dont l'objectif sous-jacent est de renforcer l'adhésion du grand public en établissant un lien à la fois affectif et solidaire entre le sujet-orateur et le récepteur du message. Dans le cas d'une communication présidentielle, cet éthos contribue à asseoir une autorité empathique, légitimée non seulement par le statut institutionnel, mais également par l'image d'un dirigeant proche des préoccupations humaines.

⁸¹ Ce discours s'inscrit dans un moment de forte reconnaissance populaire envers les personnels soignants, symbolisée notamment par les applaudissements quotidiens à 20h aux fenêtres et balcons, témoignage d'un soutien moral à la fois collectif et spontané de la population.

sur une logique de réciprocité : puisque les soignants « ont des droits sur nous », la société doit leur fournir les moyens matériels indispensables (masques, gel, équipement). Cela structure une relation d'obligation morale qui est fondée sur la justice distributive, où la reconnaissance des efforts doit être accompagnée d'un soutien concret. Le passage insiste aussi sur l'engagement continu de l'Etat comme dans « nous serons là », « nous y veillons et y veillerons », constituant un engagement politique pour rassurer le téléspectateur et montrer que les besoins prioritaires seront assurés. Enfin, la priorisation des masques pour les professionnels de santé, aussi bien en ville qu'à l'hôpital, est un argument pragmatique qui a pour objectif d'illustrer une gestion réfléchie et juste des ressources limitées. En mettant en lumière la collaboration avec les scientifiques et en précisant les bénéficiaires prioritaires, l'argument vise à consolider la confiance dans la stratégie gouvernementale, en combinant efficacité et équité.

Sur le plan syntaxique, l'utilisation de phrases courtes remplit plusieurs fonctions essentielles renforçant l'impact émotionnel et la clarté de la déclaration. Ces structures facilitent la compréhension et permettent ainsi une communication directe, sans ambivalence, comme en témoigne l'énoncé affirmatif « nous serons là », qui exprime l'engagement du gouvernement. Ce choix linguistique participe à construire une image de responsabilité et de soutien actif, mettant en valeur ainsi la crédibilité du locuteur-politique en tant que Chef de l'Etat. Stylistiquement parlant, le recours à ces phrases incisives imprime un rythme soutenu au message, propre au registre politique en temps de crise, et donne une impression d'urgence et de détermination. L'accumulation de termes à forte charge émotionnelle tels qu' « énergie », « détermination », et « solidarité » contribue à créer une atmosphère de mobilisation collective. De plus, les expressions comme « ils ont des droits sur nous » et « nous leur devons » introduisent une dimension éthique, insistant sur une dette morale envers les soignants, ce qui justifie l'action publique et à légitimer les décisions prises quant à la répartition des ressources.

Huit mois après que la disponibilité des masques pour tous soit assurée en France, le Président évoque dans le passage suivant l'extension de cette responsabilité individuelle, tout en appelant à porter le masque, même chez soi, en présence d'amis ou de membres de la famille ne vivant pas sous le même toit. Regardons de plus près :

« Portons le masque, y compris à la maison lorsque nous sommes avec des amis ou avec des parents qui n'habitent pas au quotidien avec nous. »⁸²

Macron, 24/11/2020

Dans ce passage, et en recommandant le port du masque même à domicile en présence de non-cohabitants, l'énonciateur-politique élargit le champ des mesures de prévention au-delà des espaces publics et des lieux de travail, ce qui pointe l'importance de réduire les risques de transmission dans tous les contextes, y compris ceux perçus comme plus sûrs et familiers. Cette recommandation est caractéristique à plusieurs niveaux, analysons-les. Tout d'abord, il reconnaît le rôle probable des porteurs asymptomatiques dans la propagation de cette maladie, ce qui justifie une précaution accrue même en milieu domestique. Puis, en intégrant le masque dans la sphère privée, le Chef de l'Etat tente de normaliser cette mesure de protection en tant qu'un comportement systématique, renforçant ainsi les autres mesures de distanciation sociale. En mettant en valeur l'importance du port du masque à domicile, le sujet-énonciateur appelle à une responsabilité collective et individuelle dans la lutte contre la crise sanitaire, suggérant que la protection de la santé publique repose aussi sur les comportements personnels dans les situations quotidiennes. Dans cette recommandation, l'introduction du masque et l'appel à l'action s'inscrivent dans une stratégie de communication précise ayant pour tâche d'influencer le comportement du téléspectateur.

Dans cette déclaration, la rhétorique repose sur un impératif inclusif et responsabilisant : « portons le masque ». L'emploi de la première personne du pluriel engage de manière collective le sujet-locuteur et le public-cible, créant un éthos de solidarité. Il ne s'agit pas d'un ordre autoritaire, mais d'un appel à la responsabilité partagée, ce qui souligne la proximité entre le Président et le téléspectateur. L'argument sous-jacent est à la fois sanitaire et moral : même dans les espaces perçus comme sûrs (la sphère privée et familiale) le risque de contamination persiste. En élargissant la recommandation au cadre domestique, le discours vise à déstabiliser les habitudes et à lutter contre le relâchement des comportements en contexte intime, et cela implique une extension du devoir de prudence, fondé sur une logique de précaution absolue. Rhétoriquement parlant, la structure concessive introduite par « y compris » met en lumière la portée de la règle, en insistant sur un sacrifice personnel nécessaire au bien commun.

⁸² Voir Vol. 2, p. 44.

Conjugué à la première personne du pluriel, la proposition principale « portons le masque » exprime une injonction, voir un conseil adressé au téléspectateur, ce qui met en place un effet d'implication directe du sujet-énonciateur et du sujet-cible dans cette action recommandée. L'ajout du complément circonstanciel « y compris à la maison » a pour objectif d'élargir le contexte habituel de port du masque, traditionnellement limité aux espaces publics et aux lieux de travail, à la sphère privée, et en faisant cela, il reconnaît l'exigence de la vigilance constante, même dans les environnements perçus comme sûrs. Cette formule introduit une précision restrictive qui élargit le champ d'application de la consigne, tout en tranchant avec les représentations habituelles de l'espace privé comme zone de relâchement. Cette précision est suivie d'une subordonnée circonstancielle introduite par « lorsque », qui développe les conditions d'application de la règle : « lorsque nous sommes avec des amis ou avec des parents. ». En utilisant « des » au lieu de « nos » dans « avec des amis ou avec des parents », il cherche à généraliser son message, ce qui le rend moins personnel. Cette approche a pour tâche d'établir une norme sociale et à encourager un comportement collectif sans cibler spécifiquement les membres de la famille du sujet-cible, afin de promouvoir la solidarité et la responsabilité collective dans la lutte contre la propagation du virus. L'emploi de la coordination « ou » permet d'englober plusieurs cas de figure, tandis que la relative « qui n'habitent pas au quotidien avec nous » vient restreindre le groupe des personnes concernées, en pointant de manière implicite le risque de contamination même dans un cadre familial ou amical. Cette phrase articule plusieurs segments syntaxiques enchâssés qui, malgré leur complexité relative, restent fluides grâce à une structure à la fois logique et progressive, servant une visée à la fois explicative et prescriptive.

Le ton est ferme mais compréhensif, puisque le sujet-énonciateur ne se contente pas de donner des ordres ; mais plutôt il explique de manière implicite pourquoi cette mesure est nécessaire. Le fait de mentionner « avec des amis ou avec des parents qui n'habitent pas au quotidien avec nous » vient en vue de clarifier que le risque de transmission est présent même dans les situations sociales intimes et familiales. Cette approche vise à dissiper toute fausse sécurité que le citoyen pourrait ressentir en présence de proches, mettant en lumière que la COVID-19 ne fait pas de distinction entre les différents types de relations sociales. Le sujet-énonciateur attend du récepteur qu'il intègre immédiatement cette nouvelle habitude dans sa vie quotidienne, comme en recommandant de porter le masque à la maison avec des non-cohabitants, il espère prévenir des transmissions domestiques souvent

négligées. Il s'attend également à ce que le téléspectateur reconsidère ses interactions sociales.

Cette recommandation est destinée à sensibiliser davantage à la notion de responsabilité personnelle dans la lutte contre l'épidémie liée à la crise sanitaire. Le citoyen est encouragé à prendre des précautions même dans des contextes privés, contribuant en conséquence à l'effort collectif pour limiter la propagation du virus. Puis, en demandant de porter le masque dans un cadre domestique, le Chef de l'Etat cherche à normaliser cette pratique en tant qu'une norme culturelle de prévention, ce qui va au-delà des directives de santé publique traditionnelles, en inscrivant cette mesure dans les comportements quotidiens et en faisant du masque un symbole de solidarité et surtout de responsabilité collective.

Concernant le contexte scolaire, les élèves, les enseignants et le personnel devaient porter des masques. Pour cela, le Président annonce que :

« Même si je sais combien cela est difficile, le port du masque à l'école sera donc pour le moment maintenu. »⁸³

Macron, 09/11/2021

En assurant le port des masques dans les milieux éducatifs, un environnement plus sûr, grâce à la réduction de la propagation du virus, peut être créé. Le Chef de l'Etat trouve un équilibre en reconnaissant les défis liés aux masques obligatoires à l'école, mettant en valeur leur importance afin de prévenir la propagation du virus. Dans cette déclaration, il est conscient de l'inconfort que cela peut causer aux apprenants, plus particulièrement les plus jeunes, tout en pointant l'importance de la santé publique. Les éducateurs rencontrent divers défis, surtout celui de faire respecter les instructions sur le port du masque, notamment chez les jeunes enfants. L'utilisation de masques peut également poser d'importants défis aux interactions sociales. Les expressions faciales, qui sont fondamentales pour la communication humaine, peuvent être effacées, ce qui rendra difficile pour les étudiants de former des liens sociaux les uns avec les autres. Il est important de noter que les masques peuvent devenir une source de distraction dans la sphère académique, nécessitant des ajustements constants et détournant l'attention des leçons. Il insiste sur l'importance de prioriser la santé et la sécurité publiques en ces temps difficiles, soulignant la compréhension nuancée des difficultés rencontrées par les élèves. L'usage de l'adverbe de liaison logique

⁸³ Voir Vol. 2, p. 81.

« donc » vise à pérenniser le port du masque malgré les difficultés, mettant de ce fait en avant l'exigence de maintenir des mesures préventives en dépit des difficultés rencontrées et suggérant que cette décision, bien que contraignante, est nécessaire.

Ici, la structure concessive joue un rôle fondamental dans la gestion de la tension entre reconnaissance de la gêne collective et affirmation de l'autorité décisionnelle. L'introduction par la subordonnée concessive « même si je sais combien cela est difficile » constitue un acte d'empathie discursive, qui permet au sujet-énonciateur de se positionner comme un Président à l'écoute, conscient des contraintes vécues par le sujet-cible. Ce segment renforce un éthos de lucidité, essentiel en contexte d'épidémie. Toutefois, cette reconnaissance ne remet pas en question la mesure annoncée, dont le maintien est affirmé avec sobriété dans la principale : « le port du masque à l'école sera donc pour le moment maintenu ». Dans ce contexte, « pour le moment » introduit une modalisation temporelle qui atténue la rigidité de la décision, provoquant ainsi une certaine ouverture à d'éventuels changements à l'avenir. La prudence illustrée par le sujet-énonciateur, en employant « pour le moment », vise à gérer les attentes du public, car en reconnaissant implicitement que la situation est en constante évolution, il le prépare à la possibilité de futurs ajustements des mesures sanitaires. Cette approche permet de maintenir la confiance du récepteur, montrant que les décisions sont basées sur l'actualité et la science, et non sur des positions rigides. Bien que la prudence puisse être regardée en tant qu'une incertitude et une faiblesse, elle sert à réduire l'anxiété. La combinaison de ces procédés (concession, modalisation et recours à un lexique neutre) permet de préserver la légitimité de l'action gouvernementale, tout en désamorçant une partie des résistances susceptibles de surgir autour de cette contrainte sanitaire. La phrase « même si je sais combien cela est difficile, le port du masque à l'école sera donc pour le moment maintenu » illustre une stratégie d'équilibre énonciatif entre autorité décisionnelle et sensibilité contextuelle. L'emploi de la subordonnée concessive « même si je sais combien cela est difficile » constitue une formule empathique d'atténuation qui anticipe les résistances du sujet-cible en reconnaissant la pénibilité de la contrainte.

Après avoir abordé la nécessité du masque dans la lutte contre le virus, il nous est essentiel de mettre en lumière les aspects liés à la préconisation de la distanciation sociale et à son impact sur la dynamique sociale et les interactions quotidiennes.

2.6.2.2. La distanciation sociale

Le Président souligne la gravité de la pandémie et la nécessité de limiter sa propagation. Il annonce plusieurs mesures de distanciation sociale, notamment la fermeture des écoles, des universités, des restaurants, et des commerces définis comme non essentiels. De plus, il recommande aux citoyens de limiter leurs interactions sociales, en interdisant les grands rassemblements de plus de 100 personnes, de travailler à domicile dans la mesure du possible et de se rendre à l'hôpital uniquement pour des traitements médicaux et de limiter les courses à l'essentiel. Dans le cadre de ces restrictions, il déclare qu'elles seront appliquées et que toute violation sera sanctionnée. Pour ralentir la propagation du virus et protéger la santé publique, ces mesures s'inscrivent dans un effort plus large. Il annonce :

« Je compte sur vous pour respecter les consignes qui sont et seront données par les autorités, et en particulier ces fameux gestes barrières contre le virus. Elles sont, aujourd'hui encore, trop peu appliquées. [...] Ces gestes peuvent vous paraître anodins. Ils sauvent des vies, des vies. »⁸⁴

Macron, 12/03/2020

Dans ce message, le Président souligne l'importance de respecter les mesures sanitaires afin de réduire le risque de transmission du virus. En déclarant qu'il « compte » sur le peuple et en fournissant quelques exemples de précautions, il affirme que ces gestes peuvent réduire le risque de transmission du virus. Le respect de ces lignes directrices vise à minimiser les rapprochements et, par conséquent, à réduire la probabilité de propagation du virus dans le pays. Comme indiqué, il met en relief l'importance de suivre ces consignes sanitaires de prévention, y compris, les gestes barrières.

L'expression « qui sont et seront » accentue la nécessité de respecter les consignes actuelles et futures émises par les autorités. À travers l'usage du futur, le sujet-énonciateur accentue le caractère évolutif de la situation et l'importance de rester attentif aux directives à mesure qu'elles évoluent. Cela implique aussi que ces consignes peuvent être ajustées en fonction de l'évolution de la situation pandémique, et il est crucial que le téléspectateur demeure conscient et coopératif face à ces changements pour qu'il puisse contribuer à la

⁸⁴ Voir Vol. 2, p. 9.

gestion de la crise. Dans cette citation, nous constatons que l'usage de l'adjectif évaluatif « fameux » qualifie les gestes barrières, ce qui revêt une signification particulière, puisqu'en appelant ces gestes de cette manière, il met en lumière leur notoriété et leur omniprésence dans le discours public. Ici, l'utilisation de ce qualificatif explique que les gestes barrières sont bien connus du peuple, ayant fait l'objet de nombreuses communications et recommandations, ce qui laisse entendre que leur importance est largement médiatisée et qu'ils doivent être intégrés dans les habitudes quotidiennes du citoyen.

Il est important de noter la nuance qu'introduit le Chef de l'Etat en constatant que ces gestes sont « trop peu appliqués.». Cette juxtaposition entre la renommée des gestes et leur faible application dans la pratique met en place une tension notable. D'une part, la popularité des gestes barrières témoigne de l'efficacité des campagnes de sensibilisation et de la diffusion de l'information. D'autre part, la faible mise en application révèle une disparité préoccupante entre la connaissance des gestes et leur adoption effective par le grand public. Ce contraste soulève la question suivante : Pourquoi, malgré la reconnaissance des gestes barrières, leur application reste-t-elle insuffisante ? Pour y répondre, plusieurs hypothèses peuvent être avancées.

Tout d'abord : la perception d'insignifiance, puisque le sujet-énonciateur mentionne que ces gestes peuvent paraître insignifiants. L'adjectif « anodin » renvoie à quelque chose de banal, de sans importance apparente, et ici, cette perception pourrait expliquer pourquoi certains négligent de les appliquer strictement. Si les gestes sont perçus en tant qu'une banalité, leur adoption peut sembler moins impérative, malgré leur importance vitale. Puis, la répétition constante des consignes sanitaires peut conduire à une forme de lassitude et de fatigue cognitive chez le grand public. Les citoyens peuvent devenir moins vigilants avec le temps, surtout si la menace perçue de la COVID-19 diminue ou si les contraintes des gestes deviennent pesantes au quotidien. Aussi, il peut également exister une défiance vis-à-vis des recommandations, que ce soit par scepticisme, désinformation, ou résistance à l'autorité. Dans ce contexte, même des gestes bien connus peuvent être intentionnellement ignorés par une partie de la population. Enfin, il peut y avoir des obstacles pratiques à la mise en œuvre des gestes barrières, tels que le manque de ressources (masques, gels hydroalcooliques, etc.) ou des situations où il est complexe de maintenir ces mesures (espaces restreints, interactions sociales incontournables, etc.).

La répétition de « des vies, des vies » est un procédé stylistique qui vise à accentuer le rôle irréfutable des gestes barrières. Cela crée un effet d'insistance, attirant l'attention sur

la gravité de la situation sanitaire, accentuant que ce n'est pas une question anodine, mais plutôt une question de vie ou de mort. Ce procédé rhétorique suscite une réponse émotionnelle plus forte, transmettant par conséquence le sentiment d'urgence. Il amplifie le poids des termes, incitant à une prise de conscience immédiate. Il aide aussi à ancrer le discours dans l'esprit du sujet-récepteur, rendant l'appel à l'action plus mémorable. La formule « vous paraître » est significatif, car en l'utilisant, le Chef de l'Etat reconnaît les perceptions du public, et admet que certains peuvent trouver les gestes barrières inutiles. Ce choix linguistique crée une proximité avec le téléspectateur, reconnaissant ses possibles doutes et minimisations, ce qui montre une forme de compréhension et de connexion avec les préoccupations du citoyen. Aussi, cette formule introduit un contraste entre l'allure banale des gestes et leur réelle nécessité, préparant le terrain pour l'argument suivant, qui met en valeur l'importance vitale de ces gestes.

Or, le choix du verbe |sauver| relève d'une stratégie rhétorique particulièrement puissante, qui active des ressorts à la fois émotionnels, éthiques et pragmatiques. Contrairement à des verbes plus modérés tels que |protéger| ou |préserver|, |sauver| convoque l'imaginaire de l'extrême, de la frontière entre la vie et la mort, un imaginaire souvent mobilisé dans les discours de guerre, de catastrophe ou de morale. Ainsi, ce verbe s'inscrit dans une rhétorique du sacré, où la vie humaine devient une valeur absolue qu'il faut arracher à la perte. Son emploi dans une phrase brève, et surtout répétée en écho « des vies, des vies », lui confère une intensité dramatique qui amplifie l'effet pathétique, frappant la conscience du sujet-cible. Pragmatiquement parlant, |sauver| désigne une action concrète, mesurable, avec une issue définitive : on sauve ou on ne sauve pas, car il n'y a pas de demi-mesure. Ce caractère binaire résonne de manière parfaite dans ce contexte de crise sanitaire où les enjeux sont perçus comme vitaux et immédiats. Enfin, ce verbe porte aussi une dimension héroïque, puisqu'il transforme chacun en acteur potentiel d'un acte de salut, valorisant ainsi l'engagement individuel par une charge symbolique quasi sacrificielle. Donc, employer |sauver|, c'est non seulement informer ou convaincre, mais mobiliser sur un registre éthique et existentiel, une fonction essentielle dans un discours présidentiel en temps de pandémie.

Le passage précédent n'est pas le seul à mettre en avant la distanciation sociale. Analysons de plus près la citation suivante :

« Au moment où la situation sanitaire se dégrade fortement, où la pression sur nos hôpitaux et nos soignants s'accroît, tout notre engagement, toute notre énergie,

toute notre force doivent se concentrer sur un seul objectif : ralentir la progression du virus. Je vous le redis avec force ce soir : respectons les gestes barrières, les consignes sanitaires. C'est le seul moyen de protéger les personnes vulnérables, d'avoir moins de concitoyens infectés et ainsi de réduire la pression sur les services de réanimation pour qu'ils puissent mieux accueillir, mieux soigner.»⁸⁵

Macron, 16/03/2020

Cette annonce intervient seulement quatre jours après un premier discours macronien, dans un contexte d'intensification rapide de la crise sanitaire. Malgré les premiers appels à la vigilance, la mobilisation citoyenne restait inégale, et la pression sur les hôpitaux ne cessait de croître. Ce nouvel appel, plus directif, insiste sur l'exigence de concentrer l'effort collectif pour ralentir la propagation du virus et préserver les capacités hospitalières. Notamment le jour du premier tour des élections municipales, le 15/03/2020, les consignes sanitaires n'ont pas été strictement respectées par le grand public, ce qui soulève des préoccupations quant à l'efficacité des mesures de confinement et de distanciation sociale en place. Dans ce cadre, le Chef de l'Etat réitère avec insistance l'exigence du respect des gestes barrières comme moyen essentiel de protéger les personnes vulnérables et de réduire la pression sur les services de réanimation ; pour cela, il insiste sur l'importance de la distanciation sociale en exhortant le public à adhérer aux « gestes barrières » et aux « consignes sanitaires.»⁸⁶.

Ici, le Chef de l'Etat mobilise une rhétorique de l'urgence et de la cohésion nationale, en structurant son discours autour d'un impératif central, celui de ralentir la progression du virus. Placé en fin de phrase et introduit par le deux-points, ce but bénéficie d'un effet de mise en relief à la fois syntaxique et énonciative. Loin d'être un simple outil de ponctuation⁸⁷, le deux-points fonctionne ici en tant qu'un marqueur rhétorique de focalisation, comme il annonce une vérité fondamentale, une sorte de mot d'ordre que l'allocution élève au rang de mission collective. Ce procédé permet de condenser l'argument

⁸⁵ Voir Vol. 2, p. 13.

⁸⁶ Les *gestes barrières* désignent les actions individuelles simples et concrètes destinées à limiter la transmission du virus (se laver les mains de manière régulière, porter un masque, tousser dans son coude, éviter les embrassades, etc.). En revanche, les « consignes sanitaires » englobent un ensemble plus large de recommandations ou de règles émises par les autorités de santé, pouvant inclure des mesures collectives ou institutionnelles telles que le confinement, la distanciation physique, la limitation des rassemblements, ou les protocoles dans les établissements publics et privés.

⁸⁷ Notre emploi du terme « simple » ne renvoie pas ici à la fonction grammaticale de base du deux-points (introduire une explication, une énumération ou une citation), mais à la manière dont cette ponctuation est parfois perçue comme mécanique ou neutre. Dans le contexte présent, il s'agit au contraire de mettre en lumière la dimension rhétorique et stratégique du deux-points, car cela introduit une injonction forte, structurée comme une vérité immédiate, en captant l'attention du sujet-récepteur et en consolidant l'autorité du sujet-énonciateur. Ce marquage syntaxique participe de ce fait à l'orchestration persuasive du discours.

en une formule brève, directe et surtout percutante. Par ailleurs, l'emploi de l'impératif « respectons », consolidé par la tournure emphatique « je vous le redis avec force », confère au message une portée performative : le locuteur-politique n'informe pas, il engage, exhorte, voire commande. Cette injonction n'est pas isolée, comme elle s'inscrit dans un raisonnement logique et téléologique, selon lequel chaque geste barrière contribue, de manière cumulative, à soulager les services de réanimation.

Ainsi, le message articule des dimensions éthique (protéger les vulnérables), logique (réduire la pression hospitalière) et pragmatique (adopter les bons gestes). Cette convergence argumentative, structurée par une syntaxe rythmée, cherche à produire un effet de conviction et de mobilisation immédiate auprès du public. Puis, l'emploi des énoncés comme « protéger les personnes vulnérables », « avoir moins de concitoyens infectés », et « réduire la pression sur les services de réanimation », afin d'illustrer les succès escomptés de l'adhésion aux mesures, souligne subséquemment les conséquences positives de la conformité aux directives sanitaires. L'importance accordée à ces mesures prouve leur rôle essentiel dans la protection des personnes vulnérables et la réduction de la charge des services de santé, en particulier dans les unités de soins intensifs, afin qu'elles puissent mieux accueillir et soigner les patients.

La répétition du pronom relatif « où » permet de construire deux subordonnées relatives coordonnées, qui décrivent simultanément deux phénomènes liés à un même antécédent, « le moment » : d'un côté la dégradation de la situation sanitaire, de l'autre l'accentuation de la pression sur les hôpitaux et les soignants. Ce parallélisme syntaxique instaure un effet de renforcement et met en lumière la concomitance des deux dynamiques. Sur le plan rhétorique, cette répétition met en valeur la logique de cause à effet : la crise sanitaire ne se manifeste pas uniquement par une augmentation des cas, mais se traduit aussi dans l'immédiat par une surcharge des structures hospitalières. De ce fait, la structure même de la phrase participe à la dramatisation mesurée du contexte, en expliquant que la dégradation d'un indicateur (la situation sanitaire) entraîne mécaniquement une tension accrue sur un autre (le système de santé), ce qui justifie l'urgence des mesures évoquées dans la suite du discours.

La succession rythmée des syntagmes « tout notre engagement, toute notre énergie, toute notre force » instaure une montée en intensité qui pointe la mobilisation totale exigée face à la COVID-19. Appuyée par la répétition de l'adjectif indéfini « tout », cette construction ternaire agit en tant qu'un procédé rhétorique d'accumulation emphatique,

destiné à exprimer la globalité, l'urgence et surtout la solidarité collective requises. En insistant sur le caractère absolu de chaque ressource mentionnée (engagement, énergie, force) le locuteur-politique dramatise la situation et oriente l'attention vers un impératif unique, introduit par les deux points : « ralentir la progression du virus. ». Ce découpage syntaxique hiérarchise les priorités du message, tout en soulignant l'idée que l'unité d'action est la condition sine qua non d'une réponse à l'épidémie.

Alors que le Chef de l'Etat réitère ces paroles, il souligne l'importance de l'effort collectif, soulignant la gravité de la situation et la nécessité pour chaque individu d'y être pleinement engagé. Il décrit la tâche de « ralentir la progression du virus » comme « un seul objectif » afin de rendre le message plus compréhensible pour le téléspectateur, en concentrant son attention sur une seule priorité claire⁸⁸, ce qui pointe ainsi le rôle crucial du respect des gestes barrières et des consignes sanitaires pour atteindre cet objectif significatif dans le contexte de la dégradation de la situation sanitaire. La juxtaposition des termes dans « ralentir la progression du virus » est le pivot de l'exhortation, ce qui définit l'objectif principal de l'action collective, pointant la nécessité immédiate de freiner la propagation du virus, et cette phrase est d'autant plus marquante qu'elle est concise, mettant en valeur l'urgence de l'action.

L'utilisation de l'expression « avec force » accentue l'insistance accordée à l'idée qui suit, et sert à montrer la détermination et l'engagement du Président envers cette action cruciale dans le contexte d'une détérioration sérieuse de la situation sanitaire. En raison de ce libellé, le message est pointé comme étant d'une importance vitale, illustrant l'exigence d'agir pour endiguer la propagation de la maladie le plus rapidement possible. En utilisant « respectons » plutôt que « respectez », la notion de responsabilité collective est impliquée. Par l'utilisation du pluriel à la première personne, le discours met en lumière la dimension collective de l'action et pointe l'importance d'une mobilisation solidaire. Cette forme inclusive permet au sujet-cible de se sentir directement impliqué, renforçant de ce fait le sentiment d'unité nationale. Le recours au terme « concitoyens » explique cette idée d'appartenance à une même communauté politique et morale. Ce choix lexical, à la fois civique et solennel, a pour but de rappeler que chacun a un rôle à jouer dans la lutte contre la pandémie. Il suggère que la protection des plus vulnérables ainsi que la réduction de la

⁸⁸ Ici, la formulation *un seul objectif* opère un recentrage discursif en simplifiant un ensemble complexe de mesures sanitaires en une priorité unique, facilitant la compréhension du discours. Cette stratégie d'unification permet de guider l'attention du sujet-cible vers une action principale, en réduisant l'ambiguïté et la dispersion interprétative, ce qui renforce la clarté et l'efficacité communicationnelle du propos en contexte de crise.

pression sur le système hospitalier ne peuvent être obtenues que par une action concertée, partagée, et pleinement assumée par tous. Donc, le langage utilisé vise à responsabiliser le public tout en renforçant le lien social dans un moment de crise.

Enfin, l'utilisation de l'énoncé d'intention « mieux accueillir, mieux soigner » met en relief non seulement le besoin d'améliorer continuellement les services de réanimation, mais également les failles existantes et les marges de progrès. Cette formule peut être vue en tant qu'une réponse aux critiques émises dans les médias et sur les RSN concernant les capacités du système de santé. La répétition du segment phrastique « mieux » dans cette séquence repose sur un procédé rhétorique d'amplification qui consolide l'intensité du message. Elle introduit un effet de rythme binaire qui met en lumière les deux actions essentielles de l'hôpital : accueillir et soigner. En insistant deux fois sur « mieux », l'énonciateur-politique explique que l'objectif n'est pas uniquement d'agir, mais d'améliorer la qualité des soins et de la prise en charge dans un contexte de forte pression hospitalière. Cette répétition également agit sur le plan affectif, car elle traduit l'idée d'un effort continu vers l'excellence, dans une dynamique de progrès. Enfin, en plaçant ce double adverbe à la fin de la phrase, le message en renforce l'impact mémoriel, terminant sur une cadence ascendante qui suggère espoir, mobilisation et efficacité accrue du système de santé. De ce fait, il s'agit d'une stratégie discursive qui vise à motiver, rassurer et justifier les appels à la responsabilité collective.

Ici, l'argumentation s'organise autour d'un raisonnement finaliste et utilitariste, basé sur une logique de cause à effet. Le sujet-locuteur construit une chaîne argumentative claire⁸⁹, expliquant que respecter les gestes barrières permet de protéger les personnes vulnérables, ce qui entraîne moins de contaminations, et ainsi moins de pression sur les hôpitaux, en particulier sur les services de réanimation. L'efficacité de cette structure repose sur sa clarté logique et sa progression descendante, de l'action individuelle à ses répercussions collectives. En formulant cet enchaînement de manière didactique, l'énonciateur-politique vise à rendre le lien entre comportement individuel et santé publique intelligible, rationnel et inattaquable. L'argument prend donc appui sur une forme de responsabilisation collective, tout en s'ancrant dans l'urgence, indiquant que face à une «

⁸⁹ L'argumentation est dite claire dans la mesure où elle suit une progression logique et causale explicite, car chaque conséquence découle directement de l'action initiale (« respecter les gestes barrières »). Cette linéarité argumentative repose sur un enchaînement syntaxique transparent (« protéger les personnes vulnérables » → « moins de concitoyens infectés » → « réduire la pression sur les hôpitaux »), ce qui facilite la compréhension et renforce l'efficacité persuasive du discours.

situation qui se dégrade », il n'est plus temps de discuter, mais bien plutôt d'agir. Le recours à une expression volontariste comme « tout notre engagement [...] doit se concentrer » consolide l'idée que l'unité d'action est essentielle. Enfin, la clôture de l'argument par « pour qu'ils puissent mieux accueillir, mieux soigner » déplace le bénéfice attendu, montrant qu'il ne s'agit plus uniquement de protéger les malades, mais également de soutenir les soignants, renforçant de ce fait l'impact éthique et solidaire de l'argument.

Après avoir pointé la nécessité cruciale de ralentir la propagation du virus en respectant les gestes barrières et les consignes sanitaires le 16/03/2020, le Président Macron revient, huit mois plus tard⁹⁰, sur l'exigence de maintenir ces mesures pendant un certain temps. Il insiste sur l'importance de respecter les mesures de sécurité pour pouvoir poursuivre les efforts pour contenir l'épidémie, en accentuant l'impératif de continuer à éviter les activités dans des lieux clos, de limiter les rassemblements, de rester chez soi, de télétravailler, et de renoncer aux réunions privées et aux déplacements non nécessaires. Regardons de près la citation suivante :

« Pour ce faire, il nous faut continuer pendant plusieurs semaines à éviter nombre d'activités dans des lieux clos qui accélèrent la diffusion du virus, et limiter au maximum les rassemblements. [...] Il faudra donc continuer à rester chez soi, à télétravailler quand cela est possible, à renoncer aux réunions privées, aux rassemblements familiaux, à tous les déplacements non nécessaires. »⁹¹

Macron, 24/11/2020

Ici, le Président pointe le besoin de continuer à éviter les activités en intérieur susceptibles d'accélérer la propagation de la pandémie. Dans ce passage, le Président évite délibérément le concept « distanciation sociale », préférant décrire de manière explicite les comportements souhaités. Cette omission stratégique pourrait être traduite en tant qu'une réponse à la connotation négative que l'expression « distanciation sociale » peut acquérir au fil du temps. Elle est utilisée originellement afin de promouvoir des mesures de santé publique qui visent à réduire la transmission de la maladie, et elle est rapidement devenue une expression chargée, qui évoque l'isolement, la séparation et la fragmentation du tissu social. En évitant ce segment phrastique, l'énonciateur-politique cherche à atténuer la

⁹⁰ Entre juillet et octobre 2020, un relâchement généralisé dans le respect des gestes barrières et des consignes sanitaires a été observé en France, ce qui a contribué à une nouvelle hausse des contaminations à l'automne, consolidant l'exigence d'un rappel présidentiel appuyé de ces recommandations.

⁹¹ Voir Vol. 2, p. 40.

perception d'austérité et de contrainte, préférant un langage plus descriptif et prescriptif qui met en lumière des actions concrètes plutôt qu'une notion abstraite.

Ce choix linguistique a pour tâche de minimiser la résistance et la fatigue pandémique parmi le grand public, en présentant les mesures nécessaires de manière plus pratique et moins chargée sur le niveau affectif. En focalisant le message sur des directives spécifiques, l'orateur rend les attentes plus tangibles et potentiellement plus acceptables pour une population déjà éprouvée par l'épidémie. Aussi, il aborde ce concept sans l'exprimer explicitement, en encourageant le téléspectateur à éviter les interactions sociales et à maintenir une distance physique lorsqu'il le peut, mettant ainsi en lumière des mesures pratiques impliquant physiquement la distanciation sociale pour contenir la propagation de la crise sanitaire. En décrivant les déplacements comme « non nécessaires », il fait remarquer l'exigence de limiter les sorties aux activités essentielles comme l'achat de biens de première nécessité et les déplacements professionnels.

De même, il met en valeur l'impératif de ne sortir que lorsque cela est absolument indispensable dans le but de réduire les interactions sociales et de diminuer le risque de propagation du virus. Ce passage commence avec « pour faire face » ; une locution infinitive, ce qui introduit l'objectif de la recommandation qui la suit. Puis, la structure syntaxique complexe avec l'emploi de plusieurs verbes à l'infinitif pointe le besoin d'une action coordonnée et prolongée. Le Président répète le verbe |continuer| deux fois pour insister sur la persistance de ces comportements conseillés. Sa référence à « des lieux clos » ajoute une dimension palpable à ces déclarations, ce qui fait remarquer les situations spécifiques à éviter. Son usage de la négation « ne ... que » met en valeur ce qui est attendu du sujet-cible, accentuant les mesures à prendre pour endiguer la propagation de la maladie. Il est à noter que l'implication personnelle est renforcée par l'emploi du « nous » dans ce passage, ce qui engage le public-cible et le sujet-énonciateur dans un effort commun. Sur le plan stylistique, cette déclaration adopte une structure parallèle et répétitive, et celle-ci renforce son effet incitatif et persuasif.

Dans cette citation, le discours s'appuie sur une rhétorique de la nécessité partagée dans le but de justifier les mesures de restriction sanitaire. L'emploi du modal « il nous faut continuer » ainsi que du futur de nécessité « il faudra » installe une modalisation déontique forte, ce qui pose les actions à venir non comme de simples recommandations, mais comme des obligations collectives inévitables. Ce ton prescriptif est néanmoins atténué par le recours à des tournures impersonnelles et inclusives, comme « il nous faut » et « il faudra »,

qui permettent donc de diluer l'asymétrie de pouvoir entre l'autorité énonciatrice et le sujet-cible, en associant de manière symbolique le citoyen à la responsabilité de la décision. Par ailleurs, l'argumentation repose sur une causalité implicite mais rigoureuse, où la dangerosité des lieux clos est donnée comme justification première des mesures, puisqu'ils « accélèrent la diffusion du virus ». Cette articulation logique construit un éthos de rationalité et d'anticipation, en liant la contrainte imposée à une expertise scientifique sous-jacente, même si celle-ci n'est pas explicitement citée. Enfin, la série d'infinitifs coordonnés (« rester chez soi », « télétravailler », « renoncer ») produit un rythme discursif structuré, qui renforce l'autorité de la parole tout en rendant les consignes facilement mémorisables. Cette citation combine injonction, légitimation technique et inclusion discursive afin de renforcer l'adhésion à des mesures potentiellement impopulaires.

L'anaphore⁹² des verbes à l'infinitif « à rester », « à télétravailler », « à renoncer » souligne l'idée d'effort et de renoncement, tout en rythmant le message de manière solennelle. Cet ensemble constitue un discours d'urgence, mobilisant un éthos macronien de protection, un logos basé sur le risque épidémique⁹³, et un pathos de solidarité collective face à la crise⁹⁴. D'un point de vue syntaxique, ce message est construit autour de phrases complexes coordonnées et juxtaposées, comportant plusieurs propositions infinitives et propositions subordonnées. La première partie du passage repose sur une structure impersonnelle avec le verbe modal [falloir] conjugué à la 3e personne du singulier, suivi de l'infinitif continuer, lui-même complété par une autre proposition infinitive (à éviter nombre d'activités ...). Cette construction met en lumière l'aspect prescriptif du discours. Ensuite,

⁹² Nous observons ici deux types d'anaphore. D'une part, une anaphore pronominale impersonnelle avec le pronom « il » (il nous faut continuer... / il faudra donc continuer...), qui reprend et prolonge l'idée d'obligation collective introduite plus haut. D'autre part, une anaphore rhétorique fondée sur la répétition de la construction infinitive (à rester, à télétravailler, à renoncer), laquelle confère au discours un rythme solennel et insiste sur l'idée d'effort et de renoncement.

⁹³ Par logos basé sur le risque épidémique, nous entendons l'argumentation qui s'appuie sur la rationalité scientifique et sur la logique de prévention sanitaire, en mettant en lumière les données épidémiologiques (diffusion du virus, transmission dans les lieux clos, danger des rassemblements, nécessité de réduire les contacts sociaux). Le discours construit ainsi une justification rationnelle des restrictions imposées, en reliant directement le comportement de l'individu aux conséquences mesurables sur la propagation du virus, conformément à la logique argumentative décrite par Aristote dans la *Rhétorique* (livre I, chap. 2). Voir : Aristote, *Rhétorique*, trad. G. Aujac, Paris, Les Belles Lettres, 1991.

⁹⁴ Par *pathos de solidarité collective*, nous entendons l'ensemble des procédés à la fois discursifs et affectifs mobilisés pour susciter chez le destinataire un sentiment d'appartenance à une communauté soudée face à l'épreuve, en insistant sur la responsabilité partagée, le devoir mutuel de protection, et l'exigence d'un engagement commun. Il s'agit d'un registre émotionnel spécifique, qui a pour but de provoquer une adhésion non pas seulement rationnelle, mais aussi empathique, en invoquant des valeurs de cohésion, de sacrifice consenti et d'effort collectif.

la coordination par « et » introduit un autre infinitif [limiter] qui s'inscrit dans la même dynamique injonctive. Dans la seconde partie, le futur simple « il faudra » pointe l'idée de continuité dans l'effort. On observe une série d'infinitifs juxtaposés (rester, télétravailler, renoncer), ce qui marque une accumulation d'actions à éviter, accentuée par l'aspect anaphorique de continuer à. Ces verbes sont souvent accompagnés de compléments circonstanciels introduisant les cadres d'action concernés (quand cela est possible, aux réunions privées, aux rassemblements familiaux, à tous les déplacements non nécessaires), ce qui confère au message une portée structurée et normative. Enfin, l'usage répété de la forme infinitive participe à l'effacement du sujet individuel au profit d'un sujet collectif implicite, ce qui a pour but de construire une responsabilité partagée.

Comme nous avons discuté de l'importance de la distanciation sociale et de ses aspects problématiques, il est maintenant temps d'examiner un autre aspect crucial de la lutte contre la pandémie : la campagne de vaccination. Sa réussite dépend d'une communication efficace et d'un large soutien du public, alors comment cette communication est-elle réalisée par le Chef de l'Etat ?

2.6.2.3. Les campagnes de vaccination : communication et adhésion publique

En termes de lutte contre la transmission du virus et de protection de la population, les campagnes de vaccination ont été l'un des aspects les plus importants des efforts pour faire face à la pandémie. Non seulement ces campagnes résultent d'avancées scientifiques majeures, mais elles témoignent aussi d'une communication bien orchestrée, mesurable par son impact sur la sensibilisation du grand public, ainsi que d'un soutien manifeste, perceptible au travers de l'adhésion et de l'engagement des parties prenantes. Dans cette section, nous allons problématiser le processus abouti par lequel le Président gère les complexités des campagnes de vaccination pendant l'épidémie. Grâce à une analyse des stratégies de communication, nous examinerons le rôle fondamental que joue la communication dans le renforcement de la confiance du sujet-cible, l'adhésion accrue à la vaccination et, en fin de compte, la contribution à la reprise et au retour à une certaine normalité. Notre question de départ est la suivante : En France, quels ont été les facteurs principaux qui ont influencé l'efficacité et l'acceptation des campagnes de vaccination en se référant aux résultats observés, particulièrement en termes de réduction de la mortalité et de reprise de la vie normale ? Pour répondre à cette question, notre hypothèse se formule

comme suit : a) les campagnes de vaccination en France ont joué un rôle déterminant dans l'atténuation de la crise sanitaire, avec des résultats palpables, tels que la diminution significative de la mortalité chez les personnes âgées, et b) ont ouvert la voie à une sortie de crise, offrant de ce fait une perspective prometteuse pour le contrôle du virus.

Dans le passage suivant, le Président aborde la question de la vaccination, mettant en lumière les progrès réalisés grâce à celle-ci et soulignant son efficacité à travers des statistiques spécifiques et des exemples concrets. Regardons de plus près :

« Mais, je tiens en même temps à vous dire ce soir que, grâce à la vaccination, la sortie de crise se dessine enfin. Parce que oui, à cette heure, vous êtes déjà plus de 8.5 millions à avoir reçu une première injection de vaccin. 3 millions à en avoir reçu deux. Et le vaccin est efficace. Il l'est au bout de quinze jours après l'injection de la deuxième dose. La meilleure preuve d'ailleurs de cette efficacité [...] dans la mortalité en particulier de nos plus de 80 ans, la mortalité qui a très fortement diminué. La meilleure preuve, elle en est d'ailleurs dans la situation des résidents des maisons de retraite qui, vaccinés à plus de 90%, ont pu progressivement reprendre une vie normale.»⁹⁵

Macron, 31/03/2021

Le passage présente une construction discursive qui repose sur plusieurs procédés rhétoriques et argumentatifs cherchant à convaincre l'auditoire de l'efficacité du vaccin. Dès le début, l'énonciateur-politique utilise une structure syntaxique marquant une simultanéité entre l'acte d'énonciation et l'urgence du message à transmettre : « je tiens en même temps à vous dire ce soir. ». Cette insistance temporelle fait valoir la nécessité d'un discours immédiat, qui s'inscrit dans une actualité où la vaccination joue un rôle décisif. Ici, l'usage du connecteur causal « grâce à » attribue de manière explicite à la vaccination la responsabilité de l'amélioration de la situation sanitaire, ce qui oriente d'emblée l'interprétation du message vers une relation de cause à effet indiscutable. La séquence « la sortie de crise se dessine enfin » constitue un énoncé à forte charge à la fois pragmatique et discursive. L'emploi du présent de l'indicatif |se dessine| souligne l'idée d'un processus en cours, crédibilisant donc l'annonce d'une amélioration concrète de la situation sanitaire.

⁹⁵ Voir Vol. 2, p. 59.

L'adverbe « enfin » joue dans ce contexte un rôle discursif fondamental, comme il marque non seulement la clôture implicite d'une phase de crise prolongée, mais inscrit aussi l'énoncé dans une dynamique de soulagement collectif et d'aboutissement des efforts consentis. Ce marqueur temporel-opératif⁹⁶ vise à actualiser une attente partagée, construite au fil de l'énoncé, et en pointant le dénouement souhaité. Par ailleurs, cette formulation permet de légitimer les politiques sanitaires mises en œuvre, notamment la campagne vaccinale, en les présentant comme porteuses d'espoir. On assiste de ce fait à une stratégie d'ancrage argumentatif qui cherche à réinscrire le discours dans un horizon d'efficacité, de contrôle et de sortie progressive de la crise.

Ensuite, l'argumentation repose sur une stratégie de quantification précise, matérialisée par l'énonciation de données chiffrées : « plus de 8,5 millions à avoir reçu une première injection », « 3 millions à en avoir reçu deux. ». Présentés de manière ascendante, ces deux chiffres instaurent une dynamique de progression, traduisant de manière concrète l'efficacité de la campagne vaccinale. Cette mise en données du réel remplit une fonction d'objectivation du discours macronien, en ancrant l'affirmation d'une sortie de crise dans une réalité mesurable et vérifiable. L'effet rhétorique visé est double : il s'agit à la fois a) de rassurer l'auditoire, mettant en valeur l'ampleur de la mobilisation sanitaire, et b) de renforcer l'adhésion collective, en suggérant un mouvement massif, continu et désormais irréversible vers le retour à la normale. Ce recours aux statistiques s'inscrit dans une logique de persuasion basée sur la preuve, qui confère au locuteur-politique une autorité discursive rationnelle et crédible.

Il est à noter que l'assertion « le vaccin est efficace » se présente sous une forme notamment concise et catégorique, agissant en tant qu'un énoncé péremptoire qui ne laisse place à aucun doute. Posée comme une vérité absolue, cette affirmation est immédiatement nuancée par un repère temporel précis : « il l'est au bout de quinze jours après l'injection de la deuxième dose ». Ce chiffre temporel joue un rôle central dans la stratégie argumentative, puisqu'il apporte une justification scientifique concrète qui ancre le message dans une réalité mesurable et vérifiable. Par ce procédé, l'orateur-politique ne se limite pas à une simple assertion, mais accompagne son propos d'une explication pédagogique, renforçant donc la crédibilité et la confiance accordées au discours. Cette précision temporelle agit comme un

⁹⁶ Nous qualifions de *temporel-opératif* un marqueur qui, tout en situant un événement dans la temporalité (ici, l'idée d'un moment attendu qui advient), exerce une fonction discursive opératoire : il agit sur la progression du discours en signalant une étape charnière ou un changement d'état, souvent perçu comme l'aboutissement d'un processus narratif ou argumentatif.

effet de preuve, car elle transforme une affirmation générale en une information circonstanciée, facilitant l'adhésion du téléspectateur en rendant l'efficacité du vaccin tangible et compréhensible. En combinant brièveté, autorité et précision scientifique, le sujet-énonciateur construit un propos accessible, maximisant ainsi sa force persuasive.

Dans ce passage, l'expression « la meilleure preuve » est répétée deux fois et cela joue un rôle central dans la structuration du raisonnement. L'adverbe « d'ailleurs » fonctionne dans ce contexte comme un marqueur discursif crucial de consolidation argumentative. Au-delà de sa fonction d'introduction de preuve, il encadre cette dernière en tant qu'une évidence incontestable, conférant à l'argument présenté une force quasi axiologique. Par son emploi, le locuteur-politique suggère que cette preuve s'impose d'elle-même, engageant le sujet-cible à la reconnaître comme une vérité quasi indiscutable. Ainsi, cette tournure rhétorique participe à fermer le champ à toute remise en question possible, instaurant une forme de consensus implicite autour de l'efficacité du vaccin, tout en soulignant la légitimité et la crédibilité du discours.

Cependant, l'expression « la meilleure preuve » peut également être interprétée en tant qu'une stratégie rhétorique de concession subtile. En mettant en avant cette formulation, le Président reconnaît de manière implicite l'existence de doutes ou d'objections potentiels quant à l'efficacité du vaccin, notamment émanant des sceptiques ou des opposants à la vaccination. Cette concession n'est pas une faiblesse, mais plutôt un artifice discursif sophistiqué, puisqu'elle sert à anticiper et désamorcer préventivement ces critiques en leur offrant une réponse cadrée et rassurante. En qualifiant cette preuve de « meilleure », le discours suggère qu'elle surpasse toutes les autres contestations, consolidant de ce fait la supériorité de son argumentation. Ce procédé crée un effet de dialogue indirect avec les adversaires, renforçant la crédibilité du message par une posture d'ouverture tout en maintenant fermement son autorité. Par cette double dynamique de reconnaissance et de réfutation anticipée, la déclaration gagne en force persuasive et en légitimité auprès d'un auditoire potentiellement divisé. La répétition de cette expression amplifie l'effet d'accumulation et assoit l'idée que l'efficacité vaccinale peut être vérifiée à travers plusieurs indicateurs, consolidant de ce fait l'argumentation. Aussi, l'utilisation des phrases nominales et de l'ellipse⁹⁷, comme dans « la meilleure preuve d'ailleurs », renforce l'efficacité de la communication présidentielle. En supprimant certains éléments syntaxiques attendus, ces

⁹⁷ L'*ellipse* est une figure de style d'omission, et elle consiste à effacer un ou plusieurs mots d'une phrase ou d'un vers sans en modifier le sens pour arriver à une conclusion particulière.

procédés donnent plus d'impact aux affirmations, les rendant plus percutantes et mémorables. Cette concision crée un effet de certitude et de spontanéité, ce qui accentue le caractère persuasif du discours et facilite l'adhésion du public.

Les preuves avancées reposent sur deux observations concrètes : la baisse de la mortalité chez les plus de 80 ans et l'amélioration de la situation dans les maisons de retraite. La première preuve est introduite par la phrase « dans la mortalité en particulier de nos plus de 80 ans, la mortalité qui a très fortement diminué. ». L'insistance sur la diminution de la mortalité, affirmée par l'adverbe « très fortement », démontre l'impact direct de la vaccination sur une population particulièrement vulnérable. La seconde preuve est appuyée par une formulation similaire : « la meilleure preuve, elle en est d'ailleurs dans la situation des résidents des maisons de retraite. ». Ici, l'accent est mis sur la notion de retour à la normalité, avec la phrase « ont pu progressivement reprendre une vie normale », qui s'oppose de manière implicite aux privations qu'ils ont subies durant la crise. Cette mise en relief de l'amélioration des conditions de vie humanise le propos et le rend plus tangible aux yeux du sujet-cible.

Sur le niveau stylistique, cette déclaration s'appuie sur une structure cumulative progressive, ce qui construit une montée en puissance argumentaire par l'énumération de faits quantifiés et concrets (plus de 8,5 millions de premières injections) et (3 millions de secondes doses), ce qui confère au message une dimension à la fois factuelle et rassurante. Le sujet-énonciateur emploie une syntaxe variée, alternant entre phrases brèves et affirmatives, comme « et le vaccin est efficace », qui marquent des moments d'assertion forte, et phrases plus longues, souvent enrichies d'explications ou de précisions comme « Il l'est au bout de quinze jours après l'injection de la deuxième dose », permettant d'appuyer la démonstration avec rigueur. Cette alternance rythme le propos, évitant la monotonie, tout en maintenant l'attention du public-cible. Les connecteurs logiques employés, comme « parce que », « d'ailleurs », « en particulier », jouent un rôle central dans la cohésion du texte : « parce que » introduit la justification immédiate de la sortie de crise, ce qui crée un lien de cause à effet, tandis que « d'ailleurs » consolide la crédibilité par un effet de preuve supplémentaire. L'expression « en particulier » sert à focaliser l'attention sur un groupe vulnérable, rendant le propos plus concret et engageant sur le niveau émotionnel. Par ailleurs, l'emploi de la progression argumentative, du général au particulier dans « de la vaccination de masse à l'effet spécifique sur les plus de 80 ans, puis aux résidents des maisons de retraite » introduit une logique descendante qui structure le discours et facilite la

compréhension. Cette focalisation graduelle sert également à humaniser la déclaration, mettant en évidence les bénéficiaires directs des campagnes vaccinales. Enfin, le ton est à la fois rassurant et mobilisateur, combinant une dimension informative, par la présentation des chiffres, et une dimension persuasive, par la mise en avant des effets positifs tangibles. Cette double modalité contribue à asseoir l'autorité du sujet-énonciateur tout en suscitant confiance et adhésion.

Enfin, le recours à l'adresse directe à travers l'emploi du pronom personnel « vous » constitue un puissant outil d'implication énonciative. En s'adressant directement au citoyen, le Président Macron personnalise le discours et établit un lien de proximité avec le sujet-récepteur, ce qui renforce l'identification et l'engagement du destinataire. Cette stratégie discursive a pour effet de valoriser l'action collective, en inscrivant chacun dans une dynamique de réussite partagée, expliquant que le succès de la campagne vaccinale n'est pas présenté comme une simple donnée statistique, mais comme le fruit d'un effort commun auquel le public-cible a activement contribué. En outre, cette interpellation directe participe d'un acte de reconnaissance symbolique, puisqu'elle gratifie le téléspectateur pour son implication tout en le mobilisant implicitement à poursuivre dans cette voie. Donc, le locuteur-politique ne se limite pas à une posture informative ou descriptive ; il adopte celle d'un orateur mobilisateur, construisant un éthos présidentiel à la fois bienveillant et fédérateur. En projetant l'image d'une « sortie de crise » rendue possible par l'action concertée, il cherche à consolider l'adhésion au discours et à renforcer la légitimité des mesures sanitaires. Ainsi, cette stratégie renforce l'efficacité persuasive du message, qui conjugue pathos (reconnaissance), logos (efficacité du vaccin démontrée) et éthos (autorité mobilisatrice).

En soulignant les progrès significatifs réalisés grâce à l'effort de vaccination, la citation suivante illustre les mesures proactives prises par la France et l'Union européenne pour lutter contre l'épidémie. Le Président annonce :

« Nous avons depuis le début de cette année 2021 pu disposer de vaccins, en acheter puis en produire. L'Union Européenne a ainsi produit plus de 2 milliards de doses de vaccins durant cette année, soit, plus qu'aucune autre puissance du monde. S'agissant de la France, depuis la première vaccination en décembre 2020, nous avons injecté en dix mois plus de 100 millions de doses. 51 millions d'entre vous sont aujourd'hui complètement vaccinés, ce qui fait de nous l'un des pays du monde les mieux protégés.»⁹⁸

Macron, 09/11/2021

⁹⁸ Voir Vol. 2, p. 65 – 66.

En utilisant une approche quantitative et factuelle, le discours transmet les progrès de la campagne de vaccination, montrant l'ampleur des efforts consacrés et les résultats obtenus par rapport aux doses de vaccins administrées. Afin d'établir sa crédibilité, le Président fournit des données concrètes sur la disponibilité des vaccins, tant en France que dans toute l'Union européenne. Son message est basé sur ce fondement factuel, assurant transparence et crédibilité. En outre, il utilise le renforcement positif pour démontrer les réalisations à travers un langage optimiste. L'argument développé dans ce passage repose sur une stratégie de légitimation par les faits chiffrés et s'inscrit dans une logique argumentative inductive, qui va du particulier (les actions entreprises) au général (le statut enviable de la France).

Le passage mobilise une argumentation de type pragmatique, basée sur les résultats concrets de la campagne vaccinale pour justifier la pertinence des choix politiques et renforcer la confiance du sujet-cible. Il articule une succession d'actions factuelles : acquisition, production, administration de doses, dans le but de construire une narration de l'efficacité et de la réactivité des institutions françaises et européennes. L'accumulation de données chiffrées agit en tant que preuves empiriques destinées à asseoir la crédibilité du message, tout en suscitant un sentiment de fierté nationale et d'appartenance à un collectif dynamique. Le raisonnement s'achève sur une conclusion évaluative et comparative : « l'un des pays du monde les mieux protégés », qui fonctionne en tant qu'une valorisation implicite des décisions gouvernementales. Ainsi, cet argument mobilise des procédés quantitatifs et axiologiques dans le but de construire une image de réussite, dans un objectif à la fois persuasif et politique.

L'utilisation de formules comme « nous avons depuis le début de cette année 2021 pu disposer de vaccins » et « 51 millions d'entre vous sont aujourd'hui complètement vaccinés » crée un sentiment d'accomplissement chez les citoyens et favorise une atmosphère positive entourant les efforts de vaccination. De plus, l'usage de la comparaison et le positionnement comme un outil stratégique souligne comment l'UE a produit plus de doses de vaccins que toute autre puissance mondiale. En positionnant la France comme l'un des pays les mieux protégés, ce passage renforce la confiance dans l'efficacité des initiatives de vaccination. Afin de transmettre les progrès réalisés par la campagne, le cadrage temporel est utilisé pour fournir un contexte et illustrer le calendrier de la campagne. Des références spécifiques telles que « depuis la première vaccination en décembre 2020 » et « en dix

mois » développent un récit qui renforce le concept d'amélioration continue en démontrant des progrès constants et rapides dans la campagne de vaccination.

Dans le cadre de sa stratégie d'engagement du grand public, le sujet-énonciateur recourt à l'adresse directe par le biais de formulations telles que « 51 millions d'entre vous », qui cherchent à établir un lien personnalisé avec le destinataire. Cet usage du pronom personnel « vous » permet d'interpeller explicitement le téléspectateur, tout en valorisant sa participation à l'effort collectif. Toutefois, bien qu'impliquante, cette forme d'interpellation instaure aussi une distanciation énonciative : le locuteur-politique se positionne en surplomb, en observateur ou gestionnaire de la situation, plutôt qu'en membre pleinement solidaire du groupe évoqué. En ce sens, le choix de « vous » au lieu d'un « nous » inclusif révèle une tension dans le positionnement du sujet-locuteur entre proximité et autorité. Là où l'usage de « nous » aurait pu suggérer une communauté d'expérience ou de responsabilité partagée, le « vous » opère une segmentation entre le pouvoir politique et le citoyen, réduisant l'effet de co-construction du passage. Ce choix contribue à souligner la posture institutionnelle du Président, mettant en évidence les asymétries de la relation locuteur/destinataire dans un discours à visée politique et gestionnaire.

Ce passage s'inscrit dans une stratégie de valorisation institutionnelle et de légitimation politique par le recours à un discours factuel et chiffré, à forte portée persuasive. L'énonciateur-politique met en lumière les actions concrètes entreprises par l'Union européenne et par la France dans le cadre de la gestion de la COVID-19, en s'appuyant sur une rhétorique de la preuve fondée sur des données vérifiables. La structure syntaxique adoptée est marquée par des phrases à la fois courtes, assertives et dynamiques, ayant pour but de créer un effet de clarté, de rythme et d'efficacité dans la transmission du message. L'énumération tripartite des verbes d'action |disposer|, |acheter|, et |produire| dans « disposer de vaccins, en acheter puis en produire » déploie une progression logique et temporelle, ce qui illustre l'évolution proactive de la stratégie vaccinale. Cette gradation contribue à mettre en scène la maîtrise de la temporalité de la pandémie, en pointant la capacité d'anticipation et de réaction du gouvernement et de ses partenaires européens.

Ce passage repose aussi sur un enchaînement discursif structuré : il commence par la mise à disposition des vaccins, se poursuit avec la contribution massive de l'UE à la production mondiale « plus de 2 milliards de doses », puis recentre l'attention sur le territoire national avec des indicateurs précis « plus de 100 millions de doses injectées », « 51 millions d'entre vous. ». Cette architecture permet de construire une narration de la réussite collective,

partagée à l'échelle européenne et française. L'usage des chiffres à la fois précis et impressionnants remplit une double fonction : d'un côté, il ancre le message dans une factualité mesurable ; de l'autre, il produit un effet de grandeur et de performance. Pour cela, les données chiffrées ne sont pas de simples illustrations, mais elles constituent le cœur de l'argumentation, puisqu'elles incarnent l'effort, la mobilisation et surtout l'efficacité du dispositif sanitaire.

Cette dimension quantitative confère au passage une forme d'objectivité apparente, qui neutralise d'éventuelles critiques en imposant des faits difficilement contestables. Par ailleurs, le recours au superlatif dans des phrases comme « plus qu'aucune autre puissance du monde » et « l'un des pays du monde les mieux protégés » participe d'une stratégie comparative flatteuse, cherchant à inscrire la France et l'Europe dans un cadre de leadership mondial. Ce procédé rhétorique agit sur le registre du pathos patriotique⁹⁹ et européen, en consolidant la fierté collective et en construisant une image de puissance sanitaire et politique. Ici, il s'agit de consolider la légitimité des institutions en période de crise sanitaire, en montrant non seulement leur efficacité mais également leur exemplarité sur la scène internationale.

Sur le niveau stylistique, cette déclaration s'organise autour d'une progression temporelle, quantitative et énumérative, qui met en scène une montée en puissance de l'action vaccinale. La structure repose sur des phrases à la fois coordonnées et juxtaposées, marquées par une anaphore¹⁰⁰ de « nous avons », qui imprime un rythme répétitif et solennel au message. Cette répétition produit un effet d'insistance, mais surtout, elle construit une représentation d'un effort collectif, continu et maîtrisé dans le temps, allant de l'acquisition des vaccins à leur production, puis à leur injection massive. Dans ce passage, le « nous » inclusif participe à la co-construction d'un récit national positif, où gouvernement et citoyen apparaissent unis dans la réussite de la campagne vaccinale. On note aussi l'usage marqué de l'amplification à travers des procédés d'hyperbole et de quantification emphatique : «

⁹⁹ Le *pathos patriotique* peut être défini comme une stratégie discursive qui mobilise les émotions collectives liées à l'appartenance nationale (telles que la fierté, la peur, la souffrance, l'exaltation) afin de persuader un auditoire donné. Dans la lignée de la rhétorique aristotélicienne, il s'agit d'un usage du pathos destiné à produire une adhésion affective en activant un imaginaire commun basé sur la nation. Il repose sur une dimension socio-discursive (partage émotionnel autour de symboles ou de valeurs nationales), interactive (connexion émotionnelle entre l'orateur et le public) et cognitive (influence sur le jugement par les affects), et peut, dans certains contextes, devenir un levier de polarisation ou d'embrigadement, voir notamment : Rinn, M. (2008). *Émotions et discours : L'usage des passions dans la langue* (Interférences). Rennes : Presses Universitaires de Rennes.

¹⁰⁰ Il s'agit d'une figure de style qui consiste à commencer des phrases ou des ensembles de phrases par le même mot ou syntagme.

plus de 2 milliards de doses », « plus qu’aucune autre puissance du monde », « plus de 100 millions de doses », « 51 millions d’entre vous ». Introduits sans contextualisation comparative précise, ces chiffres visent à valoriser l’ampleur de l’action européenne et nationale, et à en magnifier l’efficacité.

L’hyperbole, notamment dans « plus qu’aucune autre puissance du monde », confère à l’UE une stature géopolitique supérieure, voire exemplaire, consolidant le pathos de fierté¹⁰¹ collective et le logos de performance¹⁰². Enfin, le discours s’achève sur une clause évaluative qui résume cette stratégie persuasive : « ce qui fait de nous l’un des pays du monde les mieux protégés. ». Cette assertion, appuyée par des données chiffrées, repose sur un mécanisme d’auto-légitimation : elle vise à consolider la crédibilité du gouvernement tout en renforçant la confiance du public dans les politiques sanitaires mises en œuvre. À travers cette mise en récit valorisante, le locuteur construit une image d’efficacité, de leadership et de responsabilité partagée, contribuant ainsi à une rhétorique de la réussite collective face à la pandémie.

Après avoir montré dans la citation précédente les réalisations remarquables de l’UE et de la France en matière de vaccination, le Président Macron dans la citation suivante met l’accent sur la responsabilité individuelle et l’appel à l’action. En mettant en lumière l’efficacité des mesures prises, il incite désormais chaque citoyen à participer activement à la protection collective en se faisant vacciner. Analysons-le :

« Parce que nous avons fait le nécessaire pour nous protéger, nous pouvons continuer à maîtriser la situation si chacun d’entre nous prend sa part. Mon premier message est ainsi un appel. Un appel à l’esprit de responsabilité des six millions d’entre vous qui n’ont encore reçu aucune dose de vaccin. Vaccinez-vous. Vaccinez-vous pour vous protéger. [...] Vaccinez-vous pour pouvoir vivre normalement : avec le vaccin, il vous sera possible d’obtenir un pass sanitaire et ainsi de vous rendre librement dans les cafés, les restaurants, les lieux de culture, de sport, de loisirs sans tests PCR. »¹⁰³

Macron, 09/11/2021

¹⁰¹ Le *pathos de fierté* désigne, selon Catherine Bois (2020 : 47) une forme particulière de pathos mobilisée pour susciter un sentiment de fierté collective, en valorisant une appartenance ou des réussites partagées. En rhétorique classique, le pathos correspond à l’appel aux émotions du public, que ce soit la peur, la pitié, la colère ou la fierté. En exaltant les accomplissements d’un groupe (nation, institution, communauté), le pathos de fierté fonctionne comme stratégie pour consolider la cohésion et favoriser l’adhésion au discours. Il opère sur l’orgueil identitaire de l’auditoire, en contribuant à une dynamique persuasive fondée moins sur la logique (logos) que sur l’émotion valorisante.

¹⁰² Le *logos de performance* désigne un procédé argumentatif qui mobilise des faits, des données chiffrées ou des résultats mesurables pour asseoir la crédibilité du discours. Il s’agit d’un usage rationnel de la preuve, cherchant à démontrer l’efficacité d’une action ou la réussite d’une politique par des indicateurs objectifs. Dans la communication politique, ce type d’argument consolide l’image de compétence et d’autorité du locuteur, en appui à sa stratégie de persuasion.

¹⁰³ Voir Vol. 2, p. 80.

Cette déclaration met en pratique la rhétorique persuasive dans le but d'encourager la vaccination. Dès le début, le Président structure son message pour susciter le sentiment de responsabilité collective, mettant en avant que la maîtrise de la situation épidémiologique dépend de l'engagement de chacun. Cette stratégie établit la connexion entre l'action individuelle et l'intérêt commun, ce qui renforce l'image que le vaccin est un devoir envers la société plutôt qu'un choix. Son recours à l'appel à l'action est frappant, car il fait remarquer l'indispensabilité du vaccin pour protéger non seulement soi-même, mais également les autres. Le Chef de l'Etat emploie un langage impératif, mettant en lumière l'urgence de la situation.

Dans cette citation, le Président Macron mobilise une rhétorique injonctive et responsabilisante, structurée autour d'un appel à l'action centré sur la vaccination. Il s'adresse directement aux « six millions » de non-vaccinés, les interpellant en tant que citoyens responsables. L'usage de l'impératif répétitif « vaccinez-vous », martelé trois fois, crée un effet d'insistance qui souligne la performativité du discours. Cet impératif est encadré par deux justifications majeures : la protection individuelle et le retour à la normalité sociale. L'argument principal repose donc sur une logique utilitariste et conditionnelle, expliquant que l'accès aux libertés (pass sanitaire et lieux de vie) est présenté comme la conséquence directe de la vaccination.

Ce raisonnement repose sur un schéma argumentatif causal : si vous vous vaccinez, alors vous pourrez vivre librement. En outre, en évoquant « l'esprit de responsabilité », le discours recourt à une valeur républicaine partagée pour moraliser l'enjeu sans basculer dans la contrainte formelle. Ainsi, il combine une rhétorique persuasive (pathos et éthos) et une argumentation pragmatique, expliquant les avantages concrets de l'acte vaccinal tout en le liant à une exigence morale collective¹⁰⁴. La construction syntaxique de cet extrait repose sur une relation causale explicite. Ici, la proposition subordonnée « parce que nous avons fait le nécessaire pour nous protéger » sert de justification à l'énoncé principal « nous pouvons continuer à maîtriser la situation. ». Cette articulation de type cause-conséquence

¹⁰⁴ Notre interprétation repose sur la complémentarité entre deux dimensions essentielles de l'argumentation politique : d'un côté, la mobilisation de l'éthos et du pathos, qui permet d'impliquer sur le niveau émotionnel le sujet-cible tout en construisant une image de locuteur-politique responsable et soucieux du bien commun ; d'un autre côté, le recours à une argumentation pragmatique, centrée sur les bénéfices immédiats et concrets de l'action proposée. Ce type de stratégie discursive, comme l'explique Pennec (2005 : 101 – 117), est caractéristique des discours incitatifs, dans lesquels la persuasion repose autant sur la logique que sur l'affect, articulant ainsi valeurs collectives et intérêts individuels dans un appel à l'action.

ancrer le passage dans une logique rationnelle, expliquant que l'action passée (la protection, sous-entendue comme la vaccination et les mesures sanitaires) rend possible une situation présente maîtrisée. Le vaccin est donc positionné de manière implicite comme l'élément central de cette action préventive. En l'absence de mention explicite du segment phrastique « vaccin » dans la proposition causale, c'est le contexte discursif général et les phrases qui suivent (centrées sur l'injonction « vaccinez-vous » qui permettent d'interpréter ce lien. L'efficacité du raisonnement est consolidée par l'introduction d'une récompense concrète, mettant en évidence que l'obtention du pass sanitaire, qui conditionne l'accès aux lieux de sociabilité. Cette stratégie argumentative associe le vaccin non seulement à un devoir citoyen, mais aussi à un bénéfice personnel immédiat, autrement dit : « vivre normalement. ».

En exploitant un désir collectif de liberté après une période de restrictions, le locuteur-politique mobilise un pathos subtil¹⁰⁵, jouant sur l'aspiration à la normalité et à la vie sociale. Ainsi, l'argument prend la forme d'un raisonnement pragmatique, où la rationalité des mesures sanitaires est complétée par une incitation à la fois émotionnelle et utilitaire. Le Président utilise l'argument de la normalité : en se faisant vacciner, le sujet-cible pourra obtenir le pass sanitaire et retrouver sa vie sociale normale. Cette promesse de retour à la vie pré-pandémique met en vigueur un puissant levier de persuasion pour encourager le téléspectateur à la vaccination. De surcroît, le passage est renforcé par des statistiques, mais il convient de les analyser avec précaution, car elles peuvent être interprétées de manière sélective dans le but de servir certains arguments. En effet, « les chiffres relatifs aux personnes vaccinées dans le monde sont souvent employés pour pointer les bienfaits du vaccin. » (Bourdillon, 2020 : 101), mettant en lumière ses avantages, tels que la possibilité de vivre plus librement, de se rendre dans des lieux publics sans avoir à subir des tests PCR. Cependant, il est nécessaire de garder à l'esprit que ces statistiques doivent être prises dans leur contexte global et ne peuvent être considérées comme une preuve irréfutable sans analyse approfondie. Ce faisant, le Président contribue à la normalisation du processus de vaccination et favorise un sentiment de solidarité avec la communauté mondiale. Sur cette base, il introduit le concept d'incitations et de liberté retrouvée. Comme

¹⁰⁵ Par *pathos subtil*, on entend une mobilisation discrète mais efficace des émotions dans le discours, sans excès ni véhémence manifeste. Contrairement à la véhémence impulsive caractéristique des discours d'embrigadement décrits par Michael Rinn (2022 : 73), ce type de pathos vise à susciter l'adhésion en douceur, par identification empathique ou par la valorisation d'un bien commun (comme la santé ou la liberté). Il repose sur une stratégie d'influence émotionnelle mesurée, qui agit sur la capacité de jugement du sujet-cible sans déclencher de rejet, s'inscrivant donc dans une approche intégrative du pathos telle qu'évoquée dans la tradition rhétorique depuis Aristote.

le rappelle le Chef de l'Etat, la vaccination donne droit à un « pass sanitaire », rendant accessible les espaces publics tels que les cafés, les restaurants, les lieux culturels et les installations sportives sans exigence de test PCR. De cette manière, il met en avant l'idée que la vaccination permet de participer sans entrave à diverses activités, renforçant en conséquence l'incitation à se faire vacciner en tant que mesure bénéfique pour la société.

L'ajout de la proposition conditionnelle « si chacun d'entre nous prend sa part » introduit une condition exigeante à la conservation de cet équilibre, ce qui marque une structure argumentative fondée sur une logique hypothético-déductive. Cette logique repose sur un raisonnement structuré autour d'une hypothèse initiale posée comme condition (souvent introduite par « si ») à partir de laquelle découle une conséquence logique. Elle est généralement employée dans le discours politique dans le but d'instaurer un rapport de cause à effet entre un comportement individuel ou collectif et ses retombées concrètes. Dans cette citation, l'énoncé « si chacun d'entre nous prend sa part » constitue l'hypothèse conditionnelle dont découle la possibilité de « continuer à maîtriser la situation ». Plus loin, cette logique se manifeste à nouveau dans l'appel à la vaccination. Dans ce contexte, la vaccination devient la condition sine qua non de la liberté retrouvée, traduite par l'accès au pass sanitaire. En articulant la responsabilisation individuelle à un bénéfice tangible, cette logique participe à une rhétorique de la persuasion rationnelle¹⁰⁶, car elle vise à orienter les comportements sans imposer de manière autoritaire, mais en mettant en lumière le lien direct entre action individuelle et amélioration collective. Elle confère de ce fait une légitimité aux mesures sanitaires en les présentant comme des déductions logiques fondées sur une stratégie de protection partagée.

Sur le plan stylistique, cette déclaration repose sur une structure syntaxique parallèle, notamment visible dans la répétition de la forme impérative « vaccinez-vous », suivie à chaque fois d'un complément circonstanciel de finalité. Cette anaphore¹⁰⁷ rythmée confère au passage une musicalité persuasive, tout en marquant une progression logique : d'abord la

¹⁰⁶ Ce type de rhétorique s'appuie sur des arguments logiques et des preuves destinées à convaincre le sujet-cible par la raison, plutôt que par l'émotion ou l'autorité. En d'autres termes, c'est l'usage d'un raisonnement structuré et de justifications pragmatiques pour orienter les comportements. Dans le cadre du discours politique, ce type de persuasion souligne des bénéfices concrets et mesurables liés à une action individuelle, afin d'amener l'adhésion du public-cible sans recours à la contrainte. Voir notamment : Aristote, *Rhétorique*, trad. G. Mathieu, Paris, Les Belles Lettres, 1991 ; Perelman, C. & Olbrechts-Tyteca, L., *Traité de l'argumentation. La nouvelle rhétorique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2008.

¹⁰⁷ On distingue ici deux formes d'anaphore : a) l'anaphore pronominale, où le pronom réfléchi « vous » renvoie constamment au même public-cible, créant ainsi une cohérence référentielle dans le discours ; et b) l'anaphore lexicale, qui se manifeste par la reprise du verbe impératif « vaccinez » accolé au pronom « vous », la répétition du même syntagme servant à insister sur l'acte prescrit et à lui donner une valeur d'injonction renforcée.

protection individuelle, ensuite la reprise d'une vie sociale normale. Par ailleurs, le recours au pronom « nous » installe une dimension inclusive, créant ainsi une communauté d'action et de responsabilité partagée entre le locuteur-politique et le téléspectateur. Ce « nous » consolide la légitimité de l'appel, tout en atténuant l'asymétrie de pouvoir entre le locuteur-politique et le destinataire. En outre, l'emploi de termes concrets comme « tests PCR » ou « pass sanitaire » ancre le propos dans la réalité quotidienne du sujet-cible, rendant les enjeux sanitaires tangibles et les bénéfices de la vaccination immédiatement compréhensibles. Ce registre de proximité permet de réduire la distance abstraite du discours macronien en le connectant à des expériences vécues. Enfin, la fluidité de l'enchaînement argumentatif et la clarté lexicale renforcent l'efficacité de la communication présidentielle, en facilitant la mémorisation du message et l'adhésion du public.

2.7.Synthèse intermédiaire n°2

Pour conclure ce chapitre, récapitulons les principaux points abordés en revenant à notre problématique du départ : l'alternance délicate de la communication présidentielle entre les détails techniques du domaine médical et l'exigence de communiquer des informations compréhensibles au grand public demande un équilibre entre la terminologie médicale des scientifiques et un langage accessible au grand public. L'introduction d'une terminologie médicale spécialisée dans la sphère publique pendant la pandémie de COVID 19 démontre la nécessité d'une communication précise pendant une telle crise. Afin de s'acquitter de sa responsabilité en tant que Chef de l'Etat, Emmanuel Macron comble le fossé entre les connaissances scientifiques complexes et la compréhension du grand public. Un équilibre est trouvé entre la traduction de concepts complexes en informations digestibles pouvant être comprises par des non-experts et la prise en compte du sérieux de la situation et des précautions à prendre.

À travers les allocutions présidentielles, la phénoménologie de la maladie, à savoir les symptômes, la transmission et les méthodes de prévention, est devenue partie intégrante du langage quotidien. C'est surtout une question d'hygiène de base et de distanciation sociale qui impose la communication à mesure que la compréhension scientifique évolue. Le concept s'est élargi au fil du temps pour inclure les campagnes de vaccination et l'importance de maintenir les distanciations sociales.

Dans le discours macronien, la stratégie de simplification du jargon médical est utilisée dans le but de rendre l'information plus accessible au téléspectateur, et elle s'articule

autour d'un certain nombre d'axes. Tout d'abord, le discours macronien privilégie l'usage de termes simples, ce qui écarte le recours au langage médical complexe (des expressions courantes sont utilisés au lieu de termes techniques). Aussi, lorsque l'emploi d'un terme médical est inévitable, une démarche de clarification est adoptée systématiquement, et, ainsi, des notions tels que le « taux d'incidence » dans des passages comme « le nombre de contaminations rapporté à la population a doublé en moins de deux semaines.»¹⁰⁸ (Macron, 28/10/2020) est défini par « contaminations » pour une meilleure compréhension. En outre, des techniques telles que l'analogie sont employées afin de rendre l'information médicale plus abordable, car en comparant le vaccin à une « nouvelle arme »¹⁰⁹ (Macron, 09/11/2021) le Président cherche à faciliter la visualisation du rôle du vaccin dans la lutte contre l'épidémie. Il est à noter que les messages clés sont systématiquement répétés de manière directe pour assurer la meilleure assimilation par le sujet-cible, comme par exemple les rappels récurrents sur la nécessité des gestes barrière et du vaccin illustrent la volonté du Président de clarifier son propos et de sensibiliser son public-cible.

Le prochain chapitre se concentre sur la rhétorique sanitaire que le Président Emmanuel Macron utilise dans ses discours afin d'équilibrer la précision scientifique et la compréhension du public pendant la crise de COVID-19. En utilisant le dictionnaire du *CNRTL* comme guide, ce chapitre analysera les termes médicaux spécifiques et identifiera leurs significations dénotatives et connotatives dans les adresses du Chef de l'Etat. En plus de fournir un inventaire des termes médicaux utilisés de manière stratégique, ces analyses contribueront à la compréhension de l'évolution de la communication présidentielle sur la santé publique. Dans ce chapitre, nous explorerons comment ces termes portent plusieurs sens au-delà de leurs définitions littérales et comment ils influencent la perception de la politique publique, la mise en œuvre des politiques et les attitudes du public-cible. En analysant les choix stratégiques du Chef de l'Etat pour transmettre des informations médicales complexes, nous mettrons en lumière l'interdépendance entre la langue, la politique et la santé publique, en particulier en période d'épidémie.

¹⁰⁸ Voir Vol. 2, p. 27.

¹⁰⁹ Voir Vol. 2, p. 82.

Chapitre 3

Une analyse (con)textuelle de la terminologie sanitaire dans la communication macronienne¹¹⁰

Dans ce chapitre, nous nous orienterons vers l'étude de la terminologie médicale utilisée par le Chef de l'Etat en réponse à l'épidémie. L'usage de ces notions revêt une valeur particulière, vu qu'il ne s'agit pas de simples termes techniques, mais plutôt des outils de communication essentiels qui sont choisis pour informer et rassurer le sujet-cible. Notre analyse portera sur les sens textuel et contextuel de ces segments phrastiques, en analysant la manière dont ils ont été choisis et utilisés pour transmettre des messages spécifiques au téléspectateur. En outre, nous examinerons leur impact sur la perception publique de la situation épidémiologique. En explorant cette dimension linguistique et communicative, nous espérons mieux comprendre la stratégie de communication du Président de la République et son effet sur l'engagement et la confiance du public-cible.

Notre problématique se décline en plusieurs points. Premièrement, nous chercherons à déterminer en quoi l'emploi de la terminologie médicale dans le corpus traduit une stratégie de communication spécifique visant à légitimer l'action gouvernementale. Puis, nous examinerons comment l'usage de ce vocabulaire spécialisé contribue à faciliter – ou, au contraire, à compliquer – la compréhension technique de la pandémie par le téléspectateur. Enfin, nous analyserons de quelle manière et à travers quels choix terminologiques la complexité du discours module la perception globale de la COVID-19 par le sujet-récepteur.

¹¹⁰ Le choix de l'écriture *(con)textuelle* repose sur un jeu graphique et sémantique volontaire. Nous avons pour but de souligner que l'analyse porte à la fois sur le texte du discours (dans ses formes lexicales, syntaxiques et rhétoriques), et sur son contexte d'énonciation (la crise sanitaire, la temporalité, la situation politique). Cette double lecture, à la fois textuelle et contextuelle, nous permettra de mieux comprendre la portée des termes employés et leur inscription dans une stratégie discursive plus large.

Afin de répondre à cette problématique, nous proposons l'hypothèse suivante : L'utilisation de la terminologie médicale dans la communication macronienne reflète une stratégie de communication complexe visant à établir une autorité scientifique et technique, tout en cherchant à approfondir la compréhension du téléspectateur et à consolider sa confiance dans les mesures gouvernementales. La réussite de cette stratégie dépend de la manière dont les notions médicales peuvent être mobilisées afin de faire le lien entre leur définition formelle dans le texte et leur signification contextualisée. D'une part, en intégrant des segments phrastiques comme « vaccin » et « diagnostic », le Chef de l'Etat choisit de démontrer une expertise et une maîtrise des enjeux sanitaires, ce qui peut renforcer la crédibilité de ses actions et décisions. Cette utilisation des termes médicaux a ainsi pour tâche d'offrir une base solide et scientifique à la communication gouvernementale, en accordant une importance spécifique à la précision et à l'exactitude des informations transmises. D'autre part, la signification contextuelle de la terminologie médicale peut différer, dans la communication présidentielle, de sa définition textuelle précise dans le dictionnaire.

Nous procéderons à une exploration détaillée de l'utilisation de la terminologie médicale dans le discours macronien à travers deux sous-chapitres. Dans le premier, nous examinerons les définitions et les conceptions de la « santé » selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), ainsi que les différentes perspectives sur l'état de « bien-être » selon différentes études. Nous mettrons en lumière les nuances de ces deux termes et leur rôle et importance dans le contexte de la COVID-19. Puis, dans le deuxième sous-chapitre, nous nous orienterons vers une étude de la terminologie médicale dans les discours analysés, en nous basant sur ce que Algirdas Julien Greimas avance dans son ouvrage *Sémantique structurale*, et ce que François Rastier présente dans son livre intitulé *Sémantique interprétative*. Nous illustrerons notre analyse à l'aide d'exemples tirés de notre corpus, mettant en lumière la manière dont ces segments phrastiques sont utilisés dans le cadre de la communication macronienne. Ce faisant, nous recherchons à mieux comprendre comment le langage médical est employé pour informer, rassurer et mobiliser le téléspectateur pendant la crise sanitaire.

Notre analyse repose sur une approche méthodologique mixte combinant l'analyse lexicographique et l'analyse discursive. Premièrement, nous utiliserons le dictionnaire du Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNRTL) afin d'examiner les définitions des termes médicaux que nous avons dégagés dans le corpus. Cette étape nous

permettra de saisir le sens dit textuel de chaque notion et d'identifier les nuances et les implications de ces définitions. Nous examinerons comment cette terminologie médicale est utilisée dans des contextes discursifs. Cette approche nous offrira une meilleure compréhension de la manière dont ces notions médicales sont intégrées dans le discours macronien, mettant en relief les écarts éventuels entre le sens textuel des termes et leur interprétation contextuelle. En combinant ces deux méthodes, nous visons à fournir une analyse approfondie et nuancée des termes médicaux dans la communication présidentielle, éclairant, ce faisant, leur rôle et leur impact dans le discours politique pendant la crise sanitaire.

3.1. Etat de l'art

Il existe deux méthodes principales pour décrire la signification des mots : la connotation et la dénotation. Selon le *CNRTL*, le terme « connotation » est défini comme la « signification affective d'un terme qui n'est pas commune à tous les communicants et s'ajoute aux éléments permanents du sens d'un mot (dénotation). ». La connotation d'un mot fait référence au large éventail d'associations positives et négatives qu'il porte naturellement. Ainsi, un sens ou sentiment indirect ou implicite est appelé une connotation. D'autre part, le terme « dénotation » est défini ainsi selon le *CNRTL* : « dans le langage de connotation, le plan de l'expression est fourni par le langage de dénotation ; la connotation constitue donc une sorte de langage du second ordre qui s'oppose au métalangage, où le langage de dénotation forme, au contraire, le plan du contenu. ». La dénotation fait référence au sens littéral et objectif d'un mot, indépendamment de toute connotation ou interprétation personnalisée. Cela signifie le sens explicite d'un terme, tel qu'il est compris dans le langage courant ou dans un contexte distinct.

Afin d'avoir une meilleure compréhension de la notion de connotation, il convient de la définir comme l'ensemble des significations associatives et contextuelles qui se greffent sur le sens premier d'une notion. La connotation se distingue ainsi de la dénotation, qui correspond au sens stable et établi d'un mot, tel qu'il est recensé par les lexicographes à un moment donné et partagé par une communauté de locuteurs. Cela dit, ces deux dimensions du sens ne sont pas séparées : la connotation s'ajoute au sens dénotatif et, au fil du temps, peut enrichir ce dernier en devenant à son tour un sens stabilisé. De ce fait, le sens d'un terme évolue au gré des usages et des contextes, reflétant les transformations

culturelles, sociales et scientifiques d'une époque. Par exemple, le segment phrastique « malade » : dans son sens dénotatif, désigne un individu souffrant ou en mauvaise santé. Or, en contexte familial, il peut acquérir une connotation valorisante et signifier quelque chose d'extraordinaire ou d'insensé « c'est malade ! » pour exprimer l'étonnement). De même, « mort », qui renvoie d'abord à l'absence de vie, peut désigner, dans certaines situations, une idée ou un projet ayant perdu son intérêt ou sa pertinence. Cette dynamique illustre comment la langue, loin d'être figée, s'enrichit en permanence au fil des contextes et des usages, révélant ainsi l'évolution des représentations collectives et des découvertes humaines.

Suite à cette explication, deux termes fondamentaux doivent être précisés : le sens lexical et le sens contextuel. Le sens lexical d'un mot correspond à ce que nous rencontrons dans un dictionnaire. À cette fin, le dictionnaire comprend des définitions lexicales. Chaer (2012 : 289) définit le sens lexical comme « la signification contenue dans un lexème, quel que soit le contexte ». En revanche, le concept de sens contextuel renvoie au sens linguistique dans un contexte précis. Nirit Kadmon (2001 : 9)¹¹¹ en ce qui concerne les significations contextuelles, déclare qu' :

« En outre, nous parlons du contexte de l'expression. Chaque expression se produit dans un contexte. Ce contexte comprend toutes sortes de choses. Il comprend les énoncés précédents. La situation de discours, y compris l'emplacement, les orateurs, les destinataires, divers objets frappants, et plus encore. Il comprend divers sujets dans la conversation, sur le monde en général et sur le sujet de la conversation en particulier. Il comprend les hypothèses que les interlocuteurs font sur les opinions et les intentions de l'autre. »¹¹²

Chaque phrase a un contexte, et celui-ci varie selon la situation, l'endroit, le sujet-énonciateur et d'autres détails pertinents. Pour cela, le sens contextuel est le sens d'un mot particulier dans un contexte particulier. Voici un exemple : la phrase « nous sommes en guerre »¹¹³ (Macron, 16/03/2020) a le sens contextuel que le pays traverse une crise sanitaire critique, comme le Président le précise ultérieurement dans cette situation de communication en disant « en guerre sanitaire certes »¹¹⁴, ce qui précise le domaine spécifique de cette lutte : la santé publique. Le terme « guerre » dans son sens lexical selon le *CNRTL* signifie la

¹¹¹ Cité par Börjesson, 2016 : 15.

¹¹² Notre traduction de : « *Besides that, we talk about the context of utterance. Each utterance occurs in a context. This context includes all sorts of things. It includes previous utterances. The speech situation, including the location, the speakers, addressees, various salient objects, and more. It includes various topics in the conversation, about the world in general and about the subject matter of the conversation in particular. It includes assumptions that interlocutors make about the beliefs and intentions of each other.* ».

¹¹³ Voir Vol. 2, p. 15.

¹¹⁴ *ibid.*

« situation conflictuelle entre deux ou plusieurs pays, états, groupes sociaux, individus, avec ou sans lutte armée.». Ce terme dans ce contexte critique suggère une mobilisation collective et des mesures drastiques similaires à celles prises en temps de guerre pour combattre une menace commune. Ici, le sens contextuel décrit une situation de lutte intense et d'urgence dans laquelle la société est engagée, similaire à une guerre militaire.

Selon Alice Krieg-Planque (2012 : 87), il est question de rester « attentif au fait que des discours distincts, tout en ayant recours à un même mot, sélectionnent des traits de signification différents de ce mot (sans qu'il s'agisse pour autant de "deux sens" différents).». Un discours pourrait être considéré comme l'ensemble des circonstances, des idées entourant un événement, un énoncé ou un concept, à travers les mots. Le sens des termes n'apparaît que lorsqu'ils sont placés dans différents contextes, puisqu'il se construit à partir de la relation entre les mots et leur environnement. Aucun mot ne peut être pleinement compris indépendamment des autres mots apparentés dans un contexte spécifique qui en définit le sens. Ainsi, « le mot prend sa valeur grâce à son emplacement. » (Depecker, 2012 : 109).

L'analyse de la terminologie médicale utilisée par le Président est impérative pour compléter ce travail de recherche. Par conséquent, dans la partie suivante, nous expliquerons le sens dénotatif des termes pour pouvoir étudier leur sens connotatif. Afin de mener une analyse de l'environnement linguistique d'une terminologie particulière dans le cadre d'une langue de spécialité, cette explication requiert une méthodologie structurée pour l'extraction des termes. Le vocabulaire médical est un langage spécialisé qui fait référence aux mots et expressions spécifiques utilisés dans le domaine de la médecine. On reconnaît une langue spécialisée à :

« Les situations professionnelles par les interlocuteurs qui interagissent, par le sujet évoqué qui relève du domaine ou des domaines concernés par la profession, et par la finalité essentielle de rechercher l'information auprès du récepteur, bien que pour ce faire on utilise des stratégies discursives différentes.»¹¹⁵

Cabré, 2008 : 38

Un langage spécialisé est essentiellement utilisé pour l'expression de connaissances particulières dans un domaine particulier comme la médecine, la physique ou de nombreux autres domaines. Il s'agit d'un langage scientifique spécifique à un domaine particulier. Cela

¹¹⁵ Cité par Legavre et Rieffel, 2017 : 35.

est caractérisé par une utilisation abondante d'une terminologie spéciale, et indique un concept clair et précis associé au domaine ou à la spécialisation. Il ne diffère du langage général que dans la mesure où il remplit la fonction principale de communication des connaissances spécialisées.

Dans notre premier sous-chapitre, nous examinerons les spécificités des mots consacrés à la santé. Nous nous concentrerons sur les définitions et les implications des notions médicales et des concepts liés à la santé, pointant leur importance dans la compréhension et la gestion de la pandémie. Qu'est-ce que la santé, le bien-être et la maladie ? Quelle est la relation entre ces trois concepts dans le contexte de la crise sanitaire ? Comment cette relation influence-t-elle la perception de la pandémie ? Quant au second sous-chapitre, nous nous y orienterons vers une analyse textuelle et une analyse contextuelle des termes médicaux utilisés dans notre corpus. Cela nous permettra de mieux comprendre comment la terminologie médicale et sanitaire est employée pour informer et mobiliser le téléspectateur.

3.2. Les spécificités des mots consacrés à la santé

Du latin *sanitas*, le terme « santé » (du corps et de l'esprit), est dérivé de *sanus* : sain. Cette notion peut être définie comme le « bon état physiologique d'un être vivant, fonctionnement régulier et harmonieux de l'organisme », et dans le *Dictionnaire d'Oxford*, elle est expliquée comme étant l'« état d'absence de maladie et de blessure. »¹¹⁶. L'état de santé renvoie à l'observation du mécanisme physiologique d'un organisme à un moment donné, sans présumer que ce processus soit forcément normal et exempt d'anomalies. En effet, un organisme peut présenter des variations ou des dysfonctionnements tout en manifestant une santé globale qui repose sur un équilibre dynamique. Quant à elle, la santé est une notion plus large qui englobe non seulement l'activité physiologique, mais également des dimensions psychologiques, sociales ainsi qu'environnementales. Pour cela, l'état de santé n'est pas synonyme de santé, puisque la santé globale intègre un ensemble de facteurs qui vont au-delà du simple état physiologique. Il est toutefois nécessaire de prendre en compte le contexte plus large de la santé publique lorsque l'on considère cette définition individuelle de la santé. L'objectif systématique de la santé publique est d'améliorer la santé de

¹¹⁶ Notre traduction de : « *The state of being free from illness and injury.* ».

l'ensemble de la population. Outre les aspects physiques et biologiques de la santé, elle s'intéresse également aux facteurs socioéconomiques, environnementaux et culturels qui influent sur le bien-être de la communauté. Un état sain de l'esprit, du corps et de l'état social ne peut pas être simplement défini comme l'absence de maladie, mais comme l'état de bien-être physique, mental et social.

Dans sa constitution adoptée le 7 avril 1948, l'Organisation Mondiale de la santé (OMS) définit la santé ainsi :

« Les principes suivants sont fondamentaux pour le bonheur, les relations harmonieuses et la sécurité de tous les peuples : la **santé** est un état de **bien-être** physique, mental et social complet et non seulement l'absence de **maladie** ou d'infirmité.»¹¹⁷

Selon cette définition, la santé va au-delà de l'absence de maladie en englobant le bien-être physique, mental et social. Cette définition reconnaît l'exigence des relations harmonieuses et du bonheur pour la sécurité de l'individu. Or, promouvoir la santé implique de viser un équilibre complet dans ces dimensions, contribuant de ce fait au bien-être général de la population. Cette définition est problématique parce qu'elle fait référence au bien-être complet, qui englobe trois dimensions essentielles : physique, mentale et sociale. Ce bien-être va au-delà de l'absence de maladie pour inclure un état de satisfaction physique, une santé mentale équilibrée et des relations sociales harmonieuses.

Cette définition peut être perçue comme idéalisée voire utopique. En posant comme norme un « bien-être complet », cette formulation instaure une exigence absolue difficilement atteignable dans la réalité, où la santé est souvent un équilibre dynamique et fluctuant plutôt qu'un état stable et/ou parfait. En cela, elle reflète une vision fondamentaliste, au sens où elle établit un idéal universel supposé valable en tout temps et en tout lieu, sans obligatoirement tenir compte des contextes socio-économiques, culturels ou individuels. Cette conception peut aussi avoir des implications problématiques sur le plan politique et médical, en rendant toute personne ne correspondant pas à cet idéal potentiellement « non saine », même si elle est à la fois fonctionnelle et autonome. En outre, cette définition tend à « médicaliser des aspects sociaux du bien-être, en intégrant des

¹¹⁷ Notre traduction de : « The following principles are basic to the happiness, harmonious relations and security of all peoples: Health is a state of complete physical, mental and social wellbeing and not merely the absence of disease or infirmity. ».

dimensions subjectives difficilement mesurables.» (Perron *et al.*, 2019 : 119), comme le bonheur ou l'harmonie sociale, posant donc la question des critères concrets d'évaluation de la santé. Il serait peut-être plus pertinent d'adopter une approche plus pragmatique, reconnaissant la santé comme une capacité d'adaptation et de gestion des déséquilibres, plutôt que comme une perfection statique.

Plutôt que d'être un état de bien-être complet (physique, mental et social), la santé devrait être comprise en tant qu'un équilibre à la fois relatif et évolutif, permettant à l'individu de fonctionner, de faire face aux aléas de la vie et de s'adapter à son environnement. Elle ne suppose pas l'absence totale de maladie, mais la capacité à vivre avec, dans la mesure où celle-ci n'entrave pas gravement l'autonomie ou la qualité de vie. Pour cette raison, il est nécessaire de réfléchir à cette relation dans la trichotomie : santé – bien-être – maladie. La santé et le bien-être sont-ils synonymes ou expriment-ils des concepts distincts ? La santé et la maladie sont-ils antonymes ?

Selon le *CNRTL*, le terme « bien-être » est défini comme le « sentiment général d'agrément, d'épanouissement que procure la pleine satisfaction des besoins du corps et/ou de l'esprit.». Dans la quête du bonheur et de la satisfaction, le physique et le mental sont interconnectés. Selon ce concept, le bien-être englobe non seulement la santé physique, mais aussi l'équilibre émotionnel et mental. Cette définition met l'accent sur la relation entre les facteurs physiques et psychologiques de la vie, mettant en lumière l'importance du maintien d'un corps et d'un esprit sains. L'*Institut Mondial du bien-être* définit le bien-être comme la « poursuite active d'activités, de choix et de modes de vie qui conduisent à un état de santé holistique. »¹¹⁸. Le bien-être a une signification multidimensionnelle, et le *Dictionnaire d'Oxford* le définit par l' « état d'être à l'aise, en bonne santé ou heureux. »¹¹⁹, cependant, qu'est-ce que cela signifie vraiment ? En ce qui concerne la définition du bien-être, aucun consensus n'est atteint. Néanmoins, il est généralement admis que, au minimum, un sentiment de bien-être peut être caractérisé par la présence d'émotions et d'humeurs positives (p. ex., le contentement, le bonheur), l'absence d'émotions négatives (p. ex., la dépression, l'anxiété), et la satisfaction à l'égard de la vie.

La notion de maladie, dérivé du grec *malader* ou *maladrer*, signifie « manque de facilité », est définie comme une « altération, trouble de l'organisme. ». Plutôt que d'être le

¹¹⁸ Notre traduction de : « *The active pursuit of activities, choices and lifestyles that lead to a state of holistic health.* ».

¹¹⁹ Notre traduction de : « *The state of being comfortable, healthy or happy.* ».

résultat d'une blessure physique, ce segment phrastique se réfère à une anomalie dans la structure ou la fonction d'un organisme. Deux aspects essentiels peuvent être pointés. D'abord, la maladie n'est pas un état figé, mais un processus qui peut évoluer sur la base de divers facteurs biologiques, environnementaux et comportementaux. Puis, elle ne se limite pas aux symptômes physiques, mais peut pareillement affecter la santé mentale et le bien-être global d'un individu. Ainsi, comprendre la maladie exige une approche holistique qui prend en compte l'interaction entre les dimensions physiques, psychologiques et sociales. Les termes « bien-être » et « maladie » sont antonymes. « Mal », du latin *maluma*, a une signification 'méchant' ou 'malveillant'. Le terme « bien » est dérivé d'un mot commun à de nombreuses langues indoeuropéennes, signifiant « dans le bon sens » et est utilisé à l'origine comme un contrepoint à la méchanceté. En tant qu'adjectif, l'une des acceptions de « bien » est « sain » – c'est-à-dire qu'il se rapporte à ce qui est en bonne santé – selon le *Dictionnaire d'Oxford*. Le bien-être transcende la bonne santé. Il fait également référence aux aspects psychologiques et émotionnels. En ce sens, le bien-être dépasse la santé physique et porte une forte connotation de bonheur.

Comme l'a indiqué Zoé Perron, « le bien-être existe en deux dimensions, subjective et objective. Il comprend l'expérience de la vie d'un individu ainsi qu'une comparaison des circonstances de vie avec les normes et les valeurs sociales. » (2021 : 231). Les circonstances de vie d'une personne comprennent sa santé, son éducation, son emploi, ses relations sociales, sa sécurité, son logement et bien d'autres aspects. Le fonctionnement psychologique et les états affectifs sont des expériences subjectives ; ils reposent sur des ressentis personnels uniques à chacun, même si leur étude peut s'appuyer sur des méthodes objectives pour en dégager des mécanismes communs. La santé et le bien-être sont les deux côtés de la même médaille. Il est pertinent de noter que la santé et le bien-être ne sont pas à sens unique : la santé est influencée par le bien-être, et le bien-être, lui-même, est influencé par la santé. Le concept de bien-être est le résultat d'un mode de vie dynamique, qui comprend une variété de facteurs, y compris la condition physique, la sensibilisation nutritionnelle, ainsi que d'autres facteurs.

Il y a une corrélation entre la santé et la maladie, comme si elles représentaient comme deux notions indissociables, en tension constante. La capacité d'une personne à s'adapter aux changements de son environnement est réduite lorsqu'il y a un déséquilibre dans sa force vitale, et c'est là que la maladie se manifeste. La présence d'une maladie nuit à la capacité d'une personne d'interagir efficacement avec d'autres personnes.

Contrairement à cela, aucun paramètre du corps n'est perturbé lorsque la santé est optimale. Le bien-être est une nécessité fondamentale d'une bonne vie. La maladie a des conséquences étendues, affectant non seulement le bien-être de l'individu, mais, directement ou indirectement, l'ensemble de la société. La maladie, d'autre part, remet en question le sentiment de sécurité, qui est considéré comme une partie essentielle du bien-être, et peut introduire une anxiété aiguë dans la vie de l'individu. Donc, la santé est la composante la plus fondamentale. La coexistence harmonieuse avec les autres et avec l'environnement exige qu'une personne soit capable de coopérer et de communiquer de façon productive avec autrui. Une personne en bonne santé est capable de fonctionner au plus haut niveau, tant physiologique que mental. Néanmoins, la personne peut devenir vulnérable lors de l'interaction avec les personnes et le milieu environnants. La détérioration d'un état de santé optimal se caractérise par le développement de conditions pathologiques. Si des mesures thérapeutiques efficaces sont mises en œuvre en temps utile, l'état de la personne est susceptible de s'améliorer et d'évoluer vers un état de bien-être. La personne retrouve un état de santé optimal après un rétablissement complet.

3.3. Analyse des termes sanitaires au sein du corpus

Dans cette partie, et dans un premier temps, nous fournirons une interprétation du sens lexical des mots. Celle-ci sera basée sur le dictionnaire du *CNRTL*. Le sens contextuel de cet ensemble de segments phrastiques sera étudié dans un deuxième temps. À présent, nous classerons en trois tableaux la terminologie sanitaire que nous avons dégagée du corpus sous trois catégories¹²⁰ : termes liés à la prévention et à la gestion de la pandémie, termes médicaux et scientifiques, et termes liés à l'impact social et quotidien de l'épidémie, organisées en trois tableaux¹²¹ :

Notion	Justification
Distance	Mesure de distanciation sociale ayant pour objectif de limiter la propagation d'une maladie
Geste barrière	Il s'agit d'une action volontaire adoptée dans l'objectif de limiter la transmission d'un virus. Cela désigne l'ensemble de

¹²⁰ Nous avons regroupé les termes à partir de leur domaine principal de signification et d'application.

¹²¹ Cette classification nous permet d'analyser la manière dont le discours médical s'articule autour des dimensions sanitaires, scientifiques et sociales de la crise sanitaire.

	comportements préventifs, ayant pour objectif de réduire les risques de contamination.
Immunité	La capacité du corps à résister à un virus grâce à la production d'anticorps
Masque	Un équipement de protection individuelle utilisé afin de réduire la propagation d'un virus au travers des voies respiratoires
Négatif	Résultat affirmant l'absence de la pathologie virale dans un test diagnostique

Tableau 2 : Termes liés à la prévention et à la gestion de la pandémie

Notion	Justification
Contamination	Transmission d'un virus d'une personne à une autre
COVID-19	Maladie causée par le coronavirus « SARS-CoV-2 »
Épidémie	La propagation rapide d'une affection au sein d'une population délimitée
Maladie	L'altération de la santé causant des troubles physiques et/ou psychiques
Pandémie	Dépassement des frontières nationales, caractérisant un virus qui se répand à l'échelle planétaire
Symptômes	L'ensemble des manifestations cliniques d'une maladie donnée
Test	Procédure diagnostique permettant de détecter la présence d'un virus particulier ou d'une maladie spécifique
Traitement	L'ensemble des interventions médicales ambitionnant à guérir ou soulager un trouble de santé
Vaccin	Agent biologique employé afin de stimuler le système immunitaire face à une maladie
Virus	Micro-organisme infectieux nécessitant une cellule hôte afin de se multiplier

Tableau 3 : Termes médicaux et scientifiques

Notion	Justification
Patient	Un individu souffrant d'une maladie donnée et recevant des soins médicaux
Sanitaire	Tout ce qui concerne la santé publique et/ou les services de santé

Vie	La qualité de vie, les activités et les interactions quotidiennes de l'individu

Tableau 4 : Termes liés à l'impact social et quotidien de la crise sanitaire

Dans le vocabulaire de l'épidémiologie, il est nécessaire de définir les termes « épidémie » et « pandémie » qui sont, tous les deux, omniprésents dans le corpus. Le terme « épidémie » est défini selon le *CNRTL* comme :

« Augmentation inhabituelle et subite du nombre d'individus atteints d'une maladie transmissible existant à l'état endémique dans une région ou une population donnée ; apparition d'un nombre plus ou moins élevé de cas d'une maladie transmissible n'existant pas normalement à l'état endémique dans une région donnée. »

Une épidémie est un accroissement inattendu du nombre de cas d'une maladie particulière dans un lieu géographique donné. Parmi les épidémies les plus courantes figurent la fièvre jaune, la variole, la rougeole et la polio. La notion de « pandémie » est définie comme ce « qui s'étend à la quasi-totalité d'une population. ». Ainsi, une pandémie est vue comme suit : à un moment donné, une épidémie généralisée d'une maladie infectieuse dans un pays ou dans le monde entier. À l'origine, il existe un lien entre ces deux concepts et les pathologies transmissibles. Pour cela, il est important de noter qu'une pandémie traverse les frontières internationales ce qui est moins le cas d'une épidémie. En raison de leur vaste portée géographique, les pandémies entraînent des pertes économiques, des perturbations sociales et des difficultés générales à grande échelle. Contrairement à une épidémie, une pandémie est internationale et hors de contrôle, tandis qu'une épidémie est généralement contenue.

Sur le niveau étymologique, ces deux termes partagent le même suffixe : « -démie », qui vient du grec *dēmos*, et qui marque tout ce qui a une liaison avec le peuple. Le préfixe « épi- » du grec a plusieurs significations, y compris |au-dessus|, |supérieur|, |en plus de|, |suivant|, |après|, |le plus extérieur| ou |répandu|. L'une des significations principales de ce préfixe est « sur ». Une épidémie, par exemple, est une maladie qui survient sur les individus sur une zone étendue. Mais, le préfixe « pan- » qui vient du grec *pantos*, marque l'idée de la totalité, et de la globalité. Une forme de combinaison signifiant « tout », l'usage de celui-ci dans le terme pandémie signifie ce qui concerne toute une population, par opposition à une partie de celle-ci.

Selon le *CNRTL*, le terme « épidémiologie » est défini comme l'« étude des maladies épidémiques, de leur mode de contagion et des moyens de les combattre. ». Cette branche d'étude médicale vise à trouver les causes d'une maladie et ses effets sur la santé des populations, en examinant tous les facteurs contribuant à son développement ou à son apparition. Elle considère le patient tout comme la communauté, et tous les individus de la communauté sont pris en compte. Comme définition, elle est une branche de la médecine qui étudie comment et pourquoi les conditions de santé et les événements se produisent dans des populations spécifiques. Cette étude est également appliquée au contrôle des problèmes de santé.

Dans ses allocutions, le Président Macron fait recours aux termes « épidémie » et « pandémie ». Analysons quelques exemples afin de révéler le sens contextuel.

« Et de l'autre, la propagation dans toute l'Europe d'une nouvelle forme de virus, ce variant qui a été identifié pour la première fois chez nos voisins britanniques à la fin de l'année dernière, et qui en quelque sorte a fait apparaître une *épidémie* dans *l'épidémie*. »¹²²

Macron, 31/03/2021

Ce passage met en lumière l'émergence d'une nouvelle menace : le variant du virus, en le comparant à une « épidémie dans l'épidémie », ce qui justifie tous types de mesures supplémentaires mises en place. Le Président emploie une construction rhétorique marquante lorsqu'il évoque le variant du virus comme « une épidémie dans l'épidémie », car cette formulation repose sur une métaphore enchâssée, visant à souligner la gravité et la portée alarmante de cette nouvelle souche du virus. En réitérant le terme « épidémie », le locuteur-politique produit un effet de redoublement dramatique, suggérant que le variant constitue non seulement une complication, mais plutôt une crise autonome à l'intérieur même de la crise sanitaire existante. Cette figure de style sert plusieurs fonctions rhétoriques. D'abord, elle consolide l'urgence de la situation en pointant que le variant n'est pas une simple mutation, mais un phénomène suffisamment sérieux pour être comparé à une seconde épidémie. Puis, elle permet au sujet-énonciateur de préparer le citoyen-télespectateur à l'acceptation de mesures renforcées, en légitimant à l'avance des décisions politiques plus strictes. Enfin, en ancrant cette « nouvelle forme de virus » dans un cadre narratif alarmant, le discours mobilise un message de dramatisation propre à susciter l'adhésion et à maintenir une vigilance collective.

¹²² Voir Vol. 2, p. 53.

Le terme « épidémie » est utilisé pour caractériser deux occurrences différentes. Tout d'abord, il fait référence à l'épidémie continue de COVID-19, qui avait auparavant touché l'Europe. Il souligne la gravité et l'effet de cette épidémie en ajoutant la remarque « propagation dans toute l'Europe. ». Ensuite, le Chef de l'Etat fait référence à une forme nouvelle de ce virus, également connue sous le nom de « variant », qui émerge au Royaume-Uni. Ce variant déclenche une épidémie secondaire, générant des circonstances où deux éclosions distinctes se sont produites en même temps. L'utilisation d'« épidémie » dans ce contexte sert à attirer l'attention du sujet-cible sur la nature composite et provocante de la situation. Cette citation est marquée par une rhétorique persuasive habile¹²³. Elle parvient à exposer une situation sanitaire complexe – l'émergence d'un variant viral – de manière compréhensible pour le grand public, sans pour autant appauvrir le contenu de son propos. La clarté stylistique repose sur une structuration fluide, qui guide le public-cible dans la progression logique des faits. Parallèlement, la rhétorique persuasive s'exprime au travers d'une mise en tension entre deux temporalités : d'une part la gestion en cours de l'épidémie et, d'autre part, l'arrivée inattendue d'un nouveau facteur aggravant. Cette articulation consolide l'effet d'alerte tout en légitimant l'éventualité de mesures supplémentaires. Le propos n'est donc pas uniquement informatif ; il vise à faire accepter un diagnostic et à préparer mentalement le sujet-cible à de nouvelles décisions. C'est dans cette double efficacité que réside la force de l'énoncé.

Ici, l'utilisation de la répétition du terme « épidémie » met en lumière l'exigence de ce thème dans le discours et renforce sa présence dans l'esprit du téléspectateur. Cette répétition crée dans ce contexte une cadence, une rythmique qui accroît l'impact du message et le rend plus mémorable. L'introduction du terme « variant »¹²⁴ engendre une dimension

¹²³ Dans ce passage, l'habileté persuasive réside dans l'usage d'une structure contrastive (« et de l'autre »), qui met en tension deux dynamiques épidémiques et dramatise l'apparition du variant. L'expression métaphorique « une épidémie dans l'épidémie » met en lumière l'impact émotionnel en suggérant une menace amplifiée, difficile à contenir. Ce procédé rhétorique permet de mobiliser l'attention et de justifier l'anticipation de nouvelles mesures, tout en suscitant une forme d'adhésion par l'intensification du danger perçu.

¹²⁴ Il s'agit d'un terme technique issu du vocabulaire virologique, qui désigne une version modifiée du virus d'origine, ayant subi des mutations génétiques. Dans un langage plus simple, le Chef de l'Etat aurait pu parler de « nouvelle forme du virus », de « mutation du virus » ou même d'un « virus modifié » pour être plus accessible. Toutefois, ce choix de conserver ce terme technique dans ce discours s'explique par plusieurs raisons. Premièrement, la crédibilité scientifique, car l'usage du terme technique ancre le discours dans un registre sérieux et informé, montrant qu'il est aligné sur les données scientifiques du moment. Deuxièmement, l'ancrage médiatique, puisqu'au moment du discours, le terme « variant » était déjà largement repris dans les médias, devenant un élément du lexique public de la crise ; le reprendre consolide la continuité avec les communications précédentes. Troisièmement, l'efficacité communicationnelle, parce qu'utiliser une notion déjà familière au grand public, même si elle est technique, évite les périphrases inutiles et assure une compréhension rapide, surtout dans un contexte d'urgence sanitaire.

scientifique dans le propos, renforçant l'autorité et la crédibilité du sujet-parlant. En associant ce terme à la propagation du virus en Europe, le Chef de l'Etat accentue l'urgence et la gravité de la crise, tout en impliquant que des mesures appropriées doivent être prises pour contrôler cette menace. Aussi, l'inclusion du contexte temporel, avec la mention de la fin de l'année dernière, ancre le message dans une réalité temporelle précise, renforçant par conséquent son actualité. À l'époque, il s'agissait de savoir si les vaccins étaient adaptés aux nouveaux variants.

L'argument central de cette citation repose sur la mise en évidence de la gravité accrue de la situation sanitaire. En déclarant cela, l'orateur-politique insiste sur la rupture provoquée par cette mutation du virus dans le cours de la pandémie. Cette formulation est basée sur un raisonnement d'amplification : l'épidémie existante est aggravée par un phénomène interne (le variant), qui agit en tant qu'un nouveau foyer de crise. Plus précisément, l'argument développé suit la logique suivante : a) il y avait déjà une épidémie en cours (situation implicite pour le téléspectateur), b) un nouveau variant est apparu, et c) ce variant est suffisamment différent et surtout contagieux pour qu'on puisse considérer qu'il constitue un phénomène potentiellement plus dangereux, d'où l'expression métaphorique « une épidémie dans l'épidémie. ». Ce raisonnement sert à justifier des mesures plus strictes en montrant que la COVID-19 a pris une nouvelle dimension, et qu'il ne s'agit plus simplement de gérer l'épidémie initiale, mais de répondre à une évolution interne inquiétante. On peut aussi y voir un effet d'alarme contrôlée : le sujet-locuteur cherche à alerter sans paniquer, en expliquant la nouveauté et la gravité de la situation à travers une formulation imagée mais forte.

Dans une perspective de sémantique interprétative, l'emploi du terme « épidémie » dans l'expression « une épidémie dans l'épidémie » constitue un effet de redoublement sémantique qui mobilise les niveaux thématique et figuratif. Sur le plan sémantique contextuel, le terme « épidémie » active un domaine isotopique déjà fortement chargé dans le discours de crise, associé à la maladie, à la propagation, au danger et à l'urgence collective. Mais ici, ce signifiant est réactivé dans un syntagme paradoxal, apparemment tautologique, qui en modifie la portée : une épidémie dans l'épidémie. Cette construction engendre une réisotopisation¹²⁵ du segment phrastique, mettant en lumière une rupture interne au sein

¹²⁵ Par *réisotopisation*, nous entendons le processus par lequel un signifiant (« épidémie ») est réactivé dans un nouveau contexte sémantique, produisant une nouvelle isotopie, autrement dit un faisceau cohérent de traits sémantiques pertinents. Dans ce cas, l'usage de l'expression « une épidémie dans l'épidémie » redéfinit la

même de la crise, comme si le variant britannique introduisait une seconde strate de menace, plus insidieuse ou plus grave, au sein d'un événement déjà dramatique. Sur le plan pragmatique, cette formulation sert à renforcer l'intensité dramatique de la situation tout en justifiant la narration d'un tournant dans la gestion politique, et elle permet de scinder la temporalité de la crise (avant/après le variant) et de reconstruire la légitimité d'un nouvel acte de gouvernance. Enfin, selon (Rastier, 1987 : 117), les unités de sens « sont toujours ancrées dans une mémoire discursive » : ici, « épidémie » renvoie aussi aux premières phases de la pandémie, convoquant de manière implicite une mise en mémoire du traumatisme initial, pour accentuer l'effet de choc face à cette « seconde épidémie ».

En ce qui concerne le terme « pandémie », le Président l'utilise plusieurs fois dans ses allocutions, et les exemples ne manquent pas. Prenons la citation suivante :

« Je demande aussi au Gouvernement de préparer une stratégie pour prendre en compte les conséquences psychologiques de la ***pandémie*** et des différents confinements. Je sais en particulier combien les personnes âgées, à domicile comme dans les maisons de retraite, combien les personnes en situation de handicap, ont souffert et souffrent encore de leur isolement et combien nous devons les accompagner dans la durée.»¹²⁶

Macron, 24/11/2020

Ce propos pointe la nécessité de prendre en compte les conséquences psychologiques de la pandémie et des confinements. Cette déclaration met en relief le besoin d'une stratégie gouvernementale pour soutenir ces populations vulnérables dans la durée. Ici, la notion de « pandémie » a pour but de mettre en lumière l'ampleur et la gravité de la situation sanitaire causée par le virus. En l'utilisant, le Président Macron met en avant l'idée suivante : la crise actuelle ne se limite pas à une simple épidémie locale, mais elle affecte le monde entier. Cela consolide le besoin d'une approche globale et coordonnée pour faire face aux conséquences de cette crise, notamment l'aspect psychologique.

Le discours met en évidence les effets psychologiques délétères de la crise sanitaire, en particulier ceux liés aux confinements successifs et à l'isolement social qu'ils ont engendré. Il insiste sur le besoin de prendre en compte cette dimension invisible de la crise sanitaire (la souffrance psychologique) et non seulement ses aspects médicaux ou économiques. Le cœur du message repose sur un argument compassionnel et humanitaire,

portée du terme en le détachant de son sens initial pour construire une nouvelle strate de sens à l'intérieur même du champ déjà établi de la crise sanitaire.

¹²⁶ Voir Vol. 2, p. 39.

expliquant que les mesures de protection sanitaire, bien qu'indispensables, ont eu des conséquences humaines profondes, notamment sur des publics vulnérables. Dans ce passage, le Chef de l'Etat recommande donc que le gouvernement mette en œuvre toutes les mesures qui permettraient d'atténuer la réalité sociale à la date. Il souligne la nécessité de formuler une stratégie exhaustive pour faire face aux séquelles psychologiques de la pandémie et aux nombreuses mesures de confinement. Aussi, il insiste sur la nécessité de fournir un soutien et une aide à long terme à ces citoyens vulnérables.

Ce passage articule un message où le lexique et la construction syntaxique servent à mettre en lumière la responsabilité politique tout en valorisant une posture empathique. Le champ lexical de la souffrance est explicite : l'usage du verbe |souffrir|, répété deux fois dans un rythme binaire « ont souffert et souffrent encore », explique non seulement l'intensité du mal-être vécu par certaines populations, mais surtout la continuité temporelle de cette souffrance. L'adverbe « encore » joue dans ce contexte un rôle décisif, car il ancre le discours dans le présent et rappelle que les effets de la COVID-19 ne sont pas circonscrits au passé, mais se prolongent au-delà de l'urgence immédiate. En appelant le Gouvernement à élaborer une stratégie spécifique, le discours transforme ce constat en priorité politique, révélant donc une prise de conscience des dégâts psychiques de la pandémie et une volonté de les réparer.

L'expression « des différents confinements » est également significative, car par le choix du pluriel et de l'adjectif « différents », le sujet-énonciateur reconnaît de manière implicite la complexité et la répétition des mesures sanitaires, suggérant une certaine lucidité sur le caractère prolongé et fragmenté de la crise. Cette formulation n'est pas neutre, comme elle structure l'idée d'une charge cumulative, notamment sur les publics vulnérables mentionnés ensuite. La mention successive « des personnes âgées [...] des personnes en situation de handicap » reflète la volonté d'inclusion et d'attention ciblée aux catégories les plus exposées à l'isolement social. Cette désignation explicite, loin d'une généralisation impersonnelle, individualise la parole publique et confère une visibilité politique à ces groupes souvent marginalisés.

La séquence finale « combien nous devons les accompagner dans la durée » s'inscrit dans une rhétorique de la responsabilité partagée et du soin prolongé. Le verbe déontique |devoir| articule dans ce contexte une forme d'engagement moral qui dépasse la simple déclaration d'intention, car il suggère une injonction éthique à réparer les effets invisibles de la crise, notamment l'isolement des plus vulnérables. L'usage du pronom inclusif « nous » renforce cette dimension collective, en englobant à la fois les institutions et la population

dans une logique solidaire. En évoquant un accompagnement dans la durée, le passage se projette au-delà de l'urgence sanitaire, affirmant une volonté de traitement structurel des séquelles psychologiques. Cette formulation confère ainsi au propos une portée réparatrice, tout en instaurant une temporalité longue qui légitime une action politique soutenue. L'effet rhétorique repose donc sur la construction d'une responsabilité à la fois partagée, durable et profondément humaine.

Dans une perspective inspirée de la sémantique interprétative de François Rastier, le terme « pandémie », tel qu'employé dans cet énoncé, ne renvoie pas seulement à une réalité médicale objective, mais constitue un mot culturellement et sémantiquement chargé, porteur d'un faisceau de traits sémantiques activés contextuellement. Selon Rastier, le sens d'un mot « n'est jamais fixe mais se construit en discours » (1987 : 119), au croisement de réseaux paradigmatiques (contrastes) et syntagmatiques (cooccurrences). Ici, « pandémie » ne désigne pas simplement une situation épidémiologique mondiale, mais il s'inscrit dans un champ lexical de la souffrance psychologique, évoqué par les syntagmes « conséquences psychologiques », « isolement », « souffert et souffrent encore ». L'environnement contextuel active donc des traits sémantiques particuliers du terme, liés non pas tant à la COVID-19 en tant que telle, qu'à ses effets sociaux et affectifs. Ce cadrage déplace l'interprétation vers une valence compassionnelle, où la pandémie devient une source de trauma collectif, justifiant une intervention politique durable. Par ailleurs, sur le plan paradigmatique, le choix du terme « pandémie » plutôt que des expressions plus techniques ou euphémisées (« crise sanitaire », « situation épidémiologique ») renforce la gravité perçue du phénomène. Il place l'énoncé dans un registre à la fois exceptionnel et globalisant, mobilisant un éthos présidentiel de responsabilité morale, où la reconnaissance de la souffrance légitime la stratégie gouvernementale à venir. L'actualisation du mot « pandémie » dans ce discours n'est ainsi pas neutre, car elle participe d'une mise en récit pathémique, qui appelle une réponse empathique de l'Etat et renforce le positionnement éthique du locuteur politique.

Dans la section suivante, chacun de ces termes sera défini selon le *CNRTL*, suivi d'un commentaire détaillant son usage spécifique. Ensuite, une citation tirée du corpus illustrera chaque terme, permettant une analyse contextuelle de son emploi dans le discours macronien. Cette approche met en évidence les choix lexicaux du sujet-parlant, ainsi que leur portée discursive, notamment en ce qui concerne la structuration du message.

Le terme « maladie » est omniprésent dans les allocutions présidentielles, et il est défini selon le *CNRTL* comme :

« Chez l'homme : Altération de l'état de santé se manifestant par un ensemble de signes et de symptômes perceptibles directement ou non, correspondant à des troubles généraux ou localisés, fonctionnels ou lésionnels, dus à des causes internes ou externes et comportant une évolution.»

Une maladie est une condition sanitaire particulière qui cause des dommages sporadiques aux organes du corps et elle se présente comme une altération de l'état de santé, englobant des signes et des symptômes variés, résultant de facteurs internes ou externes, et caractérisée par une évolution identifiable. Pour celle-là, les fonctions corporelles sont interrompues temporairement ou pour une période prolongée, pendant laquelle le patient se sent faible, fatigué et incapable de mener sa vie correctement, comme il le ferait dans un état normal. Le Président utilise ce terme médical à plusieurs reprises, prenons par exemple le passage suivant :

« Tous nous ont dit que malgré nos efforts pour le freiner, le virus continue de se propager et est en train de s'accélérer. Nous le savions, nous le redoutions. Ce qui risque de se passer c'est que la *maladie* touchera d'abord les personnes les plus vulnérables. Beaucoup d'entre eux auront besoin de soins adaptés à l'hôpital, souvent d'assistance respiratoire.»¹²⁷

Macron, 12/03/2020

La visée de ce discours est de valoriser l'avis des experts médicaux sur la propagation accélérée du virus malgré les mesures mises en œuvre, mettant en lumière le risque accru pour les personnes vulnérables et la nécessité d'une préparation hospitalière adéquate dans le but de répondre à cette situation critique. Ici, le Président explique que, malgré toutes les tentatives et les efforts pour ralentir sa propagation, l'épidémie continue non seulement à se propager, mais progresse d'une manière accélérée. Il met en relief également la propagation implacable du virus malgré les tentatives de le contenir. Le terme « maladie » représente ici l'objet de la préoccupation et de l'action dans le discours macronien. Dans ce passage, l'emploi du mot « maladie » plutôt qu'« épidémie » est plus précise. L'« épidémie » désigne la propagation rapide d'un agent infectieux à grande échelle, incluant des personnes qui peuvent rester asymptomatiques. Quant à elle, la « maladie » s'applique spécifiquement à l'individu qui manifeste une réaction à cet agent. En utilisant « maladie », le sujet-énonciateur met en relief la nature de la menace, à savoir la présence et la propagation du virus lui-même, ce qui pointe l'exigence d'actions spécifiques pour lutter contre la propagation du virus et traiter les personnes affectées. De plus, « maladie » personnalise la

¹²⁷ Voir Vol. 2, p. 4.

menace, en la rendant plus tangible pour le sujet-cible. Ce choix de lexique met en évidence la nature objective du phénomène en discussion, en l'éloignant des compréhensions subjectives ou des constructions sociales.

Dans ce passage, le sujet-énonciateur adopte une rhétorique d'alerte et d'anticipation, tout en ancrant le propos dans une perspective clinique et factuelle. Dès l'énoncé initial « tous nous ont dit [...] », il se base sur l'autorité d'un savoir expert, ce qui confère une légitimité rationnelle à l'énonciation. En déclarant ensuite que « le virus continue de se propager et est en train de s'accélérer », il mobilise une construction verbale au présent progressif qui met en évidence l'urgence de la situation, expliquant qu'il ne s'agit pas d'un danger hypothétique ou passé, mais d'un phénomène en cours, dont l'intensité augmente. L'usage de la structure « nous le savions, nous le redoutions » constitue un procédé rhétorique fort, indiquant qu'il s'agit d'une parole rétrospective d'anticipation, qui construit une forme de prévoyance politique. Cette formule cherche à rassurer sur la maîtrise de la situation, tout en reconnaissant la gravité de ce qui se produit. Ce double énoncé inscrit l'émotion dans le discours, mentionnant que la peur n'est pas niée, elle est intégrée comme un élément partagé, humainement assumé.

La suite de la citation met en scène une projection réaliste et concrète des conséquences à venir : « [...] la maladie touchera d'abord les personnes les plus vulnérables. ». Le recours à une formulation impersonnelle et prévisible (comme « ce qui risque de se passer ») évite le ton catastrophiste, mais installe une forme de fatalité attendue, renforçant de ce fait le caractère inéluctable du scénario évoqué. L'usage du futur simple « touchera » et « auront besoin » pointe encore cette certitude, tout en appelant de manière implicite à la mobilisation immédiate des moyens sanitaires. Enfin, la référence aux « soins adaptés à l'hôpital » et à « l'assistance respiratoire » ancre le message dans une dimension clinique concrète, propre à susciter une prise de conscience des implications vitales de la COVID-19. Ce lexique technique participe à dramatiser la situation sans recours au pathos, en misant sur la force descriptive du réel médical pour alerter, convaincre et surtout légitimer des mesures à venir.

Dans cette citation, plusieurs aspects stylistiques méritent d'être examinés en profondeur afin de comprendre son impact et sa portée. Tout d'abord, le ton adopté est sérieux et solennel, ce qui correspond à la gravité de la situation, à savoir la propagation de la maladie. « Nous le savions, nous le redoutions » insiste sur la crainte partagée par tous face à la propagation du virus. Dans ce contexte, le parallélisme entre ces deux verbes

consolide cette idée de connaissance anticipée et d'appréhension. Or, le discours met en œuvre une stratégie discursive de gradation destinée à construire une progression dramatique du récit sanitaire. Ce passage s'ouvre sur un constat collectif partagé « tous nous ont dit », qui l'ancre dans une parole à la fois experte et consensuelle, renforçant sa crédibilité. À partir de là, le sujet-énonciateur décrit une dynamique qui s'intensifie : « le virus continue de se propager et est en train de s'accélérer. ». L'usage du présent progressif introduit une tension temporelle, ce qui crée un sentiment d'urgence croissante. Cette montée en intensité se poursuit avec l'annonce des conséquences attendues (ici : « la maladie touchera d'abord les personnes les plus vulnérables. ». Par cette formulation, le message opère un glissement de la menace générale vers un danger ciblé, affectant prioritairement ceux qui sont les moins armés face au virus.

L'effet de gradation est ici central, car on passe du phénomène épidémiologique abstrait (la propagation du virus) à une conséquence humaine concrète et chargée sur le niveau émotionnel (la souffrance des personnes vulnérables). Cette montée en tension culmine avec la mention des soins hospitaliers et de « l'assistance respiratoire », éléments à forte charge symbolique durant la crise. Ce choix lexical a pour tâche de renforcer la matérialité du risque et inscrit la communication présidentielle dans une réalité médicale familière au grand public depuis les premières vagues. Ainsi, cette progression rhétorique n'a rien de fortuit, puisqu'elle vise à susciter un sentiment d'alerte maîtrisée, en pointant non seulement la gravité de la situation épidémiologique mais aussi l'exigence d'une action immédiate et ciblée pour protéger les plus fragiles. Elle participe d'une mise en scène calculée de l'urgence, qui appelle donc une réponse collective responsable, sans céder au catastrophisme.

Dans une perspective inspirée de la sémantique interprétative, le terme « maladie » ne renvoie pas simplement ici à une réalité médicale objective, mais à une construction sémantique inscrite dans un réseau d'unités lexicales, de relations isotopiques¹²⁸ et de cadres interprétatifs contextuels. Dans ce passage, l'usage de « la maladie » intervient après une série de propositions pointant l'échec partiel des mesures de contrôle (« malgré nos efforts ... le virus continue ») et l'anticipation d'une dégradation (« nous le savions, nous le

¹²⁸ Les *relations isotopiques* désignent les récurrences sémantiquement cohérentes entre unités lexicales à l'intérieur d'un discours. Elles permettent de structurer l'interprétation en identifiant des réseaux de sens partagés (ou isotopies) qui donnent au message sa cohérence thématique. Ainsi, plusieurs termes appartenant au même champ sémantique (comme ici : « maladie », « vulnérables », « soins », « assistance respiratoire ») qui ont pour tâche d'activer une isotopie de la pathologie ou de la menace sanitaire, orientant la lecture dans une direction interprétative spécifique.

redoutions »). Ainsi, « la maladie » s'insère dans un champ isotopique de la menace, où elle fonctionne non seulement comme une entité biomédicale, mais surtout comme une actualisation sémantique du danger imminent. Par ailleurs, l'emploi du défini singulier « la maladie » (et non « le virus » ou « la COVID-19 ») opère un effacement terminologique, car on passe du nom précis (COVID-19) à une entité générique, abstraite, et surtout plus difficile à situer. Cette substitution générique permet une reconfiguration interprétative ; le terme « maladie » s'intègre à un lexique empathique et dramatique (touchera les plus vulnérables, assistance respiratoire ...), consolidant une isotopie pathétique qui oriente l'interprétation vers la compassion et l'urgence humanitaire, plutôt que vers la seule technicité virologique. Dans ce cadre, « la maladie » devient un acteur sémantique ; un agent quasi personnifié, doté d'un pouvoir d'agir (elle « touchera »), qui légitime par avance les décisions politiques à venir. L'analyse rastierienne montre dans ce contexte comment le lexique présidentiel « active des réseaux sémantiques convergents, articulant représentation du risque, justification de l'action, et cadrage émotionnel du message. » (Rastier, 1987 : 121).

Dans le corpus, les termes « gestes » et « barrière » sont étroitement liés, formant l'expression « gestes barrières. ». Alors que la notion « gestes » désigne « mouvement extérieur du corps (ou de l'une de ses parties), perçu comme exprimant une manière d'être ou de faire (de quelqu'un) », le segment phrastique « barrière » renvoie à « toute interdiction, toute restriction. ». Cette définition trouve un écho particulier dans le contexte sanitaire, où les gestes deviennent des barrières à la fois symboliques et physiques contre la transmission du virus. En effet, les gestes barrières instaurent une séparation entre les individus et les agents pathogènes, en fixant des règles de comportement visant à protéger la santé publique. De ce fait, se laver les mains, porter un masque ou respecter la distanciation sociale ne sont pas de simples actes, mais des mesures collectives qui incarnent une logique de prévention et de contrôle, conférant au terme « barrière » une dimension à la fois matérielle et réglementaire. Cette expression est bien présente dans les allocutions, comme dans :

« Mais il conviendra de veiller au respect strict des *gestes barrières* contre le virus et des recommandations sanitaires. »¹²⁹

Macron, 12/03/2020

Ici, l'expression « gestes barrières » occupe une place centrale, car le Chef de l'Etat pointe l'importance de ces pratiques dans la lutte contre la pandémie. Dans cette déclaration,

¹²⁹ Voir Vol. 2, p. 5.

l'argumentation repose sur un principe de responsabilité conditionnelle, car l'emploi de la formule concessive « mais il conviendra de » inscrit le passage dans une logique d'anticipation mesurée, où l'assouplissement éventuel des contraintes (implicite dans le contexte) est immédiatement contrebalancé par l'appel à la vigilance collective. L'argument principal est structuré autour d'un équilibre entre liberté et devoir, expliquant qu'il ne s'agit pas uniquement d'alerter ou de contraindre, mais plutôt de conditionner la possibilité d'un retour progressif à la normale à une rigueur comportementale de chaque citoyen-télespectateur. En ce sens, le discours fait appel à un engagement civique implicite, qui place la réussite des mesures sanitaires non seulement entre les mains des autorités, mais également sous la responsabilité directe de la population. Ce type d'argumentation a pour objectif de mobiliser l'adhésion sans recourir à la menace, en instaurant une forme de contrat moral entre le sujet-cible et l'Etat, où la prévention devient un devoir partagé et rationnellement justifié.

Le Président mobilise un registre prescriptif atténué par l'usage du verbe modalisé « il conviendra de veiller », qui a pour tâche d'introduire une obligation formulée de manière indirecte, empreinte de retenue institutionnelle. Cette formulation souligne la légitimité de la recommandation tout en préservant une posture d'écoute et de respect des libertés individuelles. Le cœur de l'énoncé repose sur l'expression « gestes barrières », devenue emblématique du discours sanitaire depuis le début de la crise sanitaire. D'un point de vue sémantique, cette construction nominale associe le nom concret « gestes », désignant des actions corporelles intentionnelles, à l'attribut « barrières », qui convoque un imaginaire spatial de protection, d'obstacle ou de cloisonnement. La force de l'expression tient précisément à sa valeur métaphorique structurante : elle transpose dans le champ du comportement individuel un concept défensif couramment associé à la sécurité physique. Les gestes du quotidien (se laver les mains, porter le masque, respecter la distance, etc.) se voient donc investis d'une fonction stratégique, érigés en remparts symboliques contre la COVID-19. Dans ce cadre, la communication macronienne réactive une métaphore sociale de la lutte, en incitant le sujet-cible à participer à la construction collective d'une barrière invisible contre la propagation épidémique. L'argumentation repose sur une valorisation pragmatique de la responsabilité individuelle, intégrée à une logique de défense collective. En insistant sur l'exigence du « respect strict » de ces gestes, l'énonciateur-politique ne se contente pas d'un rappel protocolaire ; il en fait un impératif à la fois moral et civique, au cœur d'un effort partagé pour contenir la crise sanitaire.

D'un point de vue pragmatique et rhétorique, « gestes barrières » joue un rôle central dans la stratégie de mobilisation du discours politique en contexte de crise sanitaire. Ce terme fonctionne comme un outil discursif normatif et inclusif, cherchant à responsabiliser le sujet-cible tout en l'inscrivant dans un effort collectif de lutte contre le virus. Sa construction nominale, simple et immédiatement compréhensible, participe à cette efficacité persuasive. En qualifiant ces gestes de manière systématique, le sujet-énonciateur leur attribue une valeur stratégique, les érigeant en actes de résistance quotidienne, accessibles à tous. Cette expression, largement récurrente dans la communication présidentielle (12 occurrences dans le corpus), s'impose tel qu'un marqueur discursif à haute valeur prescriptive, relevant d'un lexique volontairement détechnologisé¹³⁰ et accessible. En évitant des formulations médicales complexes, le sujet-énonciateur adopte un langage clair et concret, qui facilite l'appropriation par le grand public des normes sanitaires. Ce choix témoigne d'une volonté de créer une adhésion large, basée sur la perception directe, la proximité linguistique et la traduction des contraintes sanitaires en comportements simples mais fortement symboliques.

L'adjectif « strict » renforce la dimension impérative du message, expliquant qu'il ne s'agit pas d'une recommandation vague ou optionnelle, mais plutôt d'une exigence ferme, mettant en lumière la rigueur attendue dans son application. Ce choix lexical insiste sur la discipline individuelle, indispensable au succès d'une stratégie collective. La présence du connecteur « mais » en début de phrase constitue un pivot argumentatif essentiel, comme il introduit une forme de restriction ou de contrepoint, signalant que, malgré les efforts entrepris ou les avancées éventuelles, il demeure indispensable de maintenir un haut niveau de vigilance. Ce marqueur discursif empêche toute lecture relâchée ou optimiste du contexte, et recentre l'attention sur les comportements concrets attendus du récepteur.

Enfin, la dimension psychologique de cette expression ne doit pas être négligée. L'idée de « barrière » introduit un sentiment de contrôle face à un danger invisible, réduisant l'angoisse liée à l'incertitude. En rendant la prévention actionable, l'expression « gestes barrières » favorise une appropriation individuelle des recommandations sanitaires. Elle transforme des comportements simples en actes de protection, attribuant au sujet-récepteur un rôle actif dans la gestion de la crise sanitaire. Ainsi, cette expression, au-delà de sa

¹³⁰ Par *lexique détechnologisé*, nous entendons un vocabulaire dépourvu de technicité médicale ou scientifique, volontairement épuré des termes spécialisés qui pourraient entraver la compréhension du sujet-cible. Dans ce contexte, l'expression « gestes barrières » remplace des formulations médicales complexes (telles que « protocoles de prévention des transmissions virales »), en privilégiant des termes concrets et imagés, facilement accessibles à l'ensemble de la population. Ce choix linguistique participe ainsi d'une stratégie discursive visant à favoriser l'adhésion par la clarté et la simplicité du propos.

signification première, fonctionne en tant qu'un outil linguistique et symbolique. Elle allie une construction sémantique efficace, une puissance métaphorique mobilisatrice et surtout une fonction pragmatique qui guide le comportement. Son usage témoigne d'une volonté d'ancrer dans la conscience collective une norme sanitaire impérative, faisant de ces gestes une composante essentielle de la stratégie de lutte contre la pandémie.

Selon la Sémantique interprétative de François Rastier, l'expression « gestes barrières » peut être analysée comme une unité lexicale polysémique activant un réseau sémantique et axiologique particulier dans le discours macronien. Ce syntagme condense une série d'actions concrètes (se laver les mains, porter un masque, garder ses distances), mais son emploi dans un registre institutionnel produit un effet de figement¹³¹ qui naturalise ces actions comme des normes comportementales à la fois évidentes et incontestables. D'un point de vue sémantique, le terme « geste », généralement associé à un acte individuel, corporel, voire banal, est ici couplé à « barrière », mot issu du champ de la défense voire de l'obstruction du rapport au corps social. Ce couplage lexical engendre une construction isotopique où la prévention sanitaire est encadrée par des valeurs de discipline, de protection et de cloisonnement. L'isotopie défensive ainsi activée contribue à insérer ces pratiques dans un champ axiologique positif (responsabilité, civisme, sécurité collective), tout en masquant leur dimension coercitive potentielle. L'expression se trouve donc investie d'un poids normatif, car elle fonctionne non seulement comme désignation, mais comme prescription implicite, renforcée par l'autorité énonciative de l'institution qui la profère. En cela, elle illustre comment une unité lexicale peut, dans une situation de crise, « être sémantiquement reconfigurée pour devenir un opérateur discursif de régulation sociale. » (Rastier, 1987 : 83).

Le terme « patients » est également présent dans le corpus et étant un terme médical, nous devons également l'aborder. Cette notion est définie comme :

« Celui, celle qui subit ou va subir un examen médical ou une opération chirurgicale »

Cette définition présente le terme « malade » non seulement comme une personne affectée par un trouble de santé, mais aussi comme un individu inscrit dans un parcours médical, en amont ou en aval d'une intervention. Cette double portée temporelle « subit ou

¹³¹ Le *figement* désigne, dans la perspective de la sémantique interprétative, le processus par lequel une unité lexicale ou phraséologique se stabilise dans un usage discursif donné, au point d'échapper à sa variabilité contextuelle. Il produit un effet de « naturalisation du sens » (Rastier, 1987 : 92), qui masque la construction socio-discursive de l'expression.

va subir » élargit la portée du segment phrastique au-delà de l'état pathologique présent, puisqu'il inclut aussi l'anticipation d'un acte médical, qu'il s'agisse d'un examen ou d'une opération. Ainsi, « malade » ne désigne pas seulement une condition physiologique, mais renvoie à un statut à la fois social et institutionnel, celui d'un sujet pris en charge par un système de soins. Dans ce cadre, cette notion est à comprendre comme une catégorie médicale et interactionnelle, définissant la position d'un individu dans une relation asymétrique où il devient bénéficiaire (ou objet) d'un savoir et d'une intervention technique. De ce fait, ce mot renferme une dimension existentielle, clinique et sociale, qui dépasse la seule atteinte corporelle pour inclure l'expérience vécue de la maladie et sa gestion par l'institution médicale. Le Président utilise ce terme un grand nombre de fois, par exemple :

« L'urgence est de freiner l'épidémie afin de protéger nos hôpitaux, nos services d'urgence et de réanimation, nos soignants qui vont avoir à traiter, comme je viens de vous l'expliquer, de plus en plus de *patients* atteints. Ce sont là nos priorités. C'est pour cela qu'il nous faut continuer de gagner du temps et suivre celles et ceux qui sont les plus fragiles. Protéger les plus vulnérables d'abord. C'est la priorité absolue.»¹³²

Macron, 12/03/2020

Ce passage met en lumière l'urgence de ralentir la propagation du virus dans le but de préserver les ressources médicales et protéger les individus les plus vulnérables, mettant ainsi en valeur la priorité absolue accordée à la protection de la population contre la contamination. Dans cette citation, le terme « patients » est présenté de manière à faire remarquer plusieurs aspects cruciaux, et pour cela, une analyse approfondie nous révèle une stratification de la signification et de l'importance de ce terme dans le contexte de la pandémie. Ici, cette notion est utilisée pour désigner de manière spécifique les individus atteints par la COVID-19, comme défini par le contexte médical selon la définition du *CNRTL*. L'orateur-politique met l'accent sur l'augmentation du nombre de ces citoyens, indiquant donc une progression inquiétante de la pandémie et la pression croissante sur le système de santé.

Pour cela, et en déclarant que les soignants vont devoir traiter « de plus en plus de patients atteints », il met en évidence l'urgence et la gravité de la situation épidémiologique. L'utilisation de ce terme consolide le besoin immédiat de mesures pour pouvoir ralentir la propagation de la maladie, afin de ne pas submerger les capacités hospitalières. Les patients

¹³² Voir Vol. 2, p. 5.

deviennent le centre d'une dynamique où la santé publique et surtout les ressources hospitalières sont directement impactées. Ce passage mentionne que les hôpitaux, les services d'urgence et de réanimation, et les soignants sont des priorités. Le segment phrastique « patients » est intrinsèquement lié à ces éléments prioritaires : protéger les infrastructures de santé est irréfutable afin d'assurer que les patients reçoivent les soins nécessaires. Cette relation intrinsèque entre les patients et les priorités institutionnelles de santé publique montre au récepteur une interconnexion entre les enjeux médicaux et administratifs. Puis, le sujet-énonciateur précise que la protection des individus les plus fragiles est une priorité absolue, car en mentionnant « patients atteints », il humanise les statistiques, rappelant que derrière chaque chiffre se trouve une vie humaine qui nécessite des soins. La protection des plus vulnérables, généralement ceux qui deviendront des patients en raison de leur impuissance face à la maladie, est placée au sommet des objectifs de la réponse sanitaire.

Dans cette citation, l'emploi du terme « patients » permet de passer d'une discussion abstraite sur des statistiques de contagion à une réalité plus tangible et humaine, ce qui crée une connexion émotionnelle avec le sujet-récepteur. En parlant des patients, l'énonciateur-politique appelle de manière implicite à une responsabilité collective : chaque action pour freiner la crise sanitaire, chaque mesure de protection individuelle contribue à réduire le nombre de nouveaux patients. De ce fait, il engage le public-cible à participer activement à l'effort national afin de protéger ces individus vulnérables. L'énumération des défis auxquels les soignants devront faire face en raison de l'augmentation du nombre de patients met en lumière la pression immense sur le personnel médical, ce qui fait appel à une reconnaissance renforcée pour ceux qui sont en première ligne de la lutte contre le coronavirus.

Ici, l'emploi du terme « patients » s'inscrit dans une stratégie rhétorique visant à ancrer la déclaration dans la réalité hospitalière. Contrairement à des désignations plus générales comme « malades » ou « personnes contaminées », il s'agit d'un terme marqué par une forte connotation institutionnelle et médicale, car il désigne explicitement des individus déjà intégrés dans un parcours de soin, souvent hospitalier. Ce choix lexical permet au sujet-énonciateur de rapprocher le citoyen-télespectateur des conséquences directes de la COVID-19 sur le système de santé, en évoquant non pas une menace abstraite, mais des personnes en situation de vulnérabilité avancée, exigeant une prise en charge spécialisée. Ainsi, ce mot fonctionne ici en tant qu'un levier d'identification empathique, tout en soulignant l'autorité du propos présidentiel, ancré dans le champ médical et soutenu par une

logique de priorisation : protéger les hôpitaux, soutenir les soignants, sauver les vies déjà fragilisées.

Le terme « patients », dans ce segment du discours, ne se limite pas à une désignation neutre des personnes atteintes du virus ; il active un réseau sémantique fortement connoté. Par son emploi, le sujet-énonciateur inscrit les malades dans un paradigme biomédical, qui renvoie implicitement à l'univers hospitalier, au soin et à la responsabilité thérapeutique. Cette structuration discursive « contribue à stabiliser le sens du texte » (Rastier, 1987 : 98), tout en appuyant l'idée que les décisions politiques relèvent d'un répondant éthique face à la souffrance, plutôt que d'un arbitrage stratégique ou idéologique.

À présent, après avoir soulevé les termes précédents, il est temps d'aborder le terme « symptômes ». Ce terme est défini comme :

« Manifestation spontanée d'une maladie permettant de la déceler, qui est perçue subjectivement par le sujet ou constatée objectivement par un observateur. »

Les symptômes sont perçus comme la somme des traits physiques ou mentaux qui sont considérés comme indiquant l'état de la maladie. Il s'agit de tout ressenti de maladie ou de changement physique ou mental causé par une maladie particulière. Le Président utilise ce terme à plusieurs reprises, notamment dans l'exemple suivant :

« Dès lundi et jusqu'à nouvel ordre, les crèches, les écoles, les collèges, les lycées et les universités seront fermés pour une raison simple : nos enfants et nos plus jeunes, selon les scientifiques toujours, sont celles et ceux qui propagent, semble-t-il, le plus rapidement le virus, même si, pour les enfants, ils n'ont parfois pas de *symptômes* et, heureusement, ne semblent pas aujourd'hui souffrir de formes aiguës de la maladie. »¹³³

Macron, 12/03/2020

Le propos de cette citation est d'expliquer la fermeture des établissements scolaires à cause de la propagation rapide de la maladie chez les enfants, bien qu'ils ne présentent souvent aucun symptôme grave. Dans cette citation, l'introduction du terme « symptômes » et leur impact joue un rôle important dans la justification des mesures prises. L'énonciateur-politique commence par annoncer une mesure drastique : la fermeture des institutions éducatives, et celle-ci s'accompagne de manière immédiate d'une justification qui repose sur les résultats scientifiques, pointant l'idée que les jeunes sont des vecteurs de propagation

¹³³ Voir Vol. 2, p. 5.

du virus. L'importance des symptômes dans ces lignes est double : ils sont utilisés à la fois pour rassurer et pour expliquer.

Or, la mention des symptômes chez les enfants suit une structure particulière. Tout d'abord, l'orateur-politique note que les enfants, bien qu'ils propagent le virus, « n'ont parfois pas de symptômes », ce qui joue sur la définition du symptôme en tant qu'une manifestation perçue soit par le sujet soit par un observateur. Dans ce contexte, l'absence de symptômes perceptibles chez les enfants est mise en lumière, faisant remarquer une dissociation entre le porteur (l'enfant) et les effets visibles de la maladie. Puis, il ajoute vite que les enfants « ne semblent pas aujourd'hui souffrir de formes aiguës de la maladie », et cette observation est critique, puisqu'elle touche à la perception objective des symptômes par les observateurs (les médecins, les parents, les enseignants). Aussi, elle montre que, même sans symptômes graves, les enfants sont encore capables de transmettre la maladie. Il est à noter que les symptômes ou leur absence jouent ici plusieurs rôles essentiels. En précisant que les enfants ne souffrent pas de formes graves, le sujet-énonciateur vise à rassurer le téléspectateur, surtout les parents, ce qui diminue l'angoisse liée à la santé des enfants tout en renforçant la notion que les mesures prises sont pour protéger l'ensemble de la nation.

De même, la référence aux scientifiques et à leur observation sur la propagation de la pandémie par les enfants donne du poids à la décision, ce qui montre que la mesure n'est pas arbitraire mais qu'elle repose plutôt sur des faits scientifiques, même si ces faits incluent des éléments apparemment contre-intuitifs (tels que l'absence de symptômes visibles chez les jeunes vecteurs). En mentionnant la propagation rapide par ceux qui n'ont pas de symptômes visibles, le Chef de l'Etat met en évidence un des aspects les plus perniciose de la COVID-19, à savoir sa capacité à se propager de manière asymptomatique, ce qui aide à comprendre pourquoi des mesures aussi sévères sont nécessaires, même si les enfants eux-mêmes ne semblent pas gravement touchés.

Ici, le terme « symptômes » joue un rôle rhétorique essentiel dans la construction du message. Placé au cœur d'un raisonnement ayant pour but de justifier une mesure lourde, celle de la fermeture des établissements scolaires, il fonctionne comme élément de cadrage rassurant. En signalant que les enfants « n'ont parfois pas de symptômes », le sujet-énonciateur atténue l'angoisse potentielle liée à leur rôle dans la transmission du virus. Le segment phrastique, issu du lexique médical, est mobilisé dans ce contexte dans une visée argumentative double. D'une part, il pointe l'asymptomatie comme facteur de risque de

diffusion silencieuse et, d'autre part, il introduit une nuance rassurante en évoquant l'absence de signes visibles de la maladie chez les plus jeunes. Cette ambivalence permet au locuteur-politique d'équilibrer l'inquiétude liée à la contagiosité et le soulagement face à la faible gravité clinique apparente, tout en légitimant une décision politique par une formulation médicale qui conserve sa lisibilité auprès du public-cible.

L'emploi du mot symptômes active un réseau sémantique médical balisé, mais sa mise en discours dans ce contexte ne se limite pas à une fonction descriptive. Dans les termes de Rastier, on observe « une orientation axiologique ambivalente »¹³⁴ (Rastier, 1987 : 103) : le lexème symptômes appartient à un domaine sémantique négatif (la maladie), mais son co-texte neutralise son potentiel dramatique. Cette dissociation entre pathologie et visibilisation des signes corporels permet donc de maintenir une inquiétude implicite tout en évitant une panique frontale. Le lexique médical, loin d'être neutre, fonctionne dans ce contexte comme un opérateur d'interprétation, activant des valeurs cognitives et sociales, tout en assurant une forme de légitimation des mesures annoncées.

Dans le contexte des maladies infectieuses, où les symptômes témoignent de la présence et de l'action de l'agent pathogène, la prévention joue un rôle majeur. Un vaccin est un outil essentiel de la médecine préventive qui permet de protéger l'organisme contre certaines de ces maladies. Ce terme est pris selon le *CNRTL* au sens de :

« Substance préparée en laboratoire à partir de microorganismes (tués, inactifs ou atténués) et qui, inoculée à un être vivant, l'immunise ou l'aide à lutter contre une maladie infectieuse (déterminée par le même microorganisme) grâce à la formation d'anticorps spécifiques. »

En termes médicaux, on entend par vaccins des substances contenant une petite quantité de virus ou de bactéries qui ont été affaiblies, ou des protéines qui ont été fabriquées en laboratoire et qui ressemblent à des virus, où certains organismes sont vivants, et d'autres sont morts. Les individus sont vaccinés afin que leur système immunitaire puisse former un moyen de résistance, comme les anticorps de l'organisme répondant à un type particulier de virus ou de bactéries. Lorsque, à l'avenir, le corps est exposé à l'un de ces virus ou bactéries pathogènes, il peut y résister parce qu'il a fabriqué des anticorps. Au fil des années, les

¹³⁴ L'*orientation axiologique* désigne la valeur (positive, négative ou neutre) attribuée à un contenu sémantique en fonction du contexte discursif. Selon Rastier (1987 : 103), une *orientation ambivalente* se produit lorsque « cette valeur oscille ou reste indécidable », comme ici où le terme symptômes, potentiellement inquiétant, est contrebalancé par des atténuateurs qui en minimisent la charge dramatique.

vaccins ont réussi à réduire la propagation des épidémies et des maladies infectieuses courantes comme la rougeole et les oreillons.

Les déclarations du Président se fondent sur cette notion comme l'un des moyens les plus importants pour prévenir la propagation de l'épidémie, ainsi que pour réduire le nombre de décès dans le pays. Prenons l'exemple suivant :

« Des équipes sont également à pied d'œuvre pour inventer un *vaccin*. »¹³⁵

Macron, 12/03/2020

Ce passage valorise l'effort collectif et la mobilisation des équipes de recherche dans la quête d'un vaccin contre la COVID-19, mettant en lumière l'idée d'une action proactive et de l'engagement dans la lutte contre cette crise sanitaire. Cette phrase joue un rôle déterminant dans la communication stratégique du Président. L'analyse approfondie de l'introduction de la notion « vaccin » dans cette citation révèle plusieurs dimensions significatives, à la fois linguistiques, psychologiques et sociales. L'expression « des équipes » implique à la fois la collaboration et la mobilisation collectives, ce qui met en valeur l'idée d'un effort concerté. L'adverbe « également » établit une relation d'addition, ce qui suggère que cette action s'inscrit parmi d'autres initiatives en cours, contribuant à une perception d'ensemble dynamique et proactive. L'emploi du verbe |inventer| en conjonction avec le nom « vaccin » constitue un choix discursif particulièrement marquant, car en contexte scientifique, on attendrait plutôt des verbes comme |développer|, |concevoir| ou |produire|, qui traduisent l'idée d'un processus rigoureux, progressif et fondé sur des protocoles établis. Or, |inventer| introduit une rupture dans cet imaginaire : il renvoie à la création ex nihilo, à l'idée de découverte inédite, et même à une forme d'intuition géniale. Ce verbe contribue ainsi à héroïser les acteurs scientifiques, présentés comme des pionniers en quête de solutions inédites dans un contexte d'urgence.

Le syntagme « à pied d'œuvre », quant à lui, souligne cette image d'engagement total, de mobilisation intense et continue. Sur le plan rhétorique, cette formulation insufflé une dynamique volontariste, expliquant que la lutte contre le virus ne se limite pas aux mesures préventives mais s'inscrit dans un effort prospectif. Par ailleurs, la simple évocation du segment phrastique « vaccin » dans un contexte de crise agit comme un ancrage psychologique puissant, car il incarne l'espoir d'un retour à la normalité, une promesse de protection collective. L'énoncé construit donc un effet de soulagement latent, en rassurant

¹³⁵ Voir Vol. 2, p. 7.

le public sur l'existence de solutions à venir, tout en valorisant l'action humaine face à l'incertitude. Le discours associe ainsi, par un choix lexical inattendu mais stratégique, l'idée d'innovation, d'engagement scientifique et de confiance dans l'avenir.

Dans un contexte d'anxiété et d'incertitude généralisées, la mention du vaccin évoque une lueur d'espoir concrète et mobilisatrice, un horizon de sortie de crise fondé sur la science et l'innovation. En intégrant cette notion au discours, le Chef de l'Etat ne se limite pas à transmettre une simple information factuelle, mais il construit une récit d'engagement collectif où la recherche et la coopération scientifique incarnent les moyens de surmonter la crise sanitaire. Cette représentation agit sur les émotions et la confiance du sujet-cible, cherchant à calmer les peurs tout en suscitant un sentiment d'unité autour d'un objectif commun. Ici « vaccin » revêt une puissance symbolique majeure, associée à la protection sanitaire, à la prévention et au progrès médical, rappelant de manière implicite les grandes victoires sanitaires du passé face aux maladies infectieuses. Sur le plan stratégique, évoquer l'invention d'un vaccin permet à l'orateur-politique d'asseoir la crédibilité de son action politique, en démontrant que des solutions innovantes sont activement recherchées, renforçant de ce fait la confiance dans la gestion gouvernementale. Cette référence anticipe aussi les interrogations légitimes du citoyen-télespectateur concernant les perspectives à moyen et long terme, en offrant une réponse rassurante qui projette une vision optimiste, affirmant la maîtrise progressive de la crise.

L'emploi du terme vaccin mobilise un réseau sémantique chargé d'attentes sociales, de valeurs et de projections collectives. Il ne désigne pas seulement un objet biomédical concret, mais s'inscrit dans un paradigme culturel de la solution, de la délivrance et du progrès scientifique. Son actualisation dans le contexte de crise convoque un champ isotopique centré sur la protection, la prévention et l'espoir. Ainsi, le mot vaccin fonctionne comme un nœud sémantique autour duquel se cristallisent des enjeux idéologiques majeurs : maîtrise technologique, salut collectif et confiance dans les institutions. Ce simple syntagme « active un programme interprétatif optimiste »¹³⁶ (Rastier, 1987 : 283) , orienté vers la sortie de crise et la restauration d'un ordre sanitaire.

En fait, le terme COVID-19 n'est pas défini par le *CNRTL*. Cependant, il convient de noter que ce terme est parfois absent du dictionnaire pour plusieurs raisons, notamment

¹³⁶ Chez François Rastier, le *programme interprétatif* désigne un ensemble de valeurs, d'attentes et de présupposés culturels activés par un mot ou une expression dans un contexte donné. Il oriente la lecture vers certaines interprétations plutôt que d'autres, en mobilisant des isotopies convergentes au sein d'un cadre sémantique partagé par une communauté linguistique (Rastier, 1987 : 283).

parce qu'il est très nouveau, très spécialisé ou non lexical et qu'il est inapproprié de l'entrer dans le dictionnaire. Pour cela, nous adopterons la définition suivante de l'OMS :

« La maladie à coronavirus (COVID19) est une maladie infectieuse due au virus SARS-CoV-2. La plupart des personnes infectées par le virus présentent une maladie respiratoire d'intensité légère à modérée et se rétablissent sans avoir besoin d'un traitement particulier. »

Ce terme est l'un des plus importants et des plus fréquents sur lesquels se sont fondés les discours du Président. Cela est dû au fait que ce dernier est le nom commun et non scientifique du virus, ce qui facilitera le processus de communication entre le Président et le peuple. Ici aussi, les exemples sont nombreux, comme :

« Jusqu'alors, l'épidémie de *Covid-19* était peut-être pour certains d'entre vous une idée lointaine. »¹³⁷

Macron, 16/03/2020

Cette déclaration consiste à faire remarquer le contraste entre la perception initiale de l'épidémie comme quelque chose de lointain et la réalité immédiate et pressante qu'elle est devenue pour le pays. Dans ce contexte, le Président associe le mot « épidémie » au nom du virus, pour exposer la conviction que le coronavirus est effectivement une épidémie dans tous les sens du terme et non pas une maladie saisonnière passagère, telle que le rhume. En même temps, il mentionne un groupe de personnes qui sont imprudentes en supportant l'idée de l'existence de l'épidémie comme « une idée lointaine », et pour qui la pandémie semblerait éloignée ou abstraite. En utilisant à la fois « l'épidémie » et « COVID-19 », le sujet-énonciateur reflète la terminologie scientifique adoptée par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour désigner la nouvelle maladie à coronavirus, pour une précision terminologique et une clarté conceptuelle. Une « épidémie » est une notion plus générale qui englobe l'ensemble de la propagation d'une maladie, tandis que « COVID-19 » désigne spécifiquement le virus responsable de celle-ci. L'utilisation de ces deux termes permet de fournir une explication complète et précise de la situation sanitaire, ce qui aide en conséquence à la compréhension du message par le téléspectateur. De plus, l'utilisation d'un langage technique renforce l'autorité et la crédibilité du discours présidentiel, démontrant que le sujet-énonciateur est informé et sérieux dans sa gestion de la crise sanitaire.

¹³⁷ Voir Vol. 2, p. 12.

Cette citation se distingue par une stylistique sobre et subtilement évocatrice, conçue pour capter l'attention du citoyen-télespectateur sans recourir à des effets rhétoriques appuyés. La sobriété se traduit par un lexique simple, dépourvu d'emphase ou de figures marquées, ce qui confère au message une tonalité mesurée et apaisée, favorable à une réception attentive et à une réflexion personnelle sur la gravité de la situation¹³⁸. Cette retenue linguistique « évite toute dramatisation immédiate, créant de ce fait un climat de confiance et de crédibilité, essentiel dans un discours politique de crise sanitaire. » (Le Clainche, 2021 : 433). Par ailleurs, « peut-être pour certains d'entre vous » introduit une nuance délicate, car elle reconnaît implicitement la diversité des expériences et des perceptions du public, évitant un propos uniformisateur ou moralisateur. Ce choix inclusif et personnalisé engage le sujet-récepteur en convoquant sa propre réalité, rendant l'énoncé évocateur puisqu'il invite chacun à réfléchir sur sa situation individuelle face à la pandémie. Enfin, la notion « idée lointaine » utilise une métaphore spatiale qui symbolise la distance psychologique ou émotionnelle par rapport à la crise, activant une image mentale simple mais puissante. Cette formulation subtile permet d'installer progressivement une tension dramatique, préparant l'auditeur à la gravité du propos à venir, tout en maintenant une posture empathique et respectueuse. Ainsi, par la combinaison de ces procédés, le discours « réussit à être à la fois accessible et porteur d'une charge émotionnelle implicite, ce qui en fait un passage exemplaire de sobriété évocatrice. » (Yasri-Labrique, 2010 : 145).

L'expression « épidémie de Covid-19 » est utilisée au lieu de simplement « COVID-19 » ou « pandémie », ce qui confère une tonalité formelle et institutionnelle au message, renforçant de ce fait la gravité de la situation sanitaire. Il s'agit d'une formulation dépersonnalisée qui pointe la globalité de l'événement, le présentant en tant qu'un phénomène à part entière, avec ses propres règles et dynamiques. Puis, « était peut-être pour certains d'entre vous une idée lointaine » est une partie particulièrement intéressante sur le plan stylistique. Tout d'abord, l'emploi d' « était » permet d'insérer une dimension de doute et de réflexion, suggérant donc que la perception de l'épidémie peut varier selon les individus. Ce choix linguistique engage le télespectateur à s'interroger sur sa propre expérience et sa compréhension de la situation, ce qui établit en conséquence un lien subtil

¹³⁸ Le choix d'un style sobre, fondé sur un vocabulaire courant et une syntaxe dépouillée, permet d'éviter tout pathos excessif et d'instaurer un climat de confiance. Souvent utilisée dans les discours de crise, cette simplicité langagière facilite la réceptivité du propos, en réduisant les résistances à la fois émotionnelles ou idéologiques du public. Elle participe ainsi à une stratégie d'implication douce, où le sujet-cible est amené à s'identifier au message sans se sentir brusqué.

entre l'orateur-politique et son sujet-cible. « Certains d'entre vous » crée une impression de proximité et d'inclusion, invitant de manière implicite le récepteur à se reconnaître dans cette catégorie. Il s'agit donc d'une stratégie rhétorique qui vise à susciter l'empathie et à encourager l'identification avec le discours, renforçant l'impact des propos du Président.

L'emploi du terme « Covid-19 » dans cette phrase ne relève pas d'un simple choix lexical neutre : il active un réseau sémantique complexe structuré par des traits culturels, scientifiques et médiatiques. Plutôt que d'utiliser des dénominations plus affectives ou populaires comme le virus, le coronavirus ou la pandémie, le locuteur-politique opte pour une désignation technocratique, formellement codifiée, qui inscrit l'événement dans un registre médical et institutionnel.

Selon les principes de la Sémantique interprétative, un tel lexème véhicule des traits sémantiques spécifiques¹³⁹ (ici scientifique, abstrait, internationalisé, objectivant) qui contribuent « à une mise à distance affective du phénomène » (Rastier, 1987 : 99 – 114). Ce choix lexical participe à une construction discursive de légitimation, puisqu'en parlant de COVID-19, on ne parle pas d'un mal diffus ou d'un fléau existentiel, mais d'un objet de gestion, quantifiable, relevant du champ médico-administratif. L'énonciateur-politique marque ainsi un cadre d'interprétation rationnel et maîtrisé, tout en laissant entendre que l'indifférence initiale du public-cible repose sur une représentation lointaine et abstraite de cette entité désignée.

L'une des mesures de protection les plus essentielles est la distanciation sociale, également appelée physique, car il est essentiel pour les citoyens de maintenir une distance d'au moins un mètre, voire deux, entre eux. Pour cela, l'explication du terme « distance » est inévitable. Selon le *CNRTL*, cette notion est définie comme :

¹³⁹ Selon Rastier, « le sens d'un mot ne se réduit pas à une définition lexicale figée, mais s'actualise en discours à travers l'activation de différents types de traits sémantiques » (2006 : 113) : sémantiques (liés à la structure du lexème), encyclopédiques (fondés sur les savoirs partagés), thématiques (relevant de scénarios culturels) et axiologiques (porteurs d'une charge évaluative implicite). Le terme COVID-19, tel qu'il est mobilisé dans cette citation, actualise plusieurs de ces traits simultanément. Sa formation codifiée, directement issue de la nomenclature biomédicale internationale (Coronavirus disease 2019), active un trait sémantique et encyclopédique [scientifique], qui inscrit le phénomène dans un cadre médical formel. Son absence de référence concrète ou sensorielle immédiate en fait un lexème marqué par le trait [abstrait], renforcé par son usage désincarné dans l'énoncé (« une idée lointaine »). Le fait qu'il soit utilisé tel quel, sans traduction ni adaptation culturelle, lui confère un trait [internationalisé], aligné sur une logique de communication mondialisée. Enfin, cette désignation participe d'un trait [objectivant], dans la mesure où elle réduit l'événement sanitaire à une entité technico-administrative, au détriment d'une appréhension affective (ou vécue). L'ensemble de ces traits contribue de ce fait à une mise en forme discursive distanciée du phénomène, orientée vers une légitimation gestionnaire plutôt qu'une dramatisation émotionnelle.

« Intervalle mesurable qui sépare deux objets, deux points dans l'espace ; espace qu'on franchit pour aller d'un lieu à un autre. »

La distance de sécurité est un intervalle mesurable entre deux individus, et son respect est crucial afin de limiter la propagation de l'infection, bien que d'autres mesures préventives soient également importantes. De ce fait, le non-respect de la distance de sécurité accroît le risque d'infection. Cette relation complexe dépend de nombreux facteurs, comme la ventilation et l'hygiène des mains. Étant donné que le virus se propage par des gouttelettes en suspension dans l'air, il se transmet de manière principale par les voies respiratoires. Par conséquent, une personne qui tousse peut plus facilement infecter une autre à proximité ou contaminer une surface avec ses gouttelettes infectées. Ce terme apparaît comme l'une des recommandations du Président à la population, dans l'intérêt public. Nous pouvons citer :

« Partout sur le territoire français, en métropole comme outre-mer, seuls doivent demeurer les trajets nécessaires. Nécessaire pour faire ses courses avec de la discipline et en mettant les *distances* d'au moins un mètre, en ne serrant pas la main, en n'embrassant pas. »¹⁴⁰

Macron, 16/03/2020

Ce message met en lumière la nécessité de limiter les déplacements aux seuls trajets nécessaires, tout en spécifiant que même ces déplacements essentiels doivent être accomplis avec des précautions strictes afin de réduire le risque de propagation de la pandémie. Dans ce passage, l'orateur-politique introduit la « distance » dans une série d'instructions pratiques sur les déplacements nécessaires : faire ses courses, avec discipline, et en maintenant une distance physique spécifique. Cela sert à ancrer le concept de « distance » dans les actions quotidiennes, puisqu'en stipulant « au moins un mètre », il donne une mesure précise, voire essentielle pour l'efficacité des gestes barrières. Cela a pour but de transformer une notion abstraite en une règle tangible et mesurable.

Sur le plan symbolique, le terme « distance » dépasse ici sa signification spatiale pour évoquer une transformation profonde des pratiques sociales. L'évocation d'interdits tels que « ne pas serrer la main » ou « ne pas embrasser » met en place une rupture avec les gestes relationnels ancrés dans la culture quotidienne française, gestes traditionnellement associés à la convivialité, au lien social et à la proximité affective. En inscrivant ces restrictions dans une logique de « discipline », le sujet-énonciateur réoriente ces gestes

¹⁴⁰ Voir Vol. 2, p. 13.

familiers emblème d'un nouveau civisme sanitaire. La « distance » devient par conséquent un acte de responsabilité partagée, un comportement codifié qui permet non seulement de se protéger soi-même, mais surtout de protéger autrui. Ce déplacement sémantique transforme une contrainte physique en un impératif moral, où l'évitement devient preuve de solidarité.

D'un point de vue discursif, la structuration de ce discours repose sur une accumulation d'actions concrètes et précises : « faire ses courses », « en mettant les distances », « ne serrant pas la main » et « n'embrassant pas », ce qui l'ancore dans le quotidien du sujet-cible et en consolide l'ancrage pragmatique. Ici, « doivent demeurer » et la construction par coordination créent une dynamique de l'injonction douce, combinant à la fois rigueur et proximité. Ainsi, à travers une syntaxe accessible mais directive, cette séquence illustre un procédé de normalisation discursive par lequel le discours établit et impose une nouvelle norme comportementale en contexte de crise. Par une syntaxe simple et injonctive, le sujet-locuteur réorganise les pratiques du lien social autour de la distanciation physique, présentée non seulement comme une mesure sanitaire temporaire mais également comme un engagement collectif et une responsabilité partagée. Cette normalisation discursive traduit ainsi la capacité du message à redéfinir les modalités de la sociabilité, en façonnant les comportements individuels et collectifs pour assurer la cohésion sociale malgré les contraintes imposées par la situation exceptionnelle.

Sur le niveau rhétorique, cette citation mobilise des procédés d'insistance et de cadrage normatif cherchant à provoquer l'adhésion sans recourir à la menace directe. Le ton est ferme mais non dramatique, ce qui permet d'installer une autorité discursive sans basculer dans l'injonction autoritaire. L'énonciateur-politique adopte une posture d'autorité maîtrisée, sans verser dans l'alarmisme ou l'exagération émotionnelle. La fermeté s'exprime dans la clarté des consignes et dans le caractère catégorique de l'énoncé : l'usage du verbe modal [devoir] installe une obligation indiscutable, et le cadre spatial englobant « partout sur le territoire français », ce qui renforce l'idée d'une règle uniforme et rigoureuse. Toutefois, cette fermeté n'est pas dramatisée, car le discours ne recourt ni à des images de crise ni à des tonalités catastrophistes, au contraire, il privilégie un registre factuel, presque didactique, énonçant de manière calme ce qui est attendu du citoyen. Cette absence de dramatisation volontaire évite de susciter la panique ou le rejet, tout en maintenant la tension primordiale à la prise de conscience. Ce ton mesuré, directif et rationnel, permet de faire passer un message contraignant tout en préservant la crédibilité de la parole présidentielle et la coopération du public. L'anaphore implicite autour de « nécessaire » produit un effet de

martèlement contrôlé, conférant une dimension prescriptive à la déclaration tout en laissant transparaître un souci pédagogique. Par ailleurs, l'articulation entre généralisation spatiale « le territoire français » et personnalisation implicite (par l'usage d'exemples concrets) favorise une rhétorique de proximité, qui parle à tous sans perdre la rigueur du propos. Ce type de formulation appuie ainsi la crédibilité du sujet-énonciateur et crée un climat d'engagement collectif.

Sur le plan argumentatif, ce passage repose sur une stratégie de légitimation des restrictions à travers le principe de nécessité¹⁴¹ (Benillouche, 2017 : 207). Le discours cherche à démontrer que la limitation des déplacements ne constitue pas une atteinte arbitraire à la liberté, mais une réponse mesurée à une situation d'exception. En plaçant le critère du « nécessaire » au centre de l'énoncé, le sujet-orateur construit un raisonnement fondé sur la rationalité, opposant de manière implicite l'utile à l'inutile, le civisme à l'irresponsabilité. Le recours à des exemples précis de gestes à adopter (sans les développer ici) permet d'enraciner l'abstraction du devoir collectif dans des pratiques concrètes, rendant ainsi le propos plus opérant. L'argumentation joue donc à la fois sur la logique et sur le bon sens, consolidant l'adhésion du citoyen-télespectateur par une démonstration ordonnée et moralement difficile à contester.

L'emploi du terme « distances », au pluriel, dans cet extrait ne relève pas d'un simple choix lexical neutre, mais active un réseau sémantique porteur de valeurs et de normes implicites. Il s'inscrit dans « une isotopie de la séparation » (Rastier, 1987 : 87), de la rupture des liens physiques et sociaux, qui traverse tout le discours pandémique. Ce pluriel, inhabituel dans l'usage courant où l'on parle plus volontiers de la distance à respecter, induit une pluralisation des contraintes : non pas une règle abstraite, mais une série de gestes concrets et répétés à intégrer dans la vie quotidienne. À travers ce choix, le lexème n'est pas seulement informatif ; il fonctionne comme un vecteur de contraintes comportementales, inscrit dans une visée prescriptive. Le mot distances prend ainsi une valeur modale forte, actualisée dans un cadre situationnel anxiogène, où chaque déplacement devient un acte

¹⁴¹ Comme l'explique Mikaël Benillouche (2017 : 202), le *principe de nécessité* désigne un fondement argumentatif et juridique selon lequel « une mesure contraignante ne peut être justifiée que si elle est indispensable pour atteindre un objectif légitime » (*ibid.* : 210), notamment dans des contextes de crise. En rhétorique politique, ce principe permet au sujet-énonciateur de légitimer une restriction ou une action exceptionnelle en « l'ancrant dans la rationalité et l'évidence » (*ibid.* : 217), expliquant que ce qui est imposé n'est pas arbitraire, mais rendu impératif par les circonstances. Il fonctionne ainsi comme un cadre à la fois moral et logique qui déplace le débat de la liberté individuelle vers la responsabilité collective.

potentiellement transgressif. L'unité lexicale mobilise donc simultanément des dimensions référentielles (l'écart physique), axiologiques (la discipline), et pragmatiques (l'obligation d'adopter un nouveau rapport à l'autre), révélant « le poids sémantique des mots » (*ibid.* : 2007 : 25) dans la construction d'un ordre social réorganisé.

Le masque, étant un objet médical, a un objectif « sanitaire » essentiel. Pour cela, il convient d'aborder impérativement cette notion. Le *CNRTL* définit le terme « sanitaire » comme :

« Relatif à la santé, à l'hygiène. »

Tout ce qui contribue à protéger ainsi qu'à améliorer la santé du citoyen relève du domaine sanitaire. Cela englobe les mesures, les équipements et les pratiques qui ont pour tâche de préserver et promouvoir la protection sanitaire des populations, et de maintenir des conditions d'hygiène optimales. Les actions sanitaires peuvent concerner différents domaines tels que l'alimentation, l'assainissement, la prévention des maladies, et la promotion de comportements sains. Selon la définition précédente, ce terme est associé à l'hygiène. Il représente la combinaison de facteurs, de pratiques, de normes et de conditions sanitaires visant à protéger et promouvoir la santé en éliminant la saleté et les facteurs d'infection ou de maladie. Cette notion occupe une place centrale dans les discours du Président, comme en témoigne la citation suivante :

« Nous sommes en guerre, en guerre *sanitaire* certes. Nous ne luttons ni contre une armée ni contre une autre nation, mais l'ennemi est là, invisible, insaisissable, et qui progresse. »¹⁴²

Macron, 16/03/2020

L'objectif de ce passage est de métaphoriser la lutte contre la crise sanitaire à travers l'expression « guerre sanitaire » afin de susciter un sentiment d'urgence et de mobilisation similaire à celui d'une guerre traditionnelle, mettant en lumière l'importance de prendre des mesures strictes pour combattre l'ennemi invisible et insaisissable : le virus. Cette citation révèle plusieurs niveaux de signification et de connotations, et dans ce passage, l'orateur-politique utilise le terme « sanitaire » de manière stratégique et symbolique, ce qui mérite une analyse profonde pour comprendre les implications et les effets de cette utilisation. Le discours est ouvert en employant une métaphore guerrière, qualifiant la situation de

¹⁴² Voir Vol. 2, p. 15.

« guerre », et traditionnellement parlant, la guerre évoque des images de conflits armés, d'ennemis tangibles, ainsi que de batailles pour le territoire. Or, en insérant l'adjectif « sanitaire », le sujet-énonciateur redéfinit ce cadre martial pour l'adapter au contexte de la pandémie, une crise de santé publique. Il est à noter que ce choix de mots sert plusieurs objectifs.

Tout d'abord, la référence à la « guerre » a pour but de mobiliser le grand public et les ressources de l'Etat de manière urgente. Une guerre nécessite des mesures exceptionnelles, et pourtant, en appelant à une « guerre sanitaire », le discours met en lumière la gravité de la situation et la nécessité de réponses rapides et décisives. Puis, les conflits armés tendent à rassembler la nation contre un ennemi commun, et en utilisant cette métaphore, le message cherche à consolider l'unité nationale face à la COVID-19, incitant le public-cible à adopter des comportements responsables et solidaires. Aussi, la guerre est en conséquence synonyme de sacrifices et d'efforts partagés, puisqu'en parlant de « guerre sanitaire », le discours macronien prépare le citoyen-télespectateur à accepter des restrictions de liberté (confinement, distanciation sociale, etc.) et surtout à faire preuve de résilience face à l'adversité.

L'adjectif « sanitaire » apporte une dimension spécifique à cette « guerre », ce qui a pour objectif d'orienter le propos vers les enjeux de santé publique et l'importance des mesures hygiéniques. Il est à noter que plusieurs implications découlent de ce choix lexical, comme suit : a) en qualifiant l'ennemi d'« invisible » et « insaisissable », le passage fait allusion à la nature du virus, et ici, contrairement à une armée visible, le virus est regardé comme une menace microscopique contre laquelle le combat requiert des approches scientifiques et sanitaires pour être combattue. Il s'avère que cette caractérisation accroît la notion que la guerre sanitaire dépend de la médecine et des mesures de prévention. B) En ancrant la déclaration dans le domaine sanitaire, le Chef de l'Etat sous-entend que la réponse à la crise sanitaire doit être façonnée par la science et la rationalité. Les décisions politiques doivent ainsi s'appuyer sur les avis des experts en santé publique et les données épidémiologiques, contribuant à légitimer les mesures prises. C) Le segment phrastique « sanitaire » rappelle les notions d'hygiène et de prévention, incitant à adopter des comportements protecteurs à savoir le lavage des mains, le port du masque et la distanciation sociale.

La métaphore guerrière « nous sommes en guerre » crée une formulation oxymorique qui conjugue violence et soin, conflit et protection. Cette construction sémantique est

hautement stratégique, car elle permet de transférer l'imaginaire martial, traditionnellement associé à la défense nationale, vers « une mobilisation collective face à une menace invisible mais réelle » (Gabriel Cohen, 2018 : 26). L'effet rhétorique est double. D'un côté, le terme « guerre » déclenche un registre émotionnel fort, ce qui évoque l'urgence, le danger, la discipline et l'exigence de l'unité nationale. De l'autre, l'adjectif « sanitaire » redirige cette énergie affective vers des actions civiles et préventives en rupture avec l'idée traditionnelle de violence physique. Cette opération discursive permet au sujet-énonciateur d'assigner à chaque citoyen-télespectateur un rôle actif dans le conflit, non par les armes, mais par le comportement quotidien. Par cette métaphore, le sujet-énonciateur légitime des mesures exceptionnelles en les plaçant dans un récit national de résistance, mettant en lumière la dimension inédite de cette guerre, expliquant qu'elle ne vise pas un ennemi visible ou humain, mais une entité insaisissable, renforçant l'effet d'angoisse et de mobilisation. Pour cela, la formulation « guerre sanitaire » devient le pivot d'un dispositif rhétorique fondé sur l'autorité, l'émotion et l'adhésion civique.

L'expression « guerre sanitaire » repose sur une coactivation sémantique singulière¹⁴³ qui articule deux univers lexicaux normalement disjoints : celui du conflit militaire et celui de la santé publique. Le terme « sanitaire », en tant qu'adjectif dérivé de santé, active un isotopie biomédicale généralement connotée de manière neutre ou protectrice. Mais son insertion dans un syntagme à forte charge guerrière (« nous sommes en guerre ») produit « un effet d'hybridation isotopique » (Rastier, 2009 : 91) : les traits sémantiques associés au champ de la guerre (violence, affrontement, mobilisation) viennent reconfigurer la lecture du domaine de la santé. Le segment phrastique « sanitaire » est alors surdéterminé par le contexte belliqueux, perdant son autonomie référentielle pour devenir un modulateur discursif de l'ennemi invisible. Cette cooccurrence ne relève pas d'une simple métaphore, car « elle participe d'une stratégie de dramatisation sémantique » (*ibid.*), où le lexique médical est reconstruit selon des scripts narratifs de menace, d'urgence et de combat collectif. L'effet produit est celui d'une naturalisation du lexique guerrier, légitimé par son ancrage dans une sémantique apparemment neutre : celle de la santé publique.

¹⁴³ La *coactivation sémantique* désigne, chez Rastier, l'activation simultanée de plusieurs isotopies (ensembles de traits sémantiques redondants) dans un même segment textuel (Rastier, 2009 : 92). Cette cooccurrence produit « une lecture enrichie ou déplacée du sens, notamment lorsqu'elle implique des domaines sémantiques contrastés » (Mayaffre, 2011 : 321). Dans le cas de « guerre sanitaire », l'isotopie guerrière infléchit l'isotopie médicale, générant une reconfiguration interprétative qui relève de l'interdiscursivité et d'une stratégie de dramatisation implicite.

Dans ce passage, l'énoncé « nous sommes en guerre, en guerre sanitaire certes » ne se limite pas à une métaphore militaire mobilisatrice : il sert aussi à « construire un éthos autoritaire » (Amossy, 2014 : 13), c'est-à-dire une image de soi fondée sur l'autorité, la légitimité institutionnelle et la posture de commandement. Le Président Macron s'inscrit ici dans la tradition rhétorique des Chefs d'Etat en temps de crise, puisqu'il parle depuis une position de surplomb, incarnant à la fois le Chef de la Nation et le stratège d'un front invisible. L'emploi du présent de l'indicatif comme dans « nous sommes » et « l'ennemi est là » donne à la situation une immédiateté indiscutable, écartant toute nuance ou débat. Par ailleurs, la structure binaire « nous ne luttons ni contre une armée ni contre une autre nation, mais [...] » met en scène une opposition rhétorique forte, qui accentue la spécificité et la gravité du danger. Cette manière de présenter les faits ferme l'espace de la discussion, car le discours définit la situation, le rôle de chacun et la nature de l'ennemi sans laisser place à l'alternative. Ce verrouillage discursif est caractéristique de l'éthos autoritaire : le locuteur-politique prend en charge la définition de la réalité au nom d'un savoir surplombant (politique, militaire, scientifique), tout en rappelant l'unité nationale par le recours au « nous » inclusif, qui fonctionne ici comme un dispositif d'adhésion. Il s'agit là d'un discours performatif, qui n'informe pas seulement, mais qui prescrit une posture, invoque une mobilisation, et légitime à l'avance des mesures d'exception au nom d'un combat présenté comme vital.

Le terme « contamination » sera abordé dans cette analyse. Selon le *CNRTL*, il se définit comme une :

« Infection due à la propagation d'un principe nuisible. »

Le terme contamination, issu du latin *contaminatio* signifiant « souillure » ou « mélange impur », désigne, étymologiquement, l'intrusion et la diffusion d'un agent pathogène (bactérie, virus, champignon) dans un organisme ou un environnement, entraînant une altération de son intégrité biologique. La définition du *CNRTL* met en lumière la double dynamique du terme : d'une part, le caractère invasif de l'agent contaminant et, d'autre part, la transmission active de ce dernier, par contact direct, aérien, ou via des surfaces contaminées. Ainsi, la contamination n'est pas uniquement « la présence d'un élément étranger, mais bien un processus dynamique de propagation susceptible de déclencher une infection. » (Fabre, 1993 : 25). En contexte pandémique, ce mot revêt une charge symbolique

forte, puisqu'il évoque une menace invisible, la perte de contrôle sanitaire, et l'exigence de rupture dans les chaînes de transmission. En effet, son usage dans les discours médicaux ou politiques repose autant sur sa dimension technique que sur sa capacité à structurer l'imaginaire du risque et de la vigilance collective. Ce terme est l'un des piliers du corpus, citant l'exemple suivant :

« Et, grâce au travail remarquable de l'Assurance maladie, des Agences Régionales de Santé, 100 000 appels sont passés chaque jour pour identifier les cas contact et briser les chaînes de *contamination*. »¹⁴⁴

Macron, 28/10/2020

Le but de cette citation est de mettre en relief l'exigence de l'effort collectif des organismes de santé afin d'identifier les cas contacts et de « briser les chaînes de contamination », pour pouvoir mettre en lumière la nécessité de ces actions pour contrôler la propagation de la pandémie. La contamination se produit lorsque le virus se propage d'un individu à un autre, soit de manière directe par contact, soit de manière indirecte par les surfaces contaminées ou les particules en suspension dans l'air. Ce segment phrastique dans ce contexte fait référence à l'infection due à la propagation d'un principe nuisible, c'est-à-dire le virus SARS-CoV-2 responsable de la COVID-19. Dans ce passage, le Président mentionne spécifiquement deux entités : l'Assurance Maladie, qui joue un rôle important dans le suivi des personnes infectées et des cas contacts, et les Agences Régionales de Santé (ARS), responsables de la mise en œuvre des politiques de santé publique au niveau régional, y compris la gestion des crises sanitaires. Ces deux entités collaborent en effectuant un traçage efficace des contacts, élément clé afin de contenir la contamination.

Le terme contamination active un parcours interprétatif connoté sur le plan axiologique. Il mobilise un archilexe négatif¹⁴⁵ associé à des sémèmes relevant du champ de la souillure, du danger invisible, et de la propagation incontrôlable. Dans le réseau

¹⁴⁴ Voir Vol. 2, p. 31.

¹⁴⁵ Un *archilexe* est un terme dont les sémèmes sous-jacents organisent un ensemble de lexèmes partageant une même orientation sémantique. Lorsqu'il est dit négatif, il désigne « un terme qui active un champ axiologiquement marqué de manière défavorable » (Rastier, 2006 : 107) (ex. : peur, souillure, danger). Dans le cas de contamination, ce lexème convoque un archilexe négatif associé à des notions de menace, de propagation incontrôlée et d'atteinte à l'intégrité, ce qui lui confère une forte charge dramatique. À titre d'exemple, dans l'expression « briser les chaînes de contamination », contamination polarise l'interprétation vers un imaginaire du mal à éradiquer.

sémantique latent, contamination n'est pas simplement l'acte de transmettre un virus, mais renvoie aussi à une logique de menace diffuse, à la fois biologique et sociale. Selon une lecture sémantique interprétative, ce terme fonctionne « comme un noyau sémantique structurant qui justifie l'ensemble des dispositifs évoqués » (Rastier, 2009 : 95) (appels, traçage, intervention sanitaire) en leur conférant une légitimité immédiate : il ne s'agit pas seulement de gérer une épidémie, mais de briser des chaînes, selon une image à la fois guerrière et discontinuiste. Ce lexème déclenche donc une interprétation orientée vers l'urgence, la surveillance, et la rupture, configurant « le sens global de l'énoncé en insistant sur une action réparatrice contre un mal diffus. » (*ibid.*, 2006 : 105).

Or, le discours mentionne une méthode de gestion de la pandémie : les appels téléphoniques, une méthode proactive et directe qui a pour tâche d'identifier les cas contacts¹⁴⁶. En mentionnant « 100 000 appels », l'énoncé utilise un marqueur quantitatif précis, qui vise à produire un effet de preuve, suggérant une mobilisation massive et systématique des institutions sanitaires. Ce chiffre sert également à légitimer l'action publique en la présentant comme mesurable, contrôlée, et intensive. L'expression « briser les chaînes de contamination » représente une métaphore puissante, comme elle évoque l'image de couper une série d'événements interconnectés qui, sans intervention, conduiraient à une propagation exponentielle de la pandémie. Dans ce contexte, le terme « chaînes » suggère un lien inévitable entre les individus dans un réseau de transmission, et l'action de « briser » implique une intervention déterminée pour interrompre ce processus.

Dans ce passage, le verbe *|briser|* constitue un choix lexical particulièrement significatif au niveau rhétorique. Contrairement à des verbes plus neutres comme « stopper » ou « interrompre », « briser » implique ici une action brusque, irréversible et ciblée, suggérant non seulement l'arrêt de la propagation, mais plutôt une rupture nette des mécanismes de transmission de l'épidémie. Ce verbe véhicule ainsi une image de violence maîtrisée face à un phénomène insidieux, ce qui confère à l'action sanitaire une dimension à la fois stratégique et combative. Sur le plan discursif, cette formulation contribue à rendre spectaculaire l'effort de santé publique, en transformant un protocole de traçage (l'identification des cas contacts) en un acte de résistance active contre le virus. Par ailleurs,

¹⁴⁶ En épidémiologie, un *cas contact* désigne un individu qui a été en contact direct ou rapproché avec un autre testé positif à une maladie infectieuse, sans forcément présenter elle-même des symptômes. Selon les autorités sanitaires, comme l'expliquent Mosnier *et al.* (2022 : 957) cela implique « une exposition à un risque de transmission, notamment dans les 48 heures précédant l'apparition des signes cliniques chez la personne infectée ». Le suivi des cas contacts est une mesure essentielle dans les stratégies de traçage et de contrôle de la propagation des infections contagieuses.

le verbe s'inscrit dans une métaphore de la chaîne, fréquemment mobilisée dans le corpus pour représenter la dynamique de contagion. « Briser la chaîne » suggère que chaque citoyen ou chaque cas contact est un maillon, et qu'intervenir rapidement permet de désarticuler cette structure épidémiologique avant qu'elle ne se renforce. Ce choix lexical confère enfin au message une portée mobilisatrice, parce qu'il valorise le travail des institutions publiques tout en mettant en valeur l'efficacité des mesures collectives pour freiner la pandémie.

Dans cet extrait, le discours met en valeur une stratégie de lutte contre la maladie fondée sur une logique d'interruption active des chaînes de transmission virale. L'expression « identifier les cas contact et briser les chaînes de contamination » résume un double objectif : a) mettre en place des mesures préventives pour freiner la diffusion de l'épidémie avant qu'elle ne s'amplifie, et b) intervenir de manière ciblée et structurée sur les foyers de contagion. Cette formulation mobilise un lexique opérationnel (identifier, briser, chaînes) qui emprunte au champ sémantique de l'action concrète et stratégique, expliquant ainsi l'efficacité du dispositif sanitaire. Le syntagme « grâce au travail remarquable » introduit une dimension épithétique (il s'agit ici de louer publiquement les acteurs impliqués). Ce compliment, qui relève du registre de l'éloge institutionnel, met en lumière la crédibilité des autorités sanitaires tout en suscitant la confiance du public dans leur capacité à agir efficacement. Par ce biais, le Chef de l'Etat opère une double manœuvre rhétorique : d'une part, il valorise les agents de terrain et, d'autre part, il consolide l'image d'un Etat à la fois organisé, réactif et responsable, capable d'assurer la sécurité sanitaire de ses citoyens.

Dans l'allocution du 24 novembre 2020, le terme « cas contact » apparaissait entre guillemets comme suit :

« en identifiant plus complètement l'ensemble de ce qu'on appelle les "cas contact". »¹⁴⁷

Macron, 28/10/2020

Cet usage n'est pas censé prendre le terme hors contexte, mais sert à indiquer que le terme est utilisé comme terme technique. C'est une façon d'attirer l'attention sur le fait que le terme « cas contact » a une signification particulière dans le contexte de la COVID-19. En plaçant le terme entre guillemets, le Président fait remarquer son importance et soutient qu'il s'agit d'un terme qui doit être pris au sérieux et utilisé avec précision pour prévenir la propagation du virus dans le pays. Sur le plan rhétorique, cette formulation illustre une

¹⁴⁷ Voir Vol. 2, p. 31.

stratégie de pédagogie politique tempérée par la prudence énonciative, comme l'explique Blandine Pennec (2021 : 5). Ici, « ce qu'on appelle », construite à la forme impersonnelle, sert à atténuer l'autorité discursive, tout en maintenant une certaine distance par rapport à la technicité du terme « cas contact ». Elle suggère que le locuteur-politique s'adresse à un sujet-cible potentiellement non spécialiste, et choisit de nommer sans imposer, ce qui favorise l'adhésion plutôt que la contrainte. Par ailleurs, l'adverbe « plus complètement » suggère une dynamique d'amélioration continue sans rupture, évitant ainsi toute critique explicite des efforts antérieurs (Mellado-Damas, 2012 : 71). Ce choix lexical permet de mettre en lumière une image de maîtrise progressive et lucide, où l'Etat s'ajuste sans faillir. Enfin, l'ensemble de ce passage repose sur une construction adverbiale en « en » + participe présent, ici « en identifiant », qui inscrit l'action dans un processus global tout en valorisant la précision comme outil essentiel dans la lutte contre la COVID-19.

L'expression « cas contact », bien qu'apparemment neutre et descriptive, fonctionne ici comme un archilexème technico-administratif¹⁴⁸ dont la charge sémantique est fortement contextualisée par l'univers du discours sanitaire. Le syntagme construit une figure socio-discursive abstraite, désignant non pas un individu concret, mais un type de sujet réduit à son potentiel de contagiosité. Ce marquage lexical est renforcé par la structure impersonnelle « ce qu'on appelle les "cas contact" », ce qui inscrit une distanciation énonciative qui contribue à naturaliser la catégorisation tout en éludant l'agent de cette désignation. En termes sémantiques, on assiste à « une mise en cohérence isotopique » (Rastier, 2009 : 95) entre différentes notions (risque, contrôle, traçabilité) qui participent à l'organisation d'un champ sémantique de la surveillance sanitaire. L'emploi de cette expression, stabilisée dans l'usage médiatique et politique, témoigne ainsi d'un travail d'institution discursive où la dénomination produit et encadre une lecture du réel conforme aux logiques de gestion biopolitique de la crise.

L'un des mandats imposés à la communauté mondiale est le port du « masque », et cette notion selon le *CNRTL* veut dire :

« Objet appliqué sur le nez et la bouche, généralement en papier ou en tissu, servant à filtrer l'air expiré ou inspiré. »

¹⁴⁸ Un *archilexème* désigne un terme générique qui subsume plusieurs unités lexicales plus spécifiques et organise un champ sémantique cohérent. Ici, « cas contact » fonctionne comme un archilexème technico-administratif en ce qu'il condense, sous une forme standardisée, une pluralité de réalités individuelles, tout en les intégrant dans un réseau de notions associées, structurant ainsi une représentation institutionnalisée du sujet épidémiologique.

Tel que défini comme un objet couvrant le nez et la bouche et servant à filtrer l'air expiré ou inspiré, le masque renvoie à un dispositif de protection individuelle à visée principalement prophylactique. Son but premier consiste à limiter la diffusion de particules biologiques, particulièrement les gouttelettes respiratoires susceptibles de contenir des agents pathogènes. Ce mécanisme de filtration agit dans les deux sens : il protège à la fois l'entourage du porteur (en bloquant les émissions potentiellement infectieuses) et le porteur lui-même (en réduisant son exposition à des aérosols contaminés). Dans le contexte des maladies respiratoires transmissibles, le masque est devenu un symbole tangible de la prévention collective. Son usage généralisé repose sur des recommandations scientifiques qui démontrent son efficacité, non pas en tant qu'une barrière absolue, mais comme un outil essentiel dans une stratégie globale de santé publique ayant pour but de freiner les chaînes de transmission. Le Président Macron insiste sur l'utilisation d'un masque facial à de nombreuses reprises dans ses discours, comme dans l'exemple suivant :

« Protégeons nos proches, en particulier les plus vulnérables. Portons le *masque*, y compris à la maison lorsque nous sommes avec des amis ou avec des parents qui n'habitent pas au quotidien avec nous. »¹⁴⁹

Macron, 24/11/2020

Le Président insiste ici sur la nécessité de la protection des proches, mettant en lumière le port du masque en tant que mesure préventive, pour pouvoir limiter la propagation de l'épidémie et protéger les individus les plus vulnérables. Le terme « masque » est introduit de manière stratégique et pragmatique, mettant en valeur son rôle décisif dans la protection des citoyens contre la propagation du virus. Une analyse approfondie de cette introduction nous révèle plusieurs dimensions, allant de la dimension lexicale à la dimension rhétorique et surtout contextuelle. En le mentionnant, le sujet-énonciateur fait appel à une compréhension commune et immédiate de cet objet, évitant toute ambiguïté quant à son importance ou à son usage. Le discours demande au téléspectateur de porter le masque, le précieux équipement, non seulement dans les espaces publics, mais également à la maison, en présence d'amis ou de parents ne partageant pas le même foyer quotidien, qui ici reconfiguré comme un lieu de vigilance sanitaire.

¹⁴⁹ Voir Vol. 2, p. 44.

L'appel à porter le masque à la maison est une mesure à la fois forte et inhabituelle, ce qui explique que la menace ne vient pas uniquement de l'extérieur, mais peut émerger au sein même des cercles intimes. Cette redéfinition des pratiques domestiques exprime un déplacement des normes de sécurité vers des espaces privés, introduisant une nouvelle manière d'envisager les rapports de proximité, les montrant non pas comme zones de relâchement, mais comme territoires d'attention éthique et de responsabilité partagée. Cette déclaration engage ainsi un changement de paradigme où l'amour et la protection passent désormais par des gestes de retrait et de précaution, y compris là où règne d'ordinaire la spontanéité.

Dans cette citation, la rhétorique mobilisée repose sur une combinaison d'injonction inclusive et de stratégie émotionnelle. Ici, l'impératif « portons le masque », formulé à la première personne du pluriel, crée un lien de co-responsabilité entre le sujet-énonciateur et le citoyen. Ce nous solidaire agit comme « un marqueur d'unité nationale, diluant l'asymétrie entre gouvernants et gouvernés pour faire émerger une communauté de destin face à la menace sanitaire. » (Blais, 2019 : 14). L'appel « protégeons nos proches », en ciblant explicitement « les plus vulnérables », a pour tâche de réactiver une logique éthique fondée sur l'empathie, tout en déplaçant la norme sanitaire vers le registre de la morale familiale. La portée de l'injonction s'amplifie lorsque le masque est recommandé y compris à la maison, espace généralement perçu à la fois intime et protégé. Cette extension du champ d'application des mesures sanitaires reflète la gravité implicite de la situation, expliquant que la menace est partout, même là où règnent l'affection et la confiance. Le passage opère ainsi une reconfiguration symbolique de la sphère privée, qui cesse d'être un refuge pour devenir un lieu potentiellement à risque. En suggérant cette intrusion de la norme sanitaire dans l'espace domestique, le Chef de l'Etat manifeste « un éthos de lucidité responsable »¹⁵⁰ (Amossy, 2017 : 87), acceptant le coût social des consignes au nom d'un intérêt supérieur : la protection de la communauté. Le singulier « le masque » fonctionne ici en tant qu'un déterminant générique, mais aussi comme un symbole devenu familier, consolidant une

¹⁵⁰ Par *éthos de lucidité responsable*, nous entendons une posture discursive dans laquelle le sujet-énonciateur manifeste une conscience aiguë de la gravité de la situation, tout en assumant la responsabilité de formuler des recommandations impopulaires mais nécessaires. Dans ce passage, le Président Emmanuel Macron adopte cette posture en incitant le citoyen à porter le masque même à l'intérieur du foyer, ce qui constitue une intrusion inhabituelle dans la sphère privée. Cette lucidité face à l'ampleur du risque, couplée à une forme de courage politique, construit « une image d'orateur rationnel, prévoyant et soucieux du bien commun » (Amossy, 2017 : 95), une figure d'autorité qui ne cherche pas à minimiser la réalité mais à y répondre avec rigueur. Cet éthos vise à mettre en valeur la légitimité de la parole présidentielle en conjuguant franchise, gravité et engagement moral.

norme partagée sans avoir besoin d'explication technique. Par cette formulation concise et expressive, le discours allie efficacité communicationnelle et portée morale.

L'emploi du terme masque s'inscrit dans un réseau sémantique élargi, où sa valeur ne se limite pas à sa fonction matérielle de protection sanitaire. Le lexème active « une isotopie de la dissimulation »¹⁵¹ (Touratier, 2010 : 226), de la frontière entre soi et l'autre, et entre le « dedans » et le « dehors », qui entre en tension avec le cadre intime évoqué. Ce glissement sémantique produit « un effet de rupture » (Rastier, 2006 : 102) : le masque, symbole de prudence dans l'espace public, est dans ce contexte transposé à la sphère privée, ce qui perturbe les scripts socio-culturels habituels de la convivialité domestique. Cette reconfiguration discursive contraint l'interprétant à intégrer un nouveau parcours sémantique, dans lequel la proximité affective n'exclut plus le danger. Le terme masque cesse alors d'être un simple objet de santé publique pour devenir un opérateur symbolique de responsabilité morale, signalant que l'intimité ne protège plus, mais exige au contraire une vigilance accrue.

Nous devons définir le segment phrastique « traitement » comme il représente un terme médical, puisque son utilisation est en harmonie avec la somme de la terminologie médicale discutée dans les paragraphes précédents. Selon le *CNRTL*, cela est défini comme étant une :

« Action de soigner un malade de façon continue - Ensemble des moyens appropriés destinés à enrayer une maladie, ou à guérir un malade. »

D'un point de vue médical, un traitement désigne l'ensemble des interventions, médicamenteuses ou non, mises en œuvre de manière régulière, ayant pour but de soulager les symptômes, enrayer l'évolution d'une maladie ou en permettre la guérison. Il s'agit d'un processus thérapeutique structuré, adapté à l'état du patient, dont l'objectif est de restaurer le fonctionnement physiologique optimal ou, à défaut, de maintenir un équilibre compatible avec une qualité de vie acceptable. Le traitement ne se réduit pas à une simple administration de soins, comme il s'inscrit dans une stratégie médicale globale, mobilisant des ressources à la fois humaines, techniques et pharmacologiques afin de répondre aux besoins cliniques du malade. Ce terme est clairement présent dans les discours du Président, par exemple :

¹⁵¹ L'*isotopie de la dissimulation* renvoie ici à « l'ensemble des sèmes associés à l'idée de couverture, de filtre ou d'effacement partiel » (Rastier, 2009 : 102). Appliquée au terme masque, elle active des représentations culturelles liées au secret, à la mise à distance ou à la perte d'authenticité, en contraste avec la transparence attendue dans l'espace domestique.

« Nous devons continuer d'améliorer la prise en charge et le **traitement** dès le diagnostic en médecine de ville et à l'hôpital pour réduire encore davantage les formes graves.»¹⁵²

Macron, 24/11/2020

L'énonciateur-politique évoque le besoin d'améliorer la prise en charge ainsi que le traitement dès le diagnostic en médecine de ville et à l'hôpital, avec l'objectif explicite de réduire les formes graves de la COVID-19. Cette approche se décompose en plusieurs dimensions critiques, analysons-les. Dans ce passage, l'expression « prise en charge » désigne l'ensemble coordonné des actions médicales et logistiques appliquées dès l'établissement du diagnostic. Il ne s'agit pas uniquement de dispenser un traitement, mais plutôt d'assurer un accompagnement global du patient, englobant l'identification rapide des symptômes, l'orientation vers les structures adéquates, la mobilisation des ressources médicales, et la communication continue avec lui.

En insistant sur le besoin « d'améliorer » cette prise en charge, le discours met en lumière une dynamique de progression constante, suggérant que les efforts déployés jusqu'ici, bien qu'efficaces, doivent être intensifiés. L'association de la médecine de ville et de l'hôpital consolide l'idée d'une réponse sanitaire intégrée, mobilisant tous les échelons du système de soins. Il s'agit d'une stratégie anticipative visant à réduire les formes graves de la maladie, en misant sur la précocité, la fluidité du parcours de soin et l'efficacité des dispositifs médicaux. Dans ce contexte, l'énoncé conjugue pragmatisme et engagement collectif, en ancrant la lutte contre la crise sanitaire dans une logique d'optimisation continue du service public de santé.

Dans ce message, le Chef de l'Etat articule une vision stratégique de la lutte contre l'épidémie en insistant sur l'amélioration de la prise en charge dès le diagnostic, en distinguant deux niveaux du système de soins : la médecine de ville et l'hôpital. Cette distinction structurelle n'est pas anodine ; car elle met en scène une complémentarité entre les soins de proximité et les soins spécialisés. En mentionnant la médecine de ville, ce discours valorise les acteurs de première ligne et appelle à une décentralisation de l'action médicale, synonyme d'efficacité précoce. Cette orientation a pour but de contenir la progression de la COVID-19 avant qu'elle ne devienne critique, tout en allégeant la pression sur les structures hospitalières déjà saturées. Quant à lui, l'hôpital est présenté comme le

¹⁵² Voir Vol.2, p. 45.

dernier rempart, lieu du traitement des formes graves exigeant des soins techniques et intensifs.

En nommant clairement ces deux espaces, ce passage suggère une architecture sanitaire à la fois cohérente et coordonnée, dans laquelle chaque échelon du soin est mobilisé de manière rationnelle et solidaire. L'objectif affiché « réduire encore davantage les formes graves » repose sur une logique anticipatoire, qui a pour tâche non seulement de soigner, mais d'interrompre la trajectoire de gravité dès ses prémices. Cette formulation assoit implicitement la légitimité d'une politique de prévention active, qu'elle prenne la forme d'un traitement, d'un suivi précoce ou d'un renforcement des dispositifs locaux. L'expression engage aussi une éthique de la responsabilité, tant individuelle qu'institutionnelle, où chaque maillon de la chaîne sanitaire, du cabinet médical au service de réanimation, est convoqué pour réduire la morbidité, contenir la crise sanitaire, et restaurer un équilibre durable entre santé publique et capacités médicales.

Ce type de discours reflète un éthos de lucidité responsable, dans la mesure où l'orateur-politique ne se contente pas de rassurer ou de se féliciter ; il manifeste plutôt une conscience claire des enjeux encore présents et inscrit l'action gouvernementale dans une dynamique d'amélioration constante. Il en découle une image de leadership rationnel, soucieux de l'efficacité des dispositifs existants, mais aussi attentif à la qualité du suivi médical, du généraliste à l'hôpital. L'accent mis sur la réduction des formes graves ajoute une dimension humaine à cet engagement : il ne s'agit pas seulement d'organiser les soins, mais de sauver des vies. En ce sens, l'orateur mobilise un éthos fondé sur la compétence, la prévoyance et la responsabilité morale (Rabatel, 2004 : 79).

L'usage du terme « traitement » ne se limite pas à une désignation technique ou médicale, car il active un réseau sémantique plus large, structuré par des axes paradigmatique et syntagmatique qui participent à la mise en récit politique de l'action publique. Dans son co-texte immédiat, ce mot s'inscrit dans une chaîne d'amélioration continue et de rationalité médicale qui « construit un univers de discours centré sur l'efficacité, la maîtrise et la progression. » (Touratier, 2010 : 231).

Mais ce lexème renvoie également, par résonance, à « un isotopie de la réparation et du redressement »¹⁵³ (Rastier, 2009 : 105), où le corps malade devient métonymie de la

¹⁵³ L'*isotopie de la réparation et du redressement* désigne, selon Touratier (2010 : 241), un faisceau sémantique organisé autour des notions de dysfonction, d'intervention correctrice et de rétablissement d'un ordre perçu comme légitime. Elle actualise des sèmes de guérison, de normalisation ou de restauration, qui opèrent à la

société fragilisée. Ainsi, le traitement des formes graves dépasse la seule pathologie individuelle pour figurer, en creux, un modèle de gestion de crise où l'Etat apparaît comme thérapeute collectif. Le choix du mot n'est donc pas neutre, puisqu'il contribue à une mise en cohérence discursive entre soin médical et gouvernement de la population.

Tous ces termes sont dans l'intérêt de la vie de la personne. Le terme « vie » est également omniprésent dans le corpus. Nous observons également comment le *CNRTL* définit la « vie » comme :

« Fait de vivre ; ensemble des phénomènes et des fonctions essentielles se manifestant de la naissance à la mort et caractérisant les êtres vivants »

La notion de vie désigne un ensemble cohérent de processus à la fois biologiques, physiologiques et organiques qui caractérisent l'existence des êtres vivants, de la naissance jusqu'à la mort. Selon la définition du *CNRTL*, la vie ne se réduit pas à une simple présence corporelle, mais renvoie à un état fonctionnel où s'expriment des phénomènes essentiels, comme la respiration, la nutrition, la reproduction, et la perception. Elle implique une dynamique continue d'interactions internes et externes qui assurent le maintien et l'adaptation de l'organisme à son environnement. La vie peut également être comprise comme l'opposition fondamentale à l'inertie ou à la mort, comme elle incarne la capacité d'un être à se transformer, à évoluer, à se réguler. D'un point de vue existentiel, elle peut être investie de significations plus larges, impliquant conscience, relation, projet ou expérience (Bernaud, 2018 : 41). Ce terme apparaît dans les discours du Président, comme dans l'exemple suivant :

« Aussi pour continuer à protéger la **vie** au présent, c'est-à-dire les malades, et la **vie** au futur c'est-à-dire nos enfants, nous devons, pour les mois à venir, fournir chacun un effort supplémentaire.»¹⁵⁴

Macron, 31/03/2021

Dans cette citation, l'orateur-politique mobilise le terme « vie » comme valeur cardinale au service d'un double cadrage temporel qui fonde et légitime l'appel à l'effort collectif. Sur le niveau rhétorique, il ne s'agit pas simplement de désigner des groupes, mais de construire un horizon moral et affectif qui lie le devoir immédiat à une responsabilité intergénérationnelle. La formule « la vie au présent » et « la vie au futur » structure l'énoncé comme un enchaînement logique et éthique, expliquant que le présent appelle une réponse

fois sur le plan individuel (le corps) et collectif (le corps social), et permettent d'orienter la lecture du discours vers un horizon de retour à l'équilibre.

¹⁵⁴ Voir Vol. 2, p. 54.

urgente et que le futur appelle une prévoyance solidaire. En opérant ce découpage temporel, le sujet-énonciateur crée une symétrie émotionnelle qui interpelle le citoyen-télespectateur dans ce qu'il a de plus personnel, à savoir ses proches malades, ses enfants, son rôle dans la communauté nationale. Cette mise en récit stratégique transforme une prescription sanitaire en un impératif civique, où l'appel à « fournir chacun un effort supplémentaire » se voit élevé au rang de devoir envers la vie elle-même. Dans ce contexte, la vie ne se réduit pas à une existence biologique ; elle est convoquée comme une notion fondatrice de la communauté vulnérable et sacrée. En plaçant la vie au cœur de l'argumentation, le discours présidentialise le propos, en faisant du Chef de l'Etat le garant symbolique de la continuité vitale du corps social, légitimant par-là les restrictions et sacrifices requis. Ce type de formulation repose donc sur un éthos de lucidité responsable, où l'autorité s'exprime « non par l'injonction sèche, mais par la gravité de la cause qu'elle défend » (Burger-Helmchen, *et al.* : 2019 : 173).

L'appel à un « effort supplémentaire » s'inscrit dans une rhétorique de la co-responsabilité citoyenne, comme l'explique Clotilde Nouët (2014 : 177) où « la protection de la vie devient une cause commune transcendante. ». Ce qui est en jeu ici, ce n'est pas uniquement la santé physique des individus, mais la continuité d'un projet collectif, où le présent et l'avenir. En opposant les malades actuels aux enfants à venir, le sujet-énonciateur articule un enjeu vital immédiat à une projection morale, engageant le téléspectateur dans une dynamique de solidarité durable. Cette construction du devoir autour de la « vie » confère au message une charge affective forte, tout en affirmant la nécessité de mesures exigeantes. La phrase opère ainsi une transformation symbolique du sacrifice en devoir civique, en redéfinissant l'effort non comme une contrainte, mais comme un acte de préservation de ce qu'il y a de plus essentiel et de plus vulnérable. Par cette formulation, le sujet-énonciateur propose un cadre d'interprétation où l'adhésion aux consignes devient un geste de fidélité au pacte social, dans lequel chaque individu se trouve investi d'un rôle actif dans la sauvegarde de l'existence collective (Cefaï, 2001 : 73).

Sur le plan argumentatif, cette annonce mobilise une structure délibérative centrée sur la finalité, c'est-à-dire sur les conséquences attendues d'un engagement collectif. L'argument majeur est basé sur une articulation causale, expliquant que si nous voulons préserver la vie, alors un effort est exigeant. Ce raisonnement conditionnel repose sur une logique de responsabilité prospective, où l'action présente est justifiée par ses retombées futures. L'énonciateur-politique appuie son propos en découpant le temps (présent/futur) et

en y associant des figures concrètes (les malades/les enfants), ce qui lui permet de concrétiser les enjeux et de rendre la cause défendue plus tangible pour le citoyen-télespectateur. Par ailleurs, l'emploi du pronom inclusif « nous » et de l'expression « chacun un effort » relève d'une stratégie argumentative qui désamorce la critique, indiquant que l'effort demandé n'est ni vertical ni inégalitaire, mais partagé, équitable, et lié à un bien commun explicite. L'argument central repose ainsi sur une nécessité rationnelle (protéger ce qui compte) couplée à une mobilisation logique, montrant qu'il s'agit d'un appel au devoir motivé non par la contrainte, mais par la clarté des conséquences en cas d'inaction.

Le terme « vie » fonctionne comme un noyau sémantique à valeur symbolique, mobilisé à double titre (au présent et au futur) pour structurer l'argumentation autour d'un impératif moral. En mobilisant la vie dans deux temporalités distinctes (« les malades » pour le présent, « nos enfants » pour le futur), cette déclaration construit « une opposition sémantique internalisée à l'unité lexicale même » (Rastier, 1987 : 109). Cette pluralité d'effets de sens relève d'une structuration isotopique : vie active ici plusieurs réseaux sémantiques simultanés (biologique, éthique, social) qui convergent vers une valeur supérieure de sacralité. Ce traitement lexical permet au locuteur-politique de lier l'effort demandé à une finalité à la fois élevée et incontestable. Par cette opération, ce segment phrastique est non seulement thématisé, mais il devient aussi un opérateur axiologique : il légitime la contrainte en la rattachant à un bien commun non négociable, en rendant l'effort exigé à la fois nécessaire et vertueux.

Dans sa communication, le Président emploie le terme « immunité » pour évoquer la protection conférée par la vaccination contre le virus. Selon le *CNRTL*, ce terme désigne :

« Résistance d'un organisme à l'action d'un poison ou d'un agent pathogène, qui peut être naturelle ou acquise (soit artificiellement au moyen d'un vaccin ou d'un sérum approprié, soit de façon spontanée à la suite d'une première infection surmontée). »

Selon cette définition, l'immunité se réfère à la capacité du corps à se défendre contre des agents pathogènes comme les bactéries, les virus, les cellules cancéreuses, etc., en d'autres termes les substances étrangères et les agents infectieux. Il s'agit d'un ensemble de mécanismes de défense, qui peut être soit inné, présent dès la naissance, soit acquis, résultant de l'exposition antérieure à un agent pathogène ou par l'administration de vaccins. De ce fait, cette résistance peut se développer naturellement suite à une infection surmontée ou être

stimulée de manière artificielle par des moyens médicaux. Dans la citation suivante, nous voyons la seule utilisation de ce terme par le Président Macron :

« Je veux m'adresser enfin à ceux qui, vaccinés les premiers c'est-à-dire en janvier-février, verront prochainement leur taux d'anticorps baisser, leur *immunité* diminuer. »¹⁵⁵

Macron, 12/07/2021

Cette déclaration adresse une préoccupation spécifique concernant l'immunité des individus vaccinés tôt dans la pandémie, mettant en lumière le besoin potentiel de rappels de vaccination pour maintenir une protection efficace contre ce virus. Ici, l'introduction de la notion d' « immunité » est notamment stratégique, révélant plusieurs dimensions importantes du contexte pandémique et de la politique de santé publique. En s'adressant spécifiquement aux personnes vaccinées en janvier-février, l'orateur-politique met en valeur une réalité cruciale : l'immunité n'est pas un état permanent, mais il s'agit d'un processus dynamique, susceptible de fluctuer avec le temps. Premièrement, le Chef de l'Etat utilise le terme « immunité » pour mettre en relief la capacité de l'organisme à résister à un agent pathogène : le virus SARS-CoV-2. En mentionnant la baisse du taux d'anticorps, il rappelle de manière implicite que cette résistance est à ce stade acquise essentiellement par le vaccin, en accord avec la définition scientifique de l'immunité. Cette acquisition artificielle d'immunité par la vaccination est une des armes primordiales contre la COVID-19, mais elle nécessite aussi des rappels réguliers pour pouvoir maintenir une protection efficace. Puis, le message fait remarquer la temporalité de l'immunité vaccinale, car en indiquant que ceux qui ont été vaccinés les premiers verront leur taux d'anticorps diminuer, le sujet-énonciateur met en évidence une caractéristique essentielle de l'immunité acquise, à savoir sa dégressivité.

Sur le plan argumentatif, cette déclaration s'inscrit dans une stratégie d'anticipation et de légitimation. En mettant en avant la baisse attendue du taux d'anticorps chez les premiers vaccinés, l'énonciateur-politique ne se contente pas de décrire un phénomène biologique ; il prépare rationnellement l'opinion publique à l'idée d'une nouvelle phase d'intervention médicale, à savoir la campagne de rappel vaccinal. L'argument principal est fondé sur une logique d'évidence scientifique, construite autour d'une progression temporelle naturelle, indiquant que ce qui a été efficace devient progressivement insuffisant ;

¹⁵⁵ Voir Vol.2, p. 55.

donc, il faut agir. En introduisant cette idée avec l'expression « je veux m'adresser enfin à ceux qui [...] », le sujet-locuteur adopte un registre personnel et concerné, cherchant à consolider l'engagement du public-cible par une forme de reconnaissance spécifique. Ce ciblage crée une connexion directe avec les premiers vaccinés, qui deviennent les acteurs clés de la suite de la stratégie sanitaire. L'argumentation repose ainsi sur un double mouvement : d'une part la reconnaissance d'une fragilité croissante (qui légitime le besoin d'action) et, d'autre part, l'appel à une responsabilité éclairée, où le fait de recevoir une nouvelle dose devient un acte volontaire, raisonné, et non imposé arbitrairement.

Dans ce segment discursif, le verbe *[diminuer]* occupe une fonction argumentative centrale, car il permet de nommer avec précision un phénomène physiologique (la baisse du taux d'anticorps) tout en neutralisant émotionnellement le propos. En choisissant un verbe à la valence modérée, le locuteur-politique évite une dramatisation qui pourrait susciter la panique ou la défiance, et adopte au contraire une posture de lucidité responsable. Ce verbe s'inscrit dans une rhétorique du réalisme mesuré (Danblon, 2010 : 213), où il s'agit d'informer sans alarmer, d'anticiper sans contraindre. Il sert ainsi à préparer psychologiquement le citoyen-télespectateur à l'idée d'un rappel vaccinal, qui sera justifié par cette évolution progressive de l'immunité. L'adverbe « prochainement », quant à lui, ancre cette évolution dans une temporalité proche mais non immédiate, ce qui souligne l'appel à la vigilance sans provoquer la panique. Enfin, le choix du terme technique « anticorps » participe à une stratégie discursive visant à légitimer scientifiquement le propos, puisqu'en mobilisant le vocabulaire médical, le Président établit une autorité énonciative¹⁵⁶ fondée sur la rationalité scientifique, tout en contribuant à éduquer le public sur les mécanismes de l'immunité. L'ensemble de cette déclaration relève ainsi d'un discours de responsabilisation, où la précision lexicale soutient la construction d'un éthos présidentiel fondé sur la prévoyance, la transparence et la compétence technique.

L'usage du terme « immunité » ne relève pas seulement d'un registre biomédical, mais active un réseau sémantique plus large, ancré dans des architextes sociaux et culturels. Selon l'approche de Rastier (1987 : 99 – 106), le sens ne réside pas dans les mots isolés,

¹⁵⁶ L'*autorité énonciative* désigne, selon Gérard Leclerc (1996 : 7 – 20), la capacité d'un sujet-énonciateur à faire admettre ses énoncés comme légitimes, crédibles ou dignes de foi, indépendamment de leur contenu strictement vérifiable. Elle repose sur des marqueurs discursifs, institutionnels ou symboliques qui permettent à un énoncé d'être « assigné » à une position de savoir ou de pouvoir, et par conséquent reconnu comme digne de croyance dans un contexte donné. Cette autorité est historiquement construite et culturellement située, puisqu'elle ne tient pas exclusivement à la vérité de l'énoncé, mais à la position qu'occupe celui qui le produit dans l'espace discursif.

mais « dans les parcours interprétatifs construits par le contexte.». Ici, « immunité » engage à la fois un champ scientifique (lié à la virologie, à la réponse immunitaire) et un champ symbolique, celui de la protection, de la défense, voire de l'exception. Par effet de mémoire interdiscursive, ce terme évoque aussi l'immunité diplomatique ou juridique, c'est-à-dire une position de non-exposition au danger, donc de privilège. Le sujet-énonciateur inscrit ainsi les individus vaccinés dans une position temporairement sécurisée, mais implicitement menacée par la dégradation annoncée de cette immunité. Ce glissement sémantique construit une forme d'alerte qui repose non pas sur la peur immédiate, mais sur une logique d'anticipation pragmatique, appelant à une vigilance accrue. Le lexème « immunité » devient de ce fait un nœud sémantique à la croisée du savoir médical et du récit politique de la gestion de crise.

Parlons maintenant du test médical qui révèle la maladie. Selon le *CNRTL*, le terme « test » est défini comme :

« Essai effectué par un procédé mettant en parallèle les résultats obtenus avec ceux d'un sujet sain ou normal. »

Le test médical désigne un dispositif d'évaluation standardisé permettant de détecter, de confirmer ou d'exclure la présence d'un agent pathogène ou d'une anomalie biologique chez une personne. Il repose sur une procédure comparative : les résultats obtenus chez un patient sont interprétés à partir de valeurs de référence établies à partir de sujets sains. Dans le cadre de la COVID-19, le test prend une dimension stratégique, car il devient un outil de surveillance épidémiologique, de dépistage précoce et de rupture des chaînes de transmission. Il ne s'agit donc pas de diagnostiquer une maladie existante, mais aussi d'identifier des porteurs asymptomatiques afin d'orienter sans tarder les mesures de prise en charge ou d'isolement. Ce terme englobe différentes techniques (tests PCR, antigéniques, sérologiques), toutes ayant pour objectif de produire une preuve biologique objectivable sur la base de protocoles validés scientifiquement. Ce terme est apparu à plusieurs reprises dans le corpus, y compris la citation suivante :

« Tester. Nous sommes comme vous le savez l'un des pays européens qui teste le plus. Début janvier, aucun test ne devra mettre plus de 24 heures entre la demande de *test* et son résultat. »¹⁵⁷

Macron, 24/11/2020

¹⁵⁷ Voir Vol. 2, p. 44.

Dans ce passage, le terme « tester » est placé en position de titre ou d'incipit, conférant au segment phrastique une force performative et programmatique, car il introduit une orientation thématique forte et mobilise l'attention sur un pilier de la stratégie sanitaire. L'énoncé repose sur un éthos d'efficacité étatique¹⁵⁸ (Maingueneau, 2014 : 31), où le locuteur cherche à construire la crédibilité de l'action gouvernementale à travers un discours factuel. En affirmant que la France est « l'un des pays européens qui teste le plus », il utilise une stratégie de valorisation comparative qui souligne l'image d'un pays en tête dans la gestion sanitaire, en insistant sur la capacité de dépistage massive. Le segment suivant, qui promet qu'« aucun test ne devra mettre plus de 24 heures » à partir de janvier, constitue une promesse d'amélioration temporelle, ce qui a pour but de marquer une volonté politique de perfectionnement logistique et d'optimisation des dispositifs en place. Le test devient, dans ce contexte, bien plus qu'un simple outil médical, puisqu'il est symboliquement érigé en indicateur d'engagement républicain, de réactivité et de transparence, positionné en tant que vecteur de confiance dans la gouvernance sanitaire. Par la brièveté initiale et le rythme découpé des phrases suivantes, la déclaration gagne en clarté et en autorité, consolidant de ce fait une rhétorique de maîtrise et de responsabilité publique face à la crise.

Ici, le terme « test » occupe une position stratégique, car il est à la fois symbole d'action préventive, outil de gestion de crise et instrument de légitimation politique. D'un point de vue discursif, le mot incarne l'objectivation médicale (Borraz, 2018 : 52) : tester, c'est produire une preuve, rendre visible l'invisible, identifier les porteurs du virus même

¹⁵⁸ Le concept d'*éthos d'efficacité étatique* renvoie à l'image que construit l'Etat – et plus spécifiquement ici, son représentant – d'une autorité publique compétente, réactive et organisée, capable de répondre aux enjeux sanitaires avec rigueur et anticipation. Dans cet extrait, cet éthos est omniprésent, car d'un côté, en expliquant que la France est « l'un des pays européens qui teste le plus », le Président affirme une supériorité comparative en matière de gestion sanitaire, ce qui renforce la crédibilité de l'action gouvernementale. D'autre part, l'engagement à ce que « début janvier, aucun test ne devra mettre plus de 24 heures » traduit une volonté d'amélioration constante et de maîtrise logistique, participant à une construction discursive d'un Etat agile, technocratiquement efficace et surtout soucieux du bien commun. Cette mise en scène d'une performance institutionnelle a pour but d'inspirer la confiance du citoyen-télespectateur et de légitimer les décisions sanitaires prises.

asymptomatiques. Cela permet à l'Etat de revendiquer un rôle actif et rationnel dans la lutte contre la COVID-19. Le test devient donc une technologie de tri et de normalisation sociale, en ce sens qu'il permet de distinguer entre les individus contagieux et non contagieux, et de justifier l'accès ou la restriction à certains droits ou espaces (travail, voyage, loisirs ...). Mais plus encore, dans ce contexte énonciatif, le « test » est chargé d'un rôle politique, parce que sa fréquence et sa rapidité sont érigées en indicateurs de performance sanitaire. En insistant sur le fait que la France est « l'un des pays européens qui teste le plus », le sujet-énonciateur fait du test un outil d'affirmation nationale, un signe d'efficiency publique et de modernité logistique. Il est aussi, implicitement, un marqueur de responsabilité individuelle, parce que se faire tester participe de l'effort collectif. Pour cela, le terme opère sur plusieurs registres à la fois : technique, éthique, politique et symbolique, ce qui en fait un élément central de la rhétorique gouvernementales en temps de crise sanitaire.

Le terme « tester » ne relève pas d'un usage strictement descriptif, mais s'inscrit dans une configuration sémantique orientée, au croisement de réseaux isotopiques scientifiques, sécuritaires et performatifs. Il active un schème actanciel implicite¹⁵⁹ où l'Etat devient l'agent rationnel d'une procédure de contrôle, tandis que la population figure comme patiente (au double sens, médical et passif). À travers l'isotopie de la vérification méthodique¹⁶⁰, ce verbe participe à la construction d'un éthos gouvernemental fondé sur la rigueur, l'anticipation et la transparence. De plus, sa récurrence dans le discours pandémique contemporain contribue à lexicaliser une norme comportementale, érigée en critère implicite de civisme. Cette citation met en lumière d'ailleurs l'effort collectif en positionnant la France comme « l'un des pays européens qui teste le plus », ce qui inscrit l'énoncé dans une opposition évaluative à d'autres nations, générant une isotopie compétitive, où le test devient aussi vecteur de performance étatique. Ainsi, tester ne désigne pas un simple acte médical,

¹⁵⁹ Le *schème actanciel implicite* désigne « une structure sémantique sous-jacente qui organise les rôles d'agent, de patient, voire de bénéficiaire ou d'opposant, sans que ces rôles soient nécessairement explicités dans la syntaxe de l'énoncé. » (Hatano-Chalvidan et Lemaître, 2017 : 32). Ces structures actanciennes sont activées par les isotopies (ensembles de traits sémantiques convergents) et orientent l'interprétation en insérant les énoncés dans des scripts à la fois culturels, sociaux ou idéologiques. Dans le cas du verbe tester, le sujet-locuteur présuppose un agent (l'Etat, les autorités sanitaires) et un patient (la population), construisant ainsi un scénario d'intervention technique et rationnelle, compatible avec un régime discursif de gouvernementalité.

¹⁶⁰ L'*isotopie de la vérification méthodique* renvoie à un réseau de traits sémantiques activés par des lexèmes et constructions discursives qui suggèrent une logique de contrôle, de mesure et de validation rationnelle. Ici, des termes comme « résultat » et « délai de 24 heures » participent à une isotopie associée à des pratiques scientifiques, administratives ou technocratiques, cherchant à produire un effet de sérieux, d'efficacité et de rigueur procédurale. Cette isotopie contribue à construire un « univers de sens où l'action publique se donne à voir comme fondée sur la rationalité instrumentale et la transparence opérationnelle. » (Mardellat, 2006 : 29).

mais condense une série de valeurs et de présupposés idéologiques sur la gestion de la crise, l'efficacité politique et la responsabilité collective.

Le terme « négatif » est de nature médicale dans le contexte actuel, il doit donc être abordé. Selon le *CNRTL*, cette notion est regardée comme :

« Qui ne conduit pas à observer un phénomène que l'on recherche »

Un résultat négatif désigne l'absence du phénomène recherché, une maladie, un agent pathogène ou un marqueur biologique spécifique. Dans le cadre d'un test de dépistage, un résultat négatif indique que l'analyse n'a pas détecté la présence du virus dans l'échantillon prélevé. Cela signifie que, selon les seuils de détection et la sensibilité du test, l'individu examiné est considéré comme non infecté au moment du prélèvement. Ce résultat permet ainsi d'exclure une contamination active, tout en participant à l'identification des sujets ne représentant pas un risque immédiat de transmission. Pour cela, et dans un cadre plus large de gestion de crise sanitaire, le négatif ne signifie pas uniquement « absence », mais fonctionne également comme un indicateur de normalité biologique, servant à orienter les décisions de santé publique, notamment l'accès aux lieux publics, le confinement ou la levée de certaines restrictions. Il est à noter que ce terme apparaît une fois dans l'ensemble du corpus, comme dans l'exemple suivant :

« Dès le 21 juillet, le pass sanitaire sera étendu aux lieux de loisirs et de culture. Concrètement, pour tous nos compatriotes de plus de 12 ans, il faudra, pour accéder à un spectacle, un parc d'attraction, un concert ou un festival avoir été vacciné ou présenter un test ***négatif*** récent. Ce pass est disponible sur l'application TousAntiCovid. Mais chacun peut utiliser la version papier remise au moment de la vaccination.»¹⁶¹

Macron, 12/07/2021

Cette citation est significative car elle montre la volonté du gouvernement de prendre des mesures concrètes pour contenir la propagation de la maladie, tout en essayant de minimiser les perturbations dans la vie quotidienne du citoyen. L'introduction du test négatif dans cette citation se déploie à travers une annonce concrète et pragmatique, intégrée dans une mesure plus large relative au pass sanitaire. Dans ce contexte, le test négatif n'est pas seulement une procédure médicale mais bien plus que cela, il s'agit d'un instrument clé dans la stratégie de gestion de la crise sanitaire, qui joue un rôle critique aux côtés de la vaccination.

¹⁶¹ Voir Vol. 2, p. 69.

Dans cette déclaration, le sujet-énonciateur engage une stratégie de normalisation par conditionnalité, articulée autour de la mise en œuvre du « pass sanitaire. ». Il ne se contente pas d'annoncer une mesure administrative ; il encadre plutôt un changement de régime de mobilité sociale à travers une rhétorique de rationalité sanitaire (Desurmon, 2020 : 67). Le passage du temps futur immédiat « dès le 21 juillet » à l'impératif de conformité « il faudra » souligne une mutation du rapport entre liberté individuelle et responsabilité collective : accéder à des espaces de loisirs devient subordonné à une preuve de non-dangerosité biologique. Cette redéfinition des conditions d'accès n'est pas punitive, mais présentée comme une condition de préservation du vivre-ensemble, où le test médical acquiert une double valeur, d'une part une preuve scientifique et, d'autre part, un dispositif d'inclusion temporaire pour ceux qui ne sont pas vaccinés.

En intégrant le test négatif comme alternative au vaccin, le discours déploie une diplomatie discursive¹⁶², parce qu'il évite d'opposer frontalement les vaccinés et les non-vaccinés, et introduit une gradation dans les formes de conformité. L'introduction de l'application « TousAntiCovid », ainsi que la possibilité d'utiliser un support papier, illustre une volonté d'accessibilité universelle, prenant en considération les inégalités numériques et les différents profils technologiques du grand public. Enfin, cette mesure est présentée dans une syntaxe fluide et didactique, qui masque la portée contraignante de la décision sous des apparences de clarté logistique. L'énoncé s'efforce de ce fait de conjuguer efficacité sanitaire et acceptabilité sociale, tout en instaurant un nouveau régime d'entrée dans les espaces publics, basé sur une preuve de conformité biologique.

Dans ce passage, l'utilisation du verbe impersonnel [falloir] dans « il faudra » relève d'un procédé de modalisation déontique, qui exprime une exigence, une obligation, tout en évitant un ton directement impératif. Plutôt que d'énoncer une injonction directe sous la forme d'un ordre tel que « vous devez » ou « vous êtes obligés de », le Chef de l'Etat recourt à une formulation plus neutre, voire bureaucratique, qui a pour visée d'atténuer la perception de contrainte. Cette stratégie linguistique adoucit la déclaration, en la présentant comme une mesure administrative inévitable, relevant davantage d'une procédure réglementaire que d'une décision politique controversée. Par ce biais, l'obligation d'être vacciné ou testé pour

¹⁶² Le terme *diplomatie discursive* désigne une stratégie langagière par laquelle un sujet-énonciateur ajuste son propos pour ménager divers publics, éviter les ruptures symboliques ou réduire les tensions potentielles, tout en maintenant l'efficacité persuasive de son message. Cette diplomatie passe par des procédés tels que l'atténuation, l'euphémisation, la modalisation ou la reformulation inclusive, qui permettent d'articuler fermeté et tact dans l'énonciation. Elle est souvent mobilisée dans les contextes sensibles, comme les crises sanitaires, afin de préserver la cohésion sociale sans heurter directement certains groupes réfractaires.

accéder aux lieux de culture et de loisirs devient plus socialement acceptable, parce qu'elle est énoncée sans menace ni coercition explicite. Ce type de modalisation adoucissante participe de ce fait d'une diplomatie discursive, qui cherche à faire passer une contrainte sous une forme qui en minimise l'impact autoritaire, tout en maintenant son efficacité normative.

En profondeur, cette mention du test négatif sert plusieurs objectifs, comme suit. A) En exigeant un test négatif récent pour accéder à certains lieux, l'Etat tente de minimiser les risques de contagion dans des espaces où les interactions sociales sont inévitables. B) Le test négatif offre une alternative pour ceux qui ne sont pas vaccinés, assurant de cette façon une inclusion plus large dans les mesures sanitaires. C) Il est regardé comme un moyen de garantir que le citoyen entrant dans les espaces publics est moins susceptible de transmettre le virus, créant de la sorte un environnement plus sûr pour tous.

Le terme « négatif » mobilise un processus de valorisation différentielle. En apparence, ce mot semble dénoter une simple information médicale ; toutefois, il acquiert dans cette déclaration une valeur pragmatique et axiologique, dans un contexte discursif marqué par l'urgence sanitaire. Inscrit dans un paradigme évaluatif opposant le positif (porteur du virus, donc dangereux) au négatif (non contaminant, donc acceptable), ce terme se charge d'une connotation positive par inversion de sa polarité habituelle. Il devient un marqueur d'innocuité sociale, une condition d'accès à la normalité. Ce glissement sémantique « repose sur une configuration isotopique » (Rastier, 2009 : 106), où la santé, la sécurité et la conformité forment un faisceau de sens stabilisé par le discours institutionnel. Ainsi, « négatif » fonctionne comme un sélecteur sémantique, car il opère une distinction entre les corps autorisés et ceux potentiellement exclus, réactualisant les frontières symboliques entre ce qui est sain et à risque, inclus et écarté.

Le Chef de l'Etat évoque le besoin d'apprendre à « vivre avec le virus », mettant en évidence la persistance de la menace sanitaire. Le terme « virus » peut être défini, selon le *CNRTL*, comme :

« Substance organique (pus, salive, etc.) susceptible de transmettre une maladie. »

Le terme virus, étymologiquement, est considéré comme la cause de tout type de maladie. Il s'agit d'un agent infectieux de petite taille et de composition simple, qui ne peut se multiplier que dans les cellules vivantes. Le virus agit comme un vecteur invisible,

utilisant la machinerie cellulaire de son hôte pour assurer sa réplication, ce qui le rend insaisissable et redoutablement efficace dans la propagation des maladies. Contrairement à d'autres agents pathogènes, il ne possède pas d'autonomie métabolique, se situant à la frontière entre le vivant et le non-vivant, un paradoxe qui complique sa classification et son traitement. Le nom provient d'un mot latin qui signifie « liquide visqueux » ou « poison » (Merriam-Webster, 2023)¹⁶³.

Le terme en question forme le cœur de la terminologie médicale sur laquelle le Chef de l'Etat s'appuie pour élaborer ses allocutions. Puisque le virus constitue la pièce maîtresse de ses discours, il n'est pas surprenant que ce terme y apparaisse si fréquemment¹⁶⁴. Cela est clair dans l'exemple suivant :

« Ensuite parce que, nous le savons, il nous faudra vivre avec le *virus* et ses variants jusqu'à ce que la population mondiale dans son ensemble soit immunisée. »¹⁶⁵

Macron, 09/11/2021

Ici, il s'agit d'une transition dans le propos, en introduisant un nouveau point significatif. Le Chef de l'Etat pointe le besoin de s'adapter à la présence continue du virus et de ses variants jusqu'à ce que « la population mondiale dans son ensemble soit immunisée », évoquant la réalité de la situation et la persistance des défis à venir. Ici, l'usage du « virus » est crucial afin de pointer le fait persistant de la pandémie et de ses variants. En l'utilisant, le sujet-énonciateur rappelle au téléspectateur la nature biologique de la menace et insiste sur le fait que le virus continuera d'être présent pour un certain temps. Cet usage consolide l'idée que la lutte contre l'épidémie n'est pas une bataille ponctuelle, mais plutôt un engagement à long terme qui nécessitera une réponse adaptée et continue. En évoquant

¹⁶³ Il existe de nombreuses différences entre les virus et les bactéries en tant qu'organismes microscopiques qui causent des maladies chez les humains. Les bactéries sont des cellules vivantes capables de survivre et de se reproduire seules. En plus du sol, de l'eau et des corps humains, elles peuvent être trouvées dans une grande variété d'environnements. Les virus, en revanche, ne sont pas des organismes vivants. En substance, ils sont simplement du matériel génétique enfermé dans une couche de protéines. La survie et la reproduction de ces organismes dépendent de la présence d'une cellule hôte. Tous les types de formes de vie, y compris les bactéries, peuvent être infectés par des virus. Contrairement aux bactéries, les virus ne peuvent pas être tués avec des antibiotiques, mais prévenus par la vaccination.

¹⁶⁴ Le terme *virus*, qui apparaît 75 fois dans notre corpus, occupe une place centrale dans le discours macronien en temps de crise sanitaire. Cette fréquence témoigne non seulement de la centralité de l'enjeu épidémique dans l'argumentation, mais également d'un effort de cadrage discursif où le virus devient la figure antagoniste par excellence, à la fois invisible, mobile et menaçante. Sa répétition permet de maintenir une vigilance collective, de justifier les mesures restrictives et de structurer l'opposition entre danger et protection. En ce sens, le « virus » fonctionne ici comme un nœud lexical stratégique de la communication présidentielle, cristallisant les peurs, orientant le comportement citoyen, et consolidant la légitimité des actions étatiques mises en place pour le combattre.

¹⁶⁵ Voir Vol. 2, p. 79.

les « variants » du virus, l'orateur mentionne la capacité de mutation du virus et l'importance de rester vigilants face à l'évolution de la situation épidémiologique.

Dans cet énoncé, le locuteur-politique adopte une posture de lucidité stratégique face à la crise sanitaire, en affirmant que « nous le savons, il nous faudra vivre avec le virus et ses variants. ». Cette déclaration s'inscrit dans une logique d'accommodation du réel, où le sujet-énonciateur ne promet pas une disparition prochaine du danger, mais prépare plutôt les esprits à une cohabitation durable avec la menace. Ce réalisme assumé souligne son éthos de responsabilité (Gourdain, 2017 : 201), en ce qu'il refuse toute illusion ou promesse excessive. L'expression modale « il nous faudra » installe une contrainte collective et une nécessité à laquelle nul ne peut se soustraire, tout en inscrivant l'effort à venir dans un horizon de résilience partagée. L'évocation du « virus et ses variants » met en lumière la dynamique évolutive et instable de l'ennemi sanitaire, accentuant la complexité de la lutte. Enfin, la clause finale élargit la focale argumentative, car elle projette la sortie de crise dans une temporalité mondiale et conditionne l'amélioration à une immunité collective globale, dépassant de ce fait les frontières nationales. Ce faisant, le sujet-orateur adopte une rhétorique du long terme, fondée sur l'endurance, la solidarité planétaire et la science, tout en justifiant de manière implicite la persistance de mesures sanitaires dans le présent.

Le sujet-énonciateur mobilise une projection future lucide, en affirmant que « nous le savons, il nous faudra vivre avec le virus. ». Cette formulation installe un éthos de lucidité responsable, où il assume la difficulté de la situation sans recourir à une rhétorique de fausse promesse. Le futur modal « il nous faudra » exprime non seulement une obligation inévitable, mais également une forme de résignation collective raisonnée, incitant à une adaptation prolongée plutôt qu'à l'attente d'une résolution rapide. En évoquant de manière explicite le virus et ses variants, ce passage reconnaît la nature évolutive, instable et polymorphe de l'ennemi sanitaire, indiquant que la menace n'est pas univoque, mais multipliée et mouvante, rendant la tâche de protection plus complexe. Ainsi, la présence du segment phrastique « variants » introduit une idée de transformation continue, suggérant l'impossibilité de figer les réponses sanitaires. Enfin, la dernière partie de la citation « jusqu'à ce que la population mondiale dans son ensemble soit immunisée » élargit le cadre du propos à une perspective planétaire, ce qui a pour visée d'affirmer que la crise ne trouvera sa fin qu'à travers une immunité collective globale. Cette ouverture sur l'échelle mondiale dépasse l'enjeu strictement national et installe une rhétorique de solidarité et de dépendance

mutuelle entre les nations, soulignant l'idée que la sécurité sanitaire est désormais un bien commun universel.

L'usage du terme « virus » ne relève pas seulement d'une désignation biologique neutre, comme il mobilise un réseau sémantique connoté, structuré par des archétypes de menace, d'envahissement et de contamination. Dans l'économie discursive de l'intervention macronienne, « virus » fonctionne comme « un isotopie dominante »¹⁶⁶ (Rastier, 2009 : 107), au sein de laquelle il cristallise un champ d'inférences négatives : invisible mais omniprésent, persistant, insaisissable. Sa cooccurrence avec « vivre » avec et « variants » participe à une scénarisation du réel où l'ennemi est pluriel, mouvant et surtout durable. La lexicalisation choisie active ainsi une construction sémantique où le virus devient une figure quasi anthropomorphisée¹⁶⁷, autonome, dont il faut apprendre à coexister, non à éliminer. Dans cette configuration interprétative, le terme « virus » ne se contente pas d'identifier une entité biologique ; il organise une vision du monde anxiogène et résignée, et participe à une sémantisation politique de la crise sanitaire comme état de permanence.

L'utilisation de termes médicaux dans le discours macronien face à la pandémie a plusieurs avantages. Premièrement, elle permet une communication précise et complexe des concepts médicaux, ce qui facilite la transmission d'informations essentielles au sujet-cible. Puis, cette terminologie renforce la crédibilité de la communication macronienne en démontrant qu'elle est fondée sur des connaissances scientifiques. Celle-là aide à sensibiliser le téléspectateur aux aspects techniques de la crise sanitaire, à savoir la transmission du virus et les mesures de prévention à adopter, ce qui consolide la compréhension et l'adhésion à l'ensemble des recommandations sanitaires. Enfin et surtout, l'usage de la terminologie médicale témoigne de la solidarité du sujet-énonciateur envers les individus touchés par la COVID-19, ce qui montre ainsi une compréhension des défis rencontrés par les travailleurs de la santé et les patients. Cela contribue à fournir des informations précises et crédibles, à sensibiliser le récepteur du discours, ce qui est primordial pour une meilleure gestion de l'épidémie. Or, utiliser des termes courants pourrait diluer l'importance de la situation médicale et créer de la confusion parmi le public-cible.

¹⁶⁶ Une *isotopie dominante* organise la cohérence interprétative d'un discours en imposant un réseau d'inférences prioritaire. Elle structure la lecture « en hiérarchisant les significations activées et en orientant la construction du sens vers un scénario interprétatif privilégié » (Rastier, 2006 : 109).

¹⁶⁷ Par *anthropomorphisation*, on entend ici un procédé discursif consistant à attribuer au virus des propriétés humaines, voire intentionnelles. Dans le discours politique, cette figure permet de « scénariser le virus comme un adversaire actif » (Touratier, 2010 : 245), renforçant une lecture dramatique et mobilisatrice de la situation.

3.4.Synthèse intermédiaire n°3

Résumons notre parcours de réflexion dans la synthèse suivante. Nous avons abordé la terminologie médicale dans le corpus, et l'avons divisée sous forme de trois groupes : termes liés à la prévention et à la gestion de la pandémie, termes médicaux et scientifiques, et termes liés à l'impact social et quotidien de l'épidémie. Afin de comprendre le sens dénotatif, et de le comparer avec le sens connotatif des termes, nous avons consulté le dictionnaire du Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (*CNRTL*), pour obtenir le sens lexical de chaque terme. Par la suite, nous avons analysé l'un des contextes dans lesquels le Président utilise ce terme, afin de conclure le sens contextuel de cette notion. Par conséquent, les mots et les expressions peuvent avoir des significations différentes de leurs sens lexicaux dans différents contextes. Pour cela, le sens et le contexte sont de nature interdépendante, c'est-à-dire que le sens ne peut pas être communiqué sans le contexte, et le contexte, en conséquence, ne peut pas être établi sans le sens parce que celui-ci est « profondément contextuel » (Williams, 2004 :107), et il peut être déduit par le contexte. Pour cela, ce dernier joue un rôle important dans la détermination du sens du discours. Par conséquent, des mots séparés ne suffisent pas à eux seuls pour la communication. Or, l'information du contexte et les mots eux-mêmes produisent, collectivement, le sens (Johnson, 1974 : 19).

Après avoir effectué une analyse lexicographique et une analyse discursive de la terminologie sanitaire et de la signification lexicale et contextuelle des termes médicaux, il est clair que le Chef de l'Etat utilise ce type de terminologie pour ajouter des explications et des éclaircissements sur la gravité de la situation sanitaire. De plus, il s'est fondé sur cette terminologie pour expliquer pourquoi certaines décisions ont été prises, comme la fermeture d'écoles et d'universités, et empêcher quiconque n'ayant pas de certificat d'examen médical prouvant le résultat négatif d'un test d'entrer dans les centres de loisirs. Ces termes ont également été utilisés pour démontrer l'importance de la vie des citoyens, l'une des principales priorités du gouvernement dans la lutte contre le coronavirus. La terminologie médicale est employée dans le discours macronien pour plusieurs raisons. Tout d'abord, elle assure l'exactitude et la clarté des affirmations, surtout en période d'épidémie. Puis, elle confère une autorité à la communication présidentielle, étant donné que les médecins sont généralement perçus comme experts en santé publique. De ce fait, son utilisation renforce la crédibilité des arguments avancés. De même, en faisant appel à cette terminologie,

l'énonciateur-politique met en valeur le savoir-faire des professionnels de la santé et légitime leurs propos.

Dans le prochain chapitre, nous aborderons la structuration du discours macronien, ainsi que le marketing social dans la communication présidentielle. Nous baserons notre analyse sur les travaux d'Albert Bandura, notamment la théorie sociale cognitive, ceux d'Alin R. Andreasen, surtout son ouvrage intitulé « *The Social Marketing Strategic Management Process* » (1995), et de Michael Rinn, spécialement son livre « *Les discours sociaux contre le sida : rhétorique de la communication publique* » (2002). Nous étudierons aussi la notion du pouvoir et sa relation avec la langue.

Chapitre 4

Le renforcement de la solidarité par le marketing social dans la communication macronienne¹⁶⁸

Le discours macronien pendant la crise sanitaire révèle des stratégies de structuration complexes, pointant le rôle crucial de l'identité citoyenne et du marketing social. Comment le Président articule ses messages afin de renforcer le sentiment d'appartenance nationale et promouvoir l'adhésion collective aux mesures sanitaires ? Quels sont les mécanismes utilisés pour façonner une identité citoyenne à la fois solidaire et responsable ? En quoi le marketing social est utilisé pour influencer les comportements individuels et collectifs dans le contexte pandémique ? Ces questions nous amènent à examiner de près la manière dont le Chef de l'Etat adapte son message pour mobiliser le téléspectateur tout en considérant des enjeux de santé publique et de cohésion sociale.

À la base de ces questions, notre problématique se formule ainsi : Comment le discours présidentiel structure l'identité citoyenne et utilise le marketing social pour influencer les comportements du sujet-cible, tout en maintenant la cohésion sociale et en favorisant l'adhésion aux mesures sanitaires ? Pour pouvoir répondre à notre problématique, nous proposons l'hypothèse suivante : durant la crise sanitaire, la communication présidentielle mobilise des stratégies de marketing social dans le souci de reconfigurer l'identité citoyenne autour de normes comportementales collectives, en associant le respect des consignes sanitaires à un devoir à la fois civique et moral. En mettant en lumière des valeurs telles que la solidarité, la responsabilité collective et l'engagement envers le bien-être commun, le Président cherche à renforcer le sentiment d'appartenance à une communauté nationale unie face à la crise. En intégrant des éléments de marketing social, comme les messages clairs et les appels concrets à l'action, le Chef de l'Etat promeut

¹⁶⁸ Dans le cadre de cette analyse, l'accent est mis sur les aspects linguistiques du discours politique, excluant toute considération des expressions faciales ou du langage corporel du Président. Le langage corporel et les expressions faciales ont toute leur importance même si cette analyse n'inclut pas d'éléments non verbaux.

l'adhésion aux mesures sanitaires et encourage le sujet-cible à adopter des comportements responsables pour protéger la santé de tous. Cette approche vise à maintenir la cohésion sociale, tout en mobilisant le citoyen autour d'un objectif commun : la lutte contre la pandémie, tout en renforçant l'identité citoyenne et en favorisant une réponse collective et solidaire à la COVID-19.

Dans le discours, l'identité du sujet-cible pourrait être influencée par sa capacité à appliquer un certain nombre de pratiques aux activités quotidiennes et à les percevoir comme protectrices, inclusives et basées sur des informations crédibles, favorisant de ce fait le sentiment de sécurité et l'appartenance collective. Ce chapitre sera organisé comme suit : a) nous examinerons la façon dont les expressions directes d'engagement envers le sujet-récepteur et les appels à l'action collective sont utilisés dans le corpus pour mobiliser le soutien du public et encourager une réaction active à l'épidémie. B) nous proposerons une analyse des occurrences de verbes modaux, dans le but de comprendre comment les choix linguistiques du Président reflètent ses intentions et ses positions. C) nous aborderons deux stratégies rhétoriques clefs : la prédication et le parallélisme, à travers l'analyse de leur utilisation dans le corpus, ce qui sera prouvé par l'examen des exemples tirés du corpus. Nous nous appuierons sur les travaux d'Alin R. Andreasen (1995) pour pouvoir étudier le rôle que joue le marketing social dans la communication présidentielle, en explorant comment les techniques de persuasion sont employées pour mobiliser l'opinion publique et promouvoir l'adhésion aux politiques annoncées. Enfin, nous étudierons la notion du pouvoir dans le discours, en examinant la relation complexe qui existe entre la langue et le pouvoir¹⁶⁹, et en analysant comment le langage est utilisé pour exercer l'influence et maintenir la légitimité.

Pour réaliser ce chapitre, nous utiliserons la méthodologie suivante : tout d'abord, nous entreprendrons une analyse qualitative approfondie de la communication macronienne, en examinant sa structure et ses éléments linguistiques. Pour étudier les occurrences de verbes modaux, nous réaliserons un tableau pour l'étude quantitative, afin de déterminer leur fréquence et leur usage contextuel. Concernant les stratégies rhétoriques de segmentation et de parallélisme, nous adopterons une approche qualitative. Nous essayerons de comprendre

¹⁶⁹ Par *pouvoir dans le discours*, nous entendons le langage d'autorité, c'est-à-dire la capacité qu'a le sujet-énonciateur, par le biais du discours, d'imposer des normes, de produire des effets de vérité, ou d'orienter les comportements et les représentations sociales. Il ne s'agit pas uniquement d'un pouvoir sur les mots, mais d'un pouvoir par les mots : une parole investie d'un statut institutionnel, performatif ou symbolique, qui la rend opérante. Dans ce cadre, le discours présidentiel n'informe pas simplement, puisqu'il agit, encadre, et légitime.

comment le marketing social est intégré dans le discours, en examinant à la fois les techniques de persuasion utilisées et leur effet sur l'opinion publique. Enfin, pour étudier la relation entre la langue et le pouvoir, nous mènerons une analyse qualitative des discours afin de déterminer comment le Chef de l'Etat utilise le langage pour exercer son pouvoir, pour que le sujet-cible se sente incité à se soumettre aux décrets et à les mettre en œuvre dans sa vie de tous les jours en raison de sa crainte des conséquences juridiques, financières et sociales.

4.1. Etat de l'art

En tant que discipline, le marketing a progressé au fil du temps passant d'une focalisation sur les échanges commerciaux à une perspective plus vaste incluant les relations d'échange dans des contextes sociaux variés (Duncan, 1920 : 1 – 2). Le marketing, originellement centré sur les transactions économiques, s'est étendu afin d'englober les échanges sociaux, y compris les idées et les services, mettant en lumière la création de valeur pour la société (Kotler et Levy, 1967 : 12)¹⁷⁰. En conséquence, les définitions du marketing se sont développées pour refléter cette évolution, passant d'une simple vision guidée par les besoins du client à une approche plus sociale, prenant en compte les bénéfices pour l'ensemble des parties prenantes impliquées dans les échanges. Cette évolution reflète une compréhension croissante du rôle qu'occupe le marketing dans la société, mettant en valeur des pratiques éthiques et des échanges équitables pour tous les acteurs concernés.

Ringold & Weitz définissent le marketing comme le « processus de planification et d'exécution de la conception, de la tarification, de la promotion et de la distribution d'idées, de biens et de services afin de créer des échanges qui satisfont les objectifs individuels et organisationnels » (2007 : 251)¹⁷¹. Cette définition explique que le marketing consiste en une approche stratégique visant à planifier et à mettre en œuvre le processus commercial.

¹⁷⁰ Le *marketing* peut être défini comme un processus stratégique et systémique qui cherche à concevoir, valoriser, promouvoir et distribuer des biens, des services ou des idées, dans l'objectif de générer des échanges satisfaisants entre une organisation et ses publics cibles. Il s'inscrit à la croisée de la compréhension des besoins, de la création de valeur et de la mise en œuvre de dispositifs visant à articuler offre et demande. Ainsi, le marketing dépasse la seule fonction commerciale, et il devient un cadre d'action et de réflexion, mobilisant ainsi des leviers cognitifs, symboliques et opérationnels pour répondre à des enjeux à la fois économiques, sociaux et communicationnels.

¹⁷¹ Notre traduction du : « *Marketing is the process of planning and executing the conception, pricing, promotion, and distribution of ideas, goods, and services to create exchanges that satisfy individual and organizational objectives.* ».

Son objectif principal est de créer des échanges qui répondent aux objectifs individuels et organisationnels, englobant la satisfaction des besoins et des désirs des consommateurs tout en atteignant les objectifs commerciaux et organisationnels. Il implique une compréhension approfondie des besoins du marché, conduisant à une adaptation des produits ou des services offerts, et une communication ciblée pour encourager la participation des parties prenantes et favoriser des échanges mutuellement bénéfiques.

Dans cette définition, Ringold & Weitz (*ibid.*) mettent en avant les aspects dits opérationnels du marketing, à savoir la planification, l'exécution et la satisfaction des « objectifs individuels et organisationnels » à travers la création d'échanges. Cependant, ils semblent négliger les implications sociales plus larges du marketing. En se concentrant uniquement sur la planification et le déploiement de biens et de services, cette définition risque de sous-estimer l'impact potentiel du marketing sur les structures sociales ainsi que les valeurs de la société. De plus, mettant en lumière la satisfaction des objectifs individuels et organisationnels, ils risquent de minimiser les besoins à long terme de la société. Bien qu'ils fournissent une perspective pratique sur les activités marketing, ils pourraient profiter d'une réflexion plus poussée sur les implications sociales de ces actions. En conséquence, cette définition semble limiter le concept du marketing à un simple processus commercial, négligeant de ce fait ses implications sociales plus larges. Dans cet état de l'art, nous aborderons le fonctionnement de la stratégie du marketing social, et nous examinerons comment cette discipline va au-delà des seuls objectifs commerciaux pour influencer positivement les comportements individuels et collectifs dans la société.

Introduit par Kotler et Levy (1969 : 10 – 15), le concept de marketing social vise à appliquer les principes du marketing commercial pour le bien-être collectif et la résolution des problèmes sociaux. Cette approche a évolué afin d'englober toutes les pratiques de marketing visant des bénéfices sociaux plutôt qu'économiques (Kotler et Zaltman, 1971 : 3). Le marketing social est un domaine axé sur l'influence des comportements individuels pour l'amélioration de la santé publique, la protection de l'environnement, le soutien des communautés et la promotion du bien-être économique (Kotler et Lee, 2016). L'Association internationale de marketing social (ISMA) présente le consensus global sur la notion de marketing social comme suit :

« Le marketing social vise à développer et à intégrer des concepts de marketing à différentes approches afin d'influencer le comportement des individus et des communautés dans un souci d'intérêt social. La pratique du marketing social est dirigée par des principes éthiques. Elle vise à intégrer la recherche, les bonnes pratiques, la théorie, la réflexion du public et des partenariats, afin de mettre en œuvre des programmes de changement social segmentés et adaptés à la concurrence, qui soient efficaces, efficaces, équitables et durables.»¹⁷²

ISMA, 2017

Cette définition démontre le marketing social en tant qu'approche stratégique qui combine des techniques traditionnelles de marketing avec d'autres méthodologies pour atteindre un objectif : façonner des comportements qui contribuent au bien-être des individus et de la communauté. La pratique du marketing social intègre divers éléments, à savoir la recherche, les pratiques établies, les théories, et la compréhension du public-cible pour concevoir et mettre en place des programmes visant à favoriser le changement social.

Le marketing social opère en suivant un processus méthodique afin d'influencer les comportements individuels dans l'objectif d'améliorer, entre autres, la santé publique¹⁷³. Tout d'abord, un problème social précis est identifié, comme la santé publique ou l'environnement. Ensuite, des objectifs comportementaux clairs sont établis pour adresser cette problématique, tels que la pratique de la distanciation sociale. Le public est ensuite segmenté en groupes homogènes pour réaliser un meilleur ciblage des actions. Des campagnes sont conçues en intégrant les principes du marketing traditionnel, adaptés au

¹⁷² Notre traduction du « *Social Marketing seeks to develop and integrate marketing concepts with other approaches to influence behaviors that benefit individuals and communities for the greater social good. Social Marketing practice is guided by ethical principles. It seeks to integrate research, best practice, theory, audience and partnership insight, to inform the delivery of competition sensitive and segmented social change programmes that are effective, efficient, equitable and sustainable.* ».

¹⁷³ Notre formulation ne vise pas à réduire le champ d'application du marketing social à la seule santé publique, ni à ignorer la richesse de ses dimensions théoriques et pratiques. Toutefois, dans le cadre de ce travail de recherche, qui s'inscrit dans l'analyse du discours institutionnel en contexte pandémique, c'est principalement l'orientation comportementale du marketing social appliqué aux enjeux sanitaires qui est mise en valeur. Cette focalisation se justifie par le rôle central joué par les discours de mobilisation dans la gestion des comportements collectifs en situation de crise sanitaire, et par la place qu'occupe la santé publique en tant que domaine d'application prioritaire du marketing social dans les contextes pandémiques.

contexte social et aux besoins des tranches ciblées. Il est à noter que le processus inclut une évaluation continue pour mesurer les résultats de ces actions et ajuster les stratégies si nécessaire, garantissant de ce fait l'efficacité des interventions. Enfin, le marketing social est une approche qui cherche un impact social positif à horizon étendu en surveillant de manière incessante les changements de comportement et en s'adaptant aux évolutions de la société.

Jusqu'ici, nous avons présenté une explication de deux notions : le marketing et le marketing social. Nous avons défini la différence entre ces deux concepts qui sont à la fois des disciplines ayant pour but d'influencer les comportements et des stratégies de communication appliquées dans des contextes différents afin d'atteindre un objectif commun : influencer le comportement. Bien que leurs domaines d'application ne soient pas semblables, le marketing a pour tâche d'influencer les comportements du consommateur pour stimuler les ventes, tandis que le marketing social vise à influencer le comportement afin de promouvoir des changements sociaux bénéfiques, tels que la prévention des comportements à risque. Dans les deux contextes, le but est de susciter des réponses désirables chez le sujet-cible, que ce soit pour des profits commerciaux ou des progrès sociaux. Déconstruisons à présent le corpus, en nous attachant à ses mécanismes d'orientation argumentative¹⁷⁴.

4.2. Déconstruction du discours macronien face à la pandémie

« C'est en fonction de l'orientation argumentative donnée à un genre oratoire que le locuteur insiste davantage sur ce qu'il faut faire ou ne pas faire »

Rinn, 2002 : 67

L'efficacité du discours politique ne repose pas seulement sur la transmission d'un contenu informatif, mais sur l'habileté du sujet-énonciateur à orienter de manière stratégique l'argumentation. C'est en choisissant une orientation claire (insistant sur ce qu'il convient de faire ou d'éviter) qu'il peut influencer à la fois les représentations et les comportements du public-cible. Dans cette perspective, le discours n'est pas simplement un outil de

¹⁷⁴ Ici, le terme *déconstruction* est employé dans un sens inspiré de la pensée de Jacques Derrida (1967), qui consiste à interroger les fondements implicites d'un discours en révélant ses tensions internes, ses oppositions structurantes ainsi que ses effets de sens. Il ne s'agit pas d'une simple critique, mais d'une mise au jour des stratégies discursives sous-jacentes, en particulier dans la manière dont le discours macronien oriente et mobilise le destinataire dans un contexte pandémique.

communication, mais un instrument de persuasion. Il a pour but de guider le récepteur de modeler ses jugements et de susciter l'adhésion à une ligne d'action. Pour ce faire, l'énonciateur mobilise des arguments adaptés, recourt à un langage direct et cherche à exercer une forme d'influence construite, à la fois rationnelle et émotionnelle, sur le public-cible.

Le passage suivant illustre parfaitement l'idée de Rinn selon laquelle « l'orientation argumentative » d'un discours influence l'insistance « sur ce qu'il faut faire ou ne pas faire » :

« Nous devons nous en remettre au savoir et à la science. Ne jamais céder au complotisme, à l'obscurantisme, au relativisme. Nous devons continuer à innover, à créer, à entreprendre. C'est la force de l'esprit français. »¹⁷⁵

Macron, 24/11/2020

Cette déclaration présente une orientation argumentative claire, car elle incite à l'action et à la responsabilité individuelle et collective face à la crise. Cette orientation argumentative se manifeste par le biais d'une série de prescriptions et de recommandations, ce qui souligne l'exigence de suivre les principes de la science et de l'innovation pour surmonter les défis. Ici, le message construit un éthos rationnel et rassembleur, en réaffirmant avec solennité le rôle central du savoir et de la science comme fondements de l'action publique. En énumérant les menaces discursives que sont le complotisme, l'obscurantisme et le relativisme, il oppose à ces dérives une posture de lucidité et de rigueur intellectuelle. Ici, il s'agit de dénoncer, sans les nommer explicitement, les narratifs alternatifs, les discours de méfiance et les remises en question infondées de la légitimité scientifique qui ont émergé durant la crise sanitaire. Le complotisme désigne l'adhésion à des récits de manipulation souvent viraux sur les réseaux sociaux ; l'obscurantisme, le rejet des connaissances validées ; et le relativisme, une mise à égalité de toutes les opinions, même non fondées, au détriment de l'expertise. En contrepoint, l'appel à « innover, créer, entreprendre » réactive un imaginaire national valorisant la créativité, la solidarité et la résilience collective. Le sujet-énonciateur cherche, de ce fait, à fédérer autour d'une identité française fondée sur la raison, l'initiative et la confiance dans la science, tout en disqualifiant les formes de discours qui pourraient fragiliser l'unité nationale face à la crise sanitaire.

Ce passage fonctionne comme un véritable appel à l'engagement civique, en enracinant l'action politique dans un socle épistémologique clair : celui du savoir, de la

¹⁷⁵ Voir Vol. 2, p. 49.

science et de l'innovation. Par une série d'énoncés affirmatifs et normatifs, le locuteur politique trace les frontières discursives entre ce qui est légitime et ce qui est discrédité. Il ne s'agit pas seulement de justifier les décisions sanitaires à venir, mais de construire un cadre d'interprétation à travers lequel le citoyen-télespectateur est invité à adhérer aux choix gouvernementaux en les percevant comme rationnels, éclairés et cohérents avec une certaine image de l'esprit national. Cette stratégie discursive contribue à appuyer la crédibilité de la parole présidentielle tout en mobilisant un éthos collectif fondé sur la raison, l'innovation et la responsabilité.

Selon l'observation de Michael Rinn, ce passage illustre une stratégie d'orientation vers l'action. Par stratégie d'orientation vers l'action, on entend un dispositif rhétorique par lequel le sujet-locuteur structure son message en fonction d'un impératif pragmatique : inciter le sujet-récepteur à adopter certains comportements ou à rejeter d'autres. Cette orientation repose sur une articulation entre des injonctions (explicites ou implicites), des valeurs mobilisées et une construction argumentative qui cherche à guider l'interprétation vers une posture morale ou pratique attendue. Selon Rinn (2002 : 92), cette visée actionnelle dépend de l'orientation argumentative propre à chaque genre oratoire, qu'il soit délibératif, judiciaire ou épideictique. Dans le cadre de cette citation, l'opposition entre science et complotisme, création et obscurantisme, sert précisément à orienter l'auditoire vers un modèle de conduite fondé sur la rationalité et l'innovation. L'insistance répétée sur ce qu'il convient d'adopter et de rejeter structure l'intervention selon une logique dichotomique qui clarifie la ligne de conduite attendue. L'usage du modal « nous devons », placé en anaphore¹⁷⁶ au début de plusieurs phrases, confère au propos une force injonctive sans agressivité, tout en projetant une action partagée dans l'avenir immédiat.

Une question se révèle primordiale dans ce contexte : Comment la communication macronienne mobilise-t-elle le sujet-cible et engage-t-elle son soutien dans la lutte contre la COVID-19 ? Pour y répondre, nous nous pencherons sur l'analyse des expressions explicites d'engagement envers le sujet-cible et sur les mécanismes discursifs de l'appel à l'action collective dans le corpus. Nous nous concentrerons sur la manière dont le sujet-énonciateur

¹⁷⁶ La récurrence du pronom personnel « nous » relève d'une anaphore pronominale, dans la mesure où chaque occurrence reprend le même référent collectif (l'ensemble des Français, incluant le sujet-locuteur). Toutefois, au-delà de la simple reprise référentielle, cette répétition assume une fonction discursive : elle construit une identité partagée et produit un effet rhétorique d'inclusion et de mobilisation. L'anaphore, dans ce contexte, n'est donc pas seulement un procédé de cohésion textuelle, mais également une stratégie argumentative cherchant à renforcer l'unité du groupe énonciatif.

mobilise des stratégies d'énonciation et d'argumentation afin de galvaniser le soutien¹⁷⁷ du téléspectateur, c'est-à-dire de susciter une adhésion active, rationnelle et affective, à la cause commune de la lutte contre la crise. En effet, dans un contexte où la coopération collective et l'adhésion aux mesures sanitaires conditionnent l'efficacité de la réponse gouvernementale, il devient indispensable de comprendre comment le sujet-énonciateur construit son discours pour susciter une réponse non seulement rationnelle, mais aussi émotionnelle et comportementale de la part du public-cible. C'est dans cette perspective que s'inscrit notre analyse, qui vise à éclairer les logiques d'influence à l'œuvre dans le discours présidentiel en temps de crise.

En arrivant à ce stade, il est judicieux de poser la question suivante : Comment les expressions directes d'engagement envers le sujet-cible et les appels à l'action collective sont-ils mobilisés dans le propos macronien pour manifester une volonté d'influence sur le sujet-cible ? Dans cette perspective, notre problématique se formule ainsi : dans quelle mesure les expressions d'engagement explicite et les appels à l'action collective, dans le corpus, relèvent-ils d'une stratégie discursive visant à produire un effet d'incitation et à construire une dynamique collective de responsabilisation ?¹⁷⁸ Et notre hypothèse se formule ainsi : Les expressions directes d'engagement et les appels à l'action collective cherchent à mobiliser le sujet-cible, en suscitant l'adhésion à une cause et en incitant à une participation active au discours et à l'action collective. En mettant la responsabilité individuelle et collective en lumière, le Président préconise l'appel à la solidarité et renforce la relation entre les autorités et la société. À travers une analyse des exemples suivants, nous chercherons à éclairer les mécanismes sous-jacents à la mobilisation publique dans le contexte de pandémie.

Le Président déclare :

¹⁷⁷ Par galvaniser le soutien, nous entendons le processus par lequel le discours mobilise à la fois émotionnellement et cognitivement le récepteur, en suscitant une adhésion active aux objectifs énoncés. Il s'agit d'un appel à l'engagement collectif fondé sur des procédés rhétoriques et argumentatifs destinés à consolider la solidarité, la responsabilisation et le sentiment d'urgence chez le sujet-cible. Cette dynamique est centrale dans le discours de crise, où la parole politique a pour objectif de transformer la réception passive en action concertée.

¹⁷⁸ Il convient de préciser que notre analyse se concentre sur la force illocutoire des énoncés, c'est-à-dire sur l'intention pragmatique manifestée dans le discours macronien pour inciter à une prise de conscience ou à une mobilisation collective. Nous ne prétendons pas évaluer l'effet perlocutoire réel (effet réel) des discours analysés sur le comportement du citoyen, dans la mesure où cela supposerait des enquêtes empiriques postérieures à la diffusion des discours (telles que sondages, études comportementales ou données ministérielles), qui dépassent le cadre de cette thèse. Sur ce point, voir notamment : Austin, J. L. (1962). *How to Do Things with Words* Searle, J. R. (1969). *Speech Acts* ; et Kerbrat-Orecchioni, C. (2001). *L'énonciation. De la subjectivité dans le langage*.

« Cette crise doit être l'occasion d'une mobilisation nationale de solidarité entre générations. Nous en avons les ressorts. Il y a déjà des actions qui existent sur le terrain. Nous pouvons faire encore plus fort tous ensemble. »¹⁷⁹

Macron, 12/03/2020

Il s'agit un acte d'énonciation mobilisateur, articulant une injonction implicite à la solidarité intergénérationnelle par une série d'énoncés à la fois assertifs et prescriptifs. L'alternance entre l'appel collectif et la reconnaissance d'initiatives existantes installe un cadre discursif d'encouragement et de légitimation, fondé sur la possibilité d'un dépassement commun. Le Chef de l'Etat s'y positionne comme garant d'une cohésion nationale à activer, construisant ainsi un éthos rassurant et fédérateur. Couplée à la première personne du pluriel, la modalisation positive soutient un effet pragmatique d'adhésion et de projection vers une action collective concrète. Le locuteur-politique articule son discours autour d'une dynamique inclusive et stimulante, ayant pour but de construire un horizon d'action partagé. En évoquant une « mobilisation nationale », il inscrit la crise sanitaire dans une lecture non pas strictement alarmiste, mais comme une opportunité d'unification des forces sociales autour d'une valeur transversale : la solidarité. La structure de l'énoncé, basée sur des phrases brèves, affirmatives et facilement mémorisables, favorise une réception rapide du propos, renforçant de ce fait son potentiel mobilisateur. Par ailleurs, l'alternance entre constats rassurants (comme « il y a déjà des actions ») et projections positives (comme « nous pouvons faire encore plus fort ») permet de mettre en valeur la confiance tout en incitant à poursuivre l'effort. L'ensemble du passage fonctionne donc comme un levier rhétorique destiné à susciter l'engagement, en activant chez le sujet-récepteur un sentiment de responsabilité partagée et de capacité d'agir.

Cette citation illustre avec force les mécanismes de mobilisation et d'engagement directs par plusieurs procédés discursifs soigneusement orchestrés. D'emblée, le passage s'ouvre sur une injonction claire et normative : « cette crise doit être l'occasion d'une mobilisation nationale de solidarité entre générations », transformant la situation en un impératif moral et en une opportunité collective d'action. Ce ton direct, qui agit en tant qu'appel vibrant, crée une connexion à la fois immédiate et engageante avec le sujet-cible. Le pronom inclusif « nous » revient de manière anaphorique tout au long du passage, et cette inclusion linguistique construit un sentiment d'appartenance et d'engagement réciproque, essentiel pour susciter l'adhésion.

¹⁷⁹ Voir Vol. 2, p. 10.

Par ailleurs, les modalisateurs de capacité et d'intensification, comme « nous en avons les ressorts » et « nous pouvons faire encore plus fort », incarnent un volontarisme mobilisateur¹⁸⁰ qui dépasse la simple description de la réalité, car ils expriment une confiance active en la capacité commune à agir et à dépasser les obstacles. Ce discours projette une dynamique d'*empowerment* collectif¹⁸¹, invitant à une posture proactive face à la COVID-19. Enfin, l'expression « tous ensemble », de nature phatique et hautement symbolique, car elle joue un rôle performatif en scellant l'engagement commun et en renforçant la cohésion sociale autour de l'objectif partagé. Cette formule finale agit ainsi comme un rituel discursif qui appelle à la solidarité concrète et à l'action collective immédiate.

Ce passage met en lumière l'impératif d'une mobilisation collective face à la crise sanitaire, en insistant notamment sur la solidarité intergénérationnelle comme fondement d'une réponse efficiente à l'épidémie. En valorisant à la fois les initiatives déjà engagées et la possibilité de les amplifier « tous ensemble », le sujet-énonciateur tisse un discours porteur d'espoir et d'unité, tout en rappelant la responsabilité partagée, individuelle et collective, dans cette lutte. Par un recours stratégique à trois verbes d'action clés – |mobiliser|, |exister| et |pouvoir faire| – le sujet-énonciateur déplace le récepteur du simple constat vers une invitation concrète à l'action. Chacun de ces verbes est porteur d'une charge incitative forte¹⁸², qui encourage le sujet adressé à se sentir partie prenante et investi dans le processus de transformation sociale. L'usage de ces verbes transcende le cadre individuel afin de s'ouvrir sur une dynamique collective, pointant que la réponse à la crise repose sur un effort conjoint et solidaire. Cette emphase sur la responsabilité collective met en lumière la

¹⁸⁰ L'expression *volontarisme mobilisateur* désigne une posture discursive marquée par l'affirmation d'une capacité collective à agir, souvent exprimée à travers des modalisateurs de possibilité et des verbes à valeur dynamique (comme par exemple « nous pouvons », « faisons »). Ce type de formulation cherche à créer un effet d'engagement pragmatique, en ancrant l'appel à l'action dans une rhétorique de la détermination et de l'optimisme partagé.

¹⁸¹ *Empowerment collectif* désigne le processus par lequel un groupe ou une communauté acquiert progressivement les capacités, les ressources et la confiance nécessaires afin d'agir de manière autonome et influente sur son environnement social, économique ou politique. Il s'agit d'un renforcement du pouvoir d'agir partagé, qui cherche à encourager la participation active et la prise de décisions collectives en vue d'améliorer des conditions communes. Cette notion est largement utilisée en sciences sociales, notamment en psychologie communautaire, sociologie et gestion des organisations, pour décrire des dynamiques d'émancipation et de mobilisation collective (Zimmerman, 1995 ; Rappaport, 1987).

¹⁸² Par *charge incitative*, nous entendons la force illocutoire contenue dans certains verbes ou expressions, qui vise à provoquer une réaction, un engagement ou un passage à l'action de la part du destinataire. Ces formulations ne se contentent pas d'informer ; elles exhortent, encouragent ou suscitent une adhésion implicite à un projet commun. Dans le passage cité, les verbes indiqués ci-dessus contribuent à activer le sentiment de responsabilité collective et de devoir partagé.

solennité du message, où l'unité nationale devient à la fois un impératif moral et une stratégie d'efficacité.

Sur le plan stylistique et syntaxique, l'énoncé privilégie des phrases courtes, rythmées et affirmatives, qui visent à favoriser une réception rapide et une assimilation aisée du message par le citoyen-télespectateur. Ce choix de concision confère au passage un ton direct, énergique et mobilisateur, accroissant de ce fait sa force illocutoire. La répétition du pronom inclusif « nous » et l'usage de l'adverbe « ensemble » construit un éthos fédérateur, créant un sentiment d'appartenance collective et d'engagement partagé. Par ailleurs, la sélection de termes porteurs de valeurs – |mobilisation|, |solidarité|, |ressorts| – fait ressortir l'exigence morale et la résilience attendues, tout en consolidant le poids symbolique de l'appel à l'action. La construction grammaticale en phrases courtes, affirmatives et au présent de l'indicatif confère au passage une immédiateté et un dynamisme qui le rendent accessible et percutant. Enfin, cette simplicité syntaxique ne diminue en rien la profondeur du message ; au contraire, elle facilite son appropriation par un grand public, consolidant de ce fait son effet mobilisateur. En combinant le pronom inclusif « nous » avec des modalisateurs tels que « encore plus fort », l'énonciateur-politique active une double dynamique : d'un côté, il invite à l'action collective ; de l'autre, il valorise affectivement cet engagement, encourageant ainsi le téléspectateur à se projeter dans une démarche constructive et solidaire.

Après avoir souligné la valeur de l'âme généreuse et solidaire qui a caractérisé la France à travers les épreuves passées, le Chef de l'Etat annonce dans la citation suivante la nécessité d'une mobilisation nationale de solidarité entre les générations face à la crise. Puis, il réitère son appel à l'unité et à la générosité collective, invitant le téléspectateur à puiser dans le meilleur de soi-même pour affronter ensemble les défis ; regardons de plus près :

« Je compte sur vous toutes et tous pour faire Nation au fond. Pour réveiller ce qu'il y a de meilleur en nous, pour révéler cette âme généreuse qui, par le passé, a permis à la France d'affronter les plus dures épreuves.»¹⁸³

Macron, 12/03/2020

¹⁸³ Voir Vol. 2, p. 11

Ce passage s'inscrit dans une stratégie d'interpellation directe¹⁸⁴ et d'élévation collective. Par l'usage du discours adressé¹⁸⁵, le locuteur établit un lien à la fois personnel et émotionnel avec le sujet-cible, réduisant la distance institutionnelle propre à la parole présidentielle. La formulation mobilise un registre pathétique maîtrisé, ayant pour but d'éveiller l'adhésion affective du sujet-récepteur en l'inscrivant dans une communauté de destin. La structure rythmée de la citation, scandée par des propositions courtes et successives, crée une progression ascendante qui intensifie l'émotion et prépare une montée en puissance de l'appel. Cette montée rhétorique culmine dans une référence implicite à l'histoire collective et à la mémoire nationale, convoquant une dimension symbolique considérable. Pour cela, le discours articule une logique d'engagement personnel à une dynamique de réactivation identitaire, afin de susciter une mobilisation morale et citoyenne. L'orateur-politique cherche moins à convaincre par des arguments rationnels qu'à fédérer autour d'une vision valorisante de la communauté nationale, en ranimant un sentiment de fierté partagée et de responsabilité commune.

Le Chef de l'Etat opère dans ce contexte une double stratégie d'interpellation et de mobilisation citoyenne. En recourant au pronom personnel « vous », il établit une adresse directe au citoyen-télespectateur, abolissant ainsi la distance institutionnelle qui sépare habituellement le locuteur-politique du citoyen. Cette prise à partie explicite instaure un lien de proximité et implique dans l'immédiat la responsabilité individuelle et collective du sujet-récepteur. La formulation « je compte sur vous » n'est pas neutre, puisqu'elle convoque un engagement personnel du destinataire tout en insistant sur l'exigence d'une réponse solidaire de l'ensemble de la population. Par cette formulation, le locuteur-politique ne se contente pas d'informer ou de conseiller, il engage (voire sollicite) une coopération active. L'évocation de « l'âme généreuse » de la France joue un rôle central dans la stratégie

¹⁸⁴ Par *stratégie d'interpellation directe*, nous entendons une modalité discursive par laquelle le sujet-énonciateur réduit la distance entre lui et son destinataire en s'adressant à lui de manière à la fois explicite, personnelle et inclusive. Cette stratégie cherche à instaurer un lien d'identification et d'implication affective. Quant à elle, l'élévation collective désigne un procédé rhétorique qui vise à transcender les intérêts individuels pour mobiliser autour de valeurs communes, d'un idéal national ou d'une mémoire partagée. Ces deux dimensions participent ensemble à créer un effet d'unité et de mobilisation morale du corps social, en ancrant le discours dans une dynamique à la fois émotionnelle et identitaire.

¹⁸⁵ Le *discours adressé* désigne une forme d'énonciation où le sujet-énonciateur construit explicitement son propos en fonction d'un destinataire présent, réel ou virtuel, qu'il interpelle, mobilise ou sollicite. Il se caractérise par l'emploi de marques de subjectivité (pronoms, modalisateurs), de dispositifs d'interpellation (vocatifs, appels à l'action) et par une orientation pragmatique vers la réception. Cette forme discursive est centrale dans le discours politique, en particulier dans les moments de crise, où l'adhésion du sujet-cible est recherchée activement. Voir à ce sujet : Dominique Maingueneau, *Le discours*, Paris, Armand Colin, 2014, p. 85 – 88.

discursive, parce qu'elle fonctionne ici comme un ancrage mémoriel et symbolique, en rappelant les valeurs d'altruisme et de solidarité qui auraient, par le passé, permis à la nation de surmonter des crises majeures. Cette projection dans une mémoire collective valorisante sert à mettre en valeur l'identification du récepteur au récit national et à l'encourager à s'inscrire dans sa continuité. Ainsi, en appelant à « réveiller ce qu'il y a de meilleur en nous », le Président Macron convoque un imaginaire commun et valorisant, conçu pour susciter une réponse émotionnelle et fédératrice.

La formule « pour faire Nation au fond » condense une stratégie rhétorique symbolique, où l'acte de « faire Nation » est présenté comme un processus collectif, moralement fondé et fondamental. Le syntagme mobilise un verbe d'action, [faire], employé de manière performative, qui confère à la nation un statut non pas figé ou donné, mais en perpétuelle (re)construction. Ce choix lexical suggère que la Nation n'est pas un acquis, mais une entité qui se forge par l'engagement actif de ses membres. De ce fait, l'emploi de [faire] implique une responsabilité distributive, où chacun devient co-artisan du projet national. Ici, « au fond » apporte une profondeur supplémentaire à cette déclaration, qui dépasse la simple injonction à l'unité pour en appeler à une recherche d'authenticité, voire à une introspection collective. Il ne s'agit pas simplement d'une solidarité de circonstance ou d'un réflexe de survie face à l'épidémie, mais d'un retour à l'essence même de la communauté nationale, à ce qui la constitue de manière durable. Il s'agit moins ici de proclamer une unité de façade que de raviver une conscience nationale partagée, basée sur un socle éthique et historique. L'emploi du pronom personnel « vous » contribue, sur le plan énonciatif, à personnaliser l'appel, en ancrant la responsabilité de « faire Nation » dans l'espace de l'interlocution directe. Il s'agit là d'un procédé d'interpellation stratégique, ayant pour but d'impliquer tous les citoyens dans un projet collectif, tout en renforçant l'adhésion émotionnelle. En rendant le sujet-récepteur partie prenante de ce « faire » symbolique, le locuteur-politique renforce la performativité de son discours, car la nation se construit à travers le langage même qui l'invoque.

Après avoir évoqué l'appel à l'unité nationale et à la mobilisation collective, le Chef de l'Etat formule une demande à l'ensemble de la société d'être responsable et solidaire¹⁸⁶ :

¹⁸⁶ Ce passage reflète la réponse urgente et ferme du Président face aux manquements à l'application des consignes de sécurité observés dans la période précédant ce discours, pointant la nécessité de renforcement des directives et de responsabilité collective.

« Mes chers compatriotes, en étant unis, solidaires, je vous demande d'être responsables tous ensemble et de ne céder à aucune panique, d'accepter ces contraintes, de les porter, de les expliquer, de vous les appliquer à vous-mêmes. »¹⁸⁷

Macron, 16/03/2020

Ce passage repose sur une structure énonciative qui vise à renforcer le lien entre le locuteur-politique et le destinataire. L'adresse inaugurale, marquée par l'interpellation solennelle « mes chers compatriotes », instaure un cadre relationnel à la fois horizontal, affectif et inclusif, qui vise à créer un climat de proximité et de confiance. Le discours articule ensuite une série d'injonctions construites dans une progression ascendante, organisées autour d'un double impératif : rester unis et adopter une posture de responsabilité collective. L'ac-cumulation des verbes à l'infinitif, dans un rythme presque incantatoire, a pour but de produire un effet de martèlement persuasif qui cherche à intensifier la portée performative du propos. Cette gradation engage le sujet-récepteur à la fois dans un effort de compréhension, de transmission et d'appropriation individuelle des consignes. Par l'usage du pronom « je » combiné à « vous demande », le Chef de l'Etat renforce sa position d'autorité tout en se posant comme figure de confiance, dans une posture à la fois directive et bienveillante. Enfin, la récurrence du pluriel inclusif (comme « tous ensemble », « vous-mêmes ») active une rhétorique de la communauté unie, visant à déclencher une dynamique d'adhésion collective et à susciter une mobilisation émotionnelle et civique dans un moment de crise.

Le discours emploie ici le segment phrastique « contraintes » pour désigner les mesures gouvernementales, et cette désignation revêt une importance particulière, dans la mesure où elle assume explicitement le caractère restrictif de ces décisions. Par cet usage, il reconnaît que ces mesures peuvent être perçues comme des limitations ou des obstacles, mais il les inscrit néanmoins dans une logique de nécessité collective, en les présentant comme des efforts indispensables pour surmonter l'épidémie. La structure « de les porter, de les expliquer » s'inscrit dans une série d'infinitifs introduits par la préposition « de », dépendant tous du verbe principal [demander]. Ces infinitifs fonctionnent ici comme des compléments circonstanciés exprimant les actions attendues du sujet-cible. Ils traduisent des gestes supplémentaires que le passage invite à accomplir (au-delà du simple respect des mesures) en engageant activement le citoyen dans leur diffusion, leur justification et leur appropriation. Cette construction met de ce fait en avant une vision participative de la lutte

¹⁸⁷ Voir Vol. 2, p. 18.

contre la crise sanitaire, dans laquelle chacun devient un relais actif de la parole publique et de l'effort collectif.

Dans l'énoncé « vous les appliquer à vous-mêmes », le Président fait un choix rhétorique délibéré en recourant à une formulation réflexive plutôt qu'à la tournure plus simple « les appliquer ». Cette précision introduit une dimension personnelle et engageante, expliquant qu'il ne s'agit pas seulement d'obéir à une consigne extérieure, mais de s'approprier les mesures, de les intégrer à son propre comportement. En insistant sur le pronom « vous-mêmes », le locuteur-politique cherche à responsabiliser directement le télé-spectateur, en l'incitant à adopter une posture d'autodiscipline. Ce tournant discursif transforme la contrainte en devoir moral, et l'obéissance en acte volontaire. La force de cette expression repose sur son appel à la cohérence individuelle, indiquant qu'il ne suffit pas de soutenir les mesures dans l'abstrait, mais qu'il faut également en être le premier garant dans sa propre conduite. Cette forme d'auto-application valorise de ce fait une logique d'exemplarité, dans laquelle chacun est à la fois acteur et modèle de l'engagement collectif. En ce sens, l'effet rhétorique est double : l'adhésion devient intime et sociale, renforçant l'efficacité de l'appel dans un contexte de crise.

Dans ce passage, l'organisation syntaxique repose sur une succession de verbes structurés autour de « je vous demande », qui fonctionne comme un impératif atténué servant de matrice énonciative. Ce prédicat, bien qu'encadré par une formule d'adresse solennelle (« mes chers compatriotes »), n'en reste pas moins directif, car il introduit une série de verbes à l'infinitif (« d'accepter », « de les porter », « de les expliquer », « de vous les appliquer »), ce qui construit une gradation prescriptive. Cette accumulation participe ainsi à une rhétorique de l'engagement personnel et collectif, où la syntaxe elle-même joue un rôle mobilisateur. Le choix de juxtaposer ces actions à travers un rythme rapide et fluide (sans subordination complexe ni détours discursifs) imprime à la déclaration une dynamique de mobilisation directe. Par ailleurs, la formule « en étant unis, solidaires » en début de citation, agit comme un conditionnel implicite de l'action réussie, et elle pose les prérequis éthiques de l'obéissance aux injonctions. La mention collective « tous ensemble » couplée au pronom réfléchi « vous les appliquer à vous-mêmes » construit un éthos participatif, où le sujet-orateur ne parle pas seulement à la population, mais cherche à impliquer chacun dans une forme d'autodiscipline solidaire. Cette configuration syntaxique et pragmatique traduit donc un usage stratégique de l'injonction, à la fois ferme dans la structure et inclusive dans l'adresse.

L'absence de coordination explicite par la conjonction « et » dans la formule « en étant unis, solidaires » constitue un choix stylistique et rhétorique significatif. En effet, cette asyndète¹⁸⁸ permet de placer les deux adjectifs « unis » et « solidaires » dans une relation de parataxe, suggérant une équivalence implicite et un enchaînement fluide des qualités attendues du sujet-cible. Cette mise en série sans connecteur conjonctif consolide l'impression d'un effort collectif organique, sans hiérarchisation ni logique argumentative apparente. Le rythme y gagne en solennité et en gravité, souligné par la brièveté des segments et leur position en tête de phrase. Par ailleurs, cette structure laisse place à une certaine interprétabilité ouverte : « unis » renvoie à la cohésion nationale, tandis que « solidaires » engage une dimension plus affective et altruiste, et l'absence du « et » dissocie subtilement les deux valeurs tout en les rapprochant syntaxiquement, créant en conséquence un effet de condensation sémantique. Ce type de formulation est courant dans les discours solennels où la rhétorique de la gravité est soutenue par des procédés d'économie linguistique et d'intensification symbolique.

Pour répondre à notre question de départ : Comment les expressions directes d'engagement envers le sujet-cible et les appels à l'action collective sont-ils utilisés dans le discours macronien pour mobiliser le soutien du public-cible et encourager une réaction active à l'épidémie ? Le Président s'appuie sur des expressions directes d'engagement envers son téléspectateur et des appels à l'action collective afin de mobiliser le soutien du sujet-cible et d'encourager une réaction forte à l'épidémie de plusieurs manières distinctes. Tout d'abord, il valorise la solidarité en pointant l'idée que le citoyen et les autorités sont ensemble dans la lutte contre la pandémie. Par son utilisation de segments phrastiques tels que « nous », « ensemble » et « unis », le message renforce l'image d'appartenance à une communauté engagée dans un combat collectif. Ensuite, la communication présidentielle lance un appel à la responsabilité individuelle et collective en encourageant le sujet-cible à assumer sa part de responsabilité dans la gestion de la crise, mettant en lumière le besoin de contribuer activement à la protection de la santé publique. Enfin, le message renforce la confiance dans la capacité collective à surmonter la crise, mettant en évidence qu'ensemble il est possible de surmonter les épreuves et de reconstruire un avenir meilleur. En combinant

¹⁸⁸ Suppression du lien coordonnant : il s'agit d'un procédé stylistique par lequel les mots (ou propositions) sont juxtaposés sans conjonction (comme et, ou, mais), créant un rythme plus rapide et direct, accentue l'énumération et permet de mettre en lumière chaque élément de manière individuelle. Dans ce passage, l'asyndète consolide l'effet de fluidité et d'égalité entre « unis » et « solidaires », en soulignant que ces qualités sont également attendues du sujet-cible.

ces éléments, les expressions directes d'engagement et les appels à l'action collective dans le discours présidentiel visent à mobiliser le soutien du sujet-cible, renforçant la cohésion sociale, encourageant la participation active de chacun, et suscitant le sentiment d'engagement et de solidarité face à l'épidémie.

Dans le passage précédent, le Chef de l'Etat exalte l'unité nationale en mobilisant un registre identitaire fondé sur l'histoire, la culture, la langue et la laïcité françaises, présentées comme des repères fondamentaux face aux menaces de fragmentation, de repli ou d'obscurantisme. Il convient désormais d'analyser le passage suivant, dans lequel il aborde un ensemble de valeurs fondamentales qui contribuent à définir la nation, regardons-le de plus près :

« Croyons en nous ! Croyons en la France ! En une France qui reste elle-même. Forte de son histoire, de sa culture, de sa langue, de sa laïcité, de ce qui l'unit. Forte de son esprit de résistance à la dilution dans un monde qui va à la soumission, aux dogmes, aux obscurantismes, au retour du nationalisme. Forte de sa volonté d'embrasser l'avenir et de continuer d'assumer sa part d'universel. »¹⁸⁹

Macron, 09/11/2021

Ce passage se déploie comme un appel vibrant, articulé autour d'une succession d'énoncés affirmatifs et d'exhortations, qui rythment la déclaration par une dynamique ascendante et insistante. L'anaphore¹⁹⁰ initiale « croyons en » instaure un ton impératif et rassembleur, invitant le sujet-cible à une adhésion collective et confiante. Cette répétition met en lumière l'énergie persuasive et crée un effet d'insistance mobilisatrice. La structure en phrases courtes et segmentées donne un rythme à la fois cadencé et solennel, ce qui favorise la mémorisation et l'appropriation du message. Le recours à la coordination par « et » dans la dernière phrase amplifie cette progression en accumulant les éléments positifs, offrant de ce fait une image d'unité et de continuité dans le projet national. Par ailleurs, l'organisation du message en oppositions implicites, entre ce qui unit et ce qui menace, ce

¹⁸⁹ Voir Vol. 2, p. 92.

¹⁹⁰ Dans cette citation, l'antécédent « la France » est repris par l'expression « une France qui reste elle-même », constituant une anaphore lexicale. Cette reprise ne se contente pas de répéter le référent, elle le requalifie et l'enrichit par des traits identitaires, illustrant la capacité de l'anaphore lexicale à assurer à la fois la coréférence et la cohésion sémantique. De plus, la répétition initiale de « Forte de ... » en tête des phrases suivantes agit comme une anaphore stylistique coréférentielle, maintenant le lien discursif avec le référent principal tout en structurant le texte de manière rhétorique. Cette double fonction (répétition lexicale et coréférence implicite) montre comment l'anaphore peut servir simultanément la cohésion textuelle, la progression argumentative et la dimension persuasive du message.

qui est enraciné dans l'histoire et ce qui est projeté vers l'avenir, construit une logique argumentative qui appuie la cohésion du message. Cette articulation concourt à faire du discours un vecteur d'identité collective, tout en positionnant l'action future comme la continuation indispensable de cet héritage. Enfin, le choix du présent de l'indicatif et de la voix active confère à l'ensemble une immédiateté et une force d'engagement, mettant en lumière le caractère actuel et impératif de cette croyance en soi et en la nation.

Dans cette déclaration, l'unité nationale se manifeste à travers la mise en avant des fondements essentiels de la France, ainsi que par l'affirmation d'une « résistance » face aux influences extérieures et d'un engagement envers des idéaux universels. Le discours mobilise des repères historiques, culturels, linguistiques et idéologiques, tels que « histoire », « culture », « langue », « ce qui l'unit », « esprit de résistance », « volonté d'embrasser l'avenir » et « assumer sa part d'universel », qui constituent le socle commun de la société française, soulignant la cohésion et le sentiment d'appartenance collective. Sur le plan discursif, le sujet-énonciateur recourt à une structure répétitive, inaugurée par l'impératif |croyons|, qui stimule l'action et la foi en un idéal partagé. Cette répétition accentue la portée des convictions exposées et leur dimension impérative. Par ailleurs, les références à l'histoire, la culture, la langue et la laïcité évoquent avec précision des valeurs fondamentales. Ici, l'histoire souligne la continuité et l'héritage, la culture incarne la créativité et la diversité, la langue symbolise la communication et la cohésion, tandis que la laïcité illustre la liberté et la séparation entre Eglise et Etat.

Concernant la syntaxique de cette déclaration, elle se caractérise par une construction simple et puissante. Les phrases courtes et directes insufflent un rythme soutenu, générant un véritable élan dans la communication. L'énumération répétée dans « de son histoire, de sa culture, de sa langue, de sa laïcité » met en valeur l'inclusivité du propos et consolide sa portée rassembleuse. Par ailleurs, le recours à des parallélismes tels que « à la soumission, aux dogmes, aux obscurantismes » cherche à instaurer une symétrie qui accentue le contraste entre les valeurs rejetées et celles adoptées par la République. D'un point de vue stylistique, le ton mobilisateur est appuyé par un vocabulaire empreint de conviction. Les termes |résistance|, |volonté|, |embrasser l'avenir| et |assumer sa part d'universel| ont pour but de susciter l'optimisme et d'encourager un engagement confiant envers l'avenir. Le lexique valorisant, notamment à travers le mot |force|, contribue à projeter l'image d'une France dynamique et résolue. En associant des structures syntaxiques percutantes à un style incitatif,

le sujet-énonciateur élabore un message persuasif qui appelle à la fois à l'action collective et à l'unité nationale.

Dans la promotion de l'unité nationale, le discours revêt une importance irréfutable. Dans ce sens, l'application stratégique du langage dans la communication politique, selon Eco (1976 : 277), transmet des valeurs ainsi que participe à cultiver le soutien de l'auditoire. La recherche d'Anita Fetzer (2011: 260) sur les caractéristiques grammaticales du discours politique montre comment le sujet-énonciateur appelle à l'action collective en utilisant des verbes cognitifs, tels que « croire », associés à des pronoms d'autoréférence. Cela lui permet d'intensifier la force pragmatique de ses propositions, le présentant en conséquence comme un individu lambda exprimant des pensées et des opinions. Prenons l'exemple suivant :

« Nous avons tous ensemble tenu et, je le crois, fait à chaque étape les choix collectifs indispensables pour protéger chacun d'entre nous et nous protéger comme Nation. »¹⁹¹

Macron, 09/11/2021

Ce passage repose sur une structure syntaxique fluide et bien rythmée, qui associe inclusion, progression argumentative et solennité. L'emploi du pronom personnel « nous » en position d'ouverture installe d'emblée une dimension collective, qui confère au propos une portée unificatrice. La construction binaire « chacun d'entre nous » et « nous protéger comme Nation » articule une double échelle, individuelle et nationale, et permet de relier l'intérêt particulier à l'intérêt général dans une logique d'engagement partagé. Le rythme de la citation est soutenu par l'usage coordonné des temps verbaux : le passé composé, associé à une action commune accomplie, donne au message un ton rétrospectif valorisant, tandis que la formule modale « je le crois » insuffle une dimension personnelle, presque introspective, consolidant l'effet d'authenticité. Par ailleurs, la structure cumulative du passage (|tenu|, |fait|, |protéger|) crée un effet d'enchaînement logique, où chaque action semble découler naturellement de la précédente, mettant en évidence l'idée de cohérence politique et morale. Sur le plan discursif, cette formulation met en scène une solidarité active et réfléchie, fondée sur la répétition implicite de l'idée de |choix| et de responsabilité. Le ton reste assertif et inclusif, permettant de mobiliser le sujet-récepteur en valorisant sa participation passée tout en consolidant son adhésion pour la suite.

¹⁹¹ Voir Vol. 2, p. 78.

Dans cette déclaration, le verbe |croire| agit comme un marqueur discursif de conviction, ce qui renforce l'appel à l'action collective. En affirmant « je le crois », le sujet-énonciateur insuffle une dimension personnelle et engageante à son propos, exprimant sa foi en la capacité des citoyens à agir de manière solidaire en vue d'un objectif commun. Cette incise introduit une posture de leadership fondée sur la confiance, valorisant à la fois les actions entreprises et ceux qui les ont portées. Elle confère au passage une tonalité affirmée et empathique, en montrant que l'orateur-politique partage les efforts du collectif tout en validant leur efficacité. L'utilisation du pronom inclusif « nous » consolide l'idée d'appartenance et de responsabilité commune, instaurant une dynamique de solidarité nationale.

Par ailleurs, le syntagme « choix collectifs indispensables » met en lumière le caractère réfléchi, concerté, des décisions prises, renforçant ainsi leur légitimité démocratique. Il s'agit moins d'une imposition que d'une adhésion à des valeurs partagées. La capitalisation du segment phrastique « Nation » lui confère une portée symbolique forte, élevant l'objet de la protection au-dessus des intérêts individuels et soulignant l'importance de la cohésion sociale face à la COVID-19. La structure syntaxique de cette citation, marquée par l'emploi du passé composé |avons tenu|, |avons fait|, traduit un bilan d'étape. Ce temps verbal ancre le message dans une temporalité d'action achevée, tout en suggérant que l'engagement passé constitue le fondement de la réussite présente. Enfin, le complément d'objet direct « chacun d'entre nous » met en lumière la participation de tous, rappelant que la réussite collective repose sur l'implication individuelle. Il s'agit là d'un discours d'unification, à la fois mobilisateur, rétrospectif et prospectif, où la parole présidentielle cherche à consolider l'unité nationale autour d'un récit d'efforts partagés et de responsabilité commune, dans un contexte politique préélectoral¹⁹².

Lorsqu'un orateur aligne le pronom pluriel de la première personne avec un verbe modal, il tente d'aligner son auditoire avec son message. Le tableau suivant illustre l'usage des verbes modaux dans les allocutions étudiées :

¹⁹² Ce discours est prononcé à moins de six mois de l'élection présidentielle. La valorisation d'un bilan collectif positif peut ainsi être regardée comme un élément stratégique de légitimation en amont du scrutin.

Discours Verbe	n°1	n°2	n°3	n°4	n°5	n°6	n°7	n°8	Total
Allons ¹⁹³	4	1	4	4	6	7	5	2	33
Devons	3	9	5	6	11	6	8	4	52
Pouvons	1	0	3	0	3	1	1	1	10
Savons	0	0	1	3	2	1	0	1	8
Voulons	0	0	0	0	2	0	0	1	3
Faisons ¹⁹⁴	2	1	1	2	0	6	0	0	12
Total	10	11	14	15	24	21	14	10	118

Tableau n°5 : Les occurrences de verbes modaux avec le déictique « nous »¹⁹⁵

Ce tableau présente les données quantitatives des verbes modaux utilisés dans notre corpus¹⁹⁶. Les résultats pointent une tendance particulière, où les verbes |devoir| et |aller|

¹⁹³ Notons que le verbe |aller| s'emploie ici sous la forme d'un futur proche qui, comme le montrera l'analyse suivante, est directement lié aux valeurs modales.

¹⁹⁴ Dans notre contexte, le verbe *faire* a une valeur assertive.

¹⁹⁵ Tableau personnel réalisé sur le logiciel Excel. Nous avons compté les répétitions des verbes modaux dans chaque discours séparément. Ensuite, nous avons organisé ces comptes dans le tableau Excel, nous permettant d'obtenir le nombre total de répétitions de tous les verbes modaux après avoir ajouté les dénombrements finaux.

¹⁹⁶ L'usage fortement prépondérant du verbe |devoir| (52 occurrences), en contraste frappant avec la rareté du verbe |vouloir| (3 occurrences), illustre un positionnement rhétorique fondamental du corpus. Le verbe |devoir|,

dominant. Charteris-Black (2014 : 122) les qualifie de « verbes modaux de haut niveau » grâce à leur capacité à exprimer un fort engagement et à influencer les perceptions du pouvoir. De même, ces verbes transmettent les notions d'obligation, de certitude et de leadership. L'utilisation présidentielle de ces verbes revêt une importance expressive, vu qu'ils ne servent pas seulement à communiquer un message, mais plutôt à affirmer l'autorité et le pouvoir macroniens. Associé au pronom auto-référentiel « nous », l'emploi de ces verbes renforce l'autorité macronienne et suscite chez le téléspectateur un effet de responsabilité collective dans la lutte contre l'épidémie. Prenons quelques exemples qui illustrent notre propos. Commençons par le verbe |aller| dans le passage suivant :

« Vous l'avez compris, la vaccination n'est pas tout de suite obligatoire pour tout le monde, mais nous allons étendre au maximum le pass sanitaire pour pousser le maximum d'entre vous à aller vous faire vacciner. »¹⁹⁷

Macron, 12/07/2021

Cette citation repose sur une stratégie discursive d'adhésion progressive, dans laquelle l'énonciateur-politique cherche à faire accepter une mesure contraignante en l'introduisant avec prudence. La déclaration articule une posture d'autorité mêlée à une volonté de persuasion douce, en instaurant un équilibre entre explication, justification et anticipation de la réaction du grand public. La structure syntaxique, relativement accessible, permet une transmission claire du message tout en conservant un ton direct. Le recours à des formulations modalisées et nuancées cherche à introduire un effet de gradation, ce qui rend la mesure communiquée moins brutale et plus acceptable. En outre, l'articulation du message entre reconnaissance de la compréhension du sujet-cible et annonce d'une extension à venir favorise une relation dialogique entre le locuteur-politique et le téléspectateur : le discours s'adresse directement au citoyen, le prend à témoin, et vise à l'impliquer tout en guidant son comportement.

modal d'obligation, exprime la contrainte, l'impératif collectif et la responsabilité morale ou institutionnelle, et il construit une éthique de l'action fondée sur la nécessité. En revanche, |vouloir|, est un verbe de volonté personnelle ou collective, qui engage davantage le désir, l'intention ou l'initiative, dimensions qui, dans le contexte de crise, cèdent le pas face à l'exigence du devoir. Le locuteur-politique forge, ce faisant, une légitimité discursive en ancrant ses injonctions dans la logique du devoir partagé plutôt que dans celle d'un élan volontaire. Cette dissymétrie modale structure un éthos de leader à la fois responsable et rationnel, contraint d'agir au nom de la Nation, et non par simple volonté ou ambition. Pour cela, cette asymétrie verbale ne relève pas du hasard lexical mais témoigne d'une stratégie de légitimation et de mobilisation par la contrainte rationnelle, mettant en évidence combien l'épidémie appelle au nous devons, bien plus qu'au nous voulons.

¹⁹⁷ Voir Vol. 2, p. 70.

L'ensemble de la construction a pour but de créer un effet de persuasion pragmatique, autrement dit faire passer une décision politique ferme sous une forme d'apparente flexibilité, en installant une dynamique d'engagement sans confrontation ouverte. La formulation de ce discours témoigne de ce fait d'une maîtrise rhétorique de l'annonce politique, combinant à la fois anticipation des objections, légitimation de l'action et mobilisation du sujet-cible. Cette stratégie persuasive s'inscrit toutefois dans un contexte sensible, marqué par des résistances sociales croissantes, notamment face à l'obligation vaccinale imposée aux professionnels de santé¹⁹⁸.

Ce passage illustre une stratégie discursive visant à faire adhérer progressivement le public-cible à une mesure gouvernementale sensible, à savoir l'incitation à la vaccination par l'élargissement du pass sanitaire, sans recourir à l'obligation explicite. La déclaration repose sur un équilibre subtil entre persuasion et anticipation des résistances. Ici, usage du verbe |aller| dans la formulation « nous allons étendre au maximum le pass sanitaire » reflète une intention déterminée du locuteur, tout en ancrant son propos dans une temporalité immédiate et concrète, celle du futur proche. Ce choix syntaxique exprime une décision arrêtée, présentée comme inévitable, mais sans brutalité. Il s'agit donc d'un engagement ferme, formulé de manière inclusive à travers le pronom « nous », qui a pour tâche de renforcer la dimension collective de l'action et suggère une forme de consensus. Par ailleurs, la seconde partie de la citation « pousser le maximum d'entre vous à aller vous faire vacciner » explicite l'objectif poursuivi. Le verbe |pousser| introduit une visée incitative assumée, tandis que la structure verbale « aller vous faire vacciner » cherche à insister sur une projection dans l'action, mettant en lumière le passage de l'intention à la mobilisation effective. L'ensemble du discours est marqué par une modalité dynamique, orientée vers l'efficacité et l'engagement. En conjuguant intentionnalité politique, inclusion rhétorique et appel à la responsabilité individuelle, le sujet-énonciateur parvient à présenter une mesure coercitive comme une démarche de mobilisation collective pour un objectif perçu comme d'intérêt général.

¹⁹⁸ Le 12 juillet 2021, le Président de la République annonce la vaccination obligatoire pour le personnel médical. Il déclare : « dans un premier temps, pour les personnels soignants et non-soignants des hôpitaux, des cliniques, des maisons de retraite, des établissements pour personnes en situation de handicap, pour tous les professionnels ou bénévoles qui travaillent au contact des personnes âgées ou fragiles, y compris à domicile, la vaccination sera rendue obligatoire sans attendre. » (Macron, 12/07/2021, Voir Vol. 2, p. 67). Cette décision, déjà impopulaire auprès d'une partie de la population, a suscité débats et mobilisations, en particulier autour des enjeux de liberté individuelle et d'acceptabilité des mesures sanitaires.

Cette formulation met en scène l'urgence de la situation et la volonté d'un engagement immédiat. L'usage du futur proche, conjugué au verbe d'action |aller|, renforce l'idée d'un mouvement résolu vers une mise en œuvre concrète ; celle de l'extension du pass sanitaire. Associé au verbe |étendre|, |aller| suggère ici une démarche volontaire, orientée vers l'action, et porte en lui une charge mobilisatrice destinée à impliquer activement la population. Cette citation traduit ainsi un appel implicite à la responsabilité citoyenne, où chacun est invité à contribuer à l'effort collectif. L'implication du citoyen ne repose pas sur la contrainte, mais sur une stratégie d'adhésion construite à travers le discours, où la population est incitée à s'engager dans une dynamique partagée. Le verbe |aller| devient, dans ce cadre, un vecteur rhétorique central, comme il incarne une orientation vers un objectif commun, en pointant non seulement le mouvement vers la vaccination, mais également l'unité requise pour surmonter la crise. Le Président Macron y projette l'image d'un leadership affirmé mais participatif, fondé sur la conviction que la mobilisation générale est la clé de la réussite. Ce choix discursif s'inscrit dans une stratégie persuasive qui cherche à ancrer la lutte contre la COVID-19 dans un horizon collectif, en valorisant la solidarité nationale comme condition essentielle de l'efficacité des mesures sanitaires.

Étudions l'usage du verbe |devoir| dans la déclaration suivante :

« Tout cela c'est le fruit de nos choix collectifs et c'est aujourd'hui encore, que nous devons prendre de nouvelles décisions pour rester maîtres de nos vies comme citoyens et maîtres de notre destin comme Nation pour les années qui viennent. Oui, car nous avons devant nous une forme d'accélération du monde, des grandes décisions qui sont à prendre. »¹⁹⁹

Macron, 09/11/2021

Cette déclaration s'inscrit dans une logique discursive de continuité et de projection, articulant passé, présent et futur au service d'un récit mobilisateur. Le locuteur-politique structure son propos autour d'une progression argumentative ascendante, en établissant d'abord un bilan positif, puis orientant immédiatement vers l'exigence d'une poursuite de l'engagement collectif. Cette structure permet d'installer un effet de relance, maintenant l'attention du sujet-récepteur tout en légitimant l'exigence de nouvelles décisions. Sur le plan rhétorique, l'utilisation de phrases longues, rythmées par des coordinations et des modalisations, imprime une cadence solennelle au discours. L'alternance entre les verbes au passé et au présent pointe d'un côté l'héritage des actions passées et de l'autre l'urgence

¹⁹⁹ Voir Vol. 2, p. 83 – 84.

d'un nouvel élan. Le recours à des oppositions implicites renforce le pathos du discours, incitant l'adhésion émotionnelle du grand public. En élargissant la perspective temporelle aux « années qui viennent », le syntagme final donne à l'appel une portée stratégique, inscrivant l'action citoyenne dans une vision à long terme. Cette articulation temporelle et cette mise en tension entre continuité et décision confèrent à la déclaration une dimension à la fois prospective et déterminante, consolidant son pouvoir d'influence. Cette posture d'anticipation, combinée à un appel à la responsabilité collective, peut également être lue comme une manière de préparer l'opinion à l'approche de l'échéance présidentielle de 2022²⁰⁰.

Cette déclaration cherche à valoriser les accomplissements collectifs tout en pointant l'exigence de poursuivre l'engagement par la prise de nouvelles décisions, essentielles pour préserver la souveraineté individuelle et nationale « pour les années qui viennent ». L'emploi du verbe modalisateur |devoir| installe une dimension prescriptive, car il traduit une obligation morale qui s'impose au récepteur. En insistant sur l'urgence d'« agir aujourd'hui encore », le locuteur-politique confère à son discours un caractère d'actualité immédiate, tout en projetant cette action dans une temporalité élargie. L'articulation entre citoyenneté et destinée nationale crée un effet d'élévation, reliant les choix individuels à l'avenir collectif. Cette citation s'inscrit donc dans une stratégie discursive mobilisatrice, qui vise à interpeller directement le sujet-cible en l'invitant à prendre part, de manière consciente et concertée, aux décisions à venir. Par cette structure, le Président Macron réactive un éthos de responsabilité partagée et propose une vision du futur fondée sur l'action commune, condition nécessaire à la maîtrise du devenir national.

Dans cet énoncé, les valeurs modales sont affirmées, traduisant une injonction implicite et une exigence collective. Lorsque le sujet-énonciateur déclare que « nous devons prendre de nouvelles décisions », il ne se contente pas de pointer une simple orientation politique, mais il engage le corps social tout entier dans une dynamique d'action concertée. Le pronom « nous », polysémique, fédère les décideurs et le citoyen, instaurant le sentiment de responsabilité partagée face aux enjeux à venir. Cette formulation ne repose pas simplement sur une obligation juridique ou administrative, mais sur un besoin moral, perçu comme essentiel à la préservation de l'autonomie individuelle autant que de la souveraineté

²⁰⁰ Ce discours met en lumière l'insistance sur la maîtrise collective du destin national et sur la prise de décisions cruciales, ce qui peut être lu en tant qu'appel à la mobilisation et à la consolidation du soutien populaire, renforçant ainsi son pouvoir d'influence politique.

nationale. L'expression modale agit comme un levier discursif qui mobilise le sujet-cible, en inscrivant l'action politique dans un devoir civique, ce qui montre que prendre part activement à la maîtrise de son avenir personnel et collectif. Ainsi, le verbe |devoir| structure l'énoncé autour d'un impératif de vigilance et d'engagement face aux transformations du monde, tout en consolidant l'idée que les décisions à venir sont déterminantes pour l'équilibre à long terme du pays.

Sur le plan syntaxique, le verbe |devoir|, conjugué à la première personne du pluriel au présent de l'indicatif, traduit une modalité déontique forte, car il exprime une obligation et une nécessité collectives. Ce choix grammatical inscrit l'énonciateur-politique dans une posture inclusive, engageant à la fois l'Etat et le citoyen dans un processus décisionnel partagé. En recourant à ce verbe, le sujet-énonciateur suggère que les décisions à prendre ne relèvent pas uniquement des instances dirigeantes, mais engagent l'ensemble de la société. Formulée à travers le pronom nous, cette obligation souligne la solidarité et l'investissement commun autour d'un objectif collectif. En insistant sur le fait que ces décisions sont nécessaires « pour rester maîtres [...] pour les années qui viennent », il met en lumière le lien entre action présente et souveraineté future, pointant ainsi que chacun participe activement à la construction d'un avenir commun. Sur le plan stylistique, le recours à la répétition du mot « maîtres » dans deux syntagmes parallèles « maîtres de nos vies » et « maîtres de notre destin » confère une dimension emphatique à l'idée d'autonomie, tout en affirmant la centralité des valeurs de liberté et de souveraineté nationale.

Analysons l'usage du verbe |pouvoir| dans le message suivant :

« Vous le voyez, le retour à la normale ne sera donc pas pour demain. Mais nous pouvons, j'en ai la conviction, maîtriser l'épidémie dans la durée. Nous avons les moyens, collectivement, de réussir à maîtriser puis vaincre ce virus. Chacun a un rôle à jouer, chacun a une responsabilité à tenir.»²⁰¹

Macron, 24/11/2020

Cette citation mobilise une rhétorique de transparence et d'encouragement, structurée autour d'un équilibre entre lucidité face à la gravité de la situation épidémiologique et appel à l'espérance collective. Le propos s'ouvre sur un constat à la fois réaliste et lucide, assumé avec franchise, ce qui confère au message une crédibilité initiale essentielle. Elle enchaîne aussitôt avec une transition vers une perspective de maîtrise possible, ancrée dans la conviction personnelle de l'orateur-politique. Ce glissement

²⁰¹ Voir Vol. 2, p. 46.

discursif établit une tension dynamique entre l'obstacle et la capacité à le surmonter, créant de ce fait un effet mobilisateur. La répétition des structures syntaxiques affirmatives et inclusives donne au discours une portée collective. Le sujet-énonciateur articule son message autour d'un « nous » fédérateur, qui prépare le terrain à un appel à la responsabilité individuelle, tout en maintenant une cohérence argumentative. La progression phrastique va du collectif vers l'individuel, du général vers le personnel, permettant d'interpeller l'ensemble de la population et chaque citoyen-télespectateur, sans exclure personne. Le rythme binaire du dernier segment confère un souffle solennel à la fin du passage, ce qui montre une clôture marquée par l'autorité, la clarté et surtout l'incitation à l'action. Par l'agencement de ces éléments, le discours macronien conjugue force d'unité, reconnaissance des efforts collectifs, et impératif moral adressé à chacun, dans une visée profondément mobilisatrice.

Ce passage met en valeur la nécessité d'une vigilance soutenue et d'un effort partagé dans la durée. En insistant sur le fait que la sortie de crise sanitaire ne sera pas immédiate, le sujet-énonciateur prépare le public-cible à une temporalité longue, sans pour autant céder au découragement. Il établit un équilibre entre lucidité et confiance, en affirmant que la situation peut être maîtrisée si chacun contribue à l'effort collectif. L'expression de sa conviction personnelle consolide la portée du message, car elle engage non seulement son autorité, mais aussi sa foi dans la résilience nationale. L'appel à la responsabilité individuelle est introduit avec subtilité, non pas sous forme d'injonction directe, mais par la mise en évidence des rôles que chacun est en mesure de tenir. Le discours s'appuie de ce fait sur une dynamique d'empowerment citoyen, en rappelant que les moyens d'agir existent et que leur activation dépend d'un engagement partagé. La formulation utilisée par l'énonciateur transmet une vision où l'action conjointe devient le vecteur principal du dépassement de l'épidémie, sans jamais dissocier la force collective de la responsabilité personnelle.

Dans ce contexte, le verbe |pouvoir| fonctionne dans ce passage comme un verbe modal, exprimant la possibilité mais surtout la capacité collective à atteindre un objectif commun. Il associe directement le locuteur-politique et le grand public dans une action commune, renforçant la dimension inclusive et solidaire du propos. Sur le plan modal, |pouvoir| introduit une valeur d'engagement prospectif, expliquant qu'il ne s'agit pas seulement d'une potentialité abstraite, mais d'une capacité concrète à réaliser une action

dans un avenir proche, à condition que tous participent. Cette modalité possibilitive²⁰² dans « nous pouvons maîtriser » suggère qu'une issue favorable à la crise sanitaire est atteignable si une mobilisation collective est maintenue. En insérant l'incise « j'en ai la conviction », le Chef de l'Etat renforce l'ancrage subjectif de cette modalité ; montrant que le pouvoir ici n'est pas neutre, il est plutôt chargé de confiance et de détermination politique. Il s'agit d'un pouvoir collectif investi de légitimité, qui transcende la simple faisabilité technique dans le but de devenir un acte de foi dans la communauté nationale. De ce fait, le verbe |pouvoir| dépasse sa fonction grammaticale de modalité pour devenir un outil rhétorique de mobilisation, mettant en scène une France capable, agissante et solidaire.

Sur le plan sémantique, l'usage du verbe |pouvoir| traduit un encouragement implicite à l'action, car il projette une capacité partagée, accessible et mobilisable dans l'immédiat. L'inclusion du pronom « nous » met en valeur cette dynamique collective en pointant l'unité du peuple face à l'épreuve, et en instaurant une responsabilité partagée. Ce choix linguistique engage ainsi le sujet-cible à se percevoir non pas comme simple spectateur de la COVID-19, mais comme acteur investi d'un rôle concret dans sa résolution. Le verbe modal acquiert dans ce contexte une portée mobilisatrice, puisqu'il ne se limite pas à désigner une possibilité abstraite, mais affirme une compétence à la fois présente, concrète, et activable. Son emploi au présent de l'indicatif intensifie cette dimension d'actualité et d'urgence, en ancrant le propos dans une temporalité de l'action immédiate. De ce fait, le Président Macron parvient à articuler espoir, devoir et capacité dans une même structure, instaurant un lien rhétorique fort entre l'individu et la nation, entre conviction et engagement.

À présent, regardons le verbe |savoir| dans l'énoncé suivant :

« Nous sommes tous, en Europe, surpris par l'évolution du virus. Certains pays, comme l'Espagne, l'Irlande, les Pays-Bas, ont pris plus tôt des mesures plus dures que les nôtres. Pourtant, tous, nous en sommes au même point : débordés par une deuxième vague qui, nous le savons désormais, sera, sans doute, plus dure et plus meurtrière que la première. »²⁰³

Macron, 28/10/2020

²⁰² La modalité possibilitive désigne une modalité qui exprime la possibilité qu'un événement ou une action se réalise, en fonction de certaines conditions. Dans le discours politique, elle est souvent employée dans le but d'indiquer qu'une action est réalisable, souhaitable ou à portée de main, afin de mobiliser l'adhésion du sujet-récepteur. Voir : Bronckart, J.-P. (1997). *Activité langagière, textes et discours : Pour un interactionisme socio-discursif*. Delachaux et Niestlé.

²⁰³ Voir Vol. 2, p. 28.

Cette citation repose sur une stratégie discursive qui conjugue constat, comparaison et anticipation, dans un rythme structuré qui souligne sa charge persuasive. L'énonciateur-politique débute par un énoncé collectif à la première personne du pluriel, créant, ce faisant, un effet d'inclusion et de solidarité face à l'imprévisibilité de la situation épidémiologique. Cette approche permet d'engager le sujet-cible dans une expérience partagée, tout en atténuant les responsabilités individuelles ou gouvernementales. La construction contrastive introduite par « pourtant » fonctionne ici comme un pivot argumentatif, car elle juxtapose les efforts antérieurs à une réalité commune, marquée par l'échec (ou l'insuffisance) des réponses apportées.

Cette mise en parallèle entre plusieurs pays européens alimente une rhétorique de l'universalité de la pandémie, déplaçant la focalisation du jugement vers une situation collective. Par ailleurs, le discours alterne des phrases courtes et explicites avec des segments plus amples et nuancés, créant un rythme discursif mixte, parce qu'il combine des constats rapides avec des moments de réflexion plus denses, renforçant donc l'effet de gravité. L'usage du futur antérieur et de la modalisation dans la dernière proposition projette le grand public vers un avenir redouté, tout en ménageant une certaine prudence, ce qui confère au propos une voix à la fois alarmiste et mesurée. Enfin, cette articulation progressive, de la surprise collective à l'anticipation d'un scénario plus grave, construit une montée dramatique dans l'argumentation, destinée à préparer le récepteur sur le niveau psychologique à l'acceptation de mesures plus strictes. Le ton est ainsi à la fois didactique et mobilisateur, cherchant à expliquer, à prévenir et à susciter l'adhésion dans un contexte d'incertitude.

Dans l'énoncé « nous le savons désormais », le verbe |savoir| dépasse sa simple fonction cognitive pour jouer un rôle rhétorique majeur. Il instaure une certitude partagée entre le Chef de l'Etat et le citoyen, affirmant une connaissance désormais établie et difficilement contestable. Ce recours à une vérité présentée comme collective et indiscutable contribue à renforcer l'autorité de la parole macronienne. De plus, la mention de ce « savoir » justifie indirectement les décisions à venir ; puisque la gravité de la situation est « désormais » connue, agir devient une exigence rationnelle. Cette prise de conscience collective fonctionne ainsi comme un levier discursif pour mobiliser le téléspectateur, en le plaçant face à une réalité qu'il ne peut ignorer. En ce sens, le verbe |savoir| devient un outil de légitimation politique et un déclencheur d'engagement, puisqu'il transforme la connaissance partagée en responsabilité commune.

Etudions le rôle du verbe |vouloir| dans la citation suivante :

« Durant les congés de fin d'année, nous allons tous retrouver nos proches. Nous nous en réjouissons évidemment et tous, dans ces moments-là, nous sommes tentés de baisser la garde, de relâcher la pression. Mais, si nous ne voulons pas subir demain un troisième confinement, nous devons redoubler de vigilance. »²⁰⁴

Macron, 24/11/2020

Ce passage repose sur une structure argumentative équilibrée, alternant entre connivence et avertissement, en renforçant l'efficacité persuasive. Le locuteur-politique commence par instaurer un climat d'identification émotionnelle avec le sujet-cible, en évoquant une situation partagée et attendue (les retrouvailles familiales) qui fonctionne comme un point d'ancrage affectif. Ce mouvement crée une proximité immédiate, fondée à la fois sur un vécu commun et une émotion positive. Très vite cependant, cette connivence est retournée en une stratégie d'alerte, à travers l'introduction d'un risque latent, indiquant que la tentation est de relâcher l'attention. Le passage suit ainsi une progression logique en deux temps, montrant une reconnaissance du désir collectif, suivie d'un basculement vers une mise en garde rationnelle et urgente. Sur le plan rhétorique, cette alternance entre l'évocation de la joie et l'appel à la vigilance permet d'installer une tension persuasive : le Président ne contredit pas l'émotion du grand public, mais l'encadre pour mieux orienter le comportement.

La structure argumentative s'appuie sur un raisonnement conditionnel implicite (« si nous voulons éviter ... alors ... »), dans le but de projeter l'avenir comme conséquence directe des choix présents. Ce procédé préventif permet au sujet-locuteur d'exercer une pression douce mais efficace, sans tomber dans la menace directe. L'usage du pronom inclusif « nous » tout au long du message met en lumière par ailleurs l'idée d'une responsabilité partagée, diluant l'autorité verticale du discours présidentiel dans une dynamique collective. L'appel final à « redoubler de vigilance » agit alors en tant que point culminant du raisonnement, à la fois rationnel et émotionnel, destiné à transformer la prise de conscience en action concrète.

Dans ce passage, l'usage du verbe modal |vouloir| occupe une fonction rhétorique déterminante dans la construction argumentative du passage. En formulant l'énoncé hypothétique « si nous ne voulons pas subir demain un troisième confinement », le locuteur-politique inscrit l'action attendue dans le champ du choix individuel et collectif. Le verbe

²⁰⁴ Voir Vol. 2, p. 44.

|vouloir|, ici conjugué au présent dans une structure conditionnelle, a pour tâche d'activer un processus d'engagement implicite, montrant qu'il ne s'agit pas simplement de prévoir ou de craindre une situation future, mais de manifester une volonté claire de l'éviter. Cette modalisation place ainsi la vigilance sanitaire non comme une contrainte imposée de l'extérieur, mais comme la conséquence logique d'un désir commun, celui de préserver la liberté retrouvée et d'échapper à de nouvelles restrictions. Le locuteur-politique transforme, ce faisant, une injonction implicite en une responsabilité volontaire, jouant sur la valeur illocutoire du verbe afin d'encourager l'adhésion sans avoir recours à l'impératif. |Vouloir| devient alors un levier d'appropriation personnelle du discours, puisqu'il engage le destinataire à se positionner activement face à la menace évoquée, et non à subir passivement les décisions politiques.

Le Président mobilise dans ce passage la force illocutoire du verbe |vouloir| pour formuler une injonction indirecte²⁰⁵. En évitant l'emploi de l'impératif, souvent perçu comme autoritaire ou directif, il privilégie une stratégie d'adhésion douce, reposant sur l'implication cognitive et affective²⁰⁶ du sujet-cible. Cette formulation conditionnelle (si nous ne voulons pas) fonctionne ici comme un acte perlocutoire indirect, puisqu'elle invite le sujet-cible à adopter un comportement (redoubler de vigilance) tout en lui laissant l'illusion du choix, ce qui met en lumière l'acceptabilité du message. Dans ce cadre, |vouloir| joue le rôle d'un opérateur argumentatif qui transforme une obligation collective en une décision à la fois personnelle et volontaire, contribuant ainsi à renforcer l'efficacité persuasive du passage.

Enfin, analysons l'utilisation du verbe |faire| dans la déclaration suivante, et mettant en lumière sa valeur assertive :

²⁰⁵ L'emploi du verbe |vouloir| dans une tournure hypothétique (« si nous ne voulons pas subir ... nous devons ... ») relève d'une injonction indirecte. En apparence, il s'agit d'une mise en avant du désir collectif, mais sur le plan pragmatique, le vouloir conditionne l'action à mener : ne pas vouloir un futur confinement impose logiquement une obligation immédiate (nous devons redoubler de vigilance). En d'autres termes, |vouloir| agit ici comme un opérateur argumentatif qui déplace l'injonction explicite (« redoublez de vigilance ») vers une formulation atténuée et partagée, renforçant ainsi l'adhésion des destinataires par l'appel à leur propre volonté. Cette stratégie relève de ce que Ducrot appelle dans son ouvrage *Les échelles argumentatives* un « énoncé à valeur directive indirecte » (1980 : 53).

²⁰⁶ Par *implication cognitive et affective*, nous entendons l'engagement simultané du sujet-cible sur deux plans complémentaires, comme l'explique Christian Plantin (1996) : le plan cognitif, qui mobilise ses capacités de compréhension, de raisonnement et d'évaluation rationnelle du discours, et le plan affectif, qui sollicite ses émotions, ses valeurs et son identification personnelle. Cette double implication est essentielle dans les discours de persuasion, notamment en contexte de crise sanitaire, car elle permet d'articuler la logique argumentative à la charge émotionnelle du propos, rendant de ce fait l'appel à l'action plus efficace. Sur ce point, la rhétorique de l'engagement s'appuie sur l'idée que pour susciter une réponse concrète, il ne suffit pas de convaincre intellectuellement ; il faut également (et surtout) toucher, impliquer et mobiliser émotionnellement le sujet-récepteur.

« Mais très clairement nous faisons le choix de la confiance. Nous faisons le choix de la responsabilité, et si je puis dire, de la respiration. »²⁰⁷

Macron, 31/03/2021

Cette déclaration s'inscrit dans une stratégie rhétorique fondée sur la répétition anaphorique et la gradation argumentative²⁰⁸. En répétant la structure « nous faisons le choix de », le locuteur-politique instaure un rythme régulier qui capte l'attention du sujet-récepteur et donne de la solennité à l'énonciation. Cette construction récurrente confère à la déclaration une dimension performative, montrant que le discours ne se contente pas de décrire une posture ; il la construit et l'impose comme une évidence politique. La répétition agit dans ce contexte comme un outil de persuasion en renforçant la cohérence de l'énoncé et en structurant le raisonnement autour de valeurs revendiquées. Par ailleurs, la progression des éléments énumérés suit une dynamique ascendante, qui guide le sujet-cible vers une résolution plus abstraite et symbolique. Le recours à la parenthèse discursive²⁰⁹ « si je puis dire » introduit une dimension à la fois éthique et réflexive, conférant au propos une tonalité à la fois modeste et incarnée. Ce procédé permet de consolider la proximité énonciative avec le sujet-cible, tout en maintenant l'autorité du locuteur politique. Enfin, l'ensemble du passage est formulé dans un ton affirmatif et maîtrisé, ce qui contribue à construire un ethos présidentiel stable, assumé et rassembleur, fondé sur une posture de lucidité et de choix assumés face à la crise.

Dans ce passage, l'usage du verbe *[faire]*, employé à la première personne du pluriel, fonctionne comme un verbe modal à portée performative, car il ne se limite pas à signaler une simple action réalisée, mais exprime une prise de décision collective en cours, inscrite dans le présent de l'énonciation. Ce verbe construit une posture d'action à la fois réfléchie et assumée, qui engage le locuteur-politique et le citoyen-télespectateur dans un même mouvement discursif. D'un point de vue rhétorique, *[faire]* matérialise une volonté politique,

²⁰⁷ Voir Vol. 2, p. 56.

²⁰⁸ Par gradation argumentative, nous entendons une progression dans l'intensité des arguments, qui conduit l'auditeur d'une valeur relativement abstraite (confiance), à une exigence plus engageante (responsabilité), pour culminer sur une dimension existentielle et presque vitale (respiration). Cette technique, décrite par Perelman et Olbrechts-Tyteca dans leur *Traité de l'argumentation. La nouvelle rhétorique* (1958), consiste à hiérarchiser les arguments de manière ascendante dans le but de produire un effet de renforcement persuasif.

²⁰⁹ La *parenthèse discursive*, introduite ici par l'expression « si je puis dire », relève d'un procédé d'atténuation énonciative qui permet au Président d'introduire une forme de réserve, d'humilité ou de connivence avec le citoyen, sans affaiblir son propos. Elle instaure un rapport dialogique implicite avec le récepteur, créant ainsi une proximité tout en maintenant une posture d'autorité. Ce type d'incise contribue également à humaniser la parole institutionnelle, en suggérant une forme de spontanéité maîtrisée (Maingueneau, 2014 : 31 – 48).

puisqu'il transforme l'intention en action, en rendant visible l'acte de gouverner comme un processus actif, volontaire et partagé. Cette forme verbale participe aussi à la construction d'un éthos de responsabilité, où le Chef de l'Etat n'impose pas un choix unilatéral, mais associe de manière symbolique la communauté nationale à cette décision. Par son usage répétitif dans l'énoncé, *[faire]* devient un vecteur d'autorité discursive, tout en maintenant une apparence de collégialité et de transparence dans l'acte de gouvernance.

Ici, le choix lexical repose sur une combinaison stratégique de valeurs morales et de soulagement émotionnel, destinée à façonner une posture d'autorité bienveillante. Les segments phrastiques « confiance » et « responsabilité » renvoient à un registre éthique élevé, car ils positionnent le Chef de l'Etat comme un dirigeant respectueux de la maturité citoyenne, tout en plaçant le sujet-récepteur face à ses propres obligations. Ce double appel à la liberté encadrée et à l'autodiscipline a pour but de créer une dynamique persuasive qui responsabilise sans contraindre. L'introduction du terme « respiration », plus imagé et symbolique, marque une rupture dans le rythme de l'énoncé, comme il allège le ton, introduit une forme d'apaisement et ouvre un espace discursif de relâchement contrôlé. Cette notion donne au discours une portée humanisante et sensorielle, contrastant avec la rigueur morale des deux termes précédents. Enfin, l'adverbe « très clairement », en position d'amorce, fonctionne dans ce contexte comme un marqueur de modalisation épistémique forte, puisqu'il ancre le propos dans l'évidence, consolide la dimension assertive de l'énoncé et vise à prévenir toute contestation. Ce choix lexical renforce donc un triple effet rhétorique : a) il structure le discours autour de valeurs consensuelles, b) installe une autorité légitime, et c) mobilise l'adhésion émotionnelle et rationnelle du destinataire.

Le Président s'appuie sur le marketing social dans le but de diffuser un certain nombre de décisions sur la question sanitaire, ainsi que certaines pratiques que le public-cible doit suivre pendant la pandémie. Que signifie ce terme ? Quelles stratégies le Président a-t-il utilisées, pour la santé d'une part et, d'autre part, pour décourager les comportements nuisibles ? C'est ce que nous allons présenter dans la prochaine section de ce travail de recherche.

4.3. Le marketing social lié à la COVID-19 dans les discours macroniens

Pour exercer une influence comportementale individuelle et collective pour un bien social maximal et durable, le marketing social propose trois stratégies principales. Premièrement, l'éducation reste pertinente et efficace, même pour ceux dépourvus des

connaissances requises. Deuxièmement, la mise en place de mesures combinant une sensibilisation, l'application de sanctions réglementaires, ou encore des incitations économiques, afin d'encourager la conformité collective et de réduire la résistance au changement. Enfin, le marketing comble l'écart entre ces deux approches, ce qui offre une solution à ceux qui sont conscients de la nécessité de changer mais hésitants, car le marketing social devient la méthode privilégiée quand l'éducation et la force échouent. À travers l'usage des techniques du marketing d'entreprise, le marketing social favorise les changements de comportement volontaires pour le bien individuel et collectif, ce qui fait que cette approche a pour objectif d'influencer l'adhésion, la modification ou l'abandon de comportements par des groupes de personnes.

Dans son livre intitulé *The preface to Marketing Social Change* (1995), Alin R. Andreasen définit le marketing social comme : « l'application de concepts et de techniques éprouvés tirés du secteur commercial pour promouvoir des changements dans divers comportements sociaux importants [...] » (1995 : 68)²¹⁰. Il ajoute que « cette approche de marketing a un potentiel immense d'action sur les problèmes sociaux majeurs si nous pouvons seulement apprendre à exploiter son pouvoir » (*ibid.*)²¹¹. L'essor du marketing social suscite un intérêt accru chez les chercheurs, qui optent pour comprendre et pour appliquer ses principes afin de favoriser le bien-être individuel. Ces études adoptent une approche interdisciplinaire, combinant différentes théories et méthodes de divers domaines, dans le but de mieux appréhender les enjeux de la communication en santé publique. Cette dernière est cruciale dans les stratégies de marketing visant à atteindre un but social. S'il est exploité, ce potentiel peut avoir un impact non-négligeable sur les problèmes sociaux majeurs. Andreasen explore les méthodes issues de la théorie comportementaliste pour pouvoir comprendre les réactions humaines aux messages et leur transmission²¹². Dans cette

²¹⁰ Notre traduction de « *The application of proven concepts and techniques from the commercial sector to promote changes in a variety of important social behaviours [...]* ».

²¹¹ Notre traduction de « *This marketing approach has immense potential to act on major social issues if we can only learn to harness its power.* ».

²¹² Les approches issues du comportementalisme trouvent leur origine dans les travaux de B.F. Skinner (*Science and Human Behavior*, 1953), qui considèrent la réception des messages comme une réponse conditionnée à des stimuli. Appliquées à la communication, ces perspectives ont été reprises par l'école de Yale (Hovland, Janis & Kelley, *Communication and Persuasion*, 1953), laquelle a montré que la persuasion dépend de variables telles que la source, le contenu et/ou le canal du message. Andreasen s'inscrit dans cette filiation lorsqu'il transpose ces modèles au social marketing, en étudiant comment les messages de santé publique ou de prévention peuvent modifier des comportements sociaux à travers des mécanismes de renforcement et d'habitation (1995 : 17-36). Ce recours au cadre comportementaliste lui permet ainsi d'analyser la réception et la transmission des énoncés comme des processus où l'exposition répétée, la récompense sociale ou la pression normative favorisent l'adoption des conduites souhaitées.

approche, cette théorie est employée afin d'influencer les comportements liés à la santé, en évaluant les facteurs influençant la réceptivité du sujet-cible aux messages. Une comparaison entre le marketing commercial et social révèle des objectifs différents : l'acquisition, la consommation et la maintenance des produits pour le premier.

La théorie comportementaliste reconnaît trois stades dans le processus comportemental, à savoir le stimulus environnemental, la réponse du récepteur, et les conséquences de cette réponse. Les comportementalistes classiques mettent en lumière l'impact de l'environnement sur le comportement, en laissant de côté les variables internes du sujet-cible, considérées comme étant des « boîtes noires », et cette notion fait référence à une approche qui met en avant l'observation et l'étude des comportements externes plutôt que celles de processus mentaux internes. Le comportementaliste considère le récepteur comme une « boîte noire » en ce sens qu'il ne se concentre pas sur les processus mentaux internes tels que les pensées ou la conscience (Eysenck, 2000 : 22). Alors, vu que ces processus internes ne sont pas directement observables, ils sont donc considérés comme hors du champ d'étude de la théorie comportementaliste. Regardons le schéma suivant, qui illustre le processus de réception et d'action suite au discours :

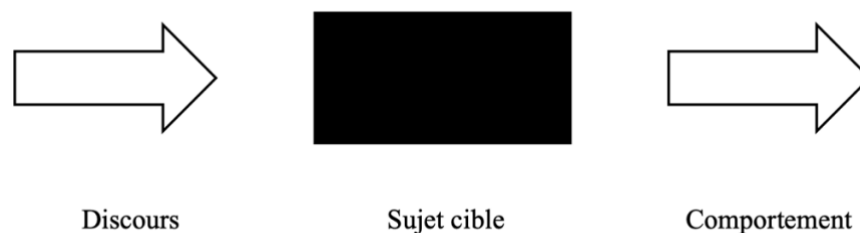


Figure 5 : Processus de réception et d'action suite à la communication présidentielle²¹³

Dans ce schéma, la réception du message est conceptualisée comme une boîte noire, métaphore empruntée aux sciences cognitives et à la théorie des systèmes pour désigner un processus dont on observe les entrées (le discours) et les sorties (les comportements) sans toujours accéder aux mécanismes internes. Cette boîte noire représente dans ce contexte l'individu ou le collectif auquel le propos est adressé. Or, loin d'être un simple récepteur passif, ce sujet est doté de structures à la fois mentales, affectives et sociales complexes : connaissances préalables, systèmes de croyances, valeurs, expériences passées, positionnement idéologique, etc. Ces dimensions agissent comme des filtres interprétatifs

²¹³ Figure personnelle.

qui modulent la manière dont le message est perçu, compris, réapproprié, et éventuellement transformé en action. Ainsi, deux individus exposés au même discours peuvent en produire des interprétations divergentes et adopter des comportements différents : l'un, animé par une forte confiance institutionnelle, pourra adhérer spontanément aux injonctions sanitaires ; l'autre, marqué par une défiance vis-à-vis des élites politiques, pourra les rejeter ou les relativiser. Ce processus met en lumière la non-linéarité de la communication politique, montrant que le discours n'agit pas mécaniquement sur les comportements, mais transite par un espace subjectif et opaque – cette « boîte noire » – où s'opère une transformation interprétative.

Ce modèle s'oppose à l'approche strictement comportementaliste (Skinner, 2012 : 320), selon laquelle les comportements seraient « directement conditionnés par des stimuli externes, sans prise en compte des médiations mentales et sociales ». Au contraire, l'analyse discursive contemporaine, notamment dans ses prolongements interactionnistes et sociocognitifs (Amossy, 2021 ; Plantin, 2011), insiste sur le rôle actif du sujet-récepteur dans la co-construction du sens. Ainsi, la « boîte noire » du sujet-cible n'est pas un obstacle, mais le lieu même où le discours prend (ou non) sa valeur performative. Pour pouvoir comprendre cette idée, regardons l'exemple suivant :

« Je ne crois pas à l'opposition entre santé et économie que certains voudraient instaurer. Il n'y a pas d'économie prospère dans une situation sanitaire dégradée avec un virus qui circule activement. »²¹⁴

Macron, 28/10/2020

Cette citation mobilise une stratégie rhétorique typique des discours de légitimation en situation de crise, et elle cherche à désamorcer une tension perçue comme clivante (ici, celle entre santé publique et prospérité économique) en la redéfinissant comme une fausse dichotomie. En affirmant ne pas « croire à l'opposition entre santé et économie », l'orateur-politique rejette de manière implicite une grille de lecture binaire qui pourrait alimenter la contestation des choix gouvernementaux. Cette reformulation cherche à unifier les intérêts divergents sous une logique de complémentarité, faisant comprendre que la santé devient la condition rendant possible la prospérité économique. Ainsi, au lieu de céder à la polarisation du débat, l'énoncé recentre la responsabilité politique sur une vision intégrée et cohérente de l'action publique. Ce procédé contribue à consolider l'autorité énonciative du Président,

²¹⁴ Voir Vol. 2, p. 30.

en le présentant comme lucide, rationnel et soucieux du bien commun, tout en disqualifiant les points de vue adverses sans les nommer directement. L'effet recherché est d'aligner le jugement du sujet-récepteur sur cette logique d'interdépendance, neutralisant par avance toute critique fondée sur un supposé arbitrage entre deux priorités contradictoires.

Le Président plaide en faveur de la primauté de la santé publique en affirmant qu'aucune « économie prospère » ne peut subsister dans un contexte où le virus « circule activement ». Il déconstruit, ce faisant, une opposition perçue entre santé et économie, pour mieux légitimer les mesures sanitaires comme préalables nécessaires à la relance économique. Ce raisonnement s'inscrit dans une logique quasi comportementaliste, dans la mesure où il établit un lien de causalité directe entre un état sanitaire dégradé (stimulus) et les conséquences économiques négatives (réponse). Par ailleurs, lorsqu'il évoque que « certains voudraient instaurer » cette opposition, il désigne des acteurs dont les intentions ne sont ni nommées ni explicitées. Ces « certains » fonctionnent dans ce contexte comme des entités opaques, relevant d'une forme de boîte noire, montrant que leurs motivations et raisonnements internes ne sont pas accessibles, mais sont inférées à partir de leurs prises de position ou de leurs effets supposés. Cette opacité permet au locuteur-politique de discréditer de manière implicite ces acteurs sans les confronter directement, tout en structurant son propre discours comme rationnel et transparent.

Dans ce contexte, l'usage du terme indéfini « certains » relève d'une stratégie d'allusion, caractéristique des procédés d'atténuation dans le discours politique. En utilisant cette désignation floue, l'énonciateur-politique évite de nommer directement ses contradicteurs, ce qui lui permet à la fois de minorer leur légitimité et de désamorcer tout affrontement direct. Ce flou référentiel participe d'une économie discursive prudente, qui désigne une opposition tout en la maintenant à distance, la rendant à la fois identifiable (par le contexte) et insaisissable (par la langue). Sur le niveau pragmatique, ce choix énonciatif permet au Chef de l'Etat de construire une position d'autorité sans entrer dans un débat ouvert, en suggérant que l'alternative avancée par ces « certains » est marginale, voire infondée. Le terme agit de ce fait comme un opérateur d'infériorisation qui réduit l'opposition à un bruit de fond idéologique, tout en renforçant, par contraste, la cohérence et la rationalité du point de vue macronien.

Cette minoration indirecte des positions adverses participe à une gestion stratégique de l'image de soi et de l'image des autres en interaction, ce que Goffman (1974 : 82) désigne

par la notion de *face*²¹⁵. Dans cette perspective, le sujet-orateur cherche à maintenir une image de responsabilité et de modération, tout en préservant l'apparence d'unité nationale. En évitant toute confrontation directe, il refuse délibérément la polarisation du débat, construisant de ce fait un éthos qui se veut rassembleur et légitime, sans disqualifier ouvertement les points de vue opposés. Le syntagme « certains » fonctionne donc comme un opérateur de minoration discursive²¹⁶ qui permet de réduire la légitimité de cette position sans engager de confrontation explicite.

Prenons aussi l'exemple suivant :

« Nous pourrions – certains le préconisent – ne rien faire, assumer de laisser le virus circuler. C'est ce qu'on appelle la recherche de « l'immunité collective » c'est-à-dire lorsque 50, 60% de la population a été contaminée. Le Conseil Scientifique a évalué les conséquences d'une telle option. Elles sont implacables : à très court terme cela signifie le tri entre les patients à l'hôpital. Et d'ici quelques mois c'est au moins 400 000 morts supplémentaires à déplorer. Jamais la France n'adoptera cette stratégie. Jamais nous ne laisserons mourir des centaines de milliers de nos citoyens, ce ne sont pas nos valeurs, ça n'est pas non plus notre intérêt.»²¹⁷

Macron, 28/10/2020

Dans cet extrait, le Président Macron construit une séquence argumentative d'une efficacité rhétorique remarquable, structurée autour d'une mise en tension stratégique entre une option rejetée (l'inaction) et une décision morale forte (la protection des vies humaines). Le discours repose sur une progression dialectique en trois temps : a) évoquer une alternative possible mais controversée (« ne rien faire »), b) en exposer les conséquences dramatiques (« tri à l'hôpital », « 400 000 morts »), c) affirmer avec force son rejet au nom des valeurs nationales. Cette dynamique permet de faire apparaître la position macronienne non comme un choix parmi d'autres, mais comme une nécessité à la fois éthique et rationnelle. En intégrant une évaluation scientifique externe (« Le Conseil Scientifique a évalué »), la déclaration gagne en légitimité tout en maintenant le locuteur-politique dans une posture de

²¹⁵ E. Goffman définit la *face* comme « la valeur sociale positive qu'une personne revendique effectivement à travers la ligne d'action que les autres supposent qu'elle a adoptée durant un contact particulier » (Les rites d'interaction, 1974 : 10). Il s'agit d'une image de soi socialement construite, que l'individu cherche à maintenir et à protéger dans l'interaction. La gestion de la face implique donc un équilibre stratégique entre affirmation de soi et préservation de l'harmonie relationnelle.

²¹⁶ Le terme *opérateur de minoration discursive* désigne un procédé énonciatif par lequel un sujet-énonciateur atténue la portée, la légitimité ou la visibilité d'un point de vue opposé sans le réfuter frontalement. Il s'agit d'une stratégie argumentative indirecte qui vise à affaiblir de manière symbolique l'adversaire (et/ou son discours) en le présentant comme marginal, imprécis, ou non pertinent, tout en consolidant la position du locuteur. Ce type de stratégie est fréquent dans les discours politiques ou médiatiques où la confrontation explicite est évitée au profit de formes plus implicites de disqualification.

²¹⁷ Voir Vol. 2, p. 30.

responsabilité. La répétition anaphorique du segment phrastique « jamais » en conclusion renforce l'engagement et donne à l'énoncé la forme d'un serment républicain, à la fois solennel et mobilisateur. Ce passage illustre ainsi comment le discours macronien, dans le cadre d'une communication de crise, vise à conjurer l'incertitude en articulant décision politique, autorité scientifique et valeurs collectives.

L'usage des tirets autour de l'incise « certains le préconisent » n'est pas anodin, puisqu'il marque une digression volontairement détachée du fil principal de la déclaration, tout en attirant l'attention sur une opinion tierce dont le locuteur-politique se distancie subtilement. Cette mise à distance visuelle et syntaxique permet au Président Macron de signaler que l'idée de ne rien faire n'est pas purement théorique, mais bel et bien défendue par certains acteurs du débat public, sans toutefois les nommer, ce qui évite la polémique frontale. Ce choix typographique produit un double effet ; d'une part, il confère une dimension dialogique à l'énoncé (en introduisant une voix extérieure dans le discours), d'autre part, il maintient le contrôle sur le cadre interprétatif. En encadrant cette proposition par des tirets, le locuteur-politique l'introduit comme une hypothèse externe, presque parenthétique, qu'il se prépare à réfuter avec vigueur. L'incise fonctionne dans ce cas comme un outil de pré-désamorçage argumentatif²¹⁸, qui reconnaît l'existence d'une position adverse, tout en la marginalisant par la forme même de son intégration dans le discours. Ce procédé accentue l'autorité du sujet-énonciateur et prépare l'adhésion à la position qu'il défendra immédiatement après.

Dans une perspective comportementaliste, le terme « certains » agit comme une « boîte noire », désignant de manière floue un groupe non spécifié qui soutiendrait la stratégie de laisser circuler le virus. En évoquant cette source externe sans en expliciter les motivations ou croyances, le Président Macron met en avant un stimulus social (l'opinion d'un groupe indéfini) et la réponse qu'elle suscite, sans s'attarder sur les processus mentaux internes ou les arguments de ces « certains ». L'encadrement par des tirets de la locution « certains le préconisent » attire l'attention sur cette proposition comme étant une perspective distincte et minoritaire dans le débat public. Cette ponctuation met en lumière aussi indirectement la distance prise par le locuteur-politique vis-à-vis de cette option, tout en

²¹⁸ Nous employons ici l'expression *pré-désamorçage argumentatif* pour désigner une stratégie discursive consistant à évoquer brièvement une thèse opposée, souvent sous une forme atténuée ou marginalisée (incise, modalisation, passif, etc.), afin de la neutraliser avant même de la réfuter explicitement. Cette technique permet d'orienter la réception du discours en cadrant les positions adverses comme peu légitimes ou minoritaires, tout en renforçant l'autorité du sujet-énonciateur. Sur les formes d'anticipation argumentative, voir notamment Amossy (2021) et Plantin (2016).

reconnaissant son existence dans le discours. Ainsi, cette construction linguistique permet au sujet-énonciateur de présenter cette idée comme une hypothèse formulée par un groupe précis, sans l'avaliser ni la stigmatiser directement, ce qui participe à la gestion stratégique de la réception du message par le public.

Dans cette citation, le stimulus environnemental est la proposition de « ne rien faire, assumer de laisser le virus circuler », autrement dit la recherche de « l'immunité collective ». Le groupe désigné par « certains » adopte cette stratégie, la considérant comme une option plausible pour gérer la crise sanitaire. Cette approche repose sur l'idée que la circulation libre de la COVID-19 permettrait à une part significative de la population d'être contaminée, conduisant de ce fait à une immunisation naturelle. Les partisans avanceraient sans doute que cette méthode favoriserait un redémarrage économique plus rapide tout en limitant les contraintes sociales et sanitaires liées aux mesures restrictives. Toutefois, le discours rejette fermement cette vision, mettant en lumière les conséquences humaines dramatiques qu'elle engendrerait : a) un tri des patients à court terme, et b) plusieurs centaines de milliers de morts supplémentaires à moyen terme. Il affirme que ces pertes massives seraient incompatibles avec les valeurs et les intérêts de la nation, refusant donc toute stratégie qui sacrifie la vie des citoyens.

Après avoir exploré l'usage de la « boîte noire » pour désigner indirectement certains acteurs et leurs positions dans le débat, il est pertinent d'examiner une autre stratégie d'influence, plus structurée et délibérée, que le Chef de l'Etat mobilise pour orienter les comportements collectifs : celle des 4P du marketing social. En analysant le corpus, nous constatons que le Président s'est inspiré de la stratégie des 4P (McCarthy, 1960 : 49) ; le produit, la place, le prix, et la promotion, qui constituent les fondements de l'action du marketing social, comme étant un ensemble de techniques qui optent pour influencer les comportements sociaux pour le bien-être général (Kotler & Lee, 2014)²¹⁹. Examinons ces

²¹⁹ Ici, l'introduction de la théorie comportementaliste, développée notamment par Burrhus Frederic Skinner (1904 – 1990), dans son ouvrage *Science and Human Behavior* (1953), dans le cadre du béhaviorisme radical, permet de situer historiquement les fondements sur lesquels s'est initialement construit le marketing social. Cette approche repose sur le modèle stimulus-réponse (S-R), où le comportement est envisagé en tant qu'une réaction mesurable à des stimuli externes, sans prise en compte explicite des processus mentaux internes. Bien que cette conception mécaniste ne constitue pas le socle de nos analyses, elle permet de mieux comprendre les logiques implicites de certaines stratégies de communication persuasive. Alain R. Andreasen revient justement sur ces racines behavioristes, tout en plaidant pour une évolution vers des modèles plus interactifs et cognitifs. En ce sens, l'usage de la théorie des « 4P » dans ce travail s'inscrit dans une approche plus intégrée et contemporaine du marketing social. La référence à la théorie comportementaliste permet de situer l'origine des stratégies de communication publique ayant pour but d'influencer les comportements sociaux. Cependant, cette théorie ne constitue pas le cadre analytique principal de cette thèse.

quatre concepts sous l'angle du marketing social. Le produit ne se réfère pas, dans le marketing social, à un bien matériel, mais plutôt à un ensemble des comportements bénéfiques pour la société. Dans notre contexte, le produit représente le respect des mesures de distanciation sociale qui contribuent à la santé publique. Puis, le prix, qui ne se mesure pas toujours en termes monétaires, bien au contraire, peut être représenté par les efforts et les sacrifices demandés pour adopter un comportement souhaité. Dans le contexte de la pandémie, le prix peut être représenté par l'isolement social ainsi que les difficultés économiques liées à l'instabilité professionnelle. Quant à la « place », ce concept se réfère à la position ou au rôle que ces comportements bénéfiques occupent chez le sujet-cible. Dans le contexte de la COVID-19, cela pourrait inclure la manière dont le respect des mesures de prévention devient intégré dans les normes sociales et les pratiques quotidiennes, influençant de ce fait la dynamique de la santé publique à grande échelle. Enfin, la « promotion », qui dans le contexte du marketing social implique la communication persuasive dans le but d'encourager l'adoption de comportements bénéfiques. Par exemple, les campagnes de sensibilisation pourraient mettre en valeur les avantages du vaccin pour la santé individuelle et collective, tout en démystifiant les fausses informations.

Prenons les exemples suivants pour pouvoir comprendre le fonctionnement du « 4P » dans le discours macronien. Pour illustrer le concept du « produit » ; analysons le passage suivant :

« Aux personnes à risque, aux plus vulnérables, aux personnes âgées de plus de 70 ans, je demande une vigilance accrue. Moins de réunions avec la famille, avec les amis, même si c'est un crève-cœur. Et le respect de la distanciation physique, y compris au domicile, le port du masque systématique lorsqu'on se trouve à l'intérieur en présence d'une autre personne, même un proche, un enfant ou un petit enfant. C'est très important pour vous.»²²⁰

Macron, 28/10/2020

Dans cette citation, le Chef de l'Etat adopte une posture empathique et prescriptive, caractéristique d'un registre paternaliste visant à responsabiliser sans culpabiliser. Il s'adresse directement à un groupe défini (les personnes vulnérables) établissant, ce faisant, un lien à la fois personnel et affectif avec son sujet-cible. Le rythme discursif, structuré en phrases brèves et injonctives, consolide la clarté et l'urgence du propos, tout en facilitant sa mémorisation. L'utilisation d'une gradation dans les recommandations (de la vigilance accrue à des gestes concrets comme le port du masque même en présence de proches) met

²²⁰ Voir Vol. 2, p. 35.

en place une progression persuasive qui repose davantage sur l'émotion et le devoir moral que sur la contrainte formelle. En insérant la concession « même si c'est un crève-cœur », le discours reconnaît la difficulté humaine de l'effort demandé, ce qui humanise le message et en renforce la légitimité. L'ensemble du passage mobilise ainsi une rhétorique de la proximité et de la bienveillance, ayant pour but d'encourager l'adhésion volontaire à des comportements protecteurs.

Le sujet-énonciateur adopte ici un ton résolument directif, accentuant l'urgence d'une vigilance renforcée face à la COVID-19. L'énoncé se construit autour d'une série d'injonctions claires et progressives, destinées à inciter à l'action immédiate. Cette dynamique persuasive s'inscrit pleinement dans une logique de marketing social, où les gestes barrières sont implicitement présentés comme un « produit » à adopter pour le bien commun. En valorisant la distanciation physique, le port du masque et la limitation des interactions sociales, même au sein du cercle familial, ce passage met en avant les bénéfices concrets de ces pratiques : la protection des plus vulnérables, et donc, la préservation de la vie. Énoncées comme des choix individuels responsables, ces recommandations sont ainsi élevées au rang de comportements socialement valorisés, presque moraux.

Ce passage se distingue par une forte dimension énonciative et une implication émotionnelle marquée, caractéristiques du style présidentiel en temps de crise. L'utilisation de l'adresse directe à travers des apostrophes répétées (« aux personnes à risque ... je demande ») instaure une relation de proximité entre le locuteur-politique et les destinataires, renforçant l'effet de sollicitude et d'engagement personnel. Le rythme du discours est structuré par des phrases courtes et percutantes, souvent juxtaposées, ce qui accentue l'urgence et la gravité du propos. L'alternance entre impératifs modérés (« je demande », « le respect ») et formulations empathiques (« même si c'est un crève-cœur », « c'est très important pour vous ») a pour tâche de produire un équilibre entre autorité et compassion. Enfin, la structure cumulative et ascendante des recommandations crée un effet de solennité et de montée en intensité, pointant la centralité du message de protection et d'effort partagé.

Cette citation illustre un langage d'autorité, à travers une énonciation directive et un cadrage normatif du comportement attendu. Le locuteur-politique adopte une posture d'injonction douce mais ferme, en s'adressant directement aux personnes concernées, installant une relation hiérarchique implicite entre l'émetteur de la consigne et le sujet-cible. Le ton se veut prescriptif, structuré autour de verbes d'action et de recommandations précises, présentées comme des obligations sociales et sanitaires. Le recours à des formules

impersonnelles (« le respect de la distanciation physique », « le port du masque systématique ») confère un caractère impersonnel et universel à ces normes, renforçant ainsi leur légitimité. En combinant proximité affective et fermeté institutionnelle, ce langage d'autorité cherche à obtenir l'adhésion du citoyen-télespectateur en invoquant à la fois la responsabilité individuelle et l'intérêt collectif.

Ce passage illustre le respect des mesures de distanciation sociale en tant que « produit », mettant en valeur les avantages associés à ces comportements. Le Président présente ces pratiques en tant que des éléments essentiels pour protéger la santé individuelle et collective, ce qui correspond à la notion de « produit » dans le contexte du marketing social selon (McCarthy, 1960 : 49), et dans ce cas, le « produit » devient l'idée et le comportement que l'on promeut. Le « produit » dans notre contexte peut être une idée lorsqu'il s'agit de promouvoir des comportements ou des pratiques qui sont en ligne avec les mesures de prévention. Ces pratiques sont essentielles dans le but de réduire la propagation du virus et protéger la santé publique. Le « produit » peut aussi être un comportement, ce qui implique des actions particulières. Ces actions peuvent être temporaires, comme le respect des mesures lors d'une flambée épidémique, ou permanentes, comme l'adoption de nouvelles habitudes de travail à distance ou la limitation des rassemblements sociaux.

Pour illustrer le concept du « prix », analysons le passage suivant :

« Je demande aussi au Gouvernement de préparer une stratégie pour prendre en compte les conséquences psychologiques de la pandémie et des différents confinements. Je sais en particulier combien les personnes âgées, à domicile comme dans les maisons de retraite, combien les personnes en situation de handicap, ont souffert et souffrent encore de leur isolement et combien nous devons les accompagner dans la durée.»²²¹

Macron, 24/11/2020

Cette citation s'inscrit dans une rhétorique empathique et inclusive cherchant à renforcer le lien entre le locuteur-politique et la population. En prenant explicitement en charge la souffrance des personnes vulnérables (notamment les personnes âgées et en situation de handicap) le sujet-énonciateur adopte une posture présidentielle qui se veut à la fois bienveillante et responsable. Il cherche à rassurer en montrant qu'il est à l'écoute des réalités humaines et sociales engendrées par l'épidémie, tout en déléguant une partie de l'action au Gouvernement, ce qui permet de conjuguer autorité et délégation. Cette

²²¹ Voir Vol. 2, p. 39.

articulation entre : a) reconnaissance de la souffrance, b) engagement dans la durée, et c) appel à une réponse institutionnelle incarne une stratégie rhétorique de solidarité, qui a pour but de légitimer le discours en humanisant la parole politique et en la plaçant dans une temporalité élargie, tournée vers l'avenir.

Sur le plan discursif, le sujet-énonciateur exprime une préoccupation sociale majeure en formulant une demande explicite d'action gouvernementale. En appelant à la mise en place d'une stratégie pour répondre aux conséquences psychologiques de la crise sanitaire, il met en lumière la nécessité d'un accompagnement durable des personnes les plus vulnérables. L'isolement social, évoqué dans ce contexte comme une conséquence directe des confinements, est présenté implicitement comme un « prix » à payer pour le respect des mesures sanitaires. Le Chef de l'Etat souligne les souffrances des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, insistant sur les sacrifices non monétaires, à la fois psychologiques et émotionnels, qu'impliquent les restrictions imposées. Cette mise en récit du « prix » révèle de ce fait la dimension humaine des mesures de précaution, en pointant les effets durables de l'isolement et la nécessité d'une réponse politique attentive et continue.

Le schéma argumentatif de cette citation repose sur une construction inductive qui part de l'observation d'un fait social pour aboutir à une prescription politique. Le Chef de l'Etat commence par constater une souffrance collective (« je sais en particulier combien les personnes âgées [...] ont souffert et souffrent encore de leur isolement »). Ce constat est immédiatement valorisé comme un enjeu prioritaire, en lien avec les conséquences indirectes de la pandémie (« les conséquences psychologiques de la pandémie et des différents confinements »). Sur cette base, le sujet-énonciateur formule une injonction adressée au Gouvernement (« je demande aussi au Gouvernement de préparer une stratégie »), ce qui constitue le cœur de la visée argumentative. Enfin, il conclut en insistant sur l'exigence d'un engagement dans la durée (« combien nous devons les accompagner dans la durée »). De ce fait, l'argumentation suit un enchaînement logique : constat de souffrance → prise de conscience politique → appel à l'action → perspective d'accompagnement durable, construisant une posture d'écoute, de responsabilité et de projection vers l'avenir.

Le langage d'autorité se manifeste à travers l'emploi explicite de la première personne du singulier dans des formulations directes telles que « je demande » et « je sais », qui ancrent le sujet-énonciateur dans une posture à la fois décisionnelle et experte. Par l'usage de ces verbes performatifs, le Président Macron affirme simultanément son rôle de Chef d'Etat et son statut de garant de la cohésion sociale. La formulation « je demande aussi

au Gouvernement » n'est pas une simple recommandation, mais un acte d'énonciation qui engage l'action politique, exprimant une autorité verticale²²² sans pour autant verser dans l'autoritarisme²²³. De même, l'emploi du verbe |devoir| dans « nous devons les accompagner » convoque un registre normatif partagé, transformant une initiative politique en impératif moral collectif. Ce double mouvement – affirmation personnelle et inclusion du collectif – permet au locuteur-politique d'asseoir son autorité tout en maintenant une proximité empathique avec les citoyens, renforçant ainsi la légitimité de son discours.

Dans cette analyse, l'isolement social est qualifié de « prix » indiquant le coût, voire le sacrifice que le citoyen doit supporter en échange du respect des mesures de quarantaine et de distanciation sociale. Cette représentation de l'isolement social sous forme de « prix » selon la stratégie des « 4P » met en lumière les souffrances prolongées induites par cette situation. Cette caractérisation du « prix » non monétaire accentue le besoin d'avouer les aspects sociaux des sacrifices exigés par les mesures de santé publique, tout en appelant à une réponse gouvernementale dans le but d'atténuer ces effets néfastes et soutenir les citoyens les plus touchés.

Pour illustrer le concept de « place » ; analysons le passage suivant :

« L'application des gestes barrière qui protègent autant contre le COVID19 que contre les maladies contagieuses de l'hiver, doit aussi faire l'objet d'une attention accrue. Nous avons tous un peu relâché nos efforts, et c'est bien normal. Il faut donc les reprendre. Les contrôles pour l'application du pass sanitaire dans les établissements concernés et pour les entrées dans les ports, les aéroports, les gares, seront renforcés.»²²⁴

Macron, 09/11/2021

Cette déclaration repose sur une progression rhétorique soigneusement structurée qui mêle responsabilisation collective, compréhension empathique et fermeté institutionnelle. Le sujet-énonciateur commence par rappeler l'importance des gestes barrières en les valorisant comme un moyen de protection non seulement contre le virus mais aussi contre d'autres maladies hivernales, ce qui élargit leur légitimité et met en lumière leur acceptabilité

²²² Par *autorité verticale*, nous entendons une forme d'autorité descendante, hiérarchisée, où les décisions émanent du sommet (dans notre contexte le Président de la République) et s'imposent aux niveaux inférieurs de l'organisation politique ou administrative. Cette notion s'oppose à une autorité horizontale, fondée sur la concertation ou la co-construction des décisions. Sur ce point, voir Crozier, M., & Friedberg, E. (1977). *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*. Paris : Seuil.

²²³ L'*autoritarisme* désigne une forme de pouvoir caractérisée par l'exercice d'un contrôle rigide (souvent arbitraire), avec peu de place pour la contestation ou la participation démocratique. Il se distingue de l'autorité légitime, qui repose sur la reconnaissance et l'acceptation des règles et des décisions par les gouvernés. Voir notamment Arendt, H. (1951). *The Origins of Totalitarianism*. New York : Harcourt Brace.

²²⁴ Voir Vol. 2, p. 82.

sociale. Il adopte ensuite un ton conciliant en reconnaissant une forme de relâchement généralisé (« c'est bien normal ») dans le but de désamorcer d'éventuelles résistances, avant de réaffirmer le besoin d'un sursaut collectif. Ce mouvement discursif crée un effet de proximité avec le citoyen-télespectateur, tout en préparant l'annonce d'un durcissement des mesures. L'appel à la reprise des efforts est de ce fait immédiatement suivi par l'annonce du renforcement des contrôles, ce qui inscrit l'exhortation dans une logique d'action concrète et autoritaire. Ce passage articule ainsi encouragement, empathie et régulation, incarnant une stratégie d'équilibre entre persuasion douce et rappel de l'autorité de l'Etat.

Ce discours illustre, d'un point de vue discursif, une orientation préventive et normative, marquée par la volonté d'anticiper les risques sanitaires tout en consolidant un cadre de règles collectivement acceptées. Cette dynamique renvoie directement à la notion de « place » dans le modèle des « 4P » du marketing social, qui concerne dans ce contexte les espaces – physiques comme sociaux – où les comportements bénéfiques doivent être à la fois adoptés et renforcés. Le discours ne se contente pas de rappeler l'importance des gestes barrières ; il les inscrit dans une temporalité élargie et dans un tissu social en mutation, suggérant que ces comportements ne relèvent plus seulement d'une réponse à une crise sanitaire, mais tendent à devenir des normes sociales durables. En reconnaissant que « nous avons tous un peu relâché nos efforts », il adopte un ton inclusif et empathique qui favorise l'adhésion, avant de relancer un appel à la vigilance qui s'appuie sur des leviers institutionnels forts. Or, l'annonce du « renforcement des contrôles » dans des lieux névralgiques incarne concrètement la stratégie de « place », en ce qu'elle localise et intensifie l'action publique là où les flux de population sont les plus denses et les risques de propagation accrus. Cette territorialisation du contrôle a pour tâche d'intégrer les pratiques sanitaires dans les routines de déplacement et de consommation, ancrant davantage leur légitimité. Pour cela, la stratégie présidentielle cherche à faire des comportements préventifs non seulement des obligations réglementaires, mais aussi des automatismes collectifs, garants d'une résilience sanitaire sur le long terme.

L'adverbe de quantité « autant » joue ici un rôle central, car il établit une équivalence entre l'efficacité des gestes barrières face au coronavirus et leur efficacité face à des infections saisonnières comme la grippe. Cet emploi n'est pas anodin, puisqu'il élargit la légitimité de ces pratiques en les présentant comme des mesures de prévention polyvalentes, valables au-delà du seul contexte pandémique. Supprimer cet adverbe atténuerait l'effet de parallélisme et amoindrirait l'insistance sur la double utilité de ces gestes. En le conservant,

le discours renforce implicitement l'idée que ces comportements doivent s'ancrer dans la durée, parce qu'ils participent plus largement à une culture de santé publique. Ce choix linguistique soutient de ce fait une stratégie discursive visant à normaliser les gestes barrières comme réflexes sanitaires durables, intégrés dans les pratiques sociales de protection collective.

Le Président enchaîne ensuite avec la phrase : « nous avons tous un peu relâché nos efforts, et c'est bien normal », qui traduit une reconnaissance explicite de la lassitude du public face aux contraintes sanitaires prolongées. L'ajout de l'adverbe « bien » apporte une nuance empathique essentielle, comme il ne se contente pas de constater un relâchement, il en légitime aussi la cause. Ce choix lexical atténue le risque d'un discours moralisateur ou culpabilisant, en suggérant que cette fatigue est à la fois humaine et compréhensible dans le contexte de la pandémie. Supprimer « bien » ne changerait pas fondamentalement le sens factuel du message, mais en altérerait sensiblement la tonalité, la rendant plus sèche, voire légèrement réprobatrice. Ainsi, cet adverbe joue un rôle discret mais décisif dans la gestion de l'éthos macronien, en consolidant une posture bienveillante et compréhensive. Cette concession initiale permet de mieux faire passer l'injonction qui suit : « il faut donc les reprendre ». Formulée au présent de l'indicatif, cette phrase possède une force impérative implicite, soulignant l'autorité du propos sans recourir à un ordre explicite. Cette articulation entre reconnaissance de la fatigue et injonction à l'action crée un effet de transition persuasive, qui combine empathie et fermeté afin d'inciter à la reprise des comportements sanitaires attendus.

Dans ce passage, le langage d'autorité se manifeste par une combinaison de certitude, de généralisation inclusive et d'articulation logique implacable. L'emploi du pronom personnel « nous » engage collectivement le locuteur-politique et le destinataire, tout en suggérant une expérience partagée, ce qui permet de mieux faire accepter la suite prescriptive. L'utilisation du passé composé et de l'indicatif présent dans des formulations affirmatives souligne l'idée d'un constat établi et d'une action indispensable. L'enchaînement causal introduit par « donc » installe une logique déductive qui justifie l'obligation sans qu'elle ne soit imposée de manière abrupte. Cette forme d'argumentation permet au sujet-énonciateur d'asseoir son autorité tout en conservant une apparente neutralité, montrant que l'obligation découle naturellement de la situation, et non d'un décret autoritaire. Ce positionnement discursif renforce l'efficacité de l'injonction, comme il inscrit l'autorité non dans la verticalité du commandement, mais dans l'évidence du raisonnement.

Pour illustrer le concept du « promotion » ; analysons le passage suivant :

« Vaccinez-vous pour pouvoir vivre normalement : avec le vaccin, il vous sera possible d'obtenir un pass sanitaire et ainsi de vous rendre librement dans les cafés, les restaurants, les lieux de culture, de sport, de loisirs sans tests PCR.»²²⁵

Macron, 09/11/2021

Ce passage s'inscrit dans une logique rhétorique incitative²²⁶, construite sur un rapport causal entre l'acte de se faire vacciner et le retour à une vie normale. Le Chef de l'Etat met en scène une promesse implicite de liberté retrouvée, en conditionnant l'accès aux espaces publics et culturels à la vaccination. Il s'agit d'un discours à visée performative, qui a pour but de produire un effet concret sur le comportement du citoyen-télespectateur en mobilisant des attentes collectives fortement ancrées après une longue période de restrictions. L'argumentation repose sur un cadrage binaire : d'une part, la contrainte des tests PCR répétés ; de l'autre, la liberté fluide que permet le pass sanitaire. Ainsi, cette citation illustre une stratégie de persuasion par incitation plutôt que par obligation²²⁷, en activant le désir de normalité, d'autonomie et de participation sociale, au cœur des aspirations post-confinement.

Ce passage illustre le rôle central de la « promotion » dans la stratégie de marketing social appliquée à la vaccination contre la crise. Par une approche persuasive, le discours met en valeur les bénéfices concrets associés au vaccin, en particulier la promesse d'un retour à une vie normale grâce à l'obtention du pass sanitaire. Cette dernière offre l'accès libre aux lieux sociaux sans les contraintes des tests PCR. La force de cette stratégie

²²⁵ Voir Vol. 2, p. 80.

²²⁶ Une *logique rhétorique incitative* désigne une stratégie de discours visant à orienter le comportement du sujet-récepteur sans recourir à la contrainte directe, mais en suggérant des bénéfices concrets ou symboliques liés à l'action attendue. Elle repose sur l'idée que l'adhésion peut être obtenue par la valorisation des avantages, l'activation du désir ou la promesse d'une récompense, plutôt que par la menace ou l'injonction. Voir notamment Perelman, C. & Olbrechts-Tyteca, L. (1958). *Traité de l'argumentation. La nouvelle rhétorique*. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles. Voir aussi Kotler, P. & Lee, N. (2014). *Social Marketing: Influencing Behaviors for Good*. Sage Publications, qui abordent comment les discours peuvent orienter les comportements en jouant sur les motivations sociales.

²²⁷ Une *stratégie de persuasion par obligation* repose sur l'usage de la contrainte explicite ou implicite pour orienter les comportements. Elle s'appuie sur des normes juridiques, des règles administratives ou des injonctions autoritaires, où la non-conformité entraîne des sanctions ou des restrictions. Contrairement à l'incitation, cette approche vise à obtenir l'adhésion en limitant le champ des alternatives disponibles pour le récepteur. Voir Boudon, R. (1995). *Le juste et le vrai. Études sur l'objectivité des valeurs et de la connaissance*. Paris : Fayard ; et aussi Michel, J.-B. (2011). *Rhétorique et action publique : entre persuasion et contrainte*, Communication et langages, n°169, p. 25 – 42.

discursive réside dans l'établissement d'un lien direct entre l'action (se faire vacciner) et la récompense (la liberté retrouvée), ce qui renforce ainsi la motivation à adopter ce comportement. Ce mécanisme d'« action-récompense »²²⁸ constitue un levier fondamental de persuasion, puisqu'il propose une incitation à la fois immédiate et tangible, susceptible de répondre aux aspirations individuelles et aux attentes collectives. En valorisant les avantages personnels tout en pointant leur portée sociale, cette promotion s'inscrit pleinement dans les principes du marketing social, visant à modifier durablement les attitudes et comportements en faveur de la vaccination.

Le verbe d'état |vivre| joue un rôle clé en incarnant l'objectif ultime que la vaccination permettrait d'atteindre, ici la restauration d'une existence normale et épanouie. Contrairement à un verbe d'action comme |aller| ou |faire|, qui décrirait une simple activité ponctuelle ou un mouvement, |vivre| exprime un état durable, une condition d'existence qualitative, ici associée à la liberté et à la participation sociale. Par exemple, dire « aller au café » illustre une action spécifique et limitée dans le temps, tandis que « vivre normalement » évoque une continuité, une stabilité et surtout un bien-être global. En choisissant ce verbe, le sujet-énonciateur élève la vaccination au rang de condition sine qua non pour retrouver une vie pleine, ce qui va au-delà de la simple protection sanitaire. Cette formulation valorise donc la dimension humaine et sociale du geste vaccinal, en insistant sur le fait que la vaccination n'est pas seulement un acte médical, mais une clé pour renouer avec une forme d'authenticité et de bien-être au quotidien. Le verbe |vivre| engage ainsi une promesse symbolique forte, en reliant intimement la santé publique à la qualité de vie.

En termes du marketing social, ce passage fonctionne comme une « promotion », en raison de sa nature persuasive et incitative. En mettant en valeur les avantages concrets du vaccin, ce message encourage l'adoption du comportement souhaité, en l'occurrence la vaccination contre la maladie. En offrant une vision positive de l'impact du vaccin sur la vie quotidienne, et en pointant les récompenses immédiates qui découlent de l'adhésion à la mesure préventive proposée, cette approche promotionnelle réalise un acte de « promotion », dans le contexte du marketing social selon (McCarthy, 1960 : 49).

²²⁸ Ce mécanisme renvoie à un principe de renforcement positif issu des théories comportementalistes, selon lequel un comportement est davantage susceptible d'être adopté et répété lorsqu'il est suivi d'une conséquence perçue comme bénéfique ou gratifiante. Cette dynamique a pour but d'encourager l'engagement en associant clairement l'action souhaitée à une récompense immédiate ou différée.

Après avoir analysé des exemples tirés de notre corpus, posons la question de l'emploi de la théorie des « 4P » du marketing dans le domaine de la santé publique et du discours macronien sanitaire. À cet égard, plusieurs aspects sont à considérer :

- a) la théorie des « 4P » offre un cadre conceptuel pratique vers une meilleure compréhension des comportements humains ainsi que vers les diverses influences qui les façonnent. Il est à noter qu'en appliquant cette théorie, l'orateur-politique peut mieux appréhender les motivations, les barrières, ainsi que les incitations qui peuvent influencer les choix de santé des individus et des communautés (Anderson, 2009 : 11)
- b) la théorie des « 4P » peut s'avérer efficace dans le but de promouvoir des comportements dits sains, à travers l'usage des techniques de persuasion, de communication, ainsi que d'engagement du sujet-cible. Les stratégies de marketing social, fondées sur la base des « 4P » peuvent contribuer à l'encouragement de l'adoption de comportements préventifs, à savoir le lavage des mains, le respect des mesures sanitaires ou la vaccination (Dunn, 1959 : 99).
- c) le marketing social a pour tâche de renforcer l'engagement du sujet-cible en matière de santé en rendant le discours plus accessible, pertinent et attrayant. Cela permet de susciter l'intérêt du public-cible, de favoriser la participation communautaire ainsi que d'encourager l'adoption de comportements sains de manière positive (*ibid.* : 101).

Le marketing social est regardé comme étant une approche stratégique cherchant à provoquer des changements de comportements individuels et/ou collectifs afin de promouvoir le bien-être de la société (Rinn, 2002 : 66 – 78). À l'inverse du marketing commercial conduit par la promotion de produits et services, ce type de marketing se concentre sur la promotion de comportements socialement bénéfiques, à savoir la santé publique, la protection de l'environnement, la sécurité, etc. Il se base sur des techniques de communication et de persuasion dans le but d'influencer les attitudes et les comportements du sujet-cible. De ce fait, le marketing social exploite les outils du marketing non pas pour commercialiser la santé publique, mais plutôt pour pouvoir élaborer une communication persuasive visant à encourager le public-cible à adopter des comportements positifs et des changements socialement bénéfiques.

4.4.Synthèse intermédiaire n°4

L'adhésion à l'unité citoyenne et nationale dans le discours sanitaire du Président Emmanuel Macron est mentionnée pour de nombreuses raisons. Le discours promeut l'unité et la solidarité chez le téléspectateur, essentielles pour une coopération dans la lutte contre l'épidémie. Puis, en mettant en valeur la responsabilité collective du citoyen envers sa société, cela encourage son adoption de comportements responsables pour protéger la santé publique. Aussi, en renforçant l'engagement envers la Nation et ses valeurs fondamentales, le discours macronien rappelle le besoin de travailler en symbiose pour venir à bout des défis. Enfin, le Chef de l'Etat cherche à amplifier la cohésion sociale en promouvant des valeurs communes et en encourageant l'implication proactive de chacun à la construction d'une société plus unie et robuste.

Le Président fonde sa communication sur les bases du marketing social, et ceci peut être motivé par plusieurs raisons. Le marketing social peut servir à sensibiliser et éduquer le téléspectateur sur des questions de santé publique. En utilisant des stratégies de communication efficaces, le discours macronien contribue à informer le sujet-cible et à promouvoir des attitudes responsables. Aussi, le marketing social influence les attitudes et les comportements du citoyen dans le but de promouvoir des actions bénéfiques pour la société. En mobilisant les outils du marketing social, comme les « 4P » ou la théorie comportementaliste, le propos macronien oriente le comportement du sujet-récepteur vers l'adhésion aux mesures sanitaires et la conformité aux normes de santé publique. En outre, le marketing social est un outil puissant pour mobiliser et engager le public-cible dans des actions collectives, car, en utilisant des techniques de marketing social, le Président cherche à encourager la participation active du citoyen dans la lutte contre l'épidémie et à renforcer la fibre fraternelle et solidaire. Enfin et surtout, en intégrant des éléments de marketing social, le Chef de l'Etat renforce l'identité citoyenne, mettant en lumière des valeurs telles que la responsabilité, la solidarité et l'engagement envers la collectivité. Cela favorise une adhésion renforcée aux mesures sanitaires en les associant à des valeurs citoyennes positives.

Le chapitre suivant de ce travail de thèse, se propose d'explorer, en profondeur, le concept d'« éthos préalable discursif » dans la communication politique. Nous examinerons comment le Président utilise son image publique, sa réputation et son autorité préalable pour renforcer son argumentation et influencer l'opinion publique. Le discours politique repose

sur une multitude de stratégies rhétoriques visant à persuader et à influencer un sujet-cible. Parmi ces stratégies, l'éthos préalable discursif joue un rôle crucial dans la construction de la crédibilité et de l'authenticité de l'orateur. Cet éthos, comme l'explique Amossy (2021 : 71 – 100), est un concept de la rhétorique qui fait référence à l'image publique, la réputation et l'autorité préalable d'un sujet-parlant. Cela concerne l'ensemble des caractéristiques personnelles, sociales et professionnelles qui sont jointes à lui avant même qu'il n'entame son discours. L'éthos préalable discursif inclut la profession, le statut social, l'expérience, la notoriété, la crédibilité, ou la sympathie que l'orateur inspire à son sujet-cible. En se fondant sur des exemples du corpus et des examens approfondis, ce chapitre devrait éclairer l'importance de l'éthos préalable discursif dans la persuasion politique et en dévoiler les mécanismes sous-jacents.

Partie II

Le traitement de la question sanitaire dans les discours macroniens

Dans notre deuxième partie de ce travail de thèse, nous explorons l'interaction entre la santé, la politique et la rhétorique à travers notre corpus. Dans le contexte d'une urgence sanitaire mondiale, la confluence du discours sanitaire et du discours politique pose des questions intéressantes sur la manière dont le Président Macron s'y prend pour relever les défis de santé publique. L'analyse du corpus nous donne l'occasion d'examiner comment le Chef de l'Etat utilise des stratégies complexes, des choix linguistiques et des techniques de persuasion pour influencer les perceptions et transmettre des messages politiques. Notre objectif est d'éclairer les modalités d'adaptation de sa communication aux exigences de la crise, par un examen systématique des traits distinctifs qui caractérisent les discours étudiés. Il s'agit d'examiner comment il articule ses messages, et les arguments qu'il emploie pour transmettre son point de vue sur les interventions de santé publique.

L'étude du discours macronien sur la question sanitaire se révèle donc enrichissante, car nous naviguons dans le paysage évolutif d'une crise sanitaire mondiale et de ses implications. Cette analyse nous permettra non seulement de mieux comprendre l'interaction entre la santé et la politique, mais également de décrypter les stratégies argumentatives et les procédés rhétoriques employés par le sujet-énonciateur pour relever des défis sans précédent. L'objectif de cette exploration est de mettre en exergue les stratégies nuancées employées pour faire face à la crise sanitaire tout en préservant la vision qu'il a de l'avenir du pays.

Cette partie de ce travail de thèse est composée de quatre chapitres (numérotés de 5 à 8). Dans le cinquième chapitre, nous étudierons la présentation de soi (éthos) dans le corpus. Il s'agit ici de l'éthos discursif, c'est-à-dire de l'image que le sujet-énonciateur construit de lui-même à travers ses choix linguistiques et en fonction de la situation d'énonciation. L'analyse de cette posture énonciative nous permet de comprendre comment se construit une autorité discursive destinée à renforcer l'efficacité persuasive de l'argumentation. De ce fait, nous chercherons à mettre en lumière comment la trilogie langage, raisonnement et argumentation contribue à façonner la perception du Président par le téléspectateur durant la pandémie.

Dans le sixième chapitre, nous mettrons en lumière les particularités du discours sanitaire macronien. Une étude des choix linguistiques adoptés par le Chef de l'Etat pour décrire la situation sanitaire s'avère indispensable. Non seulement cela, mais il est également impératif d'analyser la cohérence entre ces choix linguistiques et les principes sémiotiques²²⁹, et surtout, comment cette cohérence répond à l'objectif de transmission des informations médicales. En fait, faire une étude des particularités linguistiques et sémiotiques dans l'analyse du corpus nous est essentiel pour plusieurs raisons. D'abord, la langue utilisée par le sujet-énonciateur joue un rôle important dans la construction de son image linguistique de leader et dans la transmission des messages. Les choix lexicaux, les métaphores et les structures syntaxiques ont pour but d'influencer la perception du sujet-cible et surtout de renforcer des notions telles que la solidarité, la responsabilité et l'empathie. De même, l'analyse sémiotique nous permettra d'explorer les signes et les

²²⁹ Notre usage du terme *sémiotique* renvoie à la perspective inspirée des travaux de Paul Ricœur, où l'analyse du discours repose sur l'interprétation des signes linguistiques porteurs de sens dans un cadre socio-politique donné. Pour cette raison, il ne s'agit pas d'une étude de la mise en scène discursive (des dispositifs visuels), mais d'une attention portée aux choix lexicaux, aux termes chargés, et aux références aux valeurs républicaines, en tant que signes contribuant à la construction du sens et à la structuration du discours politique.

symboles présents dans la communication macronienne, tels que les références culturelles, qui enrichissent le message et lui donnent une dimension plus profonde. Enfin, une telle étude permet d'identifier les stratégies de communication mises en œuvre pour gérer la crise, en révélant comment le langage est utilisé pour persuader, rassurer et mobiliser le téléspectateur.

Dans le septième chapitre, nous mettrons en avant l'argumentation dans le discours sanitaire du Président Emmanuel Macron²³⁰. Nous chercherons à comprendre comment il construit son argument en faveur de la mobilisation nationale face à la COVID-19. Nous explorerons son approche pour déterminer la nécessité du vaccin comme priorité nationale. Étudier comment cet énonciateur-politique construit ses arguments est crucial pour plusieurs raisons. D'abord, la manière dont il articule ses idées et ses justifications nous révèle les stratégies rhétoriques qu'il utilise pour persuader et mobiliser le sujet-cible autour de la nécessité de se faire vacciner. Aussi, comprendre son approche nous est important pour saisir les enjeux liés à la vaccination. Le Président doit naviguer entre la nécessité de protéger la santé publique et le respect de la liberté individuelle, ce qui exige une argumentation soigneusement calibrée. En identifiant les éléments qui suscitent l'adhésion ou la résistance, nous allons mieux comprendre les dynamiques sociales en jeu et les stratégies de communication qui pourraient être mises en œuvre pour améliorer l'acceptation du vaccin.

En ce qui concerne le huitième chapitre, nous y mettrons en lumière le pathos. Nous étudierons comment le sujet-énonciateur fonde sa parole sur l'empathie et la responsabilité collective afin de renforcer la solidarité et l'adhésion aux mesures sanitaires. Aussi, nous étudierons les stratégies émotionnelles qu'il emploie pour susciter le sentiment d'urgence et mobiliser le sujet-récepteur face aux dangers. Étudier le pathos nous est impératif car cela nous permettra de comprendre comment le Président utilise les émotions pour toucher et mobiliser son sujet-récepteur. En tant qu'élément rhétorique, le pathos joue un rôle crucial dans la persuasion, puisqu'il engage les sentiments du citoyen et l'incite à réagir face à des enjeux aussi graves que la santé publique. Mettre en lumière comment l'empathie et la responsabilité collective sont accentuées est important également, car cela révèle les valeurs que le sujet-énonciateur souhaite promouvoir. En mettant en avant l'importance de la

²³⁰ Ici, il ne s'agit pas de circonscrire l'analyse à la dimension du *logos* dans son acception aristotélicienne, entendue comme l'argumentation rationnelle. Ce chapitre explore une pluralité de stratégies discursives mobilisées par le Président dans le corpus, incluant l'appel à la mobilisation collective, l'usage des données chiffrées, les procédés rhétoriques, et les actes de persuasion liés à l'impératif vaccinal. Pour cela, il s'agit d'une approche élargie de l'argumentation, envisagée comme un ensemble de moyens discursifs visant à construire l'adhésion, au-delà du seul registre rationnel.

solidarité et de l'entraide, il consolide l'idée que chaque citoyen a un rôle à jouer dans la lutte contre la crise sanitaire. Cette approche cherche à créer un lien émotionnel entre le sujet-énonciateur et le téléspectateur, en incitant ce dernier à se sentir concerné et responsable non seulement de sa propre santé, mais aussi de celle des autres. De même, analyser les stratégies émotionnelles utilisées nous permettra de déceler les mécanismes par lesquels le Chef de l'Etat vise à influencer l'opinion publique. En identifiant ces stratégies, nous pourrions mieux comprendre comment le discours macronien façonne les perceptions et les comportements du sujet-récepteur face à des enjeux critiques comme la vaccination.

Chapitre 5

L'éthos du leadership dans le discours du Président face à l'épidémie

Notre style de langage et le message que nous transmettons influencent conjointement la perception que le public-cible a de nous : ils nous octroient un éthos basé sur des valeurs pré-dominantes dans une communauté donnée. Une réalité fondamentale se manifeste à chaque usage de la langue, que nous pouvons examiner à travers l'étude de l'éthos. Selon les catégories et les normes du groupe ciblé, ce dernier vise à construire une représentation évaluative du sujet-énonciateur en fonction de ce qui est dit et comment ceci est exprimé. La tradition rhétorique considère l'éthos comme l'un des trois modes de persuasion, avec logos et pathos, pour façonner l'image de l'énonciateur.

L'orateur-politique occupe une place essentielle dans notre analyse, étant à la fois le producteur et l'émetteur du discours. De ce fait, il est pertinent de revenir sur les diverses définitions du concept d'« éthos discursif ». Selon la rhétorique traditionnelle, l'éthos repose

sur trois atouts primordiaux d'après Aristote : la prudence, la vertu et la bienveillance. Pour sa part, Cicéron considère l'éthos comme relevant de la séduction, une qualité que le sujet-énonciateur peut et doit manifester dans son propos. Plus tard, Roland Barthes conçoit cette notion comme un ensemble de traits de caractère que le sujet-parlant doit présenter à son sujet-cible, « (peu importe sa sincérité) pour faire bonne impression » (1970 : 212). Oswald Ducrot met en lumière la différenciation entre le « locuteur-L », l'énonciateur, ainsi que le « locuteur lambda », pointant que l'éthos « se construit dans l'acte même d'énonciation » (1984 : 201), ce qui met en valeur la manière dont cela se produit dans l'acte d'énonciation lui-même. Quant à Ruth Amossy (2012 : 94 – 96), elle évoque un éthos préalable, aussi appelé éthos prédiscursif par Maingueneau (1999 : 79), en amont de l'acte discursif²³¹. En fait, si l'éthos se construit avant et pendant le discours, il contribue aussi à sa force argumentative, cela signifie que si l'éthos se forme à la fois avant et pendant la communication politique, alors il joue un rôle majeur dans la consolidation de sa puissance argumentative²³². En considérant que les différentes facettes de l'éthos développées par le sujet-énonciateur interagissent avec l'argumentation, il est raisonnable de supposer que l'éthos contribue à la robustesse argumentative du traitement de la question sanitaire dans notre corpus.

Ducrot argumente qu'il « est possible de se servir de mots pour exercer une influence. » (1984 : 179). Pour cela, et afin d'influencer la perception par le sujet-cible de la crédibilité et du caractère moral du locuteur politique, diverses stratégies et techniques sont utilisées dans le domaine du langage et de la communication. Pour cela, nous tenterons de répondre à la question suivante : Comment le langage, le raisonnement et l'argumentation du Président Emmanuel Macron façonnent le point de vue du citoyen-télespectateur sur lui pendant la COVID-19 ? Pour pouvoir répondre à cette question, notre hypothèse se formule ainsi : Par l'intermédiaire d'un langage respectueux et fondé sur la science, en appelant à

²³¹ Amossy parle d'*éthos préalable* pour désigner l'image que le grand public se fait du locuteur avant toute prise de parole, c'est-à-dire l'ensemble des traces socio-culturelles et mémorielles (statut, réputation, stéréotypes, situation d'énonciation) qui préexistent au discours et conditionnent son efficacité persuasive (2011 : 196). Maingueneau emploie le terme *éthos prédiscursif* pour expliquer la même idée d'un capital de crédibilité enveloppant l'énonciation, composé de propriétés constitutionnelles (catégorielles, expérientielles, idéologiques) qui ne sont pas dites mais déjà en acte lors de l'énoncé (2020 : 5). Dans la critique interne, on débat de l'opportunité d'y inclure ou non certaines caractéristiques (sexe, couleur de peau, voix, etc.) tantôt vues comme stables, tantôt comme relevant d'un statut à distinguer précisément de la représentation discursive.

²³² Lire : Dominique Maingueneau, « Discussion critique sur l'*éthos* (en réponse à Ruth Amossy) », *Argumentation et Analyse du Discours* [En ligne], 30 | 2023, mis en ligne le 16 avril 2023, consulté le 20 mai 2025. URL : <http://journals.openedition.org/aad/7416> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aad.7416>.

l'unité et à la solidarité, et en pointant les actions et les résultats concrets, le Chef de l'Etat modélise le point de vue du sujet-récepteur en se présentant comme un leader compétent et engagé dans la gestion de l'épidémie, renforçant par ce biais la confiance du public-cible dans ses capacités de leadership pendant cette période difficile.

Après avoir établi notre problématique de recherche et posé l'hypothèse principale, qui guideront nos analyses, nous procéderons à une exploration détaillée de la place qu'occupe l'éthos dans les discours étudiés à travers plusieurs sous-chapitres. Tout d'abord, nous commencerons par examiner l'utilisation de plusieurs stratégies rhétoriques telles que l'anaphore, la répétition, le paradoxe, l'énumération, l'hypophore, la métaphore et le contraste, pour pouvoir comprendre comment ces techniques permettent de structurer la parole présidentielle en contexte de crise. Nous aborderons ensuite le concept de « leadership » à travers les qualités attendues d'un Président, telles que la résilience, l'écoute, la communication, la détermination, le courage, la persévérance, l'empathie, et la capacité à formuler un plan d'action. Pour conclure, nous explorerons la corrélation entre l'éthique et l'éthos, en analysant comment les principes éthiques guident la parole présidentielle pendant les périodes de crise et influent sur la crédibilité et l'image publique du Chef de l'Etat.

Notre méthodologie repose sur une approche systématique qui sera axée sur l'étude approfondie de l'éthos du Chef de l'Etat (une analyse qualitative), par une série d'étapes. Dans un premier temps, nous effectuerons une sélection rigoureuse d'exemples tirés de notre corpus. Ensuite, nous entreprendrons une analyse fonctionnelle approfondie de passage cité, tout en identifiant et en examinant les stratégies rhétoriques utilisées, et en présentant une analyse syntaxique et stylistique de ces passages. Nous regarderons des aspects majeurs du leadership, omniprésents dans le corpus, en suivant une approche analytique. Parallèlement, nous examinerons la corrélation entre les deux concepts, éthique et éthos, à travers une analyse des valeurs éthiques présentes dans les exemples concrets que nous tirons des discours analysés et interpréterons leur impact sur la construction de l'éthos présidentiel. Cela a pour objectif de soutenir nos conclusions sur la manière dont l'énonciateur-politique utilise le langage pour gérer la COVID-19 et façonner son image publique.

5.1. Etat de l'art

Le *CNRTL* définit le terme « éthos » comme étant la « partie de la rhétorique qui traite de l'impression morale que doit produire l'orateur sur l'auditeur, par opposition au

pathos (qui traite des moyens propres à émouvoir l'auditeur.». Cette explication met en avant le rôle que joue l'éthos dans la rhétorique comme une partie visant à susciter une impression morale spécifique chez le public-cible. Contrairement au pathos, qui vise à émouvoir l'autre, l'éthos cherche à influencer la perception morale du locuteur lui-même. Autrement dit, il concerne la manière dont un énonciateur s'expose dans le discours ayant pour but de gagner la confiance, le respect et la crédibilité de son public-cible. Cela peut inclure plusieurs aspects, à savoir l'intégrité, la compétence, la bienveillance et la sincérité, qui sont exprimés via le langage, et d'autres éléments. De ce fait, l'éthos est fondamental pour établir une connexion positive entre le sujet-orateur et l'auditoire, ce qui renforce l'efficacité de son propos persuasif.

L'esquisse d'une histoire de la notion d'« éthos » et de ses emplois avant Aristote révèle une évolution complexe de sa signification à travers les textes grecs anciens. Ce terme trouve ses racines dans des concepts liés à la familiarité, à l'habitude et aux coutumes, ainsi qu'à la disposition naturelle ou éducative des individus et des groupes (Woerther, 2005 : 79 – 116). Dans ses premières attestations chez Homère, ce concept est utilisé pour désigner les lieux familiers propres à un animal, suggérant une notion de familiarité et d'attachement. Au fil du temps, le terme évolue pour englober les coutumes et les mœurs d'un individu ou d'une communauté (Larran, 2015 : 171 – 189), ainsi que les habitudes pouvant être inculquées par l'éducation. L'idée d'éthos est également associée à la notion de comportement habituel et de caractère moral, reflétant l'exigence de l'individualité dans un groupe. Cependant, la signification précise d'éthos peut varier selon les contextes, oscillant entre une disposition naturelle et l'influence de l'éducation ou du régime politique (Longo, 2015 : 145 – 164). Ainsi, l'histoire de la notion de ce concept avant Aristote révèle sa richesse sémantique et sa complexité conceptuelle, pointant les multiples facettes de ce terme fondamental dans la pensée antique.

La notion d'éthos dans le contexte moderne de l'analyse du discours a été sujet à un certain nombre d'interprétations et confusions. Les courants de la pragmatique et de l'analyse du discours font recours à ce terme dans le but de se concentrer sur l'instance discursive du locuteur plutôt que sur le sujet-parlant, remettant en question son unicité²³³.

²³³ La divergence entre les deux termes « locuteur » et « sujet-énonciateur » est attribuable au fait que le premier est considéré comme la source de l'énonciation et responsable de l'acte de parole. Quant au deuxième, il est regardé comme une représentation externe de la parole, étrangère à celle véhiculée par l'énoncé (Ducrot, 1984 : 199). Le « locuteur » en tant que tel (L), comme le désigne Ducrot, est ainsi l'entité qui émet l'énoncé, tandis que le « sujet-énonciateur » est une entité dite externe à l'énoncé, représentant une personne complète possédant diverses propriétés, dont celle d'être à l'origine de l'énoncé (*ibid.* : 200). Dans ce cas, le « locuteur »

Quant à Oswald Ducrot (1984 : 171 – 179), il associe l'éthos à la construction d'une image favorable de l'orateur, notamment à travers des caractéristiques de la parole, telles que le ton, le débit, l'intonation ainsi que le choix des mots. Pour lui, ce concept est lié au locuteur en étant la source de l'énonciation, ayant un impact vigoureux de ce fait sur la réception de son discours. Ducrot (*ibid.*) différencie le « locuteur en tant que tel » (il l'abrège par « L ») responsable de l'énonciation, et le « locuteur en tant qu'être du monde » (il l'abrège par « l »), dont les caractéristiques personnelles peuvent influencer l'acte de l'énonciation²³⁴. L'éthos est donc associé au « L », et se réfère à l'image que cet orateur projette de lui-même au moyen de son discours, ce qui influence, de ce fait, la réception de son message par le sujet-cible.

Il s'agit d'une dimension de corporalité, associée à une manière de s'habiller et de se mouvoir dans l'espace social. Cependant, dans le cadre de cette analyse, nous nous concentrerons uniquement sur le versant discursif de l'éthos, en examinant comment le locuteur-politique construit son image par le biais de sa manière de s'exprimer, ses choix des mots et son argumentation. Nous nous fixons comme but de comprendre comment l'éthos se manifeste dans le corpus et comment il peut influencer la persuasion et la crédibilité du discours. Nous notons que dans l'héritage aristotélicien, ce concept se définit comme l'image de soi que le sujet-énonciateur construit dans son message pour exercer une influence sur son sujet-récepteur (Charaudeau et Maingueneau, 1992 : 238)²³⁵. Pour cela, l'autorité que le discours confère à l'orateur découle de trois aspects fondamentaux : la vertu, la prudence et la bienveillance. Cette façon de résumer l'éthos aristotélicien se retrouve sous la plume de D. Maingueneau (1993, 137 – 138) :

est davantage associé à l'acte de parole lui-même, alors que le « sujet-énonciateur » est une entité plus large englobant la personne dans sa globalité.

²³⁴ Si la distinction entre « locuteur » et « sujet-énonciateur » est bien établie dans la tradition énonciative, plusieurs travaux en analyse du discours, notamment ceux de Maingueneau (2014 : 111 – 126), tendent à dépasser cette dualité. En effet, dans une perspective discursive, le « locuteur » est moins une entité stable qu'un construct discursif qui émerge à travers une posture énonciative. Ce que Ducrot nomme « sujet-énonciateur » – entendu comme entité ancrée dans le monde social – rejoint chez Maingueneau la figure du « locuteur » tel qu'il est mis en scène par et dans le discours. Ainsi, dans le cadre de ce travail de recherche, les deux notions sont considérées comme fonctionnellement équivalentes : toutes deux désignent l'instance énonciative construite discursivement, porteuse d'un éthos, et impliquée dans un processus de légitimation et d'orientation du sens.

²³⁵ Amossy (2000 : 61) propose une définition proche en rappelant que, dans *La Rhétorique*, Aristote désigne par éthos (du grec *êthos*, du terme « *h/qo~* », personnage (sic), « caractère » ou « manière d'être ») l'image que le sujet-orateur construit de lui-même dans son discours afin de renforcer sa persuasion. Cette image n'est pas préexistante, mais produite par et dans le discours. Ainsi, elle rejoint la conception moderne de l'éthos discursif, qui inclut à la fois ce que le locuteur affirme explicitement de lui-même (éthos dit) et ce qui se dégage implicitement de son style, de son ton ou de sa posture énonciative (éthos montré).

« La rhétorique antique entendait par *éthé* les propriétés que se confèrent implicitement les orateurs à travers leur manière de dire : non pas ce qu'ils disent explicitement sur eux-mêmes, mais la personnalité qu'ils montrent à travers leur façon de s'exprimer. Aristote avait esquissé une typologie, distinguant la « *phronêsis* » (avoir l'air pondéré), l'« *eunoïa* » (donner une image agréable de soi), l'« *aretê* » (se présenter comme un homme simple et sincère). L'efficacité de ces *éthé* est précisément liée au fait qu'ils enveloppent en quelque sorte l'énonciation sans être explicités dans l'énoncé. Ce que l'orateur prétend être, il le donne à entendre et à voir : il ne dit pas qu'il est simple et honnête, il le montre à travers sa manière de s'exprimer. L'éthos est ainsi attaché à l'exercice de la parole, au rôle qui correspond à son discours, et non à l'individu « réel », appréhendé indépendamment de sa prestation oratoire : c'est donc le sujet d'énonciation en tant qu'il est en train d'énoncer qui est ici en jeu. »

Maingueneau réinscrit l'éthos non pas comme un simple trait de caractère, mais en tant que véritable mise en scène discursive, indissociable de l'acte d'énonciation. Héritier d'Aristote, pour qui l'éthos se compose de *phronêsis* (sagesse pratique), d'*aretê* (vertu) et d'*eunoïa* (bienveillance à l'égard de l'auditoire), cet éthos antique se forme non par des affirmations explicites – « je suis sincère », « je suis modéré » – mais par la manière même de s'exprimer. Ces trois traits ne sont pas énoncés explicitement dans le discours, mais se manifestent dans la forme même de l'énonciation, dans l'attitude langagière, dans les choix stylistiques, et dans la posture adoptée par l'énonciateur. C'est en cela que l'éthos est un effet discursif, et non un attribut personnel.

Maingueneau met en lumière que ces *éthé* « enveloppent » le discours sans jamais apparaître au premier plan, constituant autant d'indices pragmatiques de la personnalité que le sujet-énonciateur « fait entendre » à son public. Cette performativité de l'éthos révèle toutefois une ambivalence critique : si elle fonde la crédibilité et l'adhésion collective, elle peut tout aussi bien servir de vernis séducteur afin de dissimuler l'absence de fond ou manipuler de manière subtile les opinions. Le sujet-énonciateur habile orchestre sa *phronêsis*²³⁶ pour paraître raisonnable, sa « *eunoïa* »²³⁷ pour inspirer confiance et son *aretê*²³⁸ pour susciter la sympathie, créant un « je » stratégiquement plausible plutôt

²³⁶ *Phronêsis* (φρόνησις) : désigne la sagesse pratique ou prudence raisonnée que manifeste le sujet-orateur. Elle ne renvoie pas à un savoir théorique, mais à une capacité de discernement dans l'action, une compétence à juger avec justesse ce qu'il convient de faire ou de dire dans une situation donnée. En rhétorique, elle se manifeste par un discours mesuré, pertinent et adapté au contexte, suggérant une intelligence politique et morale de la parole.

²³⁷ *Eunoïa* (εὐνοία) : indique la bienveillance que l'énonciateur manifeste à l'égard de son sujet-récepteur. Elle traduit l'attention, le respect et le souci qu'il paraît avoir pour ceux à qui il s'adresse. L'*eunoïa* produit un climat de confiance, en montrant que le locuteur n'est pas animé par un intérêt égoïste, mais par une volonté de dialoguer ou de convaincre dans un esprit de compréhension mutuelle.

²³⁸ *Aretê* (ἀρετή) : renvoie à la vertu, au caractère moral perçu du sujet-parlant. Il s'agit de l'image d'une personne intègre, sincère, droite, non pas au sens moral absolu, mais relativement aux normes et attentes du

qu'authentiquement transparent. Dès lors, l'efficacité rhétorique ne dépend plus de sa vertu intrinsèque, mais de sa capacité à jouer de ces *éthê* comme d'un artifice stylistique, ouvrant la porte non seulement à l'influence démocratique, mais également aux dynamiques de pouvoir et de persuasion masquée.

En définitive, dans le cadre de l'étude du discours politique, l'« éthos » opère en tant que levier complexe de persuasion, transcendant le simple contenu verbal afin de façonner l'image de l'orateur ainsi que son impact sur le sujet-cible, comme l'indiquent plusieurs chercheurs, comme Ruth Amossy²³⁹ et Dominique Maingueneau²⁴⁰. Il s'ancre au-delà des valeurs morales universelles, à savoir dans les nuances contextuelles, comme la position sociale de l'orateur. Cette construction discursive a pour tâche d'établir une crédibilité et une authenticité avec le récepteur, fondamentales dans le processus de persuasion politique²⁴¹. Cependant, l'éthos n'est pas figé, vu qu'il est malléable et peut être manipulé stratégiquement pour servir les intérêts de l'orateur.

À titre d'exemple, bien qu'il jouisse d'une excellente réputation, Cicéron²⁴² adopte une posture humble pour mieux défendre un client controversé, utilisant de ce fait son propre éthos pour influencer la réception de son discours. En analyse du discours, l'éthos est abordé dans une perspective multidimensionnelle, prenant en compte à la fois l'expression et le contenu du discours, et les interactions complexes entre l'orateur, le public et le contexte. Cette approche révèle la dynamique subtile entre la construction de l'identité discursive et les stratégies de persuasion politique, mettant en lumière ainsi l'exigence d'une

public. L'aretê s'incarne dans un éthos de sincérité, où l'énonciateur semble parler avec franchise et loyauté, sans chercher à manipuler son sujet-cible.

²³⁹ Dans *Images de soi dans le discours : la construction de l'éthos* (1999), Ruth Amossy montre comment les orateurs tissent leur autorité discursive en conjuguant phronêsis, eunoia et aretê afin d'installer une crédibilité performative sans jamais l'énoncer explicitement.

²⁴⁰ Dominique Maingueneau, dans *Le contexte de l'œuvre littéraire : énonciation, écrivain, société* (1993), conceptualise l'éthos comme une « mise en scène d'énonciation » où l'incorporation du sujet-énonciateur dans son discours construit performativement son image de fiabilité.

²⁴¹ Cette notion peut être expliquée comme l'ensemble des stratégies utilisées par l'acteur politique afin d'influencer les attitudes, les croyances et les comportements du sujet-récepteur, pour soutenir une position politique donnée ou promouvoir un objectif politique particulier (Gerstlé et Piar, 2016 : 73).

²⁴² Dans son discours *Pro Milone* (52 av. J.-C.), Cicéron commence par affirmer qu'il est presque indécent de devoir défendre un homme aussi vertueux que Tite Anniius Milon, accusé du meurtre de Clodius. Cette entrée en matière stratégique repose sur la double construction d'un éthos. D'un côté, Cicéron exploite la réputation d'intégrité qu'il prête à son client ; d'un autre, il module sa propre image en se dotant d'un éthos d'humilité, voire de modestie rhétorique. Ce jeu d'équilibre entre survalorisation de l'accusé et abaissement apparent du sujet-orateur a pour objectif de renforcer l'adhésion du grand public, en l'amenant à reconsidérer positivement la figure de Milon à travers le prisme d'un plaidoyer qui semble presque superflu tant l'innocence paraît évidente.

compréhension de l'éthos dans toute sa complexité pour décoder efficacement le discours politique.

Ainsi, l'« éthos », issu de la rhétorique grecque et embrassé par les sciences du langage, indique l'image de soi que le sujet-énonciateur construit dans son discours afin d'influencer son sujet-cible. Cette construction verbale de l'identité se base à la fois sur des valeurs morales universelles, comme la bienveillance et la sagesse, et sur des données contextuelles, telles que la situation sociale de l'orateur ainsi que sa réputation. L'éthos n'est pas seulement une représentation de la personne réelle du locuteur, mais une projection conçue pour garantir sa crédibilité et susciter la confiance de son public-cible. L'éthos, tel que nous le mobilisons dans cette recherche, ne se réduit ni à une simple image de soi projetée par le locuteur, ni à une qualité morale préalable à la prise de parole. Cette image est façonnée par le ton, le style, les choix lexicaux, la structure argumentative, autant d'éléments qui « montrent » plutôt que de « dire » ce que l'orateur prétend être. L'éthos relève donc d'une mise en scène discursive du sujet-parlant, étroitement liée à la situation de communication et aux effets attendus sur le sujet-cible. Il s'agit d'un effet discursif qui émerge dans la tension entre la place énonciative occupée par le sujet-énonciateur et la scène qu'il construit pour être entendu et reconnu. L'éthos est ainsi moins un attribut stable qu'un dispositif interactionnel, continuellement négocié au fil de la communication, qui permet à l'énonciateur de s'installer dans une position légitime et crédible, en modulant les signes de son autorité, de sa proximité ou de son exemplarité. Dans cette perspective, il ne renvoie pas à un « moi » psychologique ou social préexistant, mais à une fonction stratégique du dire, façonnée par les contraintes du contexte, les attentes du grand public et les finalités de l'énonciation.

5.2. L'éthos macronien : un examen des stratégies rhétoriques

« L'ajustement stratégique peut consister dans un choix opportun parmi les éléments du « potentiel argumentatif » associé à une étape particulière de la discussion, ou dans celui d'une réponse adaptée aux « exigences de l'auditoire », ou encore dans l'exploitation des « dispositifs de présentation » appropriés »

Van Eemeren et Houtlosser 2002 : 139

En choisissant soigneusement les éléments argumentatifs, en adaptant les réponses selon les besoins du destinataire et en employant les dispositifs de présentation appropriés d'une manière efficace, les ajustements stratégiques peuvent être clairement perceptibles. La

notion d'éthos englobe la crédibilité et la confiance, et elle est façonnée à la fois par les qualités intrinsèques du sujet-énonciateur et par le discours lui-même. À cet égard, ce concept est démontré à travers la présentation de l'argumentation, l'usage d'exemples pertinents et la disposition cohérente du discours. En outre, les effets de la parole font référence à la façon dont un discours peut persuader, convaincre et encourager le sujet-cible à se comporter de manière spécifique. En raison de techniques rhétoriques, l'éthos est solidifié par la capacité de l'orateur-politique à instaurer une relation de confiance avec son public-cible.

Van Eemeren et Houtlosser suggèrent que l'ajustement stratégique dans un discours politique peut prendre plusieurs formes. Cela peut se manifester par le choix opportun des éléments du « potentiel argumentatif » disponibles à une étape spécifique de la communication, en adaptant les réponses en fonction des attentes et des besoins du sujet-cible, ou encore en utilisant judicieusement les dispositifs de présentation appropriés. D'après Marie (2009 : 2), le « potentiel argumentatif » est défini comme la capacité d'un mot ou d'une formule à générer des enchaînements argumentatifs, autrement dit des séquences de discours qui impliquent des valeurs, des croyances, des jugements, des opinions, et ainsi de suite. Ce potentiel argumentatif est lié à la signification lexicale des notions et des expressions, et il peut être activé, renforcé, affaibli ou neutralisé selon le contexte pragmatique de l'énoncé. Cette approche met en valeur l'exigence pour l'orateur-politique de sélectionner ses arguments, de répondre de manière appropriée aux attentes de son sujet-cible et d'utiliser des techniques de présentation efficaces afin de renforcer la crédibilité de son discours et surtout d'influencer l'opinion publique. En d'autres mots, l'ajustement stratégique repose sur la capacité de l'énonciateur-politique à utiliser les outils rhétoriques à sa disposition pour réaliser ses fins persuasives. Focalisons désormais nos analyses sur les stratégies rhétoriques et linguistiques spécifiques que le Chef de l'Etat déploie dans sa communication sanitaire et examinons comment il les met en pratique. Parmi ces stratégies, nous aborderons l'anaphore, la répétition, l'épiphore, le paradoxe, l'énumération, l'hypophore, la métaphore ainsi que le contraste.

L'*anaphore* est un dispositif rhétorique qui consiste à répéter un mot au sein de clauses ou de phrases successives, afin d'obtenir un effet symétrique ou de renforcement. À travers ce procédé, l'énonciateur souligne l'importance de protéger les personnes à risque, les seniors, et l'urgence de freiner la propagation de la COVID-19. L'exemple suivant montre cela :

« C'est pourquoi je veux vous dire ce soir que je compte sur vous pour les jours, les semaines, les mois à venir. Je compte sur vous parce que le Gouvernement ne peut pas tout seul, et parce que nous sommes une nation. Chacun a son rôle à jouer. Je compte sur vous pour respecter les consignes qui sont et seront données par les autorités, et en particulier ces fameux gestes barrières contre le virus.»²⁴³

Macron, 12/03/2020

L'anaphore²⁴⁴ « Je compte sur vous », répétée à plusieurs reprises dans ce passage, renforce l'éthos présidentiel en tant que figure de confiance, d'unité et de responsabilité. En insistant sur cette formule, le sujet-énonciateur met en scène un lien direct, presque personnel, entre lui et chaque citoyen-télespectateur. Il ne parle pas simplement en tant qu'autorité, mais en tant que membre d'une communauté nationale soudée par une épreuve commune. Cette répétition cherche à créer un effet de solennité et de gravité, mettant en lumière l'importance de l'engagement de chacun dans la lutte contre l'épidémie. Par cette stratégie discursive, l'énonciateur-politique projette l'image d'un leader rassembleur qui place sa confiance dans le peuple, tout en rappelant subtilement les devoirs civiques de chaque individu. L'anaphore devient ainsi un levier rhétorique puissant pour asseoir sa légitimité morale et renforcer son autorité éthique.

La récurrence de cette expression constitue un procédé rhétorique essentiel, révélateur d'un appel insistant à la responsabilité collective. Par cette anaphore, le discours crée une relation d'interdépendance entre l'autorité politique et le citoyen. Cette répétition rythme le passage, martèle le propos et inscrit l'idée d'un devoir partagé dans les esprits. Sur le plan rhétorique, elle agit comme un marqueur d'éthos collectif, montrant que le Chef de l'Etat s'efface partiellement derrière une nation unie, où chacun est appelé à jouer un rôle actif. Cette structure répétitive valorise la confiance accordée aux Français, tout en exerçant une forme de pression morale douce. Ainsi, l'anaphore a ici une double fonction : a) elle renforce l'autorité du locuteur-politique tout en mobilisant l'auditoire dans un effort

²⁴³ Voir Vol. 2, p. 9.

²⁴⁴ Dans cet extrait, plusieurs formes d'anaphore sont observables. Le pronom « nous » renvoie à l'ensemble de la nation et au gouvernement, établissant une anaphore pronominale, car il reprend un référent déjà introduit dans le discours. L'expression « qui sont et seront données par les autorités » contient une anaphore présuppositionnelle, le pronom relatif « qui » présupposant l'existence des consignes évoquées juste avant. Enfin, la répétition de la locution « je compte sur vous » peut être regardée comme une anaphore fidèle, puisque l'expression reprend exactement la même désignation du sujet et de l'objet de l'énoncé, sans modification sémantique notable. Ces procédés permettent de créer une cohésion discursive et de consolider l'insistance sur la responsabilité collective et individuelle, conformément aux analyses de Charaudeau et Maingueneau (2002 : 45 - 49) sur les fonctions anaphoriques dans le discours.

commun, b) elle donne au discours une puissance persuasive fondée sur la solidarité et le sens du devoir.

Sur le plan syntaxique, cette anaphore place le sujet « je » dans une position de prééminence, affirmant l'engagement personnel du sujet-énonciateur tout en instaurant une relation de proximité avec le sujet-cible. Cette structure répétée affirme un éthos de Chef impliqué, responsable et confiant. Par l'usage du verbe *[compter]*, cet énoncé établit un lien de confiance asymétrique mais valorisant, car il ne donne pas un ordre, il confie une mission, plaçant le récepteur dans une position de partenaire actif. La constance syntaxique (sujet + verbe + complément) confère aussi un rythme régulier, une stabilité dans l'énonciation, qui consolide l'image d'un Président constant, maître de son discours et de la situation. De ce fait, l'anaphore ne relève pas seulement d'un effet de style : elle traduit, par sa construction même, une posture présidentielle fondée sur la confiance, la responsabilité partagée, et la légitimité morale de l'appel à l'unité nationale.

La répétition de cette formule produit un effet d'insistance qui dépasse la simple réaffirmation d'une mission unique. Elle met en valeur le rôle central que doit jouer le sujet-cible dans l'ensemble des actions à mener pour faire face à la crise. À travers cette anaphore, le discours insiste non seulement sur la gravité de la situation épidémiologique, mais surtout sur l'exigence d'une mobilisation collective, fondée sur la responsabilité individuelle. Chaque occurrence met en valeur une tâche différente – respect des gestes barrières, solidarité envers les plus vulnérables, soutien aux soignants – tout en réaffirmant un lien de confiance entre le sujet-énonciateur et la population. Ainsi, la répétition structure le discours et consolide l'idée que la réussite du combat contre l'épidémie repose sur un engagement partagé, faisant de l'implication citoyenne la condition même de l'efficacité de l'action publique. L'anaphore s'inscrit ainsi dans un usage plus global de la répétition, qui sert à marteler les messages fondamentaux du discours.

De même, il utilise la *répétition* comme technique rhétorique pour renforcer des thèmes particuliers, avec l'intention d'attirer l'attention de l'auditeur sur la signification de certaines idées en les réaffirmant à plusieurs reprises. La répétition est un outil efficace de communication persuasive parce qu'elle consolide les messages clés, les rend mémorables et attire l'attention sur leur signification, afin de s'assurer que le public est captivé par le message. Voyons les contextes suivants : « [...] cette épidémie de COVID-19, dure depuis maintenant plus d'un an », « [un] an de peine [...] », « [un] an d'efforts pour tous », « [un]

an où, ensemble, nous avons résisté et appris », et « [un] an où nous avons tenu »²⁴⁵ (Macron, 31/03/2021).

Dans ces passages, l'emploi répété d'« un an » met en lumière la durée prolongée de l'épidémie et pointe l'engagement continu du Président dans la gestion de cette crise. La répétition de l'expression « un an » joue un rôle central dans la construction de l'éthos présidentiel. En martelant cette durée, le Président Macron souligne non seulement la continuité de la crise sanitaire, mais également la constance de l'effort national. D'un point de vue rhétorique, cette structure met en lumière l'idée d'une temporalité lourde, marquée par la peine, les efforts et la résistance. Elle permet au sujet-énonciateur d'affirmer qu'il partage pleinement l'expérience du peuple, en se montrant lucide, impliqué, et en phase avec la réalité vécue par le grand public. Ce rappel appuyé du temps écoulé agit ici comme un témoignage de sa vigilance et de sa capacité à tenir la ligne dans la durée. L'effet rhétorique est double : d'un côté, la répétition crée un rythme solennel et mémorable ; d'un autre, elle ancre l'image d'un Président endurant, proche des Français, et soucieux de reconnaître l'ampleur des sacrifices consentis. L'éthos macronien s'en trouve ainsi renforcé par une posture d'empathie lucide et de constance dans l'adversité.

En pointant la persistance de la crise à travers la répétition de l'expression « un an », l'énonciateur met en scène sa proximité temporelle avec l'épreuve collective. Cette stratégie discursive permet d'inscrire son action dans la durée et de présenter son engagement comme continu et ininterrompu. Sur le plan rhétorique, cela renforce son éthos, puisqu'il ne se pose pas en simple commentateur, mais en acteur pleinement impliqué, ayant partagé les difficultés du pays depuis le début de la pandémie. En insistant sur la longueur du temps traversé, il signale sa résistance morale et politique, tout en valorisant la patience et le courage du peuple. Ce positionnement crée une symétrie entre le Chef de l'Etat et le citoyen-télespectateur, donnant à voir un dirigeant responsable, stable et fidèle à sa mission. Dans le cadre d'un discours télévisé, cette mise en scène de la constance renforce sa crédibilité aux yeux du sujet-récepteur, qui est invité à percevoir le Président comme un guide fiable dans l'adversité.

Sur le plan syntaxique, « un an » construit une structure parallèle qui donne à la déclaration une cadence régulière et solennelle. Chaque segment commence de la même manière, mais se termine par un complément distinct (« de peine », « d'efforts », « où nous

²⁴⁵ Pour l'ensemble de ces citations, voir Vol. 2, p. 51.

avons résisté », etc.) ce qui confère au propos une progression rythmée tout en pointant la richesse et la complexité de l'expérience collective. Cette structure syntaxique répétitive joue un rôle rhétorique fort, car elle organise la mémoire du récepteur, en décomposant l'année écoulée en épisodes marquants, tout en accrochant l'attention par la régularité formelle. Ce rythme soutenu imprime dans l'esprit du sujet-destinataire la gravité et l'intensité de la période traversée. En énumérant la peine, les efforts, la résistance et l'apprentissage, le sujet-énonciateur dramatise l'expérience vécue et, par là-même, donne du sens à l'épreuve. La répétition n'est donc pas seulement esthétique ; elle soutient une mise en récit cohérente de la crise, renforce la solennité de la parole présidentielle et accentue l'impact émotionnel du message.

Sur le plan stylistique, cette répétition constitue un procédé marquant dans la construction de l'éthos présidentiel. En revenant sur cette formule, le sujet-locuteur insiste sur la durée exceptionnelle de la crise, et pointe ainsi sa propre présence continue dans la gestion de cette épreuve. Cette insistance stylistique sert à projeter l'image d'un leader stable, endurant et solidaire du peuple, qui a traversé cette année difficile aux côtés du citoyen. Le rythme régulier que produit cette répétition contribue également à la mise en solennité du discours, car il imprime une forme de gravité et de constance, qui fait écho à la persévérance exigée par la pandémie. Le style devient, dans ce contexte, au service de la stratégie discursive, puisqu'il permet de renforcer la crédibilité du Chef de l'Etat, de rappeler sa vigilance dans la durée, et d'ancrer dans l'esprit du citoyen-télespectateur l'idée d'un engagement présidentiel sans faille. Cette répétition stylistique transforme ainsi la simple référence temporelle en un outil puissant de légitimation politique.

Cette répétition couplée à une série de segments phrastiques tels que « peine », « efforts », « résisté », « appris » et « tenu » permet d'évoquer une gamme variée de difficultés et de résilience vécues. Chaque complément vient spécifier un aspect particulier de l'expérience collective, expliquant tour à tour la souffrance, l'engagement, la résistance morale, l'apprentissage et la ténacité. Cette structure cumulative souligne l'identification du discours au vécu du peuple, en mettant en scène un Président conscient des sacrifices consentis et des efforts fournis. Ce procédé permet d'élargir l'éthos présidentiel, car il ne se contente pas d'assumer une fonction d'autorité ; il se montre aussi empathique et proche des réalités sociales. En intégrant ces éléments dans un rythme répétitif, le passage dramatise le vécu commun tout en valorisant la dimension collective de la lutte. Le locuteur-politique construit ainsi l'image d'un leader connecté à la nation, capable de reconnaître les

souffrances partagées et de les porter dans son discours comme preuves de la force du peuple, et de son propre engagement à ses côtés.

Après avoir analysé la fonction rhétorique de la répétition en tête de phrase, notamment sous la forme de l'anaphore, il est judicieux d'aborder une autre figure de répétition significative dans le corpus : l'épiphore²⁴⁶. Regardons de près :

« Le Gouvernement mobilisera tous les moyens financiers nécessaires pour porter assistance, pour prendre en charge les malades, pour sauver des vies **quoi qu'il en coûte** »²⁴⁷

Macron, 12/03/2020

« Aussi, tout sera mis en œuvre pour protéger nos salariés et pour protéger nos entreprises **quoi qu'il en coûte**, là aussi »²⁴⁸

ibid.

« Nous réagirons fort et nous réagirons vite. L'ensemble des gouvernements européens doit prendre les décisions de soutien de l'activité puis de relance **quoi qu'il en coûte** »²⁴⁹

ibid.

La formule « quoi qu'il en coûte », répétée à trois reprises dans le corpus, joue un rôle rhétorique fondamental dans la construction d'un éthos de détermination politique. Placée systématiquement en fin de phrase, elle relève de l'épiphore, une figure de style qui accentue la clausule, c'est-à-dire la conclusion d'un segment syntaxique. Ce positionnement stratégique lui confère une forte portée à la fois mémorielle et symbolique. À travers cette répétition, le sujet-énonciateur affirme un engagement absolu et sans conditions, montrant qu'il faut protéger les vies, soutenir les salariés, sauver l'économie, quelle qu'en soit la dépense. La récurrence de cette formule transforme peu à peu l'expression en slogan politique²⁵⁰, condensant dans une tournure brève et percutante une politique d'exception

²⁴⁶ Comme le souligne Prak-Derrington (2021 : 17), « l'anaphore attire l'attention sur le point de départ de l'énoncé, tandis que l'épiphore souligne l'idée finale, en produisant un effet de clôture mémorable. ». Ces deux figures, bien qu'opposées sur le niveau syntaxique, jouent un rôle similaire dans la mise en relief du discours et la mise en scène de la posture énonciative.

²⁴⁷ Voir Vol. 2, p. 7.

²⁴⁸ *ibid.*

²⁴⁹ Voir Vol. 2, p. 8.

²⁵⁰ La répétition d'une formule dans le discours politique contribue à sa sédimentation mémorielle. En revenant de manière insistante et ritualisée, l'expression « quoi qu'il en coûte » acquiert une valeur emblématique, et elle devient un slogan politique, selon la définition que lui donne la rhétorique : une phrase brève, frappante et hautement connotée, qui cristallise un engagement idéologique fort et se prête à la circulation médiatique. Elle permet dans ce contexte de condenser l'exceptionnalité de la réponse étatique à la crise en une formule mobilisatrice et mémorable.

justifiée par la gravité de la crise. Sur le plan rhétorique, cette stratégie a pour but de rassurer l'auditoire, à légitimer l'action de l'Etat, et de projeter une image de volonté inébranlable ; celle d'un gouvernement prêt à faire front, quelles que soient les contraintes budgétaires ou administratives.

Derrière cette épiphore se déploie un argument d'urgence absolue, basé sur le principe de proportionnalité inversée : plus la menace est grave, plus la réponse doit être totale, quitte à ignorer les coûts habituels. Ce raisonnement repose sur un argument de hiérarchisation des valeurs, dans lequel la sauvegarde des vies humaines et la cohésion nationale priment sur toute autre considération, surtout budgétaire. En répétant cette formule, le sujet-locuteur cherche à neutraliser d'avance toute critique relative à l'endettement ou aux dépenses publiques, posant que l'objectif de protection collective justifie tout sacrifice matériel. C'est un argument d'autorité morale autant que de légitimité politique ; celui qui prononce ces mots incarne la figure du responsable prêt à agir, sans limite, pour le bien commun. De ce fait, cette épiphore n'est pas seulement stylistique, car elle structure un raisonnement implicite puissant, qui associe l'engagement inconditionnel à la grandeur politique et à la légitimité de l'action étatique face à la COVID-19.

En recourant à cette formule, le Président Macron projette une image de maîtrise décisionnelle et de volonté inflexible, qualités essentielles pour affirmer son autorité en temps de crise. L'emploi répété de cette clause participe à une mise en scène de la cohérence politique, puisqu'elle renvoie à une ligne directrice claire, tenue sur la durée, sans hésitation ni revirement. Cette constance contribue à consolider une figure présidentielle déterminée, capable d'assumer pleinement la charge du pouvoir dans un contexte d'exception. Par ailleurs, la structure même de l'expression – ferme, concise, presque martiale – crée un effet performatif, qui donne corps à l'idée d'un leadership qui agit avant de justifier. Enfin, en plaçant cette formule dans des contextes multiples (santé, économie, Europe), l'énonciateur-politique montre qu'il ne se contente pas d'un discours circonstanciel, mais qu'il incarne une vision de long terme, guidée par la responsabilité plutôt que par la prudence budgétaire. Ainsi, l'éthos qui se dessine est celui d'un Chef d'Etat à la fois stratège et investi dans la conduite de la nation. Au-delà des procédés de répétition, le discours macronien mobilise également des figures d'opposition, telles que le paradoxe.

Afin de créer un sentiment d'équilibre, le Président utilise le paradoxe pour opposer différentes idées. En tant que dispositif rhétorique, cette contradiction sert de moyen pour attirer l'attention sur une situation paradoxale. En juxtaposant la nature apparemment

inoffensive de la COVID-19 avec la gravité potentielle des effets du virus, il communique la gravité de la situation à son auditoire. En associant des éléments ou des idées contraires, le paradoxe souligne leurs différences et crée un effet rhétorique, comme dans l'exemple suivant :

« [...] le Covid-19 est sans danger, mais le virus peut avoir des conséquences très graves. »²⁵¹

Macron, 12/03/2020

Cette phrase repose sur un paradoxe qui illustre la complexité de la communication politique en situation de crise. Cette construction paradoxale attire l'attention du sujet-récepteur en confrontant deux idées apparemment contradictoires : la sécurité et le danger. Par ce procédé, le locuteur-politique manifeste une double posture qui vise à rassurer tout en alertant. Sur le plan rhétorique, ce paradoxe sert à consolider l'éthos du Président. En effet, il démontre sa capacité à ne pas simplifier la situation épidémiologique, à reconnaître la complexité de la pandémie et à assumer la responsabilité de son rôle. Il cherche à apaiser les inquiétudes du citoyen-télespectateur en lui faisant comprendre que, malgré une certaine normalisation de la situation, les risques sanitaires demeurent réels et sérieux. Cette nuance est essentielle afin de maintenir la confiance du public-cible, puisqu'elle traduit une parole transparente, loin d'une communication rassurante ou alarmiste. Aussi, cette phrase illustre une stratégie argumentative équilibrée, car elle combine un appel à la sérénité avec une mise en garde prudente, évitant les extrêmes du discours. Cette double tonalité montre une maîtrise de la parole politique qui a pour but de conjuguer calme et vigilance, conditions indispensables pour gérer une crise de cette ampleur. Cependant, cette formulation paradoxale présente aussi un risque, car sa première partie peut être perçue comme minimisant la gravité du virus, ce qui pourrait susciter la méfiance ou la critique. Il s'agit ainsi d'un exercice délicat, qui témoigne de la difficulté de la communication politique en période d'incertitude.

Ici, le sujet-énonciateur emploie un paradoxe syntaxique qui crée un effet rhétorique puissant. D'une part, l'affirmation selon laquelle « le Covid-19 est sans danger » semble contredire la perception largement répandue du virus comme une menace grave pour la santé publique. Cette déclaration paradoxale attire néanmoins l'attention du sujet-récepteur en

²⁵¹ Voir Vol. 2, p. 3.

suscitant la surprise et en interrompant les attentes. D'autre part, cette assertion est tempérée par la précision que « le virus peut avoir des conséquences très graves », ce qui invite à une réflexion plus profonde sur la nature complexe de la crise sanitaire. Ce paradoxe met en lumière la dualité de la situation : le virus, bien que parfois perçu comme banal (voire maîtrisable), conserve un potentiel insidieux et dévastateur. Par cette opposition, le discours pointe le besoin d'une prise de conscience collective face à un danger qui n'est pas toujours visible ou immédiat, mais dont les effets peuvent être dramatiques. La stratégie syntaxique cherche ainsi à engager intellectuellement le citoyen-télespectateur, en combinant une forme d'apaisement initial avec une mise en garde urgente.

Sur le plan stylistique, le recours au paradoxe joue un rôle essentiel dans la construction de l'éthos du leader politique. En opposant deux réalités apparemment contradictoires, cette figure de style crée un effet saisissant qui met en lumière la complexité et l'ambiguïté inhérentes à la situation pandémique. Ce dispositif rhétorique consolide l'image du sujet-énonciateur en tant que personnage à la fois lucide et réfléchi, capable de reconnaître et d'assumer des vérités paradoxales sans céder à la simplification. En présentant ces idées en tandem, le discours invite le citoyen à dépasser une lecture binaire de la crise afin d'adopter une posture plus nuancée et critique. Ce paradoxe suscite de ce fait une prise de conscience collective sur le besoin de maintenir la vigilance et d'adopter des mesures de précaution, même lorsque le danger semble atténué ou difficile à percevoir. Par-là, il révèle la nature insidieuse du virus, dont les effets peuvent être gravement sous-estimés si l'on ne tient pas compte de cette double réalité. Enfin, cette utilisation du paradoxe contribue à forger l'éthos macronien en montrant un dirigeant capable de conjuguer gravité et rationalité. Il incarne un leadership éclairé, qui ne minimise ni ne dramatise la COVID-19, mais qui s'efforce de communiquer avec transparence et responsabilité, renforçant ainsi la confiance et l'adhésion du public-cible face à la crise sanitaire.

En outre, et pour mettre en évidence les différents groupes impliqués dans la lutte contre l'épidémie, le sujet-énonciateur utilise la méthode d'énumération, comme dans :

« Médecins, infirmiers, ambulanciers, les agents des Samu et de nos hôpitaux, les médecins de ville, l'ensemble des personnels du service public de la santé » ²⁵²

Macron, 12/03/2020

²⁵² Voir Vol. 2, p. 3

Dans cet extrait, le Chef de l'Etat utilise une énumération qui ne recense pas une série de soins, mais bien une série de professionnels de santé. Cette distinction est importante, car il ne s'agit pas de détailler les actes médicaux ou les types de soins dispensés, mais de nommer avec précision les différents acteurs engagés dans la lutte contre la crise sanitaire. Par cette énumération exhaustive, le discours reconnaît de manière explicite le rôle et l'engagement de chacun, valorisant de ce fait leur contribution collective. Cette stratégie rhétorique permet de rendre hommage à l'ensemble des personnels mobilisés, tout en mettant en valeur la diversité et la complémentarité des métiers de la santé. Elle instaure un climat de gratitude et de respect qui participe à consolider la cohésion sociale face à la crise. Ainsi, loin d'énumérer des soignants, cette liste souligne la présence et l'importance de ceux qui, par leur action, incarnent la réponse sanitaire. En valorisant ces professionnels, le sujet-énonciateur construit aussi son propre éthos en tant que leader attentif et reconnaissant, soucieux de mettre en lumière le travail indispensable de ceux qui œuvrent au service de la population.

Sur le plan stylistique, l'usage de l'énumération dans cette citation joue un rôle essentiel dans la construction de l'éthos macronien. En listant successivement « médecins, infirmiers, ambulanciers, les agents des Samu et de nos hôpitaux, les médecins de ville, l'ensemble des personnels du service public de la santé », le sujet-énonciateur manifeste son respect et sa reconnaissance envers l'ensemble des acteurs engagés dans la lutte contre la crise sanitaire. Cette énumération a pour effet de valoriser chaque catégorie professionnelle, en évitant de privilégier un groupe au détriment d'un autre, ce qui traduit une volonté d'inclusion et d'unité.

Elle pointe aussi la multiplicité et la diversité des métiers mobilisés, reflétant de ce fait la complexité de la réponse sanitaire collective. L'ordre du récit est rarement anodin, car il influence la manière dont la déclaration est perçue, les priorités mises en avant, et l'effet émotionnel ou persuasif recherché ²⁵³. Dans le contexte d'une énumération, par exemple, l'ordre choisi – commencer par « médecins », puis « infirmiers », « ambulanciers », etc. – reflète une hiérarchie implicite, une progression logique, et un effet d'accumulation

²⁵³ En rhétorique, cet agencement participe à la construction du sens et à l'efficacité persuasive du propos. L'enchaînement des idées, des arguments ou des énumérations a pour tâche de créer un effet de progression, souligner une hiérarchie implicite, ou susciter une intensification émotionnelle chez le sujet-récepteur. Ainsi, le choix de l'ordre est un levier stylistique et stratégique qui oriente la réception du discours et renforce son impact.

croissante. Cet agencement sert à structurer le propos et à guider la compréhension du récepteur.

Enfin, une autre stratégie d'engagement du public repose sur l'usage de l'hypophore, qui associe questionnement et réponse immédiate. Il s'agit d'un dispositif rhétorique dans lequel une question est posée et une réponse est immédiatement offerte, dans le but d'engager le téléspectateur, générer la curiosité, et guider sa pensée vers une conclusion logique. Prenons l'exemple suivant :

« [la] deuxième, c'est de freiner l'épidémie. Pourquoi ? Le ministre de la Santé et le directeur général de la Santé vous l'ont expliqué à plusieurs reprises : pour éviter l'accumulation de patients qui seront en détresse respiratoire dans nos services d'urgence et de réanimation » ²⁵⁴

Macron, 12/03/2020

L'usage de l'hypophore dans cette citation joue un rôle central dans l'efficacité argumentative du discours. En posant la question « pourquoi ? » juste après avoir énoncé l'objectif de « freiner l'épidémie », le sujet-locuteur capte l'attention du sujet-récepteur et crée une suspension qui suscite la curiosité. Cette question introduit une attente, préparant le récepteur à recevoir une explication à la fois claire et justifiée. Sur le plan rhétorique, cette technique structure le message en deux temps : a) une première partie qui présente la finalité, et b) une seconde qui en expose la raison. Cette division améliore la clarté et la compréhension du discours, évitant toute ambiguïté. De plus, l'hypophore instaure un dialogue implicite entre le locuteur-politique et le récepteur, rendant le message plus vivant et engageant. Par ailleurs, en répondant immédiatement à sa propre question, le Chef de l'Etat contrôle le sens de l'énoncé, oriente l'interprétation du grand public et renforce son éthos. Il affirme son autorité en s'appuyant sur des figures d'expertise (« le ministre de la Santé et le directeur général de la Santé »), ce qui crédibilise ainsi son argumentation et rassure le récepteur sur la légitimité des mesures proposées.

En référant explicitement l'explication au ministre de la Santé et au directeur général de la Santé, le Président s'inscrit dans une démarche de légitimation de son discours. Cette attribution d'autorité permet de transférer une partie de la confiance que suscitent ces experts vers sa propre parole. Par ce procédé, il s'appuie sur le poids institutionnel et scientifique des agents médicaux dans le but de renforcer la solidité de son argumentation. Cela traduit

²⁵⁴ Voir Vol. 2, p. 5

également une volonté de transparence, en montrant que les décisions ne reposent pas sur une volonté arbitraire, mais sur des analyses spécialisées. Donc, il positionne son leadership non seulement comme porteur d'un message politique, mais aussi comme un acteur qui privilégie la rigueur et la responsabilité dans la gestion de l'épidémie. Cette stratégie contribue à rassurer le grand public en insistant sur une gouvernance collaborative, où le savoir et l'expertise sont au cœur des décisions, ce qui valorise la posture du Chef de l'Etat en tant que Chef d'orchestre éclairé plutôt que comme un décideur isolé.

Aussi, l'hypophore renforce le caractère persuasif et la crédibilité éthique du locuteur politique. En introduisant une question, le discours anticipe l'interrogation probable du téléspectateur et prend ainsi l'initiative d'offrir lui-même une réponse. Cette stratégie stylistique permet au discours de paraître plus engageant et pédagogique, ce qui crée donc un sentiment de transparence et de confiance chez le destinataire. En outre, en citant « le ministre de la Santé et le directeur général de la Santé », le message établit une connexion avec des autorités reconnues dans le domaine médical, consolidant son autorité en tant que porte-parole légitime des données scientifiques et médicales.

Puis, et en sa qualité de figure de style, la métaphore « le bout du tunnel » utilisée dans le contexte suivant :

« Si nous restons unis, solidaires, si nous savons, durant les prochaines semaines, nous organiser, alors nous verrons le bout du tunnel » ²⁵⁵

Macron, 31/03/2021

L'expression « voir le bout du tunnel » ne doit pas être comprise dans son sens littéral, comme il s'agit d'une image figurative plutôt que d'une description factuelle. Au sens propre, on ne peut pas « voir » littéralement un événement futur ou une issue à une situation abstraite simplement en restant unis ou organisés. Cependant, cette déclaration prend tout son sens sur un plan symbolique. La métaphore du tunnel évoque un passage difficile ou une période d'obscurité, et « voir le bout » signifie dans ce contexte entrevoir une sortie, une amélioration, voire la fin d'une épreuve. Ce langage figuré permet de communiquer l'idée d'espoir et de progression vers un avenir meilleur, tout en mobilisant le destinataire sur le niveau émotionnel.

Par le recours à cette métaphore, l'énonciateur-politique cherche à consolider son éthos en se positionnant comme un leader à la fois visionnaire et rassurant. Cette figure de

²⁵⁵ Voir Vol. 2, p. 51

style, en transformant une situation anxiogène en une image tangible, donne au sujet-locuteur un pouvoir de synthèse symbolique, lui permettant d'incarner une vision claire de l'avenir malgré les difficultés présentes. Sur le plan de l'éthos, cette métaphore opère plusieurs fonctions complémentaires. D'un côté, elle traduit la capacité du Chef de l'Etat à anticiper la fin de la crise, témoignant d'une maîtrise du temps et d'une projection optimiste qui dépassent le présent immédiat. Le fait de suggérer qu'une sortie est possible instaure une dynamique positive qui invite à la fois à la confiance et à la persévérance. Cette posture visionnaire confère au sujet-locuteur une autorité morale et intellectuelle, lui permettant d'apparaître comme un guide capable de montrer le chemin vers la lumière au bout d'une période d'obscurité. De l'autre, elle joue un rôle apaisant et rassurant. En utilisant une image familière, elle humanise le propos et crée un lien émotionnel avec le sujet-récepteur. Elle offre un horizon tangible, ce qui est indispensable dans un contexte de crise où l'incertitude et la peur prédominent. En promettant une issue, le sujet-énonciateur incarne la figure d'un Chef qui protège, qui ne se contente pas de décrire les difficultés, mais qui propose une espérance réaliste et collective. Par ailleurs, cette métaphore fonctionne comme un outil d'inclusion sociale, car elle s'appuie sur la condition commune d'être « dans le tunnel », impliquant que tous partagent la même épreuve.

Ce « nous » implicite souligne la solidarité et l'engagement collectif, montrant un leadership qui ne se place pas au-dessus, mais au sein de la communauté. Cela contribue à construire un éthos d'authenticité²⁵⁶ et de proximité, qualités essentielles pour asseoir la confiance dans un discours politique. Enfin, sur un plan pragmatique, l'emploi de cette métaphore favorise la mémorabilité du discours. Les images figuratives ont une force évocatrice qui dépasse celle d'un langage strictement rationnel, ce qui permet au message de mieux s'ancrer dans la conscience collective et d'influencer durablement les attitudes et comportements.

Également, en qualité de dispositif rhétorique, le contraste est utilisé pour illustrer les différences entre les entités, les circonstances ou les concepts disparates. Afin de faciliter l'analyse comparative, il est conçu pour accentuer les différences discernables. Penchons-nous sur le passage suivant :

²⁵⁶ Par *éthos d'authenticité*, nous entendons la construction par le locuteur d'une image de sincérité, de proximité et de transparence vis-à-vis de son sujet-cible. Dans le cadre d'un discours politique, cet éthos authentique se manifeste par une posture où le leader apparaît comme humain, engagé et partageant les mêmes réalités et inquiétudes que le récepteur. Cette authenticité renforce la confiance du public-cible en réduisant la distance entre le dirigeant et la population, et légitime davantage son autorité morale.

« Mais là où beaucoup de nos voisins ont décidé de confiner, il y a maintenant quatre mois, nos voisins Allemands par exemple, là où nos amis italiens en sont à leur quatrième confinement, nous avons, aussi par ces choix collectifs que nous avons faits, gagné des jours précieux de liberté, des semaines d'apprentissage pour nos enfants, nous avons permis à des centaines de milliers de travailleurs de garder la tête hors de l'eau sans jamais perdre le contrôle de l'épidémie.»²⁵⁷

Macron, 31/03/2021

L'utilisation du contraste est un procédé rhétorique majeur qui contribue à renforcer l'éthos du locuteur. En opposant la situation de la France à celle de ses voisins, le discours met en lumière une différence stratégique claire. Cette opposition pointe la singularité et, implicitement, la supériorité des choix français dans la gestion de la crise. Sur le plan rhétorique, ce contraste fonctionne comme un effet de mise en relief, car il met en exergue les résultats positifs obtenus par la France, en insistant sur les bénéfices concrets tels que « des jours précieux de liberté », « des semaines d'apprentissage pour nos enfants », ainsi que la protection économique des travailleurs. En présentant ces acquis en regard des confinements successifs chez les voisins, le sujet-locuteur valorise la stratégie française, la qualifiant à la fois d'efficace et équilibrée.

Ce procédé engage aussi le sujet-récepteur dans une dynamique comparative, l'invitant à reconnaître le mérite du pays et, par extension, la compétence et la sagesse de ses dirigeants. Le contraste crée un effet de persuasion qui appuie la crédibilité de l'énonciateur-politique en lui attribuant la maîtrise et la prudence dans un contexte complexe. Par ailleurs, ce choix discursif participe à construire un éthos nationaliste mais inclusif, puisqu'en désignant « nos voisins » et « nos amis », ce passage maintient un ton respectueux tout en affirmant une forme de fierté collective. Cette posture met en lumière la légitimité du Chef de l'Etat en tant que représentant d'une France capable de décisions équilibrées et responsables.

Sur le plan stylistique, le contraste joue un rôle essentiel dans la construction et le renforcement de l'éthos macronien en le présentant comme un décideur à la fois responsable et mesuré. En opposant explicitement la situation française à celle de ses voisins (qui ont opté pour des confinements stricts et répétés) ce passage met en lumière la prudence et la réflexion qui sous-tendent les choix français. Cette mise en parallèle ne se contente pas de pointer une différence factuelle ; elle installe un rapport d'efficacité et de justesse entre les stratégies, valorisant ainsi la gestion française. Le rythme même du passage, avec ses

²⁵⁷ Voir Vol. 2, p. 52.

reprises anaphoriques (« là où ... là où ... »), structure le propos en insistant sur la multiplicité et la gravité des mesures prises dans les autres pays, amplifiant la portée du contraste. Cette progression met en relief, d'une part, les contraintes subies par les pays voisins et, d'autre part, les bénéfices concrets que la France a su préserver : liberté, continuité de l'éducation, maintien de l'activité économique. Par cette opposition maîtrisée, le sujet-énonciateur apparaît comme un Chef d'Etat capable d'arbitrer entre la nécessité sanitaire et la préservation des libertés individuelles, donnant, ce faisant, une image de leadership équilibré. Le contraste devient alors un outil stylistique puissant qui traduit une posture de maîtrise et d'engagement réfléchi, renforçant donc la confiance que le public-cible peut lui accorder dans une période d'incertitude.

L'emploi du substantif « liberté » en opposition à « confinement » constitue un puissant contraste lexical qui joue un rôle clé dans la charge symbolique de ce passage. Ces deux termes incarnent des notions polaires, car la liberté évoque un état d'autonomie d'action et de droits fondamentaux, tandis que le confinement renvoie à une restriction sévère, une limitation imposée de manière coercitive sur les déplacements et les interactions sociales. Cette opposition cherche à valoriser la stratégie choisie en France en expliquant qu'elle a permis de préserver des « jours précieux de liberté », donc un espace vital de vie normale, malgré l'épidémie. En mettant en avant ce substantif positif, cette déclaration évoque non seulement la dimension politique et sociale des mesures prises, mais surtout un enjeu profondément humain et émotionnel : la capacité à maintenir un certain équilibre entre sécurité sanitaire et respect des droits individuels. De plus, la liberté est présentée dans ce contexte comme un acquis fragile et précieux, soulignant l'idée qu'elle mérite d'être protégée avec soin. Cette utilisation confère un poids moral à la gestion gouvernementale, qui serait à la fois efficace dans la lutte contre la COVID-19 et soucieuse de préserver les valeurs fondamentales de la société.

La conjonction « mais » marque un pivot dans ce passage. Elle signale au sujet-cible qu'une idée contraire, une restriction ou une correction vont être apportées. Cette conjonction agit comme un levier qui structure la pensée, créant une tension dialectique entre deux propositions. Par son usage, l'énonciateur-politique invite à reconsidérer et à relativiser ce qui vient d'être énoncé, ce qui dynamise la déclaration et maintient l'attention. Sur le niveau stylistique, « mais » crée un effet de rupture légère, qui peut accentuer la crédibilité du Président en montrant sa capacité à prendre en compte plusieurs aspects d'une question, et donc à ne pas se limiter à un discours uni-dimensionnel. Cette ouverture à la contradiction

fait preuve de lucidité et d'honnêteté intellectuelle, qualités essentielles afin de construire un éthos solide.

En termes de potentiel argumentatif, l'énonciateur dispose d'un large éventail d'outils. Ses choix rhétoriques sont intentionnels, destinés à renforcer sa position envers son public-cible. Ses stratégies discursives impliquent une affectation intelligente de ces ressources argumentatives pour une raison : maximiser leur impact persuasif. Il prend en considération les attentes, les préoccupations et les besoins de son public en utilisant le concept d'« exigences de l'auditoire », comme indiqué par Van Eemeren et Houtlosser (2002 : 139). Ce terme fait référence à l'ensemble d'attentes, de préférences et de perspectives présumées du sujet-cible.

Après avoir exploré l'impact de l'éthos discursif, examinons à présent le rôle fondamental du leadership et de la communication en temps de crise, mettant en lumière l'influence décisive des compétences de leadership sur la façon dont la communication présidentielle est perçue et intégrée dans une période de défi, comme celle de la COVID-19.

5.3. Le leadership et la communication en temps de crise²⁵⁸

« Le discours politique n'est pas le tout du politique, mais il n'est pas de politique sans discours politique. Celui-ci est constitutif de celui-là. La politique relève de l'action, et le langage est ce qui motive l'action, l'oriente et lui donne du sens. [...] L'action politique et le discours politique sont indissolublement liés, ce qui justifie du même coup l'étude du politique par son discours »

Charaudeau, 2005 : 31

²⁵⁸ Notre choix d'utiliser le terme *leadership* plutôt que *gouvernance* dans ce travail de thèse se justifie par la focalisation sur la capacité du Président Emmanuel Macron à influencer et à diriger le peuple français au travers de l'utilisation de l'éthos. Le terme *leadership* est le plus adéquat pour décrire les aptitudes, les caractéristiques et la conduite de l'individu qui lui permettent d'exercer une influence constructive. Plutôt que de se concentrer sur les institutions ou les mécanismes de gouvernance collective, cette analyse se concentre sur la capacité du Chef de l'Etat français à mobiliser et inspirer les citoyens. Terme qualifié d'anglicisme, le *leadership* tient son origine du mot anglais *leader*. Selon *Le CNRTL*, le *leadership* est défini comme « position d'une nation ou d'un groupe qui place sous sa mouvance, et parfois sous sa tutelle, une autre nation, un autre groupe ».

D'après ce que Patrick Charaudeau avance, le discours politique occupe une position prépondérante en tant que moteur de l'action politique. Il attribue un sens aux actions menées par l'acteur politique et influence la perception qu'en a le sujet-cible. Il pointe également l'interconnexion indissoluble entre l'action politique et le discours politique, lesquels s'influencent mutuellement. De ce fait, l'étude du politique à travers son discours permet de mieux saisir les motivations, les intentions et les objectifs du décideur politique. En affirmant que le discours politique est « constitutif » de la politique, Charaudeau explique que le langage n'est pas simplement un outil secondaire ou un accompagnement de l'action politique, mais bien un élément fondamental qui en structure le sens, en détermine les orientations et en façonne les représentations. À travers cette perspective, il met en lumière l'exigence cruciale de l'analyse du discours pour comprendre non seulement les décisions et les stratégies des acteurs, mais aussi les rapports de pouvoir, les constructions idéologiques et les dynamiques sociales qui sous-tendent l'action politique. Le discours devient ainsi un espace où se négocient les significations du politique, ce qui justifie une approche à la fois critique et rigoureuse de ses formes, de ses effets et de ses fonctions dans la sphère publique.

Sur cette base, nous posons la question suivante : Comment le discours macronien illustre-t-il un leadership face à la problématique sanitaire en France ? Pour pouvoir répondre à cette question, et dans ce sous-chapitre, nous explorerons le rôle fondamental du leadership du sujet-énonciateur dans le contexte de la communication en temps de crise sanitaire, analysant comment il façonne les perceptions et guide les réponses collectives pour que le pays puisse surmonter cette situation difficile. En mettant en lumière les stratégies et les compétences majeures, nous examinerons comment le leadership présidentiel peut apporter la stabilité et inspirer la confiance au sein d'un public confronté à l'incertitude.

Le leadership du Président pendant la crise sanitaire est caractérisé par plusieurs facettes. Tout d'abord, *la confrontation à l'incertitude et la démonstration de résilience*, comme dans la citation suivante :

« La lutte contre l'épidémie n'est donc pas terminée, mais je suis heureux, avec vous, de cette première victoire contre le virus. Et je veux ce soir penser avec émotion à nos morts, à leurs familles, dont le deuil a été rendu plus cruel encore en raison des contraintes de cette période. Clore aujourd'hui le moment entamé avec le début du confinement n'avait rien d'une évidence. Si nous pouvons rouvrir le pays, c'est parce qu'à chaque étape de l'épidémie chacun a pris sa part. Le Premier

ministre et le Gouvernement ont travaillé d'arrache-pied, le Parlement s'est réuni, l'État a tenu, les élus de terrain se sont engagés.»²⁵⁹

Macron, 14/06/2020

Dans ce passage, la rhétorique repose sur une articulation subtile entre reconnaissance collective, émotion partagée et valorisation du rôle des institutions, ce qui souligne l'image d'un leadership rassembleur et responsable. L'usage du contraste initial (« la lutte contre l'épidémie n'est donc pas terminée, mais ... ») permet au sujet-locuteur de conjuguer prudence et satisfaction, exprimant la gravité persistante de la situation et le soulagement d'un progrès obtenu. Le recours à l'émotion dans l'évocation des morts et du deuil ajoute ici une dimension pathétique, qui humanise le propos et crée une proximité affective avec le citoyen-télespectateur. En intégrant différents acteurs, le Chef de l'Etat adopte une rhétorique inclusive, accentuant l'effort collectif sans s'attribuer, seul, les mérites de la réussite. Ce positionnement renforce son éthos de leader lucide, humble et fédérateur, capable de reconnaître les contributions de chacun tout en affirmant une continuité et une solidité dans l'action politique. Le rythme du passage, ponctué par des propositions affirmatives et des formules emphatiques (« l'Etat a tenu »), participe à une mise en scène du pouvoir maîtrisé, cohérent et efficace, conférant à l'orateur-politique une stature de Chef d'Etat à la fois empathique et résolu.

Le Chef de l'Etat ouvre ce passage en reconnaissant la persistance de la lutte contre la crise, affirmant que, malgré les progrès accomplis, la bataille sanitaire reste inachevée. L'insertion de l'expression « avec vous », encadrée par des virgules, isole et pointe la dimension collective de la réussite, conférant à cette victoire une portée symbolique partagée. L'emploi de la locution « première victoire » traduit à la fois une satisfaction mesurée et la conscience que le chemin reste long. Il exprime ce faisant sa fierté face au progrès réalisé, tout en valorisant les efforts ayant permis de maîtriser partiellement la situation sanitaire et de rendre possible la réouverture du pays. La reconnaissance de ces efforts se manifeste à travers une expression explicite de gratitude envers toutes les parties prenantes, notamment par la phrase : « chacun a pris sa part », qui met en valeur l'engagement collectif à chaque étape de la crise sanitaire. Cette reconnaissance souligne le sentiment de cohésion nationale et l'image d'un Président attentif à la contribution de chaque citoyen. Par ailleurs, la mention émue des victimes et de leurs familles endeuillées met en

²⁵⁹ Voir Vol. 2, p. 20.

lumière l'aspect humain et tragique de la crise, tout en rappelant les souffrances exacerbées par les contraintes imposées durant cette période difficile.

Ce passage démontre un leadership en assumant la responsabilité de la situation et en mettant en lumière l'exigence de la solidarité nationale. La confrontation à l'incertitude et la démonstration de résilience sont perceptibles par le biais de plusieurs termes clés. L'admission que « la lutte contre l'épidémie n'est pas terminée » reflète une reconnaissance des défis persistants et pointe la lucidité du sujet-énonciateur face à la réalité sanitaire. Cette déclaration, placée en ouverture du passage, joue un rôle rhétorique stratégique, puisqu'elle évite tout triomphalisme excessif et ancre le message dans une posture de responsabilité. En reconnaissant que l'épreuve n'est pas achevée, l'énoncé montre qu'il ne se satisfait pas d'une victoire partielle et qu'il demeure vigilant. Cette attitude renforce l'éthos de leader conscient et prudent, capable d'exprimer une vérité inconfortable tout en maintenant l'unité nationale autour d'un objectif encore inachevé. En ce sens, cette formule marque un équilibre subtil entre espoir et prudence, entre célébration et continuité de l'effort.

La phrase « clore aujourd'hui le moment entamé avec le début du confinement n'avait rien d'une évidence » met en lumière l'incertitude et les tensions inhérentes à la prise de décision politique en temps de crise. En soulignant que cette étape n'avait « rien d'une évidence », le discours reconnaît indirectement les doutes, les obstacles, et la complexité de la situation sanitaire. Cette formulation révèle une conscience aiguë des responsabilités pesant sur les épaules des gouvernants, mais aussi une volonté de transparence vis-à-vis du public. Sur le plan rhétorique, cette phrase contribue à renforcer l'éthos d'humilité et de lucidité du Chef de l'Etat, car il ne présente pas l'issue actuelle comme un simple aboutissement logique, mais comme le fruit d'un effort incertain, marqué par des choix difficiles. Cela participe à crédibiliser sa parole en tant que Président réaliste, conscient des limites de l'action politique et des aléas de la crise.

L'importance des efforts collectifs et individuels est mise en avant dans : « si nous pouvons rouvrir le pays, c'est parce qu'à chaque étape de l'épidémie chacun a pris sa part. ». Cette formulation met l'accent sur la dimension participative de la lutte contre la COVID-19, valorisant la responsabilité partagée entre citoyens, institutions et acteurs de terrain. Ici, l'usage du pronom indéfini « chacun » universalise l'engagement et inscrit la réussite dans une dynamique collective. Cette mise en valeur de la résilience sociale permet non seulement de reconnaître les sacrifices et l'implication de tous, mais également de consolider le lien entre le peuple et ses dirigeants. Le sujet-locuteur adopte, ce faisant, une posture de leader

fédérateur, qui ne s'approprie pas seul la réussite, mais pointe au contraire l'unité nationale comme condition essentielle du progrès accompli. Cette reconnaissance participe à une rhétorique de cohésion, essentielle dans un contexte de crise prolongée.

Enfin, en attribuant la réussite à l'engagement des institutions, le discours valorise un leadership mobilisé, solidaire et multidimensionnel. Il dépeint une image d'efforts soutenus et ininterrompus de la part de l'exécutif, renforçant ainsi la perception d'un pouvoir actif, résilient et à la hauteur de la gravité de la situation. Cette mise en valeur des initiatives et de la persévérance souligne la crédibilité de l'action publique et la légitimité de la réouverture progressive du pays.

Selon le *CNRTL*, la tournure « arrache-pied » est défini comme « sans discontinuer, sans bouger de place, comme si le pied de l'homme avait pris racine et qu'il faille l'arracher du sol » ou bien « avec un effort soutenu comme celui d'un homme qui arrache un pied d'arbre. ». L'image de devoir « arracher un pied d'arbre » suggère une immobilité essentielle dans le but de surmonter un obstacle d'une manière temporaire, ce qui indique un leadership prêt à prendre des mesures ardues en période de crise. L'effort « d'arrache-pied » évoque un travail acharné afin d'obtenir des résultats concrets, pointant l'investissement continu quant à la production des avancées tangibles. Cette formulation intensifie l'idée que le leadership s'étend au-delà de la prise de décisions stratégiques, et qu'il englobe un engagement constant dans l'application des actions requises. En citant les efforts acharnés du l'exécutif gouvernemental, ce passage valorise l'aspect pratique du leadership, contribuant à forger la confiance de téléspectateur en montrant que les gestionnaires sont activement impliqués dans les actions cruciales pour surmonter cette crise sanitaire. De même, « l'Etat a tenu » dénote le leadership en indiquant que, en dépit des défis de la pandémie, la France maintient sa stabilité et son fonctionnement efficient, démontrant de ce fait la capacité du leadership à assurer la continuité des opérations gouvernementales dans des situations complexes.

Après la résilience, nous trouvons une deuxième caractéristique : *la coopération et la solidarité*. Le Président déclare :

« En votre nom, je tiens avant toute chose à exprimer ce soir la reconnaissance de la Nation à ces héros en blouse blanche, ces milliers de femmes et d'hommes admirables qui n'ont d'autre boussole que le soin, d'autre préoccupation que l'humain, notre bien-être, notre vie, tout simplement. »²⁶⁰

Macron, 12/03/2020

²⁶⁰ Voir Vol. 2, p. 3.

Cette déclaration reconnaît en effet publiquement le rôle central des personnels de la santé et leur rend hommage pour leur engagement sans faille face à la crise. En mettant en lumière leur dévouement et leur altruisme, le discours valorise à la fois leur professionnalisme et leur dimension profondément humaine. Sur le plan rhétorique, ce passage relève d'une stratégie de reconnaissance symbolique, où l'orateur-politique cherche à réaffirmer le lien entre l'Etat, la nation et ceux qui œuvrent dans l'ombre pour protéger la vie. Cette forme d'hommage s'inscrit dans une déclaration de légitimation morale, qui cherche à unir la population autour d'une admiration commune et à souligner que la lutte contre l'épidémie repose sur un effort collectif, incarné par des figures exemplaires. Ce faisant, le Chef de l'Etat renforce son éthos de leader attentif et reconnaissant, en phase avec les valeurs de solidarité et de justice.

À travers des expressions telles que « reconnaissance de la Nation » et « milliers de femmes et d'hommes admirables », le sujet-énonciateur souligne la dimension collective de la réponse sanitaire, en insistant sur la collaboration et l'unité nécessaires pour affronter les défis sanitaires et sociaux. En mettant en valeur l'engagement des soignants à travers des termes valorisants, le sujet-énonciateur ne se contente pas de leur adresser des remerciements ; il les érige en symboles de l'effort national. Ce choix renforce l'idée d'un combat partagé, où chaque citoyen-télespectateur, à son échelle, joue un rôle. Par cette reconnaissance solennelle, ce passage affirme son soutien aux corps intermédiaires tout en illustrant son attachement à une gouvernance fondée sur la solidarité. Il s'agit ainsi d'une stratégie de rassemblement, qui vise à resserrer les liens entre institutions, grand public et professionnels de terrain, tout en consolidant son propre éthos de dirigeant responsable, soucieux de justice et de reconnaissance.

En qualifiant les professionnels de santé de « héros en blouse blanche », cette déclaration emploie une rhétorique épideictique qui vise à exalter leur rôle et à valoriser leur contribution essentielle à la société. Cette image héroïque leur confère une stature morale exceptionnelle, valorisant leur engagement au-delà de la simple exécution d'un devoir professionnel. Ce procédé discursif crée un effet d'admiration et d'élévation, incitant le sujet-récepteur à reconnaître le courage et l'abnégation de ces individus. En insistant sur leur dévouement au soin et au bien-être des autres, le sujet-énonciateur construit un récit national dans lequel les professionnels de santé deviennent les figures emblématiques de la solidarité et du sacrifice. Ce geste d'hommage contribue aussi à consolider l'unité collective autour de

valeurs communes et à légitimer la parole politique du dirigeant, qui se montre reconnaissant et en phase avec les émotions du peuple.

Sur le plan syntaxique, l'adjectif qualificatif « admirables » agit ici comme un marqueur d'évaluation énonciative, pointant de manière explicite le jugement positif porté sur ces individus. Par son emploi en position épithète, cet adjectif confère aux sujets une qualité morale forte, exprimant ainsi qu'ils méritent l'admiration non pas pour leur statut, mais pour leurs actions concrètes et leur implication. Ce choix syntaxique n'est pas neutre, car il installe un rapport de reconnaissance et de respect entre le Président et les professionnels de santé, valorisant leur rôle dans le tissu social. Cette qualification participe à une stratégie d'exaltation qui renforce le pathos du discours, en suscitant l'émotion et l'adhésion du public-cible à travers la mise en lumière de figures exemplaires. L'emploi d'un tel adjectif contribue donc à construire un récit héroïque et fédérateur autour de l'engagement collectif.

Dans le contexte d'une crise majeure, le leadership présidentiel ne se contente pas de prendre des décisions ou de transmettre des directives ; il s'inscrit dans une fonction symbolique essentielle, celle d'incarner la cohésion nationale et de donner une voix aux émotions collectives. En exprimant la gratitude de « la Nation » envers les soignants, le discours opère un déplacement stratégique, parce qu'il ne parle pas uniquement en son nom propre, mais en celui de tous les citoyens, instaurant un lien affectif fort entre les institutions, les professionnels de santé et la société civile. Cette posture de porte-parole du collectif confère à son message une dimension rituelle, presque solennelle, dans laquelle les soignants deviennent les figures emblématiques d'une éthique de l'engagement et du service. En mentionnant que ces femmes et hommes « n'ont d'autre préoccupation que l'humain », cet énoncé recentre l'attention sur la valeur intrinsèque de l'altruisme dans un monde souvent perçu comme technocratique ou désincarné. Ce faisant, il ne valorise pas uniquement une profession, mais érige un modèle de conduite sociale, invitant ainsi la population à s'identifier à cet idéal de solidarité. L'effet rhétorique est double, car il rend hommage, tout en mobilisant. Il suscite l'admiration, tout en incitant à l'action et au respect du bien commun. Par là même, le leadership macronien devient performatif, puisqu'il ne décrit pas justement une réalité, il la façonne, en consolidant un sentiment de responsabilité partagée face à l'épreuve collective.

Ce passage joue un rôle rôle-clé dans la démonstration du leadership de l'énonciateur-politique en pointant son sens de la reconnaissance et en mobilisant l'action

collective autour d'une cause commune. En reconnaissant publiquement leur contribution, il inspire le respect envers ceux qui sont en première ligne dans la lutte contre la crise sanitaire, ce qui renforce sa position de leader mobilisateur.

De même, *la détermination* est regardée, dans le corpus, comme une technique de leadership dans le corpus pour gérer la crise sanitaire. Etudions l'exemple suivant :

« Si nous ne donnons pas aujourd'hui un coup de frein brutal aux contaminations, nos hôpitaux seront très vite saturés sans que nous ayons, cette fois, la possibilité de transférer beaucoup de patients d'une région à une autre parce que le virus est partout. [...] Ce qui, compte tenu des valeurs qui sont les nôtres, de ce qu'est la France, de ce que nous sommes, est inacceptable. »²⁶¹

Macron, 28/10/2020

Dans cette citation, le sujet-locuteur manifeste une détermination en présentant la situation avec une clarté urgente et une gravité assumée. Le recours à la construction hypothétique « si nous ne donnons pas aujourd'hui un coup de frein brutal » crée un effet de pression temporelle, ce qui renforce l'exigence d'agir immédiatement pour éviter un scénario catastrophique. L'expression « coup de frein brutal » met en évidence le caractère décisif et radical de l'action attendue, expliquant que la simple modération ne suffirait plus. De plus, l'adverbe « partout », associé à la saturation hospitalière, rend compte d'une urgence nationale, non localisée, ce qui justifie des mesures fortes. Enfin, en qualifiant cette éventualité d'« inacceptable », au regard des « valeurs qui sont les nôtres », le discours engage la raison sanitaire et aussi la morale collective. Il affirme ainsi que l'inaction serait non seulement inefficace, mais contraire à l'identité et aux principes fondamentaux de la République. Cette prise de position résolue illustre une volonté de responsabilité totale, inscrivant la décision politique dans un cadre éthique humaniste.

Ce passage est fondé sur une stratégie argumentative basée sur l'anticipation des risques, car il ne se limite pas à décrire la menace, mais trace un scénario alarmant qui rend toute passivité politiquement et moralement injustifiable. Cette manière de projeter les conséquences potentielles d'une inaction engage l'auditoire dans une dynamique d'urgence partagée, et place le sujet-énonciateur comme figure de lucidité et de responsabilité. Par ce positionnement, le leadership se construit non dans l'autoritarisme, mais dans la transparence et la gravité du jugement. Il s'agit ainsi de mobiliser le collectif autour d'une décision difficile, mais nécessaire, en démontrant qu'elle s'impose d'elle-même par la force

²⁶¹ Voir Vol. 2, p. 29.

des faits. Ainsi, la rhétorique du Chef de l'Etat repose sur une alliance entre logique, éthique et autorité ; une détermination à agir qui s'inscrit dans une volonté claire d'éviter l'effondrement du système hospitalier et de préserver les valeurs républicaines, ce qui met en lumière sa légitimité comme leader en temps de crise.

Ici, la phrase « si nous ne donnons pas aujourd'hui un coup de frein brutal aux contaminations » utilise une construction conditionnelle qui installe un sentiment d'urgence et de responsabilité collective. En plaçant l'adverbe « aujourd'hui » au cœur du message, le sujet-parlant insiste sur l'immédiateté de l'action requise, suggérant que le temps presse et que chaque jour compte dans la lutte contre la COVID-19. L'expression « coup de frein brutal » met en avant cette urgence en évoquant une action forte, rapide et nécessaire pour ralentir la progression du virus, rejetant toute mesure modérée, voire tardive. Cette formulation engage directement le sujet-destinataire en l'impliquant dans une condition à la fois temporelle et impérative, créant de ce fait un effet de mobilisation où l'inaction serait perçue comme dangereuse et inadmissible. Ce choix stylistique sert à galvaniser l'adhésion du grand public à une stratégie de lutte efficace, tout en soulignant la gravité et la sévérité de la situation sanitaire.

L'usage du segment phrastique « brutal » dans l'expression « un coup de frein brutal » n'est pas anodin sur le plan rhétorique. Selon le *CNRTL*, ce terme signifie « qui manque de souplesse, de douceur », et son emploi dans ce passage est volontairement chargé de force expressive. En qualifiant le frein de « brutal », le sujet-locuteur marque une rupture nette avec toute idée de progressivité ou de modération. Ce choix lexical explique que l'action à entreprendre doit être soudaine, ferme et sans concession, une stratégie de choc face à la progression rapide du virus. Sur le plan discursif, l'adjectif crée un contraste implicite avec les éventuelles attentes d'un public-cible qui pourrait souhaiter une réponse plus mesurée. Il place donc l'orateur-politique dans une posture de décideur lucide, prêt à assumer des décisions difficiles mais nécessaires. Cette brutalité n'est pas gratuite, car elle est justifiée par l'extrême gravité de la situation. L'effet rhétorique est double : d'un côté, il dramatise l'enjeu pour provoquer une réaction émotionnelle (prise de conscience collective) ; de l'autre, il légitime la sévérité des mesures à venir. Le terme fonctionne ainsi comme un levier de persuasion, en liant rigueur, urgence et responsabilité politique.

L'utilisation du subjonctif dans l'expression « sans que nous ayons, cette fois, la possibilité de transférer beaucoup de patients d'une région à une autre » pointe une condition hypothétique, mais elle va au-delà d'une simple éventualité, car elle souligne une absence

de garantie face à cette situation critique. Le subjonctif, mode de l'incertitude, est dans ce contexte mobilisé pour exprimer un manque de maîtrise sur une donnée essentielle de la gestion de crise : la capacité à redistribuer les malades selon les ressources hospitalières régionales. Ce choix grammatical sert à accentuer la gravité de la situation épidémiologique, indiquant que ce qui était possible auparavant (transférer des patients pour soulager les hôpitaux surchargés) ne l'est probablement plus aujourd'hui. L'énonciateur-politique insiste ainsi sur la saturation du système de santé à l'échelle nationale, tout en mettant en avant une forme de lucidité gouvernementale, qui n'élude pas les obstacles logistiques. Ce recours au subjonctif contribue aussi à la construction d'un éthos de prévoyance et de responsabilité, puisqu'en anticipant une impossibilité concrète, le sujet-orateur cherche à justifier l'urgence d'agir, tout en montrant qu'il s'exprime avec prudence et rigueur. Ce n'est pas une posture d'alarmisme, mais de réalisme, « une qualité essentielle dans un discours politique de gestion de crise. » (Libaert, 2020 : 186).

Dans ce passage, le complément circonstanciel de temps « cette fois », encadré par deux virgules, remplit une fonction de mise en relief syntaxique qui permet au sujet-énonciateur d'insister subtilement sur la singularité de la situation présente. Cette incise isole temporellement le moment évoqué, en le distinguant de ceux passés où les transferts de patients étaient possibles. Elle introduit donc une rupture dans la continuité des actions précédentes, expliquant que les solutions antérieures ne sont plus applicables « cette fois ». L'effet est double : tout d'abord, elle crée un effet d'insistance, et ensuite, elle met en tension l'urgence de la décision à venir en montrant que le contexte a changé. Ce procédé contribue à la construction d'un discours d'autorité rationnelle, où le sujet-énonciateur cherche à démontrer qu'il ne s'appuie pas sur des automatismes, mais sur une lecture attentive de l'évolution de la crise, renforçant ainsi son éthos de dirigeant lucide et réactif.

Or, l'expression « cette fois » renvoie implicitement au discours du 14 juin 2020, dans lequel le Président se félicitait d'avoir pu « organiser des transferts de centaines de patients entre régions »²⁶², ce qui avait permis de contenir la pression hospitalière au plus fort de la première vague. En affirmant désormais que « nous n'aurons pas cette fois la possibilité de transférer beaucoup de patients », il met en lumière une transformation structurelle de la crise sanitaire, expliquant que le virus, plus diffus, a désormais touché toutes les régions, rendant caduc ce mécanisme de solidarité interterritoriale. Ce contraste

²⁶² Voir Vol. 2, p. 21.

volontairement mis en lumière par « cette fois » donne à entendre que les outils de gestion précédents ne sont plus adaptés à la nouvelle réalité, et prépare donc le terrain pour justifier un durcissement des mesures. Cette stratégie accentue l'éthos présidentiel, parce qu'en reconnaissant un changement d'échelle dans la propagation du virus, le sujet-énonciateur se présente comme un dirigeant capable de tirer les leçons du passé et d'ajuster son action en fonction d'une réalité mouvante. De plus, en concluant que « ce qui, compte tenu des valeurs qui sont les nôtres, est inacceptable », il fait basculer l'argument sanitaire vers une exigence morale. Il ne s'agit plus uniquement d'éviter la saturation hospitalière, mais de rester fidèles à ce que la France représente ; un pays qui protège ses citoyens et refuse de hiérarchiser les vies. Cette articulation subtile entre mémoire politique, urgence sanitaire et valeurs républicaines consolide ainsi l'autorité morale du Président, qui s'appuie à la fois sur les faits, l'expérience et les principes pour prendre des décisions difficiles.

Une autre caractéristique de leadership est *le courage et la persévérance*, comme dans la citation suivante :

« Nous devons tout faire pour éviter une troisième vague, tout faire pour éviter un troisième confinement. Pour cela et durant les mois qui viennent nous avons trois outils entre nos mains. Le premier c'est l'esprit de responsabilité de tous. [...] la stratégie [...] le vaccin. »²⁶³

Macron, 24/11/2020

À travers l'anaphore « tout faire pour éviter », le Chef de l'Etat exprime avec force sa détermination à anticiper et prévenir une éventuelle détérioration de la situation épidémiologique. La répétition insiste non seulement sur l'urgence de l'action, mais surtout sur la volonté politique de ne pas céder à la résignation. Le verbe |devoir| en tête de phrase implique une responsabilité collective mais aussi un engagement moral de la part du leadership, ce qui renforce l'image d'un Président combattif. Ce passage ne reflète pas un discours fataliste, mais bien une posture active, tournée vers la solution, ce qui traduit un éthos de persévérance, comme il reconnaît la difficulté, mais réaffirme la capacité d'agir. En énumérant ensuite les « trois outils entre nos mains », il propose une vision pragmatique et structurée, montrant la responsabilisation individuelle, une stratégie nationale, et la promesse du vaccin. Ce triptyque confère au propos une cohérence argumentative, traduisant à la fois son courage politique (ne pas baisser les bras malgré les vagues successives) et sa

²⁶³ Voir Vol. 2, p. 43.

résilience face à la complexité de la pandémie. La rhétorique utilisée ancre ainsi son leadership dans l'action raisonnée, en opposition à une réaction impulsive ou défaite.

La répétition de l'expression « tout faire pour éviter » relève de l'anaphore²⁶⁴, une figure d'insistance qui sert dans ce contexte à affirmer avec force une volonté politique claire et déterminée. Cette structure martelée en début de citation imprime l'idée d'un engagement total, qui ne laisse place ni à l'hésitation ni à la passivité. Elle permet au sujet-locuteur de construire une posture de leadership actif, prêt à mobiliser tous les moyens disponibles pour éviter une issue jugée catastrophique, à savoir un troisième confinement. L'anaphore structure de ce fait l'intervention autour d'un impératif d'action, tout en soulignant la lucidité du Chef d'Etat face à la menace. Le « nous devons tout faire » n'est pas qu'un appel moral, mais une injonction stratégique qui engage les pouvoirs publics et les citoyens. Cette intensité verbale reflète une persévérance politique : il ne s'agit pas de subir la crise, mais de la contenir, voire de l'éviter, par des moyens clairs. Ce faisant, le Président Macron affirme son autorité en tant que décideur capable d'anticiper, de planifier et de diriger une réponse collective face à la COVID-19.

L'expression « entre nos mains » est hautement stratégique sur le plan rhétorique. Elle a pour effet de collectiviser la responsabilité en incluant à la fois le citoyen-télespectateur et les décideurs politiques dans la gestion de la crise sanitaire. En choisissant le pronom possessif « nos », le sujet-énonciateur crée un lien d'inclusion entre lui-même, les institutions de l'Etat, et le peuple. Cette formulation efface la distance entre le pouvoir et le public-cible pour expliquer que l'issue de la crise dépend d'un effort partagé, non d'une autorité verticale seule. D'un point de vue rhétorique, cela renforce l'éthos macronien en montrant un dirigeant humble, non autoritaire, mais aussi unificateur, qui appelle à une mobilisation collective. En déclarant que les outils sont « entre nos mains », il suggère que la solution est accessible, concrète et déjà disponible, ce qui vise à renforcer l'espoir et la capacité d'agir malgré l'incertitude. Ce choix lexical positionne le sujet-énonciateur comme un leader qui fait confiance au peuple, tout en le rendant moralement et civiquement

²⁶⁴ Dans ce passage, l'expression « tout faire » est répétée pour renvoyer au même type d'action évoqué dans la première proposition (« tout faire pour éviter une troisième vague »), ce qui constitue une anaphore lexicale au sens de Charaudeau et Maingueneau (2002 : 45 – 49). Cette reprise crée un lien de continuité référentielle entre les deux propositions, en conservant le sens général de l'action tout en l'adaptant à un nouvel objet (« un troisième confinement »). Il ne s'agit pas d'une simple répétition mais d'une reprise anaphorique fidèle du concept d'action requise, permettant de consolider l'argumentation et la cohérence du propos.

responsable. Ainsi, cette formule allie *empowerment*²⁶⁵ et appel à la vigilance, des éléments clés dans la construction d'un discours de leadership en temps de crise.

Dans ce passage, le langage d'autorité se manifeste à travers une construction syntaxique ferme et des choix lexicaux qui traduisent une volonté de contrôle et de direction claire face à la crise. L'emploi de l'impératif indirect ne laisse place à aucune alternative ni ambiguïté, car il impose une obligation à la fois morale et politique, présentée comme une évidence. Cette formulation, bien qu'exprimée à la première personne du pluriel, porte en réalité la marque d'un discours d'encadrement, où l'énonciateur-politique trace les lignes directrices de l'action collective. La structure ternaire introduite par « nous avons trois outils entre nos mains » consolide ce langage d'autorité en délimitant de manière rationnelle les moyens à disposition. Cette logique tripartite donne une forme de clarté et de maîtrise qui renforce l'image d'un leader capable de structurer la complexité. Par ailleurs, l'assignation de responsabilités à tous a une double portée : normative et prescriptive, puisqu'elle dicte implicitement un comportement attendu, tout en mettant en évidence que le pouvoir présidentiel n'exclut pas l'implication du citoyen. Ce type de langage, directif et mobilisateur, construit un éthos d'autorité rationnelle, où le Chef de l'Etat apparaît comme un guide ferme mais légitime, garant de l'ordre et de l'intérêt général.

La valorisation du travail des équipes médicales est aussi une stratégie de leadership omniprésente dans le corpus, ce qui est clair dans la citation suivante :

« Je veux ce soir saluer à nouveau en notre nom à tous l'action remarquable de nos soignants et en particulier des équipes de réanimation et de soins critiques, qui, secteur public comme secteur privé, agissent main dans la main, mutualisent les équipes, innove, non seulement pour soigner les 28 000 malades du COVID à l'hôpital, mais aussi pour transformer des salles d'opération en salle de réanimation, pour assurer une continuité de soins pour les patients atteints de maladies graves comme le cancer, pour tous les moyens d'urgence, faire en sorte que tous les reçoivent et que tous puissent avoir les soins dont ils ont besoin. »²⁶⁶

Macron, 31/03/2021

²⁶⁵ *Empowerment* : terme d'origine anglophone désignant le processus par lequel un individu ou un groupe acquiert les moyens, la légitimité et la confiance nécessaires pour agir de manière autonome. Ici, il s'agit de la manière dont le locuteur valorise la responsabilité individuelle, en impliquant chaque sujet-cible dans la gestion de l'épidémie, et en lui attribuant un rôle actif, ce qui renforce le sentiment de contrôle et d'utilité personnelle face à la situation. Ce terme est utilisé ici de manière intentionnelle car il condense plusieurs dimensions que les équivalents français peinent à exprimer simultanément : la responsabilisation individuelle, le sentiment d'efficacité personnelle et la reconnaissance d'un pouvoir d'agir dans un contexte collectif. En mobilisant cette notion, nous soulignons comment le discours macronien cherche non seulement à impliquer le citoyen-télespectateur dans l'effort commun, mais aussi à renforcer son sentiment de contrôle et de légitimité à participer de manière active à la résolution de la crise sanitaire. Cela dépasse la simple « responsabilisation » pour toucher à une dynamique plus profonde d'engagement et de valorisation des acteurs sociaux.

²⁶⁶ Voir Vol. 2, p. 54.

Cette citation rend un hommage appuyé aux soignants, soulignant l'intensité de leur engagement et la complexité de leur travail dans la gestion de la crise. En valorisant leur rôle essentiel, le discours illustre un leadership reconnaissant et empathique, qui prend en compte les sacrifices et la résilience des professionnels de santé en première ligne. Cette reconnaissance explicite agit comme un levier de motivation, renforçant donc la cohésion et le moral des équipes médicales confrontées à des conditions éprouvantes. Par ailleurs, en insistant sur la coopération entre le secteur public et le secteur privé, ce passage met en avant une synergie efficace et organisée, incarnée par l'image métaphorique « main dans la main ». Cette expression symbolise non seulement l'unité, mais aussi la complémentarité des acteurs, ce qui témoigne d'une coordination stratégique et harmonieuse indispensable pour surmonter les défis imposés par la crise sanitaire. Ainsi, le passage pointe une mobilisation collective qui dépasse les clivages institutionnels, illustrant un leadership capable de fédérer et d'optimiser les ressources humaines et matérielles dans une dynamique de solidarité active.

Ici, l'argument repose sur une mise en valeur explicite de l'efficacité, de l'ingéniosité et de l'engagement collectif des soignants, dans un contexte de crise aiguë. Le sujet-énonciateur ne se contente pas de saluer leur travail, car il structure un argument visant à démontrer leur rôle central et irremplaçable dans la gestion de la crise. En citant des actions précises, il construit une argumentation factuelle, appuyée sur des exemples concrets, qui servent à illustrer la réactivité, la créativité et la coordination intersectorielle public et privé. Cette démonstration permet de montrer que ces professionnels ne se limitent pas à soigner les personnes atteintes de COVID-19, mais qu'ils assurent aussi la stabilité du système de santé dans son ensemble, légitimant une reconnaissance collective. L'argument se fonde ainsi sur l'utilité sociale élargie de ces acteurs et sur la capacité du système à se réinventer sans sacrifier les soins non liés à l'épidémie. En insistant sur la continuité des soins pour les malades souffrant de pathologies lourdes, le discours anticipe et neutralise les critiques éventuelles sur l'abandon d'autres patients. L'effet argumentatif met en valeur la légitimité du personnel médical comme pilier de la Nation et, par extension, justifie les mesures politiques prises pour soutenir ou mobiliser ces ressources humaines, dans un effort solidaire et rationnel.

La formule « mutualisent les équipes » révèle une stratégie organisationnelle profonde fondée sur la mise en commun optimale des ressources humaines et des expertises spécialisées. Elle transcende la simple collaboration pour insister sur un véritable partage

structuré et concerté, qui permet de dépasser les limites sectorielles traditionnelles entre public et privé. En mutualisant, les équipes conjuguent leurs savoir-faire, leurs moyens ainsi que leurs efforts dans une dynamique synergique, favorisant donc une réponse plus agile et efficace aux exigences sanitaires. Cette approche illustre une vision systémique du leadership, où l'unité et la solidarité ne sont pas de simples slogans, mais des principes opérationnels essentiels dans le but de maximiser la résilience et la capacité d'adaptation du système de soins dans un contexte de crise.

Le verbe |innover| est particulièrement chargé de sens et porte une forte valeur rhétorique. Ce verbe, qui signifie introduire du nouveau, créer des solutions originales ou améliorer les pratiques existantes, met en lumière la capacité d'adaptation et de créativité des équipes soignantes face à une situation exceptionnelle et complexe comme la COVID-19. Contrairement à un verbe plus neutre ou descriptif comme |travailler| ou |agir|, |innover| souligne non seulement l'effort, mais surtout l'ingéniosité et la volonté de dépasser les cadres habituels pour inventer des réponses inédites. Un synonyme possible aurait pu être |adapter|. Ce verbe aurait également souligné la flexibilité des équipes, mais avec une connotation moins ambitieuse et moins dynamique que |innover|. En effet, |adapter| suggère un ajustement ou une modification de ce qui existe déjà, tandis que |innover| implique une démarche à la fois proactive et créative qui introduit quelque chose de neuf, non seulement une simple réponse réactive. Si le sujet-énonciateur avait choisi |adapter| au lieu d'|innover|, le ton du propos aurait été plus conservateur et moins porteur d'espoir. L'image des soignants aurait été celle de professionnels réagissant aux circonstances plutôt que d'acteurs dynamiques et inventifs. Cela aurait réduit l'impact sur le plan émotionnel et symbolique, en atténuant la reconnaissance de leur capacité à faire face à l'inattendu avec audace. Ainsi, le choix d'|innover| valorise de manière explicite l'initiative et la créativité dans un contexte de crise, consolidant le leadership et l'image d'un système de santé qui ne se contente pas de survivre, mais qui cherche à progresser activement malgré les contraintes. C'est un verbe porteur d'espoir et d'énergie positive, invitant le sujet-cible à percevoir les soignants non seulement comme des exécutants, mais comme des forces vives de transformation.

L'expression « je veux » est une manifestation claire du langage d'autorité, marquant l'assertion directe et volontariste du sujet-locuteur. En employant le verbe |vouloir| à la première personne du singulier, le Chef de l'Etat affirme sa position de leader engagé, assumant la responsabilité de ses paroles et de ses décisions. Ce choix linguistique établit un ton déterminé et intransigeant, signalant au public-cible qu'il ne s'agit pas d'une simple

suggestion ou opinion, mais d'une volonté ferme qui guide son action. Cette formulation incarne un acte de puissance discursive, comme elle crée une relation asymétrique entre le sujet-énonciateur et le sujet-cible, où l'énonciateur-politique impose son désir comme une directive à entendre et à suivre. Elle engage le Président de manière personnelle et directe, et renforce la confiance que le téléspectateur peut avoir dans la capacité du leader à prendre des décisions claires et déterminées face à la pandémie. Par ailleurs, « je veux » humanise ce passage en laissant transparaître la subjectivité du Chef d'Etat, ce qui contribue à construire un éthos d'authenticité et de proximité. Cette assertion traduit également une dimension normative, suggérant non seulement ce qui est souhaité, mais ce qui doit être fait, créant de ce fait une injonction implicite à l'action collective.

L'usage de la syntaxe étendue, scandée par des verbes d'action au présent de l'indicatif (|agir|, |mutualiser|, |innover|), accentue le dynamisme discursif tout en instaurant un rythme oratoire soutenu. Ce déploiement progressif de l'énoncé, structuré par des accumulations et des finalités successives (« pour ... pour ... faire en sorte que ... »), donne au propos une force performative, propre au registre politique en situation de crise. La coordination entre les segments, tout comme la précision des actions décrites, contribuent à renforcer la crédibilité du sujet-énonciateur, en ancrant son autorité dans une description concrète, valorisante et maîtrisée de la situation.

Ici, le sujet-énonciateur choisit de dire « en notre nom à tous » plutôt que « en votre nom », afin de consolider une rhétorique de l'inclusion et de l'unité nationale. En utilisant le pronom « notre », il ne se place pas au-dessus des citoyens comme un simple représentant qui parlerait pour eux, mais s'inclut de manière symbolique dans la communauté nationale. Il adopte une posture de proximité avec le peuple, en partageant à la fois l'émotion et la gratitude envers les soignants. Cela permet également de renforcer son éthos : il n'est pas seulement le Chef d'Etat qui agit et décide, mais aussi un citoyen parmi les autres, animé par les mêmes valeurs et les mêmes sentiments. Ce « nous » englobant a ainsi une fonction double : a) il légitime la parole présidentielle en la rendant plus humaine et représentative, et b) il mobilise l'unité émotionnelle face à la crise.

Enfin, et surtout, *la capacité à établir un plan d'action* est une autre caractéristique omniprésente dans le corpus, comme :

« Alors quand la science nous offre les moyens de nous protéger, nous devons les utiliser avec confiance dans la raison et dans le progrès. Pour nous protéger et pour

notre unité, nous devons aller vers la vaccination de tous les Français car c'est le seul chemin vers le retour à la vie normale.»²⁶⁷

Macron, 12/07/2021

Dans cette citation, le leadership du sujet-locuteur se manifeste par sa capacité à définir clairement un plan d'action structuré et à en légitimer les fondements. En invoquant la science comme source d'autorité, il établit une ligne directrice rationnelle fondée sur l'expertise et l'objectivité, consolidant donc la crédibilité de la décision politique. Il ne se contente pas d'exposer un problème, mais propose une solution concrète, présentant la vaccination de tous les Français comme une nécessité et non une option. Le recours à des formulations prescriptives comme « nous devons » traduit une posture résolue et volontariste, typique d'un leadership assumé. En associant le vaccin à la protection collective et au retour à une vie normale, il lie l'action individuelle à un horizon commun désirable, consolidant, ce faisant, l'adhésion du public. Ce type de discours relève d'un leadership stratégique, qui oriente l'action vers un objectif collectif clair, tout en s'appuyant sur des valeurs partagées telles que la raison, le progrès et l'unité.

L'approche de l'énonciateur-politique reflète une compréhension lucide de la gravité de la situation en s'appuyant sur un diagnostic réaliste de la crise et en identifiant explicitement les leviers d'action. En affirmant la nécessité de recourir aux outils offerts par la science, il montre qu'il ne minimise pas les enjeux sanitaires et qu'il est conscient des responsabilités qui lui incombent. Cette posture engageante n'est pas purement déclarative, car elle s'inscrit dans une logique d'action, ce qui souligne la portée performative du discours. Il s'agit ainsi d'un discours de commandement éclairé, dans lequel le sujet-énonciateur ne se contente pas de décrire une situation mais oriente, structure et mobilise. Ainsi, il assume un rôle de leader engagé, mettant en avant non seulement l'exigence de se protéger, mais aussi celle de maintenir la cohésion nationale. Son engagement envers la santé publique devient de ce fait un axe central de sa légitimité politique, en articulant responsabilité individuelle et solidarité collective, deux piliers de la gestion de crise.

Le choix de la conjonction « car », plutôt que « parce que », s'inscrit dans une logique de clarté argumentative et de registre soutenu. En français, « car » introduit une explication de manière plus sobre et neutre, sans montrer une causalité psychologique ou subjective, comme peut le faire « parce que ». Il est souvent utilisé dans le discours formel ou

²⁶⁷ Voir Vol. 2, p. 67.

institutionnel, afin de marquer une justification logique et non affective. Ici, « car » permet d'énoncer l'objectif rationnel de la vaccination (le retour à la vie normale) en s'inscrivant dans un registre d'autorité raisonnée, typique du discours macronien. À l'inverse, « parce que » aurait pu introduire une explication plus affective ou dialogique, moins adaptée à la posture solennelle du Chef de l'Etat. Par un langage direct, il exprime la détermination et appuie l'approche de l'administration.

Par sa capacité à présenter une solution concrète, il inspire confiance et encourage l'action collective. Sa métaphore de considérer le vaccin comme « le seul chemin » symbolise l'option la plus favorable ou la meilleure voie, et est perçue comme un parcours obligatoire pour atteindre l'état souhaité : le retour à la vie normale. L'accent est mis sur l'inclusion et l'égalité lorsqu'il exprime le besoin de vacciner tous les Français, pointant de ce fait l'engagement envers le bien commun. Son leadership est établi par sa volonté de promouvoir le bien-être individuel, illustrée par sa capacité à mobiliser des ressources et à coordonner l'effort national dans le cadre de ce plan d'action. La réussite des campagnes de vaccination repose d'un côté sur la logistique, l'infrastructure, la coordination entre les différents acteurs, mais d'autre côté sur la conviction et l'adhésion de l'ensemble de la population. En planifiant stratégiquement et en mettant en œuvre des actions concrètes afin de relever les défis, il fait preuve d'un engagement envers ces objectifs tout en enrichissant l'idée sans la dévaluer.

Dans ce passage, le choix de l'expression « la vaccination de tous les Français » plutôt que « de tous » révèle une stratégie rhétorique centrée sur la construction d'un « nous » national et citoyen, fondé sur l'unité républicaine et la mobilisation collective des membres de la communauté politique française. En désignant explicitement « les Français », le discours mobilise une figure collective forte, associée à la citoyenneté, à la responsabilité et à la solidarité républicaine. Cependant, ce cadrage peut également produire un effet d'invisibilisation, puisqu'il omet de nommer de manière explicite les résidents étrangers vivant en France, pourtant eux aussi concernés par la stratégie vaccinale. Sans être une exclusion intentionnelle, ce choix lexical illustre les limites du « nous » national dans le discours de crise, qui tend à réduire la communauté des destinataires à la seule population française au sens administratif, en oubliant la diversité réelle du territoire. Cela montre ainsi comment une formulation apparemment neutre peut refléter un parti pris discursif qui mériterait d'être interrogé dans une perspective éthique et inclusive.

Le leadership joue un rôle décisif dans le discours, influençant les perceptions, les représentations et les actions du public-cible. Un leader efficace utilise son discours pour inspirer, motiver ainsi que mobiliser les récepteurs autour d'une vision commune. Le discours cohérent et rassembleur d'un leader peut contribuer à façonner les attitudes, les croyances et surtout les comportements des citoyens (Stecq et Simard, 2015 : 171). En outre, le leadership implique la capacité de communiquer clairement des objectifs communs et de susciter l'adhésion du sujet-cible. Dans l'ensemble, les stratégies de leadership déployées pendant la pandémie, à savoir la confrontation à l'incertitude et la démonstration de résilience, la coopération et la solidarité, la détermination, le courage et la persévérance, la valorisation du travail des équipes médicales, et la capacité à établir un plan d'action témoignent de son engagement envers la cohésion nationale et de son approche proactive dans la gestion des défis.

Alors que nous avons examiné les stratégies de leadership du Chef de l'Etat, il est tout aussi crucial d'explorer la dimension éthique de ses prises de décision au cours de la pandémie. Comment son éthos influence-t-il son discours et la manière dont il prend les décisions pour la santé et le bien-être publics ?

5.4. Prudence, vertu et bienveillance comme fondements de la crédibilité

« L'éthos [...] acquiert chez Aristote un double sens : d'un côté, il désigne les vertus morales qui rendent l'orateur crédible, à savoir la prudence, la vertu et la bienveillance (Rhétorique II : 1378a) ; d'un autre côté, il comporte une dimension sociale dans la mesure où l'orateur convainc en s'exprimant de façon appropriée à son caractère et à son type social (Eggs 1999 : 32). Dans les deux cas, il s'agit de l'image de soi que l'orateur produit dans son discours, et non de sa personne réelle. La perspective aristotélicienne ... définit l'éthos comme une donnée préexistante fondée sur l'autorité individuelle et institutionnelle de l'orateur (sa réputation, son statut social, etc.). »

Charaudeau et Maingueneau, 2002 : 238

Selon Aristote, l'éthos englobe deux significations interdépendantes. En premier lieu, il fait référence aux qualités de prudence, de vertu et de bienveillance qui rendent un orateur crédible, contribuant à sa fiabilité et à son caractère éthique. En outre, il a une dimension sociale grâce à laquelle l'orateur-politique est capable de convaincre le public-cible en s'exprimant d'une manière qui est appropriée à son statut social et à son caractère. Dans le contexte de l'analyse du discours, selon Maingueneau (2016 : 7), la notion « éthos

discursif » se réfère à la dimension éthique qui émerge dans le processus d'énonciation d'un sujet-énonciateur²⁶⁸. Plus précisément, l'éthos discursif implique à la fois « l'éthos dit » et « l'éthos montré »²⁶⁹. En ce qui concerne le premier type, il représente ce que le locuteur-politique dit de lui-même dans le discours. Il peut s'agir d'affirmations directes sur sa personnalité, son caractère, ses expériences, ou l'ensemble de déclarations liées à son identité. Entre autres, l'énonciateur peut déclarer qu'il est compétent, empathique, ou qu'il a une certaine expérience dans un domaine précis.

Concernant le second, il montre la manière dont le sujet-énonciateur énonce ses propos. Cela concerne la façon dont la communication est exprimée, la manière dont ce locuteur se présente de manière orale. Selon cette approche, l'éthos discursif se manifeste dans l'acte d'énonciation. Il ne se dit pas dans les propos d'une manière explicite, mais il est perçu par le sujet-cible. Dans cette perspective, il se situe au croisement de la rhétorique et de l'analyse du discours, et il est compris comme une dimension qui contribue à façonner la persuasion et l'impact de la communication sur le public-cible. Pour comprendre la relation entre ces deux notions, regardons la figure suivante :

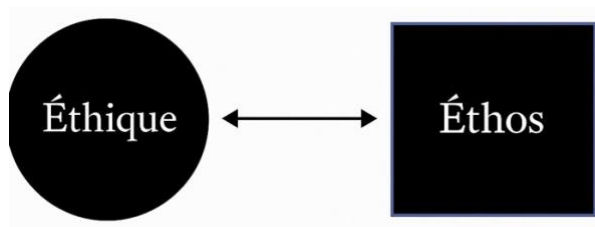


Figure 6 : La corrélation entre l'éthique et l'éthos²⁷⁰

²⁶⁸ Lire : Ruth Amossy, « La notion d'*ethos* : faire dialoguer l'analyse du discours selon D. Maingueneau et la théorie de l'argumentation dans le discours », *Argumentation et Analyse du Discours* [En ligne], 29 | 2022, mis en ligne le 18 octobre 2022, consulté le 20 mai 2025. URL : <http://journals.openedition.org/aad/6869> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aad.6869>.

²⁶⁹ L'*éthos dit* désigne l'image de soi que le sujet-énonciateur construit de manière explicite dans son discours à travers ses propos, ses valeurs ou ses prises de position. L'*éthos montré*, en revanche, relève de l'image implicite transmise par des éléments formels du discours (comme le ton, le style, la syntaxe ou l'organisation du texte) sans être explicitement énoncée. La différence réside ainsi dans le fait que l'un est assumé et formulé (*éthos dit*), tandis que l'autre est suggéré à travers la manière de dire (*éthos montré*).

²⁷⁰ Figure personnelle.

En tant que deux concepts étroitement liés, l'éthique et l'éthos jouent un rôle central dans la construction de l'image de soi et de la réputation d'un sujet-parlant. Ce schéma²⁷¹ illustre la dynamique entre deux concepts : l'éthique, du grec *ηθική*²⁷², en tant que système de valeurs, et l'éthos, dérivé du mot grec *ἔθος*²⁷³, en tant qu'image de soi construite discursivement. Cette articulation souligne la manière dont les principes moraux influencent la projection identitaire du sujet-énonciateur, tout en révélant les risques de dissociation entre les intentions profondes et leur mise en scène.

L'éthique est pensée comme un socle stable de principes régulateurs du comportement humain. Selon Charaudeau, elle relève d'une « posture communicationnelle du sujet-énonciateur face aux exigences de la vie sociale » (2005 : 83), dans la mesure où elle engage une responsabilité individuelle et collective. L'éthique constitue donc un cadre de référence à partir duquel le sujet oriente ses décisions, évalue ses actions et cherche à fonder son propos sur des valeurs universalisables. De ce fait, elle renvoie à une structure normative qui précède l'acte discursif, mais qui le conditionne également. L'éthos, quant à lui, est défini par Maingueneau comme « une construction discursive qui opère au cœur même de l'énonciation » (1993 : 137). Il ne s'agit pas de la personnalité réelle du sujet-énonciateur, mais de la figure qu'il met en scène dans et par son discours. Comme le précise Maingueneau, « ce que l'orateur prétend être, il le donne à entendre et à voir : il ne dit pas qu'il est simple et honnête, il le montre à travers sa manière de s'exprimer » (*ibid.* : 138). L'éthos se présente ainsi en tant que stratégie d'autolégitimation, une manière de rendre sa parole crédible sans explicitation directe de cette crédibilité. La flèche bidirectionnelle

²⁷¹ Ces deux formes géométriques distinctes ont été choisies pour symboliser de manière visuelle la distinction conceptuelle entre l'éthique et l'éthos, tout en mettant en lumière leur interdépendance. Le cercle, forme fermée et continue, incarne la stabilité, la globalité et l'universalité des principes éthiques. Quant au carré, il illustre la concrétisation de ces principes dans un cadre discursif défini : il représente l'éthos comme la manifestation observable de l'éthique dans l'acte de communication. Ce choix de représentation graphique cherche à rendre perceptible la complexité de la relation entre ces deux notions, en montrant comment, en tant que fondement moral, l'éthique informe et façonne la manière dont une entité est perçue à travers son éthos discursif.

²⁷² Selon le *Dictionnaire de la langue grecque moderne*, le terme éthique *ηθική* est défini comme : « l'ensemble de règles non écrites qui régissent le comportement d'une société et évaluent les actions humaines, sur la base de ce qui est considéré à un moment donné par ses membres comme bon ou mauvais, bien ou mal, approprié ou inapproprié, c'est-à-dire socialement acceptable ou non, en fonction des valeurs et des principes personnels (et donc subjectifs) de l'individu ou du groupe.

²⁷³ Selon le *Dictionnaire de la langue grecque moderne*, le terme éthos *ἔθος* est défini comme : « je suis – acte ou comportement qui est souvent répété. ». Dans cette définition, l'expression *je suis* est une traduction littérale du verbe grec *εἶμι*, qui signifie « être, exister, et se produire ». Pourtant, dans ce contexte particulier, *je suis* ne renvoie pas à l'existence ou à l'identification d'un sujet précis, mais à l'idée d'un comportement régulier. Par conséquent, cette idée affirme que l'éthos fait référence à des pratiques, des actions ou des comportements qui sont généralement répétés ou observés sur une base régulière. Les pratiques culturelles, les traditions, les rituels ou les comportements uniques à une communauté ou à une société peuvent être inclus dans cette catégorie.

illustre la tension centrale entre ces deux pôles. D'un côté, l'éthique conditionne l'éthos : un sujet-énonciateur soucieux de respecter des normes morales projette une image de soi cohérente avec ces valeurs. De l'autre, l'éthos peut n'être qu'une façade stratégique : il est une construction stratégique de l'image de soi, qui ne garantit en rien la réalité morale du locuteur. Cette ambivalence met en lumière un risque de manipulation dans l'espace public, où la performance discursive peut prendre le pas sur l'engagement éthique réel.

Ainsi, ce schéma met en valeur la dialectique entre fondement moral et manifestation discursive. En tant que système de valeurs intériorisées, l'éthique alimente l'image de soi projetée dans l'éthos. Mais cette image peut aussi être instrumentalisée, ce qui appelle une vigilance critique : il s'agit non pas uniquement d'interroger ce qui est dit, mais également de décoder comment, pourquoi et au nom de quelles valeurs cela est dit.

La section suivante examine des extraits des discours étudiés. Notre objectif principal est d'examiner les dimensions interreliées de la prise de décision et de l'éthos, comme en témoignent ces citations choisies. En conséquence, cette analyse examinera les manifestations discursives du Chef de l'Etat, en lien avec la prise de décision et la construction de son éthos. En examinant ces cas de près, notre objectif est de mieux comprendre les considérations morales fondamentales et les paradigmes éthiques qui influencent profondément la réponse à la crise sanitaire.

Le passage suivant illustre la manière dont le sujet-orateur mobilise la rhétorique de la responsabilité collective pour susciter l'adhésion :

« Chacun d'entre nous détient une part de la protection des autres, à commencer par ses proches. Je compte sur vous aussi pour prendre soin des plus vulnérables de nos compatriotes, ne pas rendre visite à nos aînés. C'est, j'en ai bien conscience, un crève-cœur. C'est pourtant nécessaire temporairement.»²⁷⁴

Macron, 12/03/2020

Ici, l'exigence de la responsabilité individuelle dans la protection collective face à l'épidémie est pointée, mettant en lumière le rôle que chacun a à jouer pour protéger les

²⁷⁴ Voir Vol. 2, p. 10.

autres : ses proches et les plus vulnérables de la société. L'éthos dans ce passage est caractérisé par l'autorité morale du Président, sa sensibilité et son empathie, sa prudence et sa prévoyance, et surtout sa promotion de la responsabilité collective. Il incarne une autorité dite morale en exprimant la nécessité de protéger les « aînés », tout en montrant une sensibilité aux difficultés rencontrées par le citoyen, à travers son appel à des mesures préventives et à une mobilisation nationale de solidarité. Ce n'est pas le fait de dire "je suis sincère" qui affirme la sincérité du locuteur, mais la façon de le dire et l'acte qui l'accompagne (Charaudeau et Maingueneau, 2002 : 238), ce qui souligne que l'éthos ne réside pas dans une déclaration explicite de sincérité, mais plutôt dans la manière dont le sujet-énonciateur s'exprime et agit. Dans la citation étudiée, la prudence se manifeste par la reconnaissance des conséquences des actions et par la recherche d'un équilibre entre les mesures indispensables et le respect des émotions et des relations humaines. Le Président ne se contente pas de donner des directives, mais il engage le récepteur en pointant la part de responsabilité de chacun. Cette formulation inclut le téléspectateur dans la démarche, créant un sentiment de solidarité et de devoir partagé. L'expression « je compte sur vous » renforce cette relation de confiance et d'attente mutuelle. Il ne s'agit pas simplement de donner des ordres, mais de guider avec sagesse et empathie, en tenant compte des réalités humaines.

Le Chef de l'Etat illustre une prudence délibérée, ce qui renforce son éthos en tant que leader soucieux du bien-être de la nation, conformément à la perspective aristotélicienne de la notion d'éthos. Il est à noter que plusieurs segments phrastiques dans cette citation démontrent le côté éthique de l'argumentation. Par exemple, l'usage du pronom indéfini « chacun » accentue la responsabilité envers la communauté, et joue un rôle stratégique dans la construction argumentative du message. Cela permet de susciter le sentiment d'implication directe chez le sujet-cible. Par cette utilisation, le locuteur diffuse l'idée d'un devoir partagé, qui légitime les restrictions évoquées non comme une imposition verticale, mais comme un impératif collectif. L'ancrage moral implicite de ce « chacun » transforme la recommandation en appel à la conscience, renforçant ainsi l'adhésion par une logique éthique plutôt que coercitive. La tournure « prendre soin des plus vulnérables » met en évidence un impératif moral de solidarité et de responsabilité sociale, qui dépasse la simple bienveillance. Elle s'inscrit dans une logique éthique qui engage le récepteur à adopter une posture protectrice vis-à-vis des membres les plus fragiles de la communauté. Ce choix lexical renforce la dimension pathétique du discours en mobilisant des valeurs partagées – la compassion, l'attention à autrui – afin de légitimer les restrictions sanitaires. En ce sens,

l'énoncé ne se contente pas de décrire une action souhaitable ; il opère comme une injonction morale implicite, structurée autour de l'idée de devoir éthique.

Dans cette déclaration, le choix du verbe |détenir| joue un rôle rhétorique essentiel pour renforcer la portée de l'énoncé. Contrairement à un verbe plus neutre et courant comme |avoir|, |détenir| implique une charge, une responsabilité, voire une mission confiée à chacun. Il ne s'agit pas simplement d'être en possession d'un bien abstrait, mais d'en être le gardien moral. En affirmant que « chacun détient une part de la protection des autres », le sujet-cible engage personnellement chaque citoyen-télespectateur, en lui attribuant un pouvoir actif et une responsabilité individuelle dans la préservation du collectif. Ce verbe, plus rare et plus solennel, inscrit le message dans une tonalité grave, cohérente avec un discours de crise. Il contribue de ce fait à construire un éthos présidentiel d'autorité et de responsabilité, tout en mettant en lumière l'idée que la solidarité nationale repose sur l'engagement de chacun.

Le *CNRTL* définit l'expression « crève-cœur » comme étant « ce qui déchire le cœur, ce qui peine, est sujet de peine ». Dans ce passage, la reconnaissance de la difficulté émotionnelle de la situation humanise le discours, en montrant que le sujet-énonciateur est conscient des implications affectives des mesures demandées, ce qui consolide son éthos de compréhension. L'opposition entre « crève-cœur » et « pourtant nécessaire temporairement » révèle une tension argumentative entre l'émotion et la raison. D'une part, « crève-cœur » mobilise le pathos, en reconnaissant la douleur affective que suscitent les restrictions imposées ; elle inscrit le sujet-énonciateur dans une posture empathique, proche du vécu de ses destinataires. D'autre part, l'adverbe concessif « pourtant » introduit une justification rationnelle, ce qui pointe que, malgré cette peine légitime, la décision s'impose comme nécessaire, bien que temporaire, pour le bien commun. Il est à noter que cette structure argumentative renforce la crédibilité de l'orateur : il n'apparaît ni insensible, ni autoritaire, mais lucide et équilibré, soucieux à la fois du bien-être émotionnel et de la responsabilité collective. Aussi, elle s'inscrit pleinement dans la logique de l'éthos de prudence : un sujet-énonciateur qui anticipe les affects de son public tout en guidant sa réflexion vers une action juste. Ce discours adopte une syntaxe soigneusement construite pour exprimer un appel à la responsabilité individuelle et collective dans la lutte contre la crise sanitaire. Le choix des termes et des structures de phrases vise à mobiliser le télespectateur tout en faisant remarquer les sacrifices nécessaires et le caractère temporaire des recommandations.

Un principe moral fondamental est ici mis en exergue : la responsabilité individuelle envers autrui. Le propos présidentiel tend à susciter chez le récepteur l'adhésion à une

prudence éthique, notamment à l'égard des personnes les plus exposées aux conséquences de la crise sanitaire. Selon le *CNRTL*, le terme « prudence » est défini comme « qualité, attitude d'esprit de celui qui prévoit, calcule les conséquences d'une situation, d'une action qui pourraient être fâcheuses ou dangereuses moralement ou matériellement, et qui règle sa conduite de façon à les éviter. ». En tant que première vertu cardinale, la prudence représente l'attitude attentive de l'individu à tout ce qui peut causer un dommage à l'autre. Cette attitude, en réfléchissant aux conséquences de ses actes, guide l'individu à agir de manière à prévenir toute faute. L'appel à ne pas rendre visite aux aînés, bien qu'exigeant, est présenté en tant que nécessité temporaire dans le but de protéger leur santé. En intégrant ce principe moral dans son comportement, le sujet-cible peut contribuer à la protection au sein de la société, ce qui renforce par conséquent les liens communautaires et la solidarité.

Après avoir insisté, dans la citation précédente, sur la responsabilité individuelle de chacun à protéger ses proches et les plus vulnérables, le Chef de l'Etat élargit, dans le passage suivant, cette responsabilité à une solidarité plus collective, mobilisant à la fois les citoyens, les voisins, les soignants et les entreprises, regardons de plus près :

« Je compte sur vous, oui, pour aussi aider le voisin qui, lorsqu'il est personnel soignant, a besoin d'une solution de garde pour ses enfants pour aller travailler et s'occuper des autres. Je compte sur les entreprises pour aider tous les salariés qui peuvent travailler chez eux à le faire. Je compte sur nous tous pour inventer dans cette période de nouvelles solidarités. »²⁷⁵

Macron, 12/03/2020

Le but de cette citation est de mettre en lumière l'indispensabilité de l'entraide pendant la crise. À travers un message distingué par un appel mobilisateur et un ton résolument tourné vers la collaboration, le discours fait appel à l'engagement citoyen, que ce soit pour aider les professionnels de la santé à trouver des solutions « de garde pour leurs enfants », pour encourager les entreprises à faciliter le télétravail, ou pour promouvoir la création « de nouvelles solidarités » dans la société. La bienveillance, troisième vertu morale, se définit comme la disposition par laquelle l'énonciateur manifeste envers son allocataire une intention favorable, renforçant ainsi sa crédibilité énonciative.

Nous remarquons « la bienveillance », renvoie à la capacité de l'énonciateur à manifester, non par l'énoncé explicite d'une volonté, mais par la structure et la portée de son discours, une attention véritable aux contraintes et besoins de son destinataire. En mettant

²⁷⁵ Voir Vol. 2, p. 10.

en valeur l'importance de la solidarité, l'orateur construit cette bienveillance en distribuant la responsabilité collective, tout en pointant les difficultés spécifiques de certains acteurs (personnels soignants, salariés en télétravail), ce qui témoigne d'une préoccupation palpable pour leur situation. Cette mise en scène énonciative crée une connivence implicite : l'allocutaire se sent visible et inclus dans l'effort national, rendant l'appel plus engageant. Le verbe [aider] dans ce contexte incite le téléspectateur à s'engager moralement envers son voisin, faisant remarquer l'exigence d'une action altruiste pour faire face efficacement à l'épidémie. Par ailleurs, l'enchaînement anaphorique de « je compte sur » fonctionne comme un geste de reconnaissance rituelle, qui légitime l'énonciateur-politique en tant que garant du bien commun ; il ne s'agit plus seulement d'un énoncé politique, mais d'une promesse d'écoute et de partage de l'effort. Aussi, en répartissant la sollicitation sur plusieurs acteurs, le sujet-énonciateur évite l'effet d'imposition unilatérale et renforce l'idée d'une solidarité active – ce qui est précisément, selon Charaudeau et Maingueneau, le cœur de la bienveillance comme vertu morale de l'éthos : non pas un simple élan rhétorique, mais un principe organisateur de la crédibilité énonciative.

L'usage du mot « oui » revêt une forte valeur rhétorique. Placé en incise dans la phrase « je compte sur vous, oui, pour aussi aider le voisin », ce marqueur d'assentiment agit comme un renforcement discursif de l'appel à la solidarité. Il met en place un effet d'oralité qui confère au message une tonalité plus directe, presque dialogique, comme si le président anticipait une hésitation ou une objection de la part du sujet-cible, pour y répondre d'emblée. Le « oui » fonctionne alors comme une confirmation affirmative et engageante, accentuant la responsabilisation individuelle de chaque citoyen. En termes d'éthos présidentiel, ce petit mot soutient une posture à la fois confiante et mobilisatrice, où le sujet-énonciateur manifeste sa foi dans le civisme des Français, tout en les incitant à se sentir personnellement interpellés et impliqués. Il s'agit d'un exemple subtil de rhétorique de l'adhésion, qui repose sur une proximité langagière et affective avec le récepteur (Amossy, 2024 : 13).

Ce passage reflète un Chef d'Etat autoritaire mais aussi compatissant, prêt à guider la France à travers la tempête tout en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte. En soulignant des valeurs telles que la bienveillance et la responsabilité sociale, le Chef de l'Etat façonne son éthos en tant que leader moral, qui cherche à mobiliser le sujet-cible dans l'effort collectif et qui fait un appel direct au sens du devoir civique. Il est à noter que, dans ce passage, une syntaxe empathique et inclusive est employée pour engager le public-cible dans une démarche collective de solidarité. La répétition de la structure « je compte sur

vous » renforce la responsabilité partagée, instaurant de ce fait un climat de confiance et de collaboration. En présentant des situations concrètes, l'orateur fait remarquer l'importance de gestes simples mais utiles pour atténuer les effets de l'épidémie. Ce message incarne également la bienveillance envers la société dans son ensemble, en l'invitant à se rassembler autour de valeurs de solidarité et d'entraide, ainsi qu'à « inventer » ensemble des solutions aux défis rencontrés. Or, l'ajout de l'interjection « , oui, » marque une pause dans ce passage et confère un ton plus convaincant, incitant davantage le téléspectateur à répondre positivement à l'appel à l'action. Enfin, la mention de « nouvelles solidarités » évoque le concept d'adaptation et d'innovation sociale, suggérant de la sorte une approche proactive et constructive pour surmonter les défis sanitaires.

Selon le *CNRTL*, le terme « bienveillance » est défini comme « une affection qui vous porte à désirer le bonheur de notre prochain. ». Il s'agit d'une disposition affective d'une volonté qui opte pour le bien d'autrui. En appelant à aider « le voisin », à soutenir le « personnel soignant » et à favoriser le télétravail pour protéger les salariés, le Président promeut l'idée que chaque individu a un rôle irréfutable à jouer dans le renforcement du tissu social et dans la promotion du bien-être collectif. Cela incite le public-cible à adopter des comportements altruistes et à contribuer activement à la construction d'une communauté solidaire et résiliente.

Après avoir évoqué des formes concrètes de solidarité à l'échelle individuelle et collective, le Président Macron en appelle, dans la citation suivante, à une mobilisation citoyenne plus large, en valorisant les vertus morales et le dévouement exemplaire de certaines figures de la nation :

« Plus nous agirons en citoyens, plus nous ferons preuve de la même force d'âme, de la même abnégation patriote que démontrent aujourd'hui nos personnels soignants, nos sapeurs-pompiers, l'ensemble des acteurs de la sécurité civile, plus vite nous sortirons de cette vie au ralenti. Nous y arriverons. »²⁷⁶

Macron, 16/03/2020

L'engagement citoyen dans la lutte contre la pandémie est mis en lumière à travers ce passage, en établissant un parallèle avec les actions des « personnels soignants », des « sapeurs-pompiers », ainsi que l'« ensemble des acteurs de la sécurité civile ». Ici est

²⁷⁶ Voir Vol. 2, p. 18.

démontré un dévouement envers des morales élevées est démontré, à savoir la « force d'âme » et l'« abnégation patriote » dans le but d'inspirer la confiance dans les mesures proposées afin de faire face à la crise sanitaire. La vertu est la seconde des qualités morales qui, en assurant la cohérence et l'exemplarité du comportement énonciatif²⁷⁷, confèrent au sujet-énonciateur une crédibilité intrinsèque. Elle n'apparaît pas comme une simple qualité morale privée, mais comme un principe d'action collective mis en scène et partagé. En mettant en lumière l'idée que le citoyen devrait agir avec la même « force d'âme » et la même « abnégation patriote » que les personnels soignants et les sapeurs-pompiers, le discours construit un modèle exemplaire dont la cohérence et la constance viennent légitimer son propre message. Cette exemplarité discursive ne se limite pas à une évocation laudative : elle instaure une norme civique, transformant la « vertu » en impératif civique : montrer du courage n'est plus seulement louable ; c'est requis pour faire « sortir » la communauté de la crise. En cela, l'appel à la vertu joue un double rôle : il consolide la crédibilité de l'énonciateur en le situant parmi ces héros du quotidien, tout en exerçant une pression morale sur chacun pour qu'il se conforme à cette figure héroïque. En fusionnant l'idée de vertu individuelle et d'engagement collectif, le discours politise la force d'âme, faisant de la vertu non pas une disposition intérieure autonome, mais un levier de cohésion sociale et de contrôle normatif.

Dans ce contexte, l'expression « en citoyens » fonctionne comme un marqueur d'élévation normative, car elle transforme les comportements attendus en devoirs civiques, en inscrivant l'action individuelle dans un registre collectif et républicain. Sur le plan rhétorique, cette formule agit comme un appel à l'honneur et à la responsabilité partagée, en invitant le citoyen-télespectateur à se percevoir non pas comme un simple individu, mais comme un acteur du bien commun. Le sujet-énonciateur établit, ce faisant, un lien direct entre la mobilisation personnelle et la dignité d'un rôle plus grand que soi, en résonance avec les valeurs fondatrices de la République. L'usage de cette expression renforce ainsi la dimension mobilisatrice du discours, tout en construisant un éthos présidentiel fondé sur la confiance, l'unité et l'exemplarité morale.

Dans cette citation, « nous sortirons de cette vie au ralenti » occupe une place stratégique dans la progression argumentative du passage. Elle intervient comme une

²⁷⁷ Le *comportement énonciatif* renvoie à l'ensemble des choix discursifs, linguistiques et argumentatifs par lesquels un sujet-énonciateur construit sa posture dans l'énonciation. Il participe à la mise en scène de soi dans le discours, à travers une cohérence entre les propos tenus et l'image de locuteur responsable, engagé ou exemplaire qu'il cherche à projeter.

projection d'horizon positif, venant clore une série de conditions collectives liées à la responsabilité citoyenne et au dévouement. Cette formulation permet au sujet-énonciateur de formuler une promesse qui donne sens et direction à l'effort demandé, tout en laissant entendre que la sortie de crise dépend directement de l'engagement de chacun. Il s'agit d'un acte de mobilisation qui articule le présent contraint à un avenir désirable, sans basculer dans l'utopie ni dans l'immédiateté. En cela, ce passage renforce la fonction performative du discours, affirmant que la fin de l'épreuve est possible, à condition que la France reste unie dans l'effort. C'est une manière de susciter l'adhésion par l'espérance, tout en maintenant la pression morale sur les comportements à la fois individuels et collectifs.

Ici, l'éthique se manifeste par un parallèle : les actions recommandées sont associées à des valeurs exemplaires incarnées par les personnels soignants et les acteurs de la sécurité civile. Ce rapprochement incite le sujet-cible à adopter les mêmes comportements, présentés comme des vertus morales. La syntaxe repose sur la corrélation « plus ... plus ... », qui lie l'engagement individuel à la résolution de la crise sanitaire. La phrase d'ouverture, une proposition conditionnelle, est suivie de groupes nominaux désignant les professions mobilisées dans la lutte contre le virus. La structure parallèle « de la même force d'âme, de la même abnégation patriote » amplifie l'idée de sacrifice indispensable pour surmonter la crise sanitaire, tandis que l'assertion finale « nous y arriverons » accentue l'appel à la mobilisation collective et véhicule un message d'espoir quant à la capacité de la nation à triompher.

Dans ce contexte, le téléspectateur peut intérioriser le principe moral de la vertu, une disposition ferme, constante, de l'âme, qui insiste à faire le bien et à fuir le mal. Selon le *CNRTL*, le terme « vertu » est défini comme « courage physique ou moral ; force d'âme, vaillance. ». Ce retour à la vertu – conçue dans ce passage comme « force d'âme » et « abnégation » – ne relève pas uniquement d'un appel sincère au courage citoyen, mais peut aussi se lire comme un dispositif rhétorique de mise en conformité morale : en idéalisant le personnel soignant et les sapeurs- pompiers en « héros du quotidien », le sujet-énonciateur institue un modèle de dévotion collective qui pèse comme injonction implicite sur le sujet-cible. Sous couvert de célébrer la « vaillance », cet éloge transforme la « force d'âme » en norme sociale, susceptible de stigmatiser tout relâchement ou refus d'adhésion à l'effort commun. Dès lors, loin d'être un simple encouragement, le passage instrumentalise la vertu pour maintenir la cohésion et délégitimer le doute : l'« abnégation patriotique » est présentée non comme un choix possible, mais plutôt comme le seul chemin honorable, fermant ainsi

la possibilité d'une critique sur les conditions mêmes de cet engagement (risques sanitaires, manque de moyens, inégalités d'accès aux protections). En appelant à l'exemplaire « force d'âme », ce passage construit simultanément une image normative de la citoyenneté solidaire et un espace discursif où s'exerce une pression morale pour se conformer à cette figure héroïque.

Dans le corpus, la prudence, la vertu et la bienveillance présentent des piliers de la crédibilité du Président. Premièrement, la prudence qui est manifestée dans les appels à une responsabilité individuelle pour protéger l'autre, en particulier les vulnérables. Puis, la vertu, qui est démontrée par l'encouragement à suivre l'exemple d'abnégation des professionnels de la santé et l'ensemble des secouristes. Enfin, la bienveillance, qui est illustrée par la nécessité de se baser sur le savoir et la science, tout en rejetant les idées complotistes et obscurantistes. Alors, ces trois qualités servent à guider les actions et les décisions dans la gestion de l'épidémie, en favorisant la protection de la santé publique, la foi en la science et la solidarité. Or, ces trois valeurs sont étroitement liées à l'éthos, vu qu'elles renforcent la crédibilité du locuteur-politique en démontrant son engagement envers des principes éthiques solides, guidant subséquemment ses actions par un souci de l'intégrité morale dans la gestion de la crise mondiale. Concernant le côté éthique, ces valeurs de prudence, de vertu et de bienveillance sont profondément liées à l'éthique, puisqu'elles démontrent l'adhésion présidentielle envers des principes moraux et des normes de comportement qui favorisent le bien-être collectif et le respect de la dignité humaine.

5.5.Synthèse intermédiaire n°5

En clôturant ce chapitre, résumons les idées majeures qui en ressortent : en période d'adversité, le discours macronien démontre, à travers la mise en pratique des techniques d'argumentation, le leadership et les compétences du Président en communication. Utilisant des stratégies rhétoriques telles que l'anaphore, la répétition, le paradoxe, l'énumération, et autres, le Chef de l'Etat transmet l'image d'un leader déterminé. Cela vise, par conséquent, à obtenir l'appui du récepteur pour les mesures prises et démontre l'exactitude de ces dispositions.

Il est temps de répondre à notre question de départ : Comment le langage, le raisonnement et l'argumentation dans les discours analysés ont-ils façonné le point de vue du public-cible sur lui au fur et à mesure de ses huit allocutions pendant la pandémie de COVID-

19 ? Le langage, le raisonnement et l'argumentation dans le corpus jouent un rôle crucial dans la formation de la perception du grand public à son égard. Le Chef de l'Etat adopte un ton rassurant, empreint de gravité, tout en appelant à la solidarité nationale. Ses déclarations, marquées par un recours constant à des valeurs républicaines comme l'unité et le sens du devoir, visent à renforcer la cohésion sociale en ces temps de crise. Il utilise aussi des arguments rationnels, fondés sur des données précises, afin de justifier les décisions prises, ce qui contribue à établir une image de leader pragmatique. En insistant sur le rôle collectif dans la lutte contre l'épidémie, il cherche non seulement à mobiliser la population, mais aussi à se positionner en tant que guide capable de mener le pays à travers cette période rude. Cette approche aide à façonner un point de vue du téléspectateur où le Chef de l'Etat est perçu comme un protecteur de la nation, déterminé à faire face aux défis avec détermination et lucidité.

Comment le discours macronien illustre-t-il un leadership face à la problématique sanitaire en France ? La communication présidentielle face à la crise sanitaire illustre un leadership marqué par la prise de décisions fermes et l'affirmation de l'autorité de l'Etat. Le sujet-énonciateur se positionne comme un leader capable de mobiliser la nation en insistant sur l'unité et la responsabilité collective dans le but de surmonter la crise sanitaire. Son discours est empreint de la volonté de protéger le citoyen tout en maintenant la cohésion sociale. En prenant des mesures exceptionnelles telles que les confinements, le couvre-feu, et l'instauration du pass sanitaire, il démontre un engagement fort pour la sécurité publique, tout en appelant constamment à la solidarité nationale. Ce leadership s'inscrit donc dans une vision à long terme, où la souveraineté nationale et la résilience collective sont mises en avant en tant que des piliers essentiels pour traverser la période critique.

Comment l'éthos du Président influence-t-il son discours et la manière dont il prend les décisions pour la santé et le bien-être publics ? En s'appuyant sur son rôle institutionnel, son statut de Chef d'Etat, et la représentation collective qui l'entoure, le sujet-énonciateur incarne l'autorité nécessaire pour diriger la nation dans une période de grande incertitude. Cette posture lui permet donc d'adopter un ton déterminé, ce qui renforce la légitimité des mesures strictes qu'il impose, telle que les restrictions de déplacement. En mobilisant l'image d'un leader protecteur, il cherche à obtenir l'adhésion de la population en insistant sur la nécessité de sacrifices individuels pour le bien commun. De ce fait, son éthos préalable non seulement structure son discours, mais aussi conditionne les attentes et les réactions du citoyen, justifiant les décisions difficiles qu'il doit prendre pour la santé publique.

Dans le chapitre à venir, nous nous engagerons dans une analyse des particularités du corpus, en nous appuyant sur une étude sémiotique des discours étudiés. Nous mettrons en lumière les choix linguistiques stratégiques opérés par l'énonciateur-politique, en examinant la façon dont ces choix contribuent à la construction du sens et à la résonance de son message auprès du sujet-récepteur. Nous explorerons aussi comment la cohérence entre ces choix linguistiques et les principes sémiotiques est conçue dans le but d'optimiser la transmission des informations médicales. Cette dynamique cherche à garantir une compréhension à la fois claire et précise des enjeux sanitaires, tout en répondant aux attentes d'un discours efficace dans un contexte de pandémie. De ce fait, nous chercherons à démontrer comment les discours étudiés s'inscrivent dans un cadre plus large de diffusion des messages de santé publique, où la forme et le contenu se complètent en vue d'influencer la perception et l'adhésion du grand public aux messages délivrés.

Chapitre 6

Les particularités du discours sanitaire du Président Emmanuel Macron

Au cours de ce chapitre, nous cherchons à répondre aux questions suivantes : Quels choix linguistiques le Président adopte-t-il pour décrire la situation sanitaire ? Comment la cohérence entre ces choix linguistiques et les principes sémiotiques facilite-t-elle la tâche de transmission des informations médicales ? Pour répondre à ces questions, nous proposons

l'hypothèse suivante : Les choix linguistiques adoptés par le Chef de l'Etat visent à établir un équilibre délicat entre l'objectivité scientifique et l'exigence d'une communication efficace avec le public-cible. En utilisant des termes modérés, ainsi qu'en présentant des statistiques précises et des comparaisons avec d'autres pays, le discours cherche à fournir des informations médicales accessibles tout en maintenant la crédibilité scientifique.

Ce chapitre est composé de deux sous chapitres. Nous étudierons les choix linguistiques dans le discours macronien. D'abord, nous relèverons le choix lexical, les termes chargés, ainsi que les connotations et les implications y sont employées. Puis, nous réaliserons une analyse sémiotique, en nous focalisant sur les métaphores visuelles et l'imagerie descriptive. Enfin, nous analyserons les fondements du discours sanitaire présidentiel : le recours à la science et la référence aux valeurs républicaines.

Nous adopterons une méthodologie conceptuelle qui repose sur une approche analytique et contextualisée. Premièrement, nous exposerons le concept que nous souhaitons explorer, nous définirons ses contours ainsi que ses implications. Dans un second temps, nous nous appuierons sur des exemples concrets tirés du corpus. Cette démarche nous permettra d'analyser en profondeur le rôle que joue ce concept dans notre corpus. Ce faisant, nous serons en mesure de comprendre les nuances et les implications du concept étudié, tout en fournissant des perspectives précieuses pour notre étude. Notre approche repose sur une compréhension profonde des principes sémiotiques, où la cohérence entre le langage et les normes culturelles et sociales facilite la transmission concise des informations sanitaires.

6.1.Etat de l'art

L'approche de Paul Ricœur inscrit la sémiotique dans une herméneutique du symbole, où le sens ne se réduit pas à une simple relation « code/signifié », mais apparaît comme un « désir de dire » et un « appel à l'être » (1959 : 16) que le discours doit rouvrir vers la réalité qu'il veut évoquer. Ainsi, Ricœur oppose la sémiologie, qui analyse les signes

en tant que systèmes fermés, à l'herméneutique²⁷⁸, qui vise à interpréter la dimension ontologique du signe dans l'« univers ouvert » de l'expérience humaine. Au cœur de son ouvrage *Le symbole donne à penser* (1959), Ricœur définit le symbole par sa « double intentionnalité » (*ibid.* : 17) : il renvoie simultanément à un sens littéral et à un sens profond, sans que la seconde dimension ne puisse être pleinement réduite à la première. Cette opacité du symbole exige une « lecture herméneutique », contraire aux signes techniques qui renvoient directement et univoquement à leur référent.

Dans *La Métaphore vive* (1975 : 32), Ricœur conçoit la métaphore « non comme un simple transport de sens », mais comme un véritable processus de création conceptuelle, un « penser plus » qui réinvente le concept en y inscrivant l'élan de l'imagination. Il distingue la métaphore « morte », purement rhétorique et dissimulée, de la métaphore vive, force dynamique du discours philosophique, poétique et ordinaire, qui révèle « le rapport du langage à l'être » (*ibid.* : 21). Il définit trois plans indissociables : le mot, la phrase et le discours, correspondant respectivement à la sémiologie, à la sémantique et à l'herméneutique. La métaphore se déploie donc sur ces trois niveaux : comme trope linguistique (sémiologie), comme signification minimale (sémantique) et comme épreuve de vérité métaphorique qui ouvre le texte à l'interprétation (herméneutique). Au niveau lexématique, Ricœur montre que chaque lexème porte en germe une « constellation de sèmes qui excèdent sa dénomination première » (*ibid.* : 27), permettant l'éclatement des catégories fixes et favorisant une prolifération de sens dans l'énoncé. Sur le plan du discours, la métaphore crée des unités de sens immédiatement comprises mais toujours en devenir, invitant le lecteur à une co-construction du sens.

Considérée comme la discipline qui a pour tâche d'étudier les systèmes de signification, la sémiotique²⁷⁹ a ses racines dans l'Antiquité avec des penseurs comme Aristote et les Stoïciens qui ont abordé la question de la communication. Cependant, telle que nous la connaissons aujourd'hui, la sémiotique moderne a véritablement émergé au 20^e siècle, comme le terme « sémiotique » a été introduit par Saussure dans le cadre de sa théorie du langage et de la linguistique structurale (Arrivé, 2007 : 33). Puis, le travail de Charles Sanders Peirce est également fondamental pour le développement de la sémiotique (Savan,

²⁷⁸ L'herméneutique est la théorie ou science de l'interprétation des signes et de leur valeur symbolique. Elle peut être définie comme « l'ensemble des connaissances et des techniques qui permettent de faire parler les signes et de découvrir leur sens » (Foucault, 1966 : 44).

²⁷⁹ Du grec *σημειωτικός* / *sēmeiōtikós*, « observateur de signes ».

1980 : 9), car il a élaboré une théorie sémiotique plus large, englobant non seulement le langage, mais également les signes dans un contexte plus général, y compris les signes non verbaux (*ibid.* : 13).

L'étude de la sémiotique explore le processus de création de sens à travers les signes. Qu'ils soient intentionnels ou non, les signes ont pour objectif de transmettre des informations par divers sens, à savoir la vue, l'ouïe, etc. Comme l'explique Benveniste (1966 : 24), l'analyse sémiotique du discours est une « approche qui explore les différentes dimensions du langage. ». Cette branche d'étude linguistique s'appuie sur la phénoménologie du langage pour comprendre comment les signes ainsi que les symboles sont employés pour réaliser un but : produire du sens. De manière plus précise, cette approche examine la relation entre le langage et l'être (Coquet, 2007 : 11). Cette relation vise à explorer la façon dont le langage influe, de manière fondamentale, sur notre perception, ainsi que notre compréhension de l'existence et du monde environnant ; cette relation peut être interprétée en vertu de plusieurs perspectives :

- a) tout d'abord, certains considèrent le langage comme le miroir de la réalité, où les notions et les symboles utilisés dans le discours reflètent la perception individuelle ou collective de la réalité (Ricœur, 2004 : 382) ;
- b) puis, le langage est aussi perçu en tant que constituant de l'être, contribuant à façonner notre compréhension et notre expérience du monde par les termes que nous employons pour les décrire (Ricœur, 1975 : 288) ;
- c) enfin, le langage agit comme le médiateur dans la relation entre le sujet et le monde, ce qui permet la catégorisation et la compréhension des expériences (Landowski, 2004 : 6).

De ce fait, l'analyse sémiotique du discours met en lumière la manière dont le discours est construit et interprété, en considérant les ensembles signifiants et la manière dont ils sont associés pour produire du sens, lors de l'énonciation (Coquet, 1997 : 73). L'étude sémiotique considère le discours en tant qu'acte de dialogue entre le producteur de sens (le sujet-énonciateur) et son auditoire. Cette approche a pour but de déconstruire et de comprendre les différentes couches de signification présentes dans le discours, en considérant à la fois les aspects linguistiques et les dimensions plus larges de l'expérience humaine.

L'analyse sémiotique a une tâche importante dans la compréhension et l'interprétation du discours car, selon Ricœur (2004 : 38 – 40), elle donne l'opportunité de révéler la structuration signifiante propre aux ensembles signifiants en identifiant les instances énonçantes et en déterminant les configurations du sujet-parlant et du monde qu'il propose à son public-cible²⁸⁰. Cette branche de la linguistique englobe un grand nombre d'éléments, parmi lesquels figurent les métaphores visuelles et l'imagerie descriptive. L'étude de ces deux dernières a une grande importance dans l'analyse sémiotique, car en enrichit la compréhension du discours. Ces éléments permettent d'enrichir sa signification en apportant des compléments qui viennent appuyer les messages transmis. De plus, ils créent une expérience sensorielle chez le sujet-cible, en stimulant les sens et en favorisant son immersion plus profonde dans le discours. En utilisant les métaphores visuelles et l'imagerie descriptive évocatrice, le sujet-énonciateur peut transmettre des atmosphères spécifiques, permettant ainsi une connexion plus forte avec le récepteur.

De même, l'étude de ces aspects garantit une analyse des symboles et des représentations utilisées dans le discours, révélant des associations symboliques complexes et des significations supplémentaires. En outre, les métaphores visuelles ainsi que l'imagerie descriptive sont des vecteurs de transmission de codes culturels spécifiques ; ce fait nécessite une analyse approfondie pour en saisir toute la portée et la signification dans le contexte. Pour cela, l'étude des métaphores visuelles et de l'imagerie descriptive décode les dimensions sensorielles, symboliques et culturelles des discours, ce qui contribue donc à une interprétation plus nuancée et approfondie des messages communiqués.

6.2. La richesse du choix lexical et des termes chargés²⁸¹ dans le corpus

²⁸⁰ Cité par Lantz, 2010 : 142.

²⁸¹ Par *termes chargés*, on entend ici des mots porteurs d'une forte densité symbolique et/ou émotionnelle, souvent utilisés pour susciter l'adhésion, modeler les perceptions ou orienter les affects. Ces segments phrastiques, qui dépassent leur sens littéral, mobilisent des connotations culturelles, historiques ou morales, et participent à la performativité du discours, en influençant de manière implicite la réception du propos.

Les stratégies de communication et les pratiques sémiotiques (tels que les métaphores visuelles et l'imagerie descriptive) utilisées par le Président Emmanuel Macron sont interconnectées. L'épidémie a suscité la nécessité d'une collaboration entre la communication publique et la sémiotique afin d'accroître la sensibilisation et de mobiliser le citoyen-télespectateur. Il sera possible de mieux comprendre les symboles, les messages et les subtilités qui sont utilisés lors du discours lié à la santé. Le lien entre ces deux aspects se traduit par une méthode de communication plus précise et potentiellement plus efficace pour faire face aux défis de la COVID-19. Dans cette perspective, il convient d'examiner de plus près les choix linguistiques opérés dans la communication macronienne, qui constituent un révélateur essentiel des stratégies discursives mises en œuvre.

6.2.1. Les choix linguistiques dans le discours macronien

Dans le but de mesurer avec justesse la portée du discours macronien, il apparaît indispensable d'en interroger la dimension langagière dans toute sa complexité. Cela implique une attention particulière portée aux choix lexicaux, aux niveaux de langage mobilisés, ainsi qu'à l'usage de termes chargés d'affect ou de valeurs, dont les connotations et implications discursives participent à la construction du sens. Ces choix, loin d'être anodins, constituent le socle à partir duquel le Président façonne son discours, modulant subtilement son propos en fonction des contextes, des enjeux et des publics visés, et révélant ainsi toute la richesse stratégique de son énonciation.

6.2.1.1. Le choix lexical

Le choix des mots n'est jamais neutre dans un discours, et encore moins lorsqu'il s'agit d'un discours présidentiel. Avant d'entrer dans l'analyse fine des formulations employées par le Président Macron, il convient de s'attarder sur la sélection lexicale opérée, laquelle constitue un levier stratégique central dans la construction du sens, la persuasion et la mise en scène de l'autorité. Le passage suivant met en relief la nécessité de prolonger les efforts afin de ralentir la propagation du virus ainsi que de protéger les personnes les plus vulnérables, en mettant en évidence le besoin de gagner du temps pour mieux se préparer à affronter la situation sanitaire. Le Président affirme que :

« C'est pour cela qu'il nous faut continuer de *gagner du temps* et suivre celles et ceux qui sont les plus fragiles. »²⁸²

Macron, 12/03/2020

Le but de ce passage est d'insister, en employant un langage inclusif et directif, sur l'urgence de la situation sanitaire et l'exigence de protéger les plus vulnérables afin de susciter l'adhésion collective. Cette citation est riche en significations et en stratégies rhétoriques, particulièrement l'expression « gagner du temps », et pour cela, une analyse approfondie révèle plusieurs aspects clés. Ricœur (1975 : 19)²⁸³ définit la métaphore comme un procédé de « re-description du réel, capable de faire voir autrement en perturbant les catégories langagières habituelles. ». Dans cette citation, « gagner du temps » est une métaphore vive au sens ricœurien, puisqu'elle ne se contente pas d'orner le message, elle produit du sens nouveau, réoriente la perception collective de la crise. L'expression « gagner du temps » convoque un régime de temporalité stratégique, emprunté au lexique militaire, dans lequel le temps devient ressource à conquérir, non linéaire mais plastique, à préserver, manipuler, et différer.

Ricœur (*ibid.* : 51) explique que « la métaphore refigure la réalité » en opérant une déviation sémantique : dans ce contexte, le temps n'est plus simplement le cours neutre des jours, mais un enjeu vital, ainsi qu'un objet d'effort collectif. Cette reformulation transforme la lutte sanitaire en bataille temporelle, rehaussant l'urgence et la gravité de la situation. Dans cette citation, le syntagme « il nous faut [...] suivre celles et ceux qui sont les plus fragiles » repose sur une syntaxe performative, ce qui crée une communauté d'action ainsi que de devoir. Le pronom « nous » établit un éthos d'unité et de responsabilité partagée, tandis que le verbe [suivre] introduit le renversement de hiérarchie pragmatique : ce ne sont plus les forts qui guident, mais les faibles qui dictent la conduite à tenir.

Cette inversion est riche sémiotiquement, car Ricœur (*ibid.* 39) insiste sur la fonction « heuristique de la métaphore »²⁸⁴, capable de révéler l'impensé : en proposant de « suivre »

²⁸² Voir Vol. 2, p. 5.

²⁸³ Bien que le Président Emmanuel Macron ait été l'assistant éditorial de Paul Ricœur entre 1999 et 2000, lors de la préparation de *La Mémoire, l'histoire, l'oubli* (2000), le choix de mobiliser les travaux de Ricœur dans notre analyse ne relève pas de cette relation biographique. Il s'explique par la portée conceptuelle de son œuvre, notamment ses apports à l'analyse du discours et à la sémiotique, qui s'avèrent notamment féconds pour l'étude du discours présidentiel en contexte de crise.

²⁸⁴ Paul Ricœur développe la notion de « fonction heuristique de la métaphore » dans *La Métaphore vive* (1975 : 567 – 581), où il montre que la métaphore ne se limite pas à une simple figure de style ornementale, mais « qu'elle possède un véritable pouvoir de révélation. ». En mettant en relation des termes appartenant à des champs sémantiques distincts, la métaphore ouvre de nouveaux horizons de signification et permet de « voir

les plus fragiles, le discours reconstruit l'ordre éthique du message. Pour cela, l'image rendue perceptible est celle d'une nation qui s'aligne sur la vulnérabilité, qui reconnaît autrui non pas comme un fardeau, mais plutôt comme une boussole morale.

Aussi, la figure implicite de la « fragilité » fonctionne ici comme un signifiant nodal. Elle englobe d'une part les personnes âgées, les malades, mais d'autre part, sur un plan symbolique, l'humanité démunie face à l'invisible viral. Pour cela, la fragilité devient un vecteur d'universalisation, et la phrase entière une métaphore structurante de la condition humaine en temps de crise sanitaire. Enfin, « le discours est toujours le lieu d'une double lecture : celle de l'énoncé et celle de l'énonciation » (*ibid.*). Dans l'énoncé « il nous faut continuer de gagner du temps », le syntagme « il nous faut » constitue un marqueur discursif significatif, à la croisée de l'énoncé et de l'énonciation, selon la distinction formulée par Ricœur. Il s'agit d'une construction impersonnelle qui introduit une nécessité, un impératif indirect exprimé de manière adoucie. Ce choix linguistique permet d'éviter une formulation autoritaire ou injonctive de type « nous devons » ou « il faut que nous », en privilégiant une tournure plus modale, presque consultative. Sur le plan de l'énonciation, cette expression engage à la fois le sujet-locuteur et le citoyen-télespectateur, dans un « nous » inclusif, porteur d'une solidarité apparente. Ricœur rappelle que le discours implique toujours cette double dimension : ce qui est dit (le contenu propositionnel) et la manière dont cela est dit (la posture énonciative). En recourant à « il nous faut », cette citation met en scène une exigence partagée, une contrainte collective, tout en s'inscrivant dans une position de guide ou de garant de l'effort commun. Cette stratégie discursive contribue à atténuer l'asymétrie de pouvoir entre le sujet-parlant et le sujet-cible, tout en réaffirmant subtilement l'autorité présidentielle.

La valence métaphorique du discours se situe alors dans sa capacité à négocier le sens, à créer un espace symbolique où se rencontrent le langage du pouvoir et celui du care²⁸⁵. L'autorité présidentielle parle ici par images détournées, non pour masquer, mais

comme », c'est-à-dire de concevoir la réalité autrement. Ainsi, elle devient un outil cognitif, porteur de connaissance et de découverte.

²⁸⁵ Le care, que l'on peut traduire par « sollicitude » ou « éthique du souci », désigne un mode de rapport à autrui basé sur l'attention, la vulnérabilité et la responsabilité relationnelle. Il s'oppose à une vision gestionnaire ou utilitaire de l'action publique, en mettant l'accent sur la prise en charge concrète des besoins des individus, notamment les plus fragiles. Cette notion a également été reprise dans le discours politique, en

pour rendre pensable l'impensable, comme Ricœur l'explique : la métaphore permet de « dire quelque chose de nouveau sur une réalité connue en la déplaçant dans un autre registre sémantique. » (*ibid.* : 278). Ainsi, ce passage incarne une métaphore vive au sens fort, puisqu'elle ne se contente pas d'être une figure de style, mais elle configure une manière de penser et d'agir en temps de pandémie. En redéfinissant le temps comme « enjeu » et les plus fragiles comme « guides », le langage se fait producteur de sens, d'éthique ainsi que d'action.

Dans l'annonce suivante, le discours fait un appel à une « union sacrée », faisant remarquer la nécessité de rester unis et de ne pas céder à la panique ou à la peur, pour pouvoir surmonter la crise, regardons-la de près :

« Le temps est à cette *union sacrée* qui consiste à suivre tous ensemble un même chemin, à ne céder à aucune panique, aucune peur, [...] »²⁸⁶

Macron, 12/03/2020

Paul Ricœur (1975 : 42) ne réduit pas la métaphore à un simple ornement du langage, il en fait « un procédé cognitif et herméneutique permettant de révéler des structures de sens inédites. ». Cette citation contient une métaphore qui ne se contente pas de signifier, elle refigure la réalité sociale et politique du moment. Ce passage utilise des éléments de langage et des structures syntaxiques afin de créer un appel solennel et mobilisateur. Pour cela, examinons chaque composante. Ici, l'expression « union sacrée » du Président Raymond Poincaré, prononcée le 4 août 1914, est utilisée, et est un signifiant historiquement chargé, fortement polysémique.

Elle convoque une mémoire discursive associée à la Première Guerre mondiale, où elle désignait l'abandon des luttes partisans pour faire face à un péril commun. Cette métaphore produit un effet de redescription du réel : la COVID-19 n'est plus uniquement une crise sanitaire, elle devient un conflit existentiel et quasi-militaire. Sur le plan stylistique, il s'agit d'une anaphore solennelle qui cherche à consolider l'appel à la cohésion sociale ainsi qu'à la résilience collective. En disant que « le temps est à cette union sacrée », le sujet-parlant place son message dans un registre temporel impératif et surtout inéluctable, conférant en conséquence à l'action commune une dimension urgente et incontournable. La

particulier par Ségolène Royal lors de sa campagne présidentielle de 2007, comme symbole d'une politique centrée sur l'humain et la solidarité. Voir Joan Tronto, *Un monde vulnérable. Pour une politique du care*, Paris, La Découverte, 2009.

²⁸⁶ Voir Vol. 2, p. 11.

solennité du segment phrastique « sacrée » confère une dimension quasi-religieuse à cette unité, sublimant l'effort collectif en un devoir moral transcendant les simples obligations civiles. Ici, « sacrée » élève cette union à un niveau quasi moral, renforçant l'idée de devoir et de solidarité.

Employée par Raymond Poincaré en 1914 et reprise par Emmanuel Macron en 2020, l'expression « union sacrée », manifeste un glissement à la fois sémantique et pragmatique du lexique politique en contexte de crise sanitaire. Chez le Président Poincaré, elle s'inscrit dans une rhétorique guerrière, structurée autour d'un antagonisme clair entre un ennemi extérieur (les puissances centrales) et une cohésion nationale totale, transcendant les clivages politiques et sociaux. L'emploi de l'adjectif « sacrée » confère une dimension quasi mystique à cet appel, ancrant donc l'idée d'une mobilisation patriotique et sacrificielle dans un cadre à la fois moral et religieux. À l'inverse, chez le Président Macron, elle est convoquée dans un contexte de crise sanitaire où l'ennemi est invisible (la COVID-19), ce qui modifie la nature du discours. La structure de la communication macronienne repose sur une rhétorique de l'engagement collectif : suivre tous ensemble un même chemin, qui évoque davantage un pacte civique qu'un appel à la lutte militaire. L'énoncé met en avant des impératifs comportementaux (ne céder à aucune panique, aucune peur, ... etc.), pointant un enjeu de gestion émotionnelle du corps social plutôt que de mobilisation contre un adversaire tangible. De ce fait, si l'emploi de « union sacrée » dans les deux discours vise une cohésion nationale en période de crise, la variation contextuelle transforme son interprétation pragmatique : d'un appel à l'effort de guerre en 1914, on passe à une exhortation à la discipline collective en 2020. Il est à noter que l'évolution du terme illustre de ce fait un phénomène de réinterprétation sémantique : bien que conservant une fonction unificatrice, l'« union sacrée » se détache progressivement de son ancrage belliqueux pour s'inscrire dans une dynamique de solidarité sociétale face aux défis contemporains.

L'expression « union sacrée » a pour objectif de susciter une conscience de fierté et d'appartenance chez le citoyen-télespectateur. Elle fortifie l'idée que chacun fait partie d'un tout plus grand, investi d'une mission commune. En liant cette idée à l'absence de panique et de peur, le Chef de l'Etat vise à instaurer un climat de calme et de détermination, essentialisant la sérénité en tant que vertu collective face à la crise. Il invite de cette façon chacun à dépasser ses inquiétudes personnelles pour adhérer à une cause collective plus noble et unificatrice. Cette métaphore est donc vive, car elle tensionne le langage et introduit un écart sémantique entre le champ médical (l'épidémie) et le champ militaire, mais c'est

précisément dans cet écart que se produit une reconfiguration du sens. Sur le plan sémiotique, le parcours figuratif²⁸⁷ s'entrelace avec la mise en intrigue²⁸⁸ : suivre un chemin, c'est entrer dans une narration collective avec un début (la crise), un déroulement (la mobilisation), et une fin espérée (le dépassement de la pandémie). Cette métaphore est dynamique aussi, car elle engage le citoyen dans un acte de co-construction du sens. Il ne s'agit plus simplement d'un message vertical (du Président vers le peuple), mais d'une interpellation collective qui fait de chacun un acteur du récit national.

De même, la négation répétée (« aucune panique, aucune peur »), placée à la fin du passage, agit comme un point d'ancrage affectif et normatif. Par la répétition de la négation totale « aucune », le Chef de l'Etat ne se contente pas d'énoncer un interdit ou une simple recommandation ; il opère une régulation des émotions collectives. Ce double rejet lexical des affects négatifs joue un rôle modalisant fort, car il balise le périmètre émotionnel légitime, en dis-qualifiant les attitudes perçues comme déviantes ou délétères au regard de l'unité nationale invoquée. En ce sens, cette structure n'est pas uniquement descriptive, elle est performative, puisqu'elle dit ce qu'il ne faut pas ressentir pour maintenir l'ordre symbolique du moment. Dans la logique énonciative décrite par Ricœur, cette négation répétée participe à la mise en scène d'un discours qui ne reflète pas simplement une réalité, mais qui cherche à la constituer. La double lecture de l'énoncé (le rejet de la peur) et de l'énonciation (le positionnement du sujet-locuteur en figure de maîtrise face à la COVID-19) révèle une posture d'autorité bienveillante, qui tente de contenir l'angoisse collective en imposant une norme émotionnelle. Ainsi, à travers cette tournure apparemment simple, se manifeste une stratégie discursive visant à canaliser les affects, consolider la cohésion et, surtout légitimer la parole macronienne comme instance de stabilité.

La métaphore du chemin suggère une direction commune, car cette image appuie l'idée d'une destination collective, où chacun, en dépit de ses différences, converge vers un objectif commun. Elle implique aussi une notion de progression et de mouvement continu, provoquant la coopération et l'harmonisation des efforts pour avancer ensemble. L'expression « tous ensemble », placée au cœur de l'appel à l'« union sacrée », opère ici comme un puissant marqueur d'inclusivité et d'unanimité. Cette métaphore repose sur une stratégie discursive visant à créer un sentiment d'unité nationale, en gommant momentanément les clivages à la fois sociaux, politiques ou culturels. Par l'usage de ce

²⁸⁷ Greimas, 1966.

²⁸⁸ Ricœur, 1975.

syntagme, le locuteur-politique vise à instaurer l'idée d'une communauté soudée, agissant de manière concertée face à un défi commun. Dans une perspective énonciative, cette formule permet d'effacer la distance entre l'instance présidentielle et le citoyen, pour faire émerger un « nous » collectif où chacun est censé être acteur de la réponse à l'épidémie. Toutefois, cette injonction à l'unité, en apparence consensuelle, peut aussi être perçue comme un acte performatif, car en énonçant l'unité, ce passage tente de la produire. Le « tous ensemble » fonctionne de ce fait comme une invitation, une prescription implicite et un rappel à l'ordre symbolique, dans la mesure où il associe l'adhésion à un devoir civique. Cette formulation, en apparence simple, participe pleinement de la construction discursive du lien social, mettant en lumière l'autorité de celui qui en appelle à cette mobilisation générale. Dans ce contexte, « même » insiste sur l'unité d'objectif et de méthode, minimisant donc les dissensions. La formulation négative « à ne céder à » fait appel à la résistance et à la résilience, plaçant toute négativité comme des adversaires à surmonter. En citant spécifiquement la panique et la peur, l'orateur-politique reconnaît ces deux émotions comme naturelles mais les rejette en tant qu'inappropriées ou nuisibles.

On assiste à un appel au pathos : la peur est disqualifiée comme modalité d'adhésion, tandis que la cohésion devient l'affect légitime. Ricœur (*ibid.* : 61) explique que « la métaphore permet d'ouvrir des mondes. ». Dans ce contexte, le sujet-énonciateur ferme le monde de la panique pour ouvrir celui de la maîtrise de soi. Cette rhétorique de l'unité morale est rendue possible grâce au potentiel référentiel réorienté de la métaphore vive. À travers ce passage, le Chef de l'Etat opère, selon les termes de Ricœur, une « refiguration du réel. »²⁸⁹. Le langage métaphorique n'est pas rhétorique : il est ontologique, dans le sens où il façonne une réalité politique à partir de formes symboliques. La crise est ainsi resémantisée : d'un événement médical, elle devient un drame collectif, une épreuve existentielle et identitaire, traversée par les figures de la guerre, du chemin, ainsi que de la peur maîtrisée.

²⁸⁹ La notion de *refiguration du réel*, développée par Paul Ricœur, désigne le moment où le récit transforme la manière dont le public-cible perçoit sa propre réalité. Cette refiguration s'inscrit dans une structure à trois temps : la préfiguration (*Mimêsis* I), qui renvoie à l'expérience vécue, déjà façonnée par les normes sociales et les références historiques ; la configuration (*Mimêsis* II), où le discours organise cette expérience sous forme narrative, en sélectionnant et structurant les éléments signifiants ; et enfin, la refiguration (*Mimêsis* III), où le sujet-récepteur s'approprie cette lecture du réel, modifiant potentiellement sa compréhension de la situation. Ainsi, lorsque cette déclaration du Président Macron évoque une « union sacrée » contre la panique, il ne fait pas que commenter la réalité : il la restructure de manière symbolique pour en orienter la réception et l'interprétation. Voir Ricœur, P. (1985). *Temps et récit. 3 : Le temps raconté*. Paris : Seuil.

Dans le message suivant, le Chef de l'Etat insiste sur l'exigence de l'unité nationale en faisant remarquer que toutes les mesures prises sont fondamentales afin d'assurer la sécurité de tous et que la résolution de la pandémie nécessite une solidarité collective ; analysons-le :

« Mes chers compatriotes, toutes ces mesures sont nécessaires pour notre sécurité à tous et je vous demande de **faire bloc** autour d'elles. On ne vient pas, en effet, à bout d'une crise d'une telle ampleur sans **faire bloc**. »²⁹⁰

Macron, 12/03/2020

Dans cette citation, la métaphore « faire bloc » est primordiale à la stratégie rhétorique de l'orateur-politique. L'expression « faire bloc » signifie littéralement « se regrouper, se rassembler de manière solidaire autour d'un but commun ». Selon Ricœur, « c'est en ce sens que je parle de métaphore vive : c'est la métaphore qui suscite la pensée, qui la déplace, qui l'arrache à la littéralité. » (*ibid.* : 323), pour cela, l'expression « faire bloc », empruntée au champ lexical de la matière compacte (le bloc comme masse indivisible), est détournée vers le champ social et politique. Elle produit une tension sémantique, puisque l'individu (multiple, différencié, libre) est fondu de manière symbolique dans une entité collective, dense, homogène, et résistante. Ce processus de condensation métaphorique reconstruit le corps social comme un tout unifié face à l'adversité, suggérant une ontologie de la solidarité imposée par la crise.

En tant qu'expression métaphorique, « faire bloc » symbolise le besoin de solidarité pour surmonter la crise sanitaire. En effet, Ricœur (1975 : 43) distingue « la fonction poétique du langage »²⁹¹, autrement dit, sa capacité à créer du sens nouveau, d'une simple ornementation rhétorique. La métaphore n'est pas seulement une substitution lexicale, elle est, pour lui, une « réécriture du réel par le langage, une reconfiguration du monde perçue à travers le prisme du discours » (*ibid.*). Dans cet extrait, la fonction poétique du langage se manifeste par l'usage réitéré et figuré de l'expression « faire bloc ». Cette formulation, qui dépasse son sens littéral, ne décrit pas une action concrète, mais crée une image mentale de solidarité, d'unité compacte et résistante.

²⁹⁰ Voir Vol. 2, p. 9.

²⁹¹ Selon Ricœur (1975 : 43), la *fonction poétique du langage* ne se limite pas à un usage esthétique ou ornemental, puisqu'elle désigne la capacité du langage à produire du sens nouveau en réorganisant les rapports entre les mots et les choses. En s'écartant des usages à la fois ordinaires et référentiels, le langage poétique (métaphorique, narratif ou symbolique) devient un espace de redescription du réel. Cette fonction poétique est donc un moyen de révéler des dimensions insoupçonnées de l'expérience humaine.

À travers cette métaphore, le discours ne se contente pas de demander un accord rationnel ou une simple obéissance ; il reconfigure la relation entre le citoyen-télespectateur et les mesures gouvernementales, en transformant l'adhésion en un geste symbolique de cohésion nationale. C'est précisément un bon exemple de la fonction poétique du langage, où ce dernier, au lieu de désigner le réel de manière descriptive, le redessine de manière symbolique, en suscitant une nouvelle manière de le percevoir ou de s'y engager. Le discours macronien s'érige ici en dispositif de redescription collective, mobilisant l'imaginaire pour renforcer l'adhésion politique.

Ricœur insiste sur le fait que « la métaphore vivante met en jeu un redoublement de la référence : elle ne décrit pas seulement une réalité, elle ouvre un monde possible. » (*ibid.* : 298). Ici, « faire bloc » n'est pas une simple injonction au rassemblement, parce qu'elle opère un acte symbolique de figuration de la résistance collective. Elle évoque non pas ce qui est, mais ce qui doit advenir dans une posture de combat unifié. En parlant de « faire bloc autour d'elles » (les mesures), le discours transforme la norme sanitaire en lieu d'agrégation symbolique. Ce déplacement est stratégique, car il ne s'agit plus d'obéir à des règles, mais de se constituer en force solidaire. Comme l'indique Amossy, le langage ne décrit pas le réel, il fabrique une subjectivité politique fondée sur l'adhésion émotionnelle à une image forte (2010 : 103).

En fait, la métaphore chez Ricœur n'est pas uniquement cognitive ; « elle est également pragmatique : elle oriente les affects, produit des postures. » (1975 : 45). En disant « je vous demande de faire bloc », le sujet-énonciateur assume un éthos présidentiel martial : il se pose en Chef de guerre appelant à la discipline, dans une configuration où le langage performatif modèle l'action collective. Le référentiel de la guerre (latente dans « faire bloc ») inscrit cet acte d'énonciation dans une rhétorique de crise qui requiert mobilisation, fidélité, et obéissance. Cette opération sémiotique est centrale dans la construction du consensus (voire du consentement) autour des mesures d'exception. Ici, le verbe *|faire|* ajoute une dimension active et surtout volontaire à cette unité, mettant en relief que l'unité requiert un effort conscient et collectif. Le concept de « bloc » implique la nécessité pour tout le public, groupes et communautés, de s'unir et de se soutenir réciproquement dans un effort collectif.

Sur le plan paradigmatique, par le choix de son choix de cette expression, l'énonciateur-politique cherche à mobiliser le modèle de coopération. Il est à noter qu'il aurait pu utiliser d'autres formulations pour illustrer le même concept, comme par exemple

« se serrer les coudes »²⁹² qui porte une connotation de camaraderie et de solidarité intime, ce qui suggère une proximité et une entraide plus informelle et familière que « faire bloc ». Toutefois « faire bloc » fait état d'une image de force collective. En opposition à un individualisme potentiellement destructeur, cette expression met en évidence la nécessité de l'union dans le but de faire face à l'épidémie. Donc, sémiotiquement : l'expression « faire bloc » acquiert une forte charge symbolique dans le discours macronien. Pour cela, l'expression « faire bloc » dans ce discours relève d'un acte sémiotique de redéfinition du lien social, comme elle condense la diversité citoyenne en une entité homogène, résistante, et mobilisable. Elle ne décrit pas le réel, mais plutôt elle le reconfigure en ouvrant un monde symbolique de solidarité contrainte. Ainsi, le pouvoir de la métaphore ne réside pas dans l'ornement, mais dans la poétique du sens qui « devient une herméneutique du réel en crise. » (Ricoeur, 1975 : 47).

Parlons maintenant des termes chargés utilisés par le Président. Ces derniers ont pour objectif de créer des images mentales fortes chez le sujet-cible, l'incitant de ce fait à associer ces termes à des concepts spécifiques tels que la sécurité, ou la liberté. Ils servent à renforcer la communication présidentielle en apportant une dimension symbolique et en facilitant la compréhension et l'adhésion du grand public aux mesures et aux actions présentées.

6.2.2. Les termes chargés

Les termes chargés sont une composante importante de l'analyse du discours. Ceux-ci sont soigneusement sélectionnés afin d'évoquer des sentiments et des réactions spécifiques chez le public-cible. En raison de leur utilisation, des idées peuvent être renforcées, des alliances peuvent être formées et des émotions peuvent être évoquées. De la même manière, l'exploration des niveaux de langue nous permet de comprendre les nuances des différentes formes de communication, de formelle à informelle, ainsi que leur effet sur la façon dont la communication est perçue. L'analyse des termes chargés nous offre l'occasion d'examiner non seulement les mots eux-mêmes, mais aussi la façon dont ils sont délivrés, fournissant ainsi une compréhension globale des stratégies linguistiques utilisées

²⁹² L'expression « faire bloc » renvoie à un imaginaire de solidité et de cohésion quasi militaire, souvent associé à une logique de résistance collective. Elle évoque une unité forte, structurée, et orientée vers un objectif commun face à l'adversité. À l'inverse, une formule comme « se serrer les coudes », bien que porteuse d'une idée de solidarité, convoque un registre plus familier, affectif et informel, moins mobilisateur dans un contexte de discours d'autorité. Ce glissement aurait affaibli la dimension à la fois performative et solennelle du propos, en réduisant l'effet de mise en tension et de gravité que cherche à produire cet énoncé. Le choix lexical participe ainsi de la construction d'un éthos présidentiel ancré dans la fermeté et la maîtrise.

par le discours macronien. L'analyse de quelques exemples qui portent ces termes permettront de mieux comprendre comment le discours est habilement construit afin d'influencer les attitudes et les opinions du public.

Dans la citation suivante, le Chef de l'Etat déclare une nouvelle phase de la réponse nationale à la crise sanitaire. En désignant certaines régions comme des « zones vertes », le Chef de l'Etat symbolise la reprise tant attendue dans la lutte contre la maladie. Regardons de plus près :

« Dès demain, tout le territoire – à l'exception de Mayotte et de la Guyane où le virus circule encore activement – tout le territoire donc passera dans ce qu'il est désormais convenu d'appeler la « **zone verte** », ce qui permettra notamment une reprise plus forte du travail, et la réouverture des cafés et restaurants en Île-de-France.»²⁹³

Macron, 14/06/2020

L'objectif de cette déclaration est de rassurer et d'encourager le récepteur en annonçant des mesures concrètes de déconfinement, tout en pointant les exceptions pour maintenir une vigilance sanitaire. Dans cette déclaration, le syntagme « zone verte » illustre pleinement une métaphore vive : il ne s'agit pas d'un terme descriptif ou géographique objectif, mais d'une re-configuration imaginaire de la réalité pandémique. En effet, l'expression « zone verte » opère dans ce passage comme une métaphore structurante, car elle ne se contente pas de désigner un niveau de risque épidémique faible, elle recode de manière symbolique la réalité en lui attribuant une connotation de sécurité, d'ouverture et de retour à la normalité. Par ce choix lexical, la déclaration redessine l'expérience collective de la crise, transformant un espace encore marqué par la peur en un territoire à nouveau vivable, réinvesti d'espoir et d'activité. Cette redescription, typiquement métaphorique, permet au langage macronien non seulement de nommer une évolution sanitaire, mais aussi de façonner la perception publique de cette transition, en mobilisant une image familière, rassurante et valorisante du « vert » traditionnellement associé à la liberté et à l'apaisement.

Le Chef de l'Etat commence ce passage par une temporalité précise « dès demain », ce qui crée un sentiment d'imminence, et donne au téléspectateur une perspective claire sur le moment où les changements prendront effet. Puis, il inclut une clause restrictive « à l'exception de Mayotte et de la Guyane où le virus circule encore activement », ce qui sert deux fonctions essentielles : a) elle reconnaît les réalités locales spécifiques, pointant une approche différenciée et adaptée, et b) elle montre une prudence continue, fortifiant la

²⁹³ Voir Vol. 2, p. 19.

crédibilité du discours en indiquant que les décisions sont basées sur la situation épidémiologique réelle.

Au-delà des aspects linguistiques, l'expression « zone verte » porte une signification symbolique plus large. Le segment phrastique « vert », dans l'imaginaire collectif, renvoie traditionnellement à la nature, à la croissance, à la vie, voire à la santé. Par contraste, les « zones rouges » (implicites dans cette catégorisation binaire) évoquent le danger, l'urgence, voire la contamination. Ricœur (*ibid.*) explique que la métaphore « fait surgir une signification nouvelle à la croisée d'un terme concret. ». L'usage de l'expression « zone verte » dans cet extrait illustre ce mécanisme : la couleur verte, terme concret et sensoriellement évocateur, est dans ce contexte transposée dans un domaine abstrait ; celui de la gestion sanitaire et des niveaux de risque liés à la crise sanitaire. Le langage métaphorique permet donc de simplifier, d'orienter et de rendre plus perceptible une réalité complexe, en mobilisant des repères partagés par l'imaginaire collectif. Ainsi, la métaphore cartographique cherche à redéfinir le territoire en lui assignant un statut moral et vital : la zone verte n'est pas un lieu, mais une modalité d'existence régulée par le message communiqué.

Prolongeant la tradition herméneutique, Paul Ricœur insiste sur le fait que la métaphore est une « énonciation poétique » qui ne décrit pas seulement un état du monde, mais qui crée un nouveau monde de significations. En disant que « tout le territoire passera dans la zone verte », le Chef de l'Etat performativise²⁹⁴ une transformation du réel, puisque par l'acte de dire, il reconfigure de manière symbolique le corps social et territorial. C'est là une autre application directe de Ricœur : « la métaphore n'est pas un simple déplacement sémantique ; elle est opératoire, parce qu'elle « fait être » ce qu'elle nomme » (*ibid.* : 52). Elle ouvre un « espace de projection » où le politique devient poïétique²⁹⁵, et donc le territoire devient « vert » par décision langagière, et non par transformation naturelle. Le discours, ici, structure le réel vécu en instaurant des catégories qui orientent les pratiques sociales (travail, restauration, circulation).

²⁹⁴ Il s'agit d'un verbe néologique formé à partir de *performatif*. Il signifie produire ou opérer une transformation symbolique du réel par un acte de langage, en s'appuyant sur le principe de la performativité (le fait que dire, c'est faire).

²⁹⁵ Le terme *poïétique*, dérivé du grec (poieîn) (« faire, produire »), renvoie dans ce contexte à la capacité du langage politique à produire du réel, à « faire œuvre » au sens de construire une réalité sociale. En qualifiant le territoire de « zone verte », le sujet-énonciateur n'enregistre pas une transformation objective, mais contribue à la faire advenir à la fois symboliquement et institutionnellement.

Or, cette expression constitue un excellent exemple de métaphore opératoire au sens où l'entend Ricœur. Comme il le souligne, une métaphore ne se contente pas de déplacer le sens d'un terme ou de remplacer un mot par un autre de manière ornementale ; elle produit du réel, en ce sens qu'« elle fait être ce qu'elle nomme ». Dans ce contexte, qualifier une situation sanitaire complexe et évolutive de « zone verte » ne relève pas d'un simple code administratif ou d'une désignation neutre. Cette formulation fait advenir de manière symbolique un nouvel état du territoire, associé à la sécurité, à la vie retrouvée et à la reprise économique. En nommant ainsi la situation, cette déclaration contribue à la reconfiguration cognitive et émotionnelle du réel, transformant une réalité instable en une image à la fois rassurante et mobilisatrice, qui oriente la perception du citoyen-télespectateur et légitime les mesures de réouverture. La métaphore produit ainsi un effet d'existence : ce n'est pas exclusivement que le territoire devient une zone verte, c'est qu'en le disant, le discours fait exister cette représentation dans l'espace social et politique.

L'usage des guillemets autour de l'expression « zone verte » attire délibérément l'attention sur ce syntagme spécifique, mettant en lumière à la fois sa nouveauté et sa portée symbolique dans le discours²⁹⁶. Ces marques typographiques fonctionnent ici comme un signal linguistique qui détache l'expression du flux ordinaire de la langue pour en accentuer la charge conceptuelle. En encadrant ainsi ce terme, le sujet-énonciateur en souligne la valeur stratégique dans le cadre de la communication de crise, ce qui montre qu'il ne s'agit pas d'un simple indicateur sanitaire, mais d'un marqueur discursif fort, porteur d'un imaginaire collectif de sécurité, de contrôle retrouvé et de retour progressif à la normalité. Dès lors, « zone verte » s'impose en tant que terme chargé, investi d'une connotation symbolique puissante, en ce qu'il désigne un tournant dans la gestion de la pandémie et incarne, sur le plan discursif, un horizon d'espoir pour la reprise des activités économiques et sociales.

Le propos de la déclaration suivante est de souligner la nécessité de l'engagement civique de la population dans la lutte contre la crise sanitaire, en soulignant la contribution collective à la réduction des chiffres de contamination, tout en valorisant pareillement les progrès médicaux dans le traitement des patients. Regardons-la :

²⁹⁶ Bien que ce discours ait été prononcé dans le cadre d'une allocution présidentielle, notre analyse repose exclusivement sur sa version écrite telle que publiée par l'Élysée. Ce choix s'explique par l'intérêt porté aux marques linguistiques visibles dans l'écrit (ponctuation, guillemets, structures syntaxiques), qui nous permettent une lecture fine des stratégies discursives. Il convient de noter que certains effets oraux (intonation, pauses, accentuations) ne seront ainsi pas pris en compte ici.

« Lors de ma dernière intervention, nous redoutions des chiffres bien pires encore. Et nous les avons évités. D'une part car nos efforts, vos efforts, ont payé. **L'esprit civique** dont vous avez fait preuve a été **efficace**. Et d'autre part, parce que nous avons appris à mieux prendre en charge et traiter les patients atteints pour éviter certaines formes graves qui auraient **frappé** nos concitoyens et pesé encore plus sur nos services de réanimation.»²⁹⁷

Macron, 24/11/2020

L'objectif de cette déclaration est de faire remarquer l'efficacité collective et les progrès médicaux en utilisant une structure de cause à effet afin d'attribuer les résultats positifs aux efforts civiques et aux améliorations dans la prise en charge des patients. Dans cette séquence discursive, le sujet-parlant mobilise un registre langagier à forte densité métaphorique, particulièrement à travers les expressions « l'esprit civique », « efficace » et « frappé ». Ricœur (1975 : 56) distingue « la métaphore comme écart sémantique productif », autrement dit comme tension entre un sens littéral et un sens figuré qui fait surgir du nouveau sens. L'expression « l'esprit civique » relève dans ce contexte d'une métaphore conceptuelle, où l'« esprit » n'est pas une entité transcendante, mais plutôt une qualité abstraite projetée sur un corps collectif. Il s'agit d'une fiction conceptuelle, car, par la métaphore, le locuteur-politique attribue à la collectivité une intentionnalité agissante, presque morale, relevant de la volonté, de la discipline, voire de l'auto-régulation. Or, « esprit » suppose une agentivité, une capacité de choix, et dans ce contexte, il ne s'agit pas d'un sujet défini mais d'un agrégat social. La métaphore vive, en ce sens, redonne vie à l'abstraction civique en la dotant à la fois d'une voix et d'une efficacité, ce qui permet au message de légitimer l'action collective comme sujet moral²⁹⁸. Aussi, l'expression « esprit civique » est imprégnée d'une connotation positive, impliquant un sens du devoir envers la communauté et un sentiment de responsabilité collective. En félicitant le sujet-cible pour son « esprit civique », le sujet-énonciateur insiste sur l'importance de répondre de manière responsable aux mesures et directives liées à l'épidémie.

Le terme « efficace », apparemment neutre, acquiert dans ce passage une puissance illocutoire particulière. En tant qu'adjectif attribué à une abstraction morale (« l'esprit civique »), il produit ce que Ricœur appellerait « une mise en tension entre le monde du texte et le monde de la référence. » (*ibid.* : 61). Ce n'est pas l'efficacité technique d'un protocole

²⁹⁷ Voir Vol. 2, p. 38.

²⁹⁸ Le *sujet moral* désigne ici l'individu (ou le collectif) reconnu comme capable de discernement éthique et de responsabilité. Dans ce contexte, l'action collective est valorisée comme expression d'une conscience partagée du bien commun, dotée d'une légitimité morale.

médical, mais l'efficacité morale d'un comportement, d'une posture collective. Cela relève d'une ré-signification éthique²⁹⁹. Selon Ricoeur, la métaphore « ne se réduit pas à l'esthétique ; elle est poétique au sens fort, c'est-à-dire créatrice de monde. » (*ibid.* : 63). Le segment phrastique « efficace » devient dans ce contexte un acte de nomination qui fait exister la vertu civique dans un cadre de rationalité politique. Le discours n'expose pas simplement une situation ; il restructure le réel en y injectant une logique morale. Il s'agit donc d'un terme technique qui crédibilise l'effort collectif en le présentant comme productif et pertinent. Fort de cette croyance d'accomplissement, le sujet-cible est encouragé à maintenir l'unité afin de prévenir la propagation de la maladie.

Le verbe *[frapper]* ressortit à une métaphore de la violence physique qui opère sur deux niveaux sémiotiques : corporel et émotionnel³⁰⁰. Selon Ricoeur, « la force d'une métaphore réside dans sa capacité à transférer du sens d'un champ sensoriel à un champ conceptuel. » (*ibid.*). Ici, la maladie devient une agression, une attaque contre le corps social, que le gouvernement et les citoyens ont réussi à contenir, ce qui est affirmé par la seconde partie qui annonce le résultat : « et nous les avons évités » qui est une déclaration concise et affirmative qui annonce le succès collectif en contrastant avec les craintes initiales. Puis, le discours attribue les causes du succès, expliquant les raisons de ce succès en séparant les contributions en efforts collectifs et en progrès médicaux, accentuant à la fois l'engagement de la nation et les avancées techniques. La violence implicite du verbe *[frapper]* incarne l'ennemi invisible qu'est le virus, mais aussi renforce le pathos du message. Le mot ne nomme pas simplement une conséquence sanitaire, mais scénarise une lutte, un combat dramatique, une logique narrative qui, chez Ricoeur, fait « du récit un acte d'interprétation du réel. » (*ibid.* : 67). Le choix de ce verbe donne aussi à la situation le sens de l'intensité, mettant en lumière la nature critique des mesures qui doivent être prises pour éviter que ce scénario ne se produise.

²⁹⁹ Par *ré-signification éthique*, on entend le processus par lequel un terme ou un concept (dans ce contexte « efficace ») voit son sens transformé ou déplacé afin d'intégrer une valeur morale. Ce n'est plus l'efficacité au sens technique ou opérationnel qui est en jeu, mais plutôt une efficacité investie d'un sens éthique, liée à des comportements collectifs porteurs de responsabilité et de solidarité.

³⁰⁰ Le verbe *[frapper]*, employé dans ce contexte, n'est pas simplement descriptif : il introduit une charge symbolique et émotionnelle forte, en personnifiant la maladie comme une force extérieure et violente. Ce choix lexical dramatise l'impact potentiel de la crise, contrairement à des verbes plus neutres tels que *[affecter]* ou *[toucher]*. Selon Ricoeur, une telle formulation relève d'un usage opératoire du langage, où la métaphore « fait être ce qu'elle nomme » (1975 : 71). En d'autres termes, le mot ne se contente pas de désigner une réalité ; il la reconfigure dans l'imaginaire du sujet-récepteur, en lui donnant une forme sensible, voire affective, renforçant donc la puissance du discours.

Cette citation illustre une poétique politique de la crise, où le langage ne décrit pas mais réinvente le monde social. « Esprit civique », « efficace » et « frappé » participent à une dynamique métaphorique qui réunit l'imagination et la responsabilité : l'imagination pour figurer l'invisible (le civisme, le danger), et la responsabilité pour assigner un sens moral à l'agir collectif. De ce fait, cette déclaration ne relève pas d'un simple constat, car elle constitue un acte herméneutique, une lecture orientée de la réalité par laquelle l'Etat cherche à façonner la mémoire collective de la pandémie, par le langage même.

Ainsi, l'usage de termes chargés dans le discours politique ne se limite pas à un simple effet stylistique, car il contribue de manière active à façonner la représentation collective de la crise sanitaire, structurant à la fois la perception sociale de la situation et la légitimation des choix politiques. Cette capacité du langage à produire des effets concrets, tant sur les représentations que sur les comportements, nous amène à interroger, dans le sous-chapitre suivant, la dimension performative de la parole présidentielle en contexte pandémique.

6.3.La performativité du discours macronien

Le discours macronien face à la COVID-19 ne se contente pas de décrire la réalité sanitaire, il vise entre autres à la transformer de manière performative. À travers ses interventions, le Chef de l'Etat mobilise le public-cible, annonce des mesures concrètes et façonne de manière active la réalité sociale. Chaque communication devient un acte, avec le pouvoir d'influencer le comportement, de susciter l'engagement collectif, et de faire avancer les politiques publiques. Dans ce sous-chapitre, nous explorerons comment les déclarations du Président Macron, par leur performativité, deviennent un outil clé pour conduire l'action publique destiné à renforcer la lutte contre la crise sanitaire.

La performativité a été introduite par les philosophes du langage comme Austin. Pour lui (1970 : 40), elle désigne le fait qu'un élément linguistique constitue lui-même l'action qu'il décrit lors de son énonciation : dire que l'on promet quelque chose, crée une promesse ; communiquer le prénom de son nouveau-né à la mairie attribue à l'enfant un nouveau statut ainsi qu'une nouvelle appellation. Ces énoncés dits performatifs ont pour caractéristique essentielle la production d'effets sur la réalité du monde. L'énoncé performatif est la réalisation de quelque chose qui n'était pas là avant son énonciation, et après un tel énoncé, le réel n'est donc plus « tout à fait » ce qu'il était auparavant.

Un exemple illustrant la performativité dans la communication macronienne est l'annonce de la fermeture des établissements éducatifs, où le Président ne se contente pas de décrire la réalité de l'épidémie, mais il la transforme en annonçant des mesures concrètes qui modifient immédiatement les comportements du citoyen et des institutions. Regardons le passage suivant :

« Dès lundi et jusqu'à nouvel ordre, les crèches, les écoles, les collèges, les lycées et les universités seront fermés pour une raison simple : nos enfants et nos plus jeunes, selon les scientifiques toujours, sont celles et ceux qui propagent, semble-t-il, le plus rapidement le virus, [...] »³⁰¹

Macron, 12/03/2020

Cette déclaration constitue un acte de langage performatif au sens d'Austin (1962 : 41), où « certaines paroles ne décrivent pas un fait, mais accomplissent une action. ». Paul Ricoeur, souligne que les actes de parole, surtout en contexte politique, « ne sont jamais isolés : ils participent d'un horizon d'intelligibilité herméneutique, où le sens naît dans le croisement entre la structure du langage et la situation d'énonciation. » (1975 : 44). Cette déclaration est un énoncé institutionnellement fondé ; autrement dit ; elle réalise une action juridique et administrative en vertu du statut locutoire³⁰² de son énonciateur. Selon Austin, un énoncé est *performatif félicite*³⁰³ lorsqu'il « respecte les conditions conventionnelles de l'acte », ce qui est pleinement le cas ici, puisque le locuteur a l'autorité légitime, le contexte est solennel, et la forme verbale est explicite. Paul Ricoeur insiste sur le fait que « la performativité ne se réduit pas à une procédure formelle » (*ibid.*). Il y voit une articulation entre le dire et l'agir, où le langage devient opérateur de monde. Ce que le sujet-énonciateur fait ici, ce n'est pas seulement énoncer une décision, c'est ordonner le réel, reconfigurer le quotidien national et surtout inscrire une rupture temporelle dans le fil de la normalité, une opération éminemment herméneutique.

Dans ce passage, l'expression « dès lundi et jusqu'à nouvel ordre » est à forte densité performative, car elle structure le temps collectif. Elle instaure une nouvelle chronologie sociale, une période d'exception. Selon Ricoeur, la performativité « ne se borne pas à la

³⁰¹ Voir Vol. 2, p. 5.

³⁰² Le statut locutoire désigne la position institutionnelle, sociale ou symbolique d'un sujet-locuteur, qui lui confère le pouvoir de produire des énoncés ayant une valeur illocutoire reconnue, c'est-à-dire de faire des choses avec des mots. Selon Austin (1962 : 29 – 45), ce n'est pas n'importe quel individu qui peut accomplir un acte performatif valide : il faut que le sujet-énonciateur soit habilité par une institution ou en vertu d'un rôle socialement reconnu à émettre cet énoncé.

³⁰³ C'est-à-dire réussi.

transformation matérielle du réel, mais implique une transformation de l'imaginaire temporel et de la mémoire collective » (1975 : 48). En effet, cette injonction marque une suspension du présent habituel et inaugure un « temps de crise », avec ses propres lois, rythmes, et seuils. Cette performativité du temps est constitutive de la narration politique : l'Etat redéfinit l'espace-temps social par la parole. La performativité devient alors « un outil de gouvernement, un moyen de réguler la société en temps de crise par l'énonciation d'actes normatifs » (Belibi et Martial, 2017 : 147). La nature de l'énoncé lui-même est intrinsèquement performative puisqu'elle repose sur une construction syntaxique qui lie la parole à l'action de manière indissoluble. La formulation au futur simple, « seront fermés », engage non seulement une promesse d'action, mais la pose comme définitive. Associée à la décision déjà prise, cette temporalité future annule toute possibilité d'alternative ou de retour en arrière, ce qui confère à l'énoncé une force contraignante. La parole présidentielle devient de ce fait un acte régulateur, redéfinissant les normes sociales et structurant les comportements collectifs. La décision de fermer les écoles n'est pas simplement une action administrative, mais un acte performatif qui redéfinit le cadre de la vie sociale en temps de crise de manière immédiate. En fixant une date de bascule – « dès lundi » – et en recourant à la formule « jusqu'à nouvel ordre », l'énoncé participe à la construction d'un cadre temporel de crise, marquant un avant et un après, inscrivant ce moment dans une temporalité exceptionnelle. Cette décision devient dès lors non seulement une mesure politique, mais un repère discursif structurant, appelant le citoyen-télespectateur à se souvenir collectivement de cette période comme d'un tournant historique dans la lutte contre la COVID-19.

En mobilisant le motif de la science comme justification, notamment à travers « selon les scientifiques toujours », le discours sous-performe partiellement son autorité, en l'adossant à une parole experte. Cela relève d'une stratégie discursive que Ricoeur aurait analysée comme « une délégation éthique de l'acte de dire » (*ibid.*), ce n'est pas un pur ordre vertical, mais un ordre justifié, fondé sur un énoncé de type assertif (ici la propagation virale chez les jeunes). Dans ce contexte, le performatif s'enrichit d'un éthos discursif de précaution, pour éviter la perception d'un autoritarisme arbitraire. L'acte de fermeture n'est pas simplement énoncé comme une volonté présidentielle, car il est encadré par un message de responsabilité collective, qui appelle à la compréhension plus qu'à la soumission.

Sue le plan stylistique, ce passage se caractérise par une sobriété formelle, marquée par une syntaxe claire, une absence d'effets rhétoriques excessifs, et un ton mesuré. Cette simplicité apparente n'est pas neutre, car elle reflète la gravité de la situation et renforce la

solennité du propos. Le choix d'annoncer une mesure lourde sans emphase dramatique mais avec un lexique institutionnel sobre (« dès lundi », « jusqu'à nouvel ordre », « seront fermés ») confère à la déclaration un caractère d'autorité calme. En parallèle, la justification de cette décision par une référence aux scientifiques introduit une caution rationnelle et dépolitise le discours, tout en maintenant une certaine prudence (« semble-t-il », « selon les scientifiques toujours »). Cette retenue stylistique participe ainsi à la mise en scène d'un éthos présidentiel responsable, posé, rationnel et soucieux de légitimer ses décisions sans céder à l'alarmisme ; une posture adaptée au contexte d'une allocution de crise. L'utilisation d'une énumération crée un effet de liste exhaustive, faisant remarquer l'ampleur de la mesure prise, ce qui confère à l'énoncé une inéluctabilité. Aussi, le choix des mots est simple mais chargé de signification : « fermés »³⁰⁴ est un segment phrastique fort, définitif, qui ne laisse aucune place à l'interprétation ou au doute.

Ici, l'expression « pour une raison simple » remplit une fonction stratégique, car elle prépare le terrain argumentatif en annonçant une justification claire, apparemment évidente, et ainsi difficile à contester. Cette formule agit comme un marqueur de rationalité et de transparence, qui donne l'illusion d'un raisonnement à la fois simple et linéaire, tout en masquant la complexité scientifique et éthique de la décision annoncée. En rendant la cause (la responsabilité des enfants dans la propagation du virus) présentée comme une évidence appuyée par les scientifiques (« selon les scientifiques toujours »), ce passage anticipe les critiques et consolide la légitimité de l'action gouvernementale (fermeture des écoles). La structure causale, appuyée par le rythme et la syntaxe, naturalise la décision, expliquant que ce n'est plus une mesure politique sujette à débat, mais une réponse logique à une donnée présentée comme objective.

Cette déclaration illustre de manière pertinente ce que Paul Ricœur nomme une « herméneutique du faire », autrement dit une interprétation de l'action par le langage, où le discours ne se limite pas à décrire la réalité, mais produit (voire institue) une action effective.

³⁰⁴ Le choix du verbe [fermer] dans ce contexte n'est pas anodin. Plusieurs formulations alternatives auraient pu être envisagées, mais chacune aurait produit un effet de sens différent, souvent moins adapté au ton de l'intervention. Par exemple, dire « *les cours seront suspendus à partir de lundi* » aurait déplacé l'attention de la fermeture des lieux vers l'activité pédagogique, atténuant de ce fait la portée concrète de l'énoncé. Une autre possibilité, « *les établissements seront inaccessibles au public jusqu'à nouvel ordre* », aurait introduit un lexique plus juridique voire impersonnel, inadapté à une allocution solennelle. Enfin, une tournure comme « *les écoles cesseront d'accueillir les élèves à partir de lundi* » aurait rendu le propos plus indirect et moins percutant, affaiblissant ainsi sa force illocutoire. En choisissant la formulation « seront fermés », le sujet-énonciateur privilégie une expression à la fois simple, autoritaire et immédiatement compréhensible, qui consolide l'effet de sérieux et de maîtrise attendu d'un discours présidentiel en contexte de crise.

En annonçant la fermeture des établissements scolaires avec la formule « pour une raison simple », le Chef de l'Etat présente une action (fermer les écoles) comme le prolongement immédiat d'une interprétation du réel : ici, l'idée que les enfants seraient les principaux vecteurs de transmission. Cette causalité présentée comme évidente masque en réalité une opération herméneutique ; il s'agit d'une lecture du contexte sanitaire, soutenue par des données scientifiques, que la communication macronienne traduit en décision politique. Pour Ricœur, cette articulation entre récit, justification et action est centrale, car le langage devient le lieu où le sens de l'action se construit, où l'on « fait » quelque chose en interprétant le monde. Ainsi, cette annonce ne se contente pas d'expliquer une mesure ; elle met en récit une justification, légitime une décision, et inscrit l'action dans une logique partagée, ce qui relève d'une herméneutique du faire.

Austin affirme que « le langage est action » (1962 : 42), mais au-delà de cette performativité immédiate, l'énoncé « les écoles seront fermées » s'inscrit dans une dynamique plus large de structuration du réel. Ce type de discours ne se contente pas de prendre une décision ou de produire un effet juridique ; il participe à une mise en forme symbolique du monde, en le réorganisant selon une lecture spécifique de la situation épidémiologique. Par cette parole, le pouvoir présidentiel engage une transformation concrète de la vie collective, en la cadrant dans une narration intelligible, partagée et historiquement située. L'acte de langage devient donc configuration du sens, mobilisant la mémoire collective, l'imaginaire social et les cadres d'interprétation partagés. En cela, il ne s'agit pas simplement d'agir par le langage, mais bien d'agir sur le monde à travers un récit, une vision structurée et légitime de la réalité, ce que Ricœur (*ibid.*), dans une perspective proche, analyserait comme une articulation entre action, sens et temporalité.

Après avoir abordé les mesures nationales cherchant à limiter la propagation du virus par l'intermédiaire des jeunes, le Président évoque dans le passage suivant l'exigence d'une réponse européenne coordonnée afin de faire face aux défis économiques et financiers liés à la crise, analysons-le :

« Nous devons aussi porter une réponse européenne. La Banque centrale a déjà, aujourd'hui, fait part de ses premières décisions. Seront-elles suffisantes ? Je ne le crois pas. Il lui appartiendra d'en prendre de nouvelles. Mais je vais être là aussi

très clair avec vous ce soir : nous, Européens, ne laisserons pas une crise financière et économique se propager. Nous réagissons fort et nous réagissons vite.»³⁰⁵

Macron, 12/03/2020

Il s'agit d'une déclaration d'intention et de détermination politique visant à rassurer et mobiliser tant le grand public que les acteurs économiques. Ici, le Président affirme la volonté d'une réponse européenne coordonnée face à la crise financière induite par la COVID-19. Dans son ensemble, ce passage constitue une séquence performative, au sens que donne Austin au concept d'acte de langage : « dire, c'est non seulement informer, mais aussi agir par le dire » (1962 : 40). Le langage performatif constitue un espace de médiation entre l'intention du sujet-parlant, l'autorité de l'énonciation et l'impact transformationnel du message sur la réalité.

L'énoncé « nous, Européens, ne laisserons pas une crise financière et économique se propager » relève d'un acte illocutoire au sens strict donné par Austin : il ne décrit pas une situation ni n'exprime une opinion, mais accomplit un engagement d'action par le simple fait d'être énoncé. Ce type d'énoncé correspond à ce qu'Austin (*ibid.* : 42) classe parmi les « commissifs », autrement dit les actes par lesquels le sujet-locuteur s'engage à agir (comme promettre, s'engager, garantir). Ici, le « nous » assume une responsabilité collective face à la COVID-19 et s'engage de manière publique à réagir sans tarder et avec force. L'illocution repose sur des conditions bien remplies : le sujet-énonciateur est une autorité légitime (le Président), qui parle dans une situation de crise majeure, et s'adresse à un public-cible en attente de garanties. Par cette prise de parole, il effectue une promesse politique et affirme la volonté d'action concertée à l'échelle européenne. Ainsi, l'efficacité illocutoire réside dans l'engagement performatif, prononcé depuis une position d'autorité, et visant à instaurer une réponse collective face à l'événement.

Ce passage s'inscrit partiellement³⁰⁶ dans la catégorie des énoncés illocutoires assertifs³⁰⁷, au sens où il contient des affirmations sur l'état du monde (comme dans « seront-

³⁰⁵ Voir Vol. 2, p. 8.

³⁰⁶ Ce passage relève partiellement des énoncés illocutoires assertifs au sens d'Austin, dans la mesure où certaines phrases (par exemple « je ne le crois pas ») expriment une prise de position (voire une évaluation de la situation), caractéristiques des assertifs. Toutefois, d'autres formulations (comme « nous ne laisserons pas une crise se propager », « nous réagissons ») relèvent plutôt des commissifs, car elles expriment un engagement explicite du sujet-locuteur envers une action future. Cette hybridité illustre ce qu'Austin reconnaissait lui-même : « un même énoncé peut avoir plusieurs forces illocutoires en fonction du contexte, de l'intention et du statut du locuteur » (1962 : 32 – 35).

³⁰⁷ Dans la théorie des actes de langage élaborée par John L. Austin, les énoncés commissifs désignent des actes illocutoires par lesquels le sujet-parlant s'engage à une action future, comme promettre, jurer, menacer

elles suffisantes ? Je ne le crois pas ») et engage le sujet-locuteur dans une certaine lecture de la situation économique. Toutefois, il ne s'agit pas d'assertifs neutres ; ces énoncés sont engagés, puisqu'ils traduisent une prise de position forte, qui, selon Austin (1962 : 32), « fait advenir un engagement dans le monde. ». En déclarant « nous ne laisserons pas une crise financière et économique se propager » et « nous réagissons fort et vite », le discours produit des énoncés commissifs, par lesquels il s'engage clairement, au nom de l'Europe, à agir, ce qui va au-delà de la simple constatation. Par ailleurs, cette déclaration peut aussi être lue comme directive implicite adressée aux partenaires européens et aux institutions financières, appelant à une mobilisation. Cet énoncé illustre ainsi la complexité des actes illocutoires en contexte politique, montrant que le langage ne se contente pas de dire, il agit, en configurant l'engagement, en modelant les attentes, et en performativisant l'autorité.

L'emploi répété du futur simple « nous réagissons fort et nous réagissons vite » ne relève pas d'une simple description d'une action à venir, mais bien d'une projection engageante dans le champ de l'action collective anticipée. En mobilisant le futur, le sujet-énonciateur ne constate pas un fait, il l'institue, en s'engageant à ce qu'une réaction advienne. Ce mode verbal, couplé aux adverbes « fort » et « vite », construit un horizon d'attente, en orientant la perception du sujet-cible vers une réponse politique à la fois énergique et immédiate. Selon la théorie des actes de langage, notamment les commissifs chez Austin et Searle, ce type d'énoncé lie le sujet-énonciateur à une obligation morale et politique, car il crée une attente d'action conforme à la parole prononcée. Le discours devient ainsi un outil de mobilisation, non seulement parce qu'il informe, mais surtout parce qu'il crée du possible, en activant un imaginaire de réassurance et de réactivité face à l'épidémie. Il s'agit d'un acte de parole engageant, qui structure le rapport au futur et aux responsabilités du pouvoir. Ricœur (1975 : 22 – 23) insiste sur le fait que « les promesses, les ordres, les engagements ne valent pas par leur véracité, mais par leur force d'autorité et leur inscription dans une éthique de la responsabilité. ». Dire « nous réagissons fort », c'est donner corps à une autorité politique en situation de crise ; c'est aussi agir sur les affects collectifs (rassurer, mobiliser, créer un horizon d'attente), ce que Ricœur nomme « un acte éthico-politique par excellence. » (*ibid.*).

Quand le sujet-énonciateur dit : « seront-elles suffisantes ? je ne le crois pas », il met en scène un dialogue imaginaire avec le sujet-récepteur et avec les institutions européennes.

ou s'engager à faire quelque chose. Ces énoncés n'ont pas pour objectif de décrire une réalité, mais de créer un lien d'engagement entre l'énonciateur et une action à venir.

Ce doute exprimé n'annule pas la performativité ; bien au contraire, il la renforce, car en feignant une incertitude, le Chef de l'Etat se donne le rôle du garant lucide qui appelle à l'action, puisque cette tension modale renforce son autorité pragmatique. D'une part, Austin distingue entre les énoncés constatifs (qui décrivent le monde) et les énoncés performatifs (qui agissent sur le monde). Et d'autre part, il explique que cette frontière est souvent floue, notamment dans le discours politique, où les constats stratégiques servent la performativité politique. C'est précisément ce que l'on observe dans ce passage, car en affirmant « je ne le crois pas », le Président ne se contente pas de livrer une opinion personnelle sur les mesures de la Banque centrale, il produit plutôt un jugement public qui vise à susciter une réponse et à légitimer une attente d'action plus vigoureuse. Donc, ce qui semble être un énoncé constatif devient en réalité un levier discursif d'orientation politique, et prend toute sa valeur dans la logique performative décrite par Austin.

Socialement parlant, cet énoncé engage non seulement sa personne, mais aussi l'ensemble de l'entité qu'il représente : l'Union européenne. Cette dimension collective de l'énoncé est cruciale, puisqu'elle étend la portée de l'acte de langage au-delà du seul locuteur politique, créant une sorte de consensus implicite. Cet engagement collectif peut être regardé à la fois comme une déclaration de guerre contre l'inaction et un appel à la solidarité et à la coopération transnationale. L'énoncé « nous, Européens » constitue un acte de langage performatif, au sens où il ne se limite pas à nommer une identité préexistante, mais contribue à la constituer de manière discursive dans un contexte de pandémie. Le pronom personnel pluriel « nous » est ici inclusif, incluant l'énonciateur mais aussi tous les autres Etats membres, et par extension leurs citoyens, dans une même entité d'action. Cette formulation cherche à construire une communauté d'action solidaire face à la menace, en la nommant comme déjà formée, unifiée et prête à réagir. En cela, elle crée symboliquement une réalité politique, ce qu'Austin identifie comme l'une des dimensions clés des énoncés performatifs : « faire en disant ». Le « nous » n'est pas simplement descriptif ou rhétorique ; il engage une force illocutoire et il forge l'idée d'un front commun européen. Par cette désignation, le discours invisibilise les désaccords potentiels et présente l'action collective comme une évidence partagée, voire une nécessité morale. On est ainsi bien dans une parole qui fabrique le réel qu'elle énonce, et non dans une simple observation.

Sur le plan syntaxique, ce passage se distingue par une structure claire et directe, car les phrases sont affirmatives et s'enchaînent avec un rythme rapide, ce qui renforce la perception d'urgence et de détermination. Le recours au futur simple (« nous réagirons fort

et nous réagissons vite ») marque un engagement inéluctable dans l'action future, cherchant à accentuer l'idée de maîtrise. De plus, la syntaxe alterne affirmations et questions rhétoriques (« seront-elles suffisantes ? »), dynamisant l'ensemble tout en légitimant l'appel à l'action. L'usage insistant du pronom « nous » construit une rhétorique de solidarité collective, tandis que la coordination simple (« mais », « aussi ») favorise une progression fluide et accessible, bien que parfois au détriment de la nuance. D'un point de vue stylistique, ce passage adopte un ton solennel et assertif. L'usage d'adverbes comme « fort » et « vite » consolide l'impression d'une réponse énergique. L'énoncé « [...] je vais être là aussi très clair avec vous ce soir » introduit un moment de franchise qui a pour but de préparer psychologiquement le téléspectateur à recevoir un message décisif.

Ici, « je vais être là aussi très clair avec vous ce soir » mobilise plusieurs procédés stylistiques qui participent à la construction d'un éthos d'autorité et de transparence. Premièrement, l'emploi du futur proche (« je vais être ») inscrit la parole à venir dans une intention à la fois immédiate et assumée, préparant le sujet-cible à une prise de position nette. Cette forme verbale a pour tâche de créer une attente de clarté, et place le sujet-locuteur en position d'initiative et de maîtrise du discours. L'expression « très clair » consolide cette posture, car l'intensificateur « très » accentue la détermination à ne laisser place à aucune ambiguïté, ce qui est typique du langage d'autorité en contexte de crise. De plus, le marqueur d'adresse directe « avec vous » ancre la relation entre le sujet-énonciateur et le citoyen-téléspectateur dans une dynamique interpersonnelle et paternaliste, qui vise à rassurer tout en affirmant le pouvoir du Président. Enfin, l'ajout de la précision temporelle « ce soir » contextualise l'énonciation et met en lumière le caractère solennel du moment, suggérant qu'il s'agit d'une parole importante, posée dans un cadre exceptionnel.

Enfin, les formules « réponse européenne » et « crise financière et économique » inscrivent l'énoncé dans une double dimension, à la fois sectorielle et géopolitique, ce qui confère au propos une portée stratégique et une gravité amplifiée. Cette articulation permet non seulement de mobiliser le destinataire autour d'un enjeu collectif élargi, mais aussi de renforcer la légitimité de l'autorité présidentielle, en la présentant comme lucide face à la complexité de la crise et capable d'y répondre dans une logique de coordination supra-nationale.

Après avoir exprimé son intention de prendre des mesures européennes contre une crise financière et économique liée à la pandémie, le Chef de l'Etat évoque dans le discours

suivant des restrictions immédiates sur les déplacements et les rassemblements pour répondre à une situation urgente ; étudions-la :

« Dès demain midi et pour quinze jours au moins, nos déplacements seront très fortement réduits. Cela signifie que les regroupements extérieurs, les réunions familiales ou amicales ne seront plus permises. »³⁰⁸

Macron, 16/03/2020

Ce message illustre un acte performatif parce que, par son énonciation, il institue une nouvelle réalité : celle du confinement. Loin d'être un simple énoncé informatif, il produit un effet dans le monde par le seul fait d'être prononcé publiquement par une autorité légitime. Lorsque le sujet-énonciateur déclare : « dès demain midi et pour quinze jours au moins, nos déplacements seront très fortement réduits », il ne se contente pas de faire une prédiction ou une observation, il énonce un acte de pouvoir à valeur contraignante, qui relève d'un énoncé performatif à portée institutionnelle. Par cette formulation, il impose une nouvelle réalité sociale et juridique, engageant de manière immédiate un changement de comportement collectif sous l'autorité de la parole présidentielle. L'acte locutoire correspond à l'acte de dire quelque chose de manière structurée et intelligible : un énoncé clair, à visée assertive. La construction grammaticale, usage du futur proche, modalisation par l'adverbe « très fortement », et ancrage temporel précis avec « dès demain midi », prépare le terrain pour une prise de parole à forte portée pragmatique. Mais comme le rappelle Austin, « ce n'est jamais seulement dire : c'est faire » (1962 : 37). L'énoncé ne se limite pas à informer ; il produit un effet dans le réel, en engageant un changement de comportement collectif par la seule force de l'énonciation.

Avant cette déclaration, le public jouissait de la liberté de mouvement, un droit fondamental pris pour acquis dans une société démocratique. Pourtant, l'énonciation du confinement redéfinit cette réalité de manière instantanée. Par le fait de prononcer cela, le Président modifie l'ordre social et légal en vigueur. Le langage représente ici un outil d'action, imposant une nouvelle structure de vie, obligeant le citoyen-télespectateur à réadapter ses comportements en fonction des nouvelles règles. Cette transformation s'opère par un processus où l'énonciation même crée la réalité qu'elle décrit. La performativité de cette déclaration réside dans sa capacité à rendre effectif ce qu'il énonce. Ainsi, le langage devient un acte juridiquement contraignant, imposant, d'une part, des obligations et, d'autre

³⁰⁸ Voir Vol. 2, p. 13.

part, limitant des droits sans qu'aucune action physique ou législative supplémentaire ne soit nécessaire à ce moment précis. Cette déclaration illustre la notion de performativité telle que décrite par Austin (1970 : 42). Elle montre comment un énoncé peut créer une nouvelle situation directement et immédiatement, sans passer par un processus d'exécution. En tant qu'acte performatif, « le langage devient ici un instrument de pouvoir qui fait transformer les relations sociales et institutionnelles » (*ibid.*), en modifiant non seulement ce que le citoyen peut faire, mais aussi comment il doit percevoir son rôle dans la société. Cela démontre la force intrinsèque du discours lorsqu'il est énoncé par une autorité souveraine, capable de modifier l'ordre des choses, simplement par la parole.

Austin insiste qu'un énoncé performatif produit « une action s'il est émis par une personne investie d'une autorité compétente, dans les circonstances appropriées, et selon les règles sociales du langage. » (*ibid.* : 47). En affirmant que « les déplacements seront très fortement réduits » et que « les regroupements [...] ne seront plus permis », le discours n'informe pas d'un fait déjà accompli ; il institue plutôt une nouvelle réalité normative. C'est un acte illocutoire de type « déclaratif » voire « directif », au sens où il modifie l'état des choses dans le champ social³⁰⁹.

Le sujet-énonciateur n'annonce pas un souhait, il ordonne de manière implicite, sous la forme d'un énoncé constatatif travesti³¹⁰, qui a en fait la force d'un acte juridique. Selon Austin, c'est ici que l'on mesure la performativité véritable : « dire, c'est ici instaurer une règle, c'est faire advenir un cadre légal par la parole même. » (*ibid.*). On retrouve ici ce qu'Austin appelle les conditions de félicité : a) autorité reconnue du locuteur (Chef de l'Etat), b) moment et contexte pertinents (crise sanitaire, allocution présidentielle), c) réception par des sujets concernés (la nation entière, dans une situation d'urgence). Dès lors, cet énoncé fait ce qu'il dit : il restreint les libertés, institue l'interdit, ainsi que génère un effet de réalité. Le langage devient donc instrument de transformation sociale.

³⁰⁹ Selon Austin (1962), un acte illocutoire correspond à l'intention performative d'un énoncé. Un acte déclaratif modifie directement une situation sociale ou institutionnelle par la parole elle-même (instaurer une règle ou une loi, etc.). Un acte directif vise à influencer le comportement d'autrui en ordonnant ou en incitant à agir. Dans la citation analysée, la restriction des déplacements constitue un acte déclaratif car elle crée une nouvelle réalité normative, tandis que l'interdiction des regroupements relève d'un acte directif, en prescrivant un comportement à adopter. Ainsi, cet énoncé combine ces deux fonctions pour instituer une règle et en assurer le respect.

³¹⁰ Un énoncé constatatif (ou constatif) désigne, selon la terminologie de J.L. Austin, un énoncé qui se contente de décrire un état de choses ou de rapporter un fait, et qui peut être évalué en termes de vérité ou de fausseté (par exemple : « Il fait chaud »). Austin (1962 : 123 – 135) oppose ces énoncés aux énoncés performatifs, qui, eux, réalisent une action par le simple fait d'être énoncés dans des conditions adéquates (par exemple : « Je vous déclare mari et femme »).

Sur le plan stylistique, cette annonce se distingue par sa clarté et sa solennité, caractéristiques essentielles dans un discours présidentiel face à une crise. L'usage du futur passif dans cet énoncé joue un rôle majeur dans la tonalité du discours. Le futur exprime ici une action à venir, mais dans un cadre d'obligation et d'inévitabilité, et la voix passive déplace l'attention du sujet agissant vers la situation imposée. Cette construction grammaticale confère une dimension d'irréversibilité et de détermination : « nos déplacements seront très fortement réduits » ne laisse pas de place à la négociation ou à l'interprétation, mais instaure une règle à la fois claire et ferme. De même, « ne seront plus permises » encadre de manière stricte les comportements en interdisant explicitement certains regroupements, renforcé par la négation « ne ... plus » qui met en lumière l'arrêt total de ces activités. En ce sens, la syntaxe agit comme un vecteur d'autorité et de contrôle, traduisant la volonté du sujet-locuteur d'imposer une norme sociale en réaction à une situation d'urgence. L'effet est ainsi performativité accrue, car le discours ne se contente pas de décrire, il crée la réalité sociale en modifiant les comportements attendus. Enfin, ce ton d'irréversibilité participe à la légitimation du propos dans un contexte de crise, où l'efficacité passe par une communication claire, ferme et sans ambiguïté, afin d'assurer l'adhésion collective nécessaire. Le langage est sans fioritures, cherchant à s'assurer que le message soit compris par tous, sans ambiguïté. De même, l'absence de personnalisation dans les actions (« nos déplacements seront réduits » plutôt que « vous devez réduire vos déplacements ») a pour but de créer une distance entre le locuteur-politique et le public-cible, ce qui renforce l'idée que cette mesure est une nécessité collective imposée par l'Etat, et non une simple recommandation. Il est à noter que la concision du style, alliée à une syntaxe rigoureuse, a pour tâche de renforcer l'autorité du message tout en évitant toute confusion sur les mesures à appliquer.

La performativité joue un rôle important dans cette séquence discursive, en ce sens qu'elle permet au discours de non seulement décrire une situation, mais aussi d'agir sur celle-ci, en agissant sur les perceptions et les actions du sujet-cible. En temps de crise, le discours politique se doit d'être, de manière particulière, stratégique, cherchant à produire des effets tangibles, qu'il s'agisse de mobiliser le public-cible, de légitimer des décisions ou de réorienter l'opinion publique. La performativité révèle de ce fait la capacité du discours à restructurer la réalité sociale et à engendrer des changements, qu'ils soient prévus ou émergents, tout en exposant la fragilité inhérente à ce type de communication, où un discours

mal calibré peut échouer à atteindre ses visées. Ainsi, le discours ne se contente pas de refléter la réalité : il la fabrique.

Bien que l'articulation lexicale et conceptuelle et la performativité dans le discours politique jouent un rôle crucial dans la communication présidentielle sur la COVID-19, influençant la perception publique et les décisions politiques, nous nous concentrerons dans le sous-chapitre suivant sur les fondements du discours sanitaire du Président Macron, en particulier sur ses recours à la science et sa référence aux valeurs républicaines.

6.4. Les fondements du discours sanitaire du Président Macron

Le discours macronien révèle, de manière récurrente, l'articulation entre des registres d'autorité scientifique et de valeurs collectives. D'un côté, il s'appuie régulièrement sur la légitimité des données scientifiques, invoquant les experts et les analyses médicales comme fondement rationnel de ses décisions. D'un autre, il mobilise des représentations partagées autour de la solidarité, du civisme et de la responsabilité collective, inscrivant son propos dans un cadre éthique et affectif. Cette double dynamique – entre légitimation rationnelle et mobilisation émotionnelle – constitue l'un des ressorts essentiels de son discours de crise sanitaire. L'examen de ces deux piliers nous permet ainsi de mieux comprendre la stratégie discursive mise en œuvre par le Chef de l'Etat pour produire un effet de persuasion, de cohésion, et d'adhésion face à une situation exceptionnelle.

6.4.1. Ses recours à la science

Le « Conseil scientifique COVID-19 » a joué un rôle primordial en éclairant les décisions publiques en France pendant la crise sanitaire, influençant directement la formulation du discours présidentiel. Créé le 11 mars 2020, à la demande du Chef de l'Etat et institué par le ministre des Solidarités et de la Santé, Olivier Véran, ce comité a été présidé par Jean-François Delfraissy, alors médecin et professeur de médecine ; il comptait dix autres experts issus de divers domaines ; ce Conseil fournissait des avis réguliers sur l'évolution de la crise sanitaire, permettant au Président ainsi qu'au gouvernement de « baser leurs annonces sur des données scientifiques solides » (Service sciences, 2020 : 5). Notons que la mission principale de ce Conseil était de fournir des avis sur l'évolution de la situation pandémique ainsi que sur les mesures à mettre en place pour la maîtriser. Rendues publiques,

ses recommandations portaient sur des aspects variés, et ont, entre autres, orienté les mesures de confinement, la gestion des élections municipales et les stratégies de vaccination, assurant une réponse coordonnée et informée face à la pandémie liée à la COVID-19.

Le corpus mentionne explicitement le terme « science » cinq fois³¹¹. Ces passages ont un point commun : ils mettent en valeur l'importance du savoir. Ce terme pointe non seulement le besoin de faire confiance aux données scientifiques, mais aussi l'implication de la science dans l'élaboration des décisions, ainsi que la nécessité d'utiliser les connaissances scientifiques afin de consolider les forces et corriger les vulnérabilités. Au niveau sémantique, et selon le *CNRTL*, le terme « science » est défini comme « somme de connaissances qu'un individu possède ou peut acquérir par l'étude, la réflexion ou l'expérience – connaissance approfondie des choses dans ce qu'elles sont. ». Selon cette définition, la science ne se réduit pas naturellement à une accumulation de connaissances, mais se présente en tant que processus dynamique et évolutif qui dépasse l'acquisition de faits isolés. Elle implique une construction réfléchie, où chaque élément de savoir s'inscrit dans une démarche d'approfondissement et d'intégration.

Par l'étude, la réflexion et l'expérience, l'homme ne se contente pas de recevoir des informations : il développe un savoir qui engage sa capacité critique et sa faculté de mise en relation. De cette façon, la science n'est pas exclusivement une somme de données empiriques, mais un cheminement où la compréhension des phénomènes est toujours en quête de plus de précision et de vérité. Cette approche met en évidence l'aspect transformateur de la science, non seulement en tant qu'outil permettant de comprendre le monde, mais également comme un moteur qui modifie celui qui la pratique, en affinant sa perception du réel et en redéfinissant continuellement ses objectifs d'investigation. Un pilier fondamental du discours macronien contre la COVID-19 est le concept de science, de technologie et de recherche.

Prenons le premier passage dans lequel il annonce :

« Un principe nous guide pour définir nos actions, il nous guide depuis le début pour anticiper cette crise puis pour la gérer depuis plusieurs semaines et il doit continuer de le faire : c'est la confiance dans *la science*. »³¹²

³¹¹ Voir Vol. 2, p. 4, 48, 49, 67.

³¹² Voir Vol. 2, p. 4.

Ce passage met en lumière un principe de gouvernance fondamental, celui de la confiance dans la science, qui devient à la fois une base épistémologique et une boussole morale pour les actions du gouvernement. Ce passage articule ainsi ce que Ricœur (1975 : 70) nomme une tension entre le « volontaire » et l'« involontaire » : la volonté politique s'efface partiellement derrière les nécessités scientifiques et sociales, produisant une sémantique de la modestie stratégique. Le sujet-énonciateur se pose donc en interprète de contraintes multiples plutôt qu'en autorité souveraine, ce qui constitue une tactique discursive de légitimation par la médiation, au cœur de la dialectique ricœurienne entre le pouvoir et le sens.

Loin de se limiter à un simple choix pragmatique, ce principe s'affirme comme un cadre axiologique structurant, qui dirige la prise de décision à tous les niveaux de la gestion de l'épidémie. Dans cette citation, le discours mobilise un dispositif énonciatif qui peut être interprété comme « un acte de refiguration » (*ibid.* : 71) du réel à travers le prisme de la « confiance dans la science », érigée ici en principe narratif structurant. Cette formulation relève d'une mise en récit du parcours de la pandémie, dans laquelle la science devient le référent symbolique garant de la cohérence temporelle et morale de l'action politique. En affirmant que ce principe « nous guide depuis le début », l'énonciateur-politique opère une rétrospection unifiante qui confère à l'action gouvernementale une légitimité téléologique, ce qui est un enchaînement de décisions orienté par une visée rationnelle. Ricœur (*ibid.* : 74) insiste sur le « rôle de la narration pour instituer du sens dans l'expérience temporelle » : ici, le récit gouvernemental reconstruit les événements sous l'angle d'une rationalité guidée, masquant les hésitations ou ruptures antérieures. Le « nous » discursif instaure une communauté d'adhésion dans laquelle le sujet-locuteur fusionne l'instance présidentielle avec celle du citoyen-télespectateur, effaçant de manière symbolique la distance entre gouvernants et gouvernés. Ce pronom inclusif permet d'unifier le sujet politique et le corps social autour d'un même référent normatif : la science. Celle-ci est présentée comme une autorité épistémique incontestée, garante du sens, de la rationalité et de la vérité, à laquelle il convient de faire confiance afin de guider l'action collective dans un contexte d'incertitude.

En qualifiant ce principe d'« incontestable », le sujet-énonciateur établit une relation quasi ontologique entre l'action politique et la science, suggérant que les mesures exécutives

ne peuvent être justifiées sans se référer à une connaissance scientifique validée. Cet adjectif n'est pas choisi au hasard, car il marque un degré maximal de certitude et empêche toute remise en question de l'autorité invoquée, à savoir la science. Le sujet-énonciateur aurait pu recourir à des termes comme fiable, crédible ou même solide, qui qualifient également de manière positive la science, mais laissent la porte ouverte à la nuance ou au débat. En revanche, « incontestable » fonctionne comme un verrou sémantique, plaçant le sujet-parlant dans une position d'autorité, tout en verrouillant le discours dans un régime de vérité non négociable. Ce choix lexical s'inscrit dans une stratégie discursive visant à légitimer les décisions politiques en les ancrant dans une évidence supposée partagée et objectivée.

La notion de « confiance dans la science » va bien au-delà de la simple reconnaissance de l'expertise scientifique, puisqu'elle engage une posture épistémologique qui confère à la science un statut quasi absolu, au détriment d'autres sources de savoir, particulièrement les valeurs politiques ou sociales. Ce choix de la science tel qu'un référent ultime met en avant un modèle de rationalité qui s'appuie sur la primauté de l'objectivité, de la mesure et surtout de la prévisibilité des résultats. Par conséquent, la gestion de la crise se positionne dans une logique de maîtrise technique, où les décisions sont avant tout issues d'une interprétation des faits scientifiques et non de compromis idéologiques. Aussi, la temporalité introduite par l'expression « depuis le début de la crise » accentue l'idée que ce principe de confiance n'est pas une réponse ponctuelle, mais une ligne directrice à la fois stable et continue.

Ce lien temporel établit la science en tant que guide pérenne, non seulement pour affronter la situation présente, mais également pour anticiper les évolutions futures. Cela implique une forme de légitimité construite sur la cohérence et la durabilité des choix scientifiques, qui doivent continuer de « guider » dans un futur incertain. La tension sous-jacente entre rationalité scientifique et besoin de légitimité politique peut également être observée. Si la science est présentée comme un principe « incontestable », il demeure que son application dans le domaine public engage des enjeux de gouvernance qui dépassent la simple accumulation de faits. La déclaration crée ainsi un équilibre délicat, où la science, en tant que principe, devient un gage de légitimité et une réponse aux impératifs politiques, tout en se positionnant comme un référent presque incontestable dans la gestion de la crise.

Examinons le deuxième passage, dans lequel le Président utilise ce segment phrastique en annonçant que :

« Toutes ces décisions sont le fruit de larges consultations menées par le Premier ministre et son Gouvernement avec les partenaires sociaux, les élus locaux et les forces politiques. Elles sont éclairées par *la science*. »³¹³

Macron, 24/11/2020

L'objectif d'un tel passage est de mettre en lumière l'aspect consultatif et éclairé des décisions gouvernementales, faisant remarquer de ce fait la démarche participative et l'importance accordée à l'expertise scientifique dans le processus décisionnel en France. L'usage du mot « science » dans cette citation dépasse sa simple fonction référentielle à un savoir spécialisé ou à une autorité épistémique neutre. Il opère ici comme un outil rhétorique puissant de légitimation. En affirmant que les décisions politiques sont « éclairées par la science », le sujet-énonciateur inscrit l'action gouvernementale dans un registre de rationalité et d'objectivité supposée. Ce procédé contribue à neutraliser les critiques potentielles en transférant la responsabilité de l'orientation politique vers une instance regardée comme indépendante, rigoureuse et extérieure au jeu idéologique. De ce fait, la « science » devient un opérateur de crédibilité : elle confère un statut quasi technique aux choix politiques, présentés non comme le fruit d'une volonté partisane, mais comme l'aboutissement nécessaire d'une vérité démontrable, donc difficilement contestable. Ce glissement du politique vers le technico-scientifique s'inscrit dans une stratégie discursive ayant pour but de forger un consensus autour de décisions exceptionnelles, en les ancrant dans une forme d'évidence partagée.

Or, « elles sont éclairées par la science » mobilise ce que Ricœur appellerait « une fonction épistémique du discours » (1975 : 67) ; il s'agit ici d'une opération discursive par laquelle le sujet-locuteur vise à asseoir la légitimité de son propos non sur la seule autorité politique ou sur une volonté subjective, mais sur une forme de savoir réputé à la fois objectif, universel et désintéressé. Cette fonction épistémique ne se contente pas de référer à un contenu cognitif ; elle confère au propos une légitimation intellectuelle et éthique. En inscrivant les décisions politiques dans le sillage de la science, le Président Macron déleste son autorité de toute charge idéologique explicite pour la réancrer dans un ordre de rationalité partagée, ce que Ricœur verrait comme un processus d'objectivation symbolique, où le discours n'est plus seulement narratif ou prescriptif, mais s'adosse à une prétention de vérité. Par-là, l'énonciateur cherche à neutraliser les oppositions possibles ; invoquer la science, c'est faire appel à une autorité tierce, stable, quasi transcendante, au sein d'un

³¹³ Voir Vol. 2, p. 48.

monde traversé par l'incertitude et le désaccord. Ainsi, en se présentant comme fondée sur la science, la parole politique acquiert une forme de performativité douce : elle n'impose pas de manière explicite, elle « éclaire », mais cet éclairage même oriente et encadre implicitement les décisions possibles.

Par ailleurs, l'expression « le fruit de larges consultations » active une métaphore végétale qui, selon Ricœur (*ibid.*), construit « une image de la décision politique comme processus organique, ancré dans un temps long et collectif, opposé à l'arbitraire », conférant de ce fait au message une temporalité élargie et une éthique de la maturation décisionnelle. Ici, « fruit » plutôt que « résultat » n'est pas un simple choix lexical, mais un acte de stylisation discursive à forte portée symbolique. Tandis que « résultat » renvoie à une relation mécanique de cause à effet, froide et technique, « fruit » illustre un processus vivant, organique, nourri par le temps, l'effort collectif et la maturation progressive. Dans ce contexte, le sujet-énonciateur cherche à inscrire l'action politique dans une dynamique de co-construction patiente et légitime. Ce terme introduit une dimension presque naturelle et consensuelle à la décision, évacuant en conséquence l'idée de conflit, d'opposition ou de rapport de force. Par cette métaphore implicite, le Chef de l'Etat opère une stratégie de naturalisation de la décision politique, en la présentant comme l'aboutissement logique et harmonieux de consultations démocratiques. L'image du fruit fonctionne ainsi en tant qu'opérateur discursif d'apaisement symbolique, qui adoucit l'impact de mesures potentiellement contraignantes tout en renforçant l'idée d'une légitimité organique du pouvoir exécutif.

L'énumération des parties prenantes contribue à ce que Ricœur nomme une « validation dialogique », qui inscrit la parole dans un tissu polyphonique qui mime le débat démocratique, là où la communication présidentielle demeure en réalité monologique. Enfin, l'adjectif « éclairées », attribué aux décisions, fonctionne comme opérateur sémantique clé : il lie le registre cognitif au registre moral, faisant de la science non seulement une source de connaissance, mais également une lumière guidant l'action éthique. De ce fait, cette configuration discursive reflète une mise en scène du pouvoir éclairé, non pas un pouvoir absolu mais un pouvoir qui se justifie par l'appel à des sources plurielles de légitimation ; sociales, politiques et scientifiques.

Quant à la troisième occurrence, le Président a fait recours à la science, une deuxième fois dans la même intervention, en annonçant :

« Dans les prochains mois, il nous faudra consolider ces forces que parfois nous ne soupçonnions pas et corriger ces vulnérabilités que parfois nous ne voulions pas voir. Pour ce faire, nous devons nous en remettre au savoir et à *la science*. »³¹⁴

Macron, 24/11/2020

Cette affirmation, prononcée à l'automne 2020 alors que les premiers résultats prometteurs des vaccins venaient d'être annoncés, met en évidence le besoin de reconnaître les forces et les faiblesses de la société. Elle pointe le rôle crucial de la connaissance et de la science, non seulement pour consolider les acquis, tels que la résilience collective et les capacités médicales, mais aussi pour corriger les vulnérabilités révélées par la crise sanitaire. Le syntagme « consolider ces forces que parfois nous ne soupçonnions pas » active, par une rhétorique de la révélation, une herméneutique de la surprise existentielle. Ricœur (1975 : 47) insiste sur « la dialectique entre l'identité narrative et l'épreuve de la contingence », notion ici mobilisée pour inscrire l'expérience collective de la crise sanitaire dans une narration identitaire où l'adversité révèle des capacités insoupçonnées.

En revanche, l'expression « corriger ces vulnérabilités que parfois nous ne voulions pas voir » s'inscrit dans une logique de dévoilement du déni, renvoyant au processus ricœurien de reconnaissance (*ibid.* : 51)³¹⁵, non plus seulement reconnaissance de soi, mais reconnaissance de ses manques et responsabilités. Enfin, l'invocation au « savoir et à la science » comme recours final témoigne d'un transfert d'autorité sémiotique, où le politique délègue sa légitimité non à l'opinion mais à l'épistémè, rejoignant l'idée de Ricœur (*ibid.*) qui affirme que « la visée éthique d'un discours ne peut se dissocier de sa médiation par une vérité interprétée, et non imposée », pointant ainsi que toute parole, notamment politique, doit s'inscrire dans une quête de sens partagée, basée sur l'interprétation et non sur la domination. Dans le passage « nous devons nous en remettre au savoir et à la science », le Président ne se contente pas de prescrire une orientation rationnelle ; il invite à une confiance active dans un horizon de vérité fondé sur la médiation collective. Cette injonction à « nous en remettre » implique un double mouvement : a) une forme de dépossession momentanée du pouvoir décisionnel individuel au profit d'une autorité épistémique ; b) une acceptation

³¹⁴ Voir Vol. 2, p. 49.

³¹⁵ Chez Paul Ricœur, le processus de reconnaissance ne se limite pas à la simple identification de soi ou d'autrui ; il s'inscrit dans une dynamique à la fois éthique et narrative qui engage le sujet-parlant à reconnaître ses manques, ses limites, voire ses responsabilités dans une situation donnée. Dans *Parcours de la reconnaissance* (2005), Ricœur distingue plusieurs niveaux : reconnaître quelque chose (la connaissance), se reconnaître soi-même (l'identité narrative) et reconnaître autrui ou une dette (la reconnaissance éthique). Dans ce contexte, il s'agit d'un acte réflexif collectif qui, par l'aveu des vulnérabilités non vues ou niées, permet une reconfiguration du rapport au réel et ouvre la possibilité d'une transformation.

raisonnée de cette autorité, non comme vérité absolue, mais comme interprétation légitime du réel. Ce geste discursif est ainsi éminemment ricœurien, en ce qu'il lie mémoire (la reconnaissance des forces et des vulnérabilités passées), responsabilité (l'appel à tirer les leçons) et projection (l'exigence d'une reconstruction fondée sur le savoir). Le discours devient de ce fait performatif dans sa capacité à refigurer le réel – au sens herméneutique – en donnant à la crise une intelligibilité à la fois narrative et éthique.

La notion « science » utilisée ici met en relief l'importance de s'appuyer sur des connaissances fondées et des méthodes scientifiques pour pouvoir identifier et résoudre les problèmes sociaux, économiques et sanitaires, accentuant de ce fait le besoin de prendre des décisions éclairées basées sur des preuves solides. L'usage coordonné des termes « savoir » et « science » ne relève pas d'une simple redondance lexicale, mais d'une stratégie discursive cherchant à construire une autorité cognitive plurielle. Sur le plan stylistique, cette dualité introduit une tension sémantique productive : « savoir » évoque une forme de connaissance plus large, ancrée dans l'expérience, la mémoire collective et/ou les savoirs professionnels, tandis que « science » renvoie à une épistémè institutionnalisée, systématique et objectivable. Le sujet-énonciateur opère ainsi une synthèse discursive entre rationalité pratique et rationalité théorique, entre l'intelligence du vécu et l'intelligence des systèmes. En les plaçant au cœur d'un projet de résilience nationale (comme dans « consolider ces forces » et « corriger ces vulnérabilités »), il confère à l'action politique une légitimité cognitive renforcée. Cette formulation ne se contente pas de promettre une gestion éclairée de l'avenir, car elle construit un éthos macronien basé sur la raison partagée, tout en minimisant le caractère potentiellement conflictuel ou incertain de ces sources de savoir. C'est précisément cette fusion des registres (empirique et scientifique) qui permet de produire une représentation stabilisante de la sortie de crise sanitaire, tout en neutralisant les controverses idéologiques ou émotionnelles.

Sur le niveau stylistique, la phrase simple « nous devons nous en remettre au savoir et à la science » suggère une posture d'humilité face à l'incertitude, marquant ainsi une reconnaissance implicite du besoin d'une autorité cognitive extérieure pour orienter l'action politique. Loin d'un simple transfert de responsabilité, cette formulation installe un rapport de confiance dans des formes de rationalité établies, tout en conjurant les affects liés à l'impuissance ou à l'improvisation. Par ailleurs, « consolider ces forces que parfois nous ne soupçonnions pas » opère une relecture des événements passés à la lumière de ressources insoupçonnées. Le recours à l'imparfait du verbe |soupçonnions| (et non au présent

|soupçonnons|) inscrit le discours dans une temporalité rétrospective, montrant qu'il ne s'agit pas de constater une ignorance actuelle, mais de reconnaître une forme d'aveuglement passée, désormais surmontée par une prise de conscience. De même, l'expression « corriger ces vulnérabilités que parfois nous ne voulions pas voir » mobilise le verbe |voulions|, suggérant non seulement une négligence, mais une forme de résistance volontaire à l'identification de certaines failles structurelles. Le passé dans ce contexte n'est pas neutre, car il est interprété comme un temps d'omission ou de refoulement, désormais corrigé dans l'énonciation présente. Ces choix verbaux participent donc d'une rhétorique de la lucidité post-crise, dans laquelle le Chef de l'Etat se présente comme garant d'une conscience renouvelée, apte à transformer les fragilités révélées en leviers d'action.

Après avoir appelé à s'en remettre à la science, le Président réaffirme, dans la citation suivante, que celle-ci est au cœur de l'identité nationale, regardons de plus près :

« Nous sommes une grande Nation. Une Nation de **Science**, celle des Lumières, de Louis Pasteur. Alors quand **la science** nous offre les moyens de nous protéger, nous devons les utiliser avec confiance dans la raison et dans le progrès.»³¹⁶

Macron, 12/07/2021

Dans cette citation, la mobilisation du segment phrastique « Nation de Science » opère en tant que stratégie rhétorique cherchant à articuler une vision historique et contemporaine de la France, où l'héritage scientifique devient un socle symbolique de légitimité et d'unité nationale. En inscrivant sa déclaration dans une tradition de savoir et de progrès, l'énonciateur-politique établit une continuité entre les grandes figures scientifiques françaises, telles que celles des Lumières et de Louis Pasteur, et les défis actuels liés à la COVID-19. Ce recours à l'héritage intellectuel et scientifique du pays, qui s'inscrit dans un récit national, se déploie comme une forme de constructivisme discursif, où la science n'est pas exclusivement un outil rationnel, mais aussi un vecteur de l'identité collective et de la souveraineté culturelle. L'appel à « la confiance dans la raison et dans le progrès » ne se limite pas à une simple incitation à suivre des directives sanitaires, mais relève d'une valorisation du rationalisme en tant que principe fondamental du modèle républicain. Cette double référence à « raison » et « progrès » insinue une opposition implicite à toute forme d'irrationalité, qu'elle soit populiste, complotiste, ou ancrée dans des croyances non fondées. Ce passage s'inscrit ainsi dans une logique de démarcation idéologique, en construisant la science comme un pôle d'autorité épistémique face à des formes de résistance au savoir

³¹⁶ Voir Vol. 2, p. 67.

scientifique, telles que la défiance vis-à-vis des vaccins ou des théories alternatives sur l'épidémie.

L'évocation de Pasteur, figure tutélaire de la science appliquée à la médecine, ancre aussi cette déclaration dans une tradition de pragmatisme scientifique, où la science, loin d'être une abstraction théorique, est regardée comme un outil au service du bien-être collectif. De ce fait, la présence de ce référent historique confère à l'appel à la vaccination une force symbolique et une gravité politique, en rappelant que les avancées scientifiques ont historiquement permis à la nation de surmonter des crises sanitaires majeures. À travers cette mise en avant de la science, le sujet-parlant cherche à légitimer les mesures du gouvernement en les rendant indiscutables. En appelant à la confiance, il suggère de manière implicite que toute remise en question des mesures sanitaires constitue une forme de défiance non seulement à l'égard des experts, mais aussi à l'égard de l'Etat-nation dans sa dimension protectrice. La relation de subordination entre la science et l'action publique est ici claire : l'Etat se positionne comme le garant du progrès scientifique, non seulement pour l'avenir de la société, mais surtout pour sa cohésion interne.

Ce recours à la « Science » comme notion capitalisée sert aussi à renforcer un effet de sacralisation. En attribuant à cette notion une majuscule³¹⁷, le Président la dote d'une valeur quasi-sacrale, l'érigeant en tant qu'instance à la fois supérieure et incontestable. La capitalisation, loin de se limiter à un simple choix stylistique, participe d'une sublimation de la science, la faisant échapper à toute discussion et contestation triviale. Cette dimension se renforce dans le contexte de la crise sanitaire, où la gestion de la peur et de l'incertitude repose sur la capacité à imposer un savoir légitime et accepté de tous. Enfin, le passage se veut également une réponse à l'angoisse collective, dans la mesure où il propose la science comme remède rationnel à la COVID-19, en la liant à des figures de légende et de prestigieux antécédents. En cela, il se positionne non seulement comme un instrument de légitimation, mais également comme un appareil de sécurisation sociale, où l'Etat invoque la science comme garant de la stabilité et de l'ordre public face à une situation d'urgence.

Par la mention de la science dans ses communications, le Chef de l'Etat tente de renforcer la confiance du téléspectateur dans la gestion de la crise par le gouvernement. Par

³¹⁷ Dans la transcription officielle de l'allocution du Président du 12 juillet 2021, le mot « science » apparaît avec une majuscule. Il convient toutefois de noter que cette graphie résulte d'un choix éditorial propre à la retranscription écrite, et non d'un indice linguistique audible dans l'oralité du discours. Notre remarque sur la majuscule s'appuie donc davantage sur une analyse de la mise en forme du texte que sur les éléments strictement oraux de l'allocution.

conséquent, cette stratégie vise à démontrer que les décisions sont fondées sur une expertise solide, ancrée dans la science et guidée par des professionnels de la santé reconnus³¹⁸. Après avoir étudié le recours macronien à la science, parlons à présent de la référence présidentielle aux valeurs républicaines ; ici, une question se révèle primordiale : quels aspects moraux propose-t-il, en conséquence, afin d'étayer solidement son argumentation ?

6.4.2. Sa référence aux valeurs républicaines

Dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, le Président met en avant les valeurs républicaines dans son discours. Afin de renforcer son plaidoyer pour des mesures visant à ralentir la propagation de cette maladie, il fait remarquer l'importance de valeurs telles que la solidarité, la fraternité et la responsabilité collective. En appelant le téléspectateur à l'adoption de comportements responsables, au respect des réglementations sanitaires et à la bienveillance mutuelle dans la société, le Chef de l'Etat pointe le caractère éthique de la protection des citoyens et de la préservation de la vie. En outre, il accentue l'importance du renforcement des principes collectifs résultant de cette expérience, soulignant que la victoire sur la pandémie ne sera pas le retour à une époque plus simple, mais plutôt l'élévation des convictions personnelles et collectives. Dans le corpus, le terme « valeurs »³¹⁹ est utilisé au total quatre fois ; abordons-les.

Le Président annonce :

« Tous, vous avez su faire face en ne cédant ni à la colère, ni à la panique. Mieux, en adoptant les bons gestes, vous avez ralenti la diffusion du virus et ainsi permis à nos hôpitaux et nos soignants de mieux se préparer. C'est cela, une grande Nation.

³¹⁸ Le discours du Président Emmanuel Macron fait écho au mouvement de résistance anti-vaccin, qui, bien qu'il ne soit pas mentionné de manière explicite, est sous-jacent dans ce contexte. Ce mouvement, qui s'est intensifié avec la crise sanitaire, regroupe des individus opposés à la vaccination, souvent par crainte des effets secondaires, par méfiance à l'égard des laboratoires pharmaceutiques ou même des autorités publiques, ou encore par adhésion à des théories complotistes. Il est à noter que la mise en avant de la confiance dans la science et la raison vise donc à contrer ces réticences.

³¹⁹ Voir Vol. 2, P. 4, 29, 31, 50.

Dans ce passage, le Président engage une stratégie discursive centrée sur la reconnaissance et l'exaltation des comportements civiques, en inscrivant sa parole dans une rhétorique de la valorisation patriotique. L'énoncé s'ouvre sur une reconnaissance de la résilience collective : « vous avez su faire face en ne cédant ni à la colère, ni à la panique », et cette formule élogieuse instaure un ton solennel et bienveillant, ce qui vise à mobiliser le récepteur à travers une adresse directe (« vous »), marquant une responsabilisation partagée ainsi qu'une proximité avec le sujet-énonciateur. L'énumération des actions positives (maîtrise de soi, adoption des gestes barrières, soutien indirect aux hôpitaux) suit une progression ascendante qui culmine dans la déclaration identitaire : « C'est cela, une grande Nation ». Dans ce passage, l'usage du présentatif « c'est cela » introduit un effet d'évidence et pointe de manière emphatique la valeur exemplaire de ces comportements, définissant de ce fait la nation par l'éthique de ses citoyens en cette période de crise.

L'ancrage axiologique de cette citation est fondé sur une mobilisation explicite de valeurs fondatrices : « la solidarité » et « la fraternité ». Ces notions ne relèvent pas simplement d'un registre moral abstrait, mais d'un héritage républicain chargé historiquement, qui renvoie à la devise nationale. Ce choix lexical consolide la dimension fédératrice du discours, en arrimant les comportements individuels à un idéal collectif enraciné dans la mémoire nationale. Par leur position en clôture du passage et leur statut de substantifs définis par l'article « la », ces valeurs sont érigées en normes sociales à la fois incontournables et non négociables. L'effet est double : d'un côté, il s'agit de reconnaître et de gratifier les efforts du peuple dans la gestion de la crise ; d'un autre, cette reconnaissance fonctionne aussi comme une prescription implicite : un appel à poursuivre dans cette voie vertueuse. Ainsi, cette déclaration n'est pas uniquement laudative, elle est performative sur le plan normatif, en redéfinissant ce qu'est une « grande Nation » à travers les comportements de ses membres.

Dans cette perspective, cette citation peut être lue à travers la grille herméneutique que propose Paul Ricœur, qui explique que la narration politique peut « refigurer » la réalité sociale en articulant les valeurs, la mémoire et la projection. Ici, l'évocation de la « grande

³²⁰ Voir Vol. 2, p. 3 – 4.

Nation » constitue un exemple typique de ce que Ricœur appelle une médiation narrative, car elle forge une identité collective à partir d'actes concrets et exemplaires, transformés en symboles d'une grandeur partagée. En valorisant les comportements altruistes et disciplinés, le sujet-énonciateur opère une mise en récit du civisme, qui vise à renforcer l'adhésion du citoyen-télespectateur au projet commun. Comme le souligne Ricœur, la légitimation politique « ne peut être dissociée d'une visée éthique, fondée non sur l'imposition d'une vérité, mais sur la construction partagée de sens à travers les récits. » (Ricœur, 1975 : 47). Le Chef de l'Etat n'impose pas une norme : il la tisse à partir d'un récit valorisant les citoyens eux-mêmes.

Par ailleurs, l'emploi de syntagmes comme « intérêt collectif » et « communauté humaine » élargit le champ référentiel de la nation à une appartenance morale plus universelle, tout en conservant une forte charge affective. Ce double ancrage, à la fois national et humaniste, donne à cette déclaration une portée mobilisatrice. Le lien entre les actions individuelles et le bien-être collectif est ici établi et présenté comme suit : en agissant avec responsabilité, chacun participe à la défense de l'intérêt général et au soutien des institutions de santé. La communication présidentielle acquiert ainsi une dimension performative, car elle ne se contente pas de constater, elle oriente, mobilise, et incite à l'engagement futur. En effet, Ricœur (1990 : 32) insiste sur « la fonction configurante du langage », et dans ce contexte, le Chef de l'Etat ne se contente pas de décrire une réalité sanitaire, il la configure en récit exemplaire, où le public-cible devient sujet éthique. La référence à « une grande Nation » s'inscrit dans ce que Ricœur (1975 : 41) appelle une sémantique de l'agir, selon laquelle les signes « ne sont pas neutres mais orientés par une intentionnalité. ». Dans ce contexte, cette intentionnalité cherche à construire une identité narrative collective, fondée sur des valeurs transcendantes telles que « la solidarité » et « la fraternité ». Ici, le discours ne mobilise pas la science au sens strict, mais en creux, il fait appel à un éthos scientifique intériorisé par le citoyen (le respect des « bons gestes ») qui devient un acte symbolique d'adhésion à la rationalité collective. De ce fait, la science, bien que non nommée, est représentée de manière sémiotique comme instance structurante de la cohésion sociale, où le sujet obéit, non par crainte, mais plutôt par reconnaissance des signes porteurs de sens et d'ordre. Le message se fait donc médiation herméneutique, puisqu'il transforme une épreuve pandémique en récit civique, inscrivant l'action individuelle dans une téléologie nationale partagée.

Sept mois plus tard, il annonce :

« Si nous ne donnons pas aujourd’hui un coup de frein brutal aux contaminations, les médecins devront alors choisir, ici entre un patient atteint du COVID et une personne victime d’un accident de la route, là entre deux malades du COVID. Ce qui, compte tenu *des valeurs* qui sont les nôtres, de ce qu’est la France, de ce que nous sommes, est inacceptable. »³²¹

Macron, 28/10/2020

Cette citation met en lumière l’urgence d’une action décisive afin de freiner la propagation de la pandémie en soulignant les conséquences dramatiques de l’engorgement des hôpitaux sur le choix des médecins entre les patients COVID et les autres patients, pointant l’incompatibilité de cette situation avec les valeurs fondamentales de la France. Le terme « valeurs » fonctionne en tant que signe au sens sémiotique, autrement dit un médiateur entre un signifiant discursif (« les valeurs qui sont les nôtres ») et un signifié socio-historique, à la fois implicite et invoqué. En mobilisant l’idée de Paul Ricœur de l’identité narrative et de l’« herméneutique du soi » (1975 : 45), on peut lire cette formulation comme un acte de configuration symbolique du collectif national, où les « valeurs » ne sont pas définies, mais présumées partagées, convoquant, de ce fait, une mémoire sédimentée d’idéaux républicains (égalité, solidarité, dignité humaine). Par cette évocation, le discours opère ce que Ricœur appellerait « une mise en intrigue de l’éthique collective » (*ibid.* : 49) : il inscrit la décision politique (le « coup de frein brutal ») dans une narration téléologique du bien, où le refus de trier les vies devient l’accomplissement d’une identité morale française.

Dans cette citation, la performativité discursive ne repose pas uniquement sur l’alerte sanitaire, mais sur une stratégie d’éthicisation de la décision politique³²². La phrase oppose deux temporalités : a) un présent conditionnel d’urgence (« si nous ne donnons pas [...] un coup de frein »), et b) un futur hypothétique tragique (« les médecins devront alors choisir [...] »). Cette mise en scène du dilemme médical met en évidence l’impératif d’action immédiate avec une vision anticipatoire du chaos moral. Le sujet-énonciateur ne se contente pas d’énoncer un risque logistique ; il le transforme en scénario éthique limite, en évoquant

³²¹ Voir Vol. 2, p. 29.

³²² Par *stratégie d’éthicisation de la décision politique*, nous entendons un procédé discursif par lequel une décision relevant du champ institutionnel (ou technocratique) est justifiée par l’invocation de principes éthiques ou de valeurs collectives. Ce déplacement du registre décisionnel vers le registre moral cherche à souligner la légitimité de l’action publique en la présentant non seulement comme rationnelle ou nécessaire, mais aussi comme juste. Comme le souligne Ricœur, « toute prise de décision dans le domaine de la praxis suppose une médiation entre l’agir stratégique et la visée éthique » (1975 : 59). Cette stratégie se base sur une articulation entre la responsabilité politique, l’identité collective, et les horizons de valeurs partagées, construisant ainsi un consensus affectif autour de l’acte de gouverner.

l'éventualité d'un tri des vies humaines. Cette projection dramatique est ainsi un puissant levier rhétorique.

C'est à ce moment qu'intervient le mot « valeurs », car son emploi ne désigne pas un contenu de manière explicite, mais agit comme un signifiant flottant³²³ (au sens d'Ernesto Laclau³²⁴), catalyseur d'un affect collectif. Il permet de relier sur le niveau émotionnel le peuple à une identité partagée, sans avoir à la définir. En parlant des « valeurs qui sont les nôtres », le Président Macron active un « nous » identitaire, inscrit dans une historicité (« ce qu'est la France ») et une conscience morale (« ce que nous sommes »³²⁵). L'énoncé devient de ce fait performatif au sens d'Austin et de Ricœur : il ne se contente pas de dire qu'un choix médical serait inacceptable, il le constitue comme tel, à travers une mémoire symbolique et une définition implicite de l'humanité française.

Dans cette séquence, l'adjectif « inacceptable » ne se limite pas à une appréciation subjective ou à une indignation morale isolée ; il fonctionne ici comme un marqueur discursif de normativité, relevant d'un acte illocutoire de type déclaratif au sens d'Austin (Meyran, 2019 : 51 – 54). En d'autres termes, le discours n'exprime pas seulement qu'une situation serait inacceptable, il institue son inacceptabilité comme norme collective. D'un point de vue lexical, selon le *CNRTL*, le terme « inacceptable » désigne ce « dont l'action ou le comportement ne peut ou ne doit pas être accepté. ». Cette définition met en lumière déjà une tension entre le possible (ce qui peut être toléré) et le prescriptif (ce qui ne doit pas l'être). Dans la citation analysée, cette frontière est tranchée par l'autorité de l'énonciateur-politique : il ne se contente pas de rapporter un jugement moral, il produit un cadre de

³²³ Ernesto Laclau développe la notion de *signifiant flottant* pour désigner des termes discursifs (comme « peuple », « liberté », « démocratie ») dont le sens n'est pas fixé a priori, mais reste ouvert à des appropriations concurrentes. Ces signifiants opèrent comme des points de ralliement symbolique, capables d'agréger des revendications hétérogènes. Leur flottaison est ce qui permet la construction d'identités politiques larges et contingentes.

³²⁴ Dans *La Raison populiste* (2005 : 124 – 133), Ernesto Laclau définit le *signifiant vide* comme un terme dont la force discursive réside non dans un contenu sémantique stable, mais dans sa capacité à articuler des demandes sociales hétérogènes au sein d'une chaîne d'équivalences. Il devient donc un point nodal autour duquel se construit une forme d'unité symbolique nécessaire à la formation d'un « peuple ». Des termes tels que « valeurs », « solidarité » ou « peuple » remplissent souvent cette fonction, car ils condensent des significations multiples, parfois contradictoires, tout en produisant un effet d'adhésion collective. Laclau précise que le signifiant vide est l'espace symbolique dans lequel se joue la lutte pour l'hégémonie, et qu'en s'imposant comme référent universel, il masque la particularité de ses origines (*ibid.* : 124). Dans ce contexte, la référence aux « valeurs » opère précisément comme un signifiant vide, car elle permet de fédérer sans définir, produisant une légitimation morale puissante sans contenu explicitement délimité.

³²⁵ En recourant à l'expression « ce que nous sommes », le sujet-locuteur ne désigne pas une réalité descriptive, mais construit de manière performative une identité morale collective. Là où des formules plus institutionnelles (« nos principes fondamentaux », « nos valeurs républicaines ») auraient renvoyé à des entités abstraites, cette tournure engage émotionnellement le sujet-cible, en posant une norme implicite de comportement fondée sur une identité éthique partagée.

lisibilité normative. Il en découle une forme de performativité politique, car dire que quelque chose « est inacceptable », c'est faire advenir un interdit symbolique, non pas à partir d'un cadre juridique explicite, mais au nom d'une communauté morale imaginée (« les valeurs qui sont les nôtres », « ce qu'est la France »). Par la structure anaphorique (« ce qui ... est inacceptable »), l'énoncé érige l'intolérable en évidence partagée, sans que cela ne soit argumenté. C'est une forme d'évidentialité morale, qui repose sur une définition implicite du « nous » (France, valeurs communes, humanité). Selon Roland Barthes : « ce que le monde fournit au mythe, ce n'est pas la réalité mais une image de cette réalité, qu'il est censé naturaliser. » (1957 : 177)³²⁶. Ce procédé, proche de ce que Barthes appelait le mythe (le langage qui naturalise l'histoire), transforme une prise de position politique en vérité culturelle, résistante à la contradiction.

La sémiotique de « valeurs », dans ce contexte, ne sert donc pas à désigner un contenu mais à mobiliser un horizon d'identification : la France ne peut pas, moralement, devenir un pays où les médecins trient les vies ; ce serait une trahison ontologique. Sur le plan rhétorique, cette déclaration mobilise une stratégie pathétique puissante, cherchant à susciter l'émotion et à légitimer l'urgence des mesures par l'évocation d'un dilemme moral insoutenable. La mention de l'hypothèse dramatique – le choix entre deux vies – relève d'une rhétorique de la dissuasion, fondée sur l'argument de l'extrême pour provoquer l'adhésion du grand public à des restrictions sévères. À travers cet usage de l'anaphore « ici ... là ... », le sujet-énonciateur spatialise le drame dans la proximité, cherchant à rendre l'abstraction tragique tangible et immédiate. Aussi, il associe cette menace à une norme morale supérieure, exprimée dans l'expression solennelle, « compte tenu des valeurs qui sont les nôtres. ». Il s'agit donc d'une formule d'autorité qui a pour tâche de clore le débat par un rappel implicite des valeurs et de l'appartenance collective. Or, l'adjectif final « inacceptable » agit comme une clausule forte, éthique et catégorique, qui scelle l'argumentation en conjuguant raison, émotion et identité dans une structure persuasive efficace.

Dans le même discours, la question suivante est soulevée : « quelles sont dès lors les stratégies possibles pour arriver à ces objectifs ? », et la réponse présidentielle est ainsi :

« Nous pourrions – certains le préconisent – ne rien faire, assumer de laisser le virus circuler. C'est ce qu'on appelle la recherche de « l'immunité collective » c'est-à-dire lorsque 50, 60% de la population a été contaminée. Le Conseil Scientifique a évalué les conséquences d'une telle option. Elles sont implacables :

³²⁶ Cité par Sheringham, 2013 : 218.

à très court terme cela signifie le tri entre les patients à l'hôpital. Et d'ici quelques mois c'est au moins 400 000 morts supplémentaires à déplorer. Jamais la France n'adoptera cette stratégie. Jamais nous ne laisserons mourir des centaines de milliers de nos citoyens, ce ne sont pas *nos valeurs*, ça n'est pas non plus notre intérêt.»³²⁷

Macron, 28/10/2020

Le but d'un tel passage³²⁸ réside dans la défense de l'argument contre l'application de la stratégie de « l'immunité collective », en pointant les conséquences graves ainsi qu'en affirmant les valeurs et l'intérêt de protéger la population par d'autres moyens. Ici, la notion « valeurs » a une tâche cruciale en renforçant l'argumentation contre la stratégie qui consiste à laisser le virus en circulation. Elle fonctionne comme un signe à la fois éthique et identitaire, condensant une position morale et une vision du vivre-ensemble, en conformité avec la pensée de Ricœur (1975 : 57), pour qui « le langage est structurant dans la construction du sens et de l'identité narrative. ». Dans le passage analysé, le terme « valeurs » n'est pas employé pour désigner un simple référentiel moral figé, mais fonctionne comme un pivot narratif, articulant une identité collective par opposition à une hypothèse jugée moralement intolérable (la recherche de l'immunité collective). Le sujet-énonciateur insère ainsi la France dans un récit éthique où l'action politique se voit justifiée non seulement par des intérêts rationnels, mais par une fidélité à une mémoire morale partagée. Dans cette perspective, les valeurs évoquées ici ne décrivent pas un état mais construisent un horizon de sens auquel la communauté nationale est appelée à s'identifier.

Le segment phrastique « valeurs » opère dans cette déclaration en tant qu'opérateur de légitimation et de rejet. En s'opposant à la stratégie de l'immunité collective, le Président mobilise une instance éthique supérieure, rendant moralement illégitime toute option contraire. Selon Ricœur (*ibid.* : 59), les « valeurs » sont des médiations symboliques inscrites dans un récit collectif. Dans ce passage, elles sont réactivées comme matrice de cohésion nationale, où la France se définit non par des choix biologiques ou utilitaristes, mais par la fidélité à une narration fondée sur la dignité humaine. Le refus du calcul cynique est alors sémiotisé par une opposition entre le discours de la mort programmée et celui de la responsabilité morale. Ici, « valeurs » acquiert donc une épaisseur narrative, puisqu'il ne désigne pas uniquement une abstraction morale, mais actualise un éthos collectif, rendant

³²⁷ Voir Vol. 2, p. 30.

³²⁸ Ce passage a déjà été mobilisé plus haut dans l'analyse du marketing social, page : 230. Sa reprise ici ne vise pas à répéter l'argumentation, mais à l'envisager sous un autre angle, en l'occurrence celui de la mise en avant des valeurs républicaines, afin de montrer la pluralité des dimensions que ce passage condense.

visible ce que Ricœur (*ibid.*) nomme « la dialectique entre l'estime de soi et le respect de l'autre dans le tissu symbolique du politique. »³²⁹. Dans ce passage, l'usage du terme « valeurs » fonctionne comme un opérateur symbolique chargé de produire cette dialectique, puisqu'en affirmant que « ce ne sont pas nos valeurs », le message ne se limite pas à un jugement moral, il institue une norme éthique partagée, fondée sur l'impossibilité de sacrifier des vies humaines au nom d'un calcul stratégique. Ce refus construit une identité collective autour de principes réputés non-négociables (solidarité, dignité, protection des plus vulnérables), mettant en valeur ainsi la performativité morale de l'énoncé.

Sur le plan rhétorique, le Chef de l'Etat construit un raisonnement par antithèse. En exposant l'option de l'« immunité collective » pour mieux la réfuter ensuite avec force, par un appel à l'émotion et à l'éthique. L'usage de l'anaphore « jamais » consolide l'effet de rejet catégorique, inscrivant le discours dans un registre performatif qui « engage la nation dans une posture morale intransigeante » (Amossy, 2010 : 109). Cette anaphore répétée ici agit comme un marqueur rhétorique qui renforce l'absolutisme de la déclaration. En insistant sur cette négation catégorique, le Chef de l'Etat ne se contente pas d'exprimer une opinion ou une intention, mais il institue un interdit moral à la fois clair et définitif. Ce procédé stylistique donne à l'énoncé une force performative, puisqu'il engage collectivement la nation à rejeter fermement la stratégie évoquée, inscrivant cette posture comme une norme morale incontournable. Selon Amossy (*ibid.*), cette répétition crée une dynamique d'engagement qui dépasse la simple déclaration, forgeant une identité nationale unie autour de principes jugés non négociables, affirmant ainsi une ligne éthique rigoureuse et partagée.

La progression argumentative adopte une tonalité dramatique maîtrisée. Le conditionnel hypothétique (« pourrions ») introduit une hypothèse lourde de conséquences, immédiatement suivie d'une donnée chiffrée saisissante (« 400 000 morts »), qui vient mettre en lumière la gravité du propos. Cette construction aboutit à une déclaration solennelle et catégorique de rejet. L'alternance subtile entre le logos (incarné par l'évaluation scientifique du Conseil) et le pathos (matérialisé par l'évocation poignante d'une hécatombe humaine) crée une tension rhétorique puissante. Elle permet au sujet-locuteur de s'affirmer en tant que

³²⁹ Ici, Paul Ricœur désigne la tension constitutive entre l'affirmation de l'identité collective (ce que « nous » voulons être) et la reconnaissance de l'autre en tant que sujet éthique. Cette formule montre que le discours politique ne peut se réduire à une simple administration du pouvoir ou à une logique stratégique, mais qu'il mobilise des symboles, des valeurs et des récits qui produisent du sens et engagent le sujet-cible dans un horizon de responsabilité partagée. Ainsi, lorsqu'un dirigeant affirme que « ce ne sont pas nos valeurs », il ne décrit pas un état de fait : il institue une norme, en ancrant la décision politique dans un cadre moral perçu comme pratiquement collectif et non négociable.

Chef protecteur, garant des valeurs républicaines, tout en disqualifiant de manière implicite les partisans de l'option évoquée, par la force morale que confère ce discours chargé d'éthique et d'émotion.

En qualifiant les conséquences de l'option d'immunité collective d'« implacables », le Chef de l'Etat recourt à un lexique à forte connotation éthique, transformant le verdict scientifique en scandale moral. Le tri des patients à l'hôpital, évoqué implicitement mais de manière percutante, actualise un dilemme tragique : celui du choix de qui vivra et qui mourra. Cette formulation convoque ce que Ricœur (*ibid.*) appelle « la violence symbolique du langage moral », en mettant en scène un affront aux valeurs constitutives de la narration collective. La quantification des victimes potentielles ne sert pas une logique froide, mais vise un effet d'indignation collective. C'est dans la déclaration solennelle finale « ce ne sont pas nos valeurs » que se cristallise l'argumentation, car elle scelle l'incompatibilité entre cette stratégie et l'identité éthique de la France, à travers le refus performatif qui fonde un récit commun.

Un mois plus tard, le Chef de l'Etat déclare :

« Mais pour les semaines à venir nous devons chacune, chacun, à la Nation, l'esprit de responsabilité. Nous nous devons les uns aux autres aussi beaucoup de bienveillance. Les esprits sont parfois fatigués, les débats s'échauffent. Et dans cette période, nous ne devons pas nous laisser nous emporter. Tenons-nous ensemble autour de *nos valeurs*, autour de notre Histoire, dans cet attachement à notre démocratie, à notre humanisme qui demeurent, aujourd'hui comme hier, nos plus sûrs atouts.»³³⁰

Macron, 24/11/2020

Ici, il s'agit d'un appel à la fois à la responsabilité individuelle et à la bienveillance collective, accentuant le besoin de rester unis et modérés face à la crise sanitaire. Le sujet-énonciateur commence par invoquer une responsabilité partagée : l'usage de la formule « chacune, chacun » pointe l'implication de tous, sans distinction, dans l'effort national. Cette responsabilité est adressée de manière explicite « à la Nation », mettant en lumière que les actions individuelles ont des répercussions collectives, une idée essentielle en période de crise où la solidarité devient un impératif éthique. En affirmant que « les esprits sont parfois fatigués, les débats s'échauffent », le discours reconnaît les tensions psychologiques et sociales qui traversent le pays.

³³⁰ Voir Vol. 2, p. 50.

Le verbe |s'échauffer| évoque une montée progressive de la tension, une agitation émotionnelle qui reste contenue mais susceptible de dégénérer. Plutôt qu'un verbe plus fort comme |s'enflammer| ou |exploser|, qui insisterait sur une violence à la fois immédiate et incontrôlée, |s'échauffer| suggère une phase intermédiaire, une nervosité croissante qui alerte sans encore rompre la cohésion sociale. Ce choix lexical reflète une volonté de reconnaître la fatigue et les divergences existantes sans céder à la dramatisation excessive, invitant donc à la prudence et au contrôle des émotions dans un contexte où la responsabilité collective et la bienveillance sont indispensables. Ce verbe porte donc à la fois la description d'un état réel et un appel implicite à apaiser ces tensions avant qu'elles ne s'aggravent. L'emploi de ce verbe joue un rôle rhétorique clé en modulant le ton du discours, équilibrant entre alerte et apaisement. Par cette métaphore thermique, le sujet-locuteur capte l'attention en signalant un danger latent, sans toutefois basculer dans l'alarmisme. Cette subtilité invite le citoyen-télespectateur à prendre conscience de la montée des tensions tout en préservant une posture mesurée et rassurante. Ce choix lexical, sur le plan pragmatique, engage une stratégie persuasive fondée sur la maîtrise des émotions, mettant en lumière la crédibilité et l'autorité du discours. En minimisant l'extrémisme des conflits et en valorisant l'exigence de rester unis, le sujet-énonciateur oriente le sujet-cible vers un comportement collectif responsable et modéré, consolidant ainsi l'appel à la solidarité et à la cohésion nationale.

Loin d'être anodine, cette reconnaissance inscrit le message dans une posture empathique, qui cherche à renforcer la légitimité de la déclaration au calme et à la modération. Face à ce contexte, la bienveillance est invoquée comme remède symbolique pour prévenir la fragmentation du tissu social. Dans ce contexte, l'appel à « nous tenir ensemble autour de nos valeurs » s'inscrit dans une stratégie discursive ayant pour but de ressouder la communauté politique autour d'un socle partagé d'idéaux : liberté, égalité, fraternité, démocratie et humanisme. Ces « valeurs », chargées d'une forte connotation positive, ne sont pas uniquement mentionnées comme repères moraux, mais plutôt comme les « plus sûrs atouts » de la Nation, en d'autres termes, comme les garants de sa résilience. Leur évocation renvoie à une mémoire collective et à une identité partagée, et invite implicitement le sujet-cible à se mobiliser pour sa défense et sa préservation. En ce sens, l'énoncé opère une fonction à la fois fédératrice et normative, puisqu'il oriente les comportements individuels dans une direction compatible avec l'intérêt général, tout en réaffirmant les fondements symboliques de la République.

Dans cette citation, le terme « valeurs » agit comme un signe dense, porteur d'une forte charge symbolique, dont l'analyse selon Ricœur (1975 : 74) révèle « une opération d'imbrication de l'éthique et de l'identité narrative collective. ». Chez Ricœur, les valeurs relèvent d'« une médiation symbolique qui articule le soi et l'autre dans une dynamique d'estime de soi et de reconnaissance mutuelle » (*ibid.* : 76). En invoquant « nos valeurs », le discours ne se contente pas de désigner des principes abstraits, il active un imaginaire collectif fondé sur une mémoire partagée et une orientation axiologique qui donne sens à l'agir. Le syntagme « tenons-nous ensemble autour de nos valeurs » réalise une mise en récit de la nation comme sujet éthique, où la référence aux « valeurs » représente un pôle de cohésion narrative permettant donc de résister à la dispersion des affects et des discours en temps de crise. Il s'agit d'un geste sémiotique qui s'inscrit dans la fonction configurante du récit, qui « donne une intelligibilité temporelle aux actions humaines » (*ibid.* : 81). De ce fait, les valeurs deviennent ici des ancrages herméneutiques, à la fois normatifs et identitaires, qui visent à refigurer l'espace public par la reconnaissance d'un horizon partagé d'humanité et de responsabilité, non par la contrainte.

Pour conclure, nous allons partir du point de vue suivant : la parole politique a l'obligation de construire un « sens » qui, au-delà de sa fragilité, doit pouvoir créer une cohésion sociale et politique, faire exister le bien commun. Les « valeurs » jouent un rôle irréfutable dans le discours politique, et servent d'élément indispensable pour établir des liens significatifs entre l'énonciateur-politique et son public. Elles sont fondamentales pour l'ancrer sur une base solide, transcendant sa fragilité intrinsèque³³¹.

L'historien Nicolas Rousselier soutient que les discours politiques ne peuvent être assimilés à une démonstration de géométrie, puisqu'ils ne partagent pas le même régime de vérité³³². Cette observation souligne que le discours politique ne se réduit pas à une simple logique formelle ou à une vérité absolue, comme c'est le cas en mathématiques. Au contraire, il fonctionne dans un registre où les faits, les valeurs et les émotions s'entrelacent, et où la vérité est souvent construite, contestée et négociée. Ainsi, les énoncés politiques doivent être

³³¹ Le terme *fragilité intrinsèque du discours politique* est utilisé dans ce contexte pour souligner la nature délicate inhérente à la communication politique. Cette fragilité est le résultat de la complexité des messages, qui sont soumis à un large éventail d'interprétations et de critiques, contrairement aux domaines moins subjectifs. De plus, celle-ci dé-coule des attentes contradictoires imposées au discours politique, devant à la fois expliquer les actions politiques et éviter toute utilisation excessive pouvant révéler une vacuité de substance. En caractérisant le discours politique comme intrinsèquement fragile, l'objectif est d'accentuer l'importance de lui fournir une structure solide, basée sur des valeurs partagées, afin d'éviter une rhétorique dénuée de sens et d'assurer sa crédibilité et son impact.

³³² Cité par Paltrinieri, 2012 : 213.

compris comme des actes qui ont pour but de convaincre, mobiliser ou légitimer, plutôt que comme des démonstrations strictes et incontestables. Cette perspective invite à considérer la communication politique comme un espace de débat et d'interprétation, où le sens se construit en fonction des contextes à la fois sociaux, culturels et historiques, et où la pluralité des points de vue est inhérente au processus démocratique.

Par conséquent, les arguments faisant autorité doivent être soutenus par un « sens », qui appelle un ensemble commun de valeurs, un héritage partagé et un avenir meilleur pour la communauté. En tant qu'outil de construction du sens au-delà des arguments rationnels, les « valeurs » jouent un rôle capital dans la communication politique. Pour atteindre cet objectif, il est obligatoire de créer un lien social et politique reposant sur des idéaux partagés. D'autre part, le discours politique ne peut pas être considéré comme une simple forme de communication, car il représente la capacité de parler pour l'action, c'est-à-dire de transformer le public-cible, critère qui détermine si un message sera réussi ou non. Il est important de noter que les valeurs dans ce contexte ne sont pas seulement des éléments rhétoriques, mais aussi des catalyseurs d'action. Ce n'est que lorsque la communication politique est enracinée dans des valeurs authentiques et est capable de mobiliser un réel changement que la communication publique atteint son apogée. Par conséquent, les valeurs ne sont pas de simples ornements rhétoriques, puisqu'elles fonctionnent comme de puissants leviers d'action, capables de produire des effets concrets sur les plans social et politique.

6.5.Synthèse intermédiaire n°6

Synthétisons à présent les enseignements tirés de ce chapitre. Dans sa communication lors de la crise de la COVID-19, et afin d'influencer et de mobiliser le citoyen-télespectateur, le Président Emmanuel Macron utilise une variété de stratégies linguistiques et sémiotiques. Pour accroître sa crédibilité auprès du public-cible, il met en lumière la rigueur scientifique en période de crise. Sur la base de données probantes et d'opinions d'experts, la science se positionne comme la boussole indispensable pour guider la prise de décisions. Le lien entre les mesures sanitaires et les valeurs républicaines, telles que la solidarité et la fraternité, est consolidé, créant un appel à l'unité nationale dans la lutte contre la pandémie.

Pour atteindre un large public, le Chef de l'Etat utilise divers niveaux de langue dans ses discours. Aussi percutants que soient les termes chargés, comme *efficace* ou *frappé*, ils

font remarquer l'exigence des actions nécessaires, et leur diversité linguistique les rend performatifs pour atteindre l'ensemble de la société. En utilisant cette approche, l'objectif est d'établir un lien fort avec le sujet-cible tout en veillant à ce que tous les membres du public comprennent le message de manière claire et nuancée. Pour cela, l'emploi des métaphores visuelles et des images descriptives ajoute l'aspect évocateur et visuel. Dans le but de faciliter la compréhension du message, le sujet-énonciateur utilise des images mentales pour concrétiser des concepts abstraits liés à l'épidémie. Ces dernières renforcent l'impact de la parole pendant une telle période critique, lorsque la compréhension rapide et l'adhésion du public sont vitales, en suscitant une réponse viscérale du public. En outre, elles contribuent à renforcer l'empathie et à mobiliser le soutien public pour les questions liées à la santé.

Dans le chapitre suivant nous allons aborder les différentes stratégies argumentatives que le Chef de l'Etat emploie dans sa communication relative à la santé. Quels sont les arguments majeurs auxquels le Chef de l'Etat fait recours ? Quels sont les types de procédés argumentatifs les plus fréquents ? Comment les mesures gouvernementales anti-COVID sont-elles perçues en termes de représentation du pouvoir ? Comment le Président peut concevoir et formuler une problématique sanitaire harmonisée avec le contexte social français, prenant en compte les spécificités culturelles et les préoccupations collectives, dans le but de promouvoir une approche efficace et acceptée par l'ensemble de la société ? Pour répondre à ces questions, nous aborderons aussi la création de la problématique sanitaire compatible avec ce contexte.

L'argumentation dans le discours sanitaire du Président Macron

Dans ce chapitre, nous nous attachons à répondre aux questions suivantes : Comment le Président construit-il ses arguments en faveur de la mobilisation nationale face à l'épidémie ? Comment le sujet du vaccin est-il présenté au téléspectateur ? Quelle stratégie le Chef de l'Etat adopte-t-il pour mettre en lumière l'importance du vaccin en tant que priorité nationale ? Afin d'y répondre, nous argumenterons autour de l'hypothèse suivante : le Président Macron articule son discours autour d'une triple stratégie, ayant pour but de capter l'attention du sujet-cible et à encourager son engagement personnel en faveur de la santé publique. Cette stratégie repose, d'un côté, sur la mise en avant de l'urgence sanitaire et de l'exigence d'une action collective à l'échelle nationale, et de l'autre sur la valorisation de l'innovation scientifique perçue comme une réponse déterminante, et, enfin, sur l'appel à la responsabilité individuelle et collective dans la lutte contre la crise.

Ces trois dimensions discursives convergent vers un objectif commun : renforcer l'idée d'une réponse solidaire face aux défis posés par l'épidémie. Dans cette perspective, le vaccin est présenté comme une lueur d'espoir, susceptible de permettre un retour progressif à la normalité. Cette mise en valeur repose sur trois axes stratégiques : a) la mise en avant de la sécurité et de l'efficacité de cette solution essentielle, b) la présentation d'un plan de vaccination transparent, fondé sur des critères scientifiques, et c) l'insistance sur l'adaptation des mesures sanitaires, intégrant le vaccin comme une composante incontournable d'une reprise progressive des activités, tout en maintenant la vigilance face à la propagation du virus. Ce chapitre se structure en deux sections. Dans un premier temps, nous analyserons les arguments principaux mobilisés par le Chef de l'Etat dans ses allocutions, en insistant surtout sur la récurrence de son appel au respect des mesures de prévention contre la COVID-19, ainsi que sur l'importance qu'il accorde au vaccin comme atout central. Dans un second temps, nous étudierons plusieurs procédés argumentatifs relevés dans le corpus, notamment l'usage de données chiffrées exprimées en euros (€) et en pourcentage (%), ainsi que le recours stratégique à certaines figures rhétoriques, telles que la litote, la parabole et la métonymie, conformément aux définitions proposées par Marc Bonhomme (2009).

Quant à la méthodologie adoptée dans ce chapitre, nous nous reposerons sur une approche classique, structurée en trois étapes. Premièrement, une explication détaillée de chaque thématique abordée sera présentée, ce qui permettra une compréhension approfondie

du contexte ainsi que des enjeux. Puis, un certain nombre d'exemples concrets de notre corpus sera extrait afin d'illustrer concrètement la problématique discutée. Cela sera, enfin, suivi par un examen détaillé, analysant le fonctionnement que joue cette problématique à la lumière des exemples choisis. Cette analyse a pour visée de mettre en relief comment les arguments, les données numériques, et les figures rhétoriques sont développés dans le discours macronien. En suivant cette méthodologie, ce chapitre nous offrira une perspective éclairante sur la construction et la transmission des messages relatifs à la santé publique et à la vaccination dans la communication macronienne face à la crise sanitaire.

7.1. Etat de l'art

Selon Anscombe et Ducrot (1988 : 8), « un locuteur fait une argumentation lorsqu'il présente un énoncé *E1* (ou un ensemble d'énoncés) comme destiné à en faire admettre un autre (ou un ensemble d'autres) *E2* » ; analysons cette citation. Tout d'abord, l'argumentation implique une intention communicative, car en présentant l'énoncé ³³³ (aussi appelé *E1*), le sujet-parlant cherche à éveiller l'intérêt ou susciter une réaction chez le récepteur. Puis, l'argumentation repose sur une logique de persuasion. L'émetteur du message cherche à établir un lien logique entre l'énoncé (*E1*) et l'énoncé (*E2*), démontrant comment la reconnaissance ou l'acceptation de la première mène en toute logique à l'acceptation de la deuxième. Or, cette connexion peut être réalisée par le biais d'une démonstration logique ou d'une preuve (de manière explicite), ou bien, elle repose sur un ensemble d'associations d'idées ou de présuppositions partagées (donc implicite). Finalement, l'argumentation a pour objectif d'influencer les convictions, les opinions ainsi que les comportements du public-cible. Pour cela, en introduisant l'énoncé (*E2*) comme une conséquence logique et/ou une conclusion naturelle d'(*E1*), le locuteur cherche à convaincre le récepteur de l'importance et/ou de la validité d'(*E2*). Cela peut se faire à travers l'usage des techniques rhétoriques afin de renforcer la crédibilité de l'argument.

Sur le plan étymologique, l'action d'argumenter, qui vient de la racine latine « *arguere* », est définie selon Van Eemeren *et al.* (1984 : 53) comme « une activité verbale et sociale de la raison visant à accroître (ou à diminuer) aux yeux de l'auditeur ou du lecteur l'acceptabilité d'une position controversée en présentant une constellation de propositions

³³³ Cet énoncé peut prendre plusieurs formes : déclaration, observation, ou même une affirmation préalablement établie.

destinées à justifier (ou réfuter) cette position »³³⁴. D'après cette définition, l'utilisation d'un énoncé va au-delà de sa simple fonction informative de réalisation des conditions de vérité. Un argument rationnel a des composantes intellectuelles et logiques ; en conséquence, le terme « raison » est utilisé. La logique et le raisonnement sous-tendent l'argumentation, non seulement les émotions ou la manipulation du sujet-cible. La cohérence, la logique ainsi que la rationalité sont censées guider les arguments dans un discours donné. Sur la base de cette perspective, la communication linguistique dépasse le processus de la simple transmission d'informations factuelles dans le but d'inclure des intentions plus complexes, comme la persuasion ou l'influence.

Les déclarations sont perçues en tant qu'actions visant à façonner la perception du sujet-cible et à le conduire à des conclusions bien particulières. Cette approche met en lumière l'exigence du caractère pragmatique du langage. Elle montre que la signification d'un énoncé ne peut être comprise en se limitant à sa correspondance avec des faits objectifs. Au contraire, elle doit être évaluée en fonction de ses effets sur le public-cible, ainsi que des intentions de communication qui motivent cet énoncé. Un argument est donc une méthode pour soutenir et/ou démontrer une position ou une idée en se référant à un raisonnement structuré. Le principe d'un argument est d'énoncer une cause sous-jacente, un principe fondamental, ou un fait établi comme point de commencement. Ces éléments initiaux sont liés aux conclusions souhaitées, d'une manière logique, par le raisonnement qui les suit. La crédibilité requière que ces arguments soient rédigés avec précaution et qu'ils soient cohérents et pertinents par rapport au sujet. Inévitablement dérivée des étapes argumentative précédentes, une conclusion logique sert à prouver la force et la validité de l'affirmation initiale dans le processus d'argumentation (Amossy, 2021 : 20).

Jean-Blaise Grize explique que « l'argumentation est toujours construite pour quelqu'un » (1981 : 30), ce qui signifie que lorsque nous argumentons, nous ne le faisons pas dans le vide. Nous avons toujours un sujet-cible en tête, une personne spécifique ou un public plus large et, pour cela, chaque argument est construit avec l'intention de convaincre. C'est pourquoi l'argumentation est considérablement influencée par la personnalité du destinataire : ses valeurs, ses croyances et ses préoccupations. De surcroît, le choix de

³³⁴ Nous entendons ici l'*argumentation* comme un processus que nous définissons de la manière suivante : Un art discursif stratégique par lequel un sujet façonne le langage pour orienter la pensée de l'autre. Elle consiste en une mise en scène raisonnée de propositions, articulées non seulement pour convaincre ou persuader, mais également pour inscrire un point de vue dans l'espace symbolique partagé entre locuteur et récepteur. De ce fait, argumenter, c'est tenter de faire écho à sa vision du monde dans l'esprit de l'autre, en agissant à la fois sur sa rationalité, ses valeurs et ses émotions.

l'argument, sa formulation ainsi que sa présentation sont donc guidés par l'horizon d'attente de ce sujet-récepteur. Pour cela, le discours est adopté en fonction de ce que l'on pense être le plus persuasif et/ou convaincant pour ce récepteur spécifiquement. Par exemple, le langage technique pourrait être utilisé lors de discussions avec des experts, tandis qu'un ton plus empathique et accessible serait employé lors d'une adresse à un public plus général. Les approches structurelles partent du principe que les prémisses d'un argument sont les raisons appelées en soutien de sa conclusion. De ce fait, un ensemble de propositions ne constitue pas un argument à moins qu'un raisonneur ne les présente en tant que telles dans le but de soutenir l'une d'entre elles. Soit un ensemble de propositions désignées par $P_1, P_2, P_3, \dots, P_n$, une conclusion notée C , et un raisonneur noté R . Une caractérisation structurelle de l'argument peut s'exprimer ainsi : L'ensemble $(P_1, P_2, P_3, \dots, P_n)$ constitue un argument pour la conclusion C si et seulement si il existe un raisonneur R qui présente les propositions P_i comme des motifs justifiant la conclusion C ³³⁵.

Anscombe et Ducrot (1988 : 78) ³³⁶ soulignent que l'usage d'un énoncé remplit un objectif au moins aussi fondamental que celui d'informer sur la véracité de ses conditions : il cherche à orienter le sujet-cible vers certaines conclusions tout en l'éloignant d'autres. Cette assertion met en lumière la fonction pragmatique de l'énoncé, qui dépasse largement la simple transmission d'une vérité factuelle. Selon eux, les déclarations ne se limitent pas à exposer des faits, mais s'inscrivent avant tout dans une dynamique d'influence, ayant pour tâche d'orienter le récepteur vers des conclusions précises, tout en l'écartant d'autres interprétations possibles. Cette perspective révèle la complexité de la communication linguistique, où les énoncés sont perçus comme des actes intentionnels de persuasion et d'orientation, au-delà de leur rôle informatif.

Anscombe et Ducrot (*ibid.* : 31) mettent en lumière les aspects pragmatiques du langage en soulignant la nécessité de comprendre une déclaration non seulement en fonction de faits objectifs, mais surtout en tenant compte de son intention communicative et de son impact sur son public, ainsi que de sa relation avec la réalité objective. Ainsi, « ce restaurant propose des plats exquis » pourrait être invoqué comme un argument pour « foncez », une déclaration qu'il semble encourager, alors qu'une recommandation du « économisez votre argent » ou « évitez-le » semblerait mal venue. Dans ce cas, la rhétorique ne serait pas

³³⁵ Par exemple, si un raisonneur R affirme que « Il fait froid » (P_1) et que « Les températures basses provoquent des risques pour la santé » (P_2), et qu'il conclut que « Il faut se couvrir » (C), alors l'ensemble (P_1, P_2) constitue un argument pour C dans la mesure où R présente ces propositions comme justifiant cette conclusion.

³³⁶ Cité par Amossy, 2011 : 10.

simplement un discours, mais représenterait le sens de la déclaration elle-même. En incorporant un énoncé initial, *E1*, dans la structure du langage pour pouvoir convaincre le lecteur qu'un autre énoncé, *E2*, est valide, l'argument est maintenant inséparablement lié à la structure du langage.

Commençons à aborder les arguments majeurs auxquels le Chef de l'Etat a recours au sein de ses discours : les mesures de prévention ainsi que le vaccin.

7.2. Les arguments centraux que le Chef de l'Etat déploie dans son discours

Pour étayer sa position dans la lutte contre la pandémie, le Président mobilise divers arguments, mettant en avant des considérations sanitaires et sociales, et il les utilise comme une base de fond au cours de sa communication. L'examen des deux arguments sanitaires spécifiques, tels que la mobilisation nationale face à la pandémie et la nécessité de préserver la santé publique à travers le vaccin permettra d'appréhender la rhétorique qu'il emploie dans ce contexte particulier et de dévoiler les motivations sous-jacentes à ses choix argumentatifs.

7.2.1. La mobilisation nationale face à l'épidémie

Selon le *CNRTL*, le terme « mobilisation » est défini comme « faire appel à, requérir l'aide, le concours de ; faire œuvrer pour une action collective. ». Cette définition accentue un certain nombre d'aspects essentiels de cette notion. En premier lieu, l'idée d'« appel » et de « requérir » met en lumière l'initiative et la volonté d'engagement, ce qui implique une demande active adressée au sujet-cible. Cette dimension suppose une communication efficace ainsi qu'une capacité à motiver l'autre. Dans un deuxième temps, « aide » et « concours » sont deux termes qui impliquent une collaboration volontaire, où chacun apporte ses compétences et son énergie pour atteindre l'objectif commun. Cette coopération est déterminante pour la réussite de l'action collective. Or, la notion de « faire œuvrer » pour une « action collective » fait valoir l'objectif partagé et l'effort coordonné. Cela implique une organisation, une planification et une convergence des intentions et des efforts individuels vers un but collectif. Cette définition révèle que la mobilisation est un processus dynamique et inclusif, qui nécessite une coordination stratégique et un engagement collectif pour aboutir à une action d'envergure.

Dans la citation suivante, le Président Macron lance un appel à une mobilisation nationale de solidarité intergénérationnelle en réponse à la crise sanitaire ; regardons de plus près :

« Cette crise doit être l'occasion d'une ***mobilisation nationale*** de solidarité entre générations. Nous en avons les ressorts. Il y a déjà des actions qui existent sur le terrain. Nous pouvons faire encore plus fort tous ensemble. »³³⁷

Macron, 12/03/2020

Le but de cette déclaration est de susciter un sentiment d'unité et de solidarité en faisant remarquer l'existence de bases d'actions déjà présentes et en appelant à les renforcer collectivement. Dans ce passage, nous constatons un recours à une stratégie discursive persuasive fondée sur l'appel à l'unité collective face à la crise. Dans ce contexte, le syntagme « mobilisation nationale » occupe une place centrale, puisqu'il fonctionne comme argument moteur, visant à susciter une adhésion émotionnelle et morale de l'auditoire. Comme l'explique Bonhomme (2009 : 18) une telle expression s'inscrit dans une « figuralité argumentative où le lexique mobilisé dépasse sa fonction référentielle pour endosser un rôle d'incitation à l'action ». En effet, le terme « mobilisation » convoque un imaginaire collectif associé à l'urgence, à l'engagement actif ainsi qu'à une forme d'effort coordonné, souvent en temps de crise ou de guerre. Son emploi dépasse de ce fait la simple désignation d'une action conjointe, car il appelle à l'action, engage émotionnellement le sujet-récepteur et l'inclut de manière implicite dans une dynamique collective. Le qualificatif « nationale » amplifie cette portée en étendant la responsabilité à l'ensemble du corps social, suggérant ainsi que cette action transcende les individualités pour devenir une cause commune. Ce glissement du descriptif vers l'injonctif illustre le phénomène de figuralité argumentative : les mots ne décrivent pas simplement la réalité, ils la configurent de manière à susciter l'adhésion et à orienter le comportement.

Or, le segment phrastique « mobilisation » convoque un champ lexical militaire, pour appeler à un effort collectif exceptionnel, couramment associé à un contexte de danger imminent. Cette métaphore implicite (*ibid.* : 23) est ici détournée afin de désigner une solidarité à la fois civile et pacifique, mais surtout urgente. Elle permet de dramatiser la situation tout en valorisant l'engagement civique, sans avoir à expliciter de manière directe

³³⁷ Voir Vol. 2, p. 10.

la gravité. Le message cherche donc à légitimer l'idée selon laquelle chacun doit s'impliquer, d'où une construction persuasive indirecte.

L'adjectif « nationale » ajoute une dimension inclusive et identitaire, et il consolide l'idée que la crise concerne toute la nation. Ce point est mis en lumière dans la suite du passage : « solidarité entre générations », qui introduit un argument d'équité intergénérationnelle, ce qui justifie l'appel à l'action en s'appuyant sur un éthos de responsabilité partagée. Cet usage propose que la pandémie doit être considérée comme une occasion pour les différentes générations de s'unir et de coopérer, établissant, ce faisant, une nouvelle ligne directrice de solidarité nationale. Ce mécanisme correspond, selon Bonhomme (*ibid.* : 31), à une figure de communauté, où l'orateur crée un « nous » englobant, à la fois affectif et moral. Par ailleurs, « nous en avons les ressorts » constitue une assertion modalisée, exprimant la confiance dans les capacités du collectif. Il reconnaît l'existence d'initiatives déjà en place qui peuvent et doivent être mobilisées, ce qui a pour objectif d'instiller le sentiment de confiance et de capacité.

Or, la mention « [il] y a déjà des actions qui existent sur le terrain » met en relief que les efforts ne partent pas de zéro, pointant des exemples concrets d'initiatives efficaces qui peuvent être étendues. Il est question d'une valorisation argumentative (*ibid.*), qui combine un éthos positif (la confiance en la société) avec un pathos mobilisateur (l'encouragement à agir). Enfin, l'énoncé « nous pouvons faire encore plus fort tous ensemble » clôt le discours sur une formule emphatique, marquée par la montée en intensité (« encore plus fort ») et l'anaphore du « nous », accentuant ainsi la cohésion discursive et affective. Aussi « nous pouvons faire encore plus fort tous ensemble » a pour but de galvaniser le sujet-cible, appelant à intensifier les efforts collectifs et transformant une situation de crise en une opportunité pour renforcer les liens sociaux et surtout augmenter la résilience collective. En terminant par cette formule, le discours injecte un message de motivation, transformant la crise en une chance de prouver la force et la cohésion de la nation.

La syntaxe utilisée, avec des phrases affirmatives, consolide le caractère urgent et résolu de l'appel macronien à l'action, puisque ces quatre phrases sont conçues dans le but d'être facilement compréhensibles et mémorisables. L'intention du sujet-parlant est claire : accentuer le devoir civique et la solidarité nationale. L'emploi habile de la métaphore de la « mobilisation nationale de solidarité entre générations » évoque une image de cohésion sociale et d'unité nationale, renforcée par l'utilisation du terme « ressorts », ce qui suggère une énergie dynamique prête à être libérée pour surmonter la crise sanitaire. Cependant, cette

rhétorique peut être l'objet de critiques, en raison de sa tendance à l'hyperbolisation, dans la mesure où elle semble idéaliser la réaction sociétale face à la COVID-19, risquant de minimiser les tensions, les inégalités et les obstacles concrets rencontrés sur le terrain. Par exemple, « il y a déjà des actions qui existent sur le terrain » peut être perçu comme complaisant, ce qui suggère que l'effort collectif serait déjà satisfaisant, atténuant le caractère impératif de l'appel à la mobilisation. Loin de stimuler une dynamique nouvelle, ce ton rassurant pourrait renforcer une forme d'auto-satisfaction passive, peu propice à l'engagement.

Quant au lexème « ressorts », il est utilisé de manière métaphorique afin d'évoquer les forces internes et les mécanismes d'action latents que la société pourrait activer pour faire face à la pandémie. Cette image propose que la nation dispose non seulement de la capacité mais également de la volonté indispensable pour surmonter l'adversité. Selon le *CNRTL*, ce terme désigne la « propriété par laquelle certains corps pressés, pliés ou tendus se rétablissent d'eux-mêmes dans leur premier état par l'effet de leur élasticité », une définition qui souligne l'idée de résilience, de rebond, et de réactivité dynamique face aux chocs. En intégrant ce terme, l'énonciateur-politique insuffle une forme d'*empowerment*, en insistant sur la capacité collective à s'adapter et à résister. Toutefois, cette métaphore mécanique peut aussi être interrogée de manière critique, car elle réduit potentiellement la complexité sociale à un simple dispositif technique, faisant abstraction des facteurs humains, émotionnels et structurels qui conditionnent l'efficacité de l'action publique. Elle pourrait, de ce fait, véhiculer une vision simpliste de la mobilisation, centrée uniquement sur l'activation de ressources internes, sans prendre en compte les limites systémiques ou les résistances sociales.

Après avoir souligné le besoin d'une solidarité intergénérationnelle et la nécessité de renforcer les actions existantes, le Chef de l'Etat évoque dans le passage suivant l'engagement total dès le début de la crise, regardons de plus près :

« Depuis le premier jour de la crise, notre *mobilisation* est totale. »³³⁸

Macron, 14/06/2020

Bonhomme (2009 : 45), explique que toute forme langagière peut avoir une portée argumentative. En l'occurrence, cette affirmation présidentielle relève d'une stratégie

³³⁸ Voir Vol. 2, p. 22.

discursive à visée illocutoire, dans la mesure où elle ne se contente pas de décrire une réalité, mais agit sur le plan performatif en construisant une certaine image de l'Etat. L'emploi du présent de vérité générale « est totale » lui donne une valeur d'assertion, ce qui souligne l'idée de constance et d'engagement ininterrompu. De plus, l'adverbe temporel « depuis le premier jour » suggère une réactivité continue de la part des autorités, permettant au sujet-locuteur d'occulter les éventuelles lenteurs ou imprécisions initiales dans la gestion de la crise. Cette temporalité a un effet de présupposition argumentative, cherchant à éviter de remettre en cause la légitimité de son action. Par ces choix lexicaux et temporels, le discours construit l'Etat comme un acteur à la fois vigilant, engagé et solidaire, tout en cherchant à mettre en lumière la légitimité de l'action publique auprès du récepteur. Ce positionnement discursif participe d'une mise en scène de l'autorité, qui est un élément clé de l'argumentation en contexte de crise.

Cette assertion vise moins à décrire de manière objective qu'à agir sur le sujet-cible en suscitant confiance, adhésion ainsi que mobilisation. L'emploi du substantif « mobilisation » n'est pas neutre, puisqu'il relève d'une stratégie de cadrage qui transforme une situation sanitaire en affaire collective urgente, digne des efforts fournis dans un contexte de guerre, voire de catastrophe naturelle. Ici, il y a un effet de dramatisation contrôlé, employé dans le but de légitimer les décisions gouvernementales et appeler à la coopération citoyenne. Bonhomme insiste sur la manière dont le sujet-parlant s'implique dans son discours. Dans ce contexte, l'usage du possessif « notre » crée un effet de co-énonciation, autrement dit une inclusion implicite du récepteur dans le processus d'énonciation. Cela permet de fédérer les acteurs autour d'un « nous » solidaire, tout en appuyant la légitimité du Président en tant que leader collectif.

Bonhomme (*ibid.* : 47) explique l'importance des figures stylistiques comme outils de persuasion implicite. Dans cette phrase, on note plusieurs procédés à valeur argumentative. A) L'hyperbole, où l'adjectif « totale » fonctionne comme une intensification rhétorique, montrant qu'il ne s'agit pas d'une simple mobilisation, mais d'un engagement absolu. L'hyperbole est ici un marqueur d'autorité et de sincérité, servant à consolider la posture éthique (éthos) du sujet-parlant. B) Il s'agit d'une métonymie implicite³³⁹, dans la

³³⁹ Il s'agit d'une figure de style qui repose sur une substitution indirecte et non explicitée d'un élément par un autre qui lui est lié contextuellement. Contrairement à la métonymie explicite, qui repose sur un lien sémantique reconnaissable (par ex. « boire un verre » pour « boire le contenu du verre »), la métonymie implicite opère de façon plus diffuse, condensant des réalités complexes ou multiples en un terme unique, souvent plus abstrait ou valorisant, ce qui lui confère un pouvoir de simplification et de persuasion discursive. Dans le discours politique, elle permet de désigner l'action gouvernementale par des termes globalisants tels que «

mesure où le terme « mobilisation » remplace un ensemble d'actions concrètes (telles que les plans sanitaires, les décisions politiques ou la coordination logistique) par une désignation globalisante et valorisante. Ce terme fonctionne comme une figure de synthèse symbolique, en convoquant un imaginaire de discipline, d'ordre et d'unité nationale, tout en évitant la mention explicite des détails opérationnels ou des limites concrètes de l'action publique. C) Le parallélisme temporel. La combinaison du marqueur temporel « depuis » avec le superlatif « totale » crée un effet de continuité intensifiée, ce qui sert à présenter la réponse gouvernementale comme soutenue, ininterrompue et surtout efficace.

Selon Bonhomme (*ibid.* : 49), la force argumentative d'un énoncé repose à la fois sur ses ressources formelles et sur sa capacité à agir sur les représentations mentales du récepteur. Dans cette perspective, ce passage mobilise non seulement des formes langagières à forte valeur stylistique, mais aussi des stratégies pragmatiques visant à produire un effet de légitimité, de réassurance et d'engagement collectif. Le segment phrastique « mobilisation » ne fonctionne pas comme un simple descripteur factuel, car il opère comme un véritable marqueur idéologique, condensant en un seul mot des réalités politiques, logistiques et sociales complexes. Par sa charge connotative et son pouvoir d'évocation, ce terme agit comme un opérateur discursif, conçu pour mettre en valeur et renforcer l'adhésion du public à la politique gouvernementale, tout en dissimulant la diversité (voire les tensions) inhérente aux actions concrètes menées sur le terrain. Cette économie lexicale, typique des discours de crise, permet une reconfiguration symbolique de la réalité, suggérant une unité nationale active et co-ordonnée, là où la situation est en réalité marquée par des disparités d'action et de perception.

Examinons la citation suivante :

« Ce nouveau confinement ne réussira que par la ***mobilisation*** de tous et chacun à son rôle à jouer. »³⁴⁰

Macron, 28/10/2020

Il s'agit d'une mobilisation d'un dispositif stylistico-argumentatif³⁴¹, visant à impliquer le sujet-cible à la fois cognitivement et émotionnellement. La stratégie repose sur

mobilisation », « riposte », ou « engagement », renforçant en conséquence l'effet d'unité et d'efficacité sans détailler les opérations concrètes sous-jacentes.

³⁴⁰ Voir Vol. 2, p. 35.

³⁴¹ Le terme *stylistico-argumentatif* désigne un procédé (ou un dispositif) qui combine des choix stylistiques (relatifs à la forme, au style, à l'expression) avec une fonction argumentative (visant à convaincre, persuader

une construction discursive qui allie l'impératif d'action collective à une personnalisation de la responsabilité. Dans ce contexte, la notion « mobilisation » fonctionne comme une métaphore structurante (Bonhomme, 2017 : 51), en transposant un registre militaire dans le champ sanitaire. Cette figure de style n'est pas ornementale, mais porteuse d'argument, car elle dramatise la situation en proposant une urgence exceptionnelle provoquant l'union et l'engagement de tous. L'usage de ce segment phrastique crée un effet de mise en tension du message, en introduisant une dynamique de combat qui suscite l'adhésion et désigne implicitement le virus comme un ennemi commun. Par cette métaphore, le Chef de l'Etat construit une représentation du confinement non comme une contrainte subie, mais comme une action volontaire, collective et noble, une « cause ».

« De tous » introduit une universalisation, puisqu'elle efface les distinctions sociales, générationnelles ou professionnelles, et participe à ce que Bonhomme (*ibid.*) appelle un « effet d'unification stylistique. ». C'est un procédé qui confère au discours une dimension à la fois inclusive et égalitaire, mettant en lumière la légitimité de l'appel à l'action. Ensuite, la séquence « chacun a son rôle à jouer » introduit une personnalisation de l'engagement collectif, opérant une synecdoque argumentative (la partie – chacun – représentant le tout – tous). En cela, elle décompose l'unité collective, insistant sur la responsabilité individuelle. La formule repose également sur une métaphore théâtrale « rôle à jouer », figure fréquente dans les discours politiques selon Paissa, *et al.* (2020 : 23), car elle rend l'abstraction concrète et offre un scénario intelligible au récepteur : chacun est acteur du processus. Cette figuration narrative donne sens à l'action citoyenne et valorise l'implication personnelle.

L'ensemble du passage est construit sur une progression argumentative, où le succès du confinement est conditionné (« ne réussira que si ») par l'activation d'un collectif solidaire. Cette formulation conditionnelle est stylistiquement marquée, parce que la négation combinée à l'adverbe exclusif « que » renforce la coercition douce et l'impératif de mobilisation. C'est une forme d'injonction indirecte, qui engage sans contraindre explicitement, jouant sur la force illocutoire du discours (*ibid.* : 38). Ce passage mobilise donc une stylistique de la persuasion fondée sur la métaphorisation, l'universalisation et la personnification, autant de procédés qui visent à construire un imaginaire collectif de résistance. Le style devient donc un vecteur d'argumentation, qui participe tout à fait à la

ou mobiliser). Ce type de dispositif articule donc l'efficacité expressive du langage avec une intention rhétorique, contribuant à renforcer l'impact du message sur le sujet-récepteur.

construction de l'éthos macronien et à l'ancrage de l'appel à la responsabilité dans une structure affectivo-rationnelle³⁴².

Ce passage mobilise une rhétorique de l'engagement collectif structurée autour d'une construction à la fois binaire et conditionnelle, qui assoit une forme d'autorité discursive indirecte. La première partie de l'énoncé, formulée sous la forme d'une condition exclusive « ne réussira que par », pose un cadre impératif tout en laissant entendre que l'échec serait imputable à un défaut d'engagement collectif. Cette formulation met en place une stratégie d'appel implicite à la responsabilité, tout en déplaçant la charge de l'action sur le citoyen-télespectateur. La seconde partie de la citation, par la tournure assertive « chacun a son rôle à jouer », vient consolider cette dynamique, en individualisant l'appel, ce qui confère au discours un caractère inclusif mais prescriptif. L'usage de la juxtaposition, sans modalisation, donne au passage une forme d'évidence, excluant toute contestation possible, ce qui caractérise les énoncés d'autorité, où le sujet-locuteur s'efface derrière l'exigence apparente. Ainsi, par sa structure rythmée et affirmée, cet énoncé combine efficacité rhétorique et stratégie d'imposition douce, typiques du langage institutionnel en situation de crise.

Regardons à présent le passage suivant, dans lequel le terme « mobilisation » est utilisé de manière stratégique, afin de renforcer plusieurs niveaux de communication et d'implication sociale, ce qui symbolise une réponse active, collective et héroïque face à la crise sanitaire.

« Soigner, traiter. Beaucoup de progrès ont été faits et nous pouvons nous féliciter de la ***mobilisation*** de nos soignants. »³⁴³

Macron, 24/11/2020

Ce passage met en œuvre une stratégie argumentative figurative tâchant de renforcer la légitimité de l'action publique et à susciter l'adhésion émotionnelle du téléspectateur. Selon Bonhomme (2017 : 31), la figure participe à la « mise en scène du discours et à la valorisation implicite de certains acteurs. ». Ici, le choix du mot « mobilisation » constitue un noyau sémantique, autour duquel s'organise l'argumentation, en jouant sur la résonance

³⁴² Par cette notion, on entend une organisation du discours qui combine des éléments rationnels et factuels avec des éléments émotionnels, de manière à convaincre à la fois par la logique et par l'appel aux sentiments. Dans la citation analysée, l'argumentation rationnelle (« la mobilisation de tous ») est renforcée par un appel émotionnel implicite à la responsabilité individuelle et collective, favorisant ainsi l'adhésion du public-cible.

³⁴³ Voir Vol. 2, p. 45.

collective du terme et sur son potentiel pathémique³⁴⁴. « Mobilisation » s'inscrit dans une figure de connotation, puisque cette notion convoque des associations symboliques propres à renforcer l'impact de la déclaration. En effet, ce segment phrastique évoque non seulement l'engagement des soignants, mais aussi une dynamique collective, une synergie comparable à une levée en masse dans le contexte de crise. Ce mot transporte une charge émotionnelle forte, comme il réactive une mémoire sociale partagée de moments historiques où le rassemblement des forces humaines a été crucial. Ce faisant, le sujet-énonciateur ne décrit pas simplement une réalité médicale, mais il scénarise un effort national héroïque, conférant, ce faisant, à son discours une valeur épique.

Dans cette perspective, le sujet-parlant met en place ce que Bonhomme (2017 : 58) appelle une fonction pathémique du discours, où il cherche à produire un effet affectif, qui est, dans ce contexte, un mélange à la fois d'admiration et de fierté collective. En se félicitant de la mobilisation des soignants, le Président inscrit son énoncé dans une mise en scène laudative, où les acteurs du soin deviennent les protagonistes d'une action victorieuse. L'usage du pronom possessif « nos » accentue cette identification entre le citoyen et le soignant, car il crée une relation d'inclusion symbolique qui favorise l'adhésion à une vision unitaire de la nation. Donc, on assiste à une opération discursive de co-construction de l'identité nationale, centrée autour de la solidarité sanitaire. De même, la structure paratactique du début de la phrase « soigner, traiter » relève, selon Bonhomme, de la figure d'énumération et de répétition syntaxique, qui confère à l'énoncé un rythme télégraphique et un effet de solennité. Cette forme syntaxique minimaliste, qui juxtapose deux verbes sans articulation grammaticale de manière explicite, met en évidence l'urgence et la clarté de l'action. Ce choix discursif participe à une stratégie de simplification, propre aux situations de crise, dans lesquelles l'efficacité communicationnelle est fondamentale. Cela permet de valoriser les actions de soin sans entrer dans des explications complexes, rendant de cette façon le propos plus accessible et percutant.

Quant à l'énoncé « beaucoup de progrès ont été faits », il constitue un argument de cadrage positif, car il s'agit d'une figure d'atténuation du doute, en orientant la compréhension vers les acquis plutôt que vers les échecs, voire les manques. Dans l'optique de Bonhomme (2017 : 18), cette orientation du discours repose sur une manipulation

³⁴⁴ Vient du mot grec *pathos*, qui désigne l'émotion. On parle de potentiel pathémique pour analyser les éléments du discours qui suscitent les émotions (la peur, la pitié, la colère, l'indignation, l'espoir, etc.). Aussi, pour aborder des stratégies d'émotionnalisation du discours (très présentes en politique, publicité, médias, etc.).

figurative du jugement, puisqu'on ne dit pas « tout est réglé », mais on installe un climat de confiance, par une formulation modérée mais valorisante. Ainsi, cette formule contribue à installer une vision optimiste de la gestion de l'épidémie, incitant le public-cible à la persévérance et à la co-opération. Enfin, la formule « nous pouvons nous féliciter » constitue un acte discursif de reconnaissance collective qui relève d'une stratégie d'inclusion énonciative typique des discours institutionnels en temps de crise. Par l'usage du pronom « nous », le sujet-énonciateur efface la distinction entre gouvernants et gouvernés, en faisant symboliquement participer l'ensemble du corps social à la réussite évoquée (ici, les progrès médicaux et l'engagement des soignants). Cette inclusion apparente produit un effet d'adhésion implicite, dans la mesure où elle flatte le sujet-cible tout en le rendant co-responsable du succès. En se « félicitant » collectivement, le sujet-locuteur renforce la légitimité de l'action publique et crée une atmosphère positive propice à la poursuite de l'effort. Il s'agit d'une forme subtile de persuasion qui, sans formuler explicitement une injonction, prépare le terrain à l'acceptation des mesures à venir, en les inscrivant dans une dynamique commune de réussite et de continuité. Ce type de formulation relève de ce que l'on pourrait appeler une rhétorique de la gratitude mobilisatrice, où l'éloge implicite sert à encourager la persévérance et l'alignement du comportement du récepteur sur les attentes de l'institution.

Pour cela, l'usage du terme « mobilisation » dans cette déclaration ne relève pas d'un simple choix lexical, mais d'une stratégie figurative globale, selon les catégories de Bonhomme. Il construit un univers figuratif de lutte, de solidarité et de progrès, en rendant hommage aux soignants tout en orientant le grand public vers une attitude de coopération active. Le passage devient, de la sorte, un outil de gouvernance discursive, articulant reconnaissance, persuasion et appel à l'unité nationale face à la COVID-19.

Après avoir étudié la manière dont le discours macronien évoque la mobilisation nationale auprès de son auditoire, abordons maintenant le lancement de la campagne de vaccination.

7.2.2. Le vaccin

Dans ses discours, le Chef de l'Etat met en lumière le rôle que joue le vaccin en tant qu'outil essentiel contre le virus. Tout d'abord, il présente une stratégie claire ayant pour objectif de sécuriser un nombre suffisant de doses de vaccins, garantir la sécurité sanitaire

du processus de vaccination et assurer une transparence totale avec le citoyen-télespectateur. Il mentionne également la collaboration avec l'UE ainsi qu'avec d'autres partenaires dans le but de sécuriser l'approvisionnement en vaccins et coordonner les efforts de vaccination à l'échelle européenne. De même, il insiste sur un suivi scientifique rigoureux, avec la mise en place d'un comité scientifique chargé de superviser et surtout d'assurer la sécurité des vaccins administrés. Il met en relief également l'exigence de partager toutes les informations disponibles de manière transparente pour instaurer un climat de confiance et encourager la participation du peuple. Enfin, il affirme que le vaccin ne sera pas obligatoire, mais encourage fortement le public-cible à se faire vacciner pour protéger la santé publique. Prenons à présent quelques passages qui illustrent la manière dont le Président Macron présente le vaccin au téléspectateur.

Le Chef de l'Etat met en avant l'efficacité des vaccins disponibles en France, en pointant surtout leur fort pouvoir protecteur contre le variant « *Delta* », ainsi que leur capacité à réduire de manière significative les risques de contamination et de formes graves de la COVID-19. Le vaccin, présenté comme l'atout-maître de la stratégie sanitaire, est construit discursivement comme outil de protection à la fois individuelle et collective, indispensable pour freiner la propagation du virus. Dans cette perspective, l'énonciateur-politique formule un appel appuyé à la vaccination, en insistant sur son importance pour la santé de chacun et pour la solidarité nationale. Cette incitation se matérialise par l'usage de l'anaphore « vaccinez-vous », répétée à trois reprises³⁴⁵ (Macron, 09/11/2021), qui fonctionne comme un marqueur rythmique d'urgence et de mobilisation. Cette figure consolide le lien direct entre responsabilité individuelle et bénéfices collectifs, en ancrant l'acte vaccinal dans un registre éthique et pragmatique. Par ailleurs, le discours macronien insiste aussi sur la transparence du processus de vaccination et sur le soutien de l'expertise scientifique, en s'engageant à partager toutes les informations disponibles avec le grand public. Cette posture contribue à asseoir la légitimité institutionnelle tout en renforçant la confiance dans les politiques sanitaires mises en œuvre.

À présent, intéressons-nous à la manière dont la question du vaccin est abordée dans le fil du corpus. D'abord, le Président insiste sur la nécessité de la recherche et des efforts scientifiques, évoquant les premiers espoirs liés aux traitements et au futur vaccin. Après, il présente la vaccination comme un horizon possible de sortie de pandémie, en citant les

³⁴⁵ Voir Vol. 2, p. 80.

prévisions scientifiques. Ensuite, le message évolue, expliquant que le vaccin n'est plus une perspective lointaine, mais une réalité en cours de déploiement, avec des données numériques précises à l'appui. Enfin, le Chef de l'Etat met en évidence l'impact concret de la vaccination dans la gestion de l'épidémie, en la reliant à la réouverture du pays et aux résultats obtenus.

Le but du passage suivant est d'abord de rassurer le téléspectateur en mettant en avant l'effort continu et le dévouement des équipes scientifiques pour progresser dans la recherche de traitements et de vaccins, démontrant, ce faisant, un message d'espoir et de mobilisation collective, regardons de plus près :

« Nous allons continuer aussi pendant cette période de travailler, de progresser sur les traitements et je sais le dévouement de plusieurs équipes partout sur notre territoire avec les premiers espoirs qui naissent, et nous continuerons aussi d'avancer sur le *vaccin*. »³⁴⁶

Macron, 16/03/2020

Dans cette déclaration, l'usage du terme « vaccin » n'a pas une fonction informative sur l'état réel de la recherche médicale à cette date, car, de fait, aucun vaccin n'était encore disponible ni même imminent, mais plutôt une fonction performative et persuasive, cherchant à créer une projection symbolique d'un avenir maîtrisé. On peut voir ici une stratégie argumentative fondée sur l'appel pathémique à l'espérance, où l'énonciateur-politique cherche à façonner « un horizon d'attente positif pour maintenir la cohésion sociale et la confiance publique dans un contexte d'incertitude » (Maesschalck, 2019 : 27). La construction syntaxique du passage, marquée par l'accumulation de verbes d'action au futur proche et à l'infinitif (« nous allons continuer [...] de travailler, de progresser [...] nous continuerons aussi d'avancer sur le vaccin »), s'inscrit dans une dynamique d'aspectualité progressive, qui permet de donner une « impression de mouvement et de continuité » (*ibid.* : 37). Cette orientation aspectuelle consolide une narration de la pandémie non pas comme un état figé ou bloqué, mais en tant que processus maîtrisé, évolutif, et résolument tourné vers la solution. L'énonciateur-politique construit, de ce fait, une forme de mise en scène discursive où les efforts scientifiques, bien que dans un stade encore balbutiant, sont présentés comme intégrés à une trajectoire collective déjà engagée vers le dénouement (ici représenté symboliquement par le terme « vaccin »).

³⁴⁶ Voir Vol. 2, p. 18.

Le lexique mobilisé relève d'un champ sémantique positif et mobilisateur : |continuer|, |progresser|, |avancer|, |dévouement|, |espoirs|. Ces mots participent d'un effet de halo euphorisant³⁴⁷, selon les termes de Rosenzweig (2009 : 11), qui sert à « orienter le jugement du récepteur vers une appréciation favorable de l'action gouvernementale. ». Bien qu'encore abstrait à ce stade du discours, le segment phrastique « vaccin » fonctionne comme une métonymie de la solution, dans la mesure où il ne renvoie pas encore à un objet médical concret disponible, mais à une projection symbolique de la sortie d'épidémie. Il vise à représenter, non pas le vaccin en tant que produit pharmaceutique tangible, mais l'idée de résolution, de délivrance et de retour à la normalité. Cette métonymie se base sur une substitution implicite : le terme « vaccin » vient se placer à la place d'un ensemble de réalités non encore réalisées (recherche, validation, distribution), mais qui sont construites sur le plan discursif comme inéluctables et salvatrices. En cela, il assume une fonction persuasive, en offrant au sujet-récepteur une finalité claire et rassurante, tout en consolidant la légitimité de l'action politique qui s'en réclame. Ce mécanisme discursif permet au sujet-locuteur de s'approprier par avance la réussite future, en présentant le vaccin comme la métonymie d'un avenir maîtrisé, d'une victoire attendue sur la crise sanitaire. Cette stratégie est efficace en contexte de crise, où l'opinion publique est en quête de repères, de sens et de perspective. Ce glissement sémantique du concret vers le symbolique est central dans l'analyse argumentative, car il permet d'« influencer les attitudes du public en activant un imaginaire du salut » (Ruquoy et Remy, 1990 : 117).

L'usage du « nous » inclusif tout au long de la déclaration s'inscrit dans une stratégie d'embrayage énonciatif collectif³⁴⁸, comme le sujet-énonciateur se présente comme le représentant de ce que Caterina Froio (2017 : 39) appelle un « nous national », englobant les dirigeants, les scientifiques, et la population. Elle souligne l'effet d'éthos collectif que permet ce type de pronom, et qui réduit la distance entre le pouvoir et le sujet-cible, et invite

³⁴⁷ L'effet de halo euphorisant désigne un procédé discursif par lequel l'emploi de termes à connotation positive et valorisante produit une impression globale de confiance, d'optimisme ou d'efficacité, indépendamment de la réalité objective des faits présentés. Dans la communication politique, en particulier en contexte de crise sanitaire, cette stratégie permet de façonner une perception favorable de l'action gouvernementale, en diffusant un climat discursif à la fois rassurant et mobilisateur. Elle sert donc à atténuer l'anxiété collective, à renforcer l'adhésion aux décisions publiques, et à projeter une image d'autorité bienveillante et maîtrisant la situation. Ce procédé agit sur le plan cognitif et émotionnel du récepteur, en l'amenant à juger de manière positive un discours ou une action à partir de quelques signaux langagiers valorisants.

³⁴⁸ L'embrayage énonciatif désigne les procédés linguistiques par lesquels un sujet-locuteur s'identifie (ou se positionne) dans son discours, surtout à travers des marqueurs comme les pronoms personnels. Une stratégie d'embrayage énonciatif collectif consiste à utiliser ces marques pour construire un « nous » inclusif, englobant à la fois le sujet-énonciateur et son sujet-cible ou un groupe élargi, afin de créer un sentiment d'appartenance commune et de solidarité.

à une adhésion affective à l'effort commun. En évoquant le « dévouement de plusieurs équipes partout sur notre territoire », le sujet-énonciateur met en œuvre une rhétorique topographique, qui dépasse la simple localisation géographique dans le but de valoriser une présence généralisée et uniforme de l'engagement national. L'adverbe « partout » joue dans ce passage un rôle clé, suggérant une couverture territoriale complète, symbolisant ainsi l'unité et la cohésion du pays face à la COVID-19. En insistant sur cette omniprésence de l'implication, cet énoncé met en valeur l'image d'un effort collectif, homogène et solidaire, où chaque région, chaque équipe, participe à l'effort national. Cette stratégie discursive contribue à construire une représentation idéalisée du lien entre l'Etat et ses acteurs de terrain, et à masquer les éventuelles disparités, voire rivalités, régionales ou logistiques. Elle participe aussi d'une mise en scène de l'unité nationale, élément central de la communication politique en temps de crise, où la dimension territoriale devient un levier symbolique pour pointer l'idée d'une mobilisation globale et équitable.

Ici, « les premiers espoirs qui naissent » illustre une stratégie d'euphémisation temporelle, qui consiste à adoucir l'incertitude ou la distance temporelle d'un objectif encore inatteignable (ici le vaccin) en proposant que des signes positifs émergent déjà. Cette formulation masque le caractère encore hypothétique ou éloigné de la réussite, en valorisant une dynamique de progrès. Ce procédé discursif a une portée pathémique, parce qu'il a pour tâche de susciter une émotion rassurante et mobilisatrice, en créant une impression d'avancée imminente. Selon Bonhomme (2017 : 81), les modalisations affectives jouent un rôle central : le sujet-locuteur ne se contente pas d'informer, il cherche à orienter les représentations du sujet-cible et à produire un effet de confiance. Cette stratégie est typique des discours de crise, où l'objectif est autant de gérer les affects collectifs que de décrire la réalité objective.

Le verbe *|naître|*, employé au présent, suggère un processus en cours, une germination fragile mais prometteuse, et inscrit l'espoir dans une dynamique déjà amorcée. Ce choix lexical installe une temporalité orientée vers l'avenir, tout en ancrant le discours dans un présent d'émergence, qui cherche à atténuer le sentiment d'incertitude ou d'impuissance du récepteur. En suggérant que les « espoirs naissent », cette déclaration ne se contente pas de projeter une amélioration future, elle implique le grand public dans un récit en devenir, où l'issue positive semble déjà perceptible. Il s'agit d'une stratégie discursive de mise en récit, qui confère au propos une fonction narrative mobilisatrice, en transformant les efforts collectifs en éléments d'une histoire nationale en train de s'écrire, à

laquelle chaque citoyen-télespectateur est invité à prendre part. Ce procédé contribue ainsi à renforcer la résilience collective et à légitimer la continuité de l'action publique.

Examinons à présent le passage suivant qui mobilise une perspective résolument optimiste et apaisante, en s'appuyant explicitement sur l'autorité scientifique pour consolider la crédibilité de la stratégie gouvernementale à moyen terme face à la pandémie ; analysons-le :

« Une fois le pic épidémique passé tous ces outils doivent nous permettre demain de tenir jusqu'au **vaccin**, à l'été, nous disent les scientifiques. »³⁴⁹

Macron, 28/10/2020

Dans cet énoncé, le sujet-énonciateur mobilise une stratégie discursive fondée sur la projection temporelle et la légitimation scientifique dans le but de construire une argumentation persuasive et rassurante. Selon Fracchiolla et Romain (2015 : 40), l'argumentation politique repose souvent sur « une scénographie verbale visant à instaurer un climat de confiance et de mobilisation collective par l'usage de marqueurs temporels, d'effets d'énonciation et de procédés pathémiques. ». Cette observation s'applique au passage analysé, car on y observe d'abord une inscription dans une temporalité maîtrisée, marquée par les expressions « demain » et « à l'été », qui dessinent un avenir balisé et sécurisant.

Par ailleurs, l'expression rapportée « nous disent les scientifiques » constitue un effet d'énonciation déléguée, montrant que l'autorité politique s'efface momentanément derrière celle, perçue comme neutre et experte, de la science, renforçant donc la crédibilité de la déclaration. En filigrane, le propos s'appuie également sur un ressort pathémique : l'idée de « tenir » suggère une épreuve collective, un effort soutenu mais temporaire, dont la récompense attendue (le vaccin) est présentée comme un horizon de sortie. Le terme « vaccin » devient ainsi un opérateur symbolique, cristallisant l'espoir d'un retour à la normalité. Il joue le rôle d'une promesse implicite qui fédère à la fois l'attention et l'adhésion autour d'un avenir commun désirable, tout en légitimant les efforts présents.

Le segment introductif « une fois le pic épidémique passé » fonctionne dans ce contexte comme un marqueur de bascule temporelle³⁵⁰, qui inscrit la déclaration dans une

³⁴⁹ Voir Vol. 2, p. 37.

³⁵⁰ Un *marqueur de bascule temporelle* est un élément linguistique qui indique un passage d'un moment temporel à un autre, souvent pour marquer une transition dans le discours. Dans ce contexte, l'expression « une fois le pic épidémique passé » signale le passage de la phase de crise aiguë à une phase post-crise, ce qui a pour tâche d'orienter ainsi l'énoncé vers une temporalité future conditionnelle.

dynamique conditionnelle orientée vers l'après-crise. En apparence factuel, ce conditionnel implique en réalité une vision maîtrisée de la progression épidémique, suggérant que la crise sanitaire suit une trajectoire prévisible, et que son point culminant serait déjà dépassé ou sur le point de l'être. Ce procédé permet de ce fait de réduire de manière symbolique la charge dramatique de la situation présente. Le recours à la diachronie (« passé »), bien qu'inséré dans une structure hypothétique, opère une forme de projection rétroactive, installant dans l'esprit du sujet-récepteur l'idée d'un futur déjà enclenché, où le pire serait derrière nous. Dans cette logique, Véronique Madelon (2008 : 17) évoquerait un effet d'atténuation pathémique, dans la mesure où le discours politique tempère les affects négatifs liés à l'urgence sanitaire. En situant l'action décisive dans un après immédiat, le sujet-énonciateur détourne l'attention de la douleur présente pour orienter l'imaginaire collectif vers une phase de maîtrise et de résilience, renforçant l'adhésion du citoyen-télespectateur aux mesures en cours.

L'expression « tous ces outils » se caractérise par une polysémie volontairement entretenue, qui permet d'englober, sans les nommer de manière explicite, une diversité de dispositifs, comme les mesures sanitaires, les outils technologiques, les interventions économiques ou les politiques sociales. Ce flou lexical n'est pas une faiblesse argumentative, mais bien un effet d'ambiguïté stratégique. En évitant une énumération précise (qui pourrait s'exposer à la critique ou révéler des manques), le sujet-énonciateur opte pour une formulation englobante, qui lui confère souplesse discursive et autorité implicite. Cette stratégie permet également de mobiliser l'imaginaire du sujet-récepteur, en l'invitant à projeter ses propres représentations sur ce syntagme flou, renforçant un effet de connivence implicite entre le locuteur-politique et le grand public. En cela, cette tournure contribue à l'efficacité persuasive du discours en période de crise, en maintenant une impression de cohérence et de maîtrise sans s'exposer aux risques d'une précision excessive.

La structure « doivent nous permettre demain de tenir » s'inscrit dans une stratégie de projection collective vers l'avenir, orientée vers la résilience nationale et la mobilisation morale. Le verbe modal |devoir| exprime ici non seulement une obligation, mais surtout une exigence stratégique, marquant un engagement impérieux dans le cadre d'une crise. Cette tournure installe un sentiment d'inéluctabilité et renforce l'autorité du sujet-parlant. Par ailleurs, le pronom personnel « nous » permet l'inclusion du Président dans le corps social, ce qui atténue la verticalité du discours institutionnel. Il ne s'exprime pas en surplomb mais s'engage dans le même effort que ses concitoyens. Ce choix d'énonciation renvoie à ce

qu'Alain Rabatel (2004 : 15) identifie comme une stratégie d'effacement énonciatif partiel, où l'énonciateur-politique se positionne comme un membre du collectif, tout en gardant son autorité implicite. Enfin, le verbe |tenir| mobilise un imaginaire de résistance, de constance et de patience, valorisant de manière implicite les efforts du téléspectateur. Ce lexique confère à l'énoncé une dimension éthique, où l'attente devient une forme de vertu, et la persévérance, un acte civique.

L'expression « jusqu'au vaccin » agit comme un point d'ancrage argumentatif, une figure de finalité qui donne une direction directe à la mobilisation collective. Le vaccin devient un élément téléologique, car il représente la récompense pour sortir de l'épreuve, ce qui donne du sens aux restrictions et aux sacrifices. Cette focalisation sur un objectif concret est un procédé pathémique important, puisqu'elle canalise l'attente, transforme l'angoisse en espoir, et donne une valeur morale à la persévérance. L'ajout temporel « à l'été » appuie cet effet, en ancrant le propos dans une temporalité crédible et relativement proche, ce qui permet de structurer l'attente dans le temps, de la rendre soutenable. Cette précision est essentielle car elle renforce la crédibilité du locuteur, étant donné qu'un horizon temporel indéfini aurait au contraire suscité de la défiance ou de la lassitude.

Enfin, la formule « nous disent les scientifiques » opère comme une stratégie de délégation énonciative, par laquelle le sujet-locuteur transfère la responsabilité de l'affirmation à une autorité extérieure perçue comme légitime et neutre. En s'appuyant sur la parole des scientifiques, il dépolitise son propos, en se dégageant symboliquement de l'engagement direct dans la promesse du vaccin. Ce glissement énonciatif permet une légitimation par l'expertise, dans la mesure où le savoir scientifique est présenté en tant qu'objectif, consensuel et indiscutable. Il s'agit ainsi d'un mécanisme rhétorique de crédibilisation, qui vise à désamorcer d'éventuelles critiques, en les rendant inopérantes face à une parole considérée comme fondée sur des faits. Ainsi, le Chef de l'Etat n'apparaît plus comme auteur d'une promesse incertaine, mais comme le relais d'un horizon validé par la science, ce qui renforce la confiance publique dans les mesures à venir, tout en crédibilisant l'image d'un Etat guidé par la rationalité.

Il est temps de regarder la citation suivante, qui a pour tâche de juxtaposer l'optimisme et les progrès tangibles réalisés grâce à la vaccination, à travers les statistiques précises pour renforcer l'espoir d'une sortie de crise imminente ; regardons-la soigneusement :

« Mais, je tiens en même temps à vous dire ce soir que, grâce à la **vaccination**, la sortie de crise se dessine enfin. Parce que oui, à cette heure, vous êtes déjà plus de 8.5 millions à avoir reçu une première injection de vaccin. 3 millions à en avoir reçu deux. »³⁵¹

Macron, 31/03/2021

Cette déclaration déploie une stratégie discursive visant à associer la vaccination à une issue positive face à la pandémie. Selon Steve Oswald (2020 : 17), l'argumentation dans le discours politique repose sur « une visée perlocutoire, puisqu'il s'agit non seulement de convaincre, mais aussi de faire adhérer et d'inciter à l'action. ». Dans cette citation, la « vaccination » est présentée comme l'élément pivot de la sortie de l'épidémie, une ressource argumentative centrale autour de laquelle s'organise le raisonnement. Plutôt que de simplement informer sur l'état d'avancement de la campagne vaccinale, le sujet-locuteur construit une structure de causalité explicite, montrant que grâce à la vaccination, la sortie de crise se dessine. Il s'agit d'un raisonnement qui articule une relation directe entre un fait accompli (le nombre de vaccinés) et une promesse d'amélioration (la fin de la crise). Ce schéma narratif, typique des discours en temps de crise, cherche à justifier les choix gouvernementaux en montrant que l'action entreprise produit des effets mesurables. L'argument tire, de ce fait, sa force de sa capacité à procurer du sens aux données évoquées, en les intégrant dans une dynamique de résolution et de maîtrise progressive.

En mentionnant des chiffres précis (plus de 8,5 millions pour la première dose, 3 millions pour la deuxième), le Chef de l'Etat renforce la crédibilité de l'argumentation en l'ancrant dans des données vérifiables. Ces chiffres ne servent pas seulement à démontrer l'ampleur de la campagne vaccinale ; ils participent surtout à l'élaboration d'une preuve pragmatique, montrant que la vaccination n'est pas une abstraction, mais un processus en cours, réel, collectif et déjà efficace. Ainsi, le segment phrastique « vaccination » est investi d'une double fonction argumentative : a) il symbolise la rationalité et la compétence publique dans la gestion de la crise, et b) il agit comme un point d'ancrage dans le récit d'un avenir maîtrisé, déjà amorcé dans le présent. Le discours ne cherche donc pas seulement à informer, mais à structurer un raisonnement qui articule action gouvernementale, efficacité scientifique et perspective de sortie de crise.

Ici, l'énonciateur construit un discours de légitimation pragmatique en articulant des données chiffrées et des formules à charge émotionnelle, cherchant à poser la vaccination

³⁵¹ Voir Vol. 2, p. 59.

comme l'instrument central et incontestable de la sortie de crise. L'énoncé « grâce à la vaccination, la sortie de crise se dessine enfin » fonctionne comme un *topos*³⁵² de l'efficacité salvatrice, qui associe un fait technique (l'avancement de la campagne vaccinale) à une promesse de rétablissement collectif. L'usage de la locution causale « grâce à » ne se limite pas à signaler une corrélation, car il opère une mise en récit valorisante où le vaccin devient la condition déterminante du retour à la normale. Ce choix discursif participe donc à une rhétorique de la délivrance, en positionnant le vaccin non seulement comme outil médical, mais comme vecteur d'espoir politique, capable de légitimer les décisions passées tout en mobilisant l'adhésion pour la suite.

Sur le plan syntaxique, la phrase d'ouverture est construite sur un mouvement concessif, car l'emploi de « mais » marque une rupture avec les propos précédents, sans les annuler. Ce marqueur d'opposition est suivi d'un énoncé assertif à valeur performative : « je tiens en même temps à vous dire ce soir que [...] ». Cette structure met en scène la posture de l'orateur en tant que porteur de bonnes nouvelles, pointant son implication personnelle. Bonhomme (2017 : 91) insiste sur l'importance du dispositif énonciatif dans les stratégies d'argumentation. Ici, l'ancrage énonciatif par le « je » et le « vous » crée une intersubjectivité qui consolide la proximité entre le Président et le grand public. Le temps présent et l'expression temporelle « ce soir » permettent d'ancrer l'intervention dans l'imédiateté, pointant le caractère urgent et actuel du message.

Le passage mobilise également un registre de preuve par les chiffres. Les données quantitatives, sont intégrées dans la structure argumentative comme éléments de preuve empirique. La factualité participe à une stratégie de rationalisation du discours, en lui donnant un poids objectif difficile à réfuter. Loin d'être neutres, ces chiffres ont une dimension illocutoire, servant à démontrer l'ampleur de la mobilisation et à susciter à la fois la fierté et la confiance. L'énumération chiffrée fonctionne comme une accumulation qui accentue l'effet de masse et inscrit l'action vaccinale dans une dynamique collective et irrésistible. L'énonciation intègre une forme de pathos discrète mais efficace, ce qui fait que l'aspect rhétorique soit central dans cette séquence³⁵³. Le segment phrastique « enfin »

³⁵² Du grec *tópos* (τόπος) = « lieu ». Il s'agit donc des « lieux argumentatifs » où l'on va « chercher » des arguments préfabriqués.

³⁵³ Le pathos dans ce contexte ne s'exprime pas par des élans émotionnels explicites, mais par une stratégie d'émotion rationalisée, où les chiffres, le ton affirmatif et la tournure rassurante de l'énoncé (« grâce à la vaccination », « la sortie de crise se dessine enfin ») ont pour tâche de construire une atmosphère d'espoir maîtrisé. Comme le souligne Charaudeau (2008: 49 – 58), dans le discours, l'émotion ne repose pas nécessairement sur des affects spectaculaires, mais sur des formes implicites d'engagement émotionnel destinées à produire un effet de réassurance, de proximité, voire de soulagement chez le sujet-récepteur. Ainsi,

introduit une charge émotionnelle importante, évoquant le soulagement après une attente longue et douloureuse. Pierre Livet (2002 : 117) parle dans ce cadre de valeur pragmatique émotionnelle du lexique, et dans ce contexte, « enfin » joue le rôle d'un marqueur de clôture émotionnelle, induisant un effet d'apaisement et d'espoir. Cette rhétorique de l'accomplissement cherche à renforcer la légitimité des efforts gouvernementaux tout en consolidant l'adhésion populaire à la vaccination.

Par ailleurs, ce message suit une logique cumulative qui participe à l'efficacité persuasive. Le rythme phrastique est mesuré, avec une alternance entre propositions longues et courtes, et une accentuation des points-clés par la ponctuation orale implicite. L'énoncé « parce que oui, à cette heure, vous êtes déjà [...] » introduit une parenthèse orale dont la fonction est double : a) elle rompt le flux discursif pour capter l'attention, et b) elle introduit une certitude affirmée par le modalisateur « oui ». Ce dernier renforce la valeur assertive du propos et signale à l'auditeur qu'il s'agit d'un moment crucial du message.

Enfin, la personnalisation du passage constitue un autre levier argumentatif. En insistant sur le « vous », le sujet-parlant transforme les statistiques en expériences personnelles. Chacun devient acteur du progrès évoqué, renforçant le sentiment d'appartenance à une communauté engagée. Cette stratégie s'inscrit dans ce que Livet appelle un contrat d'adhésion affective (*ibid.* : 207), où le sujet-énonciateur construit une complicité émotionnelle avec le destinataire. Ainsi, l'idée que « vous êtes déjà [...] » participe à une valorisation implicite du grand public, qui se sent reconnu et utile, ce qui augmente les chances d'adhésion au discours.

Prenons le passage suivant, qui a pour objectif de dresser un bilan des efforts et des réussites de la France dans la gestion de la pandémie, tout en insistant sur le besoin de maintenir la vigilance et de promouvoir la vaccination pour prévenir une nouvelle vague de contaminations ; regardons de plus près :

« Nos efforts proportionnés, la réouverture progressive et réussie des mois de mai et juin et le déploiement d'un plan de **vaccination** inédit, nous ont permis d'obtenir des résultats incontestables. »³⁵⁴

Macron, 12/07/2021

la rhétorique devient un vecteur d'émotion contenue, qui cherche moins à bouleverser qu'à mobiliser et rassurer à travers la crédibilité des faits évoqués.

³⁵⁴ Voir Vol. 2, p. 64.

Cette déclaration repose sur une énumération tripartite : a) nos efforts proportionnés, b) la réouverture progressive et réussie, et c) le déploiement d'un plan de vaccination inédit. Il s'agit d'une structure qui relève d'un parallélisme syntaxique, que Pierre Léon (2011 : 153) identifie comme « un procédé d'insistance rythmique et de mise en valeur hiérarchique. ». L'énumération confère au message une apparente objectivité et organise les faits selon une progression causale comme suit : les efforts → la réouverture → la vaccination → les résultats. Cette linéarité à la fois temporelle et logique simule une rationalité de l'action gouvernementale et contribue à construire un éthos de compétence. Le recours à la forme plurielle « nos efforts » engage aussi le sujet-locuteur dans une posture collective, renforçant l'idée d'un leadership solidaire et partagé.

Les adjectifs ont « une forte charge évaluative et participent à la construction d'un univers de croyance favorable » (Heinich, 2017 : 225). Ici, les adjectifs « proportionnés », « progressive et réussie », et « inédit » jouent le rôle des modificateurs axiologiques positifs, qui orientent l'interprétation du sujet-cible. « Proportionnés » suggère une gestion mesurée et équilibrée, valorisée en contexte de crise. En tant qu'adjectif, il oppose de manière implicite les critiques d'excès (ou d'impréparation) et suggère un contrôle raisonné de la situation. Quant à lui, l'adjectif « réussie » inscrit le gouvernement dans une logique de succès, tandis qu'« inédit » évoque l'innovation, la réactivité et la capacité d'adaptation ; autant de qualités valorisées en période d'incertitude. Ces épithètes ne sont pas neutres, comme elles fonctionnent comme des arguments d'autorité indirects, visant à légitimer l'action gouvernementale.

Dans ce passage, l'expression « nous ont permis d'obtenir des résultats incontestables » est un exemple typique de ce que Heinich qualifie de « stratégie de clôture discursive » (*ibid.* : 233). Le segment phrastique « incontestables » constitue une assertion forte, une forme de « fait accompli » discursif qui empêche la mise en doute. Rhétoriquement parlant, il s'agit d'un argument d'évidence, car on présente les effets comme suffisamment manifestes pour ne pas exiger de démonstration. Cette stratégie vise à fermer l'espace du débat, ce qui est fréquent dans le discours présidentiel où l'enjeu est de rassurer et de stabiliser la perception du réel. En procédant ainsi, le Président Macron affirme une autorité discursive qui refuse la polémique, en déclarant que les résultats sont « incontestables », il n'y a pas lieu de discuter leur origine ou leur validité.

Dominique Maingueneau (2020 : 260) insiste sur la dimension narrative du discours politique, qui permet d'articuler les faits autour d'un fil conducteur cohérent. ». Ici, le Chef

de l'Etat construit une mise en récit du succès collectif, dans laquelle la vaccination joue le rôle de moment décisif. Le syntagme « déploiement d'un plan de vaccination inédit » évoque une action à la fois massive, organisée, presque militaire, qui appuie l'image d'un Etat stratège. Cette narration est encadrée par une temporalité précise – les mois de mai et juin – ce qui donne une assise empirique au discours. En mentionnant ces repères temporels, le locuteur-politique inscrit sa parole dans une mémoire collective récente, ce qui donne plus de poids à ses affirmations. L'éthos qui se dégage est celui d'un Président visionnaire, pragmatique et efficace.

Enfin, « plan de vaccination inédit » agit comme un enthymème : une forme d'argumentation implicite analysée par Maingueneau (*ibid.* : 271). Le présupposé est que l'originalité du plan garantit son efficacité. Cette association n'est pas explicitée, mais elle se base sur une croyance partagée selon laquelle les réponses innovantes sont plus adaptées aux crises exceptionnelles. Cet énoncé illustre un effet de halo discursif³⁵⁵, autrement dit le transfert d'une appréciation positive d'un élément vers un autre. Ici, qualifier le plan de vaccination d'« inédit » crée une impression de nouveauté et de réussite, ce qui se répercute sur la perception du vaccin lui-même. Le raisonnement implicite peut se formuler ainsi : plan inédit → plan novateur → plan efficace → vaccin réussi. Ce lien logique n'est pas énoncé de manière explicite, mais guide la perception du sujet-cible.

Après avoir parlé de la nécessité des gestes barrières et du vaccin, relevons maintenant des procédés argumentatifs à la base desquels le Président appuie des propos, ainsi que leurs effets recherchés chez le sujet-récepteur du discours.

7.3. La rhétorique des données numériques et des stratégies équivoques des figures rhétoriques dans le discours macronien

« Le procédé stylistique est reconnaissable – au moins intuitivement – à un certain niveau de surface du texte. »

Greimas et Courtés, 1980 : 102 – 103

³⁵⁵ Le concept d'*effet de halo* a été formulé par Edward L. Thorndike (1920) pour désigner une distorsion cognitive où la perception positive ou négative d'un trait influence l'évaluation d'autres traits. Transposé à l'analyse du discours, l'*effet de halo discursif* décrit le transfert d'une valeur positive (ou négative) associée à un élément lexical (ou thématique) vers un autre élément du même énoncé, ce a pour tâche d'influencer l'interprétation globale de l'énoncé.

La citation précédente met en lumière la manière dont les procédés stylistiques se manifestent à travers la surface du discours, ce qui influence ainsi sa perception et sa compréhension. Ces procédés se reflètent dans la structure linguistique, l'agencement des termes, leur utilisation, et leur répétition. Dans la communication politique, l'analyse des procédés stylistiques révèle comment le sujet-parlant utilise le langage afin de mobiliser ou persuader l'audience et transmettre son message. Nous examinerons plus en détail l'usage rhétorique des données numériques et la stratégie équivoque des figures rhétoriques, deux aspects essentiels de l'art de la persuasion politique. Greimas et Courtés expliquent que les procédés stylistiques sont souvent perceptibles, même sans une analyse profonde. Ils apparaissent donc dans la manière dont la phrase est construite, les notions choisies et les répétitions employées. Ces éléments de surface captent l'attention du sujet-cible et renforcent en conséquence l'impact du message. En communication politique, ces procédés ne sont pas simplement ornementaux, mais stratégiques, avec l'objectif d'influencer la pensée. La reconnaissance intuitive des procédés stylistiques permet en conséquence de décoder les intentions et les techniques du sujet-énonciateur, ce qui offre une clef pour comprendre comment le langage peut être manipulé dans le but d'atteindre des objectifs spécifiques.

D'après *Le CNRTL*, le terme *procédé* signifie « moyen utilisé par l'auteur pour conférer un certain caractère à l'expression, au texte. ». Cette définition accentue le rôle crucial des procédés stylistiques dans la construction et l'impact d'un discours. Elle suggère que les procédés ne sont pas des éléments superficiels ou accessoires mais qu'ils sont des outils délibérément employés par le sujet-parlant pour façonner la réception et l'interprétation de son œuvre. Tout d'abord, le terme « moyen » indique que les procédés sont des techniques et des stratégies spécifiques, et chaque procédé stylistique a une fonction définie et contribue à la texture unique du texte. Ce sont les moyens employés dans le but de donner une certaine qualité ou caractère particulier à la communication. Ils englobent l'ensemble de techniques et méthodes spécifiques utilisées dans le cadre du processus créatif pour que le sujet-parlant puisse atteindre l'effet souhaité dans son discours. De même, ces procédés permettent au locuteur d'impliquer son interlocuteur dans ses arguments et de l'intégrer dans sa sphère d'énonciation. Par conséquent, les procédés sont divers et ne se limitent pas aux figures de style. Certainement, le sujet-parlant pourra justifier ses idéologies et ses croyances à travers l'emploi des marqueurs de modalité. En justifiant cette différence, le locuteur pourra mieux présenter sa pensée et s'échapper des ambiguïtés grâce à son

argumentation. Ainsi, comprendre et analyser les procédés stylistiques permet de saisir comment le sujet-parlant manipule le langage pour atteindre des objectifs spécifiques, qu'il s'agisse de persuader, d'émouvoir, ou de divertir. Ils sont donc des outils essentiels dans l'arsenal du sujet-parlant, transformant un simple assemblage de termes en une œuvre dotée de profondeur et de résonance.

En arrivant à ce stade, deux questions se révèlent primordiales : Comment le Président utilise-t-il rhétoriquement des données numériques tels que les pourcentages et les montants en euros pour renforcer son discours sur les mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19, et comment cela influe-t-il sur la réception du téléspectateur ? Quel impact cela a-t-il sur la compréhension du sujet-cible ? Pour pouvoir répondre à ces questions, nous proposons que le Chef de l'Etat utilise les pourcentages et les montants en euros pour établir des parallèles entre la situation pandémique et sanitaire et des éléments familiers au téléspectateur, facilitant ainsi la compréhension de ce dernier. Cette approche vise à renforcer l'adhésion aux mesures préconisées en rendant le discours plus accessible et en suscitant une réponse plus consensuelle de la part de la population.

7.3.1. L'usage rhétorique des données numériques

« Les discours politiques ne peuvent porter sur les chiffres pris en eux-mêmes, mais doivent se construire à partir et au moyen des chiffres. »

Bacot, *et al.*, 2012 : 10

Bacot, *et al.* (2012 : 10) mettent en lumière l'importance stratégique des données numériques dans le discours politique, et cette affirmation ponctue que les chiffres, bien qu'importants, ne sont pas suffisants pour structurer une communication politique efficace, mais qu'ils doivent être intégrés de manière à soutenir le message global. Cette citation explique l'idée que les chiffres ne peuvent être pris en eux-mêmes, ce qui signifie que les données brutes manquent de contexte et d'interprétation, puisqu'un chiffre n'a de sens réel que lorsqu'il est mis en relation avec les préoccupations et les attentes du sujet-cible. À titre d'exemple, annoncer que le chômage a diminué de 2 % est une donnée brute, or expliquer que cela signifie que des milliers de citoyens ont retrouvé un travail amélioré leur qualité de vie donne une dimension humaine et compréhensible à cette donnée.

Puis, construire un discours à partir et au moyen de données numériques implique le recours aux données comme fondation et support du message politique. Pour cela, les chiffres servent de preuves tangibles et de points de référence objectifs qui peuvent renforcer

la crédibilité et l'argumentation de l'orateur-politique. En les intégrant judicieusement, le discours peut illustrer des succès, justifier des politiques, et/ou persuader le public-cible de la nécessité de certaines actions. En fin de compte, les chiffres, utilisés judicieusement, ont le pouvoir de mobiliser et d'influencer l'opinion publique, car en les associant à des narrations convaincantes, les chiffres deviennent des outils rhétoriques vigoureux qui peuvent à la fois simplifier des concepts complexes et rendre les arguments plus accessibles et plus persuasifs. Ainsi, Bacot, *et al.* expliquent que, pour qu'il soit efficace, le discours politique doit dépasser la simple énumération des chiffres en les intégrant dans un récit plus large qui parle aux préoccupations et aux aspirations du récepteur.

Lorsque le Président invoque les mesures sanitaires et la campagne de vaccination, il offre des statistiques liées à la propagation du virus, au taux de vaccination, et aux résultats obtenus. Toutefois, à l'inverse d'une approche exclusivement scientifique, il vise à donner une dimension concrète et accessible à ces chiffres, car il cherche à rendre compréhensibles les enjeux de la situation épidémiologique, tout en accentuant l'importance de la participation collective contre l'épidémie. Dans le contexte de notre cas d'étude, un ensemble de questions semble pertinent : Comment le Président incorpore-t-il les données chiffrées et les pourcentages dans le but de soutenir ses arguments en faveur des mesures sanitaires et de la vaccination ? Quels sont les chiffres qu'il utilise, et quel est son but en les présentant ?

À la lumière de ce que Bacot, *et al.* ont avancé³⁵⁶, comment les chiffres ne sont-ils pas considérés comme des « entités isolées », mais des éléments incorporés à la construction du discours macronien ? En adoptant cette approche communicative axée sur la présentation des chiffres, comment le Président cherche-t-il à clarifier les enjeux de la lutte contre cette épidémie pour les rendre palpables et compréhensibles au grand public ? Et surtout,

³⁵⁶ Ils analysent la manière dont les politiciens font recours aux statistiques afin d'influencer l'opinion publique de diverses manières. Ils argumentent que les politiciens peuvent utiliser des statistiques pour renforcer la crédibilité de leurs thèses et donner une touche d'objectivité. Ils étudient également comment les chiffres peuvent être employés pour créer une perception de crise, mobilisant, en conséquence, le soutien en faveur de leurs programmes politiques. Bacot, Desmarchelier, et Rémi-Giraudont font remarquer l'importance de ce qu'ils appellent « vigilance citoyenne » face à une présentation possiblement trompeuse ou biaisée des chiffres en politique. Pour cette raison, ils accentuent la nécessité pour les citoyens d'être critiques, de vérifier les sources et méthodologies, et de comprendre les avantages et les limites de l'utilisation des statistiques dans le discours politique. Ils avancent un ensemble de recommandations, encourageant le lecteur à adopter une approche réfléchie, impliquant : l'examen de la méthodologie, la consultation d'experts, la recherche de contre-arguments, la vérification des sources, ainsi que la prise en compte du contexte pour que le public-cible ait une évaluation plus nuancée des statistiques et des chiffres présentés par le sujet-parlant.

comment cet emploi rhétorique des chiffres contribue-t-il à renforcer la crédibilité scientifique des arguments présentés, et à mobiliser le public-cible de manière collective ?

Pour répondre à ces questions, nous considérons l'hypothèse suivante : le discours macronien a adopté une approche axée sur l'utilisation rhétorique des statistiques et des chiffres pour rendre les enjeux de la pandémie plus tangibles pour le téléspectateur. En simplifiant les concepts complexes à l'aide de chiffres, il aurait cherché à faciliter la compréhension de l'ampleur de la crise sanitaire, ce qui incite ainsi le sujet-cible à se souvenir de la nécessité des mesures préventives. De même, en illustrant le nombre de personnes touchées ou de décès à travers les chiffres, le sujet-énonciateur aurait choisi de concrétiser l'impact de la situation épidémiologique. Enfin, en sensibilisant le public-cible aux risques du virus via cette utilisation des chiffres, il aurait tenté de mobiliser l'opinion publique en faveur de mesures efficaces pour lutter contre la propagation de la maladie. Par cette stratégie, le Président cherche à clarifier les enjeux de la pandémie liée à la COVID-19 pour favoriser une compréhension approfondie et surtout inciter à l'engagement du public dans la lutte contre cette pandémie.

L'analyse du corpus montre que le Président fait usage des chiffres lorsqu'il parle de l'argent et de son investissement. Une recherche révèle la présence de 21 occurrences³⁵⁷ du segment phrastique « euros » (ou le symbole « € ») et indique ainsi la présence de différentes sommes d'argent. L'analyse démontre que le Chef de l'Etat évoque constamment les montants des aides financières accordées aux entreprises, faisant remarquer en conséquence la dimension financière et économique de sa communication. Certaines valeurs monétaires apparaissent de manière récurrente dans les discours d'Emmanuel Macron, comme dans le passage suivant :

« Au total, nous avons mobilisé près de 500 milliards d'**euros** pour notre économie, pour les travailleurs, pour les entrepreneurs, mais aussi pour les plus précaires. »³⁵⁸

Macron, 14/06/2020

Selon Marc Bonhomme (2009 : 43), l'un des procédés argumentatifs fréquents dans le discours politique est le recours à l'hyperbole quantitative³⁵⁹, qui a pour but de frapper le

³⁵⁷ Le tableau des occurrences est consultable en annexe. Voir Vol. 2, p. 93.

³⁵⁸ Voir Vol. 2, p. 22.

³⁵⁹ Il s'agit d'une figure d'exagération fondée sur l'amplification numérique, consistant à présenter des chiffres élevés (ou des volumes impressionnants) dans le but de produire un effet de grandeur, de puissance ou d'efficacité. Dans le discours politique, elle permet de soutenir l'image d'un Etat à la fois actif et performant, en donnant une dimension spectaculaire à des résultats ou à des efforts. Cette stratégie rhétorique a pour tâche

sujet-cible par la grandeur des chiffres, pour légitimer une action politique. Dans la citation étudiée, l'annonce des « près de 500 milliards d'euros » constitue un argument de quantité mobilisée comme preuve d'engagement et de puissance d'action. L'énonciateur cherche, en ce faisant, à impressionner le téléspectateur en présentant une somme difficilement conceptualisable pour le citoyen moyen. Ce chiffre est à la fois informatif et argumentatif, car il prétend démontrer l'ampleur exceptionnelle de la mobilisation étatique, tout en suscitant un effet de sidération favorable à l'adhésion.

Ici, le chiffre avancé constitue « un effet de preuve » fondé sur la quantification spectaculaire. Selon Bonhomme (2009 : 47), cette stratégie consiste à soutenir l'argumentation non pas par une démonstration logique, mais par l'impact de l'ampleur même du chiffre avancé, qui est supposé parler de lui-même. Le Chef de l'Etat mobilise une hyperbole quantitative pour asseoir la légitimité de son action, en inscrivant sa réponse dans une échelle exceptionnelle et hors norme. Ce faisant, il transforme une décision économique en acte quasi héroïque, digne d'admiration, et difficilement contestable. L'énormité du montant agit comme un garant implicite d'efficacité et de bonne volonté, évacuant l'exigence d'un examen détaillé des mesures concrètes. L'usage de ce chiffre massif vise ainsi à produire un effet d'évidence persuasive : si l'Etat investit autant, c'est qu'il agit à la hauteur du danger. Cette démonstration par la grandeur monétaire conforte le citoyen-téléspectateur dans l'idée que le pouvoir politique est responsable, protecteur et pleinement engagé.

Bonhomme aborde aussi l'importance de la mise en forme syntaxique du discours, où la structure énumérative joue un rôle central. Dans ce passage, l'accumulation des bénéficiaires selon la progression rythmée suivante : « pour notre économie, pour les travailleurs, pour les entrepreneurs, mais aussi pour les plus précaires », crée une gradation argumentative. Chaque segment phrastique ajoute un destinataire, consolidant l'idée que l'action de l'Etat est globale, inclusive et équilibrée. Le retour anaphorique de la préposition « pour » donne un rythme solennel et structurant à la déclaration, mettant en lumière l'exigence de chaque catégorie. Selon Bonhomme (*ibid.* : 47), cette mise en série syntaxique est une stratégie argumentative qui démontre une logique d'équité et de répartition raisonnée, mais aussi la construction d'une image unificatrice de la nation, soudée face à l'adversité. Le syntagme « notre économie » illustre l'ancrage énonciatif par la deixis

de renforcer la légitimité de l'action gouvernementale en frappant l'imaginaire du sujet-récepteur par l'ampleur des données mentionnées, tout en simplifiant des réalités parfois plus nuancées (Bonhomme, 2009 : 43).

possessive³⁶⁰. En recourant au possessif « notre », le Chef de l'Etat implique de manière directe le grand public dans la déclaration suivante : l'économie n'est pas celle du gouvernement, mais celle de tous. Cela relève d'une stratégie d'inclusion discursive, où le sujet-locuteur tente de réduire la distance entre l'Etat et le citoyen, tout en les associant affectivement à la politique menée. Il s'agit d'un exemple typique de mise en scène d'un « nous » fédérateur, un procédé que Bonhomme relie à une visée identitaire du discours.

Or, la place accordée à « mais aussi pour les plus précaires » est particulièrement significative. En fin de chaîne énumérative, cette mention agit tel qu'un climax émotionnel, ce qui accentue la dimension morale du message. Selon Maingueneau (2013 : 8), l'éthos compassionnel est une figure typique du discours de crise, puisqu'en montrant sa préoccupation pour les plus vulnérables, le Président construit l'image d'un dirigeant bienveillant, attentif et solidaire. Ce passage engage aussi le pathos, car il suscite une adhésion émotionnelle chez le sujet-cible, rassuré de voir les plus fragiles inclus dans l'effort national. L'argumentation ne repose donc pas uniquement sur le logos, mais aussi sur l'émotion, ce qui est essentiel dans un contexte de gestion de pandémie.

Aussi, Bonhomme souligne que dans le discours politique, certains mots ou chiffres peuvent devenir des symboles discursifs. Ici, les « 500 milliards » ne sont pas qu'une réalité économique, mais plutôt ils symbolisent l'ampleur de la mobilisation étatique et l'engagement du gouvernement face à la crise sanitaire. Ce chiffre s'inscrit dans une stratégie de mise en visibilité de la réponse étatique, destinée à créer un effet de réalité et à accroître la légitimité des décisions prises. Enfin, cette déclaration a aussi une fonction préventive, car en évoquant de manière pro-active un chiffre aussi massif, le sujet-parlant devance les critiques sur l'inaction ou la lenteur de la réponse gouvernementale. Pour cela, ce discours vise à installer un récit de maîtrise, dans lequel l'Etat agit avec anticipation et équité. En d'autres termes, cette formulation cherche à imposer une lecture positive de l'action publique, tout en neutralisant d'éventuels reproches.

Prenons le passage suivant, dont le but est de faire remarquer la continuité et l'amplification du soutien économique apporté par le gouvernement, en mettant en lumière la protection accrue des petites entreprises par une aide financière substantielle afin de

³⁶⁰ La *déixis possessive* désigne l'emploi d'un déterminant possessif (comme notre, nos, mon) qui ancre l'énoncé dans une situation d'énonciation spécifique, en construisant une relation entre le sujet-locuteur et l'objet désigné. Dans le discours politique, cette forme de deixis permet de consolider l'inclusion symbolique entre le pouvoir et le citoyen, en suggérant une communauté d'intérêts ou de destin. L'usage de « notre économie » par exemple, crée une forme d'appropriation partagée qui vise à établir une proximité affective et idéologique entre l'orateur-politique et son sujet-cible (Jacquin, 2017 : 20).

compenser leurs pertes, ce qui renforce donc la légitimité et la détermination de l'Etat face à la crise :

« Comme au printemps, le « quoiqu'il en coûte », cette réponse économique parmi les plus protectrices du monde se poursuivra. Elle sera même plus importante qu'en mars pour nos petites entreprises fermées administrativement avec la prise en charge jusqu'à 10 000 **euros** par mois de leurs pertes en chiffres d'affaires.»³⁶¹

Macron, 28/10/2020

La déclaration de la prise en charge « jusqu'à 10 000 euros par mois » constitue une opération rhétorique où, loin d'être un simple indicateur comptable, le chiffre, devient un symbole de l'engagement étatique. Selon Durand (1961 : 47), les chiffres ronds disposent d'une valeur heuristique et mémorielle forte », puisqu'ils sont « facilement mémorisables, frappent l'imaginaire collectif, et opèrent comme des signaux de crédibilité. ». Ici, le chiffre « 10 000 » remplit de manière précise cette fonction. Il opère comme une image-chiffre, autrement dit comme un chiffre qui, par sa rondeur et son ampleur apparente, est destiné à marquer le sujet-cible et à construire une représentation mentale claire d'un soutien massif. Donc, il ne s'agit pas d'un chiffre froid ou technique, mais d'un chiffre-orateur³⁶², qui dit l'abondance de l'aide, la stabilité de l'Etat, et sa capacité d'action rapide et forte.

Sur le plan énonciatif, l'usage d'un chiffre aussi précis joue sur l'éthos du sujet-orateur, en renforçant l'image d'un Président soucieux de transparence et de rigueur dans la gestion de l'épidémie. En effet, comme l'indique Catherine Fallon (2015 : 113), « l'introduction de chiffres dans le discours politique donne l'illusion d'une objectivité rationnelle. ». Le « jusqu'à » joue un rôle stratégique, ouvrant à la nuance, montrant que le soutien n'est pas arbitraire, mais calculé selon les besoins réels des entreprises. Ce flou contrôlé permet de ne pas promettre un montant fixe à tous, mais plutôt de présenter une promesse personnalisée, tout en conservant la force de l'impact symbolique du chiffre maximal. Les chiffres peuvent aussi avoir une fonction pathémique, produisant des effets affectifs. Le chiffre « 10 000 euros » évoque de manière immédiate une aide concrète, presque palpable, qui peut soulager l'angoisse économique des petites entreprises touchées

³⁶¹ Voir Vol. 2, p. 34.

³⁶² Cette notion désigne un nombre (ou un montant) présenté dans un discours non seulement comme information quantitative, mais comme un élément rhétorique qui communique un message implicite ou suscite une impression. Dans l'exemple étudié, le chiffre de « 10 000 euros par mois » ne se limite pas à indiquer la somme exacte : il met en lumière l'importance et l'efficacité de l'intervention de l'Etat, renforce la perception de protection offerte aux entreprises et contribue à la construction de la crédibilité et de l'autorité du sujet-locuteur.

par la fermeture administrative. Ce chiffre rend visible l'invisible : les intentions gouvernementales prennent forme par le biais d'un montant précis. Le message ne se contente pas de promettre un soutien abstrait, car il quantifie l'aide et donc la rend crédible sur le niveau émotionnel. Il s'agit de construire un lien empathique avec les entrepreneurs, en leur donnant non seulement de l'espoir, mais également une base concrète pour se projeter dans l'avenir.

La phrase introductive « comme au printemps, le « quoiqu'il en coûte » [...] » installe une structure discursive de la répétition et de l'amplification, autrement dit un effet de mise en scène temporelle. Il s'agit d'ancrer le propos dans une continuité narrative rassurante, tout en signalant que l'effort ne faiblit pas, mais s'intensifie. L'usage de ce chiffre entre ainsi dans une stratégie de dramatisation maîtrisée, comme suit : le moment est grave, mais l'Etat est encore plus prêt qu'avant à déployer les moyens nécessaires. Cette dynamique rassure le sujet-cible et stimule la confiance collective, comme elle montre que l'action gouvernementale s'adapte, progresse et s'amplifie.

Combiné au chiffre spectaculaire, l'emploi du superlatif « parmi les plus protectrices du monde » renforce une rhétorique du leadership et véhicule le message suivant : la France n'agit pas seulement bien, elle agit mieux que les autres. Dans ce sens, l'usage des chiffres en comparaison internationale permet d'exalter la nation et de consolider le consensus autour de l'action publique. Le chiffre « 10 000 » devient de ce fait un élément de distinction, une preuve quantitative de la supériorité morale et matérielle de l'action française. Il forge une identité nationale protectrice, valorise les institutions, et surtout incite à la mobilisation sociale autour d'une solidarité nationale orchestrée par l'Etat.

Jusqu'à présent, nous avons analysé quelques usages rhétoriques des chiffres dans le discours macronien, et cette analyse révèle comment l'évocation de sommes précises permet de rendre palpables les efforts gouvernementaux, d'accentuer la crédibilité des propos et de rassurer quant à la mobilisation des ressources requises afin de surmonter la pandémie. Cependant, l'utilisation des chiffres ne se limite pas aux montants en euros. Il est également crucial d'examiner l'usage des pourcentages dans la communication macronienne, car ces derniers jouent un rôle tout aussi significatif dans la construction du discours politique, illustrant des proportions, des évolutions et des comparaisons de manière percutante et claire. Pour cela, dans les passages qui suivent, nous remarquons l'utilisation de l'indicateur chiffré « % ». L'emploi fréquent des pourcentages dans les discours macroniens reflète l'intention présidentielle d'amplifier les distinctions pour faire remarquer des points clés et marquer

l'impact des mesures prises face à la pandémie. Nous avons mené une requête qui démontre la présence de 13 occurrences³⁶³ du signe « % », ce qui révèle la volonté de l'énonciateur-politique de quantifier et de rendre tangibles les informations, utilisant ainsi un ensemble de données chiffrées afin de renforcer l'impact de ses arguments.

La citation suivante met en relief l'importance de l'âge en tant que facteur critique dans la mortalité de la COVID-19, à travers l'utilisation d'une statistique précise pour consolider l'argument et justifier les mesures prises pour protéger les populations âgées ; regardons-la de plus près :

« L'âge est le facteur prépondérant. 85% des malades décédés ont plus de 70 ans. »³⁶⁴

Macron, 28/10/2020

Dans cette déclaration, le Président adopte une stratégie de rationalisation qui consiste à objectiver son propos en mobilisant un chiffre précis. Cette formulation s'inscrit pleinement dans ce que Ruth Amossy (2018 : 17) appelle une argumentation chiffrée qui vise à asseoir la crédibilité du locuteur à travers des données présentées comme indiscutables. Ce pourcentage, loin d'être une simple donnée statistique, a pour fonction de réduire la complexité du phénomène pandémique à un élément central, facilement compréhensible par tous : l'âge constitue le principal facteur de risque. Ce geste de simplification cherche à faciliter la réception du discours par l'isolation d'un aspect saillant, et contribue de ce fait à la vulgarisation scientifique dans un cadre politique.

En recourant à un chiffre aussi élevé que « 85% », le sujet-énonciateur recourt à une stratégie de dramatisation raisonnée, autrement dit une mise en tension du discours qui a pour tâche de susciter l'émotion tout en conservant une apparence de maîtrise. Ce pourcentage impressionnant agit en tant que chiffre-choc, car il produit un effet affectif sur le sujet-récepteur. Il contribue à capter l'attention et à pointer l'ampleur du danger encouru par les personnes âgées, en leur conférant une visibilité à la fois médiatique et politique particulière. Donc, le chiffre rend visible une réalité remarquable et sert d'amorce argumentative ; en d'autres termes, il prépare et légitime la suite du raisonnement en faveur de mesures sanitaires ciblées.

³⁶³ Le tableau des occurrences est consultable en annexe. Voir Vol. 2, p. 100.

³⁶⁴ Voir Vol. 2, p. 29.

Or, l'usage de cette donnée chiffrée joue un rôle crucial dans la légitimation des décisions politiques à venir. Selon Amossy et Koren, l'argumentation chiffrée « permet de naturaliser les choix politiques, en leur donnant l'apparence de l'évidence, voire de la nécessité » (2010 : 13). En d'autres termes, ce pourcentage fonctionne comme un argument déguisé d'autorité scientifique, puisqu'il repose sur des faits empiriques, et rend les décisions (comme le confinement des aînés ou leur priorité vaccinale) à la fois logiques, rationnelles, presque indiscutables. Ici, la donnée devient un instrument de persuasion politique, qui évite les débats idéologiques en les remplaçant par une argumentation dite « fondée sur les faits » (*ibid.* : 18).

Par ailleurs, ce passage contient une dimension pathétique implicite, qui repose sur l'indignation morale face à un fait jugé intolérable, c'est-à-dire la surmortalité des personnes âgées. En quantifiant cette réalité, le pourcentage devient un levier éthique, ce qui renforce l'idée qu'il faut protéger cette population vulnérable. Cela s'inscrit dans ce que Amossy qualifie de discours à visée pathémique raisonnée (2021 : 209), plus précisément un discours qui cherche à provoquer une émotion mesurée (ici : la compassion, l'inquiétude), sans basculer dans le sensationnalisme. Le sujet-énonciateur ne dit pas de manière explicite « protégeons nos aînés », mais l'usage du chiffre agit comme un appel implicite à la responsabilité collective. Ainsi, il construit une solidarité intergénérationnelle fondée sur une nécessité arithmétique.

Le choix d'un chiffre précis « 85% », plutôt qu'une formulation vague comme « la majorité », affirme également le discours d'expertise. Cette précision confère une crédibilité scientifique à la déclaration, ce qui participe à la construction de l'éthos présidentiel, autrement dit l'image de soi que le Chef de l'Etat souhaite projeter en tant que Président rationnel, informé et responsable. Amossy souligne que dans « les discours publics, l'éthos est souvent construit à travers la rigueur des données mobilisées » (2022 : 31) : ici, le chiffre joue un rôle d'adjuvant discursif, qui soutient l'autorité du locuteur-politique et la rationalité de ses décisions. Cette rigueur affichée permet également de contenir l'émotion, de maintenir une tonalité pondérée, rassurante, et surtout de ne pas verser dans la panique, ce qui est essentiel dans un contexte de crise.

Regardons à présent le passage suivant, qui a pour objectif, en mettant en relief l'intention de soutien économique du gouvernement, de rassurer les secteurs les plus durement touchés par les fermetures administratives en leur offrant une aide financière flexible :

« En plus des dispositifs déjà existants, les restaurants, les bars, les salles de sport, les discothèques, tous les établissements qui resteront fermés administrativement, se verront verser quelle que soit leur taille, 20% de leur chiffre d'affaires de l'année 2019 si cette option est préférable pour eux aux 10 000 euros du fonds de solidarité.»³⁶⁵

Macron, 24/11/2020

Dans le contexte de ce passage, l'usage du pourcentage « 20% » constitue une forme de quantification objectivante, qui, selon Amossy (2022 : 37), relève d'un procédé d'argumentation par les chiffres. Ce type de formulation confère une aura de rigueur et d'impartialité à la décision politique. Le pourcentage agit en tant que preuve mathématique de l'équité de la mesure, expliquant qu'il ne s'agit pas d'un montant arbitraire, mais d'un calcul ajusté à la réalité économique propre à chaque entreprise. Dans ce sens, le sujet-énonciateur mobilise une figuralité logique, pour que la mesure semble rationnelle, neutre et non partisane, ce qui souligne sa recevabilité auprès de différents publics. Cette figure d'objectivation contribue ainsi à désamorcer les soupçons de favoritisme ou d'injustice.

Marie-Anne Paveau (2012 : 102) souligne que « certaines figures discursives agissent comme des outils d'ajustement stratégique au contexte », ce qui permet de faire apparaître la proposition comme la plus raisonnable ou la plus juste. En proposant une alternative entre un montant fixe (10 000 euros) et un pourcentage du chiffre d'affaires, le discours construit un raisonnement fondé sur la souplesse et la personnalisation, pour dire que chaque entreprise peut choisir ce qui lui convient le mieux. Cela relève d'un argument d'adéquation, montrant que l'option au pourcentage s'ajuste aux situations économiques variées, et l'alternative elle-même est une figure de l'équilibre. Cette ouverture du choix donne donc l'image d'un Etat soucieux de la diversité des réalités économiques, renforçant l'éthos bienveillant et pragmatique du locuteur présidentiel.

Cet énoncé illustre ce que décrit Eggs (2008 : 291 – 293) : l'usage d'une structure apparemment rationnelle (ici, la comparaison chiffrée entre deux options d'indemnisation) qui masque en réalité une intention pathétique, ayant pour tâche de rassurer et à susciter l'adhésion du destinataire. Dans ce cas précis, l'argumentaire évite tout registre émotionnel ou compassionnel au profit d'un discours chiffré et technique. L'usage du pourcentage permet de dériver l'émotion vers la confiance dans la méthode, ce qui déplace le débat de l'injustice ressentie vers la rationalité calculée. Le pourcentage devient une figure de

³⁶⁵ Voir Vol. 2, p. 47.

légitimation technique, puisque le recours à une donnée apparemment indiscutable crée un effet d'évidence, ce que Michel Meyer (1996 : 13) appelle « la technicisation de l'argumentation ».

En spécifiant que le chiffre d'affaires de l'année 2019 sert de base de calcul, le discours s'appuie sur ce que Laurent Creton (2020 : 109) nomme « une figure de cadrage temporel stratégique. ». L'ancrage dans une période de stabilité économique permet au passage de fixer un repère rassurant pour les entreprises, car la référence à 2019 évoque une situation « normale », non entachée par la crise. Ce procédé met en lumière l'idée que l'aide est fondée sur une réalité économique à la fois stable et représentative, et non sur les aléas exceptionnels de l'année 2020. Ce choix temporel agit comme un point d'appui argumentatif destiné à accentuer la crédibilité et la représentativité de la mesure. Enfin, la juxtaposition des deux options d'aide (le montant fixe et le pourcentage) relève d'une figure de justice. Cette mise en parallèle crée un effet de compensation entre les deux formes d'aide, ce qui suggère de manière implicite que chacune s'adresse à un profil différent d'entreprise. Il ne s'agit pas d'imposer une solution unique, mais plutôt de respecter la pluralité des réalités. Cette figure d'équilibre a pour but de construire l'image d'un gouvernement soucieux de justice distributive, renforçant, ce faisant, l'argument d'équité, central dans la rhétorique sociale et économique du Président.

Le but du passage suivant est d'informer le téléspectateur sur la situation pandémique, les mesures prises pour la contrôler, et surtout l'importance du vaccin pour revenir à une vie normale ; regardons-le :

« Tous les vaccins disponibles en France nous protègent solidement contre ce variant Delta : ils divisent par 12 son pouvoir de contamination et évitent 95% des formes graves.»³⁶⁶

Macron, 12/07/2021

Dans cette citation, le Président mobilise un chiffre précis, « 95% », afin de qualifier l'efficacité des vaccins contre les formes graves du variant « *Delta* ». Selon Paul Bacot, *et al.* (2012 : 11), les chiffres dans le discours « sont souvent utilisés comme arguments d'autorité objective, car ils convoquent l'univers du scientifique et du mesurable. ». Dans ce passage, le pourcentage constitue un marqueur discursif de réalité, car il sert à donner à la parole un vernis de vérité incontestable. Le locuteur-politique ne se contente pas d'affirmer

³⁶⁶ Voir Vol. 2, p. 66.

que le vaccin est « efficace », mais précise un degré de cette efficacité avec une volonté affichée de la précision quantitative, relevant de la stratégie de légitimation. Ce choix s'inscrit dans une logique argumentative où le chiffre « n'est pas neutre mais oriente l'interprétation du récepteur en présentant l'action gouvernementale comme rationnelle, informée et fondée sur des données empiriques » (*ibid.* : 13).

Dans cette citation, le chiffre « 95% » fonctionne comme un élément central du cadrage cognitif³⁶⁷ du discours. Selon Goffman (1974 : 41)³⁶⁸, un cadre permet d'organiser l'expérience et de donner un sens structuré à la réalité : ici, le sujet-énonciateur ne se contente pas d'informer sur l'efficacité des vaccins, il oriente la perception du citoyen-télespectateur en sélectionnant un indicateur chiffré qui suggère une efficacité presque totale. Le recours au pourcentage joue donc un rôle d'amplification rhétorique, mettant en valeur une vérité rassurante, tout en évacuant l'incertitude et la complexité scientifique. Ce cadrage illustre ce que Nathalie Heinich (2019 : 232) décrit comme un usage stratégique du « frame » dans les discours publics. Autrement dit, un cadre d'abord descriptif au sens de Goffman (ici, présenter des données factuelles sur l'efficacité vaccinale) est mobilisé comme un outil normatif, destiné à orienter la perception et à convaincre le sujet-cible. L'énoncé mobilise ainsi un cadre de santé publique sécurisant, structuré autour d'une quantification positive, qui vise à ancrer de manière cognitive la confiance dans la vaccination, tout en limitant les possibilités d'une lecture anxiogène ou critique. Selon D'Apollonia (2022 : 373), ce type d'argumentation repose sur « une valeur prescriptive implicite », car ce n'est pas seulement une information que l'on donne, mais plutôt une orientation vers une conduite souhaitée, ici la vaccination. Loin d'être de nature descriptive, ce chiffre s'inscrit dans une logique de persuasion, voire de pression douce, visant à « rationaliser l'adhésion du public » (*ibid.* : 420). Le chiffre élevé suggère la certitude, l'efficacité, et surtout la sécurité, des notions essentielles dans un contexte de défiance ou d'hésitation vaccinale. Or, l'absence d'éléments de contre-argumentation (par exemple les limites de cette efficacité face à d'autres variants)

³⁶⁷ Le *cadrage cognitif* (ou *framing* en anglais) désigne le processus par lequel un discours sélectionne, organise et oriente la perception d'une réalité en mettant en lumière certains aspects plutôt que d'autres. En mentionnant un chiffre comme « 95 % des formes graves évitées », le sujet-locuteur propose une réception rassurante et valorisante de la vaccination, en guidant l'interprétation du sujet-cible vers une efficacité forte, tout en atténuant d'éventuelles inquiétudes. Ce cadrage structure donc l'interprétation du propos en activant des cadres mentaux familiers (la quantification, l'efficacité mesurée, la sécurité). Voir notamment Erving Goffman, *Frame Analysis: An Essay on the Organization of Experience*, Harper & Row, 1974 ; et Nathalie Heinich, *La réception américaine de Frame Analysis d'Erving Goffman*, *Revue française de sociologie*, 60 (2), 2019, p. 225 – 238.

³⁶⁸ Cité par Heinich, 2019 : 227.

témoigne d'un discours orienté, qui a pour visée de faire pencher la balance argumentative du côté de l'adhésion.

Aussi, par sa proximité symbolique avec la perfection (100%), le chiffre « 95% », relève d'une figure argumentative implicite que D'Apollonia pourrait assimiler à « une hyperbole atténuée » (*ibid.* : 422), qui amplifie l'efficacité sans l'énoncer comme absolue, ce qui laisse entendre une quasi-certitude tout en évitant l'absolutisme. En maximisant son effet persuasif, cette stratégie rend l'argument difficile à contester. Par ailleurs, cette valeur numérique n'a de sens que dans un contexte d'angoisse sanitaire ; elle agit comme un élément de réassurance collective. Le sujet-énonciateur s'adresse à un public inquiet, et le recours à un chiffre rassurant répond à un besoin émotionnel, ce qui donne l'apparence d'un raisonnement objectif. Ici, on assiste à une forme de rhétorique de la rationalité qui ne dit pas son nom mais agit comme une démonstration pseudo-scientifique destinée à emporter la conviction.

Or, l'argumentation chiffrée fonctionne par comparaison implicite, un mécanisme que Biglari et Bonhomme (2018 : 218) décrivent comme « une forme de présupposition argumentative. ». En avançant que les vaccins « évitent 95% des formes graves », le sujet-énonciateur ne mentionne pas de manière explicite les autres moyens de protection (masques, gestes barrières ... etc.), mais les relègue implicitement à l'arrière-plan en suggérant que seul le vaccin atteint un tel degré d'efficacité. Il y a effacement de l'alternative et recentrage du discours sur une solution incontournable unique, posée comme optimale. Ce procédé participe d'« une stratégie de cadrage discursif » (*ibid.*), qui a pour but de construire un consensus autour d'une option présentée comme rationnelle, efficace, et donc nécessaire.

Enfin, selon Biglari et Bonhomme, les chiffres « ne sont jamais totalement rationnels dans leur usage discursif » (*ibid.* : 277), comme ils ont aussi une valeur émotionnelle, surtout en contexte de crise. Le « 95% », tout comme le « divisé par 12 », frappent par leur simplicité mémorable et leur force d'évocation. Ce sont donc des chiffres « forts », qui impressionnent, rassurent, et surtout orientent. En cela, le discours articule les deux volets de l'argumentation persuasive : le logos et le pathos. Le chiffre est un levier rationnel qui dissimule un enjeu affectif, faisant en sorte que le grand public se sente en sécurité, et donc en confiance vis-à-vis des choix politiques.

Dans le contexte du discours macronien au sujet de la COVID-19, l'usage sélectif des données chiffrées révèle une approche rhétorique particulière. Le Chef de l'Etat y fait

recours en fonction de ses visées communicatives, ainsi que de la manière dont il aspire à les accomplir. Cette stratégie discursive s'inscrit dans son désir de laisser une impression persistante et de sensibiliser son téléspectateur. De ce fait, l'utilisation sélective des chiffres et des pourcentages témoigne de la volonté présidentielle de marquer les esprits en choisissant des données percutantes tout en veillant à maintenir une connexion émotionnelle avec le public-cible. Passons maintenant aux figures rhétoriques employées par le Président, et leur rôle dans le contexte de la persuasion communicationnelle.

7.3.2. L'équivoque stratégique des figures rhétoriques

« Les figures tendent à escamoter la loi de passage entre les arguments et les conclusions qui en découlent, ce qui offre deux avantages : elles permettent une argumentation rapide, plus impulsive que convaincante ; elles simplifient la démarche argumentative en homogénéisant ses composantes et en gommant ses aspects défavorables. »

Bonhomme, 2009 : 38

Les figures rhétoriques sont une méthode clé dans la communication, en influençant la perception du discours. Comme l'explique Bonhomme dans ce passage, elles masquent le lien logique entre arguments et conclusions, ce qui met en valeur deux aspects, à savoir la rapidité et la simplification de l'argumentation. Les figures rhétoriques permettent une argumentation impulsive, essentielle en période de crise afin de rassurer le sujet-récepteur et justifier les décisions. Pourtant, cette rapidité peut nuire à la profondeur du discours, le rendant simpliste ou trompeur, et masquant les nuances et incertitudes du contexte. Pour cela, Bonhomme note que la simplification rend le message complexe accessible à un public étendu. Les figures rhétoriques transforment des informations techniques en messages clairs et engageants. Pourtant, cette homogénéisation peut présenter une vision biaisée, voire inachevée, ce qui crée des attentes irréalistes et risque de nuire à la confiance du public si la réalité ne correspond pas à ce qui est annoncé.

Le rôle que jouent les figures rhétoriques dans l'argumentation est un sujet d'intérêt important dans le contexte de la persuasion communicationnelle, puisqu'elles ont une capacité à clarifier les idées complexes, ainsi qu'à susciter les connotations symboliques, ce qui les rend indispensables dans la construction d'arguments convaincants³⁶⁹. Une question

³⁶⁹ La distinction entre les figures de style et les figures de rhétorique réside dans l'ornementation du discours ainsi que dans l'objectif persuasif. Tandis que certains auteurs expliquent cette différence (i.e. Suhamy, 2004 : 6), il est indispensable de noter que, d'un point de vue historique, les figures de style étaient une composante

se révèle primordiale : Comment la litote, la parabole, et la métonymie peuvent être utilisées de manière stratégique pour influencer la psychographie³⁷⁰ du téléspectateur du discours macronien ? En analysant ces aspects, à travers l'examen des exemples tirés du corpus de discours, nous chercherons à comprendre comment ces trois figures de rhétorique contribuent à la persuasion et à la construction d'arguments percutants dans la communication macronienne.

La litote est une figure de style qui consiste à atténuer volontairement une expression afin d'en renforcer l'effet. Selon Bonhomme, la litote « feint d'atténuer l'expression d'une réalité pour lui donner plus d'énergie » (1998 : 78). En d'autres termes, elle joue sur l'implicite en disant moins pour suggérer davantage, ce qui lui confère une puissance particulière dans le discours politique, où la retenue apparente peut servir à pointer avec plus d'insistance une réalité ou une intention. Cette stratégie permet au sujet-locuteur de ménager la sensibilité de son sujet-cible tout en insistant, de manière indirecte mais efficace, sur la gravité (ou l'importance) d'un propos. En tant que figure de rhétorique et d'atténuation, la litote implique l'usage des termes de modération dans le but de suggérer davantage. Cette figure caractérise une expression utilisée de manière à provoquer une impression plus intense chez le public-cible, dépassant la simple énonciation de l'idée. Aussi, la litote est souvent exprimée à travers une double négation, comme dans l'exemple suivant :

« Ce système n'est plus efficace, et d'ailleurs aucun pays européen ne le retient plus aujourd'hui. »³⁷¹

Macron, 28/10/2020

Dans ce discours, cette déclaration démontre l'inefficacité du système de gestion de la contamination collective en place. Cette démonstration est réalisée à travers l'utilisation d'une structure syntaxique négative ainsi que par la comparaison avec les pratiques des autres pays européens. Ces éléments font remarquer l'urgence d'adopter une nouvelle

de *l'elocutio* (du latin : la maîtrise des dispositifs rhétoriques et des figures de style), centrée sur le style et les ornements du discours dans l'art rhétorique classique. Bien que la rhétorique insiste sur la persuasion, la « figure de rhétorique » devrait être prise en compte dans le contexte plus large des figures de style. Pour cela, il y a une différenciation subtile entre les figures rhétoriques et les figures de style, mêmes si elles sont utilisées de manière interchangeable. Les figures rhétoriques sont des figures de style utilisées dans un contexte persuasif, tandis que les figures de style font référence à un ensemble de techniques linguistiques employées dans le but d'embellir ou enrichir le langage. Pour cette raison, les figures rhétoriques sont des figures de style, pourtant ; les figures de style ne sont pas forcément des figures rhétoriques.

³⁷⁰ À savoir ses perceptions, ses attitudes et ses comportements.

³⁷¹ Voir Vol. 2, p. 32.

stratégie. En effet, cette situation critique exige une réforme rapide et adaptée aux standards européens pour mieux protéger la nation. Dans cette citation, la litote est employée pour renforcer le discours de manière subtile et persuasive, car, en atténuant l'expression de la pensée, elle permet de dire intrinsèquement plus que ce qui est énoncé expressément, en proposant une situation plus grave et une inaction plus critique que ce que les notions seules pourraient exprimer. Le Président commence cette phrase par « ce système n'est plus efficace », une formulation qui atténue la gravité de la situation. Plutôt que de dire que le système est entièrement inefficace et qu'il a échoué, le sujet-énonciateur choisit de dire qu'il « n'est plus efficace. ». Il s'agit d'une expression douce qui prépare le téléspectateur à accepter une réalité désagréable sans provoquer un rejet immédiat ou plutôt une réaction défensive.

Quand il ajoute « et d'ailleurs aucun pays européen ne le retient plus aujourd'hui », il cherche à étayer son argument par une comparaison implicite, car cette partie du passage utilise la litote afin de suggérer que la situation est suffisamment évidente pour que tous les autres pays aient déjà abandonné ce système. En annonçant cela, le sujet-énonciateur ne se contente pas de dire que le système est inefficace, mais il laisse entendre que la reconnaissance de cette inefficacité est universelle parmi les pays européens, ce qui renforce l'argument en montrant que l'abandon de ce système n'est pas une opinion isolée mais plutôt une conclusion largement acceptée.

La litote permet ici de maintenir une apparence d'humilité et de rationalité, car plutôt que d'exprimer une critique sévère ou de blâmer directement, il semble faire une simple observation. Cette apparence de modération consolide sa crédibilité et rend son discours plus acceptable. En évitant de dire par exemple « ce système est complètement obsolète et inefficace, et d'ailleurs, tous les pays européens l'ont depuis longtemps abandonné comme une relique du passé », ce qui représente l'hyperbole, le Président crée un effet de persuasion plus subtil mais éventuellement plus puissant, puisqu'il incite le public-cible à conclure par lui-même la gravité de la situation. Dans ce cas, si le public perçoit l'hyperbole comme exagérée ou manipulatrice, il peut discréditer l'argument présidentiel. Pour cela, la subtilité de la litote, en comparaison, permet une persuasion tempérée et éventuellement plus efficace à long terme. En utilisant la litote pour faire remarquer l'inefficacité du système sanitaire actuel et le consensus européen sur ce point, le Chef de l'Etat prépare le terrain pour introduire de nouvelles mesures ainsi que des changements sans sembler excessivement alarmiste.

Par ailleurs, l'expression litotique « ce système n'est plus efficace » constitue une stratégie rhétorique d'atténuation qui permet d'exprimer une critique forte sans adopter un ton frontalement accusateur. En choisissant une forme négative modérée plutôt qu'un jugement explicite comme « ce système est totalement inefficace » ou « ce système a échoué », le sujet-locuteur ménage la formulation tout en suggérant une condamnation implicite. Cette modération apparente donne au discours une teinte de neutralité factuelle, consolidée par la seconde partie de la citation (« aucun pays européen ne le retient plus aujourd'hui ») qui fonctionne comme une preuve indirecte venant appuyer discrètement mais fermement la thèse du rejet. La litote joue ainsi un rôle rhétorique essentiel : dire moins pour faire entendre plus, en assurant au discours à la fois crédibilité, efficacité persuasive et prudence énonciative.

Concernant la parabole, selon le *CNRTL*, elle est définie comme étant un « une figure de rhétorique consistant en une courte histoire qui utilise les événements quotidiens pour illustrer un enseignement, une morale ou une doctrine. ». Il s'agit d'une forme de rhétorique qui présente une brève narration au moyen des situations de la vie quotidienne dans le but d'illustrer un enseignement, une morale ou une doctrine, comme dans l'exemple suivant :

« Je suis optimiste car toute crise comporte une part de progrès, une part d'espérance. Regardez comme ces neuf derniers mois nous ont permis aussi de réussir ce que longtemps nous avons pensé impossible. »³⁷²

Macron, 24/11/2020

L'objectif de cette citation est de rappeler que toute crise comporte une part de progrès et d'espérance, en illustrant ses propos avec les réussites des « neuf derniers mois », qui ont permis d'accomplir ce qui semblait longtemps irréalisable. Dans ce passage, la parabole fonctionne de manière subtile mais puissante pour renforcer le message macronien. L'énonciateur n'utilise pas une histoire spécifique mais fait référence aux « neuf derniers mois » en tant que période de crise qui est également une période de progrès et d'espérance. Cette allusion aux mois écoulés fonctionne comme une parabole en miniaturisant une leçon basée sur l'expérience collective de la société.

Le Président commence en affirmant son optimisme, une disposition positive face à la pandémie. Cette déclaration ouvre la voie à une leçon morale : même les situations les plus rudes contiennent des opportunités de progrès et d'espérance. Souvent regardée en tant

³⁷² Voir Vol. 2, p. 49.

qu'événement négatif, la crise est recontextualisée dans ce passage comme un catalyseur de changement positif. Ce retournement de perspective est un élément majeur de la parabole, transformant une épreuve en une occasion de croissance. Puis, le sujet-parlant fortifie cette idée en invitant le téléspectateur à « regarder » les neuf derniers mois. L'usage de ce verbe est significatif, et porte le message suivant : il ne s'agit pas simplement de se rappeler ou de réfléchir, il est question de porter un regard conscient et analytique sur le passé. Cette invitation à observer de manière active engage le public-cible à participer à la réflexion ainsi qu'à reconnaître par lui-même les progrès réalisés, ce qui fait écho à la manière dont les paraboles fonctionnent en impliquant le récepteur dans le processus de découverte de la leçon morale.

La phrase « nous ont permis aussi de réussir ce que longtemps nous avons pensé impossible », est considérée comme la clé de voûte de cette parabole, car elle contient un exemple concret de progrès : la réussite collective face à ce qui semblait utopique. Ce succès renforce l'enseignement que, même en temps de crise, des avancées caractéristiques peuvent être faites. Enfin, en utilisant « progrès » et « espérance », l'orateur-politique injecte une dimension morale et doctrinale à cette parabole, car ces segments phrastiques ne sont pas descriptifs mais plutôt normatifs, ce qui indique ce que le public doit valoriser et rechercher dans son propre vécu de la crise. La leçon devient alors double, puisqu'elle porte sur la reconnaissance des progrès réalisés et sur la valorisation de l'espérance en tant que moteur de résilience.

Pour cela, l'orateur ne raconte pas une histoire fictive, mais il propose un exemple vécu et collectif (les « neuf derniers mois ») pour soutenir une leçon à la fois morale et politique : la crise, bien que difficile, a été source d'accomplissements inattendus. Ce procédé consolide le propos optimiste en donnant une forme narrative au raisonnement, et permet au sujet-récepteur de s'identifier à l'expérience commune évoquée. La parabole rhétorique fonctionne donc ici comme un moyen de persuasion indirecte, qui crédibilise l'idée d'un progrès possible en temps de crise sans l'imposer frontalement, mais en la montrant à travers un exemple concret.

Abordons à présent la métonymie. Marc Bonhomme définit les figures sémantiques par contiguïté comme celles qui « recouvrent une partie des tropes [...] [et] produisent des transferts entre des termes associés dans un même domaine notionnel. Elles se composent de la métonymie et de ses variantes : la synecdoque et la métalepse » (1998 : 51). La métonymie repose sur un déplacement de sens fondé non sur la ressemblance (comme la

métaphore), mais sur une proximité conceptuelle ou contextuelle entre les termes. Elle permet donc de désigner une réalité à travers un élément qui lui est lié, comme un lieu pour une institution, une partie pour le tout, ou un effet pour sa cause. Dans le discours politique, cette figure est précieuse pour condenser un message, éviter la répétition ou suggérer une idée de manière plus indirecte, tout en renforçant la cohérence symbolique du propos.

Des exemples incluent l'usage symbolique de « trône » pour figurer la monarchie, ou logique, comme l'association de l'artiste avec son œuvre, ou du lieu avec l'institution qui y est établie. Le but du passage suivant est de décrire les succès de la gestion de la pandémie dans l'Hexagone, mettant en lumière les défis restants, pour ensuite justifier les nouvelles mesures de vaccination et de restrictions afin de maintenir ces succès et préparer une relance économique et sociale ; regardons-le de plus près :

« Nous avons pour faire face à cette nouvelle donne un atout-maître, qui change tout par rapport aux vagues précédentes : le vaccin. »³⁷³

Macron, 12/07/2021

Afin de décomposer la métonymie, nous devons d'abord identifier les éléments clés du passage et comprendre comment ils interagissent pour créer un sens plus profond, surtout la parabole d'« atout-maître ». Dans ce contexte, le sujet-énonciateur utilise le terme « atout-maître », emprunté au vocabulaire des jeux de cartes, pour illustrer la valeur décisive du vaccin. Dans le jeu de cartes, l'« atout-maître » est la carte la plus puissante qui peut battre toute autre carte, et cette image est compréhensible par le téléspectateur, puisqu'elle évoque un élément victorieux dans ce contexte de lutte. En qualifiant le vaccin en tant que tel, le sujet-énonciateur fait une comparaison directe entre le vaccin et la carte la plus puissante du jeu. Pour cela, cette comparaison sert à illustrer que le vaccin est l'élément décisif pour surmonter les vagues successives de l'épidémie.

La métonymie repose sur une relation nécessaire entre les deux concepts mis en relation, et dans le contexte de cette citation, le « vaccin » n'est pas rien qu'une arme parmi d'autres, mais l'atout-maître, soit l'élément crucial qui change la donne. Cette relation de nécessité est pointée par les données présentées : les vaccins disponibles en France protègent solidement contre le variant « *Delta* », réduisent le pouvoir de contamination et surtout évitent la majorité des formes graves de la maladie. Ici, le lien entre la notion d'« atout-maître » et « le vaccin » est donc établi par le rôle que joue ce dernier pour revenir à une

³⁷³ Voir Vol. 2, p. 66.

situation maîtrisée ainsi que pour éviter les conséquences dramatiques des vagues précédentes. En utilisant cette parabole, le sujet-parlant fait remarquer le changement radical que le vaccin introduit par rapport aux vagues précédentes de la crise sanitaire, où de telles protections n'étaient pas disponibles.

Ici, « change tout » a pour tâche de renforcer l'idée de transformation majeure apportée par la vaccination, ce qui crée une image puissante et rassurante pour le sujet-cible, en accentuant que, contrairement aux efforts passés, l'actuel contexte bénéficie d'un avantage décisif. L'utilisation de cette parabole dans le discours macronien a plusieurs effets. Premièrement, cette métaphore du jeu de cartes est familière et suggère que le pays a une solution fiable et puissante à sa disposition, ce qui est rassurant pour le récepteur. Deuxièmement, elle simplifie la compréhension de l'importance du vaccin en le comparant à quelque chose de connu et de compréhensible, facilitant de cette façon l'adhésion du grand public. Troisièmement, en présentant le vaccin comme l'atout-maître, l'orateur-politique incite à une mobilisation massive pour la vaccination, mettant en valeur l'urgence et la nécessité de cette action collective. Il est à noter que l'utilisation du terme « atout-maître » au lieu de « vaccin » transpose le message de la sphère médicale à celle du jeu et celle de la stratégie, où chaque mouvement est calculé et chaque décision peut changer le cours des événements.

De ce fait, cette métonymie accentue le caractère déterminant et central du vaccin dans la stratégie nationale contre la crise sanitaire. La métaphore³⁷⁴ d'« atout-maître » évoque ici l'idée de contrôle, de supériorité et surtout de pouvoir décisif, concepts facilement accessibles par tous. D'ailleurs, « atout-maître » sous-entend une situation de confrontation et de combat où chaque mouvement est critique, ce qui donne au vaccin un statut de sauveur et de héros, capable de convertir une situation désespérée en victoire. Pour conclure, cette métonymie donne une dimension plus exaltée à l'acte de se faire vacciner, puisqu'en présentant le vaccin en tant qu'« atout-maître », le Chef de l'Etat élève l'action individuelle de se faire vacciner à un acte de participation stratégique à une bataille collective. Pour cette raison, cette approche cherche à encourager la participation de ceux qui hésitent encore, mettant en lumière l'importance de leur rôle dans cette initiative nationale.

Revenons à notre question de départ : dans la communication macronienne : quel rôle jouent la litote, la parabole, et la métonymie en tant que figures de rhétorique ?

³⁷⁴ Voir Bonhomme 1998 : 59.

Bonhomme (2021 : 235) explique que les figures de rhétorique peuvent changer les attitudes et les comportements du public-cible, tout en créant des effets persuasifs. Les figures de rhétorique contribuent à des effets d'actualisation, susceptibles de rendre l'argumentation plus proche du sujet-cible et de la faire en conséquence mieux accepter. Par exemple, l'hypotypose qui fait du spectacle un argument ou les « figures de la présence » répertoriées par Perelman et Olbrechts-Tyteca (1988 : 326) ³⁷⁵ contribuent à produire des effets persuasifs.

De plus, les figures de rhétorique présentent diverses caractéristiques qui en font le plus souvent des formes condensées d'arguments. Pour cette raison, les figures de rhétorique peuvent être utilisées dans le but de persuader le sujet-cible en créant des effets persuasifs et en condensant des arguments de manière efficace. La litote, la parabole et la métonymie sont des figures de style utilisées en communication macronienne face à la COVID-19 afin de transmettre des messages de manière subtile et efficace. La litote consiste à atténuer l'expression d'une idée pour renforcer son impact, la parabole permet d'illustrer une morale ou une leçon à travers une histoire symbolique, et la métonymie remplace un mot par un autre en établissant un lien logique ou symbolique entre les deux. Pour cela, ces trois figures de style ont un but essentiel dans le discours en y ajoutant de la profondeur, de la nuance et de la créativité, permettant en conséquence de captiver l'attention du grand public et de renforcer la portée des messages transmis.

7.4.Synthèse intermédiaire n°7

Arrivant à la fin de ce chapitre, faisons le point sur les idées clefs. Pour répondre à nos questions de départ : Comment le Chef de l'Etat construit-il ses arguments en faveur de la mobilisation nationale face à la pandémie ? Et comment apporte-t-il le sujet du vaccin au grand public ? Le Chef de l'Etat consolide la mobilisation nationale face à la pandémie en appelant à l'unité, à la solidarité, ainsi qu'à la responsabilité collective de la nation. Il met donc en lumière l'importance de la vaccination, de la protection des plus vulnérables, de l'innovation et surtout de la créativité dans le but de surmonter la crise sanitaire. En pointant les valeurs de résilience, d'entraide et de solidarité, il encourage chacun à contribuer à l'effort national de plusieurs façons, notamment en respectant les mesures sanitaires, en faisant preuve de bienveillance envers l'autre et en s'engageant promptement dans la lutte

³⁷⁵ Cité par Bonhomme, 2009 : 3.

contre la pandémie liée à la COVID-19, renforçant de la sorte la conscience d'appartenance à une communauté unie et solidaire face à l'adversité. Le Président Macron communique des faits et des chiffres pour montrer la gravité de la situation épidémiologique ainsi que l'importance de prendre des mesures pour pouvoir lutter contre le virus. Pareillement, il utilise des exemples palpables pour illustrer les conséquences de la pandémie et l'importance des fameux gestes barrières. Par ailleurs, il emploie un argument d'autorité en citant des experts médicaux et des scientifiques reconnus, comme le Conseil scientifique, pour appuyer sa thèse, afin d'expliquer la nécessité de ces mesures. Somme toute, il se base sur un argument de valeur en faisant remarquer l'importance de la solidarité et de la responsabilité individuelle dans la lutte contre l'épidémie.

Le Chef de l'Etat aborde la question du vaccin en utilisant l'argument d'autorité, tout en mentionnant les experts médicaux pour appuyer son propos. Il valorise les recommandations des autorités sanitaires pour mettre en lumière l'importance de la vaccination dans la lutte contre cette pandémie. De même, il a recours aux données factuelles afin de démontrer l'efficacité de l'ensemble des vaccins disponibles, et accentue l'importance de la vaccination pour pouvoir protéger la population et permettre un retour à ce qu'il appelle « la vie normale ». En outre, le Chef de l'Etat emploie en conséquence un argument logique en dévoilant les faits, les pourcentages et les chiffres pour montrer l'impact positif du vaccin sur la maîtrise de la pandémie. Il soulève les avantages de la vaccination en ce qui concerne la réduction de la propagation de la maladie, la prévention de ses formes graves ainsi que la protection de la population dite vulnérable. En combinant cet ensemble de différents types d'arguments, le Président Macron vise à convaincre le téléspectateur de l'indispensabilité de la vaccination, en faisant remarquer à la fois des preuves factuelles, des recommandations d'experts ainsi que des considérations éthiques et sociales.

Notre hypothèse de départ s'avère ainsi vérifiée. En effet, le Président Macron adopte une stratégie persuasive, mettant en valeur les conséquences positives des mesures sanitaires. Concernant le vaccin, il adopte effectivement l'approche pédagogique pour pouvoir expliquer les avantages de la vaccination et encourager le sujet-cible à se faire vacciner. Il fait également remarquer la nécessité de la solidarité nationale dans la lutte contre ce virus. Néanmoins, il convient de noter que le Chef de l'Etat base également son discours sur d'autres stratégies argumentatives pour renforcer son propos.

Dans le chapitre suivant, nous nous orienterons vers l'analyse des actes de langage et des visées pragmatiques présents dans le discours du Chef de l'Etat français face à la

COVID-19. Cette exploration détaillée des actes de langage mettra en lumière les catégories spécifiques d'actes locutoires, illocutoires ainsi que perlocutoires, nous permettant ainsi de discerner les différentes couches de signification. À travers cette perspective, nous choisissons d'identifier les visées pragmatiques sous-jacentes, observant comment ces actes de langage servent des fins persuasives, de mobilisation et de légitimation des actions et des politiques gouvernementales. Aussi, nous explorerons les stratégies pragmatiques employées par le Président, telles que son utilisation de la « force illocutoire » à travers les ordres et les promesses, ainsi que l'adaptation de son discours aux contextes pragmatiques changeants, y compris les réponses aux critiques et les ajustements aux situations d'urgence. Nous cherchons à éclairer la manière dont la dimension pragmatique du langage exerce une fonction irréfutable dans la communication macronienne, en particulier dans le contexte complexe de la gestion de la question pandémique.

Chapitre 8

Le pathos de la communication macronienne en santé publique

L'un des trois modes de persuasion identifiés par Aristote, le pathos repose sur l'appel aux émotions du sujet-cible. Contrairement à l'éthos, qui se base sur la crédibilité du sujet-parlant, le pathos cherche à susciter des réactions émotionnelles telles que la peur, la compassion, la joie ou la colère. Dans le contexte de la communication politique, le pathos a une tâche cruciale, « permettant au Chef de l'Etat de renforcer son discours et de motiver le grand public à l'action » (Anthonie, 2014 : 29). En période de crise, comme celle de la pandémie de COVID-19, le recours au pathos devient encore plus pertinent, puisqu'il permet de mobiliser le citoyen, de renforcer la cohésion sociale et de persuader le public-cible de l'importance des mesures à suivre.

Ce chapitre examinera l'usage du pathos dans la communication d'Emmanuel Macron durant la crise sanitaire liée à la COVID-19. Nous analyserons comment le sujet-énonciateur utilise les émotions pour renforcer son discours, en suscitant à la fois la solidarité et la responsabilité collective. En décryptant le corpus, nous mettrons en valeur les stratégies émotionnelles que cet énonciateur-politique emploie pour gérer la crise et maintenir la confiance du citoyen. Ce chapitre est divisé en deux sections : le premier se concentre sur l'appel macronien à l'émotion pour susciter la solidarité, et le second explore le recours à la peur et à l'urgence pour mobiliser le téléspectateur.

À la fin de ce chapitre, nous essayerons de répondre à deux questions : Comment le Président a-t-il utilisé l'empathie et la responsabilité collective dans sa communication pour renforcer la solidarité et l'adhésion aux mesures sanitaires ? Quelles stratégies émotionnelles spécifiques a-t-il employées pour susciter le sentiment d'urgence et mobiliser le sujet-récepteur face aux dangers de la COVID-19 ? Pour répondre à ces deux questions, notre hypothèse se formule ainsi : Le Chef de l'Etat utilise l'empathie en soulignant la protection des plus vulnérables ainsi qu'en appelant à prendre soin les uns des autres, ce qui conduit à renforcer le sentiment de solidarité et de responsabilité collective chez le téléspectateur. En

pointant l'exigence de la contribution individuelle à la protection de la communauté, l'orateur-politique cherche à susciter un engagement personnel envers les mesures sanitaires. Dans le but de renforcer le sentiment d'urgence et de mobiliser le grand public face aux dangers de la COVID-19, le sujet-énonciateur utilise des stratégies émotionnelles comme l'insistance sur les conséquences tragiques de la maladie, la mise en lumière des efforts des soignants et surtout la présentation de scénarios alarmants en cas de non-respect des mesures sanitaires, visant de la sorte à provoquer une réaction émotionnelle forte et à inciter le public-cible à une action immédiate pour contrer la propagation du virus.

Nous étudierons la construction de l'empathie à travers le corpus, en analysant les anecdotes poignantes que le Président partage dans le but d'établir un lien émotionnel fort avec son téléspectateur. Puis, nous aborderons l'invocation de la responsabilité collective, en observant comment il emploie des termes émotionnellement chargés pour inciter le respect des mesures sanitaires, en valorisant les actions responsables et en mettant en valeur l'exigence de la solidarité. Dans le deuxième sous-chapitre, nous analyserons l'utilisation de la peur et de l'urgence pour mobiliser la nation. Nous commencerons par la mise en garde contre les dangers de la crise sanitaire liée à la pandémie, en étudiant les passages où le sujet-parlant décrit les conséquences graves de l'épidémie pour éveiller la conscience collective et inciter à l'action. Enfin, nous nous pencherons sur sa stratégie du discours de crise sanitaire, en examinant comment il adopte un ton grave et sérieux lors des moments clés de la crise sanitaire (c'est-à-dire les annonces de confinement) pour souligner l'indispensabilité de mesures drastiques et maintenir le soutien public. Ce chapitre mettra donc en lumière la manière dont le Président Emmanuel Macron sait utiliser le pathos pour naviguer à travers l'épidémie, en mobilisant les émotions du citoyen français pour encourager à la fois sa solidarité et sa vigilance.

Pour mener à bien ce chapitre sur l'utilisation du pathos dans le discours macronien face à la COVID-19, une approche méthodologique qualitative est utilisée. Cette méthode inclura une analyse rhétorique détaillée de la communication présidentielle. En sélectionnant des extraits représentatifs, nous identifierons les éléments de langage qui suscitent des émotions telles que l'empathie, la solidarité, et la peur. Puis, chaque exemple sera examiné en profondeur afin de déterminer comment le sujet-énonciateur construit son message émotionnellement et comment ces constructions influencent la réception et l'engagement du grand public. De ce fait, cette méthodologie nous permettra de dégager les tendances et les

modèles dans l'usage du pathos macronien, offrant de ce fait une compréhension nuancée de son discours en temps de crise.

8.1. Etat de l'art

En tant qu'un levier argumentatif puissant dans la communication gouvernementale, le pathos³⁷⁶ occupe une place de choix dans le discours de santé publique, où l'objectif dépasse la simple transmission d'informations dans le but d'inclure la persuasion des individus à adopter un comportement donné. Bonhomme (2009 : 123) explique que cet appel émotionnel a pour visée d'ébranler le sujet-cible, en recourant surtout à la mise en scène de conséquences graves comme la maladie, voire la mort. Ce recours dramatique vise à frapper les esprits en mettant en lumière l'urgence d'agir, mais tend parfois à reléguer au second plan d'autres aspects, tels que les répercussions psychologiques de la situation pandémique. Ce déséquilibre discursif montre que le pathos, loin d'être un simple ornement rhétorique, fonctionne en tant qu'une technique stratégique dans le but de concentrer l'attention sur des effets immédiats, en marginalisant volontairement les impacts à plus long terme. Donc, en tant que dimension de la rhétorique centrée sur l'émotion, le pathos agit comme un vecteur de mobilisation affective destiné à transformer les représentations du sujet-cible et à induire une action conforme aux attentes du locuteur.

Dans cette perspective, la force du pathos repose sur sa capacité à susciter des émotions telles que la peur, la compassion ou la solidarité, qui facilitent une identification avec le message communiqué. Ainsi, il permet d'établir une résonance affective entre le sujet-locuteur et le récepteur, créant de ce fait une dynamique d'adhésion émotionnelle qui dépasse la simple compréhension rationnelle de l'énoncé. L'approche aristotélicienne du pathos reste en ce sens essentielle en vue de saisir cette mécanique persuasive. Aristote le

³⁷⁶ Pathos est un mot grec « πάθος » signifiant selon *Le CNRTL* « souffrance, passion, affect, douleurs ». Cette définition est intrinsèquement liée à la capacité d'émouvoir et d'influencer le sujet-cible en suscitant des émotions profondes. Il va de soi que dans les campagnes de santé publique, le recours au pathos vise à provoquer des réactions émotionnelles fortes, telles que la peur de conséquences sanitaires graves, dans le but d'inciter l'autre à adopter des comportements protecteurs. De ce fait, en évoquant des scènes dramatiques et réalistes de souffrance et de danger, le discours cherche à toucher le public-cible de manière intense, exploitant parfaitement cette définition du terme pathos.

définit comme l'« élément émotionnel du discours, estimant que la manipulation adéquate des émotions du public peut orienter ses jugements et influencer sa prise de décision. »³⁷⁷. Ce positionnement philosophique place les émotions au cœur de l'action persuasive, non seulement comme un obstacle à la rationalité, mais en tant qu'une condition exigeante de l'efficacité discursive. Pour cette raison, l'orateur-politique ne doit pas uniquement énoncer des faits ou des arguments logiques, mais « apprendre à naviguer dans le paysage émotionnel de son public, à en comprendre les craintes, les aspirations et les valeurs, pour y adapter son discours » (Paul, 2020 : 155).

La communication sanitaire, notamment en période de crise, illustre cette conception aristotélicienne. Lorsque le citoyen est émotionnellement engagé, sa propension à adopter des comportements conformes aux recommandations sanitaires augmente considérablement. Lépine et Martin-Juchat (2018 : 15) confirment cette efficacité des « appels émotionnels en soulignant leur rôle central dans l'adhésion aux mesures de protection ». Cette efficacité tient au fait que les émotions permettent une activation cognitive immédiate, favorisant ainsi une mémorisation accrue du propos et un passage plus rapide à l'action. De cette façon, l'intégration du pathos dans les campagnes de sensibilisation n'a rien d'anecdotique, puisqu'elle répond à une logique de mobilisation, où l'émotion devient l'aiguillon du comportement. Le message ne cherche donc plus à informer ou convaincre, mais à provoquer une transformation intérieure chez le sujet-destinataire, capable de l'inciter à réagir de manière responsable.

Dans cette optique, Aristote rappelait la nécessité de la connaissance des émotions du public-cible afin de produire un discours persuasif. Un discours efficace est celui qui parvient à capter l'attention en activant des émotions congruentes avec les valeurs et les attentes du récepteur. Le pathos devient alors un instrument de syntonie affective, où l'orateur cherche à moduler son énoncé selon les sensibilités du public, afin de générer une réponse qui dépasse l'adhésion intellectuelle dans l'objectif de toucher à l'intime. Comme le soulignent Lépine et Martin-Juchat (2018 : 14), cette connexion émotionnelle « est indispensable pour créer un lien durable avec l'auditoire ». Loin d'être abstraite, l'analyse aristotélicienne éclaire donc des pratiques concrètes de communication, puisqu'elle permet de comprendre pourquoi certains messages réussissent à entraîner une large mobilisation,

³⁷⁷ Cité par Ravat, 2007 : 81.

tandis que d'autres « restent lettre morte, faute d'avoir touché juste sur le plan émotionnel » (Forget, 2016 : 8).

La formulation émotionnelle du message trouve également, un prolongement dans les études contemporaines qui démontrent que l'efficacité persuasive du discours est corrélée à sa charge affective. Comme l'indiquent Dumas et Martin-Juchat (2016 : 9), c'est dans ce cadre que « l'efficacité de l'attrait émotionnel devient manifeste. Lorsque le sujet se sent personnellement concerné, voire bouleversé, il est plus enclin à intégrer les recommandations dans son comportement quotidien ». Le pathos n'est donc pas un simple embellissement discursif, mais plutôt un levier à la fois cognitif et comportemental. Il active des circuits psychologiques profonds qui consolident l'impact du propos, notamment en favorisant l'appropriation de la norme sociale ou sanitaire énoncée. Ainsi, les appels émotionnels rendent l'énoncé plus mémorable, ce qui facilite l'adhésion aux objectifs de santé publique, comme le rappellent Martin-Juchat (2014 : 5) et Galinon-Mélénec et Martin-Juchat (2014 : 4), pour qui « l'individu retient plus aisément les messages chargés d'émotions fortes, ce qui augmente significativement leur efficacité ».

Ce constat invite à affiner la compréhension des concepts liés à l'émotion, à commencer par la distinction entre émotion, affect et sentiment, souvent confondus dans l'usage courant. L'émotion, selon son étymologie latine « *emotus* », désigne une réaction brève, déclenchée par un stimulus externe, qui s'accompagne de manifestations physiques visibles comme les pleurs, le rire ou la tension musculaire. Cette réponse affective de courte durée peut être positive ou négative, et son intensité varie en fonction de l'individu et du contexte. Marc Wetzel (1989 : 2) précise que « l'émotion est déclenchée automatiquement par des événements extérieurs, représentant une réponse spontanée à une situation perçue comme significative ». Sa brièveté n'enlève rien à son impact, au contraire, car c'est souvent cette fulgurance qui lui confère sa puissance persuasive dans le cadre d'un discours sanitaire.

En revanche, le terme « affect » est défini par le *CNRTL* comme un « état affectif complexe, assez stable et durable, composé d'éléments intellectuels, émotifs ou moraux, et qui concerne soit le « moi » (orgueil, jalousie...) soit autrui (amour, envie, haine...) ». Cela renvoie à une disposition émotionnelle plus élémentaire, dont la particularité est de se manifester à travers le comportement sans toutefois pouvoir être pleinement analysée. On parle donc d'un état émotionnel primaire, moins structuré que le sentiment, mais perceptible par des indices corporels tels que l'expression du visage, les postures ou les gestes. Cette visibilité extérieure n'implique pas pour autant une transparence de son contenu : l'affect, à

la fois intuitif et spontané, reste difficile à cerner puisqu'il échappe aux schémas explicatifs classiques. En cela, il constitue une composante émotionnelle fondamentale que le discours pathétique peut solliciter subtilement, en jouant sur des déclencheurs visuels et/ou sonores capables d'activer ces réactions immédiates, presque réflexes.

Enfin, le sentiment se distingue de ces deux notions par sa durée et sa complexité. Selon Alexandre Manoukian (2006 : 34), le sentiment « est une disposition affective durable, orientée vers un objet ou une situation précise ». Contrairement à l'émotion, qui est transitoire, le sentiment « s'inscrit dans la continuité, structurant en profondeur la manière dont un individu interprète le monde » (Citeau et Engelhardt-Bitrian, 2014 : 88). Il mobilise non seulement une dimension émotionnelle, mais également des composantes intellectuelles et morales. Le *CNRTL* définit ainsi le sentiment comme un état affectif complexe et stable, pouvant concerner le « moi » (orgueil, jalousie ...) ou autrui (amour, haine ...). Cette définition met en lumière la portée existentielle du sentiment, qui influe sur le comportement à long terme, forgeant les attitudes et les convictions. Dantzer (2002 : 11) souligne d'ailleurs que « les sentiments conditionnent le bien-être psychologique et les relations interpersonnelles », ce qui leur confère une importance stratégique dans la communication persuasive. Ils permettent donc de créer un lien durable entre le sujet et le discours, consolidant l'adhésion au-delà de l'instantanéité émotionnelle.

En arrivant à ce stade, trois questions se révèlent primordiales : Comment le discours macronien suscite-t-il l'empathie et renforce-t-il le pathos dans son discours sur la COVID-19 ? Quelles émotions principales le Chef de l'Etat cherche-t-il à éveiller chez le téléspectateur lorsqu'il parle des sacrifices nécessaires pour combattre la crise sanitaire, et comment ces émotions contribuent-elles à l'efficacité de sa communication ? De quelle manière le sujet-énonciateur adapte-t-il son langage et ses expressions afin de renforcer le sentiment d'unité et de solidarité nationale, et comment cela sert-il à amplifier l'impact émotionnel du message ?

8.2.L'appel macronien à l'émotion pour susciter la solidarité

À présent, nous analyserons comment le Chef de l'Etat établit un lien émotionnel fort avec le téléspectateur dans sa communication sanitaire. Nous étudierons les éléments de langage et les anecdotes spécifiques qu'il utilise pour pointer l'importance de la solidarité en ces temps difficiles. De plus, nous explorerons quelques citations où le sujet-énonciateur

appelle à la responsabilité collective, employant des termes émotionnellement chargés afin d'encourager le respect des mesures sanitaires. Nous examinerons de même des passages de rhétorique ayant pour objectif de culpabiliser ou valoriser les actions du citoyen, pour pouvoir favoriser le comportement responsable et solidaire. Cette approche nous permettra donc de comprendre comment le Président Macron mobilise les émotions pour unir et responsabiliser le grand public face à la pandémie.

8.1.1. La construction de l'empathie dans le discours macronien

Dans sa communication avec le grand public face à la COVID-19, le Président construit l'empathie afin de renforcer la solidarité et l'adhésion aux mesures sanitaires. Premièrement, il fait remarquer les conséquences psychologiques de la crise sanitaire, insistant sur la souffrance des citoyens âgés, ceux en situation de handicap, et les victimes de violences domestiques³⁷⁸, suscitant subséquemment de l'empathie envers ces groupes dits vulnérables. En mettant en lumière l'exigence d'accompagner ces individus dans la durée, l'orateur-politique invite le téléspectateur à se mettre à leur place ainsi qu'à ressentir leur isolement et surtout leur détresse. De plus, le Chef de l'Etat appelle à la solidarité entre générations, pointant l'idée d'une mobilisation nationale dans le but de faire face à la crise liée au virus, ce qui soutient le sentiment d'appartenance à une communauté à la fois unie et solidaire. Il exprime sa confiance envers les soignants et met l'accent sur leur dévouement, suscitant de l'empathie envers ces professionnels de la santé qui sont en première ligne combattant contre cette maladie. Somme toute, en insistant sur la responsabilité individuelle dans la protection des autres, le Président Macron appelle à limiter les visites aux aînés, et à aider le voisin et les soignants. Ce faisant, il encourage subséquemment l'empathie envers autrui et renforce la perception de devoir moral envers la collectivité. Cette construction de l'empathie a pour but de créer un lien émotionnel fort avec le public-cible, à susciter une

³⁷⁸ Dans le corpus, le Président évoque explicitement la nécessité de « redoubler de vigilance pour prévenir et répondre aux violences faites aux femmes et aux enfants durant cette période de confinement » (24/11/2020, Voir Vol. 2, p. 39), ainsi que de « poursuivre et renforcer nos actions pour lutter contre les violences faites aux femmes, pour mieux protéger nos enfants » (09/11/2021, Voir Vol. 2, p. 88). Ces propos renvoient aux violences domestiques, incluant les violences physiques, psychologiques ou sexuelles exercées au sein du foyer, souvent à l'encontre des femmes et des enfants.

prise de conscience des enjeux humains de l'épidémie, ainsi qu'à mobiliser l'ensemble de la nation dans un élan de solidarité et de responsabilité collective. Regardons à présent quelques passages qui illustrent cette empathie.

L'objectif de la citation suivante est de combiner des demandes directes avec des appels à la responsabilité collective dans le but de rassurer le téléspectateur tout en faisant remarquer l'indispensabilité de la discipline individuelle ; regardons-la plus profondément :

« Je sais que je vous demande de rester chez vous. Je vous demande aussi de garder le calme dans ce contexte. J'ai vu ces dernières heures des phénomènes de panique en tous sens. Nous devons tous avoir l'esprit de responsabilité.»³⁷⁹

Macron, 16/03/2020

Dans son ouvrage *L'argumentation dans le discours* (2006), Ruth Amossy insiste sur l'indissociabilité du logos, de l'ethos et du pathos dans toute stratégie argumentative, expliquant que le pathos « ne se limite pas à une manipulation émotionnelle, mais participe à la construction du sens et à la légitimation du discours » (*ibid.* : 209). Le pathos est ainsi mobilisé pour rendre acceptable une position, en activant des émotions qui facilitent l'adhésion du sujet-cible. Ce passage illustre cette dimension pathémique intégrée à une visée argu-mentative de mobilisation collective.

L'exorde « je sais que je vous demande de rester chez vous » illustre ici un acte de reconnaissance de l'effort exigé, construisant un éthos empathique. En adoptant une posture compréhensive, l'orateur-politique cherche à se montrer en phase avec les émotions du grand public. Cette posture relève d'un travail discursif de proximité (*ibid.* : 210), diminuant la distance entre gouvernant et gouvernés, et créant un climat de confiance propice à l'adhésion.

Ici, le pathos est travaillé selon une logique de modulation émotionnelle, où le sujet-énonciateur ne suscite pas la peur brute, mais encadre plutôt cette émotion en la reconnaissant (« j'ai vu ces dernières heures des phénomènes de panique ») tout en la réorientant vers des affects (calme, responsabilité, solidarité) socialement valorisés. Cette stratégie repose sur une mise en tension entre la crainte d'un désordre incontrôlé et la

³⁷⁹ Voir Vol. 2, p. 14.

promesse d'un ordre maîtrisé par la solidarité. L'évocation de la panique fonctionne dans ce contexte comme une mise en garde, tandis que l'appel au calme et à l'« esprit de responsabilité » vise à susciter un engagement fondé sur le devoir moral. On est ici dans ce qu'Amossy appelle une « mise en scène de l'accord préalable » (*ibid.* : 213). Le sujet-orateur part d'un constat partagé (la panique observable) pour construire une base commune sur laquelle s'appuie la suite de l'argumentation.

La répétition de la première personne du singulier (« je sais », « je vous demande ») conjuguée à l'adresse directe au « vous » met en lumière l'implication personnelle du sujet-parlant et l'interpellation affective du grand public. Cela permet une configuration discursive où le pathos sert à réaffirmer un éthos de leadership responsable, tout en mobilisant les émotions collectives dans un sens conforme à la logique argumentative du discours, afin d'obtenir l'adhésion à des mesures de restriction, sans susciter de rejet. Selon l'approche d'Amossy, ce passage illustre une intégration stratégique du pathos à la visée persuasive. L'émotion n'est pas accessoire, car elle est co-constitutive de l'argumentation, en ce qu'elle soutient la construction d'une relation intersubjective orientée vers l'adhésion à des normes de conduite. La reconnaissance des affects du public, la mise en récit d'un danger collectif, ainsi que l'appel à des émotions socialement légitimes participent ensemble à la légitimation des injonctions présidentielles.

Après avoir pointé l'exigence de la responsabilité individuelle et collective dans le passage précédent, le Président évoque dans celui qui suit l'engagement inlassable des soignants ainsi que les mesures prises afin de renforcer les capacités hospitalières. Le but du passage suivant est donc de rappeler la gratitude envers les soignants en mettant en valeur leur dévouement continu tout en annonçant des mesures concrètes dans le but d'augmenter les capacités de réanimation, ce qui consolide l'appel à la solidarité et à l'action collective ; regardons plus soigneusement :

« En mars dernier, à cette heure-ci, nous les³⁸⁰ applaudissons. N'oublions pas que depuis un an ils sont sur le pont. Sans relâche. Pour augmenter encore le nombre de personnes pouvant être accueillies en réanimation sans trop déprogrammer, ils sont et seront appuyés dans les prochains jours par des renforts supplémentaires.»³⁸¹

Macron, 31/03/2021

³⁸⁰ Ici, le pronom « les » renvoie implicitement aux soignants, déjà évoqués (ou connus) du grand public comme bénéficiaires des applaudissements, geste symbolique en soutien au personnel de santé mobilisé durant l'épidémie.

³⁸¹ Voir Vol. 2, p. 55.

Ce passage illustre une mobilisation stratégique du pathos, conçu non pas comme une simple manipulation des émotions, mais comme un levier discursif légitime visant à « susciter l'adhésion par l'implication affective du sujet-cible. » (Amossy, 2006 : 210). En articulant mémoire collective, figures du dévouement et promesse d'action concrète, le discours construit une empathie partagée envers les soignants, vecteur d'unité nationale et de mobilisation civique. L'entrée en matière par le souvenir, à travers la phrase « en mars dernier, à cette heure-ci, nous les applaudissons », repose sur un ancrage temporel précis, réactivant un moment de solidarité nationale. Cette référence collective fonctionne comme un *topos* de la gratitude partagée, ce qui rappelle un rituel social marquant : les applaudissements depuis les balcons. Amossy souligne que l'ancrage dans une mémoire collective permet « de réactiver des émotions communes » (*ibid.* : 217), ici la nostalgie et la reconnaissance. L'utilisation du pronom « nous » engage le sujet-récepteur dans une posture de co-acteur du passé, mettant en lumière l'identification et créant une continuité émotionnelle avec le présent.

L'impératif « n'oublions pas » constitue un acte de langage directif, destiné à maintenir vivante cette mémoire affective. Il joue dans ce contexte un double rôle, à la fois mémoriel et moral. Il ne s'agit pas uniquement de se souvenir, mais de préserver une dette symbolique à l'égard de ceux qui continuent de lutter « sans relâche ». Selon Amossy (*ibid.* : 220), de tels marqueurs argumentatifs contribuent à légitimer une position éthique, en rendant évident ce qui est présenté comme incontournable sur le niveau moral. La métaphore « sur le pont » insuffle un imaginaire héroïque, ce qui rapproche les soignants de marins en veille constante, renforcée par l'adverbe « sans relâche » qui a pour tâche d'insister sur l'intensité et la continuité de leur engagement. Cette association suscite le respect, mais également la compassion, en mettant en valeur de manière implicite les sacrifices, la fatigue ainsi que le dévouement. En ce sens, le pathos devient une stratégie de valorisation du groupe soutenu, contribuant à conférer aux soignants une place méritante dans la hiérarchie symbolique du message véhiculé.

La transition vers des données plus techniques, le passage « pour augmenter encore le nombre de personnes pouvant être accueillies en réanimation sans trop déprogrammer » opère un glissement vers le registre pragmatique, mais sans rupture du pathos. En effet, le choix du verbe |augmenter|, renforcé par l'adverbe « encore », valorise les efforts continus. L'ajout du segment phrastique « sans trop déprogrammer » témoigne d'une préoccupation empathique envers les autres patients, consolidant l'image d'un système de santé soucieux

de l'équilibre entre urgence et continuité des soins. Amossy (*ibid.* : 223), rappelle que la construction de l'adhésion passe souvent par « l'alliance entre rationalité apparente et affectivité latente »³⁸², ce que ce passage illustre catégoriquement.

Or, la phrase « ils sont et seront appuyés » formulant une double temporalité, associe présent et futur pour inscrire la reconnaissance dans la durée, générant un sentiment de sécurité et de solidarité pérenne. L'annonce de « renforts supplémentaires » à venir nourrit un imaginaire de soulagement, ce qui suppose que l'épuisement des soignants est pris en compte et que des mesures concrètes sont en cours. Cette dimension prospective produit un pathos tourné vers l'espoir, illustrant que les efforts ne sont pas vains et que le soutien s'intensifie. Enfin, selon la grille d'Amossy, cette mobilisation du pathos s'inscrit dans une visée argumentative plus large, car elle vise à construire une image positive de l'énonciateur, responsable (éthos bienveillant), tout en rassemblant le grand public autour d'un affect partagé. Ainsi, ce passage s'emploie à établir une communion émotionnelle, indispensable à la consolidation d'une cohésion nationale en temps de pandémie.

Après avoir regardé comment l'engagement et le dévouement des soignants face à la crise sanitaire est remarqué dans le passage précédent, nous verrons dans la citation suivante comment le Chef de l'Etat évoque les faiblesses structurelles révélées par l'épidémie ainsi que le besoin de renforcer la souveraineté :

« Nous avons été solidaires comme jamais. Nous avons aussi identifié certaines de nos faiblesses : une organisation imparfaite, trop de bureaucratie, parfois un sens des responsabilités inégal, un manque de souveraineté parfois aussi pour certaines de nos productions. »³⁸³

Macron, 24/11/2020

Ce passage illustre une construction pathémique minutieuse, visant à susciter l'adhésion émotionnelle du téléspectateur par une mise en scène d'unité et de vulnérabilité partagée. Selon Amossy (2006 : 219), l'argumentation n'est jamais purement rationnelle, comme elle implique une mise en discours des émotions, un pathos discursif destiné à

³⁸² Par *rationalité apparente*, R. Amossy désigne une argumentation qui s'appuie sur des faits ou une logique présentée comme objective et raisonnable, conférant au discours une crédibilité intellectuelle. L'*affectivité latente* renvoie à la mobilisation implicite des émotions, qui vient souligner l'adhésion en suscitant empathie, fierté ou compassion. Dans l'énoncé cité, la rationalité apparente se manifeste dans l'énumération des actions concrètes entreprises (accroissement des capacités de réanimation, limitation de la déprogrammation, mobilisation de renforts), tandis que l'affectivité latente s'exprime par la référence aux applaudissements collectifs et à l'engagement « sans relâche » des soignants, déclenchant ainsi un sentiment de gratitude et de solidarité.

³⁸³ Voir Vol. 2, p. 49.

toucher le public-cible en activant des affects collectifs. Le Président mobilise un éthos collectif fondé sur un « nous » inclusif qui joue un rôle central dans la construction du pathos. En déclarant « nous avons été solidaires comme jamais », le locuteur-politique inclut l'ensemble de la population dans un récit valorisant, fondé à la fois sur la cohésion et l'altruisme. Cette forme d'appel émotionnel fonctionne, dans ce contexte, comme une stratégie de valorisation identitaire partagée, une mise en commun des efforts, apte à consolider le sentiment d'appartenance.

Le superlatif « comme jamais » met en valeur le caractère exceptionnel de cette solidarité, ce qui, dans la logique argumentative décrite par Amossy (*ibid.* : 227), sert à produire un effet d'intensification émotionnelle. Le pathos est donc mobilisé dans le but de susciter la fierté et la reconnaissance mutuelle, tout en construisant une mémoire collective de la pandémie comme moment de dépassement de soi. L'effet recherché est double : d'une part générer une émotion positive rétrospective, et d'autre part préparer la réception de critiques par un ancrage préalable dans une atmosphère valorisante. En déclarant, « nous avons aussi identifié certaines de nos faiblesses », le discours introduit un changement de tonalité émotionnelle. Amossy (*ibid.* : 229) met en lumière que l'efficacité pathémique repose souvent sur une tension, un contraste entre le positif et le négatif. Dans ce cas, le discours alterne entre reconnaissance des réussites et des failles, donnant au propos une épaisseur émotionnelle, tout en appuyant la crédibilité de l'orateur-politique. Le locuteur admet ici des insuffisances, ce qui constitue une forme de pathos de l'humilité. Il évoque « une organisation imparfaite », « trop de bureaucratie », « un manque de souveraineté », autant de formulations choisies dans le but de nommer les dysfonctionnements sans désigner de bouc émissaire.

Ce refus de la stigmatisation permet d'éviter la dissonance émotionnelle qui pourrait naître d'un ton accusateur. La critique est dirigée vers un système global, impersonnel, engageant le récepteur dans une réflexion collective sans provoquer le rejet et/ou la culpabilisation. Ce type d'argumentation repose sur un pathos partagé, puisque l'émotion est celle d'une conscience commune des faiblesses à surmonter, ce qui produit une forme de solidarité dans la vulnérabilité. Les lexèmes employés sont fortement connotés. A) « Solidaires » évoque le lien humain, le soutien mutuel et la chaleur du collectif. B) « Faiblesses » et « imparfaite » instaurent une tonalité autocritique. C) « Bureaucratie » fait surgir des représentations de lourdeur, d'inefficacité et de distance entre les structures et les citoyens. D) « Responsabilité inégale » active une perception d'injustice ou d'inéquité. E)

Enfin, « Souveraineté », dans le contexte des « productions », fait appel à un imaginaire nationaliste, expliquant que le manque d'indépendance économique et industrielle peut susciter l'inquiétude et un désir collectif de reprendre le contrôle, fortement chargé en termes d'émotion.

En alignant de manière successive des termes à forte portée affective, le Chef de l'Etat construit ce qu'Amossy nomme « une argumentation pathémique indirecte » (*ibid.* : 231), car, ce faisant, le discours ne prescrit pas de manière explicite une émotion, mais crée les conditions affectives de son émergence. Il prépare le sujet-récepteur à ressentir non seulement de la fierté pour les actions passées, mais également une motivation renouvelée face aux défis à venir. De ce fait, l'effet rhétorique principal est un enchaînement émotionnel progressif, partant d'un sentiment positif de cohésion, traversant une zone critique marquée par la lucidité, et débouchant sur une mobilisation affective. Cette technique correspond à une stratégie d'engagement émotionnel contrôlé, où le sujet-orateur ne cherche pas à submerger le grand public, mais à équilibrer émotion et raison pour renforcer l'adhésion à un projet collectif (*ibid.* : 234). Selon l'explication d'Amossy (*ibid.*) selon laquelle l'argumentation repose autant sur la logique que sur les affects, cette citation combine une scénographie de l'unité, une lucidité critique et un appel implicite à la mobilisation, générant un pathos à la fois nuancé, efficace et politiquement stratégique.

Ces trois passages illustrent de façon exemplaire l'empathie en mettant l'accent sur la responsabilité collective, la reconnaissance des efforts ainsi que l'exigence d'amélioration. La première citation illustre l'appel à la responsabilité individuelle et collective dans ce moment de crise, pointant le rôle du calme et de la solidarité face à la panique. Quant à la deuxième, elle rend hommage aux travailleurs de la santé, les qualifiant donc de héros et reconnaissant leur dévouement continu, ce qui cherche à renforcer le sentiment de gratitude et de solidarité nationale. Enfin, la troisième admet les faiblesses systémiques et l'ampleur de la solidarité et de l'auto-suffisance, créant de ce fait une connexion avec le sujet-cible en reconnaissant les défis partagés ainsi qu'en appelant à une amélioration collective. Ensemble, ces trois passages démontrent une empathie sincère en valorisant les efforts individuels et collectifs tout en reconnaissant les domaines nécessitant des améliorations, appuyant en conséquence le lien entre le sujet-parlant et la population.

Après avoir abordé la construction de l'empathie dans le discours macronien à travers l'analyse des passages cités du corpus, passons à présent à un deuxième aspect émotionnel

dans la communication macronienne face à la COVID-19 : l'invocation de la responsabilité collective.

8.1.2. L'invocation de la responsabilité collective chez le Chef de l'Etat

Comme l'explique Gregory Mellema (1997 : 20) la responsabilité collective est une notion « renvoyant à la responsabilité sociale des organismes, des groupes et des sociétés. ». Cette responsabilité implique que ces entités, en tant que collectifs, ont des obligations et des devoirs envers leur société dans son ensemble. Cela peut inclure des actions et des comportements cherchant à promouvoir le bien-être social, environnemental et économique. Dans son discours, le Chef de l'Etat fait l'invocation de la responsabilité collective en mentionnant à maintes reprises la nécessité de l'unité d'action et de la solidarité face aux défis posés par la crise sanitaire. Aussi, il met en lumière le rôle crucial de chaque citoyen dans la protection de la communauté en appelant à des comportements responsables comme le respect des mesures sanitaires, la confiance dans la science, ainsi que la prise en charge des plus vulnérables. En insistant sur l'importance de faire preuve de civisme, de limiter ses contacts, de se faire tester en cas de symptômes, et de s'isoler en cas de positivité, le Président de la République encourage le téléspectateur à contribuer de manière active à la lutte contre le virus. De même, en admettant les faiblesses et en appelant à l'innovation, à la création et surtout à l'entraide, le sujet-parlant met en évidence que c'est ensemble, en consolidant les forces et en corrigeant les vulnérabilités, que le pays pourra surmonter la crise sanitaire. Cette vision de responsabilité collective et d'engagement solidaire est au cœur du discours macronien, mettant en relief la nécessité de l'implication individuelle pour le bien-être et la sécurité de tous.

Prenons maintenant quelques citations tirées de notre corpus, et analysons l'appel macronien à la responsabilité collective. Le but de la déclaration suivante est d'inciter à la responsabilité individuelle et collective en accentuant l'importance de chaque citoyen dans la protection des autres, en particulier les plus vulnérables, tout en reconnaissant donc la difficulté émotionnelle des actions demandées pour le bien commun ; regardons de plus près :

« Chacun d'entre nous détient une part de la protection des autres, à commencer par ses proches. Je compte sur vous aussi pour prendre soin des plus vulnérables

de nos compatriotes, ne pas rendre visite à nos aînés. C'est, j'en ai bien conscience, un crève-cœur. C'est pourtant nécessaire temporairement.»³⁸⁴

Macron, 12/03/2020

Dans cette citation, l'appel pathétique est mobilisé en tant que levier essentiel d'adhésion à des mesures contraignantes, par le biais d'un discours fortement émotionnel, conforme à ce que Ruth Amossy désigne comme un « travail sur la dimension affective de l'auditoire » (2006 : 112). Le sujet-énonciateur construit un pathos discursif qui agit à plusieurs niveaux, en mobilisant des stratégies à la fois linguistiques et argumentatives qui ont pour but de produire l'empathie, la compassion et le sens du devoir.

L'emploi de « chacun d'entre nous » opère un glissement vers une responsabilisation collective, selon une logique argumentative d'inclusion universelle³⁸⁵. Cette stratégie, comme l'explique Amossy, permet de « diluer la responsabilité politique en la redistribuant à l'ensemble du corps social » (*ibid.* : 124). Elle établit, ce faisant, une égalité morale entre le sujet-locuteur et le public-cible, expliquant que tous participent au même effort, ce qui atténue la hiérarchie et surtout favorise une adhésion empathique. L'appel ne vise donc pas un groupe restreint, mais engage plutôt chacun, ce qui consolide le lien éthique et émotionnel entre l'Etat et l'individu.

La mention des « proches » et des « plus vulnérables » établit une gradation dans l'appel à l'affect, car l'on passe du cercle intime à la communauté nationale. Cette articulation repose sur une stratégie pathétique fondée sur la « projection émotionnelle » (*ibid.* : 129), parce que le sujet-cible est invité à se représenter ses propres parents ou grands-parents dans la catégorie des personnes à protéger. En évoquant des figures familières (particulièrement les aînés), le discours active des émotions préexistantes, telles que l'amour filial et le respect des anciens, afin de mieux faire passer un message restrictif. La référence aux « compatriotes » insère cette émotion dans un registre civique et moral, ce qui renforce l'efficacité persuasive en reliant le sentiment personnel à l'intérêt collectif (*ibid.* : 209).

³⁸⁴ Voir Vol. 2, p. 10.

³⁸⁵ Par cette notion, on entend un procédé rhétorique consistant à englober l'ensemble des destinataires du discours dans une même communauté de responsabilité ou d'action. L'orateur abolit ainsi toute distinction entre « je » et « vous » pour construire un « nous » collectif, supposé représentatif de l'ensemble de la population, et mobiliser l'adhésion autour d'un devoir partagé.

L'expression « c'est un crève-cœur » constitue une stratégie d'éthos pathétique³⁸⁶, comme elle permet au passage d'adopter une posture empathique, qui témoigne de sa compréhension des sentiments du public. Ruth Amossy insiste sur cette capacité du locuteur à prendre en compte les affects de l'auditoire pour légitimer son autorité et adoucir la contrainte (*ibid.* : 217). En intégrant dans son message la reconnaissance explicite de la douleur suscitée par l'interdiction des visites, le Président ne se pose pas comme donneur d'ordre insensible, mais comme un citoyen solidaire et traversé par les mêmes affects. Ce partage de la douleur crée un éthos compatissant, qui cherche à favoriser l'identification et, par-là, l'acceptation de l'énoncé. Comme la définit le *CNRTL*, l'expression « crève-cœur » désigne un « grand déplaisir, une grande douleur mêlée de dépit ». Qualifiant la difficulté de ne pas rendre visite à ses aînés par le biais de cette formule, le Président manifeste explicitement une reconnaissance de la souffrance émotionnelle associée à cette privation. Ce geste discursif illustre un acte d'empathie envers le sujet-destinataire, qui se voit ainsi compris dans sa douleur. Cette reconnaissance de la peine individuelle participe à légitimer la rigueur des mesures prescrites, en expliquant à la fois leur dureté et leur caractère indispensable. En ce sens, ce passage désamorce à l'avance une possible résistance, en validant l'émotion suscitée tout en l'encadrant par un impératif collectif.

Placé en fin de segment, l'adverbe « temporairement » joue un rôle rhétorique clé dans le dispositif pathétique, car il relativise la contrainte en la situant dans une durée limitée, ce qui diminue la charge émotionnelle associée au renoncement. Selon Amossy, le travail argumentatif sur la temporalité permet de rendre le message plus acceptable en offrant un horizon de résolution, une promesse implicite de retour à la normalité (*ibid.* : 141). Ce mot-clé agit donc à la fois sur le plan rationnel et affectif, tâchant d'apaiser la souffrance en lui assignant une fin.

Enfin, la formule « je compte sur vous » introduit un dialogisme implicite, dans la mesure où elle implique un contrat moral entre le locuteur et l'auditeur. L'énonciateur-politique ne s'adresse plus à un public anonyme, mais s'engage de manière personnelle, en recourant à la première personne du singulier. Ce type d'énonciation performative, que Amossy identifie comme un « renforcement de la proximité intersubjective » (*ibid.* : 117),

³⁸⁶ Parler d'*éthos pathétique* revient à désigner une stratégie discursive hybride, où le sujet-orateur mobilise une posture affective (empathie, compassion, vulnérabilité) afin de renforcer la confiance et l'adhésion du public-cible. Cette articulation subtile entre autorité morale et sensibilité émotionnelle est particulièrement efficace dans le discours de crise, où la légitimité du sujet-locuteur se fonde aussi sur sa capacité à partager les affects de la communauté.

ce qui crée un effet de personnalisation de l'appel et accroît, de cette manière, l'impact émotionnel. Elle transforme l'obligation collective en une mission confiée au niveau individuel, intensifiant ainsi le pathos mobilisé.

Ce passage du discours présidentiel illustre l'articulation du pathos au sein de la stratégie argumentative. Le pathos n'est pas un simple effet de style, puisqu'il est structuré, calibré, et mobilisé pour servir une finalité persuasive, de manière à faire accepter une mesure coûteuse socialement et émotionnellement parlant. L'éthos empathique du sujet-locuteur, la représentation émotionnelle de la vulnérabilité des proches, la reconnaissance du sacrifice demandé et l'insistance sur la temporalité limitée composent un dispositif pathétique, qui permet de renforcer l'adhésion citoyenne à des consignes strictes dans un moment de pandémie.

Après avoir fait remarquer la nécessité de la protection mutuelle et du soin envers les plus vulnérables, le Chef de l'Etat évoque dans le passage suivant l'importance du civisme pour garantir la réussite collective ; étudions-le :

« La réussite dépend du civisme de chacune et chacun d'entre nous. »³⁸⁷

Macron, 28/10/2020

Ce passage mobilise une stratégie discursive marquée par un appel explicite au *pathos*, car il s'agit d'un levier émotionnel intégré à l'argumentation et non dissocié de la rationalité persuasive. En effet, Amossy insiste sur le fait que le pathos ne doit pas être conçu comme un simple ornement affectif ou une manipulation extérieure à l'argumentation, mais comme une composante intrinsèque de la stratégie persuasive, qui participe à la construction du sens et à l'adhésion du sujet-cible (2006 : 103 – 109). Bien que concise, cette citation s'inscrit dans une rhétorique de la mobilisation fondée sur l'empathie, l'identification et la solidarité affective. Dès lors, le recours au segment phrastique « civisme » est central dans cette opération. Cette notion convoque un ensemble de valeurs partagées, telles que le respect de la loi, l'intérêt général, le dévouement à la collectivité, qui, dans le contexte de la COVID-19, revêtent une dimension émotionnelle forte. Le pathos se manifeste dans ce sens dans la mise en scène d'une responsabilité morale, puisque le sujet-énonciateur ne contraint pas, mais inspire plutôt une action en convoquant un idéal du citoyen responsable. Pour Amossy, l'argumentation effective s'appuie sur des *topoi*

³⁸⁷ Voir Vol. 2, p. 36.

communs ; ici, le *topos* du « bon citoyen », qui active des affects de fierté, de devoir ainsi que de culpabilité potentielle si l'on venait à faillir à cet idéal partagé (*ibid.* : 87 – 88).

Or, l'effet pathétique se construit par l'adresse inclusive « chacune et chacun ». Doublement genrée, cette structure ne se limite pas à une formule rhétorique égalitaire, puisqu'elle opère comme un dispositif d'identification émotionnelle. Selon Amossy, le pathos agit lorsqu'il permet au sujet-récepteur de se reconnaître dans le discours, d'en éprouver personnellement les enjeux (*ibid.* : 209). En incluant chaque citoyen sans distinction, le Président Macron crée une forme d'intimité collective, un « nous » empathique, qui cherche à transformer la déclaration en appel émotionnel à la cohésion nationale. Il s'agit donc d'un appel au lien social, à la solidarité dans l'épreuve, ce qui constitue un ressort pathétique puissant.

La structure syntaxique elle-même contribue à l'effet émotionnel. En mettant « la réussite » en tête de l'énoncé, le discours valorise l'objectif commun comme horizon affectif, à savoir : un espoir, une promesse de sortie de crise. Cet espoir est un ressort du pathos, car selon Amossy « l'argumentation cherche à faire adhérer à une thèse en suscitant des représentations désirables ou redoutables » (*ibid.* : 106). Le syntagme final « chacune et chacun d'entre nous » opère en ce cas comme une conclusion pathétique, où le sujet-orateur affecte le sujet-récepteur en lui montrant que la clé du succès collectif repose sur sa propre conduite individuelle, renforçant, ce faisant, la charge affective du message communiqué.

Ce recours au pathos n'est pas gratuit, comme il s'insère dans une stratégie argumentative visant à produire l'adhésion sans passer par la coercition. Comme Amossy le met en lumière, les émotions sont souvent mobilisées pour légitimer les mesures en les ancrant dans une nécessité partagée (*ibid.* : 230). C'est exactement ce que fait ici le Chef de l'Etat, car en plaçant l'action sanitaire dans le registre de l'émotion collective et de la responsabilité civique, il a pour tâche de neutraliser les résistances et de présenter les décisions gouvernementales comme des exigences émanant du grand public lui-même. Il politise donc l'émotion pour mieux la convertir en action, à travers une action volontaire, solidaire, partagée.

Après avoir pointé que la réussite dépend du civisme, le Chef de l'Etat évoque dans la citation qui suit l'exigence à ne pas s'enfermer, certes, mais surtout à limiter au maximum les contacts, les rencontres, les moments de proximité avec d'autres personnes ; analysons-la :

« Chacun doit veiller non pas à s'enfermer, mais à limiter au maximum les contacts, les rencontres, les moments de proximité avec d'autres personnes. »³⁸⁸

Macron, 31/03/2021

Cette déclaration invoque la responsabilité collective par plusieurs mécanismes subtils et explicites. Ici, le pathos joue un rôle crucial dans la structuration de l'argumentation, qui est mobilisée ici dans le but de renforcer l'adhésion du sujet-cible par l'émotion tout en légitimant une contrainte sociale. Selon Amossy (2006 : 209), l'argumentation dans le discours s'appuie souvent sur une mobilisation des affects cherchant à impliquer le récepteur en tant que sujet moral. En commençant par « chacun », l'énoncé permet une interpellation universelle, ce qui place le téléspectateur face à un appel personnel à l'action morale. Ce vocatif généralise la cible et confère au message une portée inclusive qui transforme la lutte contre la crise sanitaire en affaire collective. Or, l'emploi du modalisateur déontique [devoir] installe une obligation qui dépasse la simple recommandation, car l'expression « doit veiller » indique une norme morale partagée, ce qui véhicule un devoir civique, éthiquement légitimé. Amossy insiste sur l'idée que l'argumentation ne vise pas seulement à convaincre par la logique, mais surtout à mobiliser les sentiments afin de faire agir. Ici, la culpabilité implicitement communiquée (ne pas agir serait mettre autrui en danger) fonctionne comme un ressort émotionnel.

Le segment « limiter au maximum les contacts [...] les moments de proximité » mobilise un registre pathémique subtil mais efficace. En évoquant des gestes du quotidien associés à la chaleur humaine, cette phrase suscite un sentiment de privation affective : ne plus voir ses proches, ne plus partager de moments de convivialité. Cependant, cette frustration potentielle est reformulée comme un geste protecteur, expliquant qu'en évitant la proximité, on protège l'autre, ce qui correspond à ce que Amossy (*ibid.* : 211) décrit comme l'émotion au service de la construction d'un lien communautaire. Ce déplacement cognitif de la privation vers la protection constitue un levier pathétique majeur, parce qu'il transforme l'abstention en acte de bienveillance, sollicitant de ce fait une empathie active. C'est là un exemple typique du pathos argumentatif : non pas une effusion sentimentale, mais une émotion encadrée au service de l'adhésion.

L'opposition syntaxique « non pas à s'enfermer, mais à limiter » joue un rôle rhétorique essentiel, ayant pour but de préserver l'image de liberté individuelle, tout

³⁸⁸ Voir Vol. 2, p. 55.

en normalisant une restriction volontaire. Cette stratégie répond à ce que Amossy appelle une gestion discursive des tensions idéologiques (*ibid.* : 217), notamment celle entre liberté et sécurité. Le message se construit ainsi sur une double dimension émotionnelle. D'un côté, il soulage la culpabilité de ne pas être totalement isolé, et de l'autre, il valorise la vigilance comme preuve de responsabilité affective envers l'autre. Cette dissolution de la dissonance cognitive entre besoin de lien social et impératif sanitaire est apaisante en termes d'émotion, comme elle rassure, tout en consolidant la cohésion sociale.

Dès lors, en insistant sur les « moments de proximité », le discours cible les lieux d'émotion partagée, à savoir les réunions, les retrouvailles, les gestes affectifs. En les signalant comme espaces de danger, le sujet-parlant construit une anxiété fonctionnelle ; une peur qui n'immobilise pas, mais qui incite à la prudence rationnelle. Cette anxiété constructive évoquée par Amossy (*ibid.* : 229) comme une ressource argumentative vise à susciter une vigilance émotionnelle, où la peur de nuire à autrui devient moteur d'auto-régulation collective. Cet ensemble d'énoncés s'inscrit dans une stratégie pathétique orientée vers la solidarité et la compassion. Chaque contact évité est présenté non comme une perte personnelle, mais comme un acte de protection pour l'autre. Cela évoque ce que Amossy identifie comme un pathos intégrateur (*ibid.*) qui ne vise pas à provoquer l'émotion pour elle-même, mais à susciter l'adhésion à une cause commune par l'engagement affectif.

Après avoir exploré comment le Président Macron éveille le sentiment de solidarité et de responsabilité collective parmi le grand public grâce à des appels à l'émotion, il se révèle à présent important d'examiner une autre facette essentielle de son discours : l'utilisation de la peur pour mobiliser le téléspectateur. Alors, si les appels à l'empathie et à la cohésion sociale jouent un rôle déterminant dans l'adhésion aux mesures sanitaires, la mise en avant des dangers et des conséquences graves de la pandémie est également un outil puissant pour maintenir l'attention et l'engagement du public. En orientant notre étude vers cette nouvelle dimension du pathos, nous cherchons à comprendre comment le Chef de l'Etat sait, par son discours empreint de gravité et d'urgence, sensibiliser la nation à l'exigence d'actions immédiates et drastiques face à la pandémie.

8.2. Le recours à la peur pour mobiliser le téléspectateur³⁸⁹

³⁸⁹ L'analyse qui suit s'attarde sur « la peur » en tant que ressort pathémique central dans le corpus. Si la notion elle-même n'est pas immédiatement utilisée dans les extraits abordés en début de ce chapitre, son emploi

Dans son discours, le Président utilise stratégiquement le sentiment de peur afin de pointer la gravité de la situation et justifier les mesures strictes prises pour protéger la nation. Il évoque la réalité pressante de la crise sanitaire, transformant, ce faisant, une menace initialement perçue comme lointaine en une urgence palpable. Cette approche invite le sujet-cible à suivre les directives sanitaires et à maintenir la cohésion nationale face à une telle crise. En reconnaissant l'angoisse et l'incertitude éprouvées par le citoyen, le Chef de l'Etat parvient à légitimer les sacrifices sollicités, tout en appelant à une résilience collective. Ce recours à la peur est contrebalancé par des messages d'espoir et d'unité, visant à encourager le grand public à rester fort malgré les défis. En arrivant à ce stade, deux questions se révèlent primordiales : Comment l'orateur-politique parvient-il à équilibrer le sentiment de peur avec des messages d'espoir et de solidarité pour stimuler la résilience collective ? Quels exemples spécifiques utilise-t-il pour illustrer les conséquences graves de la COVID-19 ? Enfin, comment ces exemples contribuent-ils à intensifier le sentiment de peur parmi le public-cible ? Selon le *CNRTL*, le terme « peur » est défini comme :

« État affectif plus ou moins durable, pouvant débiter par un choc émotif, fait d'appréhension (pouvant aller jusqu'à l'angoisse) et de trouble (pouvant se manifester physiquement par la pâleur, le tremblement, la paralysie, une activité désordonnée notamment), qui accompagne la prise de conscience ou la représentation d'une menace ou d'un danger réel ou imaginaire.»

À la base de cette définition, la peur est considérée comme un état émotionnel complexe, souvent persistant, et elle est provoquée par un événement affectivement intense. Cet état se manifeste par une appréhension pouvant être si marquée qu'elle évolue vers l'angoisse, ainsi que par un trouble émotionnel susceptible de se traduire de manière physique de diverses manières : « pâleur, tremblements, voire paralysie ou agitation désordonnée » (Hofmann *et al.*, 1997 : 233). Comme l'a formulé Noam Chomsky (1989 : 21), ce sentiment accompagne la prise de conscience, qu'elle soit réelle ou imaginaire, d'un danger ou d'une menace potentielle. De ce fait, la peur peut être déclenchée par une large variété de *stimuli*³⁹⁰, qu'ils soient concrets, comme une situation de danger, ou abstraits, sous forme de pensées ou des souvenirs ; ses répercussions peuvent affecter le comportement

explicite par le Chef de l'Etat fait l'objet d'un traitement spécifique en fin de sous-chapitre, où les quatre occurrences de ce segment phrastique dans les discours étudiés sont analysées en détail.

³⁹⁰ Tout stimulus d'origine physique, chimique ou biologique pouvant déclencher des réponses de l'organisme, en particulier dans la sphère nerveuse, musculaire ou encore endocrinienne.

ainsi que le bien-être émotionnel de l'individu, comme l'explique André (2004 : 50). La peur constitue une émotion fondamentale, et elle influence en profondeur le comportement humain. En tant qu'objet d'étude, elle est le sujet de définitions et d'interprétations diverses selon les contextes, les disciplines, ainsi que les sources lexicographiques. En confrontant les définitions issues de trois dictionnaires de référence, *Le Robert*, *Larousse* et le *CNRTL*, nous analysons les nuances significatives qui mettent en évidence la richesse et la complexité de ce sentiment.

D'après *Le Robert*, la peur est définie comme l'« émotion qui accompagne la prise de conscience d'un danger, d'une menace ». Cette définition met en lumière la dimension cognitive et rationnelle de la peur, qui apparaît en tant que fruit de l'évaluation³⁹¹ d'une situation perçue comme menaçante. La conscience est ici centrale, car la peur résulte d'un processus mental fondé sur la reconnaissance claire d'un risque. Ce cadre interprétatif renvoie à des approches philosophiques, telles que celle de la « peur réfléchie » chez Descartes ³⁹², où la conscience du danger éveille la peur sans forcément entraîner une réaction immédiate ou irrationnelle. Cette conception suggère aussi une fonction protectrice de la peur, agissant comme un signal d'alerte qui mobilise une réponse appropriée face à la menace. Ainsi, *Le Robert* illustre une vision rationalisée de la peur, envisagée en tant qu'un processus émotionnel activé par une analyse consciente des circonstances.

Selon *Le Larousse*, la peur est définie comme : « sentiment d'angoisse éprouvé en présence ou à la pensée d'un danger, réel ou supposé, d'une menace (souvent dans avoir, faire peur) ». Cette définition adopte une perspective différente, car elle insiste sur le sentiment d'angoisse, qu'il soit fondé sur une menace réelle ou supposée. Regardée comme une émotion souvent plus diffuse que la peur, l'angoisse introduit une dimension irrationnelle et intuitive. Dans ce contexte, la peur ne découle pas obligatoirement d'un danger tangible ; puisqu'elle peut résulter d'une anticipation mentale, voire d'une menace imaginée. Or, « à la pensée d'un danger » traduit cette subjectivité, où l'esprit projette une peur en l'absence de tout danger concret, comme le soulignent Baldi et Bucherelli (2015 : 160). Cette approche s'inscrit dans une tradition existentialiste, incarnée en outre par Sartre, pour qui la peur « reflète notre confrontation à l'avenir et à l'incertitude. » (Mirabel-Sarron *et al.*, 2018 : 84). Il convient aussi de noter que le *Larousse* mentionne les manifestations physiques de la peur, telles que les tremblements, mettant en lumière que cette émotion

³⁹¹ Qu'elle soit objective ou subjective.

³⁹² Cité par Szulmajster-Celnikier, 2007 : 89.

déborde le cadre mental pour affecter le corps humain. Il s'agit donc d'une approche plus viscérale, dans laquelle l'angoisse et l'anticipation jouent un rôle majeur.

Quant à la définition du *CNRTL*, elle se distingue par sa complexité, parce qu'elle propose une vision multidimensionnelle de la peur. Loin de se limiter à la décrire tel qu'une simple émotion, elle introduit une typologie des réactions émotionnelles et physiques liées à la peur, passant de l'appréhension à l'angoisse, de la pâleur aux tremblements. Cette approche témoigne d'une compréhension dynamique de la peur, envisagée comme un processus affectif à intensités et manifestations variables. Ici, le *CNRTL* suggère que la peur naît à la fois de la prise de conscience d'une menace et de sa représentation imaginaire, articulant, de cette façon, le réel et l'imaginaire dans la genèse de l'émotion. Cette perspective reflète une approche psychologique holistique, où la peur est conçue comme « une interaction complexe entre le corps, l'esprit et les stimuli internes ou externes » (Devau, 2016 : 17). Elle s'inscrit dans une lecture psycho-physiologique, attentive non seulement à l'origine émotionnelle de la peur mais également à ses manifestations corporelles, en écho aux théories contemporaines sur la régulation émotionnelle, comme celles de Alain Damasio³⁹³ sur les marqueurs somatiques (Lacroux, 2022 : 121 – 142).

La confrontation de ces trois définitions révèle des conceptions distinctes, car chacune éclaire un versant particulier de la peur. *Le Robert* privilégie une approche cognitive et rationnelle, où la conscience du danger structure l'émotion. Toutefois, cette lecture tend à minimiser la richesse affective de la peur. À l'opposé, le *Larousse* met en avant une peur irrationnelle, nourrie par l'angoisse et l'anticipation, en mettant l'accent sur la subjectivité de l'expérience. Quant à lui, le *CNRTL* propose une lecture plus globale, intégrant les dimensions cognitives, affectives et surtout physiologiques. Il nous invite à considérer la peur comme un phénomène émotionnel et corporel, modulé par des facteurs internes et externes. Ces trois définitions illustrent la complexité de la peur, une émotion à la croisée des dimensions cognitives, simultanément affectives et corporelles. Tandis que *Le Robert* met l'accent sur la conscience du danger, *Larousse* plonge dans l'angoisse, qu'elle soit réelle ou supposée, et le *CNRTL* explore la profondeur de l'expérience émotionnelle en intégrant l'ensemble des composantes psychophysiologiques. Ensemble, elles présentent que la peur ne peut être réduite à une simple émotion réflexe ; elle est à la fois une réaction naturelle, un

³⁹³ L'hypothèse du marqueur somatique (*SMH*) présentée par Alain Damasio soutient que, en générant des réponses physiologiques, l'émotion peut orienter les processus décisionnels à venir. Cette influence s'exerce aussi bien de manière consciente qu'inconsciente, ce qui facilite ainsi une prise de décision rapide face à des choix complexes.

produit de la conscience, et surtout un phénomène corporel qui structure notre relation au danger, réel ou imaginé.

Maintenant que nous avons clarifié la notion de peur, nous pouvons entreprendre l'analyse des passages tirés du corpus où ce concept est utilisé³⁹⁴. Le fonctionnement du passage suivant réside dans la reconnaissance explicite par l'orateur-politique de la gravité de la situation en affirmant que « malgré les efforts pour freiner » la propagation du virus, celui-ci continue de « se propager » et s'accélère, ce qui pointe de ce fait l'urgence des mesures à prendre ; regardons-le de plus près :

« Tous nous ont dit que malgré nos efforts pour le freiner, le virus continue de se propager et est en train de s'accélérer. Nous le savions, nous le redoutions. »³⁹⁵

Macron, 12/03/2020

Ce passage s'inscrit pleinement dans ce que Amossy désigne comme un usage stratégique du pathos dans l'argumentation discursive. La peur ici est intégrée dans un dispositif argumentatif destiné à renforcer la force d'adhésion du message. Selon Amossy, le pathos n'est pas extérieur à l'argumentation mais l'un de ses ressorts fondamentaux : il participe à construire la crédibilité du sujet-locuteur, à mobiliser le public-cible et à orienter son jugement (Amossy, 2006 : 103). Dans cette citation, la peur n'est pas simplement décrite ou évoquée, car elle est plutôt mise en scène. Le syntagme « malgré nos efforts » joue un rôle crucial dans ce que Amossy appelle la mise en condition argumentative de l'auditoire (*ibid.* : 218). En reconnaissant les efforts passés, le sujet-parlant engage le téléspectateur dans une logique de responsabilité partagée, tout en mettant en lumière l'insuffisance de ces efforts face à un mal plus grand, ce qui met en place une dissonance cognitive angoissante. Le grand public se trouve ainsi dans une tension entre l'action déjà entreprise et son inefficacité, condition idéale, donc, pour produire un effet d'alerte émotionnelle.

De plus, l'emploi des verbes au présent progressif (« continue de se propager », « est en train de s'accélérer ») installe une temporalité anxiogène, en concordance avec ce que Amossy identifie comme une argumentation par dramatisation (*ibid.* : 122). Dans ce contexte, le locuteur-politique dramatise la situation en mettant en lumière la dynamique du

³⁹⁴ Dans les trois citations étudiées ci-dessous, le terme « peur » n'apparaît pas explicitement. Toutefois, les procédés discursifs mobilisés renvoient de manière implicite à ce concept, par l'évocation de situations, d'émotions ou d'attitudes qui en constituent des manifestations indirectes.

³⁹⁵ Voir Vol. 2, p. 4.

péril, ce qui cherche à provoquer un état d'urgence émotionnelle chez le sujet-récepteur. Enfin, la phrase « nous le savions, nous le redoutions » opère une double construction éthos-pathos. D'une part, elle renforce l'éthos du Président en le présentant comme lucide et prévoyant ; et de l'autre, elle installe la peur en tant qu'émotion légitime, anticipée, collective. Le « nous » inclusif appuie l'idée d'une communauté affective unie par la même crainte, correspondant, dans les termes de Amossy, à une visée argumentative de cohésion et d'adhésion émotionnelle au discours de l'autorité (*ibid.* : 109). Ce type de formulation a pour but de naturaliser l'émotion. Ici, la peur n'est pas regardée comme irrationnelle, mais comme une réponse normale à une menace prévisible et désormais manifeste. Ainsi, ce passage mobilise la peur comme levier argumentatif à part entière. Elle sert à construire un cadre interprétatif partagé, à légitimer les futures mesures coercitives, et surtout à produire une adhésion active fondée sur une émotion structurée et orientée.

Après avoir exposé les défis persistants dans la lutte contre la propagation de la pandémie, le Chef de l'Etat évoque dans la déclaration suivante une prise de conscience alarmante de la situation en mettant en lumière que la nation ne fait que commencer à affronter cette crise sanitaire, et que son intensification est observable « partout en Europe ». Pour cela, le passage suivant instaure une transition entre la reconnaissance des efforts passés et l'annonce d'une nouvelle phase critique de l'épidémie, en accentuant le besoin de maintenir la vigilance et de prendre des mesures adéquates face à l'aggravation de la situation épidémiologique, analysons-le :

« Cependant, mes chers compatriotes, je veux vous le dire ce soir avec beaucoup de gravité, de lucidité mais aussi la volonté collective que nous adoptions la bonne organisation, nous ne sommes qu'au début de cette épidémie. Partout en Europe, elle s'accélère, elle s'intensifie.»³⁹⁶

Macron, 12/03/2020

Dans ce passage, le Président mobilise le pathos de la peur comme levier argumentatif, conformément à ce que Amossy identifie comme une stratégie discursive visant à influencer les attitudes en suscitant une émotion socialement partagée (2006 : 111 – 113). La peur ici n'est pas une fin en soi, mais une émotion instrumentalisée dans une visée persuasive, car elle sert à légitimer à l'avance des mesures exceptionnelles en activant l'adhésion émotionnelle du sujet-cible. L'adresse initiale – « mes chers compatriotes » –

³⁹⁶ Voir Vol. 2, p. 4.

instaure un contrat solennel, reposant sur un éthos présidentiel de proximité et de responsabilité. Amossy explique que le pathos ne fonctionne efficacement que s'il s'insère dans un cadre énonciatif cohérent où l'éthos du sujet-locuteur est perçu comme légitime (*ibid.* : 131). Le registre de gravité qui suit, renforcé par l'énumération : « gravité, lucidité, volonté collective », structure un message de vérité et de transparence, posant le sujet-énonciateur en figure lucide et responsable.

La phrase « nous ne sommes qu'au début de cette épidémie » constitue un argument par l'amplification de la menace, une technique qui, selon Amossy, intensifie le pathos en projetant une situation inquiétante dans le futur proche, dans le but d'induire un comportement dans le présent (*ibid.* : 116). Ce recours à l'anticipation dramatique joue sur le caractère prospectif de l'argumentation pathémique, puisque la peur n'est pas liée à une situation figée mais à une dynamique en cours, que le Chef de l'Etat appuie par l'usage des verbes |s'accélère| et |s'intensifie|. Enfin, conformément à la conception de Amossy du pathos en tant qu'élément intégratif d'un discours argumentatif global, cette peur est encadrée de manière immédiate par le biais de l'appel à la rationalité collective (« volonté collective », « bonne organisation »), faisant en sorte qu'une dérive vers la panique soit évitée. Le pathos se met en ce sens au service de l'action concertée et de la mobilisation civique.

Après avoir mis en relief l'ampleur de la situation ainsi que le besoin d'une organisation efficace pour faire face à la crise liée à la COVID-19, le sujet-parlant évoque dans le passage suivant l'impact émotionnel sur le citoyen et sa légitime inquiétude face à la propagation du virus. Or, ce passage reconnaît les sentiments légitimes d'inquiétude et d'angoisse face à la propagation de la maladie, tout en pointant la nécessité de rester calme et de prendre des mesures efficaces pour faire face à la situation ; lisons-le :

« Face à la propagation du virus, vous avez pu ressentir pour vous-mêmes, pour vos proches, de l'inquiétude voire de l'angoisse, et c'est bien légitime. »³⁹⁷

Macron, 12/03/2020

Cette citation illustre un usage maîtrisé du pathos à travers une stratégie que Ruth Amossy qualifierait de « construction d'une communauté d'émotion » (2006 : 94). L'énonciateur reconnaît d'abord de manière explicite une émotion collective (l'inquiétude voire l'angoisse) en la nommant et en l'attribuant au sujet-cible. Ce faisant, il ne cherche pas à

³⁹⁷ Voir Vol. 2, p. 3.

rationaliser ou à atténuer l'émotion, mais à l'inscrire telle qu'une réponse normale, presque universelle, face à une situation menaçante. Ce mécanisme répond à ce que Amossy décrit comme « la valorisation stratégique de certaines émotions pour construire un effet d'identification » (*ibid.* : 100).

Par ailleurs, la formule « c'est bien légitime » agit en tant qu'un acte de validation émotionnelle, car elle évite de discréditer l'émotion de peur, ce qui aurait pu rompre la coopération discursive entre le sujet-orateur et le grand public. Au contraire, elle confère à l'émotion une forme de légitimité à la fois rationnelle et morale, en alignant les sentiments du récepteur avec une norme partagée, consolidant ainsi ce que Amossy appelle une communion émotionnelle³⁹⁸, indispensable pour maintenir l'adhésion dans les moments de crise (*ibid.* : 108).

En outre, cette mise en scène du pathos ne s'épuise pas dans la simple et seule reconnaissance empathique ; elle cherche plutôt à préparer et orienter l'adhésion aux mesures gouvernementales. Dans la logique argumentative que Amossy qualifie de préparation affective du raisonnement (*ibid.* : 218), la peur fonctionne en ce sens comme un levier d'adhésion anticipée. Elle ouvre un espace discursif favorable à l'acceptation de décisions contraignantes (confinement, restrictions sanitaires) en les inscrivant comme des réponses nécessaires à une angoisse partagée. Le pathos devient alors un outil de cadrage argumentatif, expliquant que la peur n'est pas seulement suscitée, elle est transformée en moteur d'action, rendant légitimes les mesures à venir. Enfin, selon Amossy, le pathos ne se réduit pas à une simple manipulation émotionnelle, car il participe d'une stratégie de mise en phase entre l'orateur et son public. En reconnaissant la peur collective, le Président façonne une image de leader empathique, soucieux des souffrances du peuple. Cela relève de la stratégie d'éthos pathétique, où il construit sa crédibilité (éthos) à travers son attention aux affects de son auditoire (*ibid.* : 222). Ce lien entre pathos et éthos est central, car il montre que la persuasion ne repose pas uniquement sur des arguments logiques, mais sur une dynamique discursive intégrée.

Dans le passage précédent, le Président exprime une empathie profonde envers les préoccupations du téléspectateur face à la propagation de la crise sanitaire, et dans celui qui suit, il évoque une constatation collective de surprise et d'inquiétude partagée à travers le

³⁹⁸ La *communion émotionnelle*, telle que l'emploie Amossy, désigne un processus par lequel le sujet-orateur et son sujet-cible partagent un même registre affectif, créant un sentiment d'unité et de proximité. Ce partage émotionnel favorise l'adhésion au discours, car il renforce l'impression que les expériences et sentiments exprimés sont communs et collectivement validés.

continent européen quant à l'évolution de l'épidémie. Le fonctionnement de cette déclaration est de mettre en lumière l'effet généralisé de surprise face à l'évolution de la crise sanitaire en Europe, tout en faisant remarquer la similarité des difficultés rencontrées malgré les différences dans les mesures prises par différents pays, renforçant l'idée de l'ampleur de la crise et de sa gravité anticipée. Pour une meilleure compréhension, étudions la citation suivante :

« Nous sommes tous, en Europe, surpris par l'évolution du virus. Certains pays, comme l'Espagne, l'Irlande, les Pays-Bas, ont pris plus tôt des mesures plus dures que les nôtres. Pourtant, tous, nous en sommes au même point : débordés par une deuxième vague qui, nous le savons désormais, sera, sans doute, plus dure et plus meurtrière que la première. »³⁹⁹

Macron, 28/10/2020

Dans cette allocution⁴⁰⁰, le Président mobilise le pathos de manière structurée, cherchant à susciter la peur, non pas comme une fin en soi, mais comme un levier d'adhésion à des mesures sanitaires contraignantes. Cette mobilisation du pathos répond à ce que Amossy décrit comme une stratégie discursive qui intègre les émotions dans l'argumentation sans les dissocier du raisonnement, leur conférant de ce fait un rôle à la fois persuasif et légitimant (2006 : 226). Dès l'ouverture du passage « nous sommes tous, en Europe, surpris par l'évolution du virus », le locuteur-politique établit un éthos collectif d'impuissance partagée. Ici, l'expression « nous sommes tous » construit une communauté d'affect, montrant la surprise face à l'imprévu. En inscrivant cette émotion dans un cadre collectif et européen, le sujet-orateur dissout toute responsabilité qu'elle soit individuelle ou nationale, et prépare ainsi le terrain émotionnel à la réception d'un message anxiogène.

Ensuite, le passage recourt à une comparaison internationale « l'Espagne, l'Irlande, les Pays-Bas », insistant sur l'inéluctabilité de la menace. Selon Amossy, une argumentation pathémique s'appuie sur des exemples concrets à fort potentiel dramatique, ce qui a pour visée de renforcer son effet (*ibid.* : 226). Mentionnés comme ayant pris des mesures « plus dures que les nôtres », ces pays voisins incarnent des tentatives sérieuses de contrôle.

³⁹⁹ Voir Vol. 2, p. 28.

⁴⁰⁰ Cette citation a déjà été mobilisée plus haut (voir p. 225) dans un cadre analytique différent, à savoir l'étude du verbe |savoir| en tant que modal. Sa réapparition ici ne vise pas à répéter l'analyse, mais à montrer comment un même segment discursif peut être envisagé selon plusieurs entrées complémentaires, en l'occurrence la dimension pathémique et persuasive de la communication macronienne.

Pourtant, ils sont eux aussi « débordés », un segment phrastique qui suggère une défaillance systémique, voire une saturation absolue des capacités. À forte charge imagée, ce lexème évoque non seulement un dépassement logistique mais une perte de contrôle aux conséquences potentiellement tragiques. La phrase pivot, « débordés par une deuxième vague qui, nous le savons désormais, sera, sans doute, plus dure et plus meurtrière que la première », constitue ici le point culminant de la stratégie pathémique. Elle articule une escalade de la peur selon une double modalité comme suit : a) l'intensification (une vague « plus dure »), et b) la létalité⁴⁰¹ (« plus meurtrière »). Ce type de déclarations, que Amossy qualifierait de prédiction alarmiste intégrée dans une logique argumentative, a pour but de préparer le destinataire à l'acceptation d'une mesure forte en justifiant son urgence (*ibid.* : 229).

L'énoncé « nous le savons désormais » ajoute une dimension de certitude épistémique. En inscrivant cette annonce dans le champ du « savoir » partagé, le Président Macron transforme une anticipation inquiétante en vérité présumée incontestable, soulignant ainsi la force illocutoire du discours. Ruth Amossy explique que la crédibilité du discours argumentatif repose sur sa capacité à ancrer l'émotion dans une forme d'objectivité apparente, ce que ce segment accomplit (*ibid.*). Enfin, cette peur n'est pas laissée à l'état brut, comme elle est orientée vers une finalité, notamment justifier des mesures à venir. En instaurant une atmosphère de menace imminente, ce passage prépare les esprits à l'acceptabilité de décisions difficiles, tout en évitant un ton ouvertement catastrophiste. Ce que Scarantino (2007 : 22) appelle une scénarisation persuasive est ici à l'œuvre : une mise en récit de la crise où l'émotion, loin de parasiter l'argumentation, la renforce et légitime l'intervention politique.

Dans « Quand dire, c'est faire » (1962), Austin introduit le concept d'actes de langage perlocutoires, qui se distinguent par l'effet que les paroles produisent sur le sujet-cible, tels que convaincre, apaiser ou, dans le cas qui nous intéresse, provoquer la peur. Contrairement aux actes locutoires, qui consistent à énoncer une idée, et aux actes illocutoires, qui accomplissent une action en parlant (ordonner ou promettre), les actes perlocutoires cherchent à susciter une réaction spécifique chez le récepteur. Dans ce cadre, le langage peut être employé afin d'induire un état émotionnel, notamment la peur. À titre

⁴⁰¹ Par « létalité », nous entendons le caractère mortel d'une maladie, autrement dit sa capacité à entraîner la mort chez la personne atteinte. En épidémiologie, ce terme renvoie souvent au « taux de létalité », qui mesure la proportion de décès parmi les cas diagnostiqués.

d'exemple, une phrase telle que « [attention], le feu se propage ! » n'a pas seulement pour but d'informer et/ou d'avertir, mais a pour objectif de créer un effet de panique ou de peur chez l'autre, influençant son comportement (la fuite, l'angoisse, etc.). De ce fait, Austin nous montre que le langage n'est pas seulement descriptif ou performatif, mais il est également un outil puissant de manipulation émotionnelle, capable de provoquer la peur et de la diffuser à travers les interactions humaines. Prenons l'exemple suivant :

« Si nous ne donnons pas aujourd'hui un coup de frein brutal aux contaminations, les médecins devront alors choisir, ici entre un patient atteint du COVID et une personne victime d'un accident de la route, là entre deux malades du COVID. Ce qui, compte tenu des valeurs qui sont les nôtres, de ce qu'est la France, de ce que nous sommes, est inacceptable. »⁴⁰²

Macron, 28/10/2020

Dans ce passage, le sujet-parlant recourt de manière explicite à un acte de langage perlocutoire, visant à engendrer un climat de peur et de gravité morale. Selon John L. Austin, un acte de langage perlocutoire désigne l'effet produit sur le sujet-cible, car il ne se contente pas de formuler une information, mais cherche plutôt à provoquer une réaction à la fois émotionnelle et comportementale (1962 : 101 – 104). Ruth Amossy (2006 : 209) prolonge cette idée en montrant comment, dans le cadre de l'argumentation, le *pathos* perlocutoire⁴⁰³ se construit pour « infléchir les mentalités » et « mobiliser l'auditoire ». Ici, le Président ne se contente pas d'informer sur la situation sanitaire ; il brosse un scénario catastrophique, où les médecins seraient contraints de choisir entre la vie de deux patients, pour déclencher une émotion forte chez le récepteur. L'objectif est de susciter la peur et la responsabilisation individuelle, afin de justifier l'adoption immédiate de mesures drastiques.

La première proposition « si nous ne donnons pas aujourd'hui un coup de frein brutal aux contaminations » vise à générer l'incertitude et l'urgence, car c'est une condition présentée au mode hypothétique, qui met en place une hypothèse redoutable si l'action n'est pas entreprise. Dans une perspective amossienne (2006 : 114), cette structure conditionnelle

⁴⁰² Voir Vol. 2, p. 29.

⁴⁰³ Le *pathos perlocutoire* désigne l'effet émotionnel que le discours cherche à produire sur le récepteur dans une visée pragmatique. Contrairement au *pathos* comme simple mise en scène de l'émotion dans le discours (*pathos* discursif), le *pathos perlocutoire* relève de l'action exercée sur le public-cible, comme il vise à provoquer une réaction affective déterminée (peur, indignation, compassion) afin de susciter une attitude ou un comportement spécifique. Il s'agit donc d'un *pathos* orienté vers l'effet, au service d'une stratégie persuasive.

crée une suspension temporelle entre le moment présent (« aujourd'hui ») et la conséquence à venir, ce qui rend l'anticipation du danger d'autant plus anxiogène. Le choix du verbe |donner| dans « donnons un coup de frein brutal » est également significatif. Ici l'adverbe « brutal » affirme l'idée d'une intervention à la fois urgente, soudaine et radicale. En incitant de manière implicite à un état d'alerte maximale, cette formulation participe activement à la montée en tension émotionnelle.

La suite du discours « les médecins devront alors choisir, ici entre un patient atteint du COVID et une personne victime d'un accident de la route, là entre deux malades du COVID » met en scène un scénario extrême, où l'autorité médicale se trouve dépassée et contrainte à un choix « entre la vie et la mort ». Ce passage mobilise deux procédés rhétoriques particulièrement saillants. A) L'effet de mise en abyme. En plaçant le public dans la position de témoin d'un « choix impossible », l'énoncé souligne la sensation d'impuissance et de crainte collective. B) L'amplification pathémique. Selon Amossy, décrire un dilemme moral douloureux (*ibid.* : 112 – 113) vise à « faire ressentir à l'auditoire l'extrême gravité de la situation », dans le but de créer un mobilisant affectif plus puissant que ne le serait une simple liste de chiffres ou de statistiques.

Or, la conclusion « ce qui, compte tenu des valeurs qui sont les nôtres, de ce qu'est la France, de ce que nous sommes, est inacceptable » opère un rapprochement entre l'émotion suscitée et l'adhésion aux valeurs nationales. En qualifiant ces conséquences de « inacceptables », le Chef de l'Etat active simultanément : A) un registre moral. Dans ce contexte, il fait appel aux valeurs républicaines (solidarité, respect de la vie humaine) pour légitimer l'alerte. B) Un registre identitaire, puisque l'expression « ce qu'est la France » convoque une identité collective, ce qui met en lumière le sentiment de culpabilité morale si ces dilemmes venaient à se produire. Pour Amossy (*ibid.* : 117), l'association d'un savoir factuel (nous serons débordés) et d'une norme implicite (« inacceptable ») constitue donc un procédé classique de l'argumentation pathémique. Dans ce cas, le locuteur-politique ne se contente pas d'exposer un danger, il le relie aux normes sociales et éthiques partagées, ce qui vise à multiplier ainsi la pression émotionnelle sur le sujet-destinataire.

D'un point de vue perlocutoire, l'ensemble du passage tend à : A) éveiller la peur. En projetant le grand public dans un futur imminent où des vies seront en jeu, le message suscite un sentiment d'urgence affective. B) engager la responsabilité individuelle. Cette clause conditionnelle et la dramatisation du choix à venir font naître une forme de culpabilité anticipée si le citoyen n'adopte pas les nouvelles mesures. C) légitimer l'action politique.

En mobilisant l'émotion collective (peur, indignation morale), le sujet-énonciateur crée un contexte favorable à l'acceptation des décisions sanitaires qu'il s'apprête à communiquer.

Comme le souligne Amossy (2006 : 233), un acte perlocutoire réussi implique une synchronisation fine entre l'évocation d'un danger concret d'un côté et l'ancrage dans les valeurs partagées de l'autre côté, dans le but d'obtenir une adhésion quasi instinctive. Dès lors, la peur n'est pas un simple effet de style, car elle est instrumentalisée afin de « préparer les esprits » et « réduire la réticence à l'action », en jouant sur la notion de « devoir moral » et sur la peur d'un effondrement des normes sociales.

En ce qui concerne l'emploi du terme « peur » dans le corpus, il est utilisé quatre fois comme suit. Dans la citation suivante, le Président rassure le grand public en affirmant que :

« Nous n'ajouterons pas aux difficultés sanitaires la peur de la faillite pour les entrepreneurs, l'angoisse du chômage et des fins de mois difficiles pour les salariés. »⁴⁰⁴

Macron, 12/03/2020

Dans ce passage, la visée discursive repose sur une opposition structurante entre les difficultés sanitaires (réelles et présentes) et les craintes économiques (projetées et émotionnelles). Le sujet-énonciateur opère une disjonction stratégique, affirmant que le gouvernement ne permettra pas que s'ajoutent aux défis immédiats (la COVID-19) les effets secondaires redoutés sur les deux plans ; économique et social. Cette mise à distance repose sur une stratégie argumentative de réassurance qui a pour but d'anticiper les objections et à désamorcer les inquiétudes du grand public. Le segment phrastique « peur » est central dans cette configuration. Son emploi ne relève pas du hasard, mais s'inscrit dans une rhétorique émotionnelle maîtrisée, au sens où l'entend Amossy (2006 : 217). Selon elle, l'argumentation n'est jamais purement rationnelle, car elle mobilise des affects, des valeurs, et construit une image du sujet-parlant à la fois crédible et empathique. Dans cette citation, la « peur de la faillite », tout comme l'angoisse du chômage, ne sont pas des sentiments décrits ; ce sont des *topoi* émotionnels voire des lieux communs discursifs, qui permettent de construire un lien avec le sujet-cible et de légitimer le propos politique.

En évoquant ces émotions collectives, le discours reconnaît la légitimité de ces peurs tout en les intégrant dans une stratégie argumentative de dénégation, expliquant que « nous

⁴⁰⁴ Voir Vol. 2, p. 7

n'ajouterons pas [...] ». Il affirme de manière implicite que ces menaces sont identifiées, prises en compte, et qu'elles seront neutralisées par l'action étatique. Cette formule assertive réalise un acte de langage illocutoire de type promissif, puisqu'il ne promet pas des mesures de manière explicite, mais la déclaration laisse entendre une garantie implicite de protection.

Ce processus s'inscrit dans ce que Amossy qualifie de mise en scène de l'éthos (*ibid.* : 230), car en tenant ce message, le sujet-énonciateur construit l'image d'un Etat protecteur, rationnel mais compatissant, capable de prévenir les crises secondaires. Dans ce contexte, le terme « peur » a donc une double fonction : a) diagnostique, puisqu'il sert à identifier ce que ressent le corps social, et b) stratégique, car il a pour but de désamorcer la peur, afin de renforcer l'adhésion du sujet-cible. Sur le plan syntaxique, cette phrase est composée d'une principale suivie de compléments circonstanciels en cascade. L'accumulation des éléments émotionnels comme « la peur de la faillite », « l'angoisse du chômage », et « les fins de mois difficiles » suit une gradation anxiogène, ce qui évoque les différentes strates de la société (chefs d'entreprise, salariés, foyers modestes). Ce rythme ternaire est caractéristique des discours politiques voulant frapper l'imaginaire collectif tout en mettant en place une impression d'exhaustivité. Stylistiquement parlant, la combinaison entre des termes concrets (faillite, chômage, fins de mois) et des termes affectifs (peur, angoisse) participe activement à une rhétorique de proximité. L'énonciateur adopte ici un registre empathique, utilisant la formule inclusive (« nous ») qui met en lumière le sentiment d'union nationale tout en affirmant le rôle de l'Etat comme bouclier contre les conséquences économiques de la pandémie.

Pour cela, la notion « peur » est instrumentalisée dans une rhétorique de légitimation et de mobilisation. Elle permet de nommer l'inquiétude pour mieux la dissiper, tout en renforçant la crédibilité et l'autorité bienveillante du sujet-énonciateur. Selon la logique argumentativo-rhétorique exposée par Amossy (2006), la gestion de l'émotion dans ce passage ne vise pas à manipuler, mais plutôt à construire une adhésion rationnelle et affective aux mesures à venir.

Après avoir évoqué le besoin de ne pas ajouter, aux difficultés sanitaires, la peur de la faillite et l'angoisse du chômage aux difficultés sanitaires, le Président aborde dans le passage à venir l'idée d'une union sacrée, exhortant la nation à ne céder ni à la panique ni à la peur, tout en puisant dans la force d'âme collective pour surmonter les crises ; analysons-le :

« Le temps est à cette union sacrée qui consiste à suivre tous ensemble un même chemin, à ne céder à aucune panique, aucune peur, aucune facilité, mais à retrouver

cette force d'âme qui est la nôtre et qui a permis à notre peuple de surmonter tant de crises à travers l'histoire.»⁴⁰⁵

Macron, 12/03/2020

Cette citation s'inscrit dans une stratégie discursive fondée sur la co-construction de l'unité nationale par le rejet de la peur comme facteur de division. Le passage « le temps est à cette union sacrée ⁴⁰⁶ [...] à ne céder à aucune panique, aucune peur, aucune facilité » illustre une tension argumentative où la peur est convoquée non pour être suscitée, mais pour être nommée, rejetée et surtout surmontée au niveau collectif. Dans cette optique, le discours répond à une logique argumentative, que Amossy (2006 : 223) décrit comme l'articulation entre la logique persuasive et la logique identitaire, où l'argumentation cherche autant à convaincre qu'à construire une image partagée du groupe.

L'usage du segment phrastique |peur|, placé aux côtés de « panique » et « facilité », participe à la configuration d'un éthos collectif valorisé, celui d'une nation courageuse, rationnelle et digne face à l'épidémie. L'énumération négative repose sur une structure anaphorique (« aucune [...] aucune [...] aucune [...] ») qui donne au message une force incantatoire. Cette accumulation agit tel qu'un acte de langage directif, où le sujet-énonciateur ne se contente pas de décrire une attitude à éviter, il prescrit un comportement émotionnel, invitant le citoyen à ne pas céder à l'émotion destructrice. Mentionner la « peur » ne sert donc pas dans ce cas à la provoquer, comme dans un acte perlocutoire de type alarmiste, mais à la désamorcer. C'est là une différence essentielle par rapport à d'autres séquences du discours macronien qui utilisent la peur comme levier d'adhésion. En mobilisant la mémoire collective par l'énoncé « cette force d'âme qui est la nôtre », le discours met en place ce que Amossy nomme une doxa partagée⁴⁰⁷ (*ibid.* : 103). Ce rappel historique constitue un argument d'autorité mémorielle, puisque le peuple a déjà surmonté

⁴⁰⁵ Voir Vol. 2, p. 7

⁴⁰⁶ Ce passage a déjà fait l'objet d'une première analyse dans le chapitre 6 (p. 302), où l'attention portait particulièrement sur les subtilités du choix lexical dans le corpus, notamment l'expression « union sacrée ». Dans le présent sous-chapitre, il ne s'agit pas de répéter cette analyse, mais d'en proposer une lecture complémentaire en nous focalisant cette fois-ci sur l'usage du terme « peur » et sa fonction argumentative. L'objectif est ainsi d'examiner le même passage sous un autre angle d'approche, conformément à la pluralité interprétative du discours sanitaire abordé dans le cadre de cette thèse.

⁴⁰⁷ Un ensemble de croyances communes autour de la résilience nationale.

des crises, il peut donc le faire à nouveau. La peur devient alors un contre-modèle émotionnel face à la vertu civique qu'est la force d'âme.

Du point de vue des actes de langage, cette séquence articule plusieurs niveaux. A) acte assertif, car le Président affirme l'exigence d'unité face à la crise. B) acte directif, puisqu'en déclarant « ne céder à aucune peur », il incite le téléspectateur à une attitude de résistance émotionnelle. C) acte perlocutoire, parce que l'effet souhaité est un sursaut de courage, de responsabilité, voire de fierté nationale. L'organisation syntaxique du passage consolide ce triple effet. Premièrement, la coordination des éléments négatifs précède un élément valorisant et mobilisateur. Deuxièmement, le balancement entre rejet du négatif (peur, panique, facilité). Et troisièmement, la valorisation du positif (force d'âme, mémoire historique) traduit ce que Perelman appelle une dissociation de notions⁴⁰⁸, ici entre la faiblesse émotionnelle et la vertu citoyenne.

Enfin, sur le plan stylistique, le registre solennel (« union sacrée », « force d'âme ») inscrit le message dans une tradition républicaine et militaire de mobilisation. Ce registre contribue à ancrer l'appel dans une rhétorique de crise où, tout en étant légitime, la peur doit être dépassée au nom du collectif. L'analyse discursive de Amossy (*ibid.* : 230) nous invite à lire cette déclaration en tant que travail idéologique subtil sur les émotions, où « la peur », plutôt qu'un obstacle, devient l'antithèse rhétorique qui permet de mieux faire ressortir les valeurs positives que le discours entend promouvoir.

Après avoir accentué l'exigence de l'union sacrée face aux crises historiques, le Président Macron évoque dans la citation suivante une vision d'une France à la fois indépendante et conquérante, qui, loin de céder à la nostalgie, embrasse l'avenir avec confiance et solidarité ; regardons-la :

« Alors, à la rentrée nous aurons rendez-vous avec notre avenir. Pour bâtir une France indépendante, qui ne vit pas dans la nostalgie mais sait prendre les décisions nécessaires à sa destinée. Une France conquérante, qui a foi en la force de sa jeunesse, et n'a pas peur du futur mais l'invente. Une France unie qui sait être solidaire, civique, responsable dans l'épreuve comme dans la conquête.»⁴⁰⁹

Macron, 12/07/2021

Ce passage s'inscrit dans un registre résolument mobilisateur et assertif, ayant pour but de construire un éthos national fondé sur la confiance, l'action ainsi que la projection

⁴⁰⁸ Cité par : Schmetz, 1997 : 69.

⁴⁰⁹ Voir Vol. 2, p. 77.

dans l'avenir. En proclamant que la France « n'a pas peur du futur mais l'invente », le Chef de l'Etat engage un positionnement discursif stratégique qui rejette de manière explicite l'angoisse face à l'incertitude pour pouvoir mieux valoriser une attitude conquérante et visionnaire. Selon Amossy (2006 : 119), l'argumentation dans le discours ne se limite pas à une simple logique rationnelle, mais s'inscrit dans une mise en scène d'un éthos collectif, c'est-à-dire une image de soi (ici de la nation) à construire dans l'interaction avec le sujet-cible. En tant qu'émotion négative, ici la peur est évoquée non pour l'amplifier (comme dans le discours du 28/10/2020), mais dans le but de la refouler et la désamorcer au profit d'une posture de dépassement. Dire que la France « n'a pas peur », c'est convoquer l'existence d'un climat d'incertitude ou d'anxiété (sanitaire, économique, géopolitique). Mais, en renversant le registre émotionnel, ce passage propose un récit alternatif fondé sur la résilience et l'initiative.

Dans cette logique, la mention de la peur fonctionne ici comme un dispositif de légitimation. Cette sensation permet de marquer une rupture avec une attitude attentiste (ou défaitiste), afin de mieux affirmer une identité nationale tournée vers l'avenir. On retrouve ici ce que Amossy (*ibid.* : 234) identifie comme un enjeu doxique du discours argumentatif, qui sert à s'aligner ou s'opposer à des représentations partagées pour orienter le jugement du sujet-cible. Connotée ici comme faiblesse, la peur est opposée à une série de valeurs positives, à savoir l'invention, la solidarité, la responsabilité, et la conquête, autant de termes qui constituent une topique mobilisatrice. D'un point de vue pragmatique, cette séquence constitue un acte illocutoire assertif, car elle affirme un état d'esprit souhaité, tout en proposant qu'il est déjà partagé. L'absence de peur est énoncée non comme un souhait ou une promesse, mais plutôt comme un fait accompli par le biais de la phrase « la France n'a pas peur ». Ce type d'assertion préfigure une attitude collective, en engageant le grand public à s'y conformer. En ce sens, le discours macronien s'inscrit aussi dans une visée perlocutoire, cherchant à susciter non pas l'adhésion par la crainte, mais l'enthousiasme, la confiance et surtout la mobilisation civique.

Sur le plan syntaxique et stylistique, la construction de cette citation repose sur des phrases parallèles, utilisant l'anaphore « une France [...] » qui permet de décliner les différentes facettes du modèle proposé. Cette répétition met en lumière la cohésion argumentative⁴¹⁰ et confère au discours un rythme à la fois solennel et incantatoire, typique des

⁴¹⁰ La *cohésion argumentative* désigne l'enchaînement à la fois structuré et cohérent des idées au sein d'un discours, assuré par des procédés linguistiques, syntaxiques ou stylistiques (répétitions, parallélismes,

discours présidentiels. Le passage de la négation (« n'a pas peur ») à l'affirmation (« mais l'invente ») est basé sur une opposition syntaxique simple et efficace, dramatisant la transition entre une France passive et une France active. Enfin, construite comme une accumulation de qualités (« solidaire, civique, responsable »), la phrase finale inscrit le discours dans une rhétorique de valeurs, qui, selon Amossy (*ibid.*), constitue un fondement central de l'argumentation politique. La peur est, de ce fait, reléguée à une anti-valeur, un obstacle à la réalisation d'un avenir commun, que seules l'unité et l'action collectives peuvent surmonter.

Après avoir présenté une vision d'une France conquérante, le discours macronien évoque dans le passage suivant la nécessité de l'unité et de la confiance collective afin de surmonter les défis, analysons-le :

« Mais regardez ce que nous avons réussi ces derniers mois en agissant ensemble. Unis. Nous avons réussi l'impensable. Alors je vous le dis avec beaucoup de conviction, n'ayons pas peur ! Croyons en nous ! Croyons en la France ! »⁴¹¹

Macron, 09/11/2021

Dans ce passage, l'emploi du terme « peur » s'inscrit dans une stratégie discursive visant à créer une dynamique collective de mobilisation, en opposition à une émotion jugée paralysante. En proclamant « n'ayons pas peur ! », le sujet-énonciateur formule une injonction qui fonctionne à plusieurs niveaux, à la fois pragmatique, rhétorique et argumentatif. Selon Ruth Amossy (2006 : 131), l'argumentation n'est jamais uniquement rationnelle, car elle est prise dans une interaction entre le discours, les *éthè*⁴¹² construits et les émotions convoquées. Ici, « la peur » est convoquée en tant qu'objet polémique à évacuer, puisqu'elle symbolise l'hésitation, l'inaction ou même le défaitisme face aux crises passées ou à venir (sanitaire, économique, sociale). Ce segment phrastique n'est pas argumenté en tant que tel, mais présupposé comme néfaste, permettant de justifier l'appel à une posture inverse ; celle de la foi en soi, en la communauté nationale, et en l'avenir.

Ici, l'expression « n'ayons pas peur » constitue un acte illocutoire directif, dans lequel le locuteur-politique cherche à influencer le comportement du sujet-cible. Mais, comme le rappelle Amossy (*ibid.* : 219), ce type d'acte ne prend sens qu'au sein

connecteurs logiques, etc.). Elle permet de consolider la lisibilité de l'argumentation, d'en mettre en lumière la progression logique et de maintenir l'attention de l'auditoire. Dans le cas présent, la répétition anaphorique (« une France... ») renforce l'unité du propos tout en produisant un effet d'insistance persuasive.

⁴¹¹ Voir Vol. 2, p. 93

⁴¹² Ce terme est le pluriel du mot grec *êthos*.

d'un dispositif argumentatif plus large, articulé dans le contexte de cette citation autour d'une mémoire collective de l'effort partagé « ce que nous avons réussi ces derniers mois » et d'une projection optimiste vers le futur. Cette mise en scène d'un « nous » victorieux construit un éthos collectif de résilience, dans lequel la peur devient une dissonance incompatible avec la narration macronienne. Par ailleurs, l'injonction « n'ayons pas peur » peut aussi être interprétée comme un acte perlocutoire, puisqu'elle vise à produire un effet concret sur les émotions et les comportements du sujet-cible. Le Chef de l'Etat tente d'éveiller non seulement une adhésion rationnelle, mais également une mobilisation affective, dans laquelle la peur est rejetée au profit de la confiance et de l'espoir. Ce processus rejoint ce que Amossy (*ibid.* : 224) nomme la force persuasive des évidences partagées, car le discours ne démontre pas pourquoi il faut rejeter la peur, il part du principe que ne pas avoir peur est la condition exigée pour continuer à agir de manière efficace, dans une France unie et forte⁴¹³.

Stylistiquement parlant, ce passage repose sur une rhétorique de l'emphase et de l'élan⁴¹⁴. Les phrases brèves, impératives et rythmées (« n'ayons pas peur ! Croyons en nous ! Croyons en la France ! ») expliquent une montée en intensité émotionnelle et participent à l'établissement d'un discours performatif, où le fait de dire revient à faire. L'anaphore (« croyons en [...] ») confère au message une structure mobilisatrice et incantatoire, ce qui ancre la confiance comme un substitut à la peur. Cette structure binaire peur – confiance, passivité – action, division – unité, est au cœur du dispositif persuasif. Enfin, l'articulation entre la mémoire du passé par la phrase « ce que nous avons réussi » et l'injonction au présent met en place une progression argumentative ascendante, du constat factuel à l'appel émotionnel. En cela, la notion « peur » joue un rôle irréfutable, car bien qu'elle n'apparaisse qu'une seule fois, elle est le pivot sémantique autour duquel s'organise tout le discours, dans une logique de dépassement et d'exhortation.

⁴¹³ Cette déclaration s'inscrit dans un contexte politique particulier : à moins de six mois de l'élection présidentielle de 2022, Emmanuel Macron mobilise dans ce contexte un registre mobilisateur et fédérateur qui dépasse la seule gestion de crise. L'appel à l'unité et à la confiance collective peut ainsi être interprété à la fois comme un encouragement face à l'épidémie et comme un élément de construction d'une image présidentielle rassembleuse en vue de l'échéance électorale.

⁴¹⁴ L'*emphase* désigne un procédé d'insistance destiné à amplifier l'impact d'un énoncé, que ce soit par la répétition, l'exclamation, ou le recours à des expressions fortes. Elle a pour but de capter l'attention, marquer les esprits et valoriser certaines idées-clés. Or, l'*élan* renvoie à la dynamique du discours : il s'agit d'un mouvement oratoire ascendant, souvent porté par un rythme croissant, des injonctions ou une montée affective, qui entraîne le sujet-récepteur dans un registre d'enthousiasme ou de mobilisation. Ensemble, emphase et élan contribuent dans le contexte de cette citation à galvaniser le public et à renforcer la portée performative du message.

Dans le corpus, le terme « peur » est utilisé stratégiquement afin d'évoquer des émotions négatives et une dynamique d'action positive. En premier lieu, il représente une menace à la cohésion nationale, suggérant que céder à « la peur » peut nuire à l'unité et à la solidarité indispensables pour surmonter les crises. Dans un deuxième temps, en affirmant que la France n'a pas « peur » du futur, le discours transforme cette émotion en un catalyseur d'espoir et de détermination, incitant le sujet-récepteur à adopter une attitude proactive face à l'inconnu. Troisièmement, selon la théorie des actes de langage, cette utilisation fonctionne en tant qu'un acte assertif, qui non seulement décrit un état d'esprit souhaité mais prescrit un comportement collectif d'engagement et de responsabilité. Enfin, sur le plan stylistique, la mention de la peur est entourée d'adjectifs positifs, créant un contraste entre l'angoisse et les valeurs d'indépendance et de conquête, et mettant en évidence ainsi l'exigence de transcender la peur pour construire un avenir prometteur.

Pour revenir à nos questions de départ : Comment l'orateur-politique parvient-il à équilibrer le sentiment de peur avec des messages d'espoir et de solidarité pour stimuler la résilience collective ? En fait, Le Chef de l'Etat y parvient en équilibrant le sentiment de peur avec des messages d'espoir et de solidarité en mettant en lumière la nécessité de l'unité et de la responsabilité collective face à la pandémie. Malgré la reconnaissance des défis et des difficultés rencontrés, ceci indique la résilience et la force de la nation pour surmonter les épreuves. De même, ses appels à la solidarité, à la responsabilité individuelle et collective, ainsi que la valorisation des actions des professionnels de santé et des acteurs de la sécurité civile, consolident ce sentiment d'appartenance et d'engagement envers la société. Donc, en encourageant le téléspectateur à rester solidaire, à ne pas céder à la panique et à se soutenir mutuellement, le Président insufflé un message d'espoir et de confiance en la capacité de la société à surmonter ensemble les obstacles.

Concernant la deuxième question : Quels exemples spécifiques utilise-t-il pour illustrer les conséquences graves de la COVID-19 ? Le discours macronien se base sur des exemples spécifiques pour illustrer les conséquences graves de la crise sanitaire, notamment en mentionnant l'accélération de la propagation du virus au niveau européen, l'impact sur la santé publique avec des formes graves du virus touchant également les jeunes, et surtout la saturation des capacités de réanimation. Ces exemples palpables permettent donc de sensibiliser le grand public aux répercussions étendues de l'épidémie et d'illustrer en conséquence la gravité de la pandémie sur plusieurs aspects de la société.

Enfin, la troisième question : Comment ces exemples contribuent-ils à intensifier le sentiment de peur parmi le public-cible ? Il s'avère vrai que les exemples utilisés dans la communication présidentielle pour illustrer les conséquences graves de la pandémie contribuent à intensifier le sentiment de peur en faisant remarquer la réalité brutale de la situation sanitaire. Par exemple, la mention de l'accélération de la propagation du virus en Europe, l'impact sur la santé publique ainsi que la saturation des capacités de réanimation accentuent la gravité de la pandémie et la pression croissante sur le système de santé. Ces exemples concrets renforcent la perception du danger imminent, alimentant de ce fait les craintes et les inquiétudes du grand public face à la crise sanitaire. En exposant directement et concrètement les conséquences dramatiques de la pandémie, ces exemples intensifient le sentiment de peur en signalant les risques pour la santé, la vie quotidienne et la stabilité de la société dans son ensemble.

8.3. Synthèse intermédiaire n°8

Enfin, récapitulons les conclusions principales qui se dégagent de cette réflexion. Le pathos, dans le cadre du discours macronien, est utilisé stratégiquement pour influencer les émotions du sujet-cible et ainsi renforcer l'impact du message délivré. En mobilisant des émotions telles que la peur ou l'espoir, le sujet-énonciateur vise à toucher directement les sensibilités du sujet-récepteur. Par exemple, l'utilisation de récits émouvants cherche à créer une connexion émotionnelle, rendant l'argument plus persuasif. Le pathos permet de transcender les simples faits et logiques en ajoutant une dimension à la fois humaine et émotionnelle, rendant la communication non seulement informative mais également profondément engageante et mémorable (Walker, 2011 : 17). En fin de compte, l'appel aux émotions aide à motiver le public-cible à agir ainsi qu'à changer d'avis en fonction des émotions ressenties durant le discours.

Pour conclure ce chapitre, il nous est indispensable de répondre à nos questions de départ. Comment le Président a-t-il utilisé l'empathie et la responsabilité collective dans sa communication pour renforcer la solidarité et l'adhésion aux mesures sanitaires ? Dans son discours, le Chef de l'Etat utilise l'empathie pour susciter à la fois la solidarité et l'adhésion aux mesures sanitaires. Il reconnaît les difficultés et les craintes des français en mentionnant explicitement les préoccupations légitimes des entrepreneurs, des salariés et des plus fragiles de la société. En parlant du besoin de protéger les plus vulnérables, il met en évidence l'idée

que les mesures prises ne sont pas seulement pour le bien individuel mais plutôt pour la sécurité collective. Or, cette reconnaissance des souffrances partagées crée un lien émotionnel fort avec le téléspectateur, consolidant ainsi l'adhésion aux décisions prises.

Par ailleurs, le sujet-énonciateur fait appel à une responsabilité collective en insistant sur le rôle de chaque citoyen dans la lutte contre la crise sanitaire. Il rappelle que la réussite des mesures dépend du civisme et de la discipline de chacun. En demandant au grand public de respecter les gestes barrières et de limiter les interactions sociales, il place la responsabilité sur chaque individu, pointant que ses actions ont un impact direct sur la santé publique. Ce rappel constant de l'importance de la responsabilité individuelle dans un effort collectif mobilise l'adhésion populaire aux mesures sanitaires. Enfin, le sujet-parlant renforce la solidarité nationale en appelant à une unité d'action et en rejetant le repli individualiste. Il souligne que les crises de cette ampleur ne peuvent être surmontées que par la solidarité et la coopération, en pensant en pronoms de « nous » plutôt que de « je ». Il s'agit d'une approche qui cherche à renforcer l'esprit communautaire et à garantir que le citoyen comprend l'importance de sa contribution personnelle à l'effort collectif.

Quant à notre deuxième question : Quelles stratégies émotionnelles spécifiques a-t-il employées pour susciter le sentiment d'urgence et mobiliser le sujet-récepteur face aux dangers de la COVID-19 ? Les stratégies émotionnelles utilisées s'articulent principalement autour de trois axes : l'appel à l'empathie, l'accentuation de la gravité de la situation, ainsi que l'invocation de l'unité nationale. Tout d'abord, l'appel à l'empathie est employé afin de toucher directement le cœur du citoyen. La communication macronienne commence par exprimer une « pensée émue et chaleureuse pour les familles et les proches de nos victimes », créant un lien émotionnel fort en humanisant la crise. Il s'agit d'une approche qui est renforcée par la reconnaissance des efforts et des sacrifices des personnels de santé. En pointant leur dévouement et leur efficacité, l'énonciateur-politique cherche à provoquer une admiration ainsi qu'une gratitude qui incitent le téléspectateur à prendre la crise au sérieux et à adopter les mesures recommandées pour soutenir ces héros.

Puis, l'accentuation de la gravité de la situation joue un rôle crucial. Le sujet-parlant insiste sur le fait que la pandémie est « la plus grave crise sanitaire qu'ait connue la France depuis un siècle » et qu'elle « affecte tous les continents et frappe tous les pays européens ». En insistant sur la sévérité de la pandémie, le discours macronien cherche à provoquer une prise de conscience aiguë et à susciter un sentiment d'urgence. Enfin, l'invocation de l'unité nationale est employée pour mobiliser le public-cible autour d'un effort commun. Le Chef

de l'Etat appelle à « la cohésion de la Nation » ainsi qu'à suivre « tous ensemble un même chemin », en mettant en évidence que « la France unie, c'est notre meilleur atout dans la période troublée que nous traversons ». Cette rhétorique de l'unité et de la solidarité nationale vise à renforcer le sentiment d'appartenance et de responsabilité collective, incitant chacun à contribuer à l'effort national pour surmonter cette crise sanitaire. En se référant aux valeurs de « solidarité » et de « fraternité », la communication présidentielle cherche à renforcer le lien social et à encourager une réponse collective unie face à la pandémie.

Conclusion et perspective

Cette thèse a analysé le fonctionnement des discours du président Emmanuel Macron durant la crise sanitaire de la COVID-19, en mettant en avant les stratégies discursives mobilisées pour s'adresser au public. Elle permet de comprendre comment le Chef de l'Etat recourt à divers outils linguistiques afin de construire un discours à la fois rassurant et mobilisateur, tout en composant avec les complexités politiques et sociales propres à cette période exceptionnelle. Les résultats montrent que les choix lexicaux, les structures argumentatives et les appels émotionnels jouent un rôle fondamental dans la réception et l'interprétation du message par le sujet-cible. Cette conclusion propose une synthèse des principaux enseignements de ce travail de recherche, discute leurs implications pour la compréhension du discours politique en temps de pandémie, et suggère des perspectives pour de futures recherches dans le champ de l'analyse du discours politique.

Cette recherche a mis en lumière l'usage méthodique de procédés linguistiques destinés à simplifier et vulgariser l'information médicale. En recourant à des choix lexicaux accessibles, à des reformulations pédagogiques, ainsi qu'à des structures syntaxiques claires, le Président adopte une posture de médiateur entre l'expertise scientifique et le sujet-récepteur. Ce travail a également montré que cette simplification n'est pas anodine, car elle participe d'une stratégie d'adhésion visant à construire la légitimité de la communication institutionnelle dans un contexte de forte incertitude. Adossée à une analyse contextuelle et sémantique, l'étude du lexique sanitaire révèle aussi une volonté de contrôler le cadre interprétatif et d'orienter la réception des discours gouvernementaux.

Un second axe concerne la manière dont le Chef de l'Etat mobilise des figures rhétoriques, visant à renforcer l'impact à la fois émotionnel et mobilisateur de sa parole. L'analyse des discours dévoile un usage réfléchi de la parabole, de la litote, de la métonymie ou encore de la personnification, qui permettent de dramatiser la situation tout en consolidant l'identification du public-cible au collectif national. Ces figures s'inscrivent dans une logique d'influence douce, orientée non pas vers l'imposition autoritaire, mais plutôt vers une incitation à l'engagement civique. L'application de la théorie des 4P du champs du marketing social a permis d'interpréter ces choix discursifs comme relevant d'un dispositif persuasif structuré, cherchant à modifier le comportement individuel au nom de l'intérêt général.

Enfin, cette recherche a permis de caractériser le discours macronien comme un espace hybride, à la croisée du politique, du médical et du médiatique. Le sujet-énonciateur se positionne comme Chef d'Etat, pédagogue et porte-parole de la science, rendant son discours particulièrement complexe. Perceptible à travers les références scientifiques, les récits personnels et les appels à l'unité nationale, cette hybridité discursive répond à une exigence stratégique ; concilier autorité, empathie et efficacité communicationnelle. Mettre en exergue ce positionnement pluriel s'avère nécessaire afin de comprendre la manière dont le pouvoir cherche à exercer son autorité symbolique en temps de pandémie, tout en maintenant une forme de connivence avec le téléspectateur.

La stratégie de communication déployée par le Président témoigne d'un équilibre subtil entre trois dimensions : a) une précision scientifique, b) une accessibilité du langage, et c) une mobilisation émotionnelle. En traduisant des concepts médicaux complexes dans un langage compréhensible, tout en maintenant un ton alarmant et solidaire, le discours cherche à renforcer la cohésion nationale et ainsi à encourager une réponse collective à la COVID-19. L'intégration d'éléments émotionnels et éthiques dans ses adresses a ainsi vise à transformer les mesures sanitaires en un acte de solidarité patriotique, favorisant l'adhésion du citoyen aux recommandations gouvernementales.

Cependant, cette thèse ouvre la voie à plusieurs questionnements pour les recherches futures. Comment la stratégie de simplification du discours présidentiel impacte-t-elle la compréhension et l'adhésion du grand public sur le long terme ? Existe-t-il des risques de désinformation voire de perte de nuances dans la transmission d'informations complexes ? De même, l'efficacité de l'approche émotionnelle pourrait-elle varier eu égard à des contextes culturels ou des groupes démographiques ? Ces pistes suggèrent que la

communication présidentielle en temps de crise sanitaire exige non seulement une réflexion continue sur l'équilibre entre rigueur scientifique et clarté du message, mais également une évaluation des effets de l'appel à l'émotion dans la mobilisation du sujet-cible. Ainsi, perfectionner et comprendre ces stratégies de communication s'avère indispensable pour faire face à de futures pandémies mondiales, où l'implication de chacun dans la protection de la santé publique demeure fondamentale.

Il est temps de répondre à notre problématique principale : *Comment le Président Emmanuel Macron a-t-il articulé ses discours pour répondre à la crise sanitaire et quelles stratégies essentielles propose-t-il pour orienter la réponse face à cette situation épidémiologique ?* Le Chef de l'Etat articule son discours en adoptant une approche à la fois structurée et empathique. D'abord, il établit un diagnostic clair de la situation épidémiologique, en appuyant son message sur des données précises qui instaurent un climat d'alerte. Ensuite, il insère des éléments émotionnels, tels que les hommages aux victimes et la reconnaissance des soignants, humanisant son propos et créant une connexion affective avec le grand public. En parallèle, il recourt à un langage inclusif et mobilisateur, ce qui incite chacun à se sentir responsable, voire engagé. Ainsi, les mesures sanitaires sont présentées non seulement comme nécessaires, mais surtout comme des actes de solidarité, ce qui a pour tâche de consolider l'idée d'une lutte collective contre le virus. Alliant clarté, empathie et appel à l'action, cette articulation du discours participe à une meilleure compréhension des enjeux, et renforce l'adhésion du sujet-récepteur. En définitive, la stratégie communicationnelle du Président Emmanuel Macron vise à provoquer une mobilisation sociale durable face à la crise.

Au début de cette thèse, et afin de répondre à notre problématique principale, nous avons proposé trois hypothèses, parlons-en maintenant. La première hypothèse : *Le Président Emmanuel Macron a structuré son discours en utilisant des stratégies rhétoriques de persuasion, cherchant à consolider l'autorité de l'État ainsi qu'à légitimer les mesures prises pour lutter contre l'épidémie.* Cette hypothèse s'est révélée fondée. En effet, le sujet-parlant mobilise plusieurs techniques rhétoriques, ayant pour but de renforcer la crédibilité des institutions ainsi qu'à justifier les décisions gouvernementales. D'abord, l'usage d'un langage clair, direct et factuel permet une communication efficace des enjeux de l'épidémie, instaurant donc une relation de confiance entre l'Etat et le citoyen. En présentant des données chiffrées sur l'évolution de la situation épidémiologique, il montre que l'action gouvernementale repose sur une compréhension rigoureuse de la crise sanitaire.

Or, ses appels récurrents à la solidarité et à la responsabilité collective participent à l'implication du public-cible, appelé à devenir acteur de l'effort national. Cette stratégie incite à percevoir les mesures sanitaires non comme des contraintes imposées, mais comme des gestes altruistes au service du bien commun. Par ailleurs, le sujet-parlant légitime ses décisions par le recours à des valeurs partagées, telles que la protection de la vie humaine, le devoir moral, et l'unité nationale, qui permettent de créer un consensus autour des directives. Enfin, en mobilisant des affects, à travers l'évocation des pertes humaines, des sacrifices et de l'urgence, le discours macronien met en lumière son pouvoir de persuasion et suscite une adhésion émotionnelle aux mesures annoncées.

La deuxième hypothèse : *La communication macronienne a eu un effet direct sur la perception du risque sanitaire par le sujet-récepteur, influençant donc le niveau de conformité aux mesures de prévention comme le confinement et la distanciation sociale.* Cette hypothèse se confirme à la lumière des éléments analysés du corpus. Tout d'abord, le Président présente de manière régulière des données précises, comme les nombre de contaminations, les hospitalisations, les décès, ce qui participe à construire une représentation concrète de la gravité de la pandémie. Formulées de manière claire et accessible, ces informations permettent au téléspectateur de mieux saisir l'ampleur de la crise sanitaire, ce qui consolide la perception du risque associé à la COVID-19. Par ailleurs, le discours macronien mobilise des stratégies rhétoriques d'appel à la responsabilité, qu'elle soit individuelle ou collective, pointant que chacun détient un rôle dans la lutte contre la propagation de la maladie. Ces appels cherchent à créer un sentiment d'appartenance à une cause commune, favorisant l'adhésion aux mesures de prévention. En mettant en lumière des valeurs partagées comme la solidarité, la protection des plus vulnérables et le civisme, le discours légitime les directives gouvernementales dans une logique de cohésion sociale.

En outre, les évocations émotionnelles, notamment les hommages aux victimes et aux soignants, ont pour tâche d'intensifier l'impact du message véhiculé. Ces affects contribuent à renforcer le sentiment d'urgence et à concrétiser la menace, ce qui peut conduire donc à des comportements plus conformes aux mesures imposées. Enfin, la confiance dans les institutions est entretenue par le biais d'un discours qui conjugue la rationalité et l'empathie. Cette combinaison permet de maintenir l'adhésion du sujet-récepteur et d'accroître le respect des consignes sanitaires. Une telle perception positive de l'autorité est fortement corrélée à une meilleure conformité comportementale.

La troisième hypothèse : *Le discours macronien a évolué au fil de l'épidémie, passant donc d'une approche initiale de gestion de l'urgence à une rhétorique davantage axée sur la résilience et la relance, reflétant de ce fait une adaptation stratégique visant à maintenir l'engagement et la confiance du public-cible*, est correcte. Cette évolution discursive est manifeste à travers plusieurs marqueurs présents dans notre corpus. Dans un premier temps, la communication présidentielle met l'accent sur l'exigence d'agir à la fois rapidement et fermement face à cette situation sanitaire critique. Le confinement, la fermeture des écoles et des commerces, ainsi que les appels à limiter les interactions sociales, constituent ensemble les piliers d'une rhétorique de pandémie, axée sur la protection immédiate de la nation. Le lexique employé renvoie à l'urgence, au danger, à la gravité, et s'accompagne par exemple de références chiffrées à la saturation des structures hospitalières.

Toutefois, au fur et à mesure de l'évolution de l'épidémie, le discours macronien se transforme. Il intègre de manière progressive des éléments ayant pour propos de préparer le public à une phase de résilience et de relance. Le Président insiste alors sur le besoin de concilier les impératifs de santé publique avec les enjeux économiques et sociaux. Cette réorientation thématique traduit sa volonté de mobiliser le grand public autour d'une vision plus durable, en mettant en évidence que la sortie de crise repose sur un effort collectif prolongé, fondé sur la solidarité et surtout la responsabilité partagée. Cette adaptation stratégique répond à un double objectif : a) éviter l'essoufflement de l'adhésion sociale face aux restrictions prolongées, et b) susciter l'espoir en projetant une perspective d'avenir. Le lexique change, puisqu'à la rhétorique de l'urgence succède un langage tourné vers la reconstruction, la transformation ainsi que la confiance. Le sujet-énonciateur évoque l'inévitabilité de réorganiser les priorités sanitaires, de soutenir les secteurs fragilisés et de préparer la France à d'éventuelles crises futures. Cela illustre une logique discursive de relance, où il ne s'agit plus uniquement de réagir, mais d'anticiper, de rebâtir.

Malgré les résultats obtenus, certaines limites de cette recherche doivent être soulignées. En effet, bien qu'ample et représentatif, le corpus étudié demeure centré les discours officiels du Président Emmanuel Macron. D'autres formes de communication, comme les interventions sur les réseaux sociaux ou les conférences de presse, n'ont pas été prises en compte. Le corpus analysé se limite en effet aux transcriptions officielles des discours oraux, ce qui exclut nécessairement des dimensions essentielles propres à l'oral (prosodie, gestuelle, mimiques, regard) qui participent pourtant pleinement à l'efficacité

communicative du Président de la République. Par ailleurs, cette étude repose essentiellement sur une analyse discursive et argumentative, et ne mobilise pas de données empiriques issues de la réception du discours, comme des enquêtes qualitatives ou quantitatives. Ces éléments auraient, sans doute, permis de mieux cerner l'impact concret du discours sur les attitudes et comportements du citoyen.

Néanmoins, ces limites ouvrent des perspectives fécondes pour de futurs travaux. Il serait intéressant de mener une étude comparative entre le discours du Chef de l'Etat et celui d'autres dirigeants européens ou internationaux, afin d'identifier les spécificités culturelles, linguistiques ou politiques des stratégies discursives en temps de crise sanitaire. De plus, une approche interdisciplinaire croisant l'analyse du discours, la sociologie politique et les sciences de la communication permettrait également d'explorer la circulation du message présidentiel dans les médias, ainsi que leur reformulation ou réception par différents segments de la population. Enfin, l'intégration d'une enquête de terrain auprès du public, par exemple, à travers des entretiens ou des questionnaires, offrirait une vision plus large de la portée persuasive du discours sanitaire ainsi que de son effet sur la perception du risque et les comportements collectifs.

En conclusion, notre thèse a mis en lumière le rôle central du langage dans la gestion de la crise sanitaire. En analysant les discours du Président Emmanuel Macron, nous avons montré comment le pouvoir exécutif cherche à mobiliser des stratégies rhétoriques et argumentatives, ayant pour visée de légitimer ses décisions, construire un récit de crise et susciter l'adhésion collective. Loin d'être une simple forme de communication, le discours politique se révèle dans ce contexte comme un levier d'action sur le réel, capable de façonner les représentations sociales et surtout d'influencer les pratiques citoyennes. Ainsi, cette recherche contribue à une meilleure compréhension des rapports entre langage, pouvoir et société en situation de crise sanitaire, et met en valeur la nécessité d'une parole politique à la fois claire, responsable et mobilisatrice.

Bibliographie

- Adam, J.-M. (1999). *Images de soi dans le discours : La construction de l'ethos*. Lausanne : Delachaux et Niestlé.
- Alavidze, M. (2016). « The Use of Pronouns in Political Discourse ». *International Journal of Arts & Sciences*, 9 (4), 349-355.
- Alderson, W. (2009). *Marketing behavior and executive action : A functionalist approach to marketing theory*. Mansfield Center: Martino.
- Alustath, A., Bendinelli, M., & Kastberg-Sjöblom, M. (2020). « L'ONU et le territoire palestinien : approche textométrique de la nomination dans un discours institutionnel. » A. Tutin, F. Rinck, B. Pincemin & G. Jacques (dir.), *Actes des 15èmes Journées Internationales d'Analyse statistique des Données Textuelles (JADT 2020)* (p. 1-13). Toulouse : Laboratoire d'Études et Recherches Appliquées en Sciences Sociales.
- Amossy, R. (2002). « How to Do Things with Doxa : Toward an Analysis of Argumentation in Discourse ». *Poetics Today*, 23 (3), 465-487. <https://doi.org/10.1215/03335372-23-3-465>
- Amossy, R. (2011). « Des sciences du langage aux sciences sociales : L'argumentation dans le discours ». *A contrario*, 16 (2), 10-25. <https://doi.org/10.3917/aco.112.0010>
- Amossy, R. (2012). *L'argumentation dans le discours*. Paris : Armand Colin.
- Amossy, R. (2014). « L'éthos et ses doubles contemporains. Perspectives disciplinaires ». *Langage et société*, 149 (3), 13-30. <https://doi.org/10.3917/ls.149.0013>

- Amossy, R. (2017). « Roland Barthes et l'image d'auteur : Écrits posthumes et hommages amicaux ». *Littérature*, 186 (2), 82-95. <https://doi.org/10.3917/litt.186.0082>
- Amossy, R. (2018). « Introduction : La dimension argumentative du discours - enjeux théoriques et pratiques ». *Argumentation et analyse du discours*, 20 (1), 1-15. <https://doi.org/10.4000/aad.2560>
- Amossy, R. (2021). « Le pathos ou le rôle des émotions dans l'argumentation ». *L'argumentation dans le discours*, 11 (23), 209-234. Paris : Armand Colin. <https://doi.org/10.3917/arco.amoss.2021.01.0209>
- Amossy, R. (2022). « La notion d'ethos : Faire dialoguer l'analyse du discours selon D. Maingueneau et la théorie de l'argumentation dans le discours ». *Argumentation et analyse du discours*, 29 (9), 1-29. <https://doi.org/10.4000/aad.6869>
- Amossy, R. (2024). « La rhétorique en-dehors des sentiers battus ». *Argumentation et analyse du discours*, 32 (6), 1-30. <https://doi.org/10.4000/aad.8413>
- Amossy, R., & Koren, R. (2010). ». Dans *Argumentation et discours politique* ». Dans *Mots*, 9 (94), 13-21. <https://doi.org/10.4000/mots.19843>
- André, C. (2004). *Psychologie de la peur : Craintes, angoisses et phobies*. Paris : Odile Jacob.
- André, C. (2006). « Peut-on gérer ses émotions ? ». Dans *Sciences humaines*, 17 (1), 1-30.
- Andreasen, A. R. (1995). « The Social Marketing Strategic Management Process ». *Marketing social change : Changing behavior to promote health, social development, and the environment*, 14 (9), 68-96. San Francisco : Jossey-Bass.
- Angenot, M. (2007). « Nouvelles figures de la rhétorique : La logique du ressentiment ». *Questions de communication*, 14 (12), 57-75. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.2293>
- Anquetil, S. (2022). « Pourquoi les actes de langage politiques échappent-ils au traitement linguistique des données ? ». *Interfaces numériques*, 10 (3), 1- 32. <https://doi.org/10.25965/interfaces-numeriques.4712>
- Arendt, H. (1973). *The origins of totalitarianism*. New York : Harcourt Brace Jovanovich.

- Arendt, H. (1988). *Condition de l'homme moderne*. Paris : Pocket.
- Arrivé, M. (2007). « Le Cours de linguistique générale : Modeste essai de relecture ». *À la recherche de Ferdinand de Saussure*, 21 (15), 33-82. Paris : Presses Universitaires de France.
- Aubin, S., Olmo, F., Mangiante, J.-M., & Pineira-Tresmontant, C. (2020). « Le concept de « manipulation » en didactique des langues-cultures ». *Le langage manipulateur : Pourquoi et comment argumenter ?*, 6 (51), 311-323. Arras: Artois Presses Université.
- Aubry, R. (2023). « Regard éthique : L'impératif de la santé doit-il prendre le pas sur l'impératif d'humanité ? Quels enjeux de santé publique ? Le point de vue du CCNE ». *Les personnes âgées au risque de la pandémie*, 9 (20), 89-133. Paris : La Documentation française. <https://doi.org/10.3917/ldf.atlan.2023.01.0089>
- Austin, J. L. (2024). *Quand dire, c'est faire*. Paris : Seuil.
- Bacot, P., Desmarchelier, D., & Rémi-Giraud, S. (2012). « Le langage des chiffres en politique ». *Mots*, 5 (10), 5-14. <https://doi.org/10.4000/mots.20977>
- Bakhta, K., Atlani-Duault, L., Benamouzing, D. & Delfraissy, J.-F. (2020). « France : Le Conseil scientifique Covid-19, rôle et fonctionnement ». *Revue Médicale Suisse*, 16 (699), 1327-1329. <https://doi.org/10.53738/REVMED.2020.16.699.1327>
- Baldi, E., & Bucherelli, C. (2015). « Brain sites involved in fear memory reconsolidation and extinction of rodents ». *Neuroscience & Biobehavioral Reviews*, 53 (9), 160-190. <https://doi.org/10.1016/j.neubiorev.2015.04.003>
- Ballet, M., Caillat, D. & Desmarchelier, D. (2020). « Pourquoi reprendre la parole de l'autre ? ». *Mots*, 6 (122), 9-19. <https://doi.org/10.4000/mots.26000>
- Barthes, R. (1970). « L'ancienne rhétorique : Aide-mémoire ». *Communications*, 16 (23), 172-223. <https://doi.org/10.3406/comm.1970.1236>
- Barthes, R., & Guittard, J. (2010). *Mythologies*. Paris : Seuil.
- Bauman, R., & Briggs, C. L. (1990). « Poetics and Performance as Critical Perspectives on Language and Social Life ». *Annual Review of Anthropology*, 19 (5), 59-88.
- Beard, A. (2000). *The language of politics*. London : Routledge.

- Beaune, C. (2020). « L'Europe, par-delà le COVID-19 ». *Politique étrangère*, 6 (3), 9-29. <https://doi.org/10.3917/pe.203.0009>
- Beguin-Verbrugge, A. (2006). *Images en texte, Images du texte : « Dispositifs graphiques et communication écrite »*. Villeneuve-d'Ascq : Presses Universitaires du Septentrion.
- Bélanger, A.-J. (2008). « Une science de la politique, dites-vous ? » P. Dufour, P. Faucher, A. Blais, & D. Saint-Martin, *La politique en question*, 34 (6), 19-26. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.
- Bell, A. (1984). « Language style as audience design ». *Language in Society*, 13 (2), 145-204. <https://doi.org/10.1017/S004740450001037X>
- Benillouche, M. (2017). « L'état de nécessité ». *Leçons de Droit*, 3 (2), 207-211.
- Benveniste, É. (2006). *Problèmes de linguistique générale* (Vol. 1). Paris : Gallimard.
- Bernicot, J. (1992). « La définition des situations de communication : Les actes de langage illocutoires ». *Les actes de langage chez l'enfant*, 5 (16), 57-76. Québec : L'Université Du Québec.
- Berstein, S., & Milza, P. (2004). *Histoire du XXe siècle*. Paris : Hatier.
- Biber, D., & Conrad, S. (2009). « Registers, genres, and styles : Fundamental varieties of language ». *Register, Genre, and Style*, 16 (19), 1-28. Cambridge : Cambridge University Press.
- Biglari, A. (2018). *La présupposition entre théorisation et mise en discours*. Paris : Classiques Garnier.
- Bize, P. R. (1969). « La communication : Moi, l'Autre ». *Communication et langages*, 1 (1), 87-97. <https://doi.org/10.3406/colan.1969.3716>
- Blais, M.-C. (2020). « Être solidaire. De qui, pour quoi ? ». *Vie sociale*, 27 (3), 13-25. <https://doi.org/10.3917/vsoc.193.0013>
- Blanchard, H. (2010). « Autour de la notion de pouvoir, quelle mise en œuvre dans une perspective de transformation sociale ? ». *Sens-Dessous*, 6 (1), 25-32. <https://doi.org/10.3917/sdes.006.0025>

- Bois, C. (2020). *Un langage investi : Rhétorique et poésie lyrique dans le long XVIIe siècle britannique* (UGA). Lyon : Presses universitaires de Lyon.
<https://doi.org/10.4000/books.pul.30378>
- Bonhomme, M. (1998). *Les figures clés du discours*. Paris : Seuil.
- Bonhomme, M. (2006). *Le discours métonymique*. Bern : Peter Lang.
- Bonhomme, M. (2009). « De l'argumentativité des figures de rhétorique ». *Argumentation et analyse du discours*, 2 (6), 1-18. <https://doi.org/10.4000/aad.495>
- Bonhomme, M. (2014). *Pragmatique des figures du discours*. Paris : Honoré Champion éditeur.
- Bonhomme, M., & Paillet, A.-M. (2017). *Métaphore et argumentation*. Louvain-la-Neuve : l'Harmattan.
- Bonnet, V., & Lochard, G. (2014). « Patrick Charaudeau, La conquête du pouvoir. Opinion, persuasions, valeur ». *Questions de communication*, 25 (5), 346-348.
<https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.9073>
- Börjesson, K. (2016). « The role of speaker intentions and the nature of implicit meaning aspects ». *Langages*, 201 (1), 15-32. <https://doi.org/10.3917/lang.201.0015>
- Borraz, S. (2018). « Michel Foucault et la consommation. » *Michel Foucault et la consommation*, 8 (11), 52-74. Caen : EMS Editions.
<https://doi.org/10.3917/ems.roux.2018.01.0052>
- Borzakian, M., & Rouiaï, N. (2021). « Le monde après la Guerre froide selon James Bond et Mission impossible. Postmodernité et post-politique ». *L'Espace Politique*, (42) 3, 1-15.
<https://doi.org/10.4000/espacepolitique.9004>
- Bourdelaïs, P. (2003). *Les épidémies terrassées : Une histoire de pays riches*. Paris : La Martinière.
- Bourdieu, P., & Thompson, J. B. (2001). « Le langage autorisé : Les conditions sociales de l'efficacité du discours rituels ». *Langage et pouvoir symbolique*, 8 (13), 160-173. Paris : Éditions Fayard.

- Bourdillon, F. (2020). « La vaccination, le courage politique ». *Terrains Santé Social*, (1) 5, 101-123.
- Bourse, S. (2020). « Stratégies argumentatives dans les discours politiques américains sur la législation des substances psychoactives : Quel emploi du pathos à l'ère de la post-vérité ? ». *Anglophonia*, 30 (5), 1-20. <https://doi.org/10.4000/anglophonia.3863>
- Boussaguet, L., & Faucher, F. (2020a). « Beyond a “gesture” : The treatment of the symbolic in public policy analysis ». *French Politics*, 18 (1), 189-205. <https://doi.org/10.1057/s41253-020-00107-9>
- Boussaguet, L., & Faucher, F. (2020b). « Comment mobiliser les populations ? La réponse symbolique des exécutifs français, italien et britannique ». *Le monde d'aujourd'hui*, 8 (21), 241-261. Paris : Presses de Sciences Po.
- Boutaud, J.-J. (2004). « Sémiotique et communication : Un malentendu qui a bien tourné ». *Hermès*, 38 (1), 96-102. <https://doi.org/10.4267/2042/9431>
- Braud, P. (1991). « Le problème central de l'agressivité ». *Le jardin des délices démocratiques : Pour une lecture psycho-affective des régimes pluralistes*, 34 (15), 111-156. Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques.
- Breton, P. (2012). « L'argumentation comme lien social ». *Chaim Perelman*, 9 (7), 89-98. Paris : Presses Universitaires de France.
- Brown, R., & Gilman, A. (1968). « The pronouns of power and solidarity ». J. A. Fishman, *Readings in the Sociology of Language*, 17 (6), 252-275. Berlin, Boston : De Gruyter.
- Buffon, B. (2002). « Discours politique et télévision ». *La parole persuasive*, 6 (15), 355-370. Paris : Presses Universitaires de France.
- Burger-Helmchen, T., Hussler, C., & Muller, P. (2019). « Le leadership ». *Management*, 15 (11), 173-228. Paris : Vuibert. <https://doi.org/10.3917/vuib.burge.2019.01.0173>
- Cabré, M. T. (2008). *Constituer un corpus de textes de spécialité*. Presses de l'Université de Montréal
- Caesar, M. (1999). *Umberto Eco : Philosophy, semiotics, and the work of fiction*. Cambridge, Oxford : Blackwell Publishers.

- Campbell, C., Olteanu, A., & Kull, K. (2020). « Learning and knowing as semiosis : Extending the conceptual apparatus of semiotics ». *Sign Systems Studies*, 47 (3), 352-381. <https://doi.org/10.12697/SSS.2019.47.3-4.01>
- Carel, M., & Ducrot, O. (2009). « Mise au point sur la polyphonie ». *Langue française*, 164 (4), 33-43. <https://doi.org/10.3917/lf.164.0033>
- Carpentier, A. (2012). « Les approches et les stratégies gouvernementales de mise en oeuvre des politiques éducatives ». *Éducation et francophonie*, 40 (1), 12-31. <https://doi.org/10.7202/1010144ar>
- Carrat, F., Figoni, J., Henny, J., & Zins, M. (2021). « Evidence of early circulation of SARS-CoV-2 in France ». *European Journal of Epidemiology*, 36 (2), 219-222. <https://doi.org/10.1007/s10654-020-00716-2>
- Carrilho, M. M. (1995). « Rhétorique et rationalité ». *Hermès*, 15 (1), 171-178. <https://doi.org/10.4267/2042/15164>
- Casassus, B. (2017). « Macron's vision for the French health system ». *The Lancet*, 38 (9), 1871-1872. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(17\)31268-0](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(17)31268-0)
- Castro Seixas, E. (2021). « War Metaphors in Political Communication on Covid-19 ». *Frontiers in Sociology*, 5 (15), 1-11. <https://doi.org/10.3389/fsoc.2020.583680>
- Ceaser, J. W. & Bessette, J. M. (1981). « The Rise of the Rhetorical Presidency ». *Presidential Studies Quarterly*, 11 (2), 158-171.
- Cefaï, D. (2001). « Les cadres de l'action collective ». *Les formes de l'action collective*, 5 (16), 51-97. Paris : EHESS. <https://doi.org/10.4000/books.editionsehess.10885>
- Centre national de la recherche scientifique. (2005). Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales. *CNRTL*.
- Chandelier, M., & Paissa, P. (2022). « Enjeux argumentatifs des structures énumératives longues : Analyse d'un corpus de tribunes consacrées à la biodiversité ». *Argumentation et analyse du discours*, 29 (11), 1-18. <https://doi.org/10.4000/aad.6769>
- Chappell, A. L. (2000). « Emergence of participatory methodology in learning difficulty research : Understanding the context ». *British Journal of Learning Disabilities*, 28 (1), 38-43. <https://doi.org/10.1046/j.1468-3156.2000.00004.x>

- Charaudeau, P. (2000). « L'événement dans le contrat médiatique ». *Dossiers de l'audiovisuel*, 9 (1), 1-4.
- Charaudeau, P. (2005). *Le discours politique : Les masques du pouvoir*. Paris : Vuibert.
- Charaudeau, P. (2007). « Analyse du discours et communication. L'un dans l'autre ou l'autre dans l'un ? ». *Semen*, 23 (1), . <https://doi.org/10.4000/semen.5081>
- Charaudeau, P. (2009). « Dis-moi quel est ton corpus, je te dirai quelle est ta problématique ». *Corpus*, 8, 37-66. <https://doi.org/10.4000/corpus.1674>
- Charaudeau, P., & Maingueneau, D. (2002). *Dictionnaire d'analyse du discours*. Paris : Seuil.
- Charaudeau, P., Maingueneau, D., & Adam, J.-M. (2002). *Dictionnaire d'analyse du discours*. Paris : Seuil.
- Charmettant, H. (2012). « Distinguer l'autorité du pouvoir par la légitimité : Un enrichissement de l'analyse économique de la relation d'emploi ». *Cahiers d'économie Politique*, 62 (1), 37-73. <https://doi.org/10.3917/cep.062.0037>
- Charteris-Black, J. (2011). *Persuasion, Speech Making and Rhetoric*. London : Palgrave Macmillan UK.
- Charteris-Black, J. (2018). « Critical Metaphor Analysis ». *Analysing political speeches : Rhetoric, discourse and metaphor*, 21 (5), 117-129. London : Macmillan education Palgrave.
- Che, D. (2019). « Quels éléments président à l'émergence d'une épidémie virale ? Peut-on la prévoir ? ». *La Presse Médicale*, 48 (12), 1528-1535. <https://doi.org/10.1016/j.lpm.2019.10.012>
- Chetouani, L. (2001). « Christian Plantin, L'argumentation ». *Mots. Les langages du politique*, 66 (1), 153-154.
- Chirac, J., & Barré, J.-L. (2009). *Mémoires*. Paris : Nil.
- Chomsky, N. (1989). *Necessary illusions : Thought control in democratic societies*. Boston : South End Press.

- Chuquet, H. (2001). « Discours citant, discours cité : Contraintes sur l'ordre des mots et incidences sur le statut énonciatif des propos rapportés ». *Palimpsestes*, 9 (17), 31-43. <https://doi.org/10.4000/palimpsestes.1653>
- Cialdini, R. B. (2014). *Influence & manipulation*. Paris : Pocket.
- Clément, J.-M. (2010). *Histoire des réformes hospitalières sous la Ve République*. Bordeaux : les Études hospitalières.
- Colston, H. L., & Katz, A. N. (2013). *Figurative language comprehension : Social and cultural influences*. New York Hove: Psychology Press, Taylor & Francis Group.
- Coquet, J.-C. (1997). « Note sur Benveniste et la phénoménologie ». *La quête du sens : Le langage en question*, 35 (17), 73-79. Paris : Presses Universitaires de France.
- Coquet, J.-C. (2007). *Phusis et logos : Une phénoménologie du langage*. Saint-Denis : Presses Universitaires de Vincennes.
- Cori, M., & David, S. (2008). « Les corpus fondent-ils une nouvelle linguistique ? ». *Langages*, 171 (3), 111-129. <https://doi.org/10.3917/lang.171.0111>
- Cornu, G. (2005). *Vocabulaire juridique*. Paris : PUF.
- Coulomb-Gully, M. (2002). « Propositions pour une méthode d'analyse du discours télévisuel ». *Mots*, 70 (54), 103-113. <https://doi.org/10.4000/mots.9683>
- Creton, L. (2020). « La démarche stratégique ». *Cinéma et Arts Visuels*, 6 (35), 109-129.
- Crozier, M., & Friedberg, E. (2014). *L'acteur et le système : Les contraintes de l'action collective*. Paris : Seuil.
- D'Apollonia, L. S. (2022). « Les débats sciences-société. *Essais*, 15 (29), 373-422.
- Danblon, E. (2010). « La rhétorique : Art de la preuve ou art de la persuasion ? ». *Revue de métaphysique et de morale*, 66 (2), 213-231. <https://doi.org/10.3917/rmm.102.0213>
- Dantzer, R. (2002). « Nature et fonctions des émotions ». *Les émotions*, 5 (21), 7-14. Paris : Presses Universitaires de France.
- Degueldre, C. (2004). « Le rôle de l'imagerie dans la communication réalisée par un interprète ». *Meta*, 47 (1), 58-86. <https://doi.org/10.7202/007992ar>

- Dellech, D. (2013). « Rôle des pratiques éthiques dans la perception de l'image d'une enseigne généraliste : Étude exploratoire ». *Gestion* 2000, 30 (2), 55-77. <https://doi.org/10.3917/g2000.302.0055>
- Depecker, L. (2012). « L'élaboration du concept de « valeur » dans les manuscrits saussuriens ». *Langages*, 185 (1), 109-124. <https://doi.org/10.3917/lang.185.0109>
- Derrien, C., & Nedelec, C. (2017). *Les Macron*. Paris : Fayard.
- Desurmon, D. (2020). « Rationalité et argumentation dans la « nouvelle rhétorique » de Perelman ». *L'Enseignement philosophique*, 70 (2), 67-77. <https://doi.org/10.3917/eph.703.0067>
- Devau, G. (2016). « Introduction à une approche biologique de la peur ». *Gérontologie et société*, 38 (2), 17-29. <https://doi.org/10.3917/gsl.150.0017>
- Di Fanti, M. D. G., & Da Glória, M. (2009). « Identidade, alteridade e cultura regional : A construção do ethos milongueiro gaúcho ». *Revista de Linguística*, 53 (1), 1-20.
- Di Fanti, M. D. G., & Feré, L. (2018). « The discursive ethos ». *Letras de Hoje*, (11) 53, 280-317. <https://doi.org/10.15448/1984-7726.2018.3.32982>
- Dijk, T. A. van. (2008). *Discourse and power*. New York : Palgrave Macmillan.
- Dijk, T. A. van. (2011). « Discourse and Politics ». *Discourse studies : A multidisciplinary introduction*, 11 (5), 206-230. Thousand Oaks : Sage Publications.
- Domenach, H. (2008). « Les grandes tendances démographiques et l'environnement : L'enjeu d'une planète viable ». *Mondes en développement*, 142 (2), 97-111. <https://doi.org/10.3917/med.142.0097>
- Ducrot, O. (1984). *Le dire et le dit*. Paris : Minuit.
- Dumas, A., & Martin-Juchat, F. (2016). « Approche communicationnelle des émotions dans les organisations : Questionnements et implications méthodologiques ». *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 9 (16), 1-30. <https://doi.org/10.4000/rfsic.2103>
- Dumont, G.-F. (2020). « Les épidémies : De multiples effets sur les populations et les territoires ». *Population & Avenir*, 748 (3), 4-27. <https://doi.org/10.3917/popav.748.0004>

- Duncan, C. S. (2018). *Marketing its problems and methods*. Paris : Forgotten Books.
- Dunn, S. W., & Surface, F. M. (1959). « Book Review : Effective Marketing Action ». *Journal of Marketing*, 24 (1), 81-101. <https://doi.org/10.1177/002224295902400119>
- Durand, J. (1961). « L'attraction des nombres ronds et ses conséquences économiques ». *Revue Française de Sociologie*, 2 (3), 100-131. <https://doi.org/10.2307/3319520>
- Durbin, R. P. (1975). « Letter : Acid secretion by gastric mucous membrane ». *The American Journal of Physiology*, 229 (6), 17-26. <https://doi.org/10.1152/ajplegacy.1975.229.6.1726>
- Easton, D. (1957). « An Approach to the Analysis of Political Systems ». *World Politics*, 9 (3), 383-400. <https://doi.org/10.2307/2008920>
- Eco, U. (1976). *A theory of semiotics*. Bloomington : Indiana University Press.
- Edwards, G. C. (2011). *The Oxford Handbook of American Public Opinion and the Media*. Oxford: Oxford University Press.
- Eemeren, F. H. van, & Grootendorst, R. (1984). « Speech Acts in Argumentative Discussions : A Theoretical Model for the Analysis of Discussions Directed towards Solving Conflicts of Opinion ». *Speech Acts in Argumentative Discussions*, 14 (3), 41-54. New York : De Gruyter.
- Eggs, E. (2008). « Le pathos dans le discours – exclamation, reproche, ironie ». M. Rinn, *Émotions et discours*, 6 (5), 291-320. Rennes : Presses universitaires de Rennes. <https://doi.org/10.4000/books.pur.30450>
- Eshbaugh-Soha, M. (2010). « The Politics of Presidential Speeches ». *Congress & the Presidency*, 37 (1), 1-21. <https://doi.org/10.1080/07343460903390679>
- Eysenck, M. W. (2000). *Psychology : A student's handbook*. Hove : Psychology Press.
- Fabbianelli, F. (2018). « Conscience de soi et connaissance de soi chez Theodor Lipps ». *Revue de métaphysique et de morale*, 97 (1), 7-23. <https://doi.org/10.3917/rmm.181.0007>
- Fabre, G. (1993). « La notion de contagion au regard du sida, ou comment interfèrent logiques sociales et catégories médicales ». *Sciences sociales et santé*, 11 (1), 5-32. <https://doi.org/10.3406/sosan.1993.1249>

- Fairclough, N. (2000). « An introduction ». *New Labour, new language?*, 2 (11), 1-20. New York : Routledge.
- Fairclough, N. (2009). *Discourse and social change*. Cambridge : Polity Press.
- Fairclough, N. (2013). *Critical Discourse Analysis*. London : Routledge.
- Fallon, C. (2015). « Des chiffres de la politique à la politique du chiffre : Le cas des réformes du financement de la recherche dans les universités belges francophones ». *Reflets et perspectives de la vie économique*, 3 (2), 113-131. <https://doi.org/10.3917/rpve.532.0113>
- Favier, P., & Martin-Roland, M. (1999). *La décennie Mitterrand : 1991-1995*. Paris : Seuil.
- Fenoglio, I. (2013). « 1966 : Benveniste publie les Problèmes de Linguistique Générale ». *Acta Fabula*, 14 (8), 5-25. <https://doi.org/10.58282/acta.8286>
- Fetzer, A. (2011). « I think this is I mean perhaps this is too erm too tough a view of the world but I often think. Redundancy as a contextualization device ». *Language Sciences*, 33 (2), 255-267. <https://doi.org/10.1016/j.langsci.2010.10.003>
- Fishkin, J. (2016). « Deliberative Democracy ». R. A. Scott & S. M. Kosslyn, *Emerging Trends in the Social and Behavioral Sciences*, 13 (5), 1-16. New Jersey : Wiley.
- Flowerdew, J. (2002). « Rhetorical strategies and identity politics in the discourse of colonial withdrawal ». *Journal of Language and Politics*, 1 (1), 149-180. <https://doi.org/10.1075/jlp.1.1.09flo>
- Forget, D. (2016). « Le pathos mis à contribution dans les discours à grande circulation ». *Corela*, 2 (19), 1-20. <https://doi.org/10.4000/corela.4434>
- Fracchiolla, B., & Romain, C. (2015). « L'attaque courtoise : Un modèle d'interaction pragmatique au service de la prise de pouvoir en politique ». *Semen*, 40 (11), 1-29. <https://doi.org/10.4000/semen.10418>
- Frimousse, S., & Peretti, J.-M. (2020). « Impact social positif et création de valeur ». *Question(s) de management*, 27 (1), 91-130. <https://doi.org/10.3917/qdm.201.0091>
- Frimousse, S., & Peretti, J.-M. (2024). « Regards croisés : Quelle organisation demain pour fidéliser les collaborateurs ? ». *Question(s) de management*, 48 (6), 143-228.

- Froio, C. (2017). « Nous et les autres : L'altérité sur les sites web des extrêmes droites en France ». *Réseaux*, 203 (16), 39-78. <https://doi.org/10.3917/res.202.0039>
- Fuchs, C. (1982). *La paraphrase*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Gabriel Cohen, A. (2018). « Usage des oxymores et pratique des lisières ». *Cahiers philosophiques*, 153 (2), 25-37. <https://doi.org/10.3917/caph1.153.0025>
- Gadet, F. (1996). « Niveaux de langue et variation intrinsèque ». *Palimpsestes*, 10 (3), 17-40. <https://doi.org/10.4000/palimpsestes.1504>
- Galinon-Mélénec, B., & Martin-Juchat, F. (2014). « Du « genre » social au « genre » incorporé : Le « corps genré » des SIC ». *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 4 (6), 4-34. <https://doi.org/10.4000/rfsic.857>
- Garric, N., & Longhi, J. (2012). « L'analyse de corpus face à l'hétérogénéité des données : D'une difficulté méthodologique à une nécessité épistémologique ». *Langages*, 187 (3), 2-28. <https://doi.org/10.3917/lang.187.0003>
- Georges, J. M. (2005). « Linking Nursing Theory and Practice : A Critical-Feminist Approach ». *Advances in Nursing Science*, 28 (1), 50-57. <https://doi.org/10.1097/00012272-200501000-00006>
- Gerstlé, J., & Piar, C. (2016a). *La communication politique*. Paris : Armand Colin.
- Gerstlé, J., & Piar, C. (2016b). « Les effets persuasifs de la communication et de l'information ». *La communication politique*, 15 (3), 73-110. Paris : Armand Colin.
- Giaufret, A. (2006). « Catherine Kerbrat-Orecchioni, Le Discours-en-interaction ». *Studi Francesi*, 150 (5), 657-658. <https://doi.org/10.4000/studifrancesi.28372>
- Giesbert, F.-O. (1987). *Jacques Chirac*. Paris : Seuil.
- Gilbert, M. A. (1996). « Goals in argumentation ». D. M. Gabbay & H. J. Ohlbach, *Practical Reasoning*, 11 (6), 223-230. Berlin, Heidelberg : Springer Berlin Heidelberg.
- Gladys, M. (2024). « Dominique Maingueneau , L'ethos en Analyse du discours ». *Langage et société*, 181 (1), 168-171. <https://doi.org/10.3917/ls.181.0168>
- Goffman, E. (1974). *Frame analysis : An essay on the organization of experience*. Cambridge, Mass : Harvard University Press.

- Goffman, E. (1998). *Les rites d'interaction*. Paris : Minuit.
- Gonçalves, M., & Leal, A. (2012). « La question des types de discours ». *Arts et Savoirs*, 17 (2), 1-13. <https://doi.org/10.4000/aes.472>
- Gourdain, S. (2017). *L'ethos de l'im-possible : le sillage de Heidegger et Schelling*. Paris : Hermann.
- Grant, C. (2014). « Understanding, Selecting, and Integrating a Theoretical Framework in Dissertation Research : Creating the Blueprint for Your “House” ». *Administrative Issues Journal Education Practice and Research*, 4 (2), 12-26. <https://doi.org/10.5929/2014.4.2.9>
- Greimas, A. J. (2002). *Sémantique structurale*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Greimas, A. J., & Courtes, J. (1980). « Sémiotique : Dictionnaire raisonné de la théorie du langage ». *Language in Society*, 9 (1), 102-103. <https://doi.org/10.1017/S0047404500007867>
- Grize, J.-B. (1995). « Argumentation et logique naturelle : Convaincre et persuader ». *Hermès*, 15 (1), 263-269. <https://doi.org/10.4267/2042/15171>
- Guerrin, B. (2012). « Albert Bandura et son œuvre ». *Recherche en soins infirmiers*, 108 (1), 106-116. <https://doi.org/10.3917/rsi.108.0106>
- Gurevich, A. (2019). « The Purpose of Argument (How to Be Wrong) ». *Critical Thinking*, 13 (21), 13-17. Oregon : MHCC Library Press.
- Halliday, M., & James, Z. L. (2004). « A quantitative study of polarity and primary tense in the English finite clause ». *Techniques of Description*, 13 (5), 1-35. London : Routledge.
- Hamilton, A., Jay, J., Madison, J., & Amiel, A. (2012). « Introduction ». *Le fédéraliste*, 1 (5), 1-5. Paris : Classiques Garnier.
- Hample, D. (2006). « Exchanging Reasons Face to Face ». *Arguing*, 1 (16), 30-45. New York : Routledge.
- Hasokuz, M., Kiliç, S., & Saraç, F. (2020). « Coronaviruses and SARS-COV-2 ». *Turkish Journal of Medical Sciences*, 50 (9), 65-71. <https://doi.org/10.3906/sag-2004-127>

- Hatano-Chalvidan, M., & Lemaître, D. (2017). *Identité et discours : Approche méthodologique de l'ethos discursif*. Caen : Presses universitaires de Caen. <https://doi.org/10.4000/books.puc.19016>
- Heiderich, D., & Maroun, N. (2018). « La communication de crise ». *Communication*, 1 (6), 451-473. Paris : Vuibert. <https://doi.org/10.3917/vuib.libae.2018.01.0451>
- Heinich, N. (2019). « La réception américaine de Frame Analysis d'Erving Goffman ». *Revue française de sociologie*, 60 (2), 225-238. <https://doi.org/10.3917/rfs.602.0225>
- Henninger, V. (2001). « Style, connotation et poésie ». *La linguistique*, 37 (2), 113-134. <https://doi.org/10.3917/ling.372.0113>
- Herman, T. (2011). « Le courant du Critical Thinking et l'évidence des normes : Réflexions pour une analyse critique de l'argumentation ». *A contrario*, 16 (2), 41-62. <https://doi.org/10.3917/aco.112.0041>
- Hofmann, S. G. & Barlow, D. H. (1997). « How specific are specific phobias ? ». *Journal of Behavior Therapy and Experimental Psychiatry*, 28 (3), 233-240. [https://doi.org/10.1016/S0005-7916\(97\)00012-8](https://doi.org/10.1016/S0005-7916(97)00012-8)
- Hollande, F. (2011). *Le rêve français : Discours et entretien, 2009-2011*. Toulouse: Privat.
- Hoogaert, C. (1995). « Perelman et Toulmin : Pour une rhétorique néo-dialectique ». *Hermès*, 15 (1), 155-169. <https://doi.org/10.4267/2042/15163>
- Houdaille, J. (1994). « Le Sida et l'avenir de l'Afrique ». *Population*, 49 (4), 1181-1182.
- Hutin, S. E. (2011). « Ruth Amossy, La présentation de soi. Ethos et identité verbale ». *Semen. Revue de sémio-linguistique des textes et discours*, 31 (5), 196-199.
- Ivekovic, R. (2009). « Populisme et politique ». *Cultures & conflits*, (73), 125-133. <https://doi.org/10.4000/conflits.17552>
- Jacquin, J. (2011). « Localiser, décrire et faire voir le fait argumentatif : Le modèle dialogal de l'argumentation au défi d'un corpus complexe ». *A contrario*, 16 (2), 88-109. <https://doi.org/10.3917/aco.112.0088>
- Jacquin, J. (2017). « La deixis en français dans une perspective multimodale ». *Langue française*, 193 (1), 5-20. <https://doi.org/10.3917/lf.193.0005>

- James, D. B. (1988). « Television and the Syntax of Presidential Leadership ». *Presidential Studies Quarterly*, 18 (4), 737-739.
- Jodelet, D. (2011). « Dynamiques sociales et formes de la peur ». *Nouvelle revue de psychosociologie*, 12 (2), 239-256. <https://doi.org/10.3917/nrp.012.0239>
- Joly, B. (2009). « La communication interpersonnelle ». *La communication*, 1 (16), 1-14. Bruxelles : De Boeck.
- Kadmon, N. (2001). « Discourse Representation Theory and File Change Semantics ». *Formal pragmatics : Semantics, pragmatics, presupposition, and focus*, 1 (6), 9-34. Malden : Blackwell.
- Karapetjana, I. (2011). « Pronominal Choice in Political Interviews ». *Baltic Journal of English Language, Literature and Culture*, 1 (15), 1-34. <https://doi.org/10.22364/BJELLC.01.2011.05>
- Kastberg Sjöblom, M. (2023). « Analyse de textes par ordinateur - textométrie », Hébert Louis, *Introduction à l'analyse textuelle en littérature*, 264
- Katzav, J., & Reed, C. A. (2004). « On Argumentation Schemes and the Natural Classification of Arguments ». *Argumentation*, 18 (2), 239-259. <https://doi.org/10.1023/B:ARGU.0000024044.34360.82>
- Kennedy, G. A. (1991). *Aristotle on rhetoric : A theory of civic discourse*. New York : Oxford University Press.
- Kerbrat-Orecchioni, C. (1986). « Nouvelle communication et analyse conversationnelle ». *Langue française*, 70 (1), 7-25. <https://doi.org/10.3406/lfr.1986.6368>
- Kerbrat-Orecchioni, C. (2005). *Le discours en interaction*. Paris : Armand Colin.
- Kerbrat-Orecchioni, C. (2009). *Les actes de langage dans le discours : Théories et fonctionnement*. Paris : Colin.
- Kothari, C. R. (1990). *Research methodology : Methods and techniques*. New Delhi : Wiley Eastern.
- Kotler, P., & Lee, N. (2005). *Corporate social responsibility : Doing the most good for your company and your cause*. Hoboken, N.J : Wiley.

- Kotler, P., & Lee, N. (2016). *Social marketing : Changing behaviors for good*. Los Angeles : SAGE.
- Kotler, P., & Levy, S. J. (1969). « Broadening the Concept of Marketing ». *Journal of Marketing*, 33 (1), 10-15. <https://doi.org/10.1177/002224296903300103>
- Kotler, P., & Zaltman, G. (1971). « Social Marketing : An Approach to Planned Social Change ». *Journal of Marketing*, 35 (3), 3-12. <https://doi.org/10.1177/002224297103500302>
- Krieg, A. (2012). *Analyser les discours institutionnels*. Paris : Armand Colin.
- Kurschat, C. (2021). « Crise sanitaire 2020 : Entre Sens et Résilience organisationnelle, le cœur d'une équipe de soins ». *Projectique*, 13 (7), 11-32. <https://doi.org/10.3917/proj.hs01.0011>
- L'Homme, M.-C. (2012). « Le verbe terminologique : Un portrait de travaux récents ». *SHS Web of Conferences*, 1 (11), 93-107. <https://doi.org/10.1051/shsconf/20120100340>
- Laclau, E., & Ricard, J.-P. (2008). *La raison populiste*. Paris : Seuil.
- Lacroux, D. (2022). « L'émotion entre corps et cerveau ». *Philonsorbonne*, 6 (16), 121-142. <https://doi.org/10.4000/philonsorbonne.2275>
- Lamizet, B. (2006). « Patrick Charaudeau, Le discours politique. Les masques du pouvoir ». *Communication*, 24 (2), 188-191. <https://doi.org/10.4000/communication.3435>
- Lantz, E. (2010). « Les métamorphoses du handicap de 1970 à nos jours : Soi-même avec les autres ». *Alter*, 4 (2), 152-153. <https://doi.org/10.1016/j.alter.2010.02.008>
- Larran, F. (2015). « Pisistrate à l'heure d'Isocrate ou les vertus de l'histoire pseudologique ». *Museum Helveticum*, 72 (2), 171-189.
- Lascombe, M. (2005). *Le droit constitutionnel de la Vème République*. Paris : L'Harmattan.
- Laugier, S. (2005). « Actes de langage et états de choses : Austin et Reinach ». *Les Études philosophiques*, 72 (1), 73-97. <https://doi.org/10.3917/leph.051.0073>
- Le Bart, C. (1998). *Le discours politique*. Paris : Presses Univ. de France.

Le Clainche, M. (2021). « Covid-19 : Les défis de la communication de crise (mars 2020 – Mars 2021) ». *Revue française d'administration publique*, 178 (2), 433-447. <https://doi.org/10.3917/rfap.178.0177>

Le Robert, 2024. [En ligne] : <https://www.lerobert.com/>

Leclerc, G. (1996). *Histoire de l'autorité : L'assignation des énoncés culturels et la généalogie de la croyance*. Paris : Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.lecle.1996.01>

Lederman, N. G., & Lederman, J. S. (2015). « What Is A Theoretical Framework ? A Practical Answer ». *Journal of Science Teacher Education*, 26 (7), 593-597. <https://doi.org/10.1007/s10972-015-9443-2>

Legavre, J.-B., & Rieffel, R. (2017). « Les 100 mots des sciences de l'information et de la communication ». *Que sais-je ?*, 11 (22), 1-16.

Lemelin, J.-M. (2014). « La sémiotique du discours ». *Federación Latinoamericana de Semiótica*, 1 (9), 1-17.

Léon, P. (2011). « L'accentuation et le rythme ». *Phonétisme et prononciations du français*, 3 (6), 153-180. Paris : Armand Colin. <https://doi.org/10.3917/arco.leon.2011.01.0153>

Lépine, V., & Martin-Juchat, F. (2018). « Situations émotionnelles de cadres de santé : Les émotions au cœur de l'action et de la communication ». *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 15 (6), 1-22. <https://doi.org/10.4000/rfsic.5114>

Lhuillier, B., & Tsiang, C. (2021). « Les métaphores visuelles ». *La boîte à outils de la pensée visuelle*, 6 (11), 13-36. Paris : Dunod.

Liamputtong, P., & Ezzy, D. (2020). « Methodological Frameworks and Sampling in Qualitative Research ». *Qualitative research methods*, 32 (24), 14-16. Australia: Oxford University Press.

Libaert, T. (2020). *La communication de crise*. Paris : Dunod.

Lischinsky, A. (2011). « In times of crisis : A corpus approach to the construction of the global financial crisis in annual reports ». *Critical Discourse Studies*, 8 (3), 153-168. <https://doi.org/10.1080/17405904.2011.589231>

- Livet, P. (2002). « Des émotions aux valeurs ». *Sociologies*, 45 (7), 177-207.
- Loicq, M. (2012). « Éducation aux médias et problématiques interculturelles. Question de méthodes ». *Questions de communication*, 22 (3), 285-300.
<https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.6946>
- Longo, A. (2009). « La réécriture analytico-syllogistique d'un argument platonicien en faveur de l'immortalité de l'âme ». *Philosophie antique*, 9, 145-164.
<https://doi.org/10.4000/philosant.2674>
- Loupy, A., Aubert, O., & Jacquelinet, C. (2020). « Organ procurement and transplantation during the COVID-19 pandemic ». *The Lancet*, 39 (5), 95-96.
[https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(20\)31040-0](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(20)31040-0)
- Maarek, P. J. (1989). « Le message télévisé a-t-il besoin du discours politique ? ». *Mots*, 20 (1), 23-41. <https://doi.org/10.3406/mots.1989.1484>
- Madelon, V. (2008). « La médiacritique métadiscursive : Le pathémique comme stratégie médiatique ». *Semen*, 26 (1), 1-30. <https://doxsi.org/10.4000/semen.8400>
- Maesschalck, M. (2019). « Le rapport aux normes aujourd'hui : Continuités et/ou changements ? ». *Revue d'éthique et de théologie morale*, 300 (4), 25-40.
<https://doi.org/10.3917/retn.301.0025>
- Maingueneau, D. (1996). *Le contexte de l'œuvre littéraire : Énonciation, écrivain, société*. Paris : Dunod.
- Maingueneau, D. (2003). « Quelles unités pour l'analyse du discours ? ». *Romanistisches Jahrbuch*, 53 (1), 109-118. <https://doi.org/10.1515/9783110179590.109>
- Maingueneau, D. (2010). *L'énonciation en linguistique française*. Paris : Hachette.
- Maingueneau, D. (2010a). « Le discours politique et son environnement ». *Mots*, 15 (94), 85-90. <https://doi.org/10.4000/mots.19868>
- Maingueneau, D. (2010b). *L'énonciation en linguistique française*. Paris : Hachette.
- Maingueneau, D. (2013). L'èthos : Un articulatoire. *COnTEXTES*, 13 (32), 1-33.
<https://doi.org/10.4000/contextes.5772>

- Maingueneau, D. (2014a). « Le recours à l'éthos dans l'analyse du discours littéraire ». *Posture d'auteurs : Du Moyen Âge à la modernité*, 47 (11), 1-20. <https://doi.org/10.58282/colloques.2424>
- Maingueneau, D. (2014b). « Retour critique sur l'éthos ». *Langage et société*, 149 (3), 31-48. <https://doi.org/10.3917/ls.149.0031>
- Maingueneau, D. (2020). Cohérence et cohésion. *Lettres Sup*, 2 (5), 260-312.
- Manno, G. (2002). « La politesse et l'indirection : Un essai de synthèse ». *Langage et société*, 100 (2), 5-47. <https://doi.org/10.3917/ls.100.0005>
- Mardellat, P. (2006). « Par-delà la notion de rationalité, l'économie comme science de l'esprit ». *Cahiers d'économie Politique*, 50 (1), 27-58. <https://doi.org/10.3917/cep.050.0027>
- Martin-Juchat, F. (2014). « La dynamique de marchandisation de la communication affective ». *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 5 (21), 17-33. <https://doi.org/10.4000/rfsic.1012>
- Martin-Juchat, F. & Ménissier, T. (2018). « Émotions, dispositifs et organisations : Quelles finalités, quels engagements, quelles dynamiques ? ». *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 14 (5), 1-24. <https://doi.org/10.4000/rfsic.3795>
- Martin, D.-C. (2010). « Écarts d'identité, comment dire l'Autre en politique ? ». *L'identité en jeux*, 3 (1), 13-20. Paris : Karthala.
- Martin, R. (1976). *Inférence, antonymie et paraphrase : Éléments pour une théorie sémantique*. Paris : C. Klincksieck.
- Marzolf, H. (2014). « Écrire sa vie. L'équivoque de la « philosophie du conter » de Hannah Arendt ». *Raison publique*, 19 (2), 139-164. <https://doi.org/10.3917/rpub.019.0139>
- Mattia-Viviès, M. (2000). *Le discours indirect en anglais contemporain : Approche énonciative*. Aix-en-Provence, France : Université de Provence.
- Mayaffre, D. (2002). « Les corpus réflexifs : Entre architextualité et hypertextualité ». *Corpus*, 1 (6), 1-15. <https://doi.org/10.4000/corpus.11>

- Mayaffre, D. (2005). « Les corpus politiques : Objet, méthode et contenu ». *Corpus*, 4 (15), 1-11. <https://doi.org/10.4000/corpus.292>
- Mayaffre, D. (2011). « François Rastier — La mesure et le grain. Sémantique de corpus ». *Corpus*, 19 (10), 320-325. <https://doi.org/10.4000/corpus.2146>
- Mayaffre, D. (2013). « Sarkozysme et populisme. Approche logométrique du discours de Nicolas Sarkozy (2007-2012) ». *Mots*, 10 (3), 73-87. <https://doi.org/10.4000/mots.21489>
- Mayaux, F. (2012). « Management des entreprises de l'économie sociale et solidaire ». *Méthodes & Recherches*, 37 (11), 157-179. Louvain-la-Neuve : De Boeck Supérieur. <https://doi.org/10.3917/dbu.bayle.2012.01.0157>
- McCarthy, E. J., & Perreault, W. D. (1984). *Basic marketing : A managerial approach* (University of Pittsburgh). Pennsylvanie: Homewood.
- Mellado-Damas, A. H. (2012). « Une approche polyphonique de deux adverbes d'énonciation, franchement et sincèrement ». *Voix et marqueurs du discours : Des connecteurs à l'argument d'autorité*, 31 (15), 71-85. Charenton-le-Pont : ENS Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.enseditions.4556>
- Mellema, G. (1997). *Collective Responsibility*. Amsterdam : Rodopi.
- Mercier, A. (2017). « Présentation générale. La communication politique entre nécessité, instrumentalisation et crises ». *La communication politique*, 31 (17), 15-44. Paris : CNRS Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.editions-cnrs.21165>
- Meyer, M. (1996). « Argumentation et questionnement ». *Argumentation et questionnement* 31 (15), 13-36. Paris : Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.hooga.1996.01.0013>
- Meyran, R. (2019). « Les Grands Penseurs du langage ». *Les Grands Penseurs du langage*, 17 (1), 51-54. Auxerre : Éditions Sciences Humaines. <https://doi.org/10.3917/sh.journ.2019.01.0051>
- Moatti, J.-P. (2020). « The French response to COVID-19 : Intrinsic difficulties at the interface of science, public health, and policy ». *The Lancet Public Health*, 5 (5), 255-270. [https://doi.org/10.1016/S2468-2667\(20\)30087-6](https://doi.org/10.1016/S2468-2667(20)30087-6)

- Monconduit, M. (2016). « Le système de santé français, espoirs et réalités ». *Études*, 50 (7), 43-56. <https://doi.org/10.3917/etu.4229.0043>
- Mons, A. (1992). « Économie fictionnelle : Le processus métaphorique ». *La métaphore sociale*, 17 (22), 9-24. Paris : Presses Universitaires de France.
- Mosnier, É., Farnarier, C., & Tinland, A. (2022). « Un modèle innovant d'intervention, de dépistage et de prise en charge mobile de la COVID-19 chez les personnes sans-abri à Marseille ». *Santé Publique*, 33 (6), 947-957. <https://doi.org/10.3917/spub.216.0947>
- Müller-Staub, M. (2012). « The importance of clear methods descriptions in research papers ». *Acta Paulista de Enfermagem*, 25 (5), 1-21. <https://doi.org/10.1590/S0103-21002012000900001>
- Murat, M. (2002). *L'art de Rimbaud* (Vol. 12). Paris : Armand Colin.
- Muylaert, C. J., Sarubbi Jr, V., & Reis, A. (2014). « Narrative interviews : An important resource in qualitative research ». *Revista da Escola de Enfermagem da USP*, 48 (8), 184-189. <https://doi.org/10.1590/S0080-623420140000800027>
- Mvogo, B., & Richard, M. (2017). « La dénomination de Constitution. Indétermination et performativité d'un acte du langage constitutionnel ». *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 78 (1), 147-171. <https://doi.org/10.3917/riej.078.0147>
- Nay, C. (2007). *Un pouvoir nommé désir*. Paris : B. Grasset.
- Nettleton, S. (2008). *The sociology of health and illness*. Cambridge : Polity.
- Nicola, M., O'Neill, N., & Sohrabi, C. (2020). « Evidence based management guideline for the COVID-19 pandemic ». *International Journal of Surgery*, 77 (3), 206-216. <https://doi.org/10.1016/j.ijssu.2020.04.001>
- Nita, R. (2019). « Les guillemets : Modalisation et saillance discursive dans le discours journalistique ». *E-rea*, 8 (17), 3-46. <https://doi.org/10.4000/erea.8807>
- Nouët, C. (2014). « De la participation à la responsabilité ? Les enjeux politiques d'une théorie non morale de la citoyenneté selon Habermas ». *Participations*, 10 (3), 177-188. <https://doi.org/10.3917/parti.010.0177>

- Nouraldeen, A. S. (2015). « Meaning and Context-Three Different Perspectives ». *British Journal of English Language Linguistics*, 3 (2), 13-17.
- Ollivier-Yaniv, C. (2015). « La communication publique sanitaire à l'épreuve des controverses ». *Hermès*, 73 (3), 69-80. <https://doi.org/10.3917/herm.073.0069>
- Ollivier-Yaniv, C., & Rinn, M. (2009). *Communication de l'État et gouvernement du social : Pour une société parfaite ?* Grenoble: Presses universitaires de Grenoble.
- Ong, S., & Marimuthu, K. (2020). « Air, Surface Environmental, and Personal Protective Equipment Contamination by Severe Acute Respiratory Syndrome Coronavirus 2 (SARS-CoV-2) From a Symptomatic Patient ». *JAMA*, 323 (16), 1-3. <https://doi.org/10.1001/jama.2020.3227>
- Opillard, F., Palle, A., & Michelis, L. (2020). « Discourse and Strategic Use of the Military in France and Europe in the COVID-19 Crisis ». *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, 111 (3), 239-259. <https://doi.org/10.1111/tesg.12451>
- Oswald, S. (2020). Pragmatique cognitive, argumentation et perlocution. *Argumentation et analyse du discours*, 25 (15), 1-24. <https://doi.org/10.4000/aad.4793>
- Paissa, P. (2020). *Métaphore et conflit*. Bern : Peter Lang.
- Palier, B., & Roussel, R. (2016). « Avant-propos ». *Revue française des affaires sociales*, 34 (1), 7-34. <https://doi.org/10.3917/rfas.161.0007>
- Paltrinieri, L. (2012). « Politique(s) de la vérité ». *L'expérience du concept : Michel Foucault entre épistémologie et histoire*, 13 (22), 213-268. Paris : Éditions de la Sorbonne.
- Paul, M. (2020). « Dynamiser un processus d'écoute multiréférentielle ». *Perspectives en éducation et formation*, 2 (44), 154-188.
- Paulette, R.-D. (2009). « Laurence ROSIER, Le discours rapporté en français ». *Cahiers de littérature orale*, 41 (31), 151-155.
- Paveau, M.-A. (2012). « Réalité et discursivité. D'autres dimensions pour la théorie du discours ». *Semen*, 34 (14), 1-23. <https://doi.org/10.4000/semen.9748>

- Pennec, B. (2005). « Stratégies discursives implicites et manipulation ». M. Schuwer, *Parole et pouvoir* 17 (15), 101-117. Rennes : Presses universitaires de Rennes. <https://doi.org/10.4000/books.pur.31015>
- Pennec, B. (2021). « Positionnements énonciatifs évolutifs : Le cas des réajustements discursifs ». *Anglophonia*, 32 (16), 40-78. <https://doi.org/10.4000/anglophonia.3944>
- Perraud, É. (2001). « Le système des partis sous la Ve République ». *Pouvoirs*, 99 (4), 101-115. <https://doi.org/10.3917/pouv.099.0101>
- Perrez, J., Randour, F., & Reuchamps, M. (2019). « De l'uniformité du discours politique : Analyse bibliométrique et linguistique de la catégorisation des discours politiques ». *CogniTextes*, 19 (15), 21-62. <https://doi.org/10.4000/cognitextes.1337>
- Perron, Z., Buzaud, J., Diter, K., & Martin, C. (2019). « Les approches du bien-être. Un champ de recherche multidimensionnel ». *Revue des politiques sociales et familiales*, 131 (31), 119-126. <https://doi.org/10.3406/caf.2019.3349>
- Perron, Z., Buzaud, J., Diter, K., & Martin, C. (2021). « Approaches to Well-being : A Multidimensional Field of Research ». *Revue des politiques sociales et familiales*, 141 (4), 231-240. <https://doi.org/10.3917/rpsf.141.0231>
- Philipsen, K. (2018). « Theory Building : Using Abductive Search Strategies ». *Collaborative Research Design*, 12 (21), 45-71. Singapore : Springer Singapore.
- Pineault, R. (2012). *Comprendre le système de santé pour mieux le gérer*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Piot, P. (2010). *L'épidémie du sida*. Paris : Collège de France. <https://doi.org/10.4000/books.cdf.188>
- Pitseys, J. (2017). « Démocratie et citoyenneté ». *Dossiers du CRISP*, 88 (1), 9-113. <https://doi.org/10.3917/dscrisp.088.0009>
- Plante, M. (2016). « Pouvoir et impouvoir du langage : Introduction ». *Sens public*, 19 (1), 1-7. <https://doi.org/10.7202/1044392ar>
- Plantin, C. (1996). *L'argumentation*. Paris : Seuil.

- Plantin, C. (1997). « L'argumentation dans l'émotion ». *Pratiques*, 96 (1), 81-100. <https://doi.org/10.3406/prati.1997.2475>
- Plantin, C. (2005). « Les études d'argumentation de délégitimation en réinventions ». *L'argumentation : Histoire théories et perspectives*, 19 (19), 1-46. Paris : Presses Universitaires de France.
- Pompidou, A. (2023). *C'était Georges, mon père*. Paris : Robert Laffont.
- Pradelle, D. (2004). « Intension ou extension ? Sur le statut du concept chez Frege ». *Philosophie*, 83 (4), 28-58. <https://doi.org/10.3917/philo.083.0028>
- Prak-Derrington, E. (2021). « La litanie à travers les genres de discours ». *Magies de la répétition* 17 (15), 199-241. Charenton-le-Pont Cedex : ENS Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.enseditions.16504>
- Pressouyre, F., & Sindou, R. (1966). « Pompidou, nom de famille ». *Revue Internationale d'Onomastique*, 18 (4), 271-276. <https://doi.org/10.3406/rio.1966.1930>
- Preston, I. L. (1982). « The Association Model of the Advertising Communication Process ». *Journal of Advertising*, 11 (2), 3-15. <https://doi.org/10.1080/00913367.1982.10672799>
- Prochaska, J. O., & DiClemente, C. C. (1984). *The transtheoretical approach : Crossing traditional boundaries of therapy*. Homewood, Ill : Dow Jones-Irwin.
- Puech, C. (1992). « Langages ». *Sémiologie et histoire des théories du langage*, 26 (107), 28-37.
- Rabatel, A. (2003). « Les verbes de perception en contexte d'effacement énonciatif : Du point de vue représenté aux discours représentés ». *Travaux de linguistique*, 46 (1), 49-88. <https://doi.org/10.3917/tl.046.0049>
- Rabatel, A. (2004a). *Argumenter en racontant : (Re)lire et (ré)écrire les textes littéraires*. Bruxelles : De Boeck. <https://doi.org/10.3917/dbu.rabat.2004.01>
- Rabatel, A. (2004b). « Effacement énonciatif et effets argumentatifs indirects dans l'incipit du Mort qu'il faut de Semprun ». *Semen*, 17 (15), 1-40. <https://doi.org/10.4000/semen.2334>

- Rabatel, A. (2010). « Schémas, techniques argumentatives de justification et figures de l'auteur (théoricien et/ou vulgarisateur) ». *Revue d'anthropologie des connaissances*, 4 (3), 11-47. <https://doi.org/10.3917/rac.011.0505>
- Rabatel, A. (2011). « Sur les concepts de narrateur et de narratologie non communicationnelle ». *Littérature*, 163 (3), 108-138. <https://doi.org/10.3917/litt.163.0108>
- Rabatel, A. (2021). « Postures énonciatives, interaction et dialogisme ». *Cahiers de praxématique*, 13 (75), 14-54. <https://doi.org/10.4000/praxematique.7190>
- Rastier, F. (2006). « Formes sémantiques et textualité ». *Langages*, 163 (3), 99-114. <https://doi.org/10.3917/lang.163.0099>
- Rastier, F. (2007). « Passages ». *Corpus*, 7 (6), 25-54. <https://doi.org/10.4000/corpus.832>
- Rastier, F. (2009). *Sémantique interprétative*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Rauzduel-Lambourdiere, N. (2007). « Langage, Langue et Culture ». *Recherches et ressources en éducation et en formation*, 6 (1), 48-59. <https://doi.org/10.4000/rref.141>
- Ravat, J. (2007). « Actions, émotions, motivation : Fondements psychologiques du raisonnement pratique ». *Le Philosophoire*, 29 (2), 81-95. <https://doi.org/10.3917/phoir.029.0081>
- Reboul, O. (2001). *Introduction à la rhétorique*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Rey, A., Rey-Debove, J., & Robet, P. (2022). Éditions Le Robert : La référence en langues pour définir, traduire, corriger et certifier. *Le Robert*.
- Ricœur, P. (1985). « Temps et récit ». *Le temps raconté* (Vol. 3). Paris : Seuil.
- Ricœur, P. (2004). « Parcours de la reconnaissance ». *Mondes en développement*, 128 (4), 131-132. <https://doi.org/10.3917/med.128.0131>
- Ricœur, P. (2009). *Parcours de la reconnaissance : Trois études*. Paris : Gallimard.
- Rigat, F. (2010). « Mes chers compatriotes : Stratégies discursives de l'interpellation des électeurs dans les professions de foi ». *Corela*, 8 (11), 12-32. <https://doi.org/10.4000/corela.783>

- Ringold, D. J., & Weitz, B. (2007). « The American Marketing Association Definition of Marketing : Moving from Lagging to Leading Indicator ». *Journal of Public Policy & Marketing*, 26 (2), 251-260. <https://doi.org/10.1509/jppm.26.2.251>
- Rinn, M. (1998). *Les récits du génocide : Sémiotique de l'indicible*. Paris : Delachaux et Niestlé.
- Rinn, M. (2002). *Les discours sociaux contre le SIDA : Rhétorique de la communication publique*. Bruxelles : De Boeck Université.
- Rinn, M. (2008). *Émotions et discours : L'usage des passions dans la langue*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Rinn, M. (2010). « Le scénario pathétique du marketing social ». M. Iliescu, H. Siller-Runggaldier, & P. Danler, *XXVe CILPR Congrès International de Linguistique et de Philologie Romanes*, 17 (34), 231-240. Berlin : De Gruyter.
- Rinn, M. (2016). *Témoignages sous influence : La vérité du sensible*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Rinn, M. (2023). « Pathos », Lorenzi Bailly Nolwenn et Moïse Claudine, *Discours de haine et de radicalisation*, ENS Éditions, p. 73-80.
- Rinn, M. (2023). « Pathos ». N. Lorenzi Bailly & C. Moïse, *Discours de haine et de radicalisation*, 43 (7), 73-80. Charenton-le-Pont Cedex : ENS Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.enseditions.43875>
- Rinn, M., & Sherlaw, W. (Éds). (2018). *Santé publique et communication*. Paris : L'Harmattan.
- Robinson, J. A. (2011). « Politique industrielle et développement : Analyse en termes d'économie politique ». *Revue d'économie du développement*, 5 (4), 21-45. <https://doi.org/10.3917/edd.244.0021>
- Rocard, M. (1987). « Règles du jeu ». *Le cœur à l'ouvrage*, 41 (23) 96-235. Paris : O. Jacob.
- Roques, L., Klein, E. K., Papaïx, J., & Soubeyrand, S. (2020). « Using Early Data to Estimate the Actual Infection Fatality Ratio from COVID-19 in France ». *Biology*, 9 (5), 97-103. <https://doi.org/10.3390/biology9050097>

- Rosenzweig, P. (2009). « L'effet halo, ou les mirages de la performance ». *Le journal de l'école de Paris du management*, 79 (5), 9-16. <https://doi.org/10.3917/jepam.079.0009>
- Rosier, L. (1993). « De la stylistique sociologique suivie d'une application pratique : Discours direct, presse et objectivités ». *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, 71 (3), 625-644. <https://doi.org/10.3406/rbph.1993.3894>
- Rosier, L. (2004). « La circulation des discours à la lumière de « l'effacement énonciatif » : L'exemple du discours puriste sur la langue ». *Langages*, 164 (5), 65-78. <https://doi.org/10.3917/lang.156.0065>
- Rosier, L. (2008). *Le discours rapporté en français*. Paris : Ophrys.
- Rudasill, K. M., Snyder, K. E., Levinson, H., & L. Adelson, J. (2018). « Systems View of School Climate : A Theoretical Framework for Research ». *Educational Psychology Review*, 30 (1), 35-60. <https://doi.org/10.1007/s10648-017-9401-y>
- Rundle-Thiele, S., Parkinson, J., & Arli, D. (2017). The Use of the Major Components of Social Marketing : « A Systematic Review of Tobacco Cessation Programs ». *Social Marketing Quarterly*, 23 (3), 232-248. <https://doi.org/10.1177/1524500417704813>
- Ruquoy, D., & Remy, J. (1990). « L'analyse structurale et la symbolique sociale ». *Méthodes d'analyse de contenu et sociologie*, 23 (15), 111-132. Bruxelles : Presses de l'Université Saint-Louis. <https://doi.org/10.4000/books.pusl.16702>
- Saglietto, A., D'Ascenzo, F., Zoccai, G. B., & De Ferrari, G. M. (2020). « COVID-19 in Europe : The Italian lesson ». *The Lancet*, 395 (16), 1110-1111. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(20\)30690-5](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(20)30690-5)
- Salkind, N. J. (2012). « The Importance of Practicing Ethics in Research ». *Exploring research*, 11 (15), 83-95. Boston : Pearson.
- Saracci, R. (1997). « The world health organisation needs to reconsider its definition of health ». *BMJ*, 3 (14), 11-23. <https://doi.org/10.1136/bmj.314.7091.1409>
- Sarter, M. (2006). « The consequences of atheoretical, task-driven experimentation ». *Behavioral Neuroscience*, 120 (2), 493-495. <https://doi.org/10.1037/0735-7044.120.2.493>
- Savan, D. (1980). « La sémiotique de Charles S. Peirce ». *Langages*, 14 (58), 9-23. <https://doi.org/10.3406/lgge.1980.1844>

- Scarantino, L. M. (2007). « Persuasion, rhétorique et autorité ». *Diogène*, 217 (1), 22-38. <https://doi.org/10.3917/dio.217.0022>
- Schäffner, C. (2000). « Discourse Analysis for Translation and Translator Training : Status, Needs, Methods ». *Current Issues In Language and Society*, 7 (3), 177-184. <https://doi.org/10.1080/13520520009615580>
- Schill, D. (2012). « The Visual Image and the Political Image : A Review of Visual Communication Research in the Field of Political Communication ». *Review of Communication*, 12 (2), 118-142. <https://doi.org/10.1080/15358593.2011.653504>
- Schmetz, R. (1997). « D'un bon usage du Traité de l'argumentation de C. Perelman ». *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 39 (2), 69-105. <https://doi.org/10.3917/riej.039.0069>
- Schwartz, S. J., Luyckx, K., & Vignoles, V. L. (2011). « Introduction : Toward an Integrative View of Identity ». *Handbook of identity theory and research*, 17 (23), 1-27. New York : Springer.
- Shaman, J. (2021). « An estimation of undetected COVID cases in France ». *Nature*, 5 (90), 38-39. <https://doi.org/10.1038/d41586-020-03513-9>
- Sheringham, M. (2013). « Barthes et le quotidien : Ce qui tombe comme une feuille sur le tapis de la vie ». *Lignes d'art*, 7 (15), 177-218.
- Sigal, M. (2022). « Qui sont les jeunes entrés dans le plan « 1 jeune, 1 solution » ? ». *Dares Focus*, 3 (6), 2-28.
- Snoeck Henkemans, F. (2009). « La préterition comme outil de stratégie rhétorique ». *Argumentation et analyse du discours*, 2 (17), 1-13. <https://doi.org/10.4000/aad.217>
- Sontag, J. C. (1996). « Toward a Comprehensive Theoretical Framework for Disability Research : Bronfenbrenner Revisited ». *The Journal of Special Education*, 30 (3), 319-344. <https://doi.org/10.1177/002246699603000306>
- Stecq, H., & Simard, M. (2015). « Le leadership et le discours dans la mobilisation d'acteurs du développement : Le cas de la stratégie migration ». *Recherches sociographiques*, 56 (1), 171-194. <https://doi.org/10.7202/1030277ar>

- Su, S., Wong, G., & Gao, G. F. (2016). « Epidemiology, Genetic Recombination, and Pathogenesis of Coronaviruses ». *Trends in Microbiology*, 24 (6), 490-502. <https://doi.org/10.1016/j.tim.2016.03.003>
- Szulmajster-Celnikier, A. (2007). « L'expression de la peur à travers les langues ». *La linguistique*, 43 (1), 89-116. <https://doi.org/10.3917/ling.431.0089>
- The Lancet. (2018). « France may be back, but the old ways persist for INSERM ». *The Lancet*, 3 (91), 23-90. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(18\)31318-7](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(18)31318-7)
- Torres-Martínez, S. (2023). « Grammaire agentielle cognitive de constructions : Explorations sémiotico-linguistiques des origines de la représentation incarnée ». *Signata*, 16 (4), 50-72. <https://doi.org/10.4000/signata.4551>
- Touratier, C. (2010). *La sémantique*. Paris : A. Colin.
- Tronto, J. C., & Maury, H. (2025). *Un Monde Vulnérable Pour une Politique du Care*. Québec : La Decouverte Editions.
- Valery, K.-M. (2021). *Réduction de la stigmatisation de la schizophrénie dans les pratiques en santé mentale*. Thèse en Psychologie. Université de Bordeaux, Bordeaux.
- Van Dijk, T. A. (2006). « Ideology and discourse analysis ». *Journal of Political Ideologies*, 11 (2), 115-140. <https://doi.org/10.1080/13569310600687908>
- Van Hout, G. (1973). « Structures ». *Franc—Math : Essai pédagogique sur les structures grammaticales du français moderne. III La proposition*, 14 (5), 230-243. Paris : Didier.
- Vergopoulos, H. (2011). « La présentation de soi. Ethos et identité verbale ». *Communication & langages*, 167 (1), 100-144. <https://doi.org/10.4074/S0336150011011124>
- Verine, B. (2005). « Dialogisme interdiscursif et interlocutif du discours rapporté : Jeux sur les frontières à l'oral ». *Dialogisme et polyphonie*, 7 (30), 187-200. Louvain-la-Neuve : De Boeck Supérieur.
- Vernant, D. (2011). « Introduction ». *Introduction à la philosophie contemporaine du langage*, 14 (4), 7-24. Paris : Armand Colin.

- Vidal, D. (2008). « Émile Durkheim, Les formes élémentaires de la vie religieuse ». *Archives de sciences sociales des religions*, 4 (144), 163-274. <https://doi.org/10.4000/assr.19183>
- Vincent, G. (1976). « La métaphore vive de Paul Ricœur ». *Revue d'histoire et de philosophie religieuses*, 56 (4), 567-581. <https://doi.org/10.3406/rhpr.1976.4354>
- Volpert, V., Banerjee, M., & Petrovskii, S. (2020). « On a quarantine model of coronavirus infection and data analysis ». *Mathematical Modelling of Natural Phenomena*, 15 (17), 1-24. <https://doi.org/10.1051/mmnp/2020006>
- Vuong, Q.-H. (2020). « Reform retractions to make them more transparent ». *Nature*, 582 (149), 17-43. <https://doi.org/10.1038/d41586-020-01694-x>
- Walker, R. (2011). *Strategic management communication : For leaders*. Mason, Ohio : South-Western Cengage Learning.
- Walliman, N. (2017). « Research Theory ». *Research Methods : The Basics*, 15 (34), 9-15. London : Routledge.
- Walton, D. (2005). « Arguments and Dialogues ». *Fundamentals of Critical Argumentation*, 12 (15), 1-29. États-Unis : Cambridge University Press.
- Wener, R. (2008). « History and Trends in Environmental Design Research ». *Journal of Architectural and Planning Research*, 25 (4), 282-297.
- Wetzel, M. (1989). *Les passions*. Paris : Quintette.
- Williams, M. (2004). « Context, Meaning, and Truth ». *Philosophical Studies*, 117 (12), 107-130. <https://doi.org/10.1023/B:PHIL.0000014542.79912.34>
- Wodak, R. (2022). « Légitimer la gestion de crise pendant la Covid-19 ». *Argumentation et analyse du discours*, 2 (28), 1-18. <https://doi.org/10.4000/aad.5999>
- Woerther, F. (2005). « Aux origines de la notion rhétorique d'éthos ». *Revue des Études Grecques*, 118 (1), 79-116. <https://doi.org/10.3406/reg.2005.4607>
- Woods, R. (1989). « La santé publique en milieu urbain (XIXe-XXe siècles) : Hygiène et mesures d'assainissement ». *Annales de démographie historique*, 5 (12), 183-195. <https://doi.org/10.3406/adh.1989.1738>

- Wuillème, T. (2002). « Michel Foucault, L’herméneutique du sujet ». *Questions de communication*, 15 (17), 1-34. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.6522>
- Yasri-Labrique, É. (2010). « Michael Rinn éd. Émotions et discours. L’usage des passions dans la langue ». *Mots*, 9 (93), 145-148. <https://doi.org/10.4000/mots.19834>
- Zheng, H. (2022). « Meaning Construction of Environmental Discourse from the Perspective of Cognitive Linguistics ». *OALib*, 9 (5), 1-19. <https://doi.org/10.4236/oalib.1108795>
- Zube, E. H. (1984). « Themes in Landscape Assessment Theory ». *Landscape Journal*, 3 (2), 104-110. <https://doi.org/10.3368/lj.3.2.104>
- Zupnik, J. Y. (1991). « Language and power ». *Language in Society*, 20 (2), 265-269. <https://doi.org/10.1017/S0047404500016316>

Table des matières

SOMMAIRE	3
DÉDICACE	6

REMERCIEMENTS	7
RÉSUMÉ	9
ABSTRACT	10
LISTE DES FIGURES	11
LISTE DES TABLEAUX	11
LISTE DES ABRÉVIATIONS	11
INTRODUCTION GÉNÉRALE	13
<i>A. Contexte général de cette recherche</i>	<i>13</i>
• Pandémie de COVID-19 : repères historiques	13
⇒ Emergence du virus (fin 2019 – début 2020)	14
⇒ Impacts globaux : sanitaires, politiques, sociaux, et économiques	15
• La communication de crise en contexte pandémique	16
⇒ Importance de la parole politique en période de crise	17
⇒ Multiplication des prises de parole institutionnelles	17
⇒ Le rôle du Président dans le pilotage discursif de la Nation	18
<i>B. Problématisation scientifique</i>	<i>20</i>
• Pourquoi étudier les discours présidentiels en temps de crise ?	20
⇒ La parole d'autorité entre légitimation politique et performativité discursive	21
⇒ Dimension exceptionnelle et historique de ces allocutions	21
• Spécificité linguistique des discours liés à la crise sanitaire	22
⇒ Hyper-formalisation, cadrage énonciatif, stratégies rhétoriques	23
⇒ Effets pragmatiques : rassurer, persuader, mobiliser	23
<i>C. Objectifs et intérêt de la recherche</i>	<i>24</i>
• Contribution de la recherche	24
• Étudier la mise en mots de la crise par la plus haute autorité politique	25
• La construction discursive du réel en contexte épidémique	25
• Structure de la thèse	26
<i>D. Description de la méthodologie</i>	<i>30</i>
• Classification et structuration des données	31
• Comment naviguer dans le corpus et accéder aux passages cités et analysés ?	32
• Le dictionnaire CNRTL pour l'analyse textuelle	35
<i>E. Synthèse de la communication présidentielle (le corpus en quelques pages)</i>	<i>36</i>
• Le discours du 12/03/2020	36
• Le discours du 16/03/2020	37
• Le discours du 14/06/2020	38
• Le discours du 28/10/2020	40
• Le discours du 24/11/2020	41
• Le discours du 31/03/2021	42
• Le discours du 12/07/2021	43
• Le discours du 9/11/2021	44
PARTIE I	47
LE DISCOURS MACRONIEN, ENTRE VULGARISATION MÉDICALE ET STRATÉGIES D'INFLUENCE EN TEMPS DE CRISE	47
CHAPITRE 1	48
LES PRÉDISCOURS ET LE CADRE PRÉDISCURSIF	48
1.1. <i>Introduction au corpus choisi pour cette étude</i>	<i>48</i>
1.2. <i>Objectifs et attentes de cette thèse</i>	<i>49</i>

1.3.	<i>Les modalités de l'analyse</i>	52
1.4.	<i>Les limites de cette analyse</i>	53
1.5.	<i>Les particularités socio-historiques du traitement de la question sanitaire</i>	54
1.5.1.	La gestion de la santé publique sous la V ^e République	54
1.6.	<i>La politique sanitaire en France</i>	62
1.7.	<i>Synthèse intermédiaire n°1</i>	65
CHAPITRE 2		68
LE PRÉSIDENT ENTRE LES EXPERTS MÉDICAUX ET LE GRAND PUBLIC		68
2.1.	<i>Etat de l'art</i>	69
2.2.	<i>Définition, délimitation et institutionnalisation du terme « COVID-19 »</i>	71
2.3.	<i>La communication médicale dans l'arène publique</i>	72
2.4.	<i>De la prévention à la vigilance : les messages clés face à la COVID-19</i>	73
2.5.	<i>L'entrée des termes médicaux dans le discours</i>	79
2.6.	<i>La gestion politique et nationale de la crise</i>	86
2.6.1.	L'arrivée de l'épidémie en France	87
2.6.2.	Les mesures sanitaires	98
2.6.2.1.	Le port du masque	99
2.6.2.2.	La distanciation sociale	108
2.6.2.3.	Les campagnes de vaccination : communication et adhésion publique	119
2.7.	<i>Synthèse intermédiaire n°2</i>	132
CHAPITRE 3		134
UNE ANALYSE (CON)TEXTUELLE DE LA TERMINOLOGIE SANITAIRE DANS LA COMMUNICATION MACRONIENNE		134
3.1.	<i>Etat de l'art</i>	136
3.2.	<i>Les spécificités des mots consacrés à la santé</i>	139
3.3.	<i>Analyse des termes sanitaires au sein du corpus</i>	143
3.4.	<i>Synthèse intermédiaire n°3</i>	199
CHAPITRE 4		201
LE RENFORCEMENT DE LA SOLIDARITE PAR LE MARKETING SOCIAL DANS LA COMMUNICATION MACRONIENNE		201
4.1.	<i>Etat de l'art</i>	203
4.2.	<i>Déconstruction du discours macronien face à la pandémie</i>	206
4.3.	<i>Le marketing social lié à la COVID-19 dans les discours macroniens</i>	234
4.4.	<i>Synthèse intermédiaire n°4</i>	252
PARTIE II		253
LE TRAITEMENT DE LA QUESTION SANITAIRE DANS LES DISCOURS MACRONIENS		253
CHAPITRE 5		256
L'ÉTHOS DU LEADERSHIP DANS LE DISCOURS DU PRÉSIDENT FACE À L'ÉPIDÉMIE		256
5.1.	<i>Etat de l'art</i>	258
5.2.	<i>L'éthos macronien : un examen des stratégies rhétoriques</i>	263
5.3.	<i>Le leadership et la communication en temps de crise</i>	279
5.4.	<i>Prudence, vertu et bienveillance comme fondements de la crédibilité</i>	297
5.5.	<i>Synthèse intermédiaire n°5</i>	308
		495

CHAPITRE 6	310
LES PARTICULARITÉS DU DISCOURS SANITAIRE DU PRÉSIDENT EMMANUEL MACRON	310
6.1. <i>Etat de l'art</i>	311
6.2. <i>La richesse du choix lexical et des termes chargés dans le corpus</i>	314
6.2.1. Les choix linguistiques dans le discours macronien	315
6.2.1.1. Le choix lexical	315
6.2.2. Les termes chargés	324
6.3. <i>La performativité du discours macronien</i>	330
6.4. <i>Les fondements du discours sanitaire du Président Macron</i>	342
6.4.1. Ses recours à la science	342
6.4.2. Sa référence aux valeurs républicaines	352
6.5. <i>Synthèse intermédiaire n°6</i>	363
CHAPITRE 7	364
L'ARGUMENTATION DANS LE DISCOURS SANITAIRE DU PRÉSIDENT MACRON	365
7.1. <i>Etat de l'art</i>	366
7.2. <i>Les arguments centraux que le Chef de l'Etat déploie dans son discours</i>	369
7.2.1. La mobilisation nationale face à l'épidémie	369
7.2.2. Le vaccin	378
7.3. <i>La rhétorique des données numériques et des stratégies équivoques des figures rhétoriques dans le discours macronien</i>	390
7.3.1. L'usage rhétorique des données numériques	392
7.3.2. L'équivoque stratégique des figures rhétoriques	405
7.4. <i>Synthèse intermédiaire n°7</i>	412
CHAPITRE 8	415
LE PATHOS DE LA COMMUNICATION MACRONIENNE EN SANTÉ PUBLIQUE	415
8.1. <i>Etat de l'art</i>	417
8.1.1. La construction de l'empathie dans le discours macronien	421
8.1.2. L'invocation de la responsabilité collective chez le Chef de l'Etat	428
8.2. <i>Le recours à la peur pour mobiliser le téléspectateur</i>	434
8.3. <i>Synthèse intermédiaire n°8</i>	454
CONCLUSION ET PERSPECTIVE	456
BIBLIOGRAPHIE	462
TABLE DES MATIÈRES	493

Titre : L'argumentation dans les discours présidentiels sur la prévention de la COVID-19

Mots clés : Analyse du discours, Communication en santé publique, COVID-19, Stratégies rhétoriques, Argumentation, Président Emmanuel Macron.

Résumé : Les discours politiques, notamment ceux prononcés par des figures de premier plan comme le Président Emmanuel Macron, jouent un rôle déterminant dans la gestion des crises sanitaires telles que celle de la COVID-19. En tant que Chef de l'Etat, il utilise son discours pour informer, rassurer et mobiliser le grand public français. Ce type de discours, par sa nature persuasive, utilise diverses stratégies pour atteindre ses objectifs : informer le sujet-cible, inspirer confiance et surtout inciter à l'action collective. À première vue, les discours macroniens peuvent sembler variés et adaptés à des contextes spécifiques, puisqu'ils sont influencés par des facteurs sanitaires propres à chaque moment de l'épidémie. Pour cela, il est possible d'identifier des régularités discursives et des stratégies persuasives communes dans ces prises de parole. Cette identification permet une meilleure compréhension de la façon dont ce sujet-énonciateur communique en période de crise et comment il emploie le langage

pour influencer le comportement publique.

L'objectif principal de cette thèse est d'examiner les stratégies discursives utilisées par le Président dans ses discours en réponse à la COVID-19. Nous nous basons sur des éléments théoriques issus de différentes théories de la communication, notamment les concepts du marketing social, l'éthos et le pathos afin d'organiser les catégories d'analyse. Au total, huit discours sont analysés, révélant des stratégies récurrentes telles que l'appel à la solidarité nationale, l'utilisation de données scientifiques et numériques pour légitimer les mesures gouvernementales prises, et l'expression d'empathie envers les victimes de la COVID-19. Ces stratégies contribuent à maintenir la cohésion sociale ainsi qu'à encourager le respect des mesures sanitaires, illustrant l'indispensabilité de la communication politique en temps de crise.

Title : The argumentation in presidential speeches on COVID-19 prevention

Keywords : Discourse analysis, Public health communication, COVID-19, Rhetorical strategies, Argumentation, President Emmanuel Macron.

Abstract : Political speeches, particularly those delivered by prominent figures such as President Emmanuel Macron, play a decisive role in managing health crises such as COVID-19. As head of state, he uses his speeches to inform, reassure, and mobilize the French public. This type of speech, by its persuasive nature, uses various strategies to achieve its objectives: informing the target audience, inspiring confidence, and above all, encouraging collective action. At first glance, Macron's speeches may seem varied and adapted to specific contexts, as they are influenced by health factors specific to each moment of the epidemic. However, it is possible to identify common discursive patterns and persuasive strategies in these speeches. This identification allows for

a better understanding of how this speaker communicates in times of crisis and how he uses language to influence public behavior.

The main objective of this thesis is to examine the discursive strategies used by the President in his speeches in response to COVID-19. We draw on theoretical elements from various communication theories, including the concepts of social marketing, ethos, and pathos, to organize the categories of analysis. A total of eight speeches are analyzed, revealing recurring strategies such as calls for national solidarity, the use of scientific and digital data to legitimize government measures, and expressions of empathy toward COVID-19 victims. These strategies help maintain social cohesion and encourage compliance with health measures, illustrating the indispensability of political communication in times of crisis.